

NOTE D'INFORMATION

CNIA SAADA Assurance

INTRODUCTION EN BOURSE PAR CESSIION D' ACTIONS



CNIA SAADA
Assurance

NOMBRE D' ACTIONS A CEDER : 617 531

PRIX DE SOUSCRIPTION : 1 044 DIRHAMS

MONTANT GLOBAL DE L' OPERATION : 644 702 364 DIRHAMS

PERIODE DE SOUSCRIPTION : DU 2 NOVEMBRE 2010 AU 5 NOVEMBRE 2010

POSSIBILITE DE CLOTURE ANTICIPEE LE 3 NOVEMBRE 2010

**Organisme Conseil et Coordinateur Global
ATTIJARI FINANCES CORP.**



Attijariwafa bank
CORPORATE FINANCE

**Chef de file du syndicat de
placement et organisme
chargé de l'enregistrement**

**ATTIJARI
INTERMEDIATION**

Syndicat de placement



VISA DU CONSEIL DEONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIERES

Conformément aux dispositions de la circulaire du CDVM n°03/04 du 19 novembre 2004, prise en application de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, l'original de la présente note d'information a été visé par le CDVM le 25/10/2010 sous la référence n° VI/EM/042/2010.



ABREVIATIONS.....	5
DEFINITIONS	7
PARTIE I. ATTESTATIONS ET COORDONNEES.....	14
I. Le président du Conseil d'Administration	15
II. Les commissaires aux comptes de CNIA SAADA Assurance.....	16
III. Le conseiller financier.....	20
IV. Le conseiller juridique.....	21
V. Les actuaires conseils.....	22
VI. Le responsable de l'information et de la communication financière.....	23
PARTIE II. PRESENTATION DE L'OPERATION	24
I. Cadre de l'opération.....	25
II. Objectifs de l'opération.....	25
III. Actionnaires cédants	26
IV. Intention des actionnaires et des dirigeants	26
V. Structure de l'offre	26
VI. Eléments d'appréciation du prix	31
VII. Cotation en Bourse.....	38
VIII. Modalités de souscription	39
IX. Intermédiaires financiers et syndicat de placement.....	48
X. Modalités de traitement des ordres.....	49
XI. Procédure de contrôle et d'enregistrement par la Bourse de Casablanca	52
XII. Modalités de règlement et de livraison des titres	54
XIII. Restitution du reliquat au souscripteur.....	54
XIV. Commissions liées à l'opération	55
XV. Modalités de publication des résultats de l'opération	55
XVI. Fiscalité	56
XVII. Charges relatives à l'opération.....	57
PARTIE III. PROCESSUS DE FUSION ENTRE CNIA ASSURANCE ET ASSURANCES ES SAADA	58
I. Présentation de Assurances Es Saada.....	59
II. Présentation de CNIA Assurance	64
III. Présentation de la fusion entre CNIA Assurance et Assurances Es Saada.....	67
PARTIE IV. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE CNIA SAADA ASSURANCE	68
I. Renseignements à caractère général.....	69
II. Renseignements sur le capital de CNIA SAADA Assurance.....	70
III. Marché des titres du cédant.....	78
IV. Notation.....	78
V. Assemblée d'actionnaires.....	78
VI. Désignation des commissaires aux comptes	80

VII.	Organes d'administration	80
VIII.	Organes de direction	83
IX.	Gouvernement d'entreprise	89
PARTIE V.	ACTIVITE DE CNIA SAADA ASSURANCE	97
I.	Historique et faits marquants de CNIA SAADA Assurance	98
II.	Appartenance de l'émetteur au groupe SAHAM	99
III.	Activité de CNIA SAADA Assurance	113
PARTIE VI.	ANALYSE FINANCIERE	225
I.	Méthodologie pour l'élaboration des comptes proforma sociaux	227
II.	Analyse du compte de produits et charges	228
III.	Analyse du bilan.....	251
IV.	Tableau de financement	266
V.	Analyse du compte de produits et charges Proforma	271
VI.	Bilan.....	285
PARTIE VII.	PERSPECTIVES	288
I.	Perspectives de développement des principaux vecteurs de l'assurance au Maroc	289
II.	Perspectives de développement du secteur de l'assurance au maroc	292
III.	Perspectives de croissance de CNIA SAADA Assurance.....	295
PARTIE VIII.	FACTEURS DE RISQUES	314
I.	Risque de marché.....	315
II.	Risque de liquidité	315
III.	Risque d'intermédiaires	315
IV.	Risque de hausse de la sinistralité	315
V.	Risque lié à la bancassurance.....	315
VI.	Risque lié à la non réalisation du Business Plan	316
VII.	Risque réglementaire.....	316
VIII.	Risque concurrentiel	316
IX.	Risque lié à la fusion absorption de Assurances Es Saada.....	316
X.	Risque lié au prêt accordé par le FSA	317
XI.	Risque fiscal	317
XII.	Accord de libre échange Maroc – Etats-Unis.....	317
PARTIE IX.	FAITS EXCEPTIONNELS.....	318
PARTIE X.	LITIGES ET AFFAIRES CONTENTIEUSES.....	320
PARTIE XI.	ANNEXES.....	322
	COMPTES SOCIAUX.....	323

I.	Comptes sociaux 1 ^{ier} semestre 2010.....	323
II.	Comptes sociaux 2009	334
III.	Comptes sociaux 2008	364
IV.	Comptes sociaux 2007	401
	COMPTES CONSOLIDES.....	436
V.	Notes annexes aux comptes consolidés au 31 decembre 2009.....	436
VI.	Comptes consolidés 2009.....	446
VII.	Notes annexes aux comptes consolidés Proforma au 31 decembre 2007 et 2008.....	450
VIII.	Comptes consolidés Proforma 2007 et 2008.....	457
IX.	Bulletin de Souscription.....	474

ABREVIATIONS

AC	Accidents Corporels
AT	Accident du Travail
AMC	Assurance Maladie Complémentaire
BAM	Bank Al-Maghrib
BNEJ	Bureau de Notification et Exécution Judiciaire
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CCA	Comité Consultatif des Assurances
CDG	Caisse de Dépôt et de Gestion
CDVM	Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
CGI	Code Général des Impôts
CID	Convention d'Indemnisation Directe
CIMR	Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite
CMPC	Coût Moyen Pondéré du Capital
CGNC	Code Général de Normalisation Comptable
CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
DAPS	Direction des Assurances et de la Prévoyance Sociale
DAT	Dépôt A Terme
DCF	Discounted Cash Flow
ETIC	État des Informations Complémentaires
FCP	Fonds commun de placement
FMSAR	Fédération Marocaine des Sociétés d'Assurances et de Réassurance
FNACAM	Fédération Nationale des Agents et Courtiers d'Assurance au Maroc
IR	Impôt sur les Revenus
IS	Impôt sur les Sociétés
MAMDA	Mutuelle Agricole Marocaine d'Assurances
MATU	Mutuelle d'Assurances des Transporteurs Unis
MCMA	Mutuelle Centrale Marocaine d'Assurances
Mdh	Millions de dirhams
Mrds Dh	Milliards de dirhams
Mrds USD	Milliards de dollars américains
MENA	Middle East North Africa
MUSD	Million Dollars Américain

NA	Non Applicable
NS	Non Significatif
OPCVM	Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
PPNA	Provisions pour Primes Non Acquises
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PIB	Produit Intérieur Brut
P2I	Pôle Industriel Intégré
Ratio S/P	Ratio Sinistres à Primes
RCG	Responsabilité Civile générale
RMA WATANYA	Royal Marocaine d'Assurance Watanya
RT	Risques Techniques
SA	Société Anonyme
SCR	Société Centrale de Réassurance
SICAV	Société d'Investissement à Capital Variable
TCAM	Taux de Croissance Annuel Moyen
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
Var.	Variation
VE	Valeur d'Entreprise
WACC	Weighted Average Cost of Capital

DEFINITIONS

Acceptation non vie	Opération par laquelle un réassureur accepte de prendre en charge une partie ou la totalité d'un risque en assurance non vie déjà souscrit ou accepté par un assureur.
Acceptation vie	Opération par laquelle un réassureur accepte de prendre en charge une partie ou la totalité d'un risque en assurance vie déjà souscrit ou accepté par un assureur.
Agent d'assurance	L'agent d'assurances est la personne habilitée par une entreprise d'assurances et de réassurance dont il est le mandataire, à présenter au public les opérations prévues aux articles 159 et 160 du code des assurances.
Apériteur	Dans la pratique des assurances, lorsque les risques à couvrir sont jugés trop importants pour être supportés par une seule entreprise d'assurances, la société d'assurance pressentie par l'assuré, convient avec d'autres sociétés d'assurance de partager les profits et les risques mais, sans solidarité entre elles. L'assureur qui prend la tête du groupe, qui est généralement celui qui a négocié le contrat avec l'assuré, prend le nom d' "apériteur".
Assurance	Contrat par lequel un organisme dit "l'assureur", qui pour pratiquer l'assurance doit être autorisé par le Ministère des Finances à exercer ce type d'activité, s'engage envers une ou plusieurs personnes déterminées ou un groupe de personnes dites les "assurés", à couvrir, moyennant le paiement d'une somme d'argent dite "prime d'assurance", une catégorie de risques déterminés par le contrat que dans la pratique on appelle "police d'assurance".
Assurance de groupe	Contrat souscrit par une personne morale ou un chef d'entreprise en vue de l'adhésion d'un ensemble de personnes répondant à des conditions définies au contrat, pour la couverture des risques dépendant de la durée de la vie humaine, des risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité, des risques d'incapacité de travail ou d'invalidité ou du risque de chômage. Les adhérents doivent avoir un lien de même nature avec le souscripteur.
Assurance de personnes	(Modifiée par la loi n° 39-05 du 14 février 2006) assurances garantissant les risques dont la survenance dépend de la survie ou du décès de l'assuré ainsi que la capitalisation, la maternité et les assurances contre la maladie, l'incapacité et l'invalidité.
Assurance individuelle	Catégorie d'assurances de personnes permettant à un particulier de souscrire un contrat d'assurance décès et/ou vie directement auprès d'une société d'assurance.

Assurance des risques techniques	Assurance couvrant les risques afférents aux chantiers, à l'utilisation de machines, aux risques informatiques, aux pertes pécuniaires et à la responsabilité civile décennale.
Assurance dommage	Assurance indemnitaire qui garantit l'assuré contre les conséquences d'un événement pouvant causer un dommage à son patrimoine.
Assurance IARD	IARD signifie Incendie Accidents Risques Divers en assurance. IARD est une abréviation désignant l'ensemble des assurances dommages que les assureurs prennent en charge pour le compte d'assurés souscripteurs.
Assurance non vie	L'expression "assurance non vie" désigne toutes les assurances autres que l'assurance sur la vie que peuvent souscrire les consommateurs, comme l'assurance incendie, l'assurance familiale, l'assurance domestique, l'assurance vol, l'assurance complémentaire pour maladie, l'assurance automobile, etc.
Assurance vie	L'assurance-vie est un contrat par lequel l'assureur s'engage à verser une rente ou un capital à une personne appelé "le souscripteur", moyennant une prime. Le risque assuré est la vie de l'assuré. Ainsi le capital sera versé à l'assuré à l'échéance du contrat et en cas de vie de celui-ci ou à ses ayant-droit en cas de décès.
Assurance en cas de décès	Contrat d'assurance garantissant le versement d'un capital en cas de décès avant le terme du contrat.
Assurance en cas de vie	Contrat d'assurance permettant la constitution d'une épargne et le versement de celle-ci sous forme de capital ou de rente si l'assuré est en vie au terme du contrat.
Assurance mixte	Assurance vie garantissant le versement du capital assuré au souscripteur, s'il est vivant à la date d'expiration (« date d'échéance ») du contrat, ou au bénéficiaire, si l'assuré meurt avant cette date.
Assuré	Personne physique ou morale sur laquelle ou sur les intérêts de laquelle repose l'assurance.
Assureur	Entreprise agréée pour effectuer des opérations d'assurances.
Bénéficiaire	Personne physique ou morale désignée par le souscripteur et qui reçoit le capital ou la rente dû par l'assureur.
Branches	Différents segments d'assurance (Automobile, Incendie, accidents corporels, décès...)

Chargements	Les chargements permettent à la société d'assurances de faire face aux coûts engendrés par la commercialisation et la gestion des contrats
Coassurance	L'assureur qui se voit proposer des risques dont le montant excède son plein est obligé de se décharger de cet excédent. Pour cela, il peut employer une formule qui consiste à partager le risque en un certain nombre de participations réparties entre plusieurs assureurs.
Commission	Rémunération attribuée à l'intermédiaire d'assurances, apporteur d'affaires ou gestionnaire.
Contrat d'assurance	Convention passée entre l'assureur et le souscripteur pour la couverture d'un risque et constatant leurs engagements réciproques.
Contrats en unités de compte	Contrats où les primes versées sont investies sur un ou plusieurs supports variés (OPCVM, actions, obligations...). Si le contrat ne contient qu'une seule unité de compte, il s'agit d'un monosupport et s'il contient plusieurs unités de compte, ce qui est le cas de la plupart des contrats actuels, il s'agit alors d'un multisupports.
Courtier	Société constituée sous forme de société anonyme (SA) ou à responsabilité limitée (SARL) qui représente ses clients auprès des entreprises d'assurances et de réassurance en ce qui concerne le placement des risques. Toutefois, cette représentation est censée s'opérer également pour le compte de l'entreprise d'assurances et de réassurance dans l'hypothèse où celle-ci autorise la société de courtage à encaisser les primes à son profit. Dans ce cas, l'encaissement de la prime par la société de courtage est libératoire pour le client qu'elle représente.
Domage	Le Droit distingue les dommages aux biens et les dommages aux personnes. La réparation d'un dommage consiste dans le versement de dommages-intérêts. Les premiers peuvent être définis comme étant une altération volontaire ou non, causée par un tiers, d'un bien ou d'un droit appartenant à celui qui s'en plaint, ayant pour résultat une perte de valeur ou la perte d'une chance.
Groupe décès	Assurance couvrant un ensemble de personnes, présentant des caractéristiques communes, en cas de décès.
Indemnité d'assurance	Somme versée par l'assureur conformément aux dispositions du contrat en réparation du préjudice subi par l'assuré ou la victime.
Intermédiaire d'assurances	Est intermédiaire d'assurances toute personne agréée par l'administration, en qualité d'agent d'assurances, personne physique ou morale, ou en qualité de société de courtage.

Participation aux bénéfices	En assurance-vie et capitalisation, les sociétés d'assurance font participer leurs assurés aux bénéfices techniques et financiers qu'elles réalisent avec un minimum de 70% desdits bénéfices.
Placements affectés aux opérations d'assurance	Contrepartie à l'actif du bilan d'une compagnie d'assurance en représentation des provisions techniques. Ils correspondent aux actifs financiers susceptibles de financer la part des prestations et frais non encore payés à l'assuré.
Police d'assurance	Document matérialisant le contrat d'assurance. Il indique les conditions générales et particulières.
Prime acquise	Somme due par le souscripteur d'un contrat d'assurance en contrepartie des garanties accordées par l'assureur. Primes qu'une compagnie d'assurance a acquises durant un exercice donné.
Primes à émettre	Primes afférentes à l'exercice courant mais n'ayant pu être émises; elles peuvent être assimilées à des produits non encore facturés.
Primes émises brutes	Total des primes émises (acquises ou non) pour des contrats d'assurance souscrits ou acceptés pendant une période spécifique, sans déduction des primes cédées.
Primes pures	Montant qui représente le coût du risque couvert, tel que calculé par les méthodes actuarielles sur une base statistique.
Provisions de capitalisation	Provision destinée à parer à la dépréciation des valeurs comprises dans l'actif de l'entreprise et à la diminution de leur revenu.
Provisions mathématiques	C'est la différence entre les valeurs actuelles des engagements respectivement pris par l'assureur et les assurés. Cette provision, qui est déterminée selon les bases tarifaires, ne peut être inférieure au montant calculé d'après les taux d'intérêt retenus pour l'établissement des tarifs et, s'ils comportent un élément viager, d'après les tables de mortalité TV 88-90 pour les assurances en cas de vie et TD 88-90 pour les assurances en cas de décès.
Provision pour aléas financiers	Provision destinée à compenser la baisse de rendement de l'actif.
Provision pour garantie	Réserve équivalente à 5% des réserves techniques (prélèvement de 0,5% sur les primes quand la réserve est inférieure à 5%).
Provisions pour primes non acquises	provision destinée à constater pour chacun des contrats à prime payable d'avance, la part des primes émises de l'exercice et des primes restant à émettre se rapportant à la période comprise entre la date de l'inventaire et la date de la prochaine échéance de prime ou, à défaut, du terme du contrat.

Provision pour risque d'exigibilité	Provision destinée à faire face aux engagements dans le cas de moins-value d'actifs tels que les valeurs mobilières cotées ou non, les immeubles ou les parts et actions de sociétés immobilières non cotées, les prêts hypothécaires etc.
Provisions pour sinistres à payer	C'est la valeur estimative des dépenses pour sinistres non réglés et le montant des dépenses pour sinistres réglés restant à payer à la date de l'inventaire y compris les capitaux constitutifs de rentes non encore mises à la charge de l'entreprise.
Provisions techniques	Comptes d'épargne accumulés par l'entreprise d'assurances et de réassurance pour faire face à ses engagements envers les assurés et bénéficiaires de contrats d'assurance dont la provision mathématique qui représente la différence entre les valeurs actuelles des engagements respectivement pris par l'assureur et les assurés.
Ratio S/P	Ratio Sinistres à Primes (S/P) : somme des sinistres payés, des variations de provisions pour sinistres à payer et des frais de gestion des sinistres rapportée aux primes acquises sur un exercice donné.
Réassurance	Opération par laquelle une compagnie d'assurance se fait assurer ses risques par une autre compagnie d'assurance.
Responsabilité civile	La responsabilité civile est engagée, soit en raison de l'inexécution d'un contrat, soit en raison d'un acte volontaire ou non, entraînant pour la personne qui est fautive ou qui est légalement présumée fautive, l'obligation de réparer le dommage qui a été subi par une ou plusieurs autres.
Risque	Un "risque" est un événement dont l'arrivée est susceptible de causer un dommage aux personnes ou aux biens ou aux deux à la fois.
Sinistre	Survenance de l'événement couvert par le contrat d'assurance.
Souscripteur ou contractant	Personne morale ou physique qui contracte une assurance pour son propre compte ou pour le compte d'autrui et qui, de ce fait, s'engage envers l'assureur pour le paiement de la prime.
Tables de mortalité	Une table de mortalité (aussi appelée table de survie) est une construction qui permet de suivre minutieusement le destin d'une population afin d'étudier le nombre de décès, les probabilités de décès ou de survie et l'espérance de vie selon l'âge et le sexe.
Temporaire décès	Garantie qui couvre le décès de la personne assurée. Si celui-ci survient pendant le temps de la souscription du contrat, l'assureur doit verser aux bénéficiaires la somme assurée à l'origine. En revanche, si ce risque assuré ne se réalise pas, aucune somme ne sera versée aux bénéficiaires.

AVERTISSEMENT

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en titres de capital comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse sous l'influence de facteurs internes ou externes à la société.

Les dividendes distribués par le passé ne constituent pas une garantie de revenus futurs. Ceux-là sont fonction des résultats et de la politique de distribution des dividendes de la société.

La présente note d'information ne s'adresse pas aux personnes dont les lois du lieu de résidence n'autorisent pas la souscription ou l'acquisition de titres de capital, objet de la dite note d'information.

Les personnes en la possession desquelles ladite note viendrait à se trouver, sont invitées à s'informer et à respecter la réglementation dont elles dépendent en matière de participation à ce type d'opération.

Chaque établissement membre du syndicat de placement ne proposera les titres de capital, objet de la présente note d'information, qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tous pays où il fera une telle offre.

Ni le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) ni CNIA SAADA Assurance, ni Attijari Finances Corp. n'encourent de responsabilité du fait du non-respect de ces lois ou règlements par un ou des membres du syndicat de placement.

PREAMBULE

En application des dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, la présente note d'information porte, notamment, sur l'organisation de la société, sa situation financière et l'évolution de son activité, ainsi que sur les caractéristiques et l'objet de l'opération envisagée.

Ladite note d'information a été préparée par Attijari Finances Corp. conformément aux modalités fixées par la circulaire du CDVM n° 03/04 du 19/11/04 prise en application des dispositions de l'article précité.

Le contenu de cette note d'information a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes :

- Commentaires, analyses et statistiques fournis par la Direction Générale de CNIA SAADA Assurance, notamment lors des due diligences effectuées auprès de la société selon les standards de la profession ;
- Liasses comptables et fiscales de CNIA SAADA Assurance pour les exercices clos aux 31 décembre 2007, 2008 et 2009 ;
- Liasses comptables et fiscales de Assurances Es Saada pour les exercices clos aux 31 décembre 2007 et 2008 ;
- Procès-verbaux des Conseils d'Administration, des Assemblées Générales Ordinaires, des Assemblées Générales Extraordinaires et rapports de gestion de CNIA SAADA Assurance et de Assurances Es Saada pour les exercices clos au 31 décembre 2007, 2008, 2009 et pour l'exercice en cours jusqu'à la date du visa ;
- Rapports des commissaires aux comptes de CNIA SAADA Assurance pour les exercices clos aux 31 décembre 2007, 2008 et 2009 ;
- Rapports des commissaires aux comptes de Assurances Es Saada pour les exercices clos aux 31 décembre 2007, 2008 ;
- Le plan de redressement de Assurances Es Saada établi en concertation avec les autorités.

En application des dispositions de l'article 13 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, cette note d'information doit être :

- Remise ou adressée sans frais à toute personne dont la souscription est sollicitée, ou qui en fait la demande ;
- Tenue à la disposition du public au siège de CNIA SAADA Assurance et dans les établissements chargés de recueillir les souscriptions selon les modalités suivantes :
 - ✓ elle est disponible à tout moment au siège social de CNIA SAADA Assurance au 216, Boulevard Zerktouni - 20 000 - Casablanca. Tél : (212) 522 47 40 40 ;
 - ✓ elle est disponible auprès des points de collecte du réseau de placement ;
 - ✓ elle est disponible sur le site du CDVM (www.cdvm.gov.ma).
- Tenue à la disposition du public au siège de la Bourse de Casablanca.

Partie I. ATTESTATIONS ET COORDONNEES

I. LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Identité

Dénomination ou raison sociale	CNIA SAADA Assurance
Représentant légal	Moulay Hafid ELALAMY
Fonction	Président Directeur Général
Adresse	216 Bd Zerktouni – 20 000 – Casablanca
Adresse électronique	info@cniasaada.ma
Numéro de téléphone	(212) 522 474 040
Numéro de fax	(212) 522 206 081

Attestation

Objet : Introduction en bourse par cession de 15% du capital

Le Président du Conseil d'Administration atteste que, à sa connaissance, les données de la présente note d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de CNIA SAADA Assurance ainsi que sur les droits rattachés aux titres proposés. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Moulay Hafid ELALAMY
Président Directeur Général

II. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE CNIA SAADA ASSURANCE

Prénoms et noms	Abdelaziz ALMECHATT	Faïçal MEKOUAR
Dénomination ou raison sociale	Coopers & Lybrand (Maroc) S.A	Fidaroc Grant Thornton
Adresse	83, Avenue Hassan II 20100 Casablanca Maroc	47, rue Allal Ben Abdellah Casablanca Maroc
Numéro de téléphone	0522 22 81 24	0522 54 48 00
Numéro de fax	0522 22 81 25	05 22 29 66 70
Adresse électronique	Abdelaziz.almechatt@pwc-cl. com	f.mekouar@fidarocgt.ma
Date du 1^{er} exercice soumis au contrôle	Exercice clos le 31 décembre 1998	2005
Date d'expiration du mandat actuel	AGO statuant sur les comptes 2012	AGO statuant sur les comptes 2012

Attestation des commissaires aux comptes relative aux comptes sociaux pour les exercices clos les 31 décembre 2007, 2008 et 2009

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières de la société CNIA SAADA Assurance contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse relatifs aux comptes sociaux audités de la société CNIA SAADA Assurance.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières sociales, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse relatifs aux comptes sociaux de la société CNIA SAADA Assurance tels qu'audités par nos soins au titre des exercices 2007, 2008 et 2009.

Le 01/10/2010,

Abdelaziz ALMECHATT
Associé
Coopers & Lybrand (Maroc) S.A.

Faïçal MEKOUAR
Associé
Fidaroc Grant Thornton

II.1. Rapport général du Commissaire aux Comptes relatif aux comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2009

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société CNIA SAADA Assurance, comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement, et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2009. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 2 318 107 552,20 Dh dont un bénéfice net de l'exercice de 281 232 741,16 Dh.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de

synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significative. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société CNIA SAADA ASSURANCE au 31 Décembre 2009 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le fait que les états de synthèse ci-joints sont présentés comparativement aux états de synthèse de CNIA ASSURANCE au 31 Décembre 2008.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

En application des dispositions de l'article 172 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05, nous portons à votre connaissance qu'au cours de l'exercice, votre société a porté à plus de :

- 5%, sa participation dans le capital de la société Hightech Payment System SA (HPS)
- 10%, sa participation dans le capital des sociétés Distrisoft, Label Vie et Stockvis ;
- 60%, participation dans le capital de la société Taslif. Elle a de ce fait pris, au sens de l'article 144 de la loi 17-95 relatives aux sociétés anonymes dûment modifiée et complétée par la loi 20-05, le contrôle de cette société.

Le 09/07/2010,

Abdelaziz ALMECHATT
Associé
Coopers & Lybrand (Maroc) S.A.

Faïçal MEKOUAR
Associé
Fidaroc Grant Thornton

Attestation des commissaires aux comptes relative aux comptes consolidés proformas pour les exercices clos les 31 décembre 2007 et 2008 et les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2009

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières consolidées de la société CNIA SAADA Assurance contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse consolidés au titre de l'exercice 2009, et avec les états de synthèse consolidés proformas au titre des exercices 2007 et 2008 établis par le management de CNIA SAADA Assurance, ayant fait l'objet d'un examen limité.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières consolidées, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse consolidés de la société CNI ASAADA Assurance au titre de l'exercice 2009 et avec les états de synthèse consolidés proformas au titre des exercices 2007 et 2008, ayant fait l'objet d'un examen limité par nos soins.

Le 01/10/2010,

Abdelaziz ALMECHATT

Associé

Coopers & Lybrand (Maroc) S.A.

Faïçal MEKOUAR

Associé

Fidaroc Grant Thornton

II.2. Attestation d'examen limité des comptes consolidés proforma de CNIA SAADA Assurance relatifs aux comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2007 et de l'exercice clos au 31 décembre 2008

Nous avons procédé à un examen limité des comptes consolidés proforma de la société CNIA SAADA Assurance comprenant le bilan, le compte de produits et charges et une sélection de notes explicatives relatifs aux périodes allant du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2007 et du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2008 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les comptes consolidés proforma mentionnés au premier paragraphe ne comportent pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés proforma, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations des exercices 2007 et 2008 ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société établis sous la responsabilité de la direction au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2008, conformément aux normes comptables nationales en vigueur.

Nous attirons votre attention sur la note 3.1 de l'annexe qui précise que les états consolidés proforma ci-joints ont été établis dans l'objectif de permettre la comparabilité avec les comptes sociaux de CNIA SAADA Assurance au 31 décembre 2009 résultant de la fusion absorption de la société d'assurances et de réassurance ESSAADA par CNIA Assurance et en conséquence, ne constituent pas des comptes complets au regard des règles et principes comptables marocains. Au regard de ce référentiel, seuls des comptes complets comportant un bilan, un compte de résultat avec une information comparative, un état des variations des capitaux propres, un tableau des flux de trésorerie

et des notes aux états financiers peuvent présenter sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, le patrimoine et la situation financière de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation, ainsi que le résultat de ses opérations.

II.3. Attestation d'examen limité des comptes consolidés de CNIA SAADA Assurance au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2009

Nous avons procédé à un examen limité des comptes consolidés de la société CNIA SAADA Assurance comprenant le bilan, le compte de produits et charges et une sélection de notes explicatives relatifs à la période allant du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les comptes consolidés mentionnés au premier paragraphe ne comportent pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice 2009 ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société établis sous la responsabilité de la direction au 31 décembre 2009, conformément aux normes comptables nationales en vigueur.

Nous attirons votre attention sur la note 3.1 de l'annexe qui précise que les états consolidés ci-joints ont été établis dans l'objectif de permettre la comparabilité avec les comptes consolidés proforma du Groupe CNIA SAADA Assurance au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2007 et en conséquence, ne constituent pas des comptes complets au regard des règles et principes comptables marocains. Au regard de ce référentiel, seuls des comptes complets comportant un bilan, un compte de résultat avec une information comparative, un état des variations des capitaux propres, un tableau des flux de trésorerie et des notes aux états financiers peuvent présenter sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, le patrimoine et la situation financière de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation, ainsi que le résultat de ses opérations.

Le 16/09/2010,

Abdelaziz ALMECHATT
Associé
Coopers & Lybrand (Maroc) S.A.

Faïçal MEKOUAR
Associé
Fidaroc Grant Thornton

III. LE CONSEILLER FINANCIER

Identité

Dénomination ou raison sociale	Attijari Finances Corp.
Représentant légal	M. Majid BENMLIH
Fonction	Administrateur Directeur Général
Adresse	163, boulevard Hassan II - Casablanca
Adresse électronique	m.benmlih@attijari.ma
Numéro de téléphone	(212) 522 42 94 33
Numéro de fax	(212) 522 47 64 32

Attestation

Objet : Introduction en bourse par cession de 15% du capital

La présente note d'information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient. Ces diligences ont notamment concerné l'analyse de l'environnement économique et financier de CNIA SAADA Assurance à travers :

- les requêtes d'informations et d'éléments de compréhension auprès de la Direction Générale de CNIA SAADA Assurance ;
- les comptes sociaux de CNIA Assurance relatifs aux exercices 2007 et 2008 ;
- les comptes sociaux de CNIA SAADA Assurance relatifs à l'exercice 2009 ;
- les comptes consolidés proforma relatifs aux exercices 2007, 2008 et 2009 ;
- les rapports de gestion des exercices 2007, 2008 et 2009 ;
- les procès verbaux des organes de direction et des assemblées d'actionnaires de CNIA Assurance relatifs aux exercices 2007, 2008 et 2009 et de CNIA SAADA Assurance au titre de l'exercice 2009 ;
- les prévisions établies par les organes de direction de CNIA SAADA Assurance.

La préparation de cette note d'information a été effectuée conformément aux règles et usages internes en vigueur au sein de la société.

Le 04/10/2010

Majid BENMLIH
Administrateur Directeur Général

IV. LE CONSEILLER JURIDIQUE

Identité

Dénomination ou raison sociale	Naciri & Associés - Gide Loyrette Nouel
Représentant légal	Hicham NACIRI
Fonction	Avocat à la Cour
Adresse	63, Boulevard My Youssef – 20 000 - Casablanca
Adresse électronique	naciri@gide.com
Numéro de téléphone	(212) 522 27 46 28
Numéro de fax	(212) 522 27 30 16

Attestation

Objet : Introduction en bourse par cession de 15% du capital

L'opération, objet de la présente note d'information, est conforme aux dispositions statutaires de CNIA SAADA Assurance et à la législation marocaine en matière de droit des sociétés.

Le 28/09/2010

Hicham NACIRI
Associé Gerant

V. LES ACTUAIRES CONSEILS

Prénoms et noms	Yves NEMORIN	Jean-Marc BONIFACIO
Dénomination ou raison sociale	LGY NEMORIN – Consulting Actuary	AJMB Actuariat Conseil
Adresse	West Harnham Hilders Lane Edenbridge KENT TN8 6LG ENGLAND	37, rue La Quintinie 75015 Paris, FRANCE
Numéro de téléphone	(33) 5 53 22 05 96	(33) 1 47 37 21 94
Numéro de fax		(33) 1 47 37 21 94
Adresse électronique	yves.nemorin@wanadoo.fr	infos@ajmb.fr

Attestation

Objet : Introduction en bourse par cession de 15% du capital

a. Branche « vie »

Nous avons procédé à la vérification des Provisions Mathématiques en Assurance Vie de CNIA SAADA Assurance à la clôture de chaque exercice depuis le 1er janvier 2005, le dernier clôturant le 31 décembre 2009.

Nous attestons que lesdites Provisions Mathématiques ont toujours été adéquates et suffisantes pour la couverture des engagements de la société.

b. Branche « non vie »

Nous avons procédé à la vérification des réserves techniques en assurance non vie de CNIA SAADA Assurance à la clôture de chaque exercice depuis le 1er janvier 2008. Le dernier clôturant le 31 décembre 2009. Nous attestons que lesdites réserves techniques ont toujours été adéquates et suffisantes pour la couverture des engagements de la société.

VI. LE RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE

Responsable	Khalid EL BOURI
Fonction	Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Finances
Adresse	216 Bd Zerktouni – 20 000 – Casablanca
Adresse électronique	khalid.elbouri@cniasaada.ma
Numéro de téléphone	(212) 522 46 59 36
Numéro de fax	(212) 522 22 39 82

Partie II. PRÉSENTATION DE L'OPERATION

I. CADRE DE L'OPERATION

Le 8 Juillet 2010, le Conseil d'Administration de CNIA SAADA Assurance a décidé de l'introduction en Bourse de CNIA SAADA Assurance au 1er compartiment de la Bourse de Casablanca par voie de cession en faveur du public de 617 531 actions de la société, représentant 15% du capital de la société.

Cette décision est motivée par la taille de la société et ses perspectives de développement, par les conditions de marché jugées favorables et enfin par la possibilité d'offrir une liquidité sur la participation détenue par la société PAIP-PCAP Sub 3, actionnaire actuel.

Ainsi, le Conseil d'Administration a conféré tous pouvoirs à Monsieur Moulay Hafid ELALAMY, Président du Conseil d'Administration, afin de fixer l'ensemble des modalités d'introduction en bourse par voie de cession des actions de la société, et notamment, de déterminer la structure de l'offre par catégorie d'investisseurs.

Le Conseil d'Administration a également décidé d'un prix par action décoté de 10% pour les salariés de la Société souhaitant participer à l'opération, ladite décote sera supportée par l'ensemble des actionnaires cédants proportionnellement au nombre d'actions cédées par chacun d'eux.

En conséquence, le Conseil d'Administration a décidé de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire pour lui soumettre ce projet et apporter les modifications nécessaires aux statuts de CNIA SAADA Assurance afin de les harmoniser avec les dispositions légales régissant les sociétés faisant appel public à l'épargne.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue en date du 26 juillet 2010 a pris acte de la décision du Conseil d'Administration d'introduire la société à la Bourse de Casablanca. Par conséquent, elle a décidé de modifier les statuts en vue de les harmoniser avec les dispositions légales relatives aux sociétés faisant appel public à l'épargne notamment le Dahir portant loi n°1-93-212 relative au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifiée et complétée.

Enfin, le Conseil d'Administration, réuni le 16 septembre 2010, a décidé d'un prix de cession des actions CNIA SAADA Assurance dans le cadre de la présente opération de 1 044 dirhams par action.

II. OBJECTIFS DE L'OPERATION

L'introduction en Bourse de CNIA SAADA Assurance s'inscrit dans la continuité du processus de développement et de modernisation entrepris par la société depuis sa création.

Ainsi, les objectifs recherchés par le management de CNIA SAADA Assurance, à travers la présente opération d'introduction en Bourse sont les suivants :

- Offrir une liquidité sur la participation détenue par PCAIP-PCAB Sub 3, actionnaire actuel de CNIA SAADA Assurance et cessionnaire de la totalité de ses titres détenus dans la société dans le cadre de la présente opération ;
- Consolider l'institutionnalisation de la société et son capital en ouvrant l'actionnariat au grand public, aux investisseurs institutionnels ainsi qu'aux salariés et partenaires de la société ;
- Développer la notoriété de l'entreprise auprès de la communauté financière et du grand public ;
- Poursuivre et renforcer la logique de transparence et de performance dans laquelle s'inscrit la société en se soumettant aux jugements du marché ;
- Motiver et fidéliser ses collaborateurs et ses intermédiaires d'assurance en les associant au capital de la société ;
- Faciliter le recours à des financements externes grâce à un accès direct aux marchés financiers.

III. ACTIONNAIRES CEDANTS

Les actions offertes dans le cadre de la présente introduction en bourse s'élèvent à 617 531 actions. Ils seront cédées par :

- PCAIP – PAIP à hauteur de 11,65% correspondant à 479 569 actions ;
- SAHAM Finances à hauteur de 2,35% correspondant à 96 793 actions ;
- SANAM Holding à hauteur de 1,00% correspondant à 41 169 actions.

Le détail de l'opération est présenté dans le tableau suivant :

Actionnaires	Avant opération		Actions cédées		Après opération	
	Nombre de titres	% capital du	Nombre de titres	% capital du	Nombre de titres	% capital du
SAHAM FINANCES	2 172 501	52,77%	96 793	2,35%	2 075 708	50,42%
SANAM Holding	803 041	19,51%	41 169	1,00%	761 872	18,51%
PAIP-PCAP sub 3	479 569	11,65%	479 569	11,65%	0	0
FIPAR - HOLDING	164 688	4,00%			164 688	4,00%
SAHAM S.A.	29 825	0,72%			29 825	0,72%
M. Moulay Hafid ELALAMY	260 493	6,33%			260 493	6,33%
First Commercial Estate Company	107 036	2,60%			107 036	2,60%
M. Said ALJ	49 412	1,20%			49 412	1,20%
M. Zouheir BENNANI	49 402	1,20%			49 402	1,20%
Divers	907	0,02%			907	0,02%
Flottant					617 531	15,00%
Total	4 116 874	100,00%			4 116 874	100,00%

Source : CNIA SAADA Assurance

IV. INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES DIRIGEANTS

A la connaissance de la société, les actionnaires détenant 5% ou plus du capital de la société n'envisagent pas de souscrire à cette opération d'introduction en Bourse.

Les dirigeants de CNIA SAADA Assurance envisagent de participer à l'opération.

V. STRUCTURE DE L'OFFRE

V.1. Montant global de l'opération

Le montant global de l'opération est de 644 702 364 dirhams sur la base d'un prix par action de 1 044 dirhams.

V.2. Place de cotation

Les actions de CNIA SAADA Assurance seront cotées sur le 1^{er} compartiment de la Bourse de Casablanca.

V.3. Principaux éléments de l'offre

Les principales caractéristiques de la structuration de l'offre sont présentées ci-dessous. Les détails concernant répartition de l'offre et les règles d'attribution sont définis dans les paragraphes suivants.

Type d'ordre	I	II	III	IV	V	VI
Souscripteurs	Salariés permanents de CNIA SAADA	Intermédiaires (agents et courtiers) collaborant avec CNIA SAADA Assurance en situation régulière vis-à-vis de la société	Personnes physiques résidentes ou non résidentes, de nationalité marocaine ou étrangère	Personnes morales de droit marocain ou étranger n'appartenant pas à la catégorie d'investisseurs habilités à souscrire aux types V et VI	OPCVM actions et OPCVM diversifiés de droit marocain	<ul style="list-style-type: none"> ■ Investisseurs qualifiés de droit marocain suivants : ✓ entreprises d'assurance et de réassurance ✓ organismes de prévoyance et de retraite ✓ La CDG
Nombre de titres	60 729	62 777	191 571	81 418	143 678	77 358
Montant	63 401 076 dh	65 539 188 dh	200 000 124 dh	85 000 392 dh	149 999 832 dh	80 761 752 dh
% de l'opération	9,8 %	10,2 %	31,0 %	13,2 %	23,3 %	12,5 %
Plafond des souscriptions	6 mois de salaire brut pour les salariés ne bénéficiant pas du grade de Directeur ou supérieur Pas de plafond pour les salariés bénéficiant du grade de Directeur ou supérieur	-	100 titres, soit 104 400 Dh	8 142 titres, soit 8 500 248 Dh	30 876 titres, soit 32 234 544 Dh pour les OPCM diversifiés 61 753 titres, soit 64 470 132 Dh pour les OPCVM actions	30 876 titres, soit 32 234 544 Dh
Membres du syndicat de placement	Attijariwafa bank BMCI	Tous les membres du syndicat de placement	Tous les membres du syndicat de placement	Tous les membres du syndicat de placement	Attijari Intermédiation CDG Capital Bourse	Attijari Intermédiation CDG Capital Bourse
Couverture des souscriptions	Couvertes à 100% par un apport personnel et/ou un crédit bancaire	Couvertes à 100% par un dépôt effectif (remise de chèque ou espèce)	Couvertes à 100% par un dépôt effectif (remise de chèque ou espèce)	Couvertes à 100% par un dépôt effectif (remise de chèque ou espèce) sauf pour les Banques de droit marocain	-	-

Type d'ordre	I	II	III	IV	V	VI
Modalités d'allocation	<ul style="list-style-type: none"> 1^{ère} allocation : à hauteur de 6 mois de salaire 2^{ème} allocation : allocation par itération du reliquat aux salariés bénéficiant du grade de Directeur ou supérieur 	<ul style="list-style-type: none"> 1^{ère} allocation : à hauteur de 55 actions pour les agents et 35 actions pour les courtiers 2^{ème} allocation : pour les intermédiaires réalisant avec CNIA SAADA Assurance un CA (2009) toutes branches confondues supérieur à 1 Mdh, allocation des agents de 22 actions par tranche de million de CA (2009) et des courtiers de 24 actions par tranche de million de CA réalisé avec CNIA SAADA Assurance 3^{ème} allocation : pour les intermédiaires réalisant avec CNIA SAADA Assurance un CA (2009) supérieur à 1 Mdh, allocation du reliquat au prorata des demandes non encore satisfaites 	Allocation par itération	Allocation au prorata des demandes	Allocation au prorata des demandes	Allocation au prorata des demandes

V.4. Répartition de l'offre

Cette offre ne s'adresse ni aux OPCVM obligataires ni aux OPCVM monétaires de droit marocain. Elle est structurée en six types d'ordres :

- | | |
|-------------------------|--|
| Type d'ordre I | Réservé aux salariés titulaires de CNIA SAADA Assurance sans condition d'ancienneté. Le montant individuel de souscription est plafonné à 6 mois de salaire brut mensuel (le salaire à considérer est le salaire brut imposable y compris les indemnités du mois de août 2010) pour les salariés ne bénéficiant pas du grade de Directeur ou supérieur. Pour les salariés bénéficiant du grade de Directeur ou supérieur (Président Directeur Général, Administrateur Directeur Général, Directeur Général, Directeur Général Adjoint et Directeur), le montant individuel de souscription n'est pas plafonné. |
| Type d'ordre II | Réservé aux intermédiaires (agents et courtiers) collaborant avec CNIA SAADA Assurance en situation régulière vis-à-vis de la société ¹ .

Le montant individuel de souscription n'est pas plafonné. |
| Type d'ordre III | Réservé aux personnes physiques résidentes ou non résidentes, de nationalité marocaine ou étrangère. Le nombre maximum d'actions pouvant être demandé par un même souscripteur est de 100 actions (104 400 Dh). |
| Type d'ordre IV | Réservé aux personnes morales de droit marocain ou étranger n'appartenant pas à la catégorie d'investisseurs habilités à souscrire aux types V et VI.

Le nombre maximum d'actions pouvant être demandé par un même investisseur est 10 % du nombre d'actions proposées dans le cadre du type d'ordre IV (soit 8 142 actions). |
| Type d'ordre V | Réservé aux Organismes de Placement Collectifs en Valeurs Mobilières régis par le Dahir portant loi n°1-93-213 du 4 Rabii II 1414 (21 septembre 1993) actions et diversifiés de droit marocain.

Le nombre maximum d'actions pouvant être demandé par un OPCVM actions est 10 % du nombre global d'actions proposées dans le cadre de l'Opération (soit 61 753 actions). Le nombre maximum d'actions pouvant être demandé par un OPCVM diversifié est 5 % du nombre global d'actions proposées dans le cadre de l'opération (soit 30 876 actions). |
| Type d'ordre VI | Réservé aux investisseurs qualifiés de droit selon l'article 12-3 du dahir portant loi n° 1-93-212 de droit marocain suivants : <ul style="list-style-type: none"> ▪ entreprises d'assurance et de réassurance telles que régies par la loi 17-99 portant Code des Assurances ; ▪ organismes de prévoyance et de retraite ; ▪ la Caisse de Dépôt et de Gestion ;
Le nombre maximum d'actions pouvant être demandé par un même investisseur est 5 % du nombre global d'actions proposées dans le cadre de l'opération (soit 30 876 actions). |

V.5. Clause de transvasement

Si le nombre de titres demandé par type d'ordre demeure inférieur à l'offre correspondante, Attijari Intermédiation, chef de file du syndicat de placement en collaboration avec Attijari Finances Corp., le

¹ Intermédiaires n'étant pas en situation de précontentieux ou contentieux avec CNIA SAADA Assurance

conseiller et coordinateur global, CNIA SAADA Assurance et la Bourse de Casablanca attribuera la différence aux autres types d'ordres. Les modalités de transvasement sont définies dans la partie X.2.

V.6. Renseignements relatifs aux titres à céder

Nature des titres	Actions CNIA SAADA Assurance toutes de même catégorie.
Forme des actions	Les actions CNIA SAADA Assurance sont nominatives et seront entièrement dématérialisées et inscrites en compte chez Maroclear.
Nombre d'actions à céder	617 531 actions
Prix de cession	1 044 Dh
Valeur nominale	100 Dh
Procédure de 1^{ère} cotation	Offre à Prix Ferme
Libération des actions	Les actions cédées sont entièrement libérées et libres de tout engagement.
Date de jouissance	01 janvier 2010 ²
Compartiment de cotation	1 ^{er} compartiment
Ligne de cotation	1 ^{ère} ligne
Négociabilité des actions	Les actions, objet de la présente opération, sont librement négociables. Aucune clause statutaire ne restreint la libre négociation des actions composant le capital de CNIA SAADA Assurance.
Droits attachés	Toutes les actions bénéficient des mêmes droits tant dans la répartition des bénéfices que dans la répartition du boni de liquidation. Chaque action donne droit à un droit de vote lors de la tenue des assemblées.

² Droit aux dividendes qui seront distribués en 2011 au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2010.

VI. ELEMENTS D'APPRECIATION DU PRIX

Le Conseil d'Administration du 8 juillet 2010 a donné tous pouvoirs au Président du Conseil d'Administration pour accomplir toutes les démarches et formalités légales nécessaires à l'introduction en Bourse.

Dans le cadre de la présente opération, deux approches ont été utilisées pour la valorisation des titres CNIA SAADA Assurance :

- la méthode des comparables boursiers ;
- la méthode d'actualisation des excédents de fonds propres comptables avant distribution des dividendes.

La méthode d'actualisation des excédents de fonds propres comptables est basée sur l'élaboration d'un plan d'affaires prévisionnel de CNIA SAADA Assurance sur un horizon cohérent, tenant compte de l'historique de la société et de son plan de développement.

La méthode des comparables boursiers est basée sur la constitution d'un échantillon de sociétés comparables à CNIA SAADA Assurance en terme d'activité au niveau national et international.

VI.1.1. Rappel méthodologique

La méthode des comparables boursiers est une approche analogique, consistant à appliquer aux agrégats financiers de la société à valoriser, les multiples observés sur un échantillon composé de sociétés opérant sur le même secteur d'activité, à savoir le secteur de l'assurance, et disposant, pour les sociétés de l'échantillon basées à l'étranger, d'une structure d'activité et de fondamentaux semblables à CNIA SAADA Assurance.

Les multiples retenus dans le cadre de cette valorisation reflètent :

- la capitalisation des bénéfices à travers le P/E ou PER (Price Earning Ratio) des sociétés comparables : ce multiple est corrélé au cours de l'action que l'on rapporte au bénéfice net par action (obtenu en divisant le résultat net réalisé par le nombre d'actions composant le capital social) ;
- la mesure du rapport entre la valeur boursière des fonds propres et leur valeur inscrite au bilan.

VI.1.2. Composition de l'échantillon

Les sociétés sélectionnées dans le cadre de la composition de l'échantillon se positionnent sur des marchés similaires à celui de CNIA SAADA Assurance et présentent, pour les sociétés internationales, des niveaux de pondération du chiffre d'affaires entre l'activité « vie » et « non vie » similaires à la compagnie.

De plus, ces sociétés opèrent au Maroc pour le cas de Wafa Assurance ou en Afrique ou au Moyen Orient, régions présentant une maturité proche de celle du marché marocain en plus de leur proximité géographique et culturelle. L'échantillon, en outre, ne comprend pas de compagnies d'assurance opérant dans le Takaful.

Enfin, la sélection de l'échantillon a veillé à retenir des sociétés ne présentant pas de valorisations jugées élevées par rapport aux fondamentaux et aux niveaux de P/E et P/B induits.

Sociétés	Pays	Capitalisation (MUSD)	VE (MUSD)	P/E 09	P/B 09
Comparables nationaux					
Wafa Assurance SA	Maroc	960,9*	866,6*	12,7	2,8
Comparables internationaux					
ASTREE	Tunisie	191,1	ND	17,5	4,0
Bahrain Kuwait Insurance Co.	Bahreïn	107,4	41,0	11,6	1,7
Cornerstone Insurance Co. Plc	Nigéria	28,8	ND	ND	0,8
General Arabia Insurance Company	Jordanie	82,7	ND	16,3	0,6
Goldlink Insurance Plc	Nigéria	15,3	ND	27,1	ND
Jordan Insurance Company PLC	Jordanie	103,6	98,2	24,4	1,5
Jubilee Holdings Limited	Kenya	114,4	130,7	9,7	2,4
Mauritian Eagle Insurance Company Ltd	Ile Maurice	18,5	4,7	15,3	1,3
Mauritius Union Assurance Company Ltd	Ile Maurice	88,2	-	18,7	2,6
STAR	Tunisie	291,8	289,8	12,3	2,1
Swan Insurance	Ile Maurice	67,1	60,8	10,9	2,1
Moyenne				16,1x	2,1x
Médiane				15,3x	2,1x

Source : Attijari Finances Corp. Données boursières au 23 septembre 2010 - * au taux de change de USD = 8,51 MAD

a. Synthèse des valorisations par les comparables boursiers

La valorisation de CNIA SAADA Assurance par la méthode des comparables boursiers ressort comme suit :

En Mdh	P/E 09	P/B 09
Agrégats de CNIA SAADA Assurance	Résultat net retraité : 258,5*	Fonds propres : 2 318,1**
Multiple moyen retenu	16,1x	2,1x
Multiple médian retenu	15,3x	2,1x
Valorisation obtenue par les multiples moyens	4 170,3	4 829,1
Valorisation obtenue par les multiples médians	3 954,9	4 868,0
Valorisation moyenne	4 062,6	4 848,6
Prix par action (Dh/action)	986,8	1 177,7

Source : Attijari Finances Corp. -* Résultat net 2009 retraité d'une plus value non technique et non récurrente -** Fonds propres comptables tels que figurant sur le bilan 2009 et n'ayant pas été retraités des immobilisations incorporelles pour 1,6 Mrds Dhs.

La valeur des fonds propres de CNIA SAADA Assurance est obtenue par multiplication du multiple retenu par l'agrégat de la société lui correspondant.

La valeur des fonds propres de CNIA SAADA Assurance sur la base des multiples nationaux et des multiples internationaux moyens, s'inscrit dans une fourchette comprise entre 4 062,6 Mdh et 4 848,6 Mdh, soit une valeur moyenne de 4 455,6 Mdh.

Le prix par action (avant décote) en découlant s'établit dans une fourchette comprise entre 986,8 Dh et 1 177,7 Dh, soit une valeur moyenne de 1 082,3 Dh.

VI.2. Méthode de l'actualisation des excédents de fonds propres comptables

VI.2.1. Rappel méthodologique

La méthode d'actualisation des excédents de fonds propres comptables mesure la capacité d'une entreprise à créer de la valeur.

Pour le cas particulier d'une société d'assurance, les flux à actualiser (ne constituant pas des flux de trésorerie) sont égaux à l'écart entre les fonds propres de l'entreprise avant distribution des dividendes et le niveau de fonds minimum exigible, conformément au respect obligatoire de la marge minimale de solvabilité et traduisant ainsi de manière fidèle l'excédent de valeur pouvant être généré par ladite entreprise.

A noter que les niveaux minimal et effectif prévisionnels de la marge de solvabilité ont été calculés par le management de la société sur la base du plan d'affaires 2010-2020 et en conformité avec la réglementation en vigueur actuellement³.

La valeur d'entreprise (VE) est estimée en actualisant les excédents de fonds propres comptables futurs et comprend :

- la valeur actualisée de l'excès de fonds propres avant distribution des dividendes calculé comme décrit précédemment, sur un horizon explicite ;
- la valeur terminale (VT) représentant la valeur de l'entreprise au terme de l'horizon explicite. Elle est généralement déterminée sur la base de la méthode de Gordon Shapiro par actualisation à l'infini d'un flux normatif croissant à un taux g :

$$VT = \frac{\text{Flux normatif}}{CMPC - g} \quad \left| \quad \begin{array}{ll} \text{où} & g \text{ taux de croissance à l'infini} \\ & CMPC \text{ taux d'actualisation} \end{array} \right.$$

La valeur des fonds propres (Vfp) est estimée en soustrayant l'endettement net de la valeur d'entreprise.

Dans le cadre de la présente opération, la valeur d'entreprise est estimée en actualisant l'excès de fonds propres sur un horizon de 10 ans (2010^p-2020^p) et est considérée comme égale à la valeur des fonds propres étant donné les flux considérés. Cela dit, la spécificité de CNIA SAADA Assurance notamment à travers l'existence d'une dette à zéro taux d'intérêts impose la diminution de la valeur des fonds propres calculé de la valeur de la dette actualisée.

³ Code des Assurances et Arrêté du Ministre des Finances et de la Privatisation n° 1548-05 du 6 ramadan 1426 (10 octobre 2005) relatif aux entreprises d'assurances et de réassurance tel que modifié et complété par l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 2173-08 du 9 hijja 1429 (8 décembre 2008) publié au Bulletin Officiel n° 5718 du 21 rabii I 1430 (19-3-2009)

VI.2.2. Plan d'affaires prévisionnel

La séquence prévisionnelle des excédents de fonds propres comptables sur l'horizon explicite qui se base sur le plan d'affaires prévisionnel, détaillé dans la partie « Perspectives » de la présente note, se présente comme suit :

	2010 ^p	2011 ^p	2012 ^p	2013 ^p	2014 ^p	2015 ^p	2016 ^p	2017 ^p	2018 ^p	2019 ^p	2020 ^p
Eléments constitutifs de la marge de solvabilité effective											
Capital social versé [a]	411,7	411,7	411,7	411,7	411,7	411,7	411,7	411,7	411,7	411,7	411,7
Réserves de toute dénomination, réglementaires ou libres, ne correspondant pas aux engagements [b]	1 592,7	1 592,7	1 592,7	1 592,7	1 592,7	1 592,7	1 592,7	1 592,7	1 592,7	1 592,7	1 592,7
Provision de capitalisation [c]											
Emprunt pour augmentation du fonds d'établissement [d]											
Bénéfices reportés [e]	515,2	772,1	1 040,7	1 376,6	1 731,4	2 121,3	2 542,7	3 000,8	3 496,7	4 033,1	4 612,8
Immobilisations en non valeurs restant à amortir [f]	1 678,9	1 645,0	1 611,1	1 611,1	1 611,1	1 611,1	1 611,1	1 611,1	1 611,1	1 611,1	1 611,1
Charges d'acquisition reportées [g]											
Actions propres détenues [h]											
Placements dans les filiales autres que les sociétés immobilières non cotées [i]	32,0	32,0	32,0	32,0	32,0	32,0	32,0	32,0	32,0	32,0	32,0
Total [a]+[b]+[c]+[d]+[e]-[f]-[g]-[h]-[i]	808,7	1 099,5	1 402,0	1 737,8	2 092,7	2 482,6	2 903,9	3 362,0	3 858,0	4 394,4	4 974,0
Marge de solvabilité exigée	820,4	883,1	955,7	1 044,9	1 097,7	1 132,1	1 169,5	1 213,8	1 260,4	1 310,0	1 362,6
Dividendes distribués	57,6	90,1	104,1	111,8	134,3	146,8	161,0	174,7	189,8	205,7	222,6
Excès de fonds propres	310,6 ⁴	318,2	334,0	358,5	436,3	502,2	544,9	588,6	639,2	692,5	749,7

Source : Attijari Finances Corp.

VI.2.3. Calcul du taux d'actualisation

Le coût moyen pondéré du capital (CMPC) correspond à la rentabilité exigée par l'ensemble des pourvoyeurs de fonds de l'entreprise. Le coût du capital est ainsi reconstitué à partir de l'évaluation des différents titres financiers de l'entreprise (coût des fonds propres et coût de la dette).

Dans la présente valorisation, l'actualisation des ces flux se base sur le coût des fonds propres et non pas sur un coût moyen du capital qui prendrait en compte d'autres moyens de financement.

⁴ Excès de fonds propres comprenant les plus values latentes au titre de l'exercice 2010.

Le coût des fonds propres est calculé de la manière suivante :

$$k_e = r_f + \beta_e \times r_a$$

Où :	r_f	taux sans risque (BDT 10 ans enregistré au 30 juin 2010), soit 4,17%.
	β_e	bêta désendetté de 0,93 ⁵
	r_a	prime de risque Actions, soit 7,50% ⁶ .

Le coût des fonds propres retenu pour l'actualisation de l'excédent des fonds propres comptables et de la valeur terminale ressort ainsi à 11,2%.

VI.2.4. Endettement net

L'endettement net de CNIA SAADA Assurance pris en compte correspond à un prêt sans intérêt accordé par le Fonds de Solidarité des Assurances pour un montant de 800 Mdh (remboursable in fine sur une maturité de 15 ans en deux échéances : 400 Mdh le 23/10/2022 et 400 Mdh le 12/05/2023) actualisé à 6%, soit un montant au 31/12/2009 de 397,6 Mdh.

Le taux d'actualisation de 6,0% de la dette a été calculé sur la base suivant :

- le taux d'indexation des taux d'intérêt tel que publié par Bank Al Maghrib pour les maturité de 10 à 15 ans : 4,19% à la date du 1er juin 2010 ;
- majoré d'une prime de risque estimée de 1,81%.

VI.2.5. Synthèse des valorisations par l'actualisation des excédents de fonds propres comptables

La valorisation par la méthode de l'actualisation des excédents de fonds propres comptables est élaborée à partir d'un plan d'affaires prévisionnel sur un horizon de 10 ans.

Sur la base d'un taux d'actualisation de 11,2% et d'un taux de croissance à l'infini pour le calcul de la valeur terminale de 2%⁷, la valeur des excédents de fonds propres comptables actualisés sur l'horizon ressort à 2,8 Mrds Dh tandis que la valeur terminale (749,8 Mdh en 2020⁸) actualisée sur l'horizon explicite s'établit à 2,6 Mrds Dh (soit 48,4% de la valeur d'entreprise).

Ainsi, après déduction de la dette nette actualisée comme décrit précédemment, la valeur des fonds propres de CNIA SAADA Assurance s'établit à 4 980,5 Mdh.

VI.3. Références transactionnelles récentes

Les transactions ayant affecté la structure du capital depuis le 01/01/2009 sont les suivantes :

Opération	Prix de l'action	Prime d'émission éventuelle	Prix de cession de l'action	Valorisation induite des fonds propres (Mdh)
Augmentation de capital	100,0	995,0	1 095,0	4 257,1
Cession d'un total de 5,0 % du capital à divers acquéreurs	-	-	1 214,5	5 000,0

Source : Attijari Finances Corp.

⁵ Source : Attijari Finances Corp. – Bêta estimé de Wafa Assurance sur un horizon de 3 ans

⁶ Source : Attijari Intermédiation – établie sur la base d'un consensus marché et d'une estimation des rendements des bons du trésor et du marché actions sur une durée de 10 ans

⁷ Croissance normative estimée à horizon 10 ans

Outre l'augmentation de capital ratifiée par le Conseil d'Administration du 28 avril 2009 portant sur un montant de 29,9 Mdh et valorisant la société à 4 257,1 Mdh, l'année 2009 a également enregistré la cession d'un total de 5,0 % du capital matérialisée par 3 cessions de 1,2 %, 1,2% et 2,6% réalisées le 18 août 2009 sur la base d'une valorisation de la société à 5 000 Mdh.

VI.4. Détermination du prix de l'action

La synthèse des méthodes de valorisation de CNIA SAADA Assurance se présente comme suit :

Méthodologie	Comparables boursiers		Actualisation de l'excédent de fonds propres comptables
	Moyenne P/E	Moyenne P/B	
Valeur de 100% des fonds propres de CNIA SAADA Assurance (Mdh)	4 062,6	4 848,6	4 980,5
Valeur par action (Dh/action)	986,8	1 177,7	1 209,8
Pondération	20%	10%	70%

Afin d'aboutir à une valorisation de CNIA SAADA Assurance, une pondération des différentes méthodes de valorisation a été effectuée.

La valorisation retenue pour CNIA SAADA Assurance privilégie la méthode de l'actualisation de l'excédent de fonds propres comptables, pondérée à 70% dans le calcul du prix de l'action. En effet, cette méthode de valorisation permet de mesurer de manière quantitative les orientations stratégiques qu'entreprend le management d'une entreprise au travers des cash-flows futurs que générera l'exploitation. Elle reflète ainsi au mieux les orientations stratégiques adoptées par la société.

Le multiple de P/E a été pondéré à hauteur de 20% dans le calcul du prix final de l'action. En effet, cette méthode de valorisation prend en considération la perception des marchés boursiers mais se marque parfois en rupture avec les fondamentaux de la société notamment lors de bull ou bear market, affectant ainsi la valorisation de sociétés sans distinction de la qualité intrinsèque de ses fondamentaux ou de ses choix stratégiques.

Enfin, le multiple de P/B a été pondéré à 10% du fait de sa pertinence limitée (comparativement au multiple de P/E) liée à son caractère purement comptable.

La synthèse des trois méthodes de valorisation retenues aboutit à une valorisation de CNIA SAADA Assurance à 4 783,7 Mdh soit une valeur de 1 162,0 dirhams par action.

Le prix de cession des actions CNIA SAADA Assurance, dans le cadre de l'introduction en Bourse, tient compte d'une **décote de 10,2 %** par rapport à la valeur par action obtenue par synthèse des différentes méthodes.

Comparé à la valorisation issue de la méthode de l'actualisation de l'excédent de fonds propres comptables, le prix de cession des actions CNIA SAADA Assurance affiche une **décote de 13,7%**.

Ainsi, le prix de cession des actions CNIA SAADA Assurance tel qu'arrêté par le Conseil d'Administration du 16/09/2010 s'établit à **4 298,0 Mdh**, soit un prix par action de **1 044 Dh**.

Autres éléments d'appréciation du prix de cession

Sur la base d'un prix de cession de 1 044 Dh par action, les multiples de valorisation rapportés aux données financières relatives aux exercices 2009-2012^P s'établissent comme suit :

En Mdh, sinon précisé	2009	2010^P	2011^P	2012^P
Fonds propres	2 318	2 534	2 791	3 060
Résultat technique	357	444	513	551
Résultat net	281	300	347	373
Bénéfice par action (Dh)	68,3	72,9	84,3	90,5
Dividende par action (Dh)	14,0	20,5	21,9	25,3
P/B	1,9x	1,7x	1,5x	1,4x
P/E	16,6x	14,3x	12,4x	11,5x

Source : Attijari Finances Corp.

VII. COTATION EN BOURSE

VII.1.Place de cotation

Les actions objet de la présente opération seront admises aux négociations sur le premier compartiment de la cote de la Bourse de Casablanca.

VII.2.Procédure de 1^{ère} cotation

L'admission des actions de CNIA SAADA Assurance s'effectuera par une procédure de première cotation basée sur une Offre à Prix Ferme selon les dispositions du Règlement Général de la Bourse des Valeurs.

VII.3.Calendrier indicatif de l'opération

Ordre	Etapes	Au plus tard ⁸
1	Réception par la Bourse de Casablanca du dossier complet de l'opération d'introduction en Bourse de CNIA SAADA Assurance	22/10/2010
2	Emission de l'avis d'approbation de la Bourse de Casablanca sur l'opération	25/10/2010
3	Réception par la Bourse de Casablanca de la note d'information visée par le CDVM	25/10/2010
4	Publication au Bulletin de la Cote de l'avis relatif à l'opération d'introduction en Bourse de CNIA SAADA Assurance	26/10/2010
5	Publication par l'émetteur de l'extrait de la note d'information visée par le CDVM dans un journal d'annonces légales	27/10/2010
6	Ouverture de la période de souscription	02/11/2010
7	Clôture anticipée éventuelle de la période de souscription à partir du	03/11/2010 au soir
8	Clôture normale de la période de souscription	05/11/2010
9	Réception des souscriptions par la Bourse de Casablanca	09/11/2010 avant 12 h
10	Centralisation et consolidation des souscriptions par la Bourse de Casablanca	10/11/2010
11	Traitement des rejets et allocation des titres	11/11/2010
12	Remise des allocations de titres aux membres du syndicat de placement	15/11/2010 à 14 h
13	Première cotation des actions CNIA SAADA Assurance et enregistrement de l'opération Annonce officielle des résultats de l'opération par la Bourse de Casablanca au Bulletin de la Cote et par l'émetteur dans un journal d'annonces légales	22/11/2010
14	Règlement et livraison	25/11/2010
15	Prélèvement par la Bourse de Casablanca de la commission d'admission	26/11/2010

⁸ En cas de clôture anticipée, les dates postérieures ne seront pas affectées.

VII.4. Libellé des actions, secteur d'activité et code

Libellé	CNIA SAADA
Compartiment	1 ^{er} compartiment
Secteur d'activité	Assurances
Mode de cotation	Continu
Procédure de 1^{ère} cotation	Offre à Prix Ferme
Code	11400
Ticker	CNIA
Date de 1^{ère} cotation	22/11/2010

VIII. MODALITES DE SOUSCRIPTION

VIII.1. Période de souscription

Les actions de CNIA SAADA Assurance, objet de la présente note d'information, pourront être souscrites du 02/11/2010 au 05/11/2010, inclus. La clôture anticipée de la période de souscription peut être envisagée dès la fin du deuxième jour de la période de souscription si l'importance de la demande risque d'aboutir à une allocation faible pour une partie des souscripteurs. La clôture anticipée interviendrait sur recommandation du conseiller financier, sous le contrôle de la Bourse de Casablanca et du CDVM. Le conseiller financier et coordinateur global devra informer la Bourse de Casablanca et le CDVM le jour même avant 13 heures.

Un avis relatif à la clôture anticipée sera diffusé, par la Bourse de Casablanca, le même jour de la clôture de la période de souscription dans le bulletin de la Cote et dans les deux jours suivants, par l'émetteur dans un journal d'annonces légales.

En cas de clôture anticipée, toutes les dates des étapes qui suivent, décrites dans le calendrier de l'opération, resteront inchangées.

VIII.2. Descriptif des types d'ordre

VIII.2.1. Type d'ordre I

Ce type d'ordre est réservé aux salariés titulaires de CNIA SAADA Assurance sans condition d'ancienneté.

Le nombre d'actions offertes à ce type d'ordre est de 60 729 actions (soit 9,8 % du nombre total d'actions proposées et 1,5 % du capital social de CNIA SAADA Assurance).

Aucun montant minimum n'est prévu pour ce type d'ordre. Le montant maximum de souscription pouvant être demandé par un souscripteur au type d'ordre I est plafonné à 6 mois de salaire (salaire mensuel brut imposable y compris les indemnités perçu au titre du mois de août 2010) pour les salariés ne bénéficiant pas du grade de Directeur ou supérieur. Pour les salariés bénéficiant du grade de Directeur ou supérieur, le montant individuel de souscription n'est pas plafonné.

L'ensemble des salariés de CNIA SAADA Assurance bénéficiera dans le cadre de cette opération d'une décote de 10% par rapport au prix de l'offre. Le montant individuel de souscription ne tient pas compte de la décote proposée.

Aucun nombre de titres minimum n'est prévu pour ce type d'ordre.

La décote proposée aux salariés sera supportée par l'ensemble des actionnaires cédants proportionnellement au nombre d'actions cédées par chacun d'eux.

Un financement par deux banques désignées (Attijariwafa bank et BMCI) sera proposé aux salariés qui en émettent le souhait. Le financement accordé aux salariés tiendra compte de leur capacité d'endettement et pourra être remboursé par anticipation.

Le financement devra être dûment formalisé par des contrats signés par les banques désignées (Attijariwafa bank et BMCI) et le souscripteur avant la souscription.

Les actions acquises dans le cadre de la présente opération, par le biais d'un prêt, seront nanties au profit de ladite banque désignée, et ce jusqu'à remboursement du principal et des intérêts afférents au prêt.

Les actions acquises par les salariés sans avoir recours à un financement bancaire ne seront pas nanties.

Les salariés ont également la possibilité de souscrire au type d'ordre III en tant que personnes physiques. Cependant, ils ne bénéficieront pas au titre des actions souscrites au type d'ordre III de l'ensemble des avantages liés au type d'ordre I cités précédemment.

Les souscriptions des salariés, en tant que salariés, doivent être réalisées auprès d'Attijariwafa bank ou de BMCI, au choix du salarié.

VIII.2.2. Type d'ordre II

Ce type d'ordre est réservé à l'ensemble des intermédiaires (agents et courtiers) collaborant commercialement de manière exclusive ou pas avec CNIA SAADA Assurance et qui sont en situation régulière (pas de contentieux ou de précontentieux actuels) vis-à-vis de CNIA SAADA Assurance.

Le nombre d'actions alloué à ce type d'ordre est de 62 777 actions (soit 10,2 % du nombre total d'actions offertes et 1,5 % du capital).

Le montant individuel de souscription n'est pas plafonné.

Aucun montant minimum n'est prévu pour ce type d'ordre.

Aucune décote ne sera appliquée à ce type d'ordre.

Les souscriptions au type d'ordre II peuvent être réalisées auprès de l'ensemble des membres du syndicat de placement.

Les intermédiaires ont également la possibilité de souscrire au type d'ordre III ou IV en tant que personne physique ou personne morale. Cependant, les intermédiaires sont tenus d'adresser leurs souscriptions au même membre du syndicat de placement ayant collecté leur souscription au type d'ordre II.

VIII.2.3. Type d'ordre III

Le nombre d'actions offertes à ce type d'ordre est de 191 571 actions (soit 31,0 % du nombre total d'actions proposées et 4,7 % du capital social de CNIA SAADA Assurance).

Ce type d'ordre est réservé aux personnes physiques marocaines et étrangères résidentes ou non résidentes.

Aucun nombre de titres minimum n'est prévu pour ce type d'ordre. Le nombre maximum de titres pouvant être demandé par un souscripteur au type d'ordre III est de 100 actions (104 400 Dh).

Les souscriptions au type d'ordre III peuvent être réalisées auprès de l'ensemble des membres du syndicat de placement.

En ce qui concerne les salariés et les intermédiaires désirant souscrire, en plus de leur souscription respectivement aux types d'ordre I et II, au type d'ordre III en tant que personnes physiques, ils sont tenus de le faire auprès du même membre du syndicat de placement ayant collecté leur souscription respectivement aux types d'ordre I et II.

VIII.2.4. Type d'ordre IV

Le nombre d'actions offertes à ce type d'ordre est de 81 418 actions (soit 13,2 % du nombre total d'actions proposées et 2,0 % du capital social de la CNIA SAADA Assurance).

Ce type d'ordre est réservé aux personnes morales de droit marocain ou étranger n'appartenant pas à la catégorie d'investisseurs habilités à souscrire aux types V et VI.

Aucun nombre de titres minimum n'est prévu pour ce type d'ordre. Le nombre maximum d'actions pouvant être demandé par un même investisseur est de 10 % du nombre d'actions proposées dans le cadre du type d'ordre IV (soit 8 142 actions).

Les souscriptions au type d'ordre IV peuvent être réalisées auprès de l'ensemble des membres du syndicat de placement.

En ce qui concerne les intermédiaires désirant souscrire, en plus de leur souscription au type d'ordre II, au type d'ordre IV en tant que personnes morales, ils sont tenus de le faire auprès du même membre du syndicat de placement ayant collecté leur souscription au type d'ordre II.

VIII.2.5. Type d'ordre V

Le nombre d'actions offertes à ce type d'ordre est de 143 678 actions (soit 23,3 % du nombre total d'actions proposées et 3,5 % du capital social de CNIA SAADA Assurance).

Le type d'ordre V est réservé aux Organismes de Placement Collectifs en Valeurs Mobilières régis par le Dahir portant loi n°1-93-213 du 4 Rabii II 1414 (21 septembre 1993) actions et diversifiés de droit marocain.

Le nombre maximum d'actions pouvant être demandé par un OPCVM actions est de 10 % du nombre global d'actions proposées dans le cadre de l'Opération (soit 61 753 actions). Le nombre maximum d'actions pouvant être demandé par un OPCVM diversifié est de 5 % du nombre global d'actions proposées dans le cadre de l'opération (soit 30 876 actions).

Les souscriptions au type d'ordre V doivent être réalisées auprès de Attijari Intermédiation ou de CDG Capital Bourse, au choix du souscripteur.

VIII.2.6. Type d'ordre VI

Le nombre d'actions offertes à ce type d'ordre est de 77 358 actions (soit 12,5 % du nombre total d'actions proposées et 1,9 % du capital social de CNIA SAADA Assurance).

Le type d'ordre VI est réservé aux investisseurs qualifiés de droit selon l'article 12-3 du dahir portant loi n° 1-93-212 de droit marocain suivants :

- entreprises d'assurance et de réassurance telles que régies par la loi 17-99 portant Code des Assurances ;
- organismes de prévoyance et de retraite ;
- la Caisse de Dépôt et de Gestion ;

Le nombre maximum d'actions pouvant être demandé par un même investisseur est de 5 % du nombre global d'actions proposées dans le cadre de l'Opération (soit 30 876 actions).

Les souscriptions au type d'ordre VI doivent être réalisées auprès de Attijari Intermédiation ou de CDG Capital Bourse, au choix du souscripteur.

VIII.3. Conditions de souscription

VIII.3.1. Ouverture de compte

- Hors enfants mineurs et investisseurs des types d'ordre V et VI, les opérations de souscription sont enregistrées dans un compte titres et espèces au nom du souscripteur, ouvert auprès du même membre de syndicat de placement auprès duquel la souscription est faite. Dans le cas où celui-ci n'a pas le statut de dépositaire, le compte peut être ouvert auprès d'un autre membre de syndicat de placement ayant le statut de dépositaire ;
- Toute personne⁹ désirant souscrire auprès d'un membre du syndicat de placement devra obligatoirement disposer ou ouvrir un compte auprès dudit membre. Le membre du syndicat de placement demandera au souscripteur les pièces suivantes pour l'ouverture du compte :
 - ✓ copie du document d'identification du client (carte d'identité nationale, carte de séjour, registre de commerce, passeport,...) ;
 - ✓ contrat d'ouverture de compte dûment signé par le souscripteur et le membre du syndicat de placement.
- Les ouvertures de comptes ne peuvent être réalisées que par le souscripteur lui-même ;
- Les ouvertures de compte pour enfants mineurs ne peuvent être réalisées que par le père, la mère, le tuteur ou le représentant légal de l'enfant mineur ;
- Il est strictement interdit d'ouvrir un compte par procuration ;
- La souscription pour compte de tiers est autorisée dans le cadre d'un mandat de gestion du portefeuille comportant une clause expresse le permettant ;
- Pour les enfants mineurs, les souscriptions peuvent être enregistrées soit sur leur compte soit sur celui des personnes habilitées à souscrire en leur nom à savoir, le père, la mère, le tuteur ou le représentant légal de l'enfant mineur.

⁹ Hors souscripteur ayant souscrit aux types d'ordre V et VI pour qui seule la signature d'une convention d'intermédiation sera exigée.

VIII.3.2. Modalités de souscription

- Toutes les souscriptions se font en numéraire et doivent être exprimées en nombre de titres ;
- Les souscriptions seront réalisées à l'aide de bulletins de souscription disponibles auprès des membres du syndicat de placement. Une copie du bulletin de souscription doit être remise au souscripteur ;
- Les bulletins de souscription doivent être signés par le souscripteur (ou son mandataire dans le cadre d'un mandat de gestion de portefeuille le permettant) et validés et horodatés par le membre du syndicat de placement ;
- Les membres du syndicat de placement doivent s'assurer, préalablement à l'acceptation d'une souscription, que le souscripteur a la capacité financière d'honorer ses engagements. Ils sont de ce fait tenus d'accepter les ordres de souscription de toute personne habilitée à participer à l'opération, à condition que ladite personne fournisse les garanties financières nécessaires. Les membres du syndicat de placement sont tenus de conserver dans le dossier relatif à la souscription de leur client les documents et pièces justificatifs qui leur ont permis de s'assurer de ladite capacité financière ;
- Chaque membre du syndicat de placement s'engage ainsi à exiger de son client (autres que les souscripteurs aux types d'ordre V et VI, compte tenu des contraintes qui leur sont propres) la couverture de leurs souscriptions. Ainsi, les souscriptions de types d'ordre I, II, III et IV doivent être couvertes à 100% par un apport personnel et/ou un crédit bancaire pour le type d'ordre I ou par un dépôt effectif (remise de chèque ou espèce) sur le compte du souscripteur pour les types d'ordre II, III et IV, dépôt qui devra rester bloqué jusqu'à l'attribution des titres. Par ailleurs, la couverture des souscriptions par collatéral n'est pas acceptée ;
- Les chèques déposés pour couvrir les dépôts effectifs doivent être présentés à l'encaissement avant de valider la souscription ;
- Le dépôt effectif doit être effectivement débité du compte du souscripteur et bloqué à la date de la souscription ;
- Les souscriptions par les membres du syndicat de placement ou par leurs collaborateurs pour leur compte doivent être effectuées les deux premiers jours de la période de souscription ;
- Le nombre maximum d'actions demandé par un même souscripteur au type d'ordre V est plafonné à 10,0% du nombre global d'actions proposées dans le cadre de l'opération pour un OPCVM actions et à 5,0% du nombre global d'actions proposées dans le cadre de l'opération pour un OPCVM diversifié ;
- Le nombre maximum d'actions demandé par un même souscripteur au type d'ordre IV est plafonné à 10,0% du nombre d'actions proposées dans le cadre du type d'ordre IV ;
- Le nombre maximum d'actions demandé par un même souscripteur au type d'ordre VI est plafonné à 10,0% du nombre global d'actions proposées dans le cadre de l'opération ;
- Toutes les souscriptions des salariés aux types d'ordre I et III et de leurs enfants mineurs au type d'ordre III doivent être effectuées auprès du même membre du syndicat de placement soit Attijariwafa bank ou BMCI, au choix du souscripteur ;
- Les souscriptions doivent être réalisées par le souscripteur lui-même. Dans le cas d'un mandat de gestion de portefeuille comportant une clause expresse le permettant, le mandataire peut procéder à la souscription en lieu et place du mandant uniquement pour les souscripteurs aux types d'ordre III, IV, V et VI ;
- Les souscriptions des salariés au type d'ordre I d'une part, et celles au type d'ordre III d'autre part, doivent être réalisées sur des bulletins de souscription différents ;

- Les financements des souscriptions des salariés de CNIA SAADA Assurance par les banques désignées (Attijariwafa bank ou BMCI) doivent être dûment formalisés à travers des contrats signés par la banque (Attijariwafa bank ou BMCI) et le salarié, et ce, avant la souscription ;
- Les dépôts couvrant les souscriptions aux types d'ordre I, II, III et IV doivent se faire auprès du membre du syndicat de placement auprès duquel les souscriptions sont faites. Dans le cas où celui-ci n'a pas le statut de dépositaire, ledit dépôt peut être effectué auprès d'un autre membre du syndicat de placement ayant le statut de dépositaire. Dans le cas où les souscriptions seraient transmises avec des dépôts auprès de dépositaires non membres du syndicat de placement, la Bourse procédera automatiquement à l'annulation des ordres de souscription ;
- Les membres du syndicat de placement qui procéderont à la collecte des ordres via une plateforme Internet devront respecter les règles suivantes :
 - ✓ le client devra être clairement identifié, et l'acte de souscription matérialisé (horodatage et archivage des ordres de souscription) ;
 - ✓ toutes les mentions figurant sur le bulletin de souscription doivent être transmises au client avant sa souscription ;
 - ✓ la souscription ne doit être validée que si le compte espèce présente un solde suffisant pour la couvrir intégralement ;
 - ✓ le montant de la souscription doit être bloqué immédiatement après la souscription ;
 - ✓ le client doit être informé que sa souscription sera rejetée en cas de vice de forme (exemple : souscription à type d'ordre réservé à une autre catégorie de souscripteurs) ;
 - ✓ les membres du syndicat de placement qui procéderont à la collecte des ordres via une plateforme Internet devront clôturer la période de souscription en même temps que les autres membres du syndicat de placement à savoir le 05/11/2010 à 18h ;
 - ✓ les membres du syndicat de placement qui procéderont à la collecte des ordres via une plateforme Internet devront, avant de valider la souscription recevoir un mail d'acceptation des modalités de l'opération de la part du souscripteur.

A noter que les membres du syndicat de placement qui procéderont à la collecte des ordres via une plateforme Internet procéderont au rejet des souscriptions en cas de d'absence de couverture espèces ou de dossier incomplet (exemple : absence de mail d'acceptation des modalités de l'opération, absence de carnet de famille pour les souscriptions de mineurs, etc..).

VIII.3.3. Souscription pour compte de tiers

Les souscriptions pour compte de tiers sont autorisées dans les cas suivants :

- Les souscriptions pour le compte d'enfants mineurs dont l'âge est inférieur ou égal à 18 ans sont autorisées à condition d'être effectuées par le père, la mère, le tuteur ou le représentant légal de l'enfant mineur. Les membres du syndicat de placement sont tenus, au cas où ils n'en disposeraient pas déjà, d'obtenir une copie de la page du livret de famille faisant ressortir la date de naissance de l'enfant mineur lors de l'ouverture de compte, ou lors de la souscription pour le compte du mineur en question le cas échéant et de la joindre au bulletin de souscription. En ce cas, les mouvements sont portés soit sur un compte ouvert au nom de l'enfant mineur, soit sur le compte titres ou espèces ouvert au nom du père, de la mère, du tuteur ou du représentant légal ;
- Les souscriptions pour le compte d'enfants mineurs doivent être effectuées auprès du même membre du syndicat de placement auprès duquel la souscription du père, de la mère du tuteur ou du représentant légal a été réalisée ;
- Dans le cas d'un mandat de gestion de portefeuille, le gestionnaire ne peut souscrire pour le compte du client dont il gère le portefeuille qu'en présentant une procuration dûment signée et légalisée par

son mandant ou le mandat de gestion si celui-ci prévoit une disposition expresse dans ce sens. Les sociétés de gestion marocaines ou étrangères agréées sont dispensées de présenter ces justificatifs pour les OPCVM qu'elles gèrent ;

- Tout mandataire dans le cadre d'un mandat de gestion de portefeuille, ne peut transmettre qu'un seul ordre pour le compte d'un même tiers.

VIII.3.4. Souscriptions multiples

- Un souscripteur ne peut transmettre qu'un seul ordre pour son propre compte (sauf pour les souscriptions des types d'ordre I et II). Les souscriptions multiples sont interdites, ainsi un même souscripteur ne peut souscrire qu'une seule fois au même type d'ordre ;
- Chaque souscripteur ne peut transmettre qu'un seul ordre pour le compte de chaque enfant mineur ;
- Les souscriptions pour le compte d'enfants mineurs ne peuvent être réalisées que par l'intermédiaire d'un seul parent uniquement. Toute souscription pour le compte d'enfants mineurs par les deux parents est considérée comme une souscription multiple ;
- Les souscriptions auprès de plusieurs membres du syndicat de placement, y compris celles effectuées pour le compte d'enfants mineurs, sont interdites ;
- Les salariés de CNIA SAADA Assurance ont la possibilité de souscrire, en plus de leur souscription dans le cadre du type d'ordre I, au type d'ordre III auprès du même membre du syndicat de placement ayant collecté leur souscription au type d'ordre I soit Attijariwafa bank ou BMCI ;
- Les intermédiaires de CNIA SAADA Assurance ont la possibilité de souscrire, en plus de leur souscription dans le cadre du type d'ordre II, au type d'ordre III ou IV auprès du même membre du syndicat de placement ;

Tous les ordres de souscription ne respectant pas les conditions ci-dessus seront frappés de nullité dans leur globalité.

A noter que les souscriptions des salariés et de leurs enfants mineurs au type d'ordre III non effectuées auprès du même membre du syndicat de placement ayant collecté leur souscription au type d'ordre I soit Attijariwafa bank ou BMCI seront frappées de nullité et n'entraîneront pas la nullité des souscriptions au type d'ordre I.

VIII.4. Identification des souscripteurs

Les membres du syndicat de placement doivent s'assurer de l'appartenance du souscripteur à l'une des catégories définies ci-dessous. A ce titre, ils doivent obtenir copie du document qui atteste de l'appartenance du souscripteur à la catégorie, et la joindre au bulletin de souscription en ce qui concerne les types d'ordre I, II, III, IV, V et VI.

Type d'ordre I

Catégorie de souscripteur	Documents à joindre
Salariés de CNIA SAADA Assurance	Photocopie de la carte d'identité nationale pour les salariés marocains Photocopie du passeport ou de la carte de séjour pour les salariés étrangers

Une liste détaillée du personnel de CNIA SAADA Assurance qualifiés à souscrire au type d'ordre I intégrant les numéros de CIN ainsi que les plafonds éventuels de souscription sera transmise à Attijariwafa bank ainsi qu'à BMCI.

Type d'ordre II

Catégorie de souscripteur	Documents à joindre
Intermédiaires de CNIA SAADA Assurance	Photocopie de la décision d'agrément Photocopie de la carte d'identité nationale ou photocopie du registre de commerce comprenant l'objet social faisant ressortir leur appartenance à cette catégorie

Une liste détaillée des intermédiaires de CNIA SAADA Assurance qualifiés à souscrire au type d'ordre II intégrant les numéros d'agrément et la qualité de l'intermédiaire (agent ou courtier) ainsi que le chiffre d'affaires 2009 sera transmise au chef de file du syndicat de placement, Attijari Intermédiation.

Type d'ordre III

Catégorie de souscripteur	Documents à joindre
Personnes physiques marocaines résidentes	Photocopie de la carte d'identité nationale
Personnes physiques marocaines résidentes à l'étranger	Photocopie de la carte d'identité nationale
Personnes physiques résidentes non marocaines	Photocopie de la carte de résident
Personnes physiques non résidentes et non marocaines	Photocopie du passeport contenant l'identité de la personne ainsi que les dates d'émission et d'échéance du document
Enfant mineur	Photocopie de la page du livret de famille attestant de la date de naissance de l'enfant

Type d'ordre IV

Catégorie de souscripteur	Documents à joindre
Personnes morales de droit marocain	Photocopie du registre de commerce
Personnes morales de droit étranger	Tout document faisant foi dans le pays d'origine et attestant de l'appartenance à la catégorie, ou tout autre moyen jugé acceptable par le chef de file du syndicat de placement
Associations marocaines	Photocopie des statuts et photocopie du récépissé du dépôt du dossier
Banques de droit étranger	Photocopie la décision d'agrément délivrée par la banque centrale compétente
Banques de droit marocain	Photocopie de la décision d'agrément délivrée par Bank Al Maghrib
Investisseurs qualifiés de droit étranger	Photocopie des statuts.

Type d'ordre V

Catégorie de souscripteur	Documents à joindre
OPCVM de droit marocain actions et diversifiés	Photocopie de la décision d'agrément et en plus : <ul style="list-style-type: none">- pour les FCP, le certificat de dépôt au greffe du tribunal ;- pour les SICAV, le modèle des inscriptions au registre de commerce

Type d'ordre VI

Catégorie de souscripteur	Documents à joindre
Investisseurs qualifiés nationaux (Hors OPCVM)	Photocopie des statuts.

Toutes les souscriptions qui ne respectent pas les conditions ci-dessus seront frappées de nullité.

Le bulletin de souscription inséré en annexe doit être utilisé impérativement par l'ensemble des membres du syndicat de placement pour tous les types d'ordre.

Les ordres de souscription sont irrévocables après la clôture de la période de souscription.

IX. INTERMEDIAIRES FINANCIERS ET SYNDICAT DE PLACEMENT

Type d'intermédiaires financiers	Dénomination	Adresse	Type d'ordre
Conseiller et Coordinateur Global	Attijari Finances Corp.	163, avenue Hassan II - Casablanca	
Chef de file du syndicat de placement	Attijari Intermédiation	163, avenue Hassan II - Casablanca	II, III, IV, V, VI
Membres du syndicat de placement	Attijariwafa bank	2, bd Moulay Youssef - Casablanca	I, II, III, IV
	Banque Centrale Populaire	101, Bd Zerktouni - Casablanca	II, III, IV
	BMCE Bank	140, Avenue Hassan II - Casablanca	II, III, IV
	BMCI	26, place des Nations Unies - Casablanca	I, II, III, IV
	Crédit du Maroc	48, bd Mohammed V - Casablanca	II, III, IV
	Crédit Agricole du Maroc	1, place Al Alaouiyine - Rabat	II, III, IV
	CIH	187, avenue Hassan II - Casablanca	II, III, IV
	Société Générale	55, bd Abdelmoumen - Casablanca	II, III, IV
	CDG Capital Bourse	7, Bd Kennedy, Anfa Sup - Casablanca	II, III, IV, V, VI
	Alma Finance	4, Lot, La Colline - Casablanca	II, III, IV
	ArtBourse	7 Bd Abdelkrim Al Khatabi - Casablanca	II, III, IV
	BMCE Capital Bourse	140, Avenue Hassan II, 7 ^{ème} étage - Casablanca	II, III, IV
	BMCI Bourse	Bd Bir Anzarane - Immeuble Romandie I - Casablanca	II, III, IV
	Capital Trust Securities	50, Bd Rachidi - Casablanca	II, III, IV
	CFG Marchés (directement ou à travers Dar Tawfir)*	57 Rue Ibn Toufaïl, Quartier Palmier - Casablanca	II, III, IV
	Crédit du Maroc Capital	8, Rue Ibnou Hilal - Casablanca	II, III, IV
	Finergy Bourse	88, Rue Benbrahim El Marrakchi - Casablanca	II, III, IV
	ICF Al Wassit	Espace Pte d'Anfa, 29, rue Bab El Mansour - Casablanca	II, III, IV
	Integra Bourse	23, Rue Ibnou Hilal Quartier Racine - Casablanca	II, III, IV
	M.S.In	Imm Zénith, Rés Tawfiq, Sidi Maârouf - Casablanca	II, III, IV
	Sogebourse	55, Bd Abdelmoumen - Casablanca	II, III, IV
	Upline Securities	37 Bd Abdelatif Benkaddour - Casablanca	II, III, IV
	Wafa Bourse	416, rue Mostapha El Maâni - Casablanca	II, III, IV

* Etant entendu que CFG Marchés reste responsable des souscriptions collectées à travers Dar Tawfir

X. MODALITES DE TRAITEMENT DES ORDRES

X.1. Règles d'attribution

X.1.1. Type d'ordre I

Le nombre de titres alloués à ce type d'ordre est de 60 729 actions.

1^{ère} allocation

Le nombre de titres demandés correspondant à un montant inférieur ou égal à 6 mois de salaire (salaire mensuel brut imposable y compris les indemnités perçu au titre du mois de août 2010), sera servi intégralement à l'ensemble des demandes individuelles.

Le nombre de titres demandés correspondant à un montant strictement supérieur à 6 mois de salaire brut, sera servi à hauteur d'un nombre de titres correspondant à 6 mois de salaire brut.

2^{ème} allocation

A l'issue de la 1^{ère} allocation, le reliquat des titres offerts sera alloué aux demandes de souscriptions formulées par les salariés bénéficiant du grade de Directeur ou supérieur.

L'allocation se fera par itération après déduction du nombre de titres servis à l'issue de la première allocation, jusqu'à épuisement du nombre d'actions dédié à ce type d'ordre avec priorité aux demandes les plus fortes.

X.1.2. Type d'ordre II

Le nombre d'actions allouées à ce type d'ordre est de 62 777 actions.

1^{ère} allocation

Le nombre de titres demandés sera servi à hauteur de 55 actions pour les agents et 35 actions pour les courtiers.

Les demandes individuelles de titres excédant 55 actions pour les agents et 35 actions pour les courtiers seront servies dans la limite de cette allocation. Dans le cas contraire, les demandes seront satisfaites intégralement.

2^{ème} allocation

A la suite de la 1^{ère} allocation, une 2^{ème} allocation, proportionnelle au chiffre d'affaires réalisé avec CNIA SAADA au titre de l'exercice 2009 intervient.

Seuls les intermédiaires réalisant avec CNIA SAADA Assurance un chiffre d'affaires (toutes branches confondues), au titre de l'exercice 2009, supérieur à 1 million de dirham seront servis dans le cadre de la 2^{ème} allocation.

Pour les intermédiaires réalisant avec CNIA SAADA Assurance un chiffre d'affaires, au titre de l'exercice 2009, supérieur à 1 million de dirham, les demandes de souscription seront servies dans la limite de :

- 22 actions par tranche entière de million de dirham de chiffre d'affaires pour les agents ;
- 24 actions par tranche entière de million de dirham de chiffre d'affaires pour les courtiers.

Par exemple, un agent de CNIA SAADA Assurance ayant réalisé, au titre de l'exercice 2009, un chiffre d'affaires de 10,5 Mdh sera servi, dans le cadre de la 2^{ème} allocation, à hauteur de 220 actions

(22 actions x 10). De même, un courtier ayant réalisé, au titre de l'exercice 2009, un chiffre d'affaires avec CNIA SAADA Assurance de 25,2 Mdh sera servi, dans le cadre de la 2^{ème} allocation, à hauteur de 600 actions (24 actions x 25).

3^{ème} allocation

A l'issue des 1^{ère} et 2^{ème} allocations, le reliquat des titres offerts issu de ces allocations sera alloué aux intermédiaires au prorata des demandes de souscription non encore satisfaites dans les limites suivantes :

- pour les agents, les demandes de souscription seront servies dans la limite d'un coefficient de chiffre d'affaires réalisé par l'agent, fixé à 2,5 x le chiffre d'affaires réalisé au titre de l'exercice 2009 ;
- pour les courtiers, les demandes de souscription seront servies dans la limite d'un coefficient de chiffre d'affaires réalisé par le courtier avec CNIA SAADA Assurance, fixé à 1,0 x le chiffre d'affaires réalisé par le courtier avec CNIA SAADA Assurance au titre de l'exercice 2009.

Seuls les intermédiaires réalisant avec CNIA SAADA Assurance un chiffre d'affaires (toutes branches confondues), au titre de l'exercice 2009, supérieur à 1 million de dirham se verront attribuer des actions dans le cadre de la 3^{ème} allocation.

En fonction de la demande globale de titres exprimée, certaines souscriptions pourraient ne pas être satisfaites.

X.1.3. Type d'ordre III

Le nombre de titres alloués à ce type d'ordre est de 191 571 actions.

Les actions seront allouées à raison d'une action par souscripteur avec priorité aux demandes les plus fortes. Le mécanisme d'attribution d'une action par souscripteur, dans la limite de sa demande, se fera par itération, jusqu'à épuisement du nombre d'actions dédié à ce type d'ordre.

Le différentiel d'allocation s'établira à une action entre les différents investisseurs dont la demande n'aura pas été entièrement satisfaite.

En fonction de la demande globale exprimée, certaines souscriptions pourraient ne pas être servies.

X.1.4. Type d'ordre IV

Le nombre de titres alloués à ce type d'ordre est de 81 418 actions.

Si le nombre de titres demandés excède le nombre de titres offerts, les titres seront servis au prorata des demandes de souscription. Dans le cas contraire, la demande sera servie entièrement.

Dans le cas où le nombre de titres calculé en rapportant le nombre de titres demandés par le souscripteur au ratio de sursouscription du type d'ordre IV ne serait pas un nombre entier, ce nombre de titres sera arrondi à l'unité inférieure. Les rompus seront alloués par palier d'une action par souscripteur, avec priorité aux demandes les plus fortes.

En fonction de la demande globale exprimée, certaines souscriptions pourraient ne pas être servies.

X.1.5. Type d'ordre V

Le nombre de titres alloués à ce type d'ordre est de 143 678 actions.

Si le nombre de titres demandés excède le nombre de titres offerts, les titres seront servis au prorata des demandes de souscription. Dans le cas contraire, la demande sera servie entièrement.

Dans le cas où le nombre de titres calculé en rapportant le nombre de titres demandés par le souscripteur au ratio de sursouscription du type d'ordre V ne serait pas un nombre entier, ce nombre

de titres sera arrondi à l'unité inférieure. Les rompus seront alloués par palier d'une action par souscripteur, avec priorité aux demandes les plus fortes.

En fonction de la demande globale exprimée, certaines souscriptions pourraient ne pas être servies.

X.1.6. Type d'ordre VI

Le nombre de titres alloués à ce type d'ordre est de 77 358 actions.

Si le nombre de titres demandés excède le nombre de titres offerts, les titres seront servis au prorata des demandes de souscription. Dans le cas contraire, la demande sera servie entièrement.

Dans le cas où le nombre de titres calculé en rapportant le nombre de titres demandés par le souscripteur au ratio de sursouscription du type d'ordre VI ne serait pas un nombre entier, ce nombre de titres sera arrondi à l'unité inférieure. Les rompus seront alloués par palier d'une action par souscripteur, avec priorité aux demandes les plus fortes.

En fonction de la demande globale exprimée, certaines souscriptions pourraient ne pas être servies.

X.2. Règles de transvasement

Les règles de transvasement se présentent comme suit :

- Si le nombre de titres souscrits au type d'ordre I est inférieur à l'offre correspondante, le reliquat est attribué au type d'ordre III puis au type d'ordre V puis au type d'ordre VI puis au type d'ordre IV ;
- Si le nombre de titres souscrits au type d'ordre II est inférieur à l'offre correspondante, le reliquat est attribué au type d'ordre III puis au type d'ordre V puis au type d'ordre VI puis au type d'ordre IV puis au type d'ordre I ;
- Si le nombre de titres souscrits au type d'ordre III est inférieur à l'offre correspondante, le reliquat est attribué au type d'ordre V puis au type d'ordre VI puis au type d'ordre IV puis au type d'ordre I ;
- Si le nombre de titres souscrits au type d'ordre IV n'atteint pas l'offre correspondante, le reliquat est attribué au type d'ordre III puis au type d'ordre V puis au type d'ordre VI puis au type d'ordre I ;
- Si le nombre de titres souscrits au type d'ordre V n'atteint pas l'offre correspondante, le reliquat est attribué au type d'ordre III puis au type d'ordre VI puis au type d'ordre IV puis au type d'ordre I ;
- Si le nombre de titres souscrits au type d'ordre VI n'atteint pas l'offre correspondante, le reliquat est attribué au type d'ordre III puis au type d'ordre V puis au type d'ordre IV puis au type d'ordre I.

XI. PROCEDURE DE CONTROLE ET D'ENREGISTREMENT PAR LA BOURSE DE CASABLANCA

XI.1. Centralisation

Les membres du syndicat de placement remettront séparément à la Bourse de Casablanca, sous forme de clé USB, et au plus tard le 09/11/2010 avant 12 heures, le fichier des souscripteurs ayant participé à la présente opération. A défaut, les souscriptions seront rejetées.

Aussi, le chef de file du syndicat de placement, Attijari Intermédiation tiendra, le jour de la centralisation, à la disposition de la Bourse des Valeurs un fichier contenant la liste des intermédiaires habilités à participer à l'opération, en précisant la qualité (agent ou courtier), le numéro d'agrément ou le numéro de RC ou de CIN ainsi que les plafonds exprimés en nombre de titres correspondant au chiffre d'affaires 2009.

La Bourse de Casablanca procèdera à la consolidation des différents fichiers de souscripteurs et aux rejets des souscriptions ne respectant pas les conditions de souscription définies dans la présente note d'information.

Le 15/11/2010 à 14h, la Bourse de Casablanca communiquera aux membres du syndicat de placement les résultats de l'allocation.

Le tableau ci-dessous reprend quelques cas de figures entraînant des rejets de souscription :

Cas de figures	Souscription(s) rejetée(s)
Salarié ayant souscrit au type d'ordre I auprès d'Attijariwafa bank ou de BMCI et au type d'ordre III, pour son propre compte et / ou pour celui de ses enfants, chez un membre du syndicat de placement autre que celui ayant collecté sa souscription au type d'ordre I.	Les souscriptions effectuées chez l'autre membre du syndicat de placement
Intermédiaire ayant souscrit au type d'ordre II et au type d'ordre III pour son propre compte et/ou pour celui de ses enfants, auprès d'un autre membre du syndicat de placement.	Les souscriptions effectuées chez l'autre membre du syndicat de placement.
Intermédiaire ayant souscrit au type d'ordre II et au type d'ordre IV pour son propre compte auprès d'un autre membre du syndicat de placement.	Les souscriptions effectuées chez l'autre membre du syndicat de placement.
Souscripteur ayant souscrit plus d'une fois au type d'ordre auquel il est habilité à souscrire.	Toutes les souscriptions. Pour les souscriptions réalisées par les salariés et les intermédiaires, seules les souscriptions enregistrées en dehors des types d'ordre I et II.
Personne morale marocaine ou étrangère, n'appartenant pas à la catégorie d'investisseurs habilités à souscrire aux types d'ordre V et VI, ayant souscrit plus d'une fois au type d'ordre IV.	Toutes les souscriptions.
Personnes physiques ayant souscrit pour son propre compte et pour celui d'enfants majeurs.	Toutes les souscriptions au nom de cette personne physique y compris celles pour ses enfants majeurs.
Personne physique ayant souscrit au type d'ordre III pour un nombre de titres dépassant le plafond autorisé.	La souscription concernée.
Personne morale ayant souscrit au type d'ordre IV pour un nombre de titres dépassant le plafond autorisé.	La souscription concernée.
Personne morale ayant souscrit au type d'ordre V pour un nombre de titres dépassant le plafond autorisé.	La souscription concernée.
Personne morale ayant souscrit au type d'ordre VI pour un nombre de titres dépassant le plafond autorisé.	La souscription concernée.

Cas de figures	Souscription(s) rejetée(s)
Souscription à un type d'ordre effectuée chez un membre de syndicat de placement non habilité à la recevoir.	La souscription concernée.
Salarié ayant souscrit au type d'ordre I et plus d'une fois au type d'ordre III.	Toutes les souscriptions au type d'ordre III.
Personne physique autre que les salariés ayant souscrit au type d'ordre III chez un membre du syndicat de placement et au même type d'ordre, pour le compte des ses enfants chez un autre membre du syndicat de placement.	Toutes les souscriptions.

XI.2. Enregistrement par la Bourse de Casablanca

Lors de la séance du 22/11/2010, il sera prononcé l'introduction de CNIA SAADA Assurance à la Bourse de Casablanca et son inscription au premier compartiment de la cote. Sur la base des résultats de l'allocation, il sera procédé à l'enregistrement en Bourse des transactions correspondantes à l'opération.

L'enregistrement se fera à un seul cours, étant donné que la décote offerte aux salariés sera supportée par l'ensemble des actionnaires cédants proportionnellement au nombre d'actions cédées par chacun d'eux.

XI.3. Procédure d'appel de fonds

Il convient de rappeler l'article 1.2.8 du Règlement Général de la Bourse des Valeurs qui stipule que «Quelle que soit la procédure retenue, et si les caractéristiques de l'opération envisagée ou les circonstances du marché laissent présager un déséquilibre important entre l'offre et la demande, la Société Gestionnaire peut exiger que les sociétés de bourse membres du syndicat de placement lui versent, le jour de la remise des souscriptions, les fonds correspondant à la couverture des ordres de souscription, sur un compte désigné par la Société Gestionnaire ouvert à Bank Al-Maghrib.

Les modalités pratiques de la mise en oeuvre de l'appel de fonds sont déterminées et publiées par avis par la Société Gestionnaire.

La décision de couverture des ordres de souscription par la Société Gestionnaire est motivée et notifiée au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières sans délai.».

En cas d'appel de fonds par la Bourse de Casablanca, les membres du syndicat de placement n'ayant pas le statut de société de bourse s'engagent à verser à la société de bourse qu'ils ont désignée à cet effet, à première demande, leur part dans les fonds requis par la Bourse de Casablanca.

XI.4. Sociétés de Bourse chargées d'enregistrer l'opération

L'enregistrement des titres cédés dans le cadre de la présente opération côté vendeur se fera par l'entremise de la société de bourse Attijari Intermédiation.

Les sociétés de bourse, membres du syndicat de placement procéderont à l'enregistrement des allocations qu'elles auront recueillies (côté acheteurs), tandis que les membres du syndicat de placement n'ayant pas le statut de société de bourse sont libres de désigner la société de bourse membre du syndicat de placement qui se chargera de l'enregistrement de leurs souscriptions auprès de la Bourse de Casablanca.

Ils devront informer la Bourse de Casablanca ainsi que la société de bourse choisie par écrit, et ce, avant le début de la période de souscription.

XII. MODALITES DE REGLEMENT ET DE LIVRAISON DES TITRES

Le règlement et la livraison des titres interviendront le 25/11/2010 selon les procédures en vigueur à la Bourse de Casablanca.

Sur instruction des Avis d'Opérés et conformément aux procédures en vigueur à la Bourse de Casablanca, les comptes BAM des établissements dépositaires seront débités des fonds correspondant à la valeur des actions attribuées à chaque membre du syndicat de placement, majorée des commissions.

CNIA SAADA Assurance a par ailleurs désigné Attijariwafa bank comme dépositaire exclusif des titres CNIA SAADA Assurance mis en vente dans le cadre de la présente opération.

XIII. RESTITUTION DU RELIQUAT AU SOUSCRIPTEUR

Les membres du syndicat de placement s'engagent à rembourser aux clients dans un délai n'excédant pas 2 jours ouvrables à compter de la date de remise des allocations des titres aux membres du syndicat de placement soit au plus tard le 17/11/2010, les reliquats espèces issus de la différence entre le montant net versé par ses clients à la souscription, et le montant net correspondant à leurs allocations réelles.

- Le remboursement du reliquat doit être effectué soit par virement sur un compte bancaire, soit par remise d'un chèque, et sous réserve de l'encaissement effectif par l'intermédiaire du montant déposé pour la souscription.
- En cas d'échec de l'opération financière, les souscriptions doivent être remboursées dans un délai de 10 jours ouvrés, à compter de la date de publication des résultats, et sous réserve de l'encaissement effectif par l'intermédiaire du montant déposé pour la souscription.

XIV. COMMISSIONS LIEES A L'OPERATION

XIV.1. Commissions à verser par le souscripteur

Dans le cadre de la présente opération de placement, chaque membre du syndicat de placement s'engage explicitement et irrévocablement, à l'égard du chef de file, du coordinateur global et des autres membres du syndicat de placement, à facturer aux souscripteurs pour tous les ordres enregistrés à la Bourse de Casablanca les commissions suivantes :

- 0,1% (hors taxes) pour la Bourse de Casablanca au titre de la commission d'admission lui revenant lors de l'enregistrement en Bourse ;
- 0,2% (hors taxes) au titre des commissions de règlement et de livraison ;
- 1,0% (hors taxes) pour la société de bourse. Elle s'applique sur le montant qui correspond à l'allocation effective lors du règlement livraison.

La TVA au taux de 10% sera appliquée en sus.

Afin d'assurer une égalité de traitement des souscripteurs quel que soit le lieu de souscription, chaque membre du syndicat de placement s'engage formellement et expressément, à ne pratiquer aucune ristourne aux souscripteurs, ni reversement de quelque sorte que ce soit, simultanément ou postérieurement à la souscription, et ce, pour quelque motif que ce soit, entre membres du syndicat de placement ou avec des tiers.

XIV.2. Commissions de placement

Les membres du syndicat de placement de l'Offre recevront une commission de 0,4 % hors taxes sur les montants respectivement placés par chacun.

Cette commission, due par l'émetteur, sera versée sur les comptes Bank Al Maghrib de chacun des membres du syndicat de placement.

XV. MODALITES DE PUBLICATION DES RESULTATS DE L'OPERATION

Les résultats de la présente opération seront publiés par la Bourse de Casablanca au Bulletin de la Cote le 22/11/2010 et par CNIA SAADA Assurance par voie de presse dans un journal d'annonces légales du même jour.

XVI. FISCALITE

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le régime fiscal marocain est présenté ci-dessous à titre indicatif et ne constitue pas l'exhaustivité des situations fiscales applicables à chaque investisseur.

Ainsi, les personnes physiques ou morales désireuses de participer à la présente opération sont invitées à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier. Sous réserve de modifications légales ou réglementaires, le régime actuellement en vigueur est le suivant :

XVI.1. Actionnaires personnes physiques résidentes

Imposition des profits de cession

Conformément aux dispositions de l'article 73 du code général des impôts (CGI), les profits de cession des actions sont soumis à l'IR au taux de 15%. Pour les actions cotées, l'impôt est retenu à la source et versé au Trésor par l'intermédiaire financier habilité teneur de comptes titres.

Selon les dispositions de l'article 68 du CGI, sont exonérés de l'impôt :

- les profits ou la fraction des profits sur cession d'actions correspondant au montant des cessions, réalisées au cours d'une année civile, n'excédant pas le seuil de 30 000 Dh ;
- la donation des actions effectuée entre ascendants et descendants, entre époux et entre frères et sœurs.

Le fait générateur de l'impôt est constitué par la réalisation des opérations ci-après :

- la cession, à titre onéreux ou gratuit à l'exclusion de la donation entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs ;
- l'échange, considéré comme une double vente sauf en cas de fusion ;
- l'apport en société.

Le profit net de cession est constitué par la différence entre :

- d'une part, le prix de cession diminué, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de cette cession, notamment les frais de courtage et de commission ;
- et d'autre part, le prix d'acquisition majoré, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de ladite acquisition, tels que les frais de courtage et de commission.
- Les moins-values subies au cours d'une année sont imputables sur les plus-values des années suivantes jusqu'à l'expiration de la 4ème année qui suit celle de la réalisation des moins-values.

Imposition des dividendes

Les dividendes distribués à des personnes physiques résidentes sont soumis à une retenue à la source de 10%.

XVI.2. Actionnaires personnes morales résidentes

Imposition des profits de cession

Les profits nets résultant de la cession d'actions cotées à la Bourse de Casablanca sont imposables dans les conditions de droit commun.

Imposition des dividendes

XVI.2.1. Personnes morales résidentes passibles de l'IS

Les dividendes distribués à des personnes morales résidentes ne sont pas passibles de la retenue à la source de 10% à condition de fournir une attestation de propriété des titres comportant le numéro d'imposition à l'IS de la société bénéficiaire desdits dividendes.

XVI.2.2. Personnes morales résidentes passibles de l'IR

Les dividendes distribués à des personnes morales résidentes passibles de l'IR sont soumis à une retenue à la source au taux de 10%.

XVI.3. Actionnaires personnes physiques non résidentes

Imposition des profits de cession

Les profits de cession d'actions réalisés par des personnes physiques non résidentes sont imposables au Maroc sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

Imposition des dividendes

Les dividendes sont soumis à une retenue à la source au taux de 10% sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

XVI.4. Actionnaires personnes morales non résidentes

Imposition des profits de cession

Les profits de cession d'actions cotées à la Bourse des Valeurs réalisés par des personnes morales non résidentes sont exonérés de l'impôt sur les sociétés. Toutefois, cette exonération ne s'applique pas aux profits résultant de la cession des titres des sociétés à prépondérance immobilière.

Imposition des dividendes

Les dividendes sont soumis à une retenue à la source au taux de 10% sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

XVII. CHARGES RELATIVES A L'OPERATION

La société supportera les frais et commissions suivantes pour un montant équivalent à 1,3 % HT du volume de l'opération :

- La commission d'admission de la Bourse de Casablanca ;
- Les commissions de règlement / livraison ;
- La commission du CDVM ;
- La commission du conseiller juridique.

Il y a lieu de noter que la décote réservée aux salariés sera supportée par l'ensemble des actionnaires cédants proportionnellement au nombre d'actions cédées par chacun d'eux.

Partie III. PROCESSUS DE FUSION ENTRE CNIA ASSURANCE ET ASSURANCES ES SAADA

I. PRESENTATION DE ASSURANCES ES SAADA

I.1. Historique de Assurances Es Saada

- 1961** Création de Assurances Es Saada avec le regroupement des 4 délégations marocaines du groupe Drouot.
- 1973-1978** Désengagement du groupe Drouot en 2 temps :
- Cession majoritaire lors de la marocanisation ;
 - Sortie définitive et prise de contrôle par des actionnaires marocains.
- Années 80** Développement d'une stratégie basée sur un réseau d'agents exclusifs ;
Diversification de l'offre commerciale ;
Mise en place de structures de gestion.
- Années 2000** Mise en place d'une stratégie tournée vers la prévoyance sociale à travers les contrats collectifs de masse.
- 2006** CNIA Assurance acquiert Assurances Es Saada, leader national en terme de réseau de distribution depuis 50 ans.
- 2009** Fusion effective de CNIA Assurance et de Assurances Es Saada et naissance de CNIA SAADA Assurance.

I.2. Diagnostic de Assurances Es Saada avant la fusion

Avant son acquisition par l'anciennement nommée CNIA Assurance, Assurances Es Saada souffrait de plusieurs handicaps qui grevaient son développement :

- une insuffisance importante dans la constitution des provisions techniques ;
- une problématique importante de recouvrement des primes ;
- des rendements financiers négatifs du fait d'une mauvaise allocation des placements.

Cela dit, Assurances Es Saada bénéficiait d'atouts certains qui constituaient un avantage compétitif important :

- un réseau de distribution exclusif des plus étendus ;
- une position de leader dans des branches rentables : Automobile, Assurance Maladie Complémentaire...

I.2.1. Analyse SWOT de Assurances Es Saada au lendemain de son acquisition par CNIA Assurance

a. SWOT Agents

Le tableau ci-après présente l'analyse SWOT des agents de Assurances Es Saada au lendemain de son acquisition par CNIA Assurance :

Analyse SWOT des agents :

Forces

- Réseau dynamique
- Réseau expérimenté
- CA moyen au dessus du marché
- Bonne synergie Agent/ compagnie sur les contrats groupe
- Marché des particuliers et des PME pour les risques simples
- Taux d'équipement des clients en portefeuille faible
- Croissance des ventes « automobile »
- Synergie commerciale avec CNIA
- Belles localisations
- Bonne couverture nationale

Faiblesses

- Structure artisanale
- Back office manuel
- Faible taux d'encadrement
- Responsabilités non définies
- Commercialisation des assurances automobile par les banques
- Insolvabilité des certains agents
- Baisse de confiance des clients
- Concurrence sur les prix
- Pratique élevée du crédit
- Faible commercialisation des risques

Opportunités

Menaces

Source : CNIA SAADA Assurance

b. SWOT Qualité de service

Le tableau ci-après présente l'analyse SWOT de la qualité de service de Assurances Es Saada au lendemain de son acquisition par CNIA Assurance :

Analyse SWOT de la qualité de service :

Forces

Faiblesses

<ul style="list-style-type: none"> • Savoir faire dans la gestion de grands contrats maladie 	<ul style="list-style-type: none"> • TDB non généralisés • Retards de traitement • Responsables non impliqués • Niveau de confiance dégradé • Retards dans le paiements des partenaires • Nombre d'exécutions en cours au BNEJ élevé
<ul style="list-style-type: none"> • Synergie de traitement avec CN IA 	<ul style="list-style-type: none"> • Exigence du département de la justice du règlement immédiat des réserves échues • Intérêts de retard et astreintes pouvant être significatifs

Opportunités

Menaces

Source : CNIA SAADA Assurance

c. SWOT Système d'information

Le tableau ci-après présente l'analyse SWOT des systèmes d'information de Assurances Es Saada au lendemain de son acquisition par CNIA Assurance :

Analyse SWOT des systèmes d'information :

Forces

- Extranet pour la production automobile
- Système développé en interne par équipe expérimentée et connaissant le métier
- Système stabilisé couvrant les besoins de base
- Synergie avec CNIA pour l'implémentation des briques métiers et supports

Faiblesses

- Système caractère
- Back up hors site inexistant
- Pas de sauvegarde automatique
- Pauvreté informationnelle du système
- Faible informatisation des fonctions support
- Absence de work flow, de GED, de datawarehouse
- Effectif insuffisant pour maintenance et développement

Opportunités

Menaces

Source : CNIA SAADA Assurance

d. Récapitulatif : Synthèse de l'analyse SWOT

Le tableau ci-après présente la synthèse de l'analyse SWOT de Assurances Es Saada au lendemain de son acquisition par CNIA Assurance :

Synthèse de l'analyse SWOT :

Forces

- Réseau dynamique, expérimenté, avec une bonne couverture nationale
- Savoir faire dans l'AMC, dans les appels d'offre (11 appels d'offres gagnés sur 13)
 - Stabilité du portefeuille
 - Bonne expertise technique
- Marché des particuliers et PME pour les risques simples
- Synergie avec CNIA

Faiblesses

- SI développé en interne
- Contrôle interne à ses balbutiements
 - Retards dans les traitements
 - Réseau non fiable au niveau de la souscription de bons risques et du recouvrement
- Commercialisation de l'assurance automobile par les banques
- Baisse de confiance des clients
- Guerre des prix sur l'automobile

Opportunités

Menaces

Source : CNIA SAADA Assurance

I.3. Principales dispositions et mise en application du plan de redressement

CNIA Assurance a décidé de s'intéresser à la compagnie et de mener des audits qui ont conduit à la définition d'un plan de redressement en collaboration avec le Ministère des Finances. Les principales dispositions du plan de redressement ayant été appliquées par Assurances Es Saada ont été :

- une réduction de capital par absorption des pertes d'un montant de 500 Mdh en 2007 suivie de trois augmentations de capital : 430 Mdh et 500 Mdh en 2007 et 500 Mdh en 2008 ;
- une contribution du Fonds de solidarité : 400 MDH en 2007 et 400 MDH en 2008 ;
- une régularisation juridique et réglementaire de propriétés immobilières ;
- l'accélération de la cadence de règlement des sinistres en encourageant les transactions à l'amiable avec les victimes ;
- l'amélioration de la rentabilité financière ;
- la mise en place des structures de gestion prévues dans l'organigramme proposé et notamment le Contrôle de Gestion et l'Audit Interne ;
- l'audit des comptes annuellement ;
- l'élaboration d'un rapport semestriel de la situation technique et financière pour la DAPS.

II. PRESENTATION DE CNIA ASSURANCE

II.1. Historique de CNIA Assurance

Créée en 1949, la Compagnie Nord Africaine et Intercontinentale d'Assurances (CNIA) devient 16 ans plus tard, filiale de la Caisse de Dépôt et de Gestion, et s'affirme depuis, comme l'un des leaders dans les activités de collecte et d'emploi de l'épargne.

L'année 1997 marque un tournant historique dans la vie de la compagnie avec la cession de la part détenue par l'Etat dans le capital à un groupe d'assurance de premier ordre, Arab Insurance Group B.S.C. ARIG, qui avec 67% des parts, devient actionnaire majoritaire dans le capital de la compagnie, et lui permet de bénéficier d'un savoir-faire additionnel pour le renforcement de sa position sur le marché de l'assurance. En 2001, la Compagnie Nord Africaine et Intercontinentale d'Assurance change de nom pour devenir CNIA Assurance et entreprend, conformément aux standards internationaux, un vaste chantier de restructuration, développant au sein de ses équipes les valeurs d'écoute et de proximité, inhérentes à un métier de service. En 2003, CNIA Assurance dépasse le milliard de dirhams en chiffre d'affaires et atteint 8,5% de parts de marché.

II.2. Mise à niveau suite à l'acquisition par SAHAM

Rachetée à hauteur de 67% par le groupe SAHAM en 2005, CNIA Assurance connaît actuellement un nouveau tournant de son histoire en s'engageant dans une nouvelle restructuration.

La compagnie a continué à améliorer sa qualité de service, à résorber une très grande partie des retards accumulés, à renforcer ses ressources humaines et à assainir sa situation financière en renforçant ses réserves et ses actifs. Elle a également procédé à un assainissement de son portefeuille à travers des remises aux tarifs et a notamment souscrit de nouvelles affaires de qualité. Des produits novateurs ont fait leur apparition, notamment le « Pack Assur'Auto » permettant le financement de l'assurance automobile à taux 0%.

En outre, CNIA Assurance a oeuvré pour le renforcement de son réseau d'intermédiaires.

Toutes ces transformations ont permis une progression des primes émises de 2,3% par rapport à 2004. La dynamique de croissance, couplée avec une politique d'assainissement, a permis à CNIA

Assurance d'atteindre, en 2005, un chiffre d'affaires de 1,1 Mrds de Dh, et d'enregistrer une amélioration de ses fondamentaux de rentabilité et de solvabilité.

II.3. Diagnostic de CNIA Assurance à la veille de la fusion

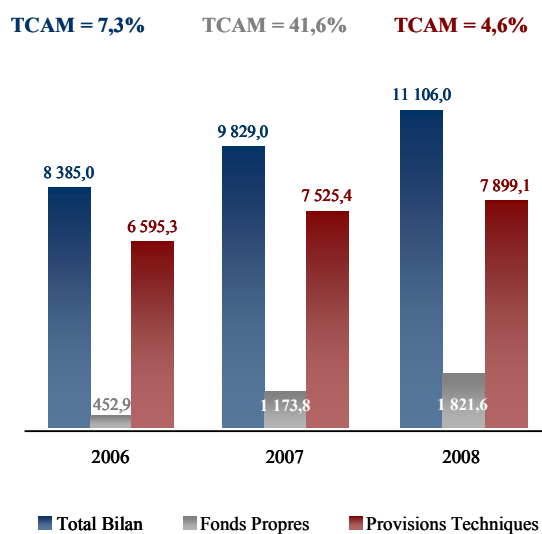
A la veille de la fusion avec Assurances Es Saada, CNIA Assurance présentait les agrégats historiques suivants :

En Mdh	2006	2007	2008	TCAM 08/06
Eléments de Bilan				
Total Bilan	8 385,0	9 829,0	11 106,0	7,3%
Fonds Propres	452,9	1 173,8	1 821,6	41,6%
Provisions techniques brutes	6 595,3	7 525,4	7 899,1	4,6%
Eléments de CPC				
Primes Emises	1 207,2	1 374,6	1 543,3	6,3%
Primes "Vie" en % primes totales	40,6%	38,3%	31,4%	-922 pts
Primes "Non Vie" en % primes totales	59,4%	61,7%	68,6%	922 pts
Prestations et frais	1 078,2	1 069,9	1 132,3	1,2%
Résultat Financier	542,5	485,5	549,2	0,3%
Résultat Net	110,2	150,8	173,4	12,0%

Source : CNIA SAADA Assurance

Les graphiques ci-dessous détaillent l'évolution des agrégats de bilan de CNIA Assurance sur la période 2006 – 2008 :

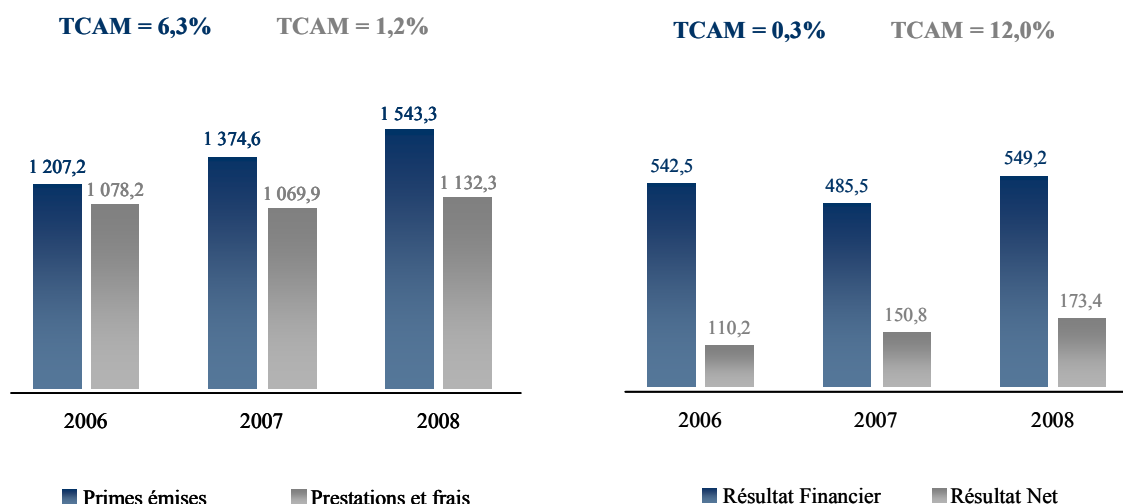
Agrégats de Bilan de CNIA Assurance entre 2006 et 2008 :



Source : CNIA SAADA Assurance

Les graphiques ci-dessous détaillent l'évolution des agrégats de CPC de CNIA Assurance sur la période 2006 – 2008 :

Agrégats de CPC de CNIA Assurance entre 2006 et 2008 :



Source : CNIA SAADA Assurance

En 2008, le chiffre d'affaires de CNIA s'élève à 1 543 Mrds Dh. CNIA Assurance se positionne ainsi au quatrième rang avec une part de marché de 7,8% et une croissance de 12,3% par rapport à 2007.

Cette performance confirme le positionnement remarquable et ciblé afin d'améliorer ses parts de marché en assurance Non Vie qui affiche une croissance de 24,8% comparativement à une croissance de 11,5% pour l'ensemble du secteur. Cette performance concerne notamment l'assurance des Risques Techniques (+157,1%), le Transport (+42,4%), les Accidents du Travail (+36,7%) et l'Automobile (+31,6%).

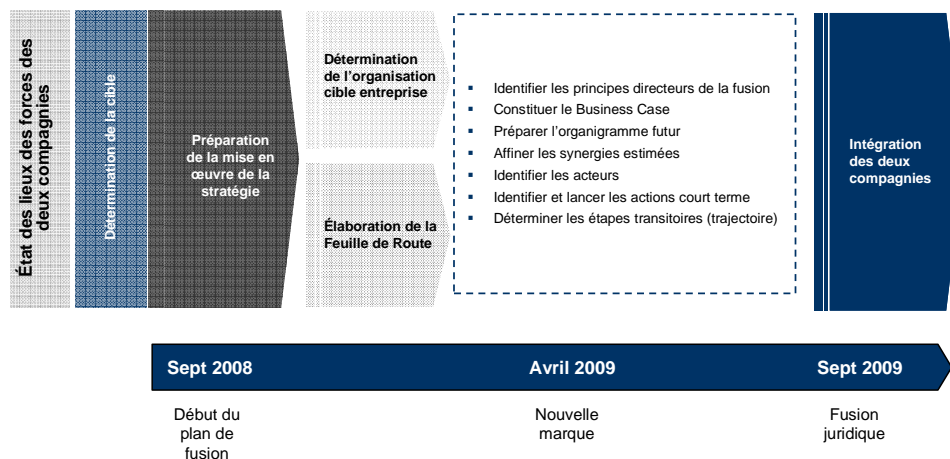
La performance commerciale de CNIA Assurance est générée par la consolidation des relations d'affaires avec les agents généraux et les courtiers, tandis que le développement de son réseau est le fruit de l'installation effective de 20 agents viviers et 9 centres de visites techniques, la réorganisation du réseau commercial, etc...

La performance commerciale associée à une bonne gestion des coûts, une réduction des délais de remboursement maladie, la réduction du stock des dossiers BNEJ et le maintien au deuxième rang du classement mensuel ont généré un résultat net de 173,4 MDH et permis une croissance de 15% par rapport à 2007.

III. PRESENTATION DE LA FUSION ENTRE CNIA ASSURANCE ET ASSURANCES ES SAADA

La motivation du rapprochement entre CNIA Assurance et Assurances Es Saada a été de constituer une compagnie d'assurances avec une taille critique en terme de chiffre d'affaires, de réseau et de couverture des différentes branches de l'assurance. Ce processus de fusion a suivi les étapes suivantes :

Processus de fusion :



Source : CNIA SAADA Assurance

Le processus de fusion a été accompagné par différentes mesures visant à atténuer les faiblesses de Assurances Es Saada :

- une réduction de capital par absorption des pertes ainsi que trois augmentations de capital a même d'assainir la situation financière de Assurances Es Saada et de respecter la réglementation en terme de marge de solvabilité ;
- amélioration de la rentabilité financière ;
- amélioration du taux d'encaissement ;
- mise en place d'une Direction de Programme dédiée exclusivement au pilotage de la fusion.

Partie IV. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE CNIA SAADA ASSURANCE

I. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL

Dénomination sociale	CNIA SAADA Assurance
Siège social	216, Boulevard Zerktouni - 20 000 - Casablanca
Téléphonie / Télécopie	Tel : (212) 522 474 040 Fax : (212) 522 206 081
Forme juridique	Société anonyme à Conseil d'Administration
Adresse électronique	www.cniasaada.ma
Date de constitution	1949
Durée de vie	La durée de la société est fixée à 99 ans, sauf dissolution anticipée ou prorogation prévue par les statuts ou par la loi.
N° Registre du commerce	RC de Casablanca n°22341
Exercice social	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre.
Capital social	411 687 400 dh divisé en 4 116 874 actions de 100 dh chacune
Consultation des documents juridiques	Les documents juridiques prescrits par les articles 121, 142, 145 et 146 de la loi sur les sociétés anonymes, notamment les statuts, les procès-verbaux des Assemblées Générales et les rapports des commissaires aux comptes peuvent être consultés au siège social de la CNIA SAADA Assurance.
Objet social	CNIA SAADA Assurance a pour objet tant au Maroc qu'à l'étranger, l'exercice de toutes opérations d'assurance et de réassurance contre tous risques, y compris ceux de la vie humaine et de capitalisation dans les conditions de l'agrément accordé par le Ministre des Finances, et généralement toutes opérations quelles soient commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus et à tous objets similaires ou connexes, ainsi que celles de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par CNIA SAADA Assurance, son extension, son développement et son patrimoine social.
Textes législatifs	<p>La société est régie par le droit marocain, la loi 17-99, portant Code des Assurances, ainsi que par ses statuts.</p> <p>De par son activité, elle est soumise aux textes législatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le Code des Assurances (loi n° 17-99) a été modifié et complété par le dahir n° 1-06-17 du 15 moharrem 1427 (14 février 2006) portant promulgation de la loi n° 39-05 ; ▪ Le dahir n°1-02-238 du 25 rejab 1423 (3 octobre 2002) portant promulgation de la loi n° 17-99 portant Code des Assurances (Bulletin Officiel n° 5054 du 2 ramadan 1423 (7 novembre 2002)) ; ▪ Le dahir n°1-04-05 du 1er rabii I 1425 (21 avril 2004) portant promulgation de la loi n° 09-03 complétant la loi n° 17-99 portant Code des Assurances ; ▪ La loi du 6 septembre 1941 définissant les modalités de contrôle de l'Etat sur les compagnies d'assurance ; ▪ L'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 2173-08 du 9 hijja 1429 (8 décembre 2008) modifiant et complétant l'arrêté du ministre des Finances et de la Privatisation n° 1548-05 du 6 ramadan 1426 (10 octobre 2005) relatif aux entreprises d'assurances et de réassurances. <p>De par sa cotation à la Bourse de Casablanca, elle est soumise à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés financiers et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse de Casablanca modifié et complété par les lois 34-96, 29-00, 52-01 et 45-06 ;

- Règlement général de la Bourse de Casablanca approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°499-98 du 27 juillet 1998 et amendé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1960-01 du 30 octobre 2001. Celui-ci a été modifié par l'amendement de juin 2004 entré en vigueur en novembre 2004 et par l'arrêté 1268-08 du 7 juillet 2008 ;
- Règlement général du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 822-08 du 14 avril 2008 ;
- Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété par la loi n°23-01, 36-05 et 44-06 ;
- Dahir n°1-96-246 du 9 janvier 1997 portant promulgation de la loi n°35-96 relative à la création d'un dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs (modifié et complété par la loi n°43-02) ;
- Règlement général du dépositaire central approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°932-98 du 16 avril 1998 et amendé par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1961-01 du 30 octobre 2001 et l'arrêté n° 77-05 du 17 mars 2005 ;
- Dahir n°1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la loi n°26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier marocain.

II. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE CNIA SAADA ASSURANCE

II.1. Renseignements à caractère général

A la veille de la présente opération, le capital social de CNIA SAADA Assurance s'établit à 411 687 400 Dh, intégralement libéré. Il est divisé en 4 116 874 actions d'un nominal de 100 Dh chacune.

II.2. Historique du capital et de l'actionnariat

II.2.1. Historique du capital social

Depuis 2000, le capital social de CNIA SAADA Assurance a connu les évolutions suivantes :

Année	Capital social initial	Nature de l'opération	Actions créées	Prime d'émission unitaire	Prix/action	Montant augmentation du capital	Prime d'émission globale	Total actions	Capital social final
2007	210 000 000	Augmentation de capital en numéraire	937 500	508	608	93 750 000	476 250 000	3 037 500	303 750 000
2008	303 750 000	Augmentation de capital en numéraire	850 276	508	608	85 027 600	431 940 000	3 887 776	388 777 600
2009	388 777 600	Augmentation de capital en numéraire	229 098	995	1095	22 909 800	227 855 000	4 116 874	411 687 400

Source : CNIA SAADA Assurance

Le capital de CNIA Saada Assurance a connu 3 évolutions ayant porté le montant du capital social de 210,0 Mdh à fin 2007 à 411,7 Mdh au 31/12/2009.

En 2007, les actionnaires de CNIA SAADA Assurance ont procédé à une augmentation de capital par apport en numéraire pour un montant de 93 750 000 dirhams en créant 937 500 actions d'une valeur nominale de 100 dirhams. Cette opération, ayant eu pour effet de porter le capital social à 303 750 000 dirhams avait pour objectif de consolider l'assise financière de la société. La prime d'émission constatée dans le cadre de cette opération s'est établie à un montant global de 476,3 Mdh, soit une prime d'émission unitaire de 508 dirhams par action nouvellement créée.

Au cours de l'exercice 2008, une nouvelle augmentation de capital par apport en numéraire est réalisée à travers la création de 850 276 actions nouvelles d'une valeur nominale de 100 dirhams pour un montant d'opération de 85 027 600 dirhams. La prime d'émission liée aux actions créées s'élève à 508 dirhams par action, correspondant à une prime d'émission globale de 431,9 Mdh.

Enfin, en 2009, le capital social de CNIA SAADA Assurance est à nouveau augmenté de 229 098 actions nouvelles d'une valeur nominale de 100 dhs pour atteindre 411 687 400 dirhams. A cette occasion, une prime d'émission de 995 dirhams par action est constatée, portant la prime d'émission globale à un montant de 227,9 Mdh dans le cadre de cette opération.

En cumulé, les primes d'émission enregistrées à l'occasion des 3 augmentations de capital intervenues entre 2007 et 2009 se sont établies à 1,136 Mrds Dh, ayant ainsi pour effet de consolider les fonds propres de la société.

Ces opérations capitalistiques successives se sont donc inscrites dans le cadre d'un renforcement de l'assise en fonds propres de la société afin d'accompagner la stratégie de développement de CNIA SAADA Assurance et notamment le processus d'acquisition et de fusion avec les Assurances Es Saada.

II.2.2. Historique de l'actionnariat

L'évolution de l'actionnariat de CNIA SAADA Assurance évolue sur les 4 dernières années comme présenté ci-dessous :

Actionnaires	2006		2007		2008		2009	
	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote
SAHAM FINANCES	1 422 501	67,7%	2 059 044	67,8%	2 172 473	55,9%	2 172 501	52,8%
Groupe SANAM	315 000	15,0%	455 615	15,0%	583 190	15,0%	803 041	19,5%
PAIP-PCAP sub 3	259 035	12,3%	374 661	12,3%	479 569	12,3%	479 569	11,7%
M. Moulay Hafid ELALAMY	10	-	2 517	0,1%	466 333	12,1 %	260 493	6,3%
FIPAR HOLDING	84 010	4,0%	121 515	4,0%	155 539	4,0%	164 688	4,0%
First Commercial Estate Company	-	-	-	-	-	-	107 036	2,6%
M. Said ALJ	-	-	-	-	-	-	49 412	1,2%
M. Zouheir BENNANI	-	-	-	-	-	-	49 402	1,2%
SAHAM S.A.	16 120	0,8%	23 301	0,8%	29 825	0,8%	29 825	0,7%
Autres	3 324	0,16%	847	0,03%	847	0,02%	907	0,02%
Total	2 100 000	100,0%	3 037 500	100,0%	3 887 776	100,0%	4 116 874	100,0%

Source : CNIA SAADA Assurance

Entre 2006 et 2009, le bloc majoritaire de CNIA SAADA Assurance demeure détenu par le Groupe SAHAM à travers SAHAM FINANCES. Cependant, la structure de l'actionnariat évolue par ailleurs sur cette période.

Entre 2006 et 2007, la structure de l'actionnariat n'a connu aucun changement significatif, la majorité des actionnaires ayant souscrit à l'augmentation de capital intervenue durant l'exercice.

Durant l'exercice 2008, le seul changement notable est relatif à l'augmentation de la participation de M. Moulay Hafid ELALAMY, principal actionnaire du Groupe SAHAM dans le capital de CNIA SAADA Assurance à la faveur de l'acquisition par M. Moulay Hafid ELALAMY de titres précédemment détenus par SAHAM Assurances. Au 31/12/2008, M. Moulay Hafid ELALAMY détient 11,99% du capital et des droits de vote de CNIA SAADA Assurance tandis que la part détenue par SAHAM Assurances s'établit à 55,88%.

L'exercice 2009 connaît l'entrée dans le tour de table de 3 nouveaux actionnaires à savoir M. Said ALJ, M. Zouheir BENNANI et la société First Commercial Estate Company, détenant respectivement, au 31/12/2009, 1,2%, 1,2% et 2,6% du capital et des droits de vote de CNIA SAADA Assurance.

Parallèlement, le Groupe SANAM, ayant pris part à l'augmentation de capital intervenue en 2009 détient une part de 19,51% du capital contre 15% au 31/12/2008.

PAIP-PCAP sub 3 ne souscrit pas à l'augmentation de capital intervenue en 2009 et voit donc sa part dans le capital reculer à 11,7% à fin décembre 2009.

Enfin, M. Moulay Hafid ELALAMY, détient au 31/12/2009, 6,33% du capital et des droits de vote de CNIA SAADA Assurance suite à la cession de 5,7% du capital intervenue en 2009.

II.3. Structure de l'actionnariat

II.3.1. Répartition du capital

La répartition de l'actionnariat de CNIA SAADA Assurance avant et après l'opération est résumée dans le tableau suivant :

Actionnaires	Avant opération		Actions cédées		Après opération	
	Nombre de titres	% du capital	Nombre de titres	% du capital	Nombre de titres	% du capital
SAHAM FINANCES	2 172 501	52,77%	96 793	2,35%	2 075 708	50,42%
SANAM Holding	803 041	19,51%	41 169	1,00%	761 872	18,51%
PAIP-PCAP sub 3	479 569	11,65%	479 569	11,65%	0	0
FIPAR - HOLDING	164 688	4,00%			164 688	4,00%
SAHAM S.A.	29 825	0,72%			29 825	0,72%
M. Moulay Hafid ELALAMY	260 493	6,33%			260 493	6,33%
First Commercial Estate Company	107 036	2,60%			107 036	2,60%
M. Said ALJ	49 412	1,20%			49 412	1,20%
M. Zouheir BENNANI	49 402	1,20%			49 402	1,20%
Divers	907	0,02%			907	0,02%
Flottant					617 531	15,00%
Total	4 116 874	100,00%	617 531	15,0%	4 116 874	100,00%

Source : CNIA SAADA Assurance, Attijari Finances Corp.

A l'issue de la présente opération d'introduction en Bourse, PAIP-PCAP sub 3 se désengage totalement du tour de table de CNIA SAADA Assurance. SAHAM FINANCES voit sa participation diminuer de 2,35% à 50,42% et SANAM Holding passe de 19,51% à 18,51% de détention dans le capital de la Compagnie. Le reste de l'actionnariat reste inchangé.

II.3.2. Brève présentation des principaux actionnaires

Le Groupe SAHAM

Le Groupe SAHAM dispose de la majorité du capital et des droits de vote en détenant directement, au 30/06/2010, 53,5% du capital et des droits de vote de CNIA SAADA Assurance.

Le tableau ci-après détaille les principales informations juridiques du Groupe SAHAM au 31/12/2009:

Dénomination sociale	SAHAM Group
Date de création	1995
Siège social	216, bd Mohamed Zerktouni, Casablanca Maroc
Forme juridique	Holding
Activités	Assurance, assistance, crédit à la consommation, offshoring, hôtellerie
Capital social 31/12/2009	10 Mdh
Structure du capital et des droits de vote	M. ELALAMY Moulay Hafid : 100%
Capitaux propres au 31/12/2009	1 130 Mdh
Chiffre d'affaires au 31/12/2009	4 047 Mdh
Résultat net au 31/12/2009	465 Mdh

Source : CNIA SAADA Assurance

Une description détaillée du Groupe SAHAM est présentée dans la présente note d'information.

SANAM Holding

Le Groupe SANAM, entré au capital de CNIA SAADA Assurance en 2006 a accru sa participation dans le capital de CNIA SAADA Assurance depuis cette date puisque sa part s'établit à 30/06/2010 à 19,51% du capital et des droits de vote de la Compagnie.

SANAM Holding est un acteur majeur dans plusieurs secteurs d'activité pour lesquels il représente de grandes marques internationales.

Groupe multi métiers, SANAM Holding s'articule autour de 4 grands pôles d'activité :

- Le pôle agroalimentaire à travers notamment des sociétés telles que Unimer, VCR, Top Food ou encore Uniconserves ;
- Le pôle financier constitué notamment par des participations dans les sociétés de crédit à la consommation Taslif et Salaf, ainsi que les participations dans CNIA SAADA Assurance ou encore ISAAF Mondial Assistance ;
- Le pôle distribution et services dont l'essentiel de l'activité est constituée de Label Vie et de Stokvis Nord Afrique ;
- Le pôle immobilier.

Le tableau ci-après détaille les principales informations juridiques du Groupe SANAM au 31/12/2009:

Dénomination sociale	SANAM Holding
Date de création	1986
Siège social	29, bd Moulay Youssef, Casablanca Maroc
Forme juridique	Holding
Activités	Alimentaire, assurances, crédit à la consommation, distribution, immobilier, studios de cinéma, holding financier et de gestion
Capital social 31/12/2009	20 Mdh
Structure du capital et des droits de vote	M. ALJ Saïd : 100%
Capitaux propres au 31/12/2009	1 345 Mdh
Chiffre d'affaires au 31/12/2009	1 515 Mdh
Résultat net au 31/12/2009	65 Mdh

Source : SANAM

PAIP PCAP Sub 3

Présent dans l'actionnariat de CNIA SAADA Assurance depuis 2006, le fonds d'investissement PAIP PCAP sub 3 détient, au 30/06/2010, une part de 11,65% du capital et des droits de vote de CNIA SAADA Assurance.

Le fonds d'investissement PAIP (Pan-African Investment Partners) - PCAP (Pan-Commonwealth African Partners) est géré par KZAMC (Kingdom Zephyr Africa Management Company), une société de gestion d'actifs qui investit dans des entreprises rentables et dynamiques en Afrique. KZAMC est une joint-venture entre Zephyr Management LP, une société basée à New York et Kingdom Holding, basée en Arabie Saoudite.

Le fonds a été créée en 2006 et a pour objet social « toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise ».

Le fonds est immatriculé au Luxembourg et dispose d'un capital d'un montant de 128 000 Euros. Le tour de table est composé du fonds PAIP-PCAP Sub 4, et des sociétés Pan-African Investment Partners Limited et de Pan-Commonwealth African Partners Limited.

PAIP-PCAP Sub 3 vise des opportunités d'investissement localisées sur le continent africain, en croissance ou disposant du potentiel pour se développer par le biais d'une croissance organique ou externe. Le fonds se fixe alors pour objectif d'accompagner ces sociétés à devenir des leaders régionaux en étant pleinement compétitives dans leurs secteurs respectifs.

Pour ce faire, le fonds vise à faire acquérir aux sociétés investies la taille critique et une structure de rentabilité pérenne, facilitant par la même la sortie du fonds dans des conditions de revente optimales.

Parmi les investissements significatifs effectués par les fonds PAIP, il y a lieu de citer, outre CNIA SAADA Assurance, Letshego Holdings Limited, société de crédit à la consommation basée et cotée au Botswana avec une présence régionale au Swaziland, en Ouganda, en Tanzanie, en Zambie, en Namibie et au Mozambique. Aussi, PAIP détient une participation dans le constructeur de matériaux de construction et d'infrastructures énergétiques sud-africain Buildworks Group Limited, coté sur la place de Johannesburg.

A noter que le fonds PAIP PCAP Sub 3 arrive à maturité d'où sa sortie du capital de CNIA SAADA Assurance.

FIPAR Holding

Au 30/06/2010, FIPAR Holding, société d'investissement de référence filiale du Groupe CDG détient une part de 4,00% du capital et des droits de vote de CNIA SAADA Assurance.

Fipar-Holding est un investisseur «actif» ayant pour vocation de détenir (et de gérer pour compte de tiers) un portefeuille diversifié de participations structurantes avec un objectif de rentabilité financière à moyen long termes.

FIPAR Holding détient des participations significatives dans des sociétés opérant dans des secteurs tels que l'industrie, les infrastructures – BTP, les services ainsi que le secteur financier.

Au 31/12/2008, FIPAR Holding affiche une valeur de portefeuille de 11,3 milliards de dirhams répartis entre les secteurs des services (36,7%), des infrastructures BTP (29,9%), financier (28,9%) et l'industrie à hauteur de 4,5 %.

II.4. Pacte d'actionnaires

A la connaissance du management de CNIA SAADA Assurance, le seul pacte d'actionnaires existant au moment de la présente opération est le pacte d'actionnaire conclu en date du 26 octobre 2006 entre PAIP PCAP Sub 3 d'une part et SAHAM et SAHAM Assurances d'autre part.

Cependant, ce pacte d'actionnaires cessera d'exister dès que l'opération d'introduction en Bourse de CNIA SAADA Assurance sera réalisée à la faveur de la cession par PAIP PCAP Sub 3 de la totalité des parts détenues dans CNIA SAADA Assurance.

Il est donc présenté ci-après à titre d'information.

Présentation du pacte d'actionnaires conclu entre SAHAM Assurance, SAHAM et PAIP PCAP Sub 3

Suite à l'entrée dans le tour de table de PAIP PCAP Sub 3 en 2006, un pacte d'actionnaires a été conclu en date du 26 octobre 2006, entre d'une part (i) Monsieur Moulay Hafid ELALAMY, (ii) SAHAM et SAHAM Assurances, cessionnaires des parts, et (iii) PAIP PCAP Sub 3, acquéreur desdites parts.

Le pacte d'actionnaires prévoit notamment une représentativité de PAIP PCAP Sub 3 au sein du Conseil d'Administration (avec un siège) ainsi qu'au sein des comités stratégique et d'audit. Il prévoit également un devoir d'information par la transmission des états financiers annuels et semestriels ainsi que d'indicateurs financiers mensuels.

Enfin, le pacte garantit à PAIP PCAP Sub 3 une sortie totale du tour de table par le biais soit (i) d'une introduction en Bourse ou, si celle-ci n'intervient pas au plus tard à la date du 5^{ème} anniversaire de conclusion de la vente des actions (soit en 2011) (ii) une option de vente par laquelle les vendeurs (Moulay Moulay Hafid ELALAMY, SAHAM et SAHAM Assurance) s'engagent à racheter l'intégralité de la participation de PAIP PCAP Sub 3 si cette dernière exprime sa volonté d'exercer l'option. Le prix et les conditions demeurant à déterminer par des experts (banques d'affaires et/ou cabinet d'audit) désignés par les parties, selon les normes communément admises par la profession.

Il est à noter que ce pacte d'actionnaire cesse de produire ses effets dans 3 cas :

- Si la part détenue par PAIP PCAP Sub 3 tombe en dessous du seuil de 1% des droits de vote de CNIA SAADA Assurance ;
- Si l'actionnariat ultime de PAIP PCAP Sub 3 subit un changement qui en affecte le contrôle ;
- Si CNIA SAADA Assurance est l'objet d'une fusion par absorption.

Par conséquent, le pacte d'actionnaire prendra fin à l'issue de la présente opération puisque PAIP PCAP Sub 3 cèdera l'intégralité des actions et des droits de vote qu'elle détient dans CNIA SAADA Assurance.

II.5. Intention des actionnaires

A la connaissance du management de CNIA SAADA Assurance, SAHAM FINANCES, actionnaire majoritaire de la société et SANAM Holding, n'envisagent pas la cession des actions CNIA SAADA Assurance dans les 12 mois qui suivent la présente opération.

II.6. Restriction en matière de négociabilité

La présente opération est destinée au premier compartiment de la Bourse de Casablanca. Il n'existe dès lors aucune restriction en matière de négociabilité visant les actions CNIA SAADA Assurance conformément au Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse de Casablanca.

II.7. Déclaration de franchissement de seuils

Les porteurs d'actions CNIA SAADA Assurance sont tenus de déclarer aux organismes concernés certains franchissements de seuils conformément aux dispositions des articles 68 ter et 68 quater, présentées ci-dessous, du dahir portant loi n°1-93-211 relatif à la Bourse de Casablanca tel que modifié et complété.

Article 68 ter : Toute personne physique ou morale qui vient à posséder plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote sur une société ayant son siège au Maroc et dont les actions sont cotées à la Bourse des Valeurs, informe cette société ainsi que le conseil déontologique des valeurs mobilières et la société gestionnaire, dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la date de franchissement de l'un de ces seuils de participation, du nombre total des actions de la société qu'elle possède, ainsi que du nombre de titres donnant à terme accès au capital et des droits de vote qui y sont rattachés.

Elle informe en outre dans les mêmes délais le conseil déontologique des valeurs mobilières des objectifs qu'elle a l'intention de poursuivre au cours des douze mois qui suivent lesdits franchissements de seuils.

Article 68 quater : Toute personne physique ou morale possédant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote sur une société ayant son siège au Maroc et dont les actions sont inscrites à la cote de la Bourse des Valeurs, et qui vient à céder tout ou partie de ces actions ou de ces droits de vote, doit en informer cette société ainsi que le conseil déontologique des valeurs mobilières et la société gestionnaire dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 68 ter ci-dessus, s'il franchit à la baisse l'un de ces seuils de participation.

Les porteurs d'actions CNIA SAADA Assurance, concernés par les franchissements de seuil, doivent informer également dans les mêmes délais le CDVM des objectifs qu'ils ont l'intention de poursuivre au cours des 12 mois qui suivent lesdits franchissements.

II.8. Politique de distribution de dividendes

II.8.1. Dispositions statutaires

La répartition des bénéfices et la distribution des dividendes sont régies respectivement par les articles 42 et 43 des statuts de la société.

L'article 42 stipule que « les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions, constituent les bénéfices nets ou les pertes nettes de l'exercice ». Sur la base des bénéfices nets ainsi calculés et après déductions de pertes antérieures éventuelles, il est prélevé :

- 5% pour la constitution de la réserve légale jusqu'à atteindre le dixième du capital social ;
- la somme nécessaire, si l'Assemblée Générale le décide, pour servir aux actions un premier dividende de six pour cent (6%) des sommes dont elles sont libérées et non amorties, sans que, si les

bénéfices d'une année ne permettent pas le paiement de ces dividendes en totalité ou en partie, les propriétaires d'actions puissent le réclamer sur les bénéfices des exercices suivants ;

- les sommes destinées, au cas échéant, à la constitution (i) d'autres réserves extraordinaires, de prévoyance ou spéciales, (ii) des comptes d'amortissement du capital et, (iii) de reports à nouveau décidés éventuellement par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration ;
- sur l'excédent disponible, un superdividende peut être attribué au prorata des sommes dont les actions sont libérées.

L'article 42 précise enfin que « l'Assemblée Générale peut, sur la proposition du Conseil d'Administration, décider la distribution en espèces ou en titres de tout ou partie des fonds de réserves supplémentaires qu'elle aura constituées, elle peut aussi en faire tel autre emploi qu'elle juge convenable ».

L'article 43 traite de la mise en paiement des dividendes. Il stipule ainsi que la fixation des modalités de mise en paiement des dividendes incombe à l'Assemblée Générale ou, à défaut, au Conseil d'Administration.

L'article 43 fixe un délai maximum de 9 mois après la clôture de l'exercice (sauf prolongation de ce délai par ordonnance du président du tribunal) pour la mise en paiement des dividendes.

Enfin l'article 43 précise que « les dividendes non réclamés dans les cinq ans à compter de leur mise en paiement sont prescrits au profit de la société ».

II.8.2. Dispositions légales

L'article 240 du Code des Assurances stipule que « les entreprises d'assurance et de réassurance ne peuvent procéder à la distribution des dividendes ou à la répartition d'excédents de recettes que si elles respectent les dispositions des articles 238 et 239 ci-dessus et des textes pris pour leur application et après amortissement intégral des frais de constitution ».

Les articles 238 et 239 précisent les conditions préalables à respecter par les sociétés d'assurance notamment la constitution de provisions techniques suffisantes et la justification d'une marge de solvabilité destinée à faire face aux risques de l'exploitation propres au caractère aléatoire des opérations d'assurances.

II.8.3. Dividendes distribués au cours des 3 derniers exercices

Le tableau ci-dessous indique le montant des dividendes distribués par CNIA SAADA Assurance au cours des trois derniers exercices :

	2007	2008	2009
Résultat net– Kdh	150 834	173 398	281 233
Dividendes distribués en n+1 – Kdh	42 525	54 429	57 636
Taux de distribution¹⁰	28,19%	31,39%	20,49%
Nombre d'actions	3 037 500	3 887 776	4 116 874
Résultat net / action - Dh	49,7	44,6	68,3
Dividendes / action - Dh	14,0	14,0	14,0

Source : CNIA SAADA Assurance

En 2007, CNIA SAADA Assurance a distribué 28,2% de son résultat net correspondant à des dividendes payés sur la base de 14 dirhams par action, pour un montant total de 42 525 Kdh.

¹⁰ Taux de distribution (Pay out) : dividendes distribués en n+1 (au titre de l'exercice n) / résultat net (n).

CNIA SAADA Assurance a servi à ses actionnaires pour l'exercice 2008 le même dividende unitaire par action, soit 14 dirhams, distribuant ainsi une somme totale de 54 429 Kdh, correspondant à un taux de distribution de 31,4%.

Enfin, concernant les dividendes versés au titre de l'exercice 2009, un dividende unitaire de 14 dirhams par action a également été servi aux actionnaires soit un montant global de 57 636 Kdh de dividendes servis au titre de l'exercice 2009. Ces dividendes correspondent à un taux de distribution de 20,5%.

II.9. Nantissement d'actifs

Une part des actions de CNIA SAADA Assurance détenues par SAHAM FINANCES et par SANAM Holding font l'objet de nantissements consentis dans le cadre de prêts bancaires accordés à ces sociétés. Ainsi, l'état des nantissements des actions de CNIA SAADA Assurance au 30 juin 2010 se présente comme suit :

- 2 035 125 actions de CNIA SAADA Assurance détenues par SAHAM FINANCES sont nanties en faveur d'un consortium bancaire dont le chef de file est Attijariwafa bank ;
- 411 678 actions de CNIA SAADA Assurance détenues par SANAM Holding sont nanties en faveur de la Banque Populaire ;

A noter qu'aucun actif de CNIA SAADA Assurance ne fait l'objet d'un nantissement ou d'une hypothèque.

III. MARCHE DES TITRES DU CEDANT

A ce jour, CNIA SAADA Assurance n'a procédé à aucune émission de titre de capital ou de créance sur les marchés marocain ou étranger.

IV. NOTATION

A ce jour, CNIA SAADA Assurance ne fait l'objet d'aucune notation.

V. ASSEMBLEE D'ACTIONNAIRES

Les modes de convocation, les conditions d'admission, les quorums et les conditions d'exercice des droits de vote des Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires de CNIA SAADA Assurance sont conformes à la loi n°17-95 relative aux Sociétés Anonymes.

V.1. Mode de convocation

Selon l'article 23 des statuts de CNIA SAADA Assurance, l'Assemblée Générale est convoquée par le Conseil d'Administration. A défaut elle peut être également convoquée par :

- Le ou les commissaires aux comptes, qui ne peuvent y procéder qu'après avoir vainement requis sa convocation par le Conseil d'Administration ;
- Le ou les liquidateurs en cas de dissolution de la société et pendant la période de liquidation ;
- Un mandataire désigné par le Président du Tribunal statuant en référé, à la demande soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins le dixième du capital social.

Les convocations sont faites par un avis inséré dans un journal d'annonces légales quinze jours au moins avant la date de l'assemblée ou par une convocation adressée à chaque actionnaire au moins quinze jours à l'avance.

Les avis de convocation doivent indiquer l'ordre du jour arrêté par le Conseil d'Administration. Toutefois un ou plusieurs actionnaires représentant moins au minimum 5% du capital social peuvent requérir l'inscription d'un ou plusieurs projets de résolution à l'ordre du jour.

Selon l'article 34 des statuts relatif aux règles de Quorum et de majorité, l'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois par an, dans les six mois suivant la date de clôture de l'exercice social.

Pour délibérer valablement, l'Assemblée Générale Ordinaire doit réunir, sur première convocation, au moins le quart des actions ayant le droit de vote, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions législatives ou réglementaires. Si elle ne réunit pas ce quorum, une nouvelle assemblée est convoquée pour laquelle aucun quorum n'est requis.

Dans les Assemblées Générales Ordinaires, les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Selon l'article 36 des statuts, l'Assemblée Générale Extraordinaire n'est régulièrement constituée et ne peut valablement délibérer que si elle est composée d'un nombre d'actionnaires représentant, au moins, sur première convocation, la moitié des actions ayant le droit de vote. A défaut de réunir le quorum de la moitié, une deuxième assemblée peut être convoquée, qui ne peut délibérer valablement qu'avec la présence ou la représentation d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce quorum du quart des actions, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à partir de la date à laquelle elle avait été convoquée, le quorum du quart restant toujours exigé.

Dans les Assemblées Générales Extraordinaires, les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

V.2. Conditions d'admission

Selon l'article 30 des statuts, tout actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions en sa possession.

Tout actionnaire peut se faire représenter par un mandataire, pourvu que le mandataire soit lui-même actionnaire et membre de l'assemblée, sauf les exceptions prévues par la loi ou par les statuts.

En particulier, les sociétés ou autres personnes morales peuvent se faire représenter par toute personne dûment qualifiée, les incapables par leurs représentants légaux, les indivisions par leur mandataire régulièrement désigné, le tout sans que ces représentants soient personnellement actionnaires.

Les actionnaires peuvent assister à l'Assemblée Générale sur simple justification de leur identité, à la condition d'être inscrits sur les registres sociaux, cinq jours au moins avant l'assemblée.

V.3. Conditions d'exercice du droit de vote

Chaque membre de l'assemblée dispose d'autant de voix que lui confèrent les actions qu'il possède ou représente.

V.4. Conditions de délibération

L'Assemblée Générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Prises conformément à la loi et aux Statuts, les délibérations obligent tous les actionnaires, y compris les absents.

Les conditions de délibération de CNIA SAADA Assurance sont conformes à la loi n°17-95 relative aux Sociétés Anonymes.

VI. DESIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les statuts de la société prévoient, dans leur article 26, la désignation pour trois exercices de deux ou plusieurs commissaires aux comptes et la fixation de leurs émoluments. Leurs fonctions expirant à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire statuant sur les comptes du troisième exercice mais ils demeurent rééligibles.

Les commissaires aux comptes en fonction peuvent remplir séparément leur mission mais ils se doivent d'établir un rapport commun indiquant, le cas échéant, les différentes opinions exprimées en cas de désaccord.

Les commissaires aux comptes doivent être convoqués à toutes les assemblées d'actionnaires ainsi qu'à la réunion du Conseil d'Administration arrêtant les comptes de l'exercice écoulé.

VII. ORGANES D'ADMINISTRATION

Les articles 13 à 25 des statuts de la société relatifs à la composition, aux modes de convocations, aux attributions, aux fonctionnements et aux quorums du Conseil d'Administration de CNIA SAADA Assurance sont conformes à la loi n°17-95 relative aux Sociétés Anonymes.

VII.1. Composition du Conseil d'Administration

L'article 13 stipule que la société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et par douze membres au plus, pris parmi les actionnaires, personnes physiques ou morales, nommés par l'Assemblée Générale et renouvelés ou révoqués par elle.

L'actionnaire majoritaire détiendra la majorité en nombre de voix et devra disposer pour ce faire, d'autant d'administrateurs qu'il sera nécessaire pour maintenir cette majorité.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou morales. Dans ce dernier cas, lors de sa nomination, la personne morale est tenue de désigner un représentant permanent pour une durée de mandat identique au sien, qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était administrateur en son propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire et de la personne morale qu'il représente.

Un salarié de la société ne peut être nommé administrateur qu'à la seule condition que son contrat de travail corresponde à un emploi effectif et sans que le nombre des administrateurs salariés ne dépasse le tiers des administrateurs en fonction.

Par ailleurs, l'article 13 stipule également que les administrateurs qui ne sont ni président, ni directeur général, ni directeur général délégué, ni salariés de la société exerçant des fonctions de direction doivent être plus nombreux que les administrateurs exerçant l'une des fonctions précitées.

Enfin, l'article 13 stipule que le président du Conseil d'Administration est obligatoirement une personne physique.

Au 30 juin 2010, la composition du Conseil d'Administration de CNIA SAADA Assurance se décline de la manière suivante :

Membres du Conseil d'Administration	Fonction actuelle	Date de nomination	Expiration du mandat ¹¹	Lien avec CNIA SAADA Assurance	Actions détenues
Moulay Hafid ELALAMY	Président du Conseil d'Administration	2007	AGO 2010	Président Directeur Général	260 493 actions
Said ALJ	Administrateur	2008	AGO 2011	Actionnaire	49 412 actions
Kofi BUCKNOR	Administrateur	2007	AGO 2010	Actionnaire	10 actions
Alain DEMISSY	Administrateur	2006	AGO 2009	Actionnaire	10 actions
Ghita LAHLOU	Administrateur	2007	AGO 2010	Administrateur Directeur Général	10 actions
SAHAM S.A. représentée par Moulay Hafid ELALAMY	Administrateur	2007	AGO 2010	Actionnaire	29 825 actions
SAHAM FINANCES représentée par Ghita LAHLOU	Administrateur	2007	AGO 2010	Actionnaire	2 172 501 actions

Source : CNIA SAADA Assurance

VII.2. Fonctionnement du Conseil d'Administration

Actions de garantie

Selon l'article 16 des statuts, les administrateurs se doivent de détenir dix actions au moins pendant toute la durée de leur mandat.

Durée des fonctions des administrateurs

La durée des fonctions des administrateurs est de trois années, chaque année étant entendue comme la période courue entre deux Assemblées Générales Ordinaires annuelles consécutives.

Rémunération des administrateurs

L'article 14 offre à l'Assemblée Générale Ordinaire la possibilité d'allouer au Conseil d'Administration, à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, qu'elle détermine librement. Le Conseil d'Administration répartit cette somme entre ses membres dans des proportions qu'il juge convenables.

Il peut être alloué par le Conseil des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs à titre spécial et temporaire ; ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation.

Réunions du Conseil d'Administration

L'article 19 indique que le Conseil d'Administration se réunit, sur convocation de son Président, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Le Conseil d'Administration se réunit au Siège ou en tout autre endroit indiqué dans la lettre de convocation.

L'article 19 prévoit également qu'en cas de non réunion du Conseil d'Administration depuis plus de deux mois, le Directeur Général ou le tiers au moins des administrateurs peut demander au Président de convoquer le Conseil. En cas de non convocation du Conseil d'Administration par son Président dans un délai de 15 jours, le Directeur Général ou lesdits administrateurs peuvent convoquer le Conseil d'Administration à se réunir tout en établissant l'ordre du jour objet de la convocation.

¹¹ Assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice mentionné

Quorum, majorité et procès-verbaux

Le conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés ; en cas de partage des votes, la voix du Président est prépondérante.

Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès verbaux établis par le Secrétaire du Conseil sous l'autorité du Président et signés par ce dernier.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont consignés sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé par le greffier du tribunal du lieu du siège social.

Pouvoirs du Conseil

L'article 20 confie au Conseil d'Administration le pouvoir de déterminer les orientations de l'activité de la société et de veiller à leur mise en œuvre. Il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par délibérations les affaires qui la concernent, sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social.

VII.3.Mandats d'administrateur du Président

M. Moulay Hafid ELALAMY, Président Directeur Général de CNIA SAADA Assurance, est également administrateur des sociétés suivantes :

Société	Activité	Lien avec CNIA SAADA Assurance	Fonction
SAHAM FINANCES	Holding	Actionnaire majoritaire	PDG ¹²
SAHAM SA	Holding	Actionnaire	PDG
Cap Info	Services informatiques	-	PDG
SAHAM HÔTELS	Holding	-	PDG
Phone Group	Relation Client / Offshoring	-	PDG
Phone Assistance	Relation Client / Offshoring	-	PDG
Phone Serviplus	Relation Client / Offshoring	-	PDG
SAHAM PHARMA	Santé	-	PDG
SAHAM FONCIERE	Immobilier	-	Président Conseil de Surveillance
Les Entrepôts Africains	Logistique	-	Administrateur
Fonds Dayam	Fonds d'investissement	-	Administrateur
Horizon Press	Presse	-	Administrateur
SAHAMEG	Distribution	-	Administrateur
SAHAM MANAGEMENT	Distribution	-	Administrateur
Kids Fashion	Habillement	-	Administrateur
Tasliif	Crédit à la consommation	Filiale	Administrateur
ISAAF Mondial Assistance	Assistance	-	Administrateur
Arab Investment Company For Services	Holding	-	Administrateur

¹² Président Directeur Général

Société	Activité	Lien avec CNIA SAADA Assurance	Fonction
DZ Assistance	Assistance	-	Administrateur
Wineo Gestion	Finance	-	Administrateur
Bigdil	Distribution	-	Co-gérant
SAHAM SKHIRAT	Immobilier	-	Co-gérant
Sherpa Finances	Coaching / Conseil	-	Gérant
Orsys Communication	Télécoms	-	Gérant
Invest Telecom	Télécoms	-	Gérant
Sahama	Distribution	-	Gérant
El Alam Immobilier	Immobilier	-	Gérant

Source : CNIA SAADA Assurance

VIII. ORGANES DE DIRECTION

VIII.1. Organes de direction

L'article 21 des statuts stipule que le Conseil d'Administration octroie, à la majorité des administrateurs présents ou représentés, la direction générale de la société soit (i) au Président du Conseil d'Administration avec le titre de Président Directeur Général, soit (ii) à une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration, et dans la limite de l'objet social, le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société.

Il représente la société dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions de la loi concernant les cautions, avals ou garanties.

Conformément à l'article 21 décrit ci-dessus, le Conseil d'Administration du 15 décembre 2009 a opté pour le cumul des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général.

En conséquence, il a confirmé M. Moulay Hafid ELALAMY en qualité de Président Directeur Général pour la durée de son mandat.

VIII.2. Liste des principaux dirigeants

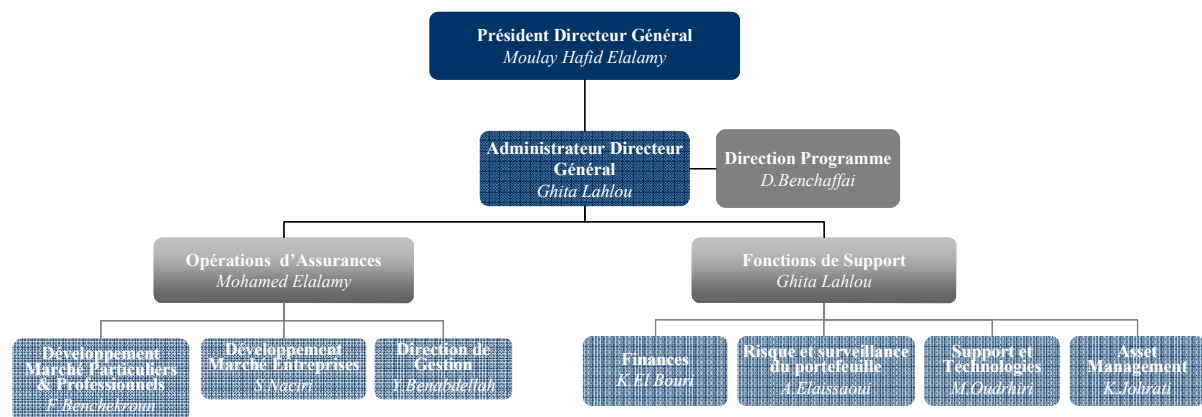
La liste des principaux dirigeants de CNIA SAADA Assurance se décline comme suit :

Prénom, Nom	Fonction	Date d'entrée en fonction
M. Moulay Hafid ELALAMY	Président Directeur Général	2005
Mme Ghita LAHLOU	Administrateur Directeur Général	2005
M. Mohamed ELALAMY	Directeur Général Assurance	2005
M. Fouad BENCHEKROUN	Directeur Général Adjoint, Pôle Développement des Marchés des Particuliers et des Professionnels	1994
Mme Souad NACIRI	Directeur Général Adjoint, Pôle Développement des Marchés des Entreprises	2005
M. Abdelwahab ELAISSAOUI	Directeur Général Adjoint, Risques et Surveillance du Portefeuille	2007
M. Mohamed OUDRHIRI	Directeur Général Adjoint, Support et Technologie	2009
M. Youssef BENABDALLAH	Directeur Général Adjoint, Pôle Gestion	2006
Khalid EL BOURI	Directeur Général Adjoint, Finance	2007
M. Driss BENCHAFFAÏ	Directeur Général Adjoint en charge de la Direction de Programme	2010
Mme Kawtar JOHRATI	Directeur Asset Management	2003

Source : CNIA SAADA Assurance

L'organigramme de la direction générale de CNIA SAADA Assurance au 30/06/2010 se présente comme suit :

Organigramme de la direction de CNIA SAADA Assurance



Source : CNIA SAADA Assurance

VIII.3. CV des principaux dirigeants

Moulay Hafid ELALAMY, Président Directeur Général (50 ans)

Diplômé de l'Université de Sherbrooke en systèmes d'information, Moulay Hafid ELALAMY débute sa carrière en 1980 au Canada en tant que Conseiller Senior auprès du Ministère des Finances du Québec avant d'intégrer Saint-Maurice, une compagnie d'assurance canadienne où il occupe la responsabilité de Directeur des Systèmes d'Information.

De retour au Maroc en 1988, Moulay Hafid ELALAMY rejoint la Compagnie Africaine d'Assurance, filiale du groupe ONA, en tant que Directeur Général.

En 1995, il crée le groupe Saham, opérateur clé de plusieurs secteurs d'activités et particulièrement des métiers de service : assurance, assistance, crédit à la consommation, offshoring et distribution.

En 2005, Moulay Hafid ELALAMY devient Président Directeur Général de CNIA Assurance suite à son acquisition par le groupe SAHAM.

Personnalité reconnue du monde économique et social marocain, Moulay Hafid ELALAMY a été président de la CGEM (Confédération Générale des Entreprises du Maroc) de 2006 à 2009.

Moulay Hafid ELALAMY est par ailleurs Vice-Président de la Fédération Marocaine des Sociétés d'Assurance et de Réassurance (FMSAR), administrateur et membre du comité d'investissement de la CIMR (Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite), administrateur et trésorier de l'Association Lalla Salma de Lutte contre le Cancer. Il fut également président de la Fédération Nationale des Agents et Courtiers d'Assurance du Maroc (FNACAM).

Ghita LAHLOU, Administrateur Directeur Général (43 ans)

Diplômée de l'Ecole Centrale de Paris, Ghita LAHLOU EL YACOUBI entame sa carrière en tant que consultante chez Arthur Andersen Paris.

De retour au Maroc en 1993, elle occupe le poste d'Administrateur Directeur Financier au sein d'Altair Technologies.

En 1994, Ghita LAHLOU EL YACOUBI rejoint le groupe ONA en tant que chargée de mission auprès de la présidence et prend en 1996 la tête de la Direction Ressources Humaines et de la Communication.

En 1998, elle est nommée à la tête de la Direction des Ressources Humaines, des Achats et du Marketing de Marjane (filiale de l'ONA spécialisée dans la grande distribution).

En 2001, Ghita LAHLOU EL YACOUBI intègre Saham en tant que Directeur Général de Phone Assistance. Elle occupe aujourd'hui le poste de Directeur Général de Saham et Administrateur Directeur Général de CNIA SAADA Assurance.

Par ailleurs, Ghita LAHLOU EL YACOUBI est présidente d'honneur de l'Association Marocaine des centres de Relation Client (AMRC).

Mohamed ELALAMY, Directeur Général Opérations d'Assurance

Après avoir suivi des études vétérinaires à l'Université de Bruxelles en 1972, Mohamed ELALAMY débute sa carrière au sein de la compagnie d'assurance Al watanyia en tant que chef du bureau direct à Marrakech puis Responsable du département Risques Divers et Courtage à Casablanca. En 1978, il rejoint Sidarsa, cabinet de courtage en assurance en tant que directeur.

En 1989, il prend la direction du courtier Agma, dont il pilote l'introduction en Bourse en 1998.

En 2001, il prend la tête du pôle immobilier de SAHAM et des Entrepôts Africains. Aujourd'hui, Mohamed ELALAMY dirige les Opérations d'Assurances de CNIA SAADA Assurance.

Mohamed ELALAMY a aussi été président de la FNACAM et membre du CCA.

Fouad BENCHEKROUN, Directeur Général Adjoint, Pôle Développement des Marchés des Particuliers et des Professionnels (48 ans)

Après l'obtention, en 1986, d'une Maîtrise de Mathématiques à l'Université Paul Sabatier de Toulouse, Fouad BENCHEKROUN décroche successivement, entre 1987 et 1989, un DEA en génie de procédés industriels de l'ENSIGC de Toulouse, un DESS en informatique et modèles mathématiques à l'Université Paul Sabatier de Toulouse ainsi qu'un Mastère Spécialisé en systèmes d'information automatisés de gestion de Sup de Co Toulouse.

Il intègre ESSAADA en 1994 et occupe aujourd'hui, au sein de CNIA SAADA Assurance, le poste de Directeur Général Adjoint en charge du pôle Développement des Marchés des Particuliers et des Professionnels.

Souad NACIRI, Directeur Général Adjoint, Pôle Développement des Marchés des Entreprises (47 ans)

Souad NACIRI est lauréate de l'Ecole Nationale Supérieure de Physique de Strasbourg, diplômée en 1989 du titre d'Ingénieur d'Etat. Elle est également diplômée d'un Executive Education and Strategic Management Program suivi à l'IMD de Lausanne en 1999.

Souad NACIRI cumule une expérience de 20 ans dans le secteur de l'assurance au Maroc. En effet, elle débute sa carrière en 1990 au sein d'Al Amane où elle occupe le poste de Souscripteur risques d'entreprises. Elle occupera ce poste durant 2 ans avant de devenir Responsable du département risques d'entreprises toujours au sein de la même compagnie.

En 1998, Souad NACIRI intègre la compagnie d'assurance Zurich où elle officie en tant que Directeur Technique vie et non vie et Directeur Adjoint Grandes Entreprises durant une année avant d'accéder aux fonctions de Responsable de l'animation courtiers, des souscriptions et de la production vie et non vie du portefeuille courtiers.

Souad NACIRI rejoint CNIA SAADA Assurance en 2005 et occupe aujourd'hui les fonctions de Directeur Général Adjoint, Pôle Développement des Marchés des Entreprises.

Youssef BENABDELLAH, Directeur Général Adjoint, Pôle Gestion (35 ans)

Après l'obtention d'un diplôme d'Ingénieur en 1998 délivré par l'Ecole des Hautes Etudes Industrielles de Lille, Youssef BENABDELLAH obtient un diplôme d'Ingénieur en Gestion et Organisation Industrielle de l'ICAI Madrid.

Pour sa première expérience professionnelle, il intègre, en 1997, Heymo Ingenieria à Madrid où il s'occupe de concevoir et de superviser la construction de centrales électriques de cogénération. Il retourne au Maroc en 2000 et intègre la même année Arthur Andersen en tant que Business Consultant. Il supervise à ce titre de nombreux projets de stratégie et de restructuration d'entreprises marocaines, essentiellement au sein du secteur financier.

Il rejoint CNIA SAADA Assurance en 2006 et occupe aujourd'hui le poste de Directeur Général Adjoint du pôle Gestion.

Khalid EL BOURI, Directeur Général Adjoint, Finance (53 ans)

Après l'obtention, en 1981, d'une Maîtrise en Sciences Economiques de l'Université Hassan II de Casablanca, M. EL BOURI rejoint l'Université Paris I Sorbonne à Paris où il obtient en 1982 un diplôme en Gestion avant d'obtenir successivement un DESS en Gestion Financière et Fiscalité ainsi qu'un Doctorat en Finance des Entreprises.

Khalid EL BOURI intègre, en 1986, la Compagnie Africaine d'Assurance en tant que Directeur Financier, poste qu'il occupe jusqu'en 2007. Il intègre ensuite CNIA SAADA Assurance et occupe aujourd'hui le poste de Directeur Général Adjoint Finance.

Abdelwahab EL AISSAOUI, Directeur Général Adjoint, Risques et Surveillance du Portefeuille (50 ans)

M. EL AISSAOUI est diplômé d'un DEA en Statistiques de l'Université Paris IV en 1985. Il obtient également de la même université, en 1989, un Diplôme de Statistiques mention Actuariat.

Abdelwahab EL AISSAOUI occupe entre 1991 et 2007 le poste de Directeur Etudes et Support Technique au sein d'Axa Assurance Maroc.

En 2007, il rejoint CNIA Saada Assurance et occupe aujourd'hui le poste de Directeur Général Adjoint en charge des Risques et de la Surveillance du Portefeuille.

Mohamed OUDRHIRI, Directeur Général Adjoint, Support et Technologie (44 ans)

Diplômé Ingénieur d'Etat en génie informatique, spécialité systèmes informatiques par l'Ecole Mohammed VI d'Ingénieurs en 1989, M. OUDRHIRI a débuté sa carrière dans l'enseignement supérieur dans les domaines de l'informatique de gestion et des bases de données. Il prend ensuite la direction générale de la Société de Production Avicole au Maroc (SPAM) à Meknès, poste qu'il occupe entre 1990 et 1993.

Après diverses expériences qui le mèneront notamment à exercer au sein de la compagnie d'assurance Wataniya, il intègre en 2005 le groupe OCP en tant que Chargé de mission auprès du pôle Ressources, Infrastructures et Environnement.

Il intègre CNIA SAADA Assurance en 2009, nommé Directeur Général Adjoint Support et Technologie.

Driss BENCHAFFAÏ, Directeur Général Adjoint en charge de la Direction de Programme (34 ans)

Driss BENCHAFFAÏ est Ingénieur Travaux Publics, diplômé de l'ESTP de Paris en 2000.

Il intègre, en 2000, le cabinet de consultants Accenture à Paris. Il occupe pendant 10 ans, jusqu'en 2010, la fonction de consultant. Il participe à ce titre à plusieurs missions de conseil dans le domaine financier notamment des opérations de rapprochement telles que les fusions de Groupama et de Gan Assurance en France, la fusion de BCM et de Wafabank, ainsi que la fusion de CNIA Assurance et des Assurances Es Saada.

Il rejoint en 2010 CNIA SAADA Assurance en tant que Directeur Général Adjoint en charge de la Direction de Programme.

Kawtar JOHRATI, Directeur Asset Management (34 ans)

Kawtar JOHRATI est lauréate de l'Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des Entreprises en 2004, diplômée du Cycle Supérieur de Gestion.

Mme JOHRATI débute sa carrière en 1998 au sein de Wafa gestion où elle occupe le poste de Gérant de portefeuille Actions et diversifié. Elle occupera ce poste pendant 3 ans avant de devenir Responsable de la gestion Actions toujours au sein de la même compagnie.

Elle rejoint CNIA SAADA Assurance en 2003 en tant que Responsable Asset Management avant d'en prendre la charge en 2006 en tant que Directeur.

VIII.4. Rémunérations attribuées aux membres du Conseil d'Administration et aux dirigeants

VIII.4.1. Membres du Conseil d'Administration

Conformément à la loi n°17-95 relative aux Société Anonymes, l'Assemblée Générale Ordinaire peut allouer des jetons de présence aux administrateurs.

Cependant, la société CNIA SAADA Assurance n'a versé aucun jeton de présence à ses administrateurs au titre des exercices 2007, 2008 et 2009.

VIII.4.2. Dirigeants

Le montant global des rémunérations attribuées aux principaux dirigeants de CNIA SAADA Assurance au titre de l'année 2009 s'élève à 21,5 millions de dirhams.

IX. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Dans une optique d'optimisation organisationnelle et de réalisation de ses objectifs, CNIA SAADA Assurance dispose de sept comités internes.

L'essentiel de ces comités internes a été créée suite à la fusion entre CNIA Assurance et Esaada et du besoin de bonne gouvernance qui a découlé du processus de fusion. Ainsi, mis à part les comités d'Audit, de Pilotage et de Direction, l'ensemble des comités internes, dans leur forme actuelle, ont été créées en janvier 2010.

Comité Stratégique

Intitulé	Comité Stratégique
Périodicité	Tous les 4 mois
Membres	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Moulay Hafid ELALAMY – Président Directeur Général ▪ Ghita LAHLOU – Administrateur Directeur Général ▪ Alain DEMISSY - Administrateur ▪ Kofi BUCKNOR - Administrateur
Objectif	Sa mission consiste en la définition de la stratégie de l'entreprise et sa déclinaison à travers la gouvernance, la politique et la prise de décisions.
Attributions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ garantie de la bonne application de la gouvernance et de sa modification ; ▪ arbitrages de derniers niveaux ; ▪ amélioration de la performance de la Compagnie ; ▪ approbation annuelle de : <ul style="list-style-type: none"> ✓ la politique de souscription ; ✓ la stratégie d'investissement et suivi de sa mise en œuvre ; ✓ La politique de gestion du risque de contrepartie (lié aux intermédiaires et aux assurés).

Source : CNIA SAADA Assurance

Comité d'Audit

Intitulé	Comité d'Audit
Périodicité	Tous les 4 mois, après la clôture et avant la publication des résultats
Membres	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Moulay Hafid ELALAMY – Président Directeur Général ▪ Said ALJ – Administrateur ▪ Ismaïl FARIH – Directeur Général de SANAM Holding ▪ Mohamed SEBTI – Responsable de l'Audit Interne (Secrétaire du Comité)
Objectif	Sa mission principale est d'assister le Conseil d'Administration dans son rôle de surveillance du processus de reporting financier et du système de contrôle interne, notamment du processus d'audit et du processus destiné à piloter la conformité avec les lois, les réglementations et le code de conduite.
Attributions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ examiner les états financiers ; ▪ examiner les méthodes d'estimation et d'évaluation de l'actif et du passif ; ▪ analyser les conclusions des audits internes et externes ; ▪ apprécier la performance des auditeurs externes et émettre un avis concernant leur nomination ou leur révocation ; ▪ porter une appréciation sur la qualité du contrôle interne ; ▪ assurer l'indépendance de l'audit interne ; ▪ examiner et approuver le plan annuel d'audit interne ; ▪ assurer la conformité aux lois, aux réglementations et au code de conduite ; ▪ initier et superviser des investigations spéciales, le cas échéant. Ces investigations peuvent être confiées par le comité d'audit notamment à des conseillers externes (juristes, cabinets d'audit ou de conseil) ; ▪ établir régulièrement des rapports destinés au Conseil d'Administration portant sur les activités du comité, les principaux problèmes et risques significatifs relevés et les recommandations correspondantes.

Source : CNIA SAADA Assurance

Comité Exécutif

Intitulé	Comité Exécutif
Périodicité	Tous les 15 jours
Membres	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Moulay Hafid ELALAMY – Président Directeur Général ▪ Ghita LAHLOU – Administrateur Directeur Général ▪ Mohamed ELALAMY – Directeur Général ▪ Fouad BENCHEKROUN – Directeur Général Adjoint ▪ Souad NACIRI – Directeur Général Adjoint ▪ Khalid EL BOURI – Directeur Général Adjoint ▪ Abdelwahab EL AISSAOUI – Directeur Général Adjoint ▪ Mahmoud OUDRHIRI – Directeur Général Adjoint ▪ Youssef BENABDELLAH – Directeur Général Adjoint ▪ Driss BENCHAFFAÏ – Directeur Général Adjoint ▪ Asmâa BELKZIZ - Responsable Communication (Secrétaire du Comité)
Objectif	Sa mission est le pilotage de façon générale de l'ensemble des activités de la Compagnie.
Attributions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ adaptation et réorientation de la stratégie ; ▪ prises de décisions opérationnelles ; ▪ suivi des activités de la Compagnie (pilotage financier).

Source : CNIA SAADA Assurance

Comité de Direction

Intitulé	Comité de Direction
Périodicité	Tous les 2 mois
Membres	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ghita LAHLOU – Administrateur Directeur Général ▪ Mohamed ELALAMY – Directeur Général Assurance ▪ Fouad BENCHEKROUN – Directeur Général Adjoint, Pôle Développement des Marchés des Particuliers et des Professionnels ▪ Souad NACIRI – Directeur Général Adjoint, Pôle Développement des Marchés des Entreprises ▪ Abdelwahab EL AISSAOUI – Directeur Général Adjoint, Risques et Surveillance du Portefeuille ▪ Mohamed OUDRHIRI – Directeur Général Adjoint, Support et Technologie ▪ Youssef BENABDALLAH – Directeur Général Adjoint, Pôle Gestion ▪ Khalid EL BOURI – Directeur Général Adjoint, Finance ▪ Driss BENCHAFFAI – Directeur Général Adjoint, en charge de la Direction de Programme ▪ Monia EL HASSAR – Directeur Marketing ▪ Amal KANOUNI – Directeur Conseil ▪ Rachid AKANSOUS – Directeur SI ▪ Kawtar JOHRATI – Directeur Asset Management ▪ Mokhtar JEITE – Directeur Conseil ▪ Samia TERHZAZ – Directeur des Ressources Humaines ▪ Larbi BOUKAR – Conseiller DSI ▪ Zine El Abidine ELAMRANI – Directeur Délégué, Assurance Dommages ▪ Atif SAHRAOUI – Directeur Délégué, Surveillance du Portefeuille ▪ Amina TOUHAMI – Directeur Délégué, Architecture SI ▪ Mohamed SEBTI – Responsable Audit ▪ Asmâa BELKEZIZ – Responsable Communication (secrétaire des comités)
Objectif	Sa mission consiste à implémenter la stratégie et d’informer les dirigeants de l’ensemble des décisions concernant la Compagnie.
Attributions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Explication de la stratégie et des orientations choisies ; ▪ discussions concernant la mise en œuvre ; ▪ présentation des reportings financiers ; ▪ échange sur les sujets opérationnels ; ▪ définition et suivi des actions à mettre en place.

Source : CNIA SAADA Assurance

Comité de Pilotage

Intitulé	Comité de Pilotage
Périodicité	Toutes les 5 semaines
Membres	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Moulay Hafid ELALAMY – Président Directeur Général ▪ Ghita LAHLOU – Administrateur Directeur Général ▪ Mohamed ELALAMY – Directeur Général Assurance ▪ Driss BENCHAFFAI – Directeur Général Adjoint, en charge de la Direction de Programme ▪ Mohamed OUDRHIRI – Directeur Général Adjoint, Support et Technologie ▪ Mokhtar JEITE – Directeur Conseil ▪ Amal KANOUNI – Directeur Conseil
Objectif	Sa mission consiste en le pilotage de façon générale de l'ensemble des projets placés sous la responsabilité de la Direction de Programme.
Attributions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ état d'avancement des projets ; ▪ arbitrages et prises de décisions sur les projets.

Source : CNIA SAADA Assurance

Comité de Souscription

Intitulé	Comité de Souscription
Périodicité	Tous les 6 mois
Membres	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mohamed ELALAMY – Directeur Général Assurance ▪ Abdelwahab EL AISSAOUI – Directeur Général Adjoint, Risques et Surveillance du Portefeuille ▪ Fouad BENCHEKROUN – Directeur Général Adjoint, Pôle Développement des Marchés des Particuliers et des Professionnels ▪ Souad NACIRI – Directeur Général Adjoint, Pôle Développement des Marchés des Entreprises ▪ Youssef BENABDALLAH – Directeur Général Adjoint, Pôle Gestion ▪ Najib AGOUMI, Responsable Souscription <p>Les personnes suivantes peuvent être conviées à ce comité :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ M. Khalid BENTIREN – Responsable Transport Maritime ▪ M. Lahcen TALIBI, Responsable réassurance ▪ M. Atif SAHRAOUI, Directeur Délégué, Surveillance du Portefeuille
Objectif	Sa mission consiste en la définition de la politique de souscription de l'entreprise et du suivi de sa mise en œuvre à travers notamment des reportings des Comités Indemnisation et Surveillance, Marketing et Renouvellement.
Attributions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ définition des exclusions et veille à leur communication formelle aux souscripteurs et au réseau ; ▪ validation des limites de concentration (zone, cumul par tête) ; ▪ fixation des grandes lignes des guides de souscription par branche, leur approbation et leur revue annuellement ; ▪ validation de la conception des nouveaux produits ; ▪ réception et examen des reportings des Comités Indemnisation et surveillance, Marketing et Renouvellement et réalisation des arbitrages nécessaires.

Source : CNIA SAADA Assurance

Comité de Renouvellement

Intitulé	Comité de Renouvellement
Périodicité	Tous les 15 jours pendant la période de renouvellement, soit de septembre à décembre. Aussi, 2 autres se tiendront, l'un mi mai, l'autre début juin
Membres	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ghita LAHLOU – Administrateur Directeur Général ▪ Mohamed ELALAMY – Directeur Général Assurance ▪ Fouad BENCHEKROUN – Directeur Général Adjoint, Pôle Développement des Marchés des Particuliers et des Professionnels ▪ Souad NACIRI – Directeur Général Adjoint, Pôle Développement des Marchés des Entreprises ▪ Abdelwahab EL AISSAOUI – Directeur Général Adjoint, Risques et Surveillance du Portefeuille ▪ M. Khalid BENTIRES – Responsable souscription et production (Transport Maritime) ▪ Najib AGOUMI – Responsable souscription et production (Marché Entreprises)
Objectif	Sa mission consiste en la définition des objectifs de renouvellement validés par le comité de souscription et le suivi des réalisations y afférentes.
Attributions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ communication formelle des exclusions aux souscripteurs et au réseau ; ▪ unification de la démarche de la Compagnie en coordonnant les réponses à donner à une consultation ou à un appel d'offre ; ▪ suivi de comportement du marché pour une réaction rapide en conséquence ; ▪ échange des informations sur les clients, l'environnement des entreprises, le marché, les intermédiaires ; ▪ définition des responsabilités, des actions à mener, de la liste des prospects clients et intermédiaires ; ▪ reporting sur les flux des consultations, des résiliations, des réalisations et des renouvellements conformément aux objectifs définis par la Direction générale.

Source : CNIA SAADA Assurance

Comité de Marketing et Développement de Produits

Intitulé	Comité de Marketing et Développement de Produits
Périodicité	Tous les 4 mois
Membres	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ghita LAHLOU – Administrateur Directeur Général ▪ Mohamed ELALAMY – Directeur Général Assurance ▪ Fouad BENCHEKROUN – Directeur Général Adjoint, Pôle Développement des Marchés des Particuliers et des Professionnels ▪ Souad NACIRI – Directeur Général Adjoint, Pôle Développement des Marchés des Entreprises ▪ Abdelwahab EL AISSAOUI – Directeur Général Adjoint, Risques et Surveillance du Portefeuille ▪ Mohamed OUDRHIRI – Directeur Général Adjoint, Support et Technologie ▪ Monia EL HASSAR – Directeur Marketing ▪ Mohamed OUDRHIRI – Directeur Général Adjoint Support et Technologie ▪ Khalid EL BOURI – Directeur Général Adjoint Finance ▪ Abdelhami LOTFI – Responsable Marketing ▪ Asmâa BELKEZIZ – Responsable Communication
Objectif	Sa mission est de suivre le développement et le cycle de vie des produits et de décider de leur lancement, leur refonte ou leur mise en run-off. Ce comité a aussi pour mission d'informer sur l'état d'avancement des produits en cours.
Attributions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ suivre les réalisations du chiffre d'affaires et de rentabilité des nouveaux produits par rapport aux objectifs fixés ; ▪ proposer des nouveaux produits ; ▪ acter et valider les propositions pour lancement, refonte ou run-off ; ▪ coordination pour la mise en œuvre entre les entités concernées ; ▪ recueillir les informations sur la concurrence, les produits, le marché et les tarifs.

Source : CNIA SAADA Assurance

Comité Organisation et SI

Intitulé	Comité Organisation et SI
Périodicité	Tous les 3 mois
Membres	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ghita LAHLOU – Administrateur Directeur Général ▪ Mohamed ELALAMY – Directeur Général Assurance ▪ Fouad BENCHEKROUN – Directeur Général Adjoint, Pôle Développement des Marchés des Particuliers et des Professionnels ▪ Souad NACIRI – Directeur Général Adjoint, Pôle Développement des Marchés des Entreprises ▪ Abdelwahab EL AISSAOUI – Directeur Général Adjoint, Risques et Surveillance du Portefeuille ▪ Mohamed OUDRHIRI – Directeur Général Adjoint, Support et Technologie ▪ Youssef BENABDALLAH – Directeur Général Adjoint, Pôle Gestion ▪ Khalid EL BOURI – Directeur Général Adjoint, Finance ▪ Driss BENCHAFFAI – Directeur Général Adjoint, en charge de la Direction de Programme ▪ Rachid AKANSOUS – Directeur DSI ▪ Zine El Abidine ELAMRANI – Directeur Assurances Dommages ▪ Adil MACHMOUM – Responsable Contrôle Qualité ▪ Myriam KABBAJ – Responsable Pilotage ▪ Larbi BOUKAR – Conseiller DSI ▪ Amina TOUHAMI – Directeur Délégué, Architecture ▪ Zakia CHEKKAL – Responsable logistique ▪ Hanafi DINAR – responsable PMS ▪ Ahlam FISSAH – PMO ▪ Ali FILALI – Responsable Organisation et contrôle Interne ▪ Soumaya BERRADA – Responsable Service Client
Objectif	Sa mission est de revoir les indicateurs de performance et de qualité des SI et des informations en plus de la planification des missions SI et de leurs organisations.
Attributions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ décision sur les investissements SI ; ▪ présentation de l'état d'avancement des différents projets ou projets importants ; ▪ définition et suivi du portefeuille de maintenance propre à chaque entité ; ▪ mise en place d'indicateurs de performance en termes d'engagement de niveau de service : SLA (Service Level Agreement) ; ▪ visibilité sur le portefeuille des projets SI ; ▪ revue du portefeuille et des indicateurs SI ; ▪ pilotage global de l'organisation du process.

Source : CNIA SAADA Assurance

Comité de Placement

Intitulé	Comité de Placement
Périodicité	Tous les mois
Membres	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Moulay Hafid ELALAMY – Président Directeur Général ▪ Ghita LAHLOU – Administrateur Directeur Général ▪ Kawtar JOHRATI – Directeur Asset Management
Objectif	Sa mission consiste en la définition de la stratégie d’investissement de la Compagnie et du suivi opérationnel de sa mise en œuvre.
Attributions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ arbitrage sur la stratégie d’investissement ▪ présentation des tendances du marché ▪ validation des autorités et des limites en matière de placement (ventilation des risques) et des éventuels dépassements (opérations exceptionnelles) ▪ s’assurer de la mise en œuvre de la politique de placement (analyse mensuelle de la structure du portefeuille, du rendement, de l’exposition sectorielle, de la concentration par émetteur)

Source : CNIA SAADA Assurance

Comité de Recouvrement

Intitulé	Comité de Recouvrement
Périodicité	Tous les 2 mois
Membres	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ghita LAHLOU – Administrateur Directeur Général ▪ Mohamed ELALAMY – Directeur Général Assurance ▪ Driss BENCHAFFAI – Directeur Général Adjoint, en charge de la Direction de Programme ▪ Khalid EL BOURI – Directeur Général Adjoint Finance ▪ Fouad BENCHEKROUN – Directeur Général Adjoint, Pôle Développement des Marchés des Particuliers et des Professionnels ▪ Souad NACIRI – Directeur Général Adjoint, Pôle Développement des Marchés des Entreprises ▪ Saïd BOUDARF – Responsable Recouvrement
Objectif	Sa mission consiste à définir la politique de gestion du risque de contrepartie lié aux intermédiaires et aux assurés et au suivi de sa mise en œuvre.
Attributions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ suivi de l’exposition au risque de contrepartie (intermédiaires et assurés) ; ▪ prise de décision en cas de dépassement ; ▪ gestion de la black list.

Source : CNIA SAADA Assurance

IX.1. Prêts accordés aux membres du Conseil d’Administration et des organes de direction

Au 31/12/2009, les membres du Conseil d’Administration ne bénéficient, à cette date, d’aucun prêt accordé ou constitué en leur faveur. Le montant global des prêts accordés à des membres des organes de direction s’élève à 3,3 millions de dirhams.

IX.2. Intéressement et participation du personnel

A la veille de la présente opération, il n’existe pas de schéma d’intéressement et de participation du personnel appliqué au sein de CNIA SAADA Assurance.

Partie V. ACTIVITE DE CNIA SAADA ASSURANCE

I. HISTORIQUE ET FAITS MARQUANTS DE CNIA SAADA ASSURANCE

- 1949** Création de la Compagnie Nord Africaine et Intercontinentale d'Assurances (CNIA).
- 1965** La Compagnie Nord Africaine et Intercontinentale d'Assurances devient filiale de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) s'affirmant comme un des leaders dans les activités de collecte et d'emploi de l'épargne.
- 1997** La Compagnie Nord Africaine et Intercontinentale d'Assurances est privatisée : l'Etat cède 67% du capital de la Compagnie à Arab Insurance Group (ARIG) qui en devient l'actionnaire majoritaire. Arab Insurance Group est la première compagnie de réassurance au Moyen Orient et dispose alors d'un capital social de 360 millions de dollars US (1997).
- 2001** La Compagnie Nord Africaine et Intercontinentale d'Assurances change de dénomination pour devenir CNIA Assurance et entreprend un vaste chantier de restructuration.
- 2003** CNIA Assurance franchit le seuil du milliard de dirhams de chiffre d'affaires avec près de 9% de part de marché.
- 2005** Le Groupe SAHAM rachète auprès du Groupe ARIG 67% du capital de CNIA Assurance, devenant ainsi l'actionnaire de référence. Cette acquisition est suivie par le déploiement d'un dispositif d'initiatives stratégiques visant une croissance rentable et un positionnement basé sur la qualité de service et l'innovation continue.
- 2006** CNIA Assurance acquiert Assurances Es Saada, leader national en terme de réseau de distribution. Cette nouvelle acquisition stratégique permet à CNIA Assurance d'offrir plus de proximité à sa clientèle dans un secteur de plus en plus dynamique. Plusieurs actions de mise à niveau sont entamées au niveau des Assurances Es Saada: assainissement des comptes, amélioration de la qualité de service et respect des engagements.
- 2007** Ouverture du capital de CNIA Assurance au fonds PAIP-PCAP (Kingdom Zephyr Africa Management) et au groupe SANAM Holding. La Compagnie s'appuie désormais sur des partenaires de référence.
- Plan de redressement des Assurances Es Saada assorti d'une aide financière imputée sur le Fonds de Solidarité des Assurances. Démarrage du chantier de rapprochement entre CNIA Assurance et Assurances Es Saada.
- 2008** Première phase du processus de fusion entre CNIA Assurance et les Assurances Es Saada avec la mise en place d'un plan de déploiement et de planification (PDP) à même de fixer en amont les principes directeurs de la démarche de fusion, en vue d'édifier un Groupe cohérent. La mise en oeuvre des projets identifiés lors du PDP marque le début de la seconde grande étape de la fusion : la phase d'intégration.
- 2009** Fusion effective des deux entités et naissance de CNIA SAADA Assurance.

II. APPARTENANCE DE L'ÉMETTEUR AU GROUPE SAHAM

CNIA SAADA Assurance est une filiale du Groupe SAHAM ; un holding multi métiers, opérant sur plusieurs secteurs. Le Groupe intervient en tant qu'incubateur en investissant des secteurs d'activité à fort potentiel (offshoring...) et en tant que développeur en se portant acquéreur de structures à optimiser (CNIA Assurance, Essâda Assurances, Isaaf Mondial Assistance...).

II.1. Historique du Groupe SAHAM

A travers des opérations de croissance externe maîtrisées, concrétisées par plusieurs acquisitions stratégiques, le Groupe SAHAM a réussi en moins de 15 ans à se positionner en opérateur de référence dans différents secteurs : l'assurance, l'assistance, le crédit à la consommation, la distribution ou encore l'offshoring. Le Groupe entame aujourd'hui un nouveau tournant de son développement, à la fois sur le périmètre actuel et sur de nouvelles activités.

Date	Faits Marquants
1995	<ul style="list-style-type: none"> Création du Groupe SAHAM ; Rachat de la société de courtage AGMA.
1997	<ul style="list-style-type: none"> Rachat du cabinet de courtage LAHLOU-TAZI ; Acquisition d'une participation minoritaire de Isaaf Mondial Assistance.
1998	<ul style="list-style-type: none"> Introduction en Bourse de la société de courtage AGMA.
1999	<ul style="list-style-type: none"> Création de Phone Assistance, premier centre d'appels au Maroc ; Naissance de AGMA LAHLOU-TAZI, 3^{ème} cabinet de courtage marocain issu de la fusion entre AGMA et LAHLOU-TAZI ; Rachat de Cap'Info et Orsys, SSII comptant près de 100 collaborateurs.
2000	<ul style="list-style-type: none"> Diversification du Groupe à partir de 2000 en investissant dans le secteur de la distribution à travers un réseau de magasins d'habillement et d'accessoires de mode. Le portefeuille de marques commercialisées comprend « Bigdil », « Flowell », « Via Seta » et « Bossini ».
2001	<ul style="list-style-type: none"> Création du pôle Immobilier à travers Al Alam Immobilier et du pôle Logistique à travers les entrepôts africains.
2004	<ul style="list-style-type: none"> Acquisition de la majorité de Isaaf Mondial Assistance ; Cession d'une participation majoritaire dans Phone Assistance à Bertelsmann. Le management est confié au Groupe SAHAM.
2005	<ul style="list-style-type: none"> Acquisition de 67,01% de CNIA Assurance pour un montant total de 670 Mdh.
2006	<ul style="list-style-type: none"> Acquisition des Assurances Es Saada. Conjointement avec CNIA Assurance, les 2 entités forment le 4^{ème} assureur national.
2007	<ul style="list-style-type: none"> Acquisition des sociétés de crédit à la consommation TASLIF et SALAF ; acquisitions qui s'inscrivent dans le cadre de la stratégie d'investissement du Groupe dans le secteur financier.
2008	<ul style="list-style-type: none"> Le Groupe SAHAM, à travers SAHAM Hôtels investit le secteur de l'hôtellerie en concluant un partenariat avec la chaîne internationale Six Senses.
2009	<ul style="list-style-type: none"> Fusion entre CNIA Assurance et les Assurances Es Saada.

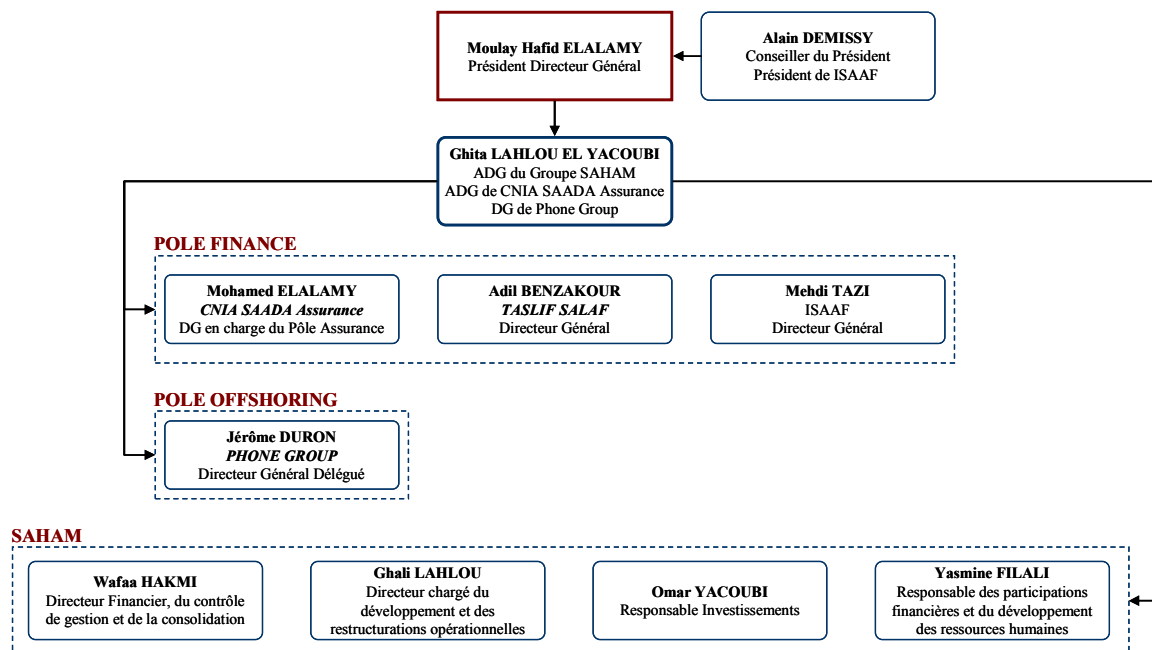
Source : SAHAM

II.2. Management du Groupe SAHAM

Le Groupe SAHAM s'est doté d'une équipe managériale dynamique, aux profils complémentaires et animée par une vision stratégique partagée.

Le graphique ci-dessous présente le management du Groupe au 30 Juin 2010 :

Management du Groupe SAHAM

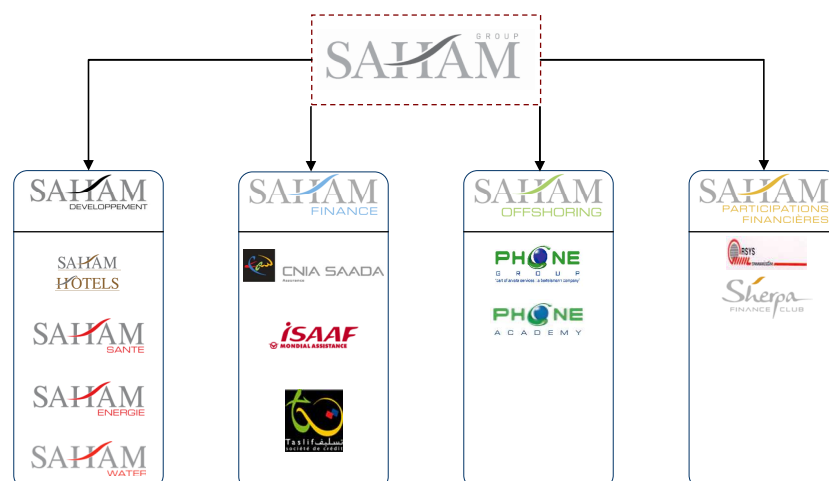


Source : SAHAM

II.3. Organisation des activités du Groupe

Le schéma suivant détaille les principaux pôles d'activités du Groupe SAHAM :

Activités du Groupe SAHAM



Source : SAHAM

II.3.1. Logique d'intervention du Groupe SAHAM

a. Organisation globale des activités du Groupe

Le Groupe SAHAM est un groupe privé, opérant principalement dans les métiers de service. Le Groupe développe des synergies autour de 2 Core Business présentant des activités complémentaires : l'Offshoring et les métiers de la Finance.

Doté d'une structure flexible et d'une équipe performante dédiée au service de l'organisation et du développement, le Groupe SAHAM apporte à ses filiales :

- Un support et une assistance opérationnelle en matière de pilotage stratégique et budgétaire, de gestion de la trésorerie et d'optimisation des modèles de financement, en audit et contrôle interne, et en matière juridique et de gestion des ressources humaines ;
- Une veille concurrentielle et un support commercial, par l'identification de projets, les analyses sectorielles et la recherche d'opportunités commerciales.

Dans le cadre de sa stratégie de développement, privilégiant une cohérence plus affirmée et une intégration plus étendue de ses métiers, le groupe est actuellement en phase de créer un pôle santé, en développant dans un premier temps une activité d'industrie pharmaceutique et dans un deuxième temps, un pôle de service lié à la santé, à travers un réseau de cliniques privées, de laboratoire, de dentistes, etc.

En parallèle, le Groupe a créé ses premières structures pour le développement du BPO en assurance.

b. Principales Entités du Groupe

CNIA SAADA Assurance

Acquise par le Groupe SAHAM en 2005 et fusionnée avec Assurances Es Saada en 2009, la Compagnie se place au 4^{ème} rang des assureurs aujourd'hui. Elle dispose du réseau d'agences le plus large et occupe la 1^{ère} place pour la catégorie d'assurance automobile et la 3^{ème} place sur l'assurance santé.

Isaaf Mondial Assistance

Filiale du Groupe SAHAM depuis 1997, Isaaf Mondial Assistance est devenue leader dans son métier au Maroc avec un chiffre d'affaires dépassant les 280 Mdh et avec une présence à la fois au niveau national et international.

La Compagnie assure 3 activités et fournit 8 produits standard. Elle emploie 178 personnes et dispose d'un réseau de 600 sites d'intervention au Maroc pour 3 500 points de vente.

Isaaf Mondial Assistance s'appuie sur 400 000 prestataires et 240 correspondants et met à disposition de sa clientèle des chargés d'assistance multilingues.

Taslif/Salaf

Taslif, société de crédit à la consommation cotée à la Bourse de Valeur de Casablanca, a su exploiter les synergies identifiées par le Groupe SAHAM en utilisant notamment le réseau de distribution de CNIA SAADA Assurance.

Phone Assistance

Pionnier dans le domaine de l'Offshoring, SAHAM créé Phone Assistance en 1999, le premier centre d'appels au Maroc. En 2005, Bertelsmann devient l'actionnaire majoritaire des filiales Phone tout en déléguant la gestion au Groupe SAHAM.

II.3.2. Principaux indicateurs financiers du Groupe

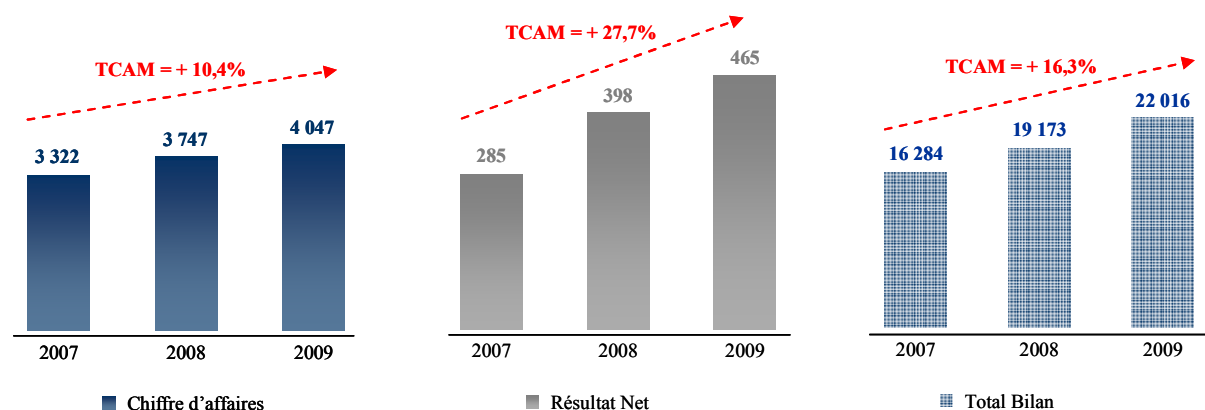
Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs agrégés du Groupe sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var.08/07	2009	Var.09/08
Chiffre d'affaires	3 322	3 747	12,8%	4 047	8,0%
Résultat d'Exploitation	411	480	16,8%	611	27,3%
Résultat Net	285	398	39,6%	465	16,8%
Fond de Roulement	-20	845	NA	1 280	51,5%
Total Bilan	16 284	19 173	17,7%	22 016	14,8%

Source : SAHAM

Les graphiques ci-dessous présentent l'évolution du chiffre d'affaires, du résultat net et du total bilan du Groupe SAHAM sur la période 2007 – 2009 :

Principaux indicateurs financiers (en Mdh)



Source : SAHAM

Les principaux indicateurs d'activité et de résultats du Groupe affichent des croissances significatives sur la période 2007 – 2009, grâce aux performances des pôles Finance et offshoring.

Evolution de l'effectif du groupe SAHAM

Le tableau ci-après présente l'évolution de l'effectif du groupe SAHAM sur la période 2007 – 2009 :

En nombre	2 007	2 008	Var.08/07	2009	Var.09/08
Effectif SAHAM	3 795	4 159	9,6%	4 507	8,4%

Source : SAHAM

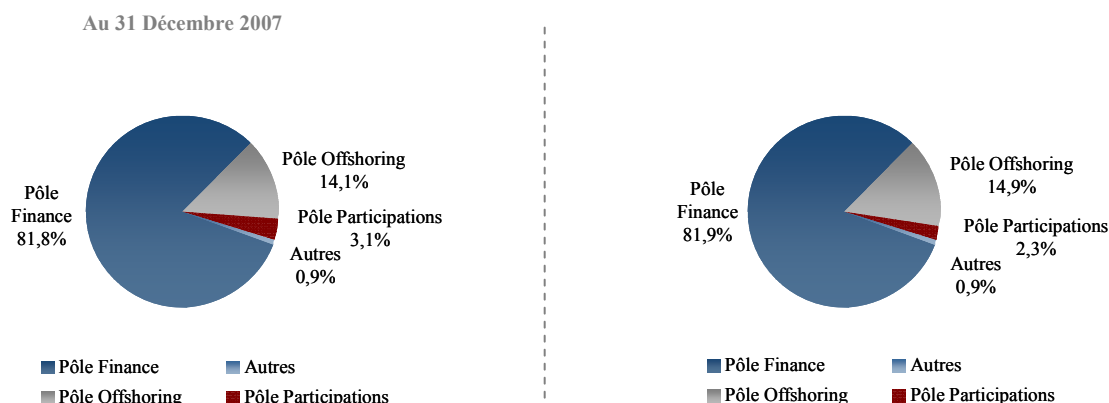
L'effectif du groupe SAHAM a connu une croissance moyenne de 9,0% sur la période 2007 – 2009 pour s'établir à 4 507 personnes en 2009.

II.3.3. Contributions des pôles du Groupe

a. Chiffre d'affaires

La contribution des différents pôles dans le chiffre d'affaires global du Groupe SAHAM sur la période 2007 – 2009 se décline comme suit :

Contribution des différents pôles dans le chiffre d'affaires global du groupe SAHAM :



Source : SAHAM

Le pôle Finance est le premier contributeur au chiffre d'affaires global du Groupe SAHAM avec une part qui s'établit à 81,9% en 2009 vs. 81,8% en 2007 soit un gain de 10 points de base. La contribution est stable entre 2007 et 2009 eu égard aux secteurs matures dans lequel opèrent les sociétés du pôle.

Le pôle Offshoring est le deuxième contributeur avec 14,9% de quote-part en 2009 comparé à 14,1% en 2007, soit un gain de 80 points de base. En effet, ce pôle est principalement constitué de centres d'appel, activité arrivée à maturité au Maroc et où le potentiel de croissance se trouve dans la conclusion de nouveaux marchés et dans la réduction des coûts.

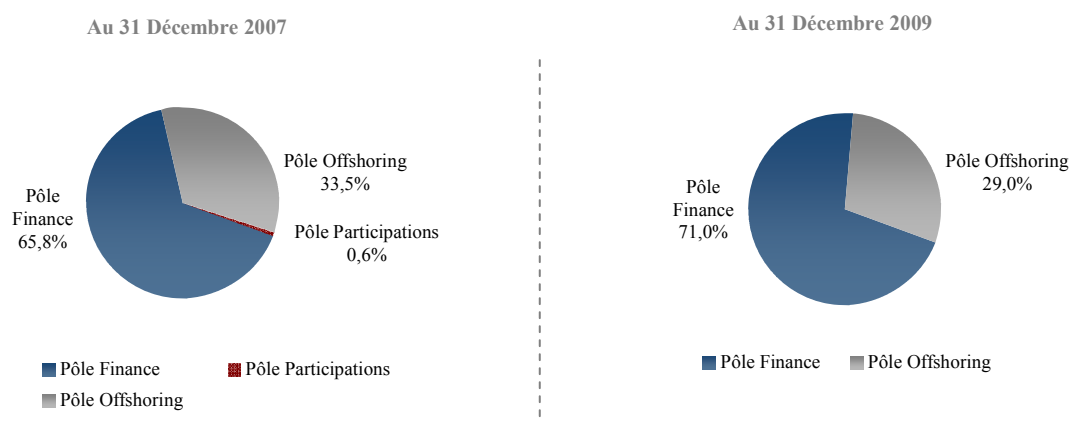
Les 2 autres pôles que sont les pôles Participations et Autres¹³ contribuent respectivement à hauteur de 3,1% et 0,9% du chiffre d'affaires global.

¹³ Le pôle "Autres" est constitué principalement de SAHAM Développement qui est en phase de création. Il détient aussi diverses petites entreprises dont les segments ne sont pas stratégiques pour le Groupe

b. Résultat Net

La contribution des différents pôles dans le résultat net global du Groupe SAHAM sur la période 2007 – 2009 se décline comme suit :

Contribution des différents pôles dans le résultat net global du groupe SAHAM :



Source : SAHAM

La contribution de chaque pôle au résultat net global du Groupe SAHAM suit la même tendance que le chiffre d'affaires. En terme de proportion, la rentabilité du pôle Finance contribue à hauteur de 71,0% dans le résultat net global du Groupe en 2009 vs. 65,8% en 2007 soit en deçà de sa quote-part dans le chiffre d'affaires. A contrario, la rentabilité du pôle Offshoring contribue à hauteur de 29,0% en 2009 comparé à 33,5% en 2007 soit au dessus de sa quote-part dans le chiffre d'affaires global du Groupe. Cette tendance s'explique par une concurrence plus accrue sur le marché dans lequel opèrent les sociétés du pôle Finance comparé au marché dans lequel se positionnent les sociétés du pôle offshoring.

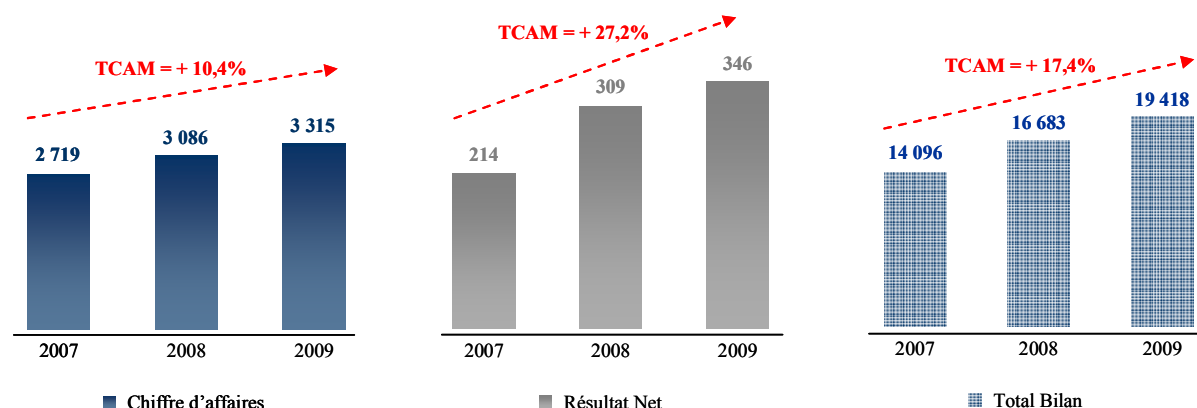
A noter que les pôles Participations et « autres » réalisent des résultats nets négatifs en 2009 de ce fait, ils ne contribuent pas au résultat net global du Groupe au titre de cette année.

CNIA SAADA Assurance contribue à hauteur de 69,9% du chiffre d'affaires total du Groupe, à hauteur de 60,4% du résultat net global et à hauteur de 75,2% du total bilan du Groupe.

1. Pôle Finance

Piliers du développement du Groupe, les sociétés du pôle Finance comptent parmi les plus dynamiques du secteur. Ils confèrent au Groupe une place de choix dans des métiers stratégiques, le hissant notamment au 1^{er} rang dans le secteur de l'assistance et au 4^{ème} rang des assureurs.

Principaux indicateurs financiers du pôle Finance (en Mdh)



Le pôle Finance s'est historiquement bâti avec l'acquisition, en 1997, d'une participation minoritaire dans le capital de Isaaf Mondial Assistance puis de sa prise de contrôle en 2004.

En 2005, le Groupe SAHAM prend le contrôle de CNIA Assurance en se portant acquéreur des parts du Groupe ARIG et entreprend ensuite conjointement avec CNIA Assurance l'acquisition des Assurances Es Saada en vue de procéder à la fusion des deux Compagnies, donnant ainsi naissance au 4^{ème} acteur du secteur : CNIA SAADA Assurances.

Par ailleurs, le Groupe SAHAM est également présent dans le secteur du prêt à la consommation suite à la prise de contrôle des sociétés de crédit Salaf et Taslif, acquises en 2007.

2. Pôle Offshoring

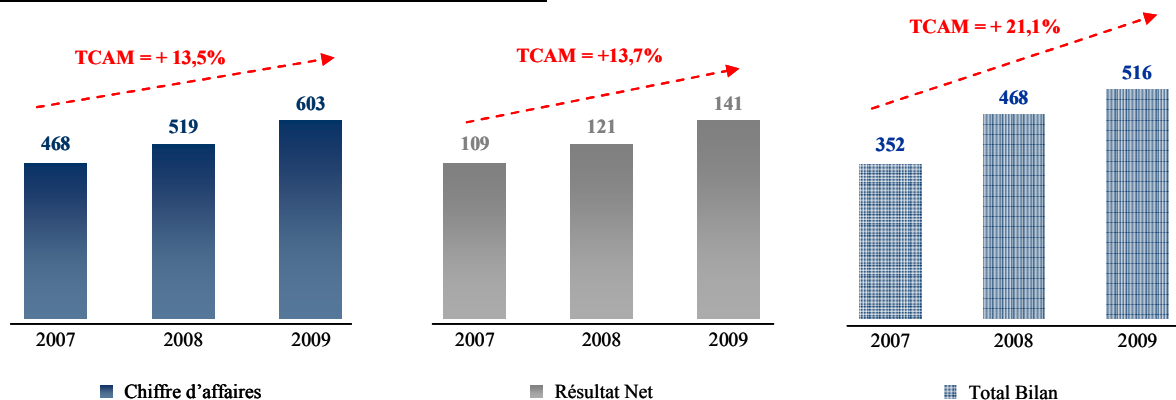
Pionnier dans le domaine de l'offshoring, le Groupe SAHAM a créé en 2000 le premier centre d'appel au Maroc : Phone Assitance. Depuis, le Groupe n'a cessé de développer ses compétences et sa technicité pour offrir à ses clients un service complet et de qualité : service client, assistance technique, annuaire, back office, télévente...

Avec 1 900 positions et 3 200 collaborateurs, Phone Group compte des clients de référence tels que SFR, Orange, Cetelem, Renault, Microsoft, EasyJet, etc.

Le pôle dispose aujourd'hui de 8 sites suite à la récente inauguration, en 2010, d'un site à Mohammedia.

Les graphiques ci-dessous présentent l'évolution du chiffre d'affaires, du résultat net et du total bilan du pôle Offshoring sur la période 2007 – 2009 :

Principaux agrégats du pôle Offshoring (en Mdh)



Source : SAHAM

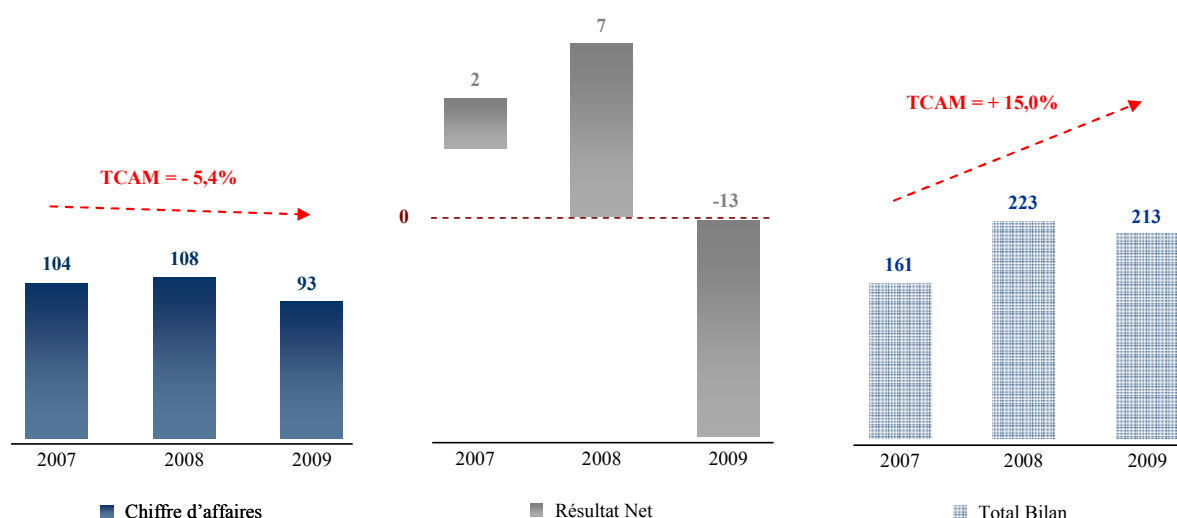
Le chiffre d'affaires, le résultat net et le total bilan du pôle Offshoring affichent une croissance moyenne respective de 13,5%, 13,7% et 21,1% sur la période 2007 – 2009. L'évolution du chiffre d'affaires s'explique par le développement des contrats existants et la conclusion de nouveaux contrats. Ainsi, entre 2007 et 2009, Phone Assistance a conclu de nouveaux contrats auprès d'opérateurs étrangers de renommée internationale tels que : NRJ, Microsoft, EasyJet et Téléshopping.

3. Pôle Participations Financières

Ce pôle intègre principalement l'activité Distribution (réseau d'habillement et article de mode) dont le Groupe SAHAM projette de se séparer, ce segment ne représentant pas une activité stratégique pour le groupe.

Les graphiques ci-dessous présentent l'évolution du chiffre d'affaires, du résultat net et du total bilan du pôle Participations Financières sur la période 2007 – 2009 :

Principaux agrégats du pôle Participations Financières (en Mdh)



Source : SAHAM

Le chiffre d'affaires du pôle Participations Financières affiche une croissance moyenne de -5,4% sur la période 2007 – 2009 à 93 Mdh en 2009 dû à un repli de l'activité.

Le résultat net passe d'une situation positive en 2007 à une situation négative en 2009 affichant ainsi -13 Mdh. Cette tendance s'explique par des coûts de structure élevés dû au développement de l'activité.

Le total Bilan enregistre une progression moyenne de 15,0% sur les 3 dernières années à 213 Mdh en 2009, principalement impacté par l'ouverture de nouveaux points de vente.

4. Pôle Développement

Le pôle Développement correspond aux secteurs d'activités que le Groupe SAHAM est en phase de créer à savoir, la santé et le BPO Assurance. De ce fait, il n'existe pas de données financières relatives à ce pôle.

II.4. Flux entre SAHAM Group et CNIA SAADA Assurance

a. Flux intragroupe réglementé

CNIA SAADA Assurance a conclu un certain nombre de conventions réglementées avec des sociétés du Groupe SAHAM. Les détails de chaque convention sont présentés ci-après:

Modification de la convention de Trésorerie signée avec SAHAM SA

Le Conseil d'Administration de CNIA SAADA Assurance tenu le 16 Mars 2009, a autorisé une convention de trésorerie avec la société SAHAM S.A.

Suite à un changement d'indexation des taux d'intérêt au niveau du secteur bancaire, le taux de rémunération des fonds avancés, sera indexé sur le taux minimum moyen appliqué par les banques marocaines à leur clientèle institutionnelle pour le financement de leurs besoins en trésorerie (n'excédant pas 52 semaines). Pour le 2^{ème} semestre 2010, ce taux est fixé à 5,27%.

Le nouveau taux entrera rétroactivement en vigueur à compter du 1^{er} Juin 2010 et sera révisable chaque trimestre.

Il a été convenu également une extension de la ligne de crédit à 150 Mdh.

Modification de la convention de Trésorerie signée avec SAHAM Finances

Le Conseil d'Administration de CNIA SAADA Assurance tenu le 16 Mars 2009, a autorisé une convention de trésorerie avec la société SAHAM Finances.

Suite à un changement d'indexation des taux d'intérêt au niveau du secteur bancaire, le taux de rémunération des fonds avancés, sera indexé sur le taux minimum moyen appliqué par les banques marocaines à leur clientèle institutionnelle pour le financement de leurs besoins en trésorerie (n'excédant pas 52 semaines). Pour le 2^{ème} semestre 2010, ce taux est fixé à 5,27%.

Le nouveau taux entrera rétroactivement en vigueur à compter du 1^{er} Juin 2010 et sera révisable chaque trimestre.

Il a été convenu également une extension de la ligne de crédit à 150 Mdh.

Convention de compte courant avec SAHAM HOTELS

SAHAM HOTELS est un fonds d'investissement à vocation hôtelière, filiale du groupe SAHAM.

Une convention de compte courant a été conclue en 2009, au terme de laquelle, CNIA SAADA Assurance avance un montant de 11,5 Mdh au taux de 3% l'an, pour une durée de 2 ans.

Convention de cession des parts sociales de la société LUXOR SARL à la société SAHAM HOTELS

Dans le cadre de la réorganisation de l'activité hôtelière du Groupe, CNIA SAADA Assurance envisage une cession de la totalité des parts qu'elle détient dans la société LUXOR (soit 99,99%) au profit de la société SAHAM HOTELS.

Bail commercial avec la société PHONE ASSISTANCE

CNIA SAADA Assurance loue à PHONE ASSISTANCE (filiale du Groupe SAHAM), deux locaux à usage commercial :

- un local situé à Mohammedia, pour un loyer annuel de 5 953 200 Dh ;
- un local situé à Marrakech, pour un loyer annuel de 5 016 000 Dh.

Cette convention porte sur une durée de 3 ans renouvelable par tacite reconduction.

Bail commercial avec la société HORIZON PRESS

CNIA SAADA Assurance a loué à HORIZON PRESS quatre locaux d'une superficie totale de 499 m² à usage commercial pour un loyer annuel de 488 400 Dh.

b. Flux intragroupe non réglementés

A la date de rédaction de la présente note d'information, il existe 2 flux intragroupe non réglementés.

Le premier correspond à l'activité entre CNIA SAADA Assurance et Isaaf Mondial Assistance et qui s'élève à 20 Mdh. Ce flux n'est pas exceptionnel, puisque Isaaf entretient une activité du même genre avec d'autres compagnies d'assurance.

Le deuxième flux correspond aux versements de dividende de CNIA SAADA Assurance au Groupe SAHAM et à Moulay Hafid ELALAMY dont le montant total s'est élevé à 29,2 Mdh en 2008, à 30,8 Mdh en 2009 et à 30,8 Mdh en 2010.

II.5. Filiales de CNIA SAADA Assurance

En vertu de la loi 20-05 relative aux sociétés anonymes, CNIA SAADA Assurance détient une filiale, Taslif. A noter que la participation dans Taslif est en représentation des réserves techniques.

II.5.1. Présentation de Taslif

Créée en 1986, TASLIF est une société de crédit à la consommation. La mise en oeuvre d'une stratégie marketing et commerciale proactive (développement du réseau, signature de nouvelles conventions, élargissement de la gamme de produit) permet à l'entreprise d'enregistrer une amélioration continue de sa part de marché depuis 2004.

TASLIF a en effet procédé à une mise à niveau axée sur 4 principaux volets :

- Le refinancement : le taux de refinancement est passé de 7,5% en 2004 à 5,5% en 2006 ;
- L'organisation : en 2005, la certification ISO 9001, version 2000 a permis de réduire et de faciliter les procédures opérationnelles et organisationnelles mises en place par le Système de Management de la Qualité ;
- Le provisionnement : la mise en conformité avec les règles prudentielles de Bank Al-Maghrib a été entièrement achevée en 2005 ;
- La relance commerciale : des efforts ont été déployés pour consolider l'activité commerciale de TASLIF, notamment à travers la signature de nouvelles conventions.

II.5.2. Gamme de produits offerts

La stratégie « produit », mise en place par TASLIF, vise le segment du prêt non affecté et cible notamment une clientèle de fonctionnaires actifs et à la retraite.

Parallèlement, TASLIF s'est engagée dans une politique de diversification des produits offerts. Elle propose ainsi une gamme de produits adaptée aux besoins de sa clientèle :

Principales caractéristiques des produits proposés par TASLIF							
Produits	Date de lancement	Cible	Age minimum (Yc durée de crédit)	Montant financé en Kdh		Durée	
				Min	Max	Min	Max
Crédit Personnel	1994	Clientèle	60	5	200	6 mois	84 mois
Crédit Tamdross	août-03	conventionnée,	60	5	20	3 mois	12 mois
Crédit Evasion	juil-03	directe et	60	5	60	3 mois	12 mois
Crédit Spécial Fêtes	janv-04	fonctionnaires	60	3	15	3 mois	12 mois
Crédit Retraités	sept-05	Retraités de la fonction publique	70	5	100	6 mois	84 mois

Source : Taslif

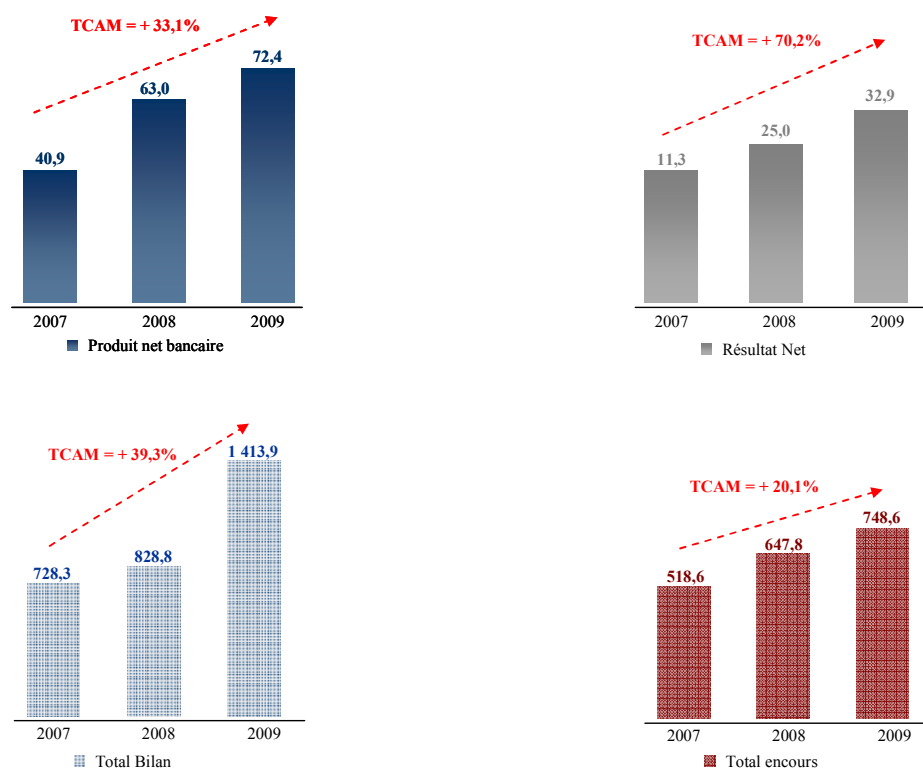
La segmentation des clients de TASLIF en 4 catégories distinctes, est réalisée selon la nature des conventions dont ils bénéficient :

- Le segment « clients conventionnés » présente un risque de non recouvrement limité du fait des facteurs suivants :
 - ✓ Un prélèvement à la source des mensualités dues, réalisé par la société conventionnée ;
 - ✓ Des conditions d’octroi de crédits rigoureux ;
 - ✓ Une obligation pour les sociétés conventionnées d’informer TASLIF au plus tôt de tout changement de statut du client (licenciement, démission, etc.) afin de permettre à TASLIF d’engager les actions de recouvrement adéquates.
- Le segment « clients fonctionnaires » présente un risque de non recouvrement limité en raison des facteurs suivants :
 - ✓ Un prélèvement à la source par la Paierie Principale des Rémunérations des mensualités dues ;
 - ✓ La stabilité des revenus du client fonctionnaire, du fait de la sécurité de l’emploi dont il bénéficie ;
 - ✓ Un plafond d’endettement par fonctionnaire fixé conventionnellement entre la PPR et les sociétés de crédit.
- Le segment « clients affiliés CMR » présente un risque de non recouvrement limité en raison des facteurs suivants :
 - ✓ Un prélèvement à la source par la CMR des mensualités dues ;
 - ✓ La stabilité des revenus du client fonctionnaire retraité affilié à la CMR ;
 - ✓ Un plafond d’endettement par retraité fixé conventionnellement entre la CMR et les sociétés de crédit.
- Le segment « clients directs » présente un risque maîtrisé par TASLIF, par le biais de critères d’octroi et d’une instruction des dossiers rigoureux.

II.5.3. Données financières de Taslif

Les principaux agrégats financiers de Taslif sur la période 2007 – 2009 ont évolué comme suit :

Evolution du chiffre d'affaires, du résultat net, du total bilan et des encours de Taslif sur la période 2007 – 2009 (en Mdh) :



Source : Taslif

A noter que la participation dans Taslif ainsi que les autres participations représentent des placements affectés aux opérations d'assurance. Dans cette logique, ces placements sont gérés de manière active pour optimiser le rendement et la plus-value du portefeuille global. De ce fait, rien n'empêche CNIA SAADA Assurance de se défaire d'un de ses placements si elle juge nécessaire une réallocation de ressource vers d'autres actifs présentant plus d'opportunités.

III. ACTIVITE DE CNIA SAADA ASSURANCE

III.1. Le secteur de l'assurance

III.1.1. Notion d'assurance

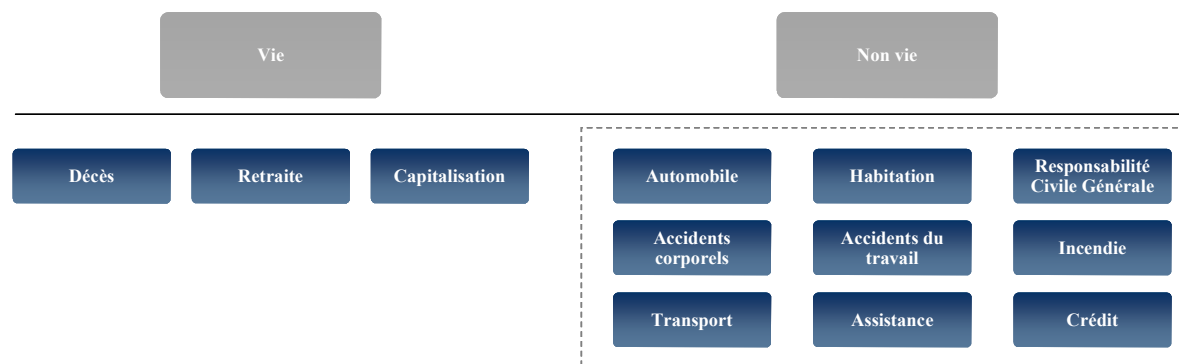
Une assurance est un contrat de transfert de risques : l'assuré cède un risque, par définition aléatoire, à la compagnie d'assurance. Lorsque le contrat prévoit une franchise, l'assuré conserve une partie du risque. La compagnie d'assurance accepte le risque en échange du paiement d'une prime.

Le mécanisme de l'assurance ne modifie pas la probabilité de survenance du risque, ni ses conséquences. Il se contente de transférer le risque d'un agent économique, l'assuré, à un ou plusieurs autres. L'assuré est alors protégé contre des événements qu'il ne peut pas supporter seul. Il peut alors réaliser des activités risquées.

L'assurance aide indirectement à la création de richesses. La compagnie d'assurance effectue, grâce à la souscription de nombreux risques similaires, une mutualisation des risques entre les assurés. Cette maîtrise statistique du risque permet à l'assureur de diminuer la volatilité totale de ses risques. La loi des grands nombres permet à l'assureur de connaître approximativement le montant des sinistres futurs.

Le schéma suivant permet de dresser un aperçu général et non exhaustif des grandes familles de produits d'assurance :

Segmentation des produits d'assurance



Source : Attijari Finances Corp.

Le secteur de l'assurance concourt aussi au financement de l'économie et donc à son développement.

Les assureurs, à travers la commercialisation des produits d'assurance Vie, collectent l'épargne et la replacent sur les différents actifs financiers cotés (obligations d'Etat et d'entreprises, actions...) et non cotés (capital risque, capital développement, capital transmission...) ainsi que les actifs immobiliers.

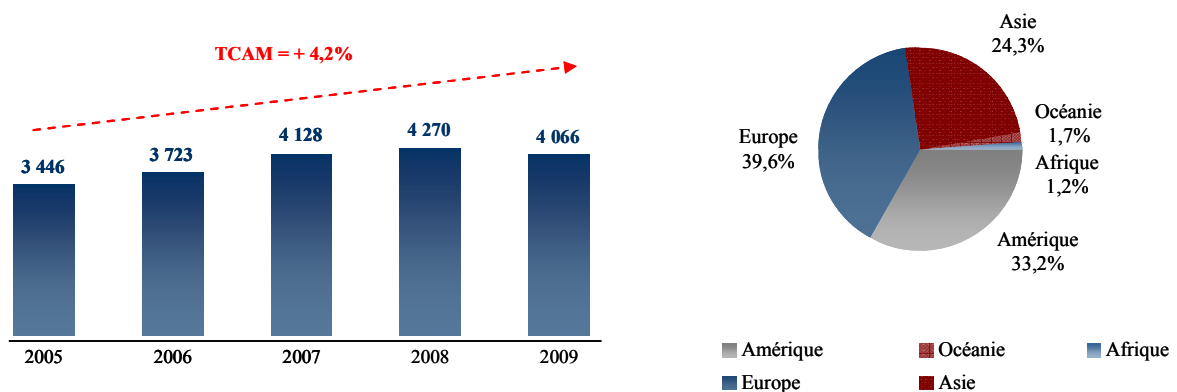
III.1.2. Présentation du secteur mondial de l'assurance¹⁴

a. Evolution du marché mondial de l'assurance

Les primes d'assurance émises à travers le monde ont totalisé 4 066 Mrds USD en 2009. Malgré la crise et à l'exception des compagnies d'assurance monobranches, le secteur résiste dans l'ensemble du fait d'un niveau de capital - risque à même d'absorber les pertes.

Le graphique suivant présente l'évolution au niveau mondial des primes d'assurance sur la période 2005 – 2009 :

Evolution du volume mondial de primes émises (en Mrds USD) et répartition par continent à fin 2009



Source: Swiss Re, Rapport Sigma, World Insurance in 2009

Le volume mondial de primes émises s'inscrit globalement dans une tendance haussière, enregistrant un taux de croissance annuel moyen de 4,2% entre 2005 et 2009.

Géographiquement, les continents américain, européen et asiatique concentrent plus de 97% du volume des primes émises sur l'exercice 2009. Dans le détail, l'Europe est le premier marché au niveau mondial puisque 39,6% du volume global des primes émises le sont dans le continent. L'Amérique vient en seconde position en terme de volume, avec une part de 33,2% des primes émises.

L'Afrique est le marché générant le moins de primes émises sur le plan mondial avec une part de 1,2% des primes émises à fin 2009.

Le tableau suivant présente l'évolution du volume de primes émises par continent sur la période 2005 – 2009 :

En Mrds\$	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Amérique	1 247	1 330	1 428	1 451	1 349	2,0%
Europe	1 335	1 485	1 765	1 753	1 611	4,8%
Asie	765	801	812	933	989	6,6%
Océanie	56	58	69	78	67	4,6%
Afrique	43	50	54	55	49	3,6%
Monde	3 446	3 723	4 128	4 270	4 066	4,2%

Source: Swiss Re, Rapport Sigma, World Insurance in 2009

Les évolutions des volumes de primes émises subissent, en particulier pour les pays industrialisés, les conséquences de la crise économique et financière qui impacte négativement le secteur des assurances.

¹⁴ Source: Swiss Re, Rapport Sigma, World Insurance in 2009.

L'Afrique et l'Asie affichent des taux de croissance moyens respectifs de 3,6% et de 6,6% sur la période 2005 – 2009 pour s'établir respectivement à 49 Mrds USD et 989 Mrds USD. En effet, le faible taux de pénétration couplé à la déréglementation progressive du secteur constituent des facteurs de croissance non négligeables.

b. Assurance non vie

Les primes émises, au niveau mondial, dans la branche non vie ont connu une progression moyenne de 4,7% sur la période 2005 – 2009 pour s'établir à 1 735 Mrds USD en 2009. Corrigé des effets de l'inflation, le chiffre d'affaires de la branche non vie baisse de 0,1%. Cette diminution est imputable à la baisse de la demande de couverture et à la baisse des tarifs d'assurance. Les primes émises dans les pays industrialisés (Europe et Etats-Unis) ont reculé de 1,2% vs. une hausse dans les pays émergents.

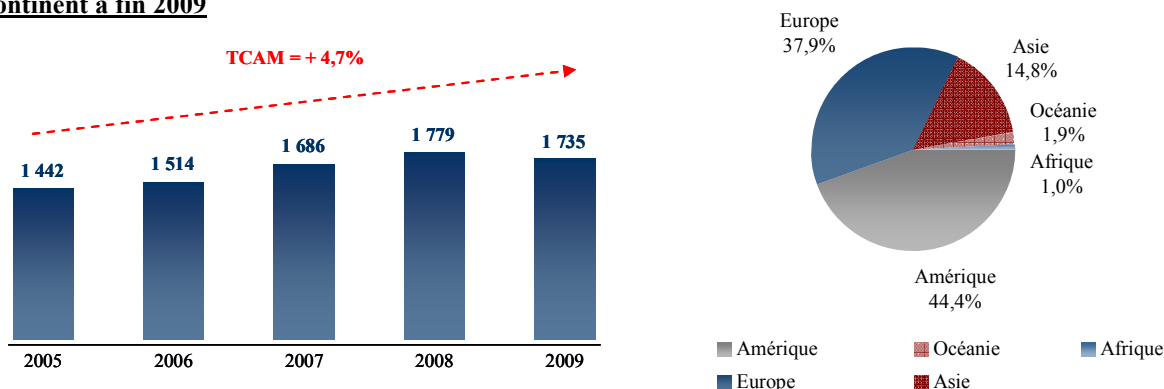
Les résultats techniques sont, quant à eux, en forte diminution en 2009 malgré la diminution des sinistres réglés liés aux catastrophes naturelles.

Quant au résultat d'investissement et au rendement des fonds propres, ils perpétuent la tendance baissière enregistrée en 2008.

Concernant les perspectives de la branche, les experts du secteur s'accordent à prédire une reprise de l'industrie au lendemain de la récession économique. Ceci étant dit, la demande d'assurance non vie tendra à stagner, notamment celle concernant l'assurance d'entreprises. Les prix pourraient probablement arrêter de s'inscrire dans une tendance baissière, en raison de la pénurie de capitaux dans le secteur de l'assurance. Enfin, les assureurs ont peu de levier quand à l'augmentation de leur rentabilité et ce, du fait des rendements sur placement, certes en hausse, mais offrant de faibles rémunérations (niveau des taux d'intérêts historiquement bas). La discipline de souscription et la réduction des coûts sont donc les seules alternatives pour améliorer la rentabilité.

L'évolution des émissions de primes d'assurance non vie entre 2005 et 2009 se présente comme suit :

Evolution du volume mondial de primes émises dans la branche non vie (en Mrds USD) et répartition par continent à fin 2009



Source: Swiss Re, Rapport Sigma, World Insurance in 2009

Les émissions mondiales des primes non vie sont fortement impactées par les volumes d'activité de 3 continents : Amérique, Europe et Asie qui contribuent, à fin 2009, à hauteur de 97,1% du total.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des primes émises par continent de la branche non vie sur la période 2005 – 2009 :

En Mrds\$	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Amérique	691	728	768	784	770	2,8%
Europe	523	544	650	702	657	5,9%
Asie	187	199	219	242	257	8,3%
Océanie	29	29	33	34	34	4,1%
Afrique	13	14	16	17	17	6,9%
Monde	1 442	1 514	1 686	1 779	1 735	4,7%

Source: Swiss Re, Rapport Sigma, World Insurance in 2009

c. Assurance vie

Les primes émises, au niveau mondial, dans la branche vie ont connu une progression moyenne de 3,9% sur la période 2005 – 2009 pour s'établir à 2 332 Mrds USD en 2009. Le chiffre d'affaires de la branche vie recule de 2,0% en 2009.

Cette baisse est imputable au recul de 2,8% des primes émises dans les pays industrialisés, à l'exception de l'Allemagne et de la France, du fait de la baisse de l'assurance à prime unique.

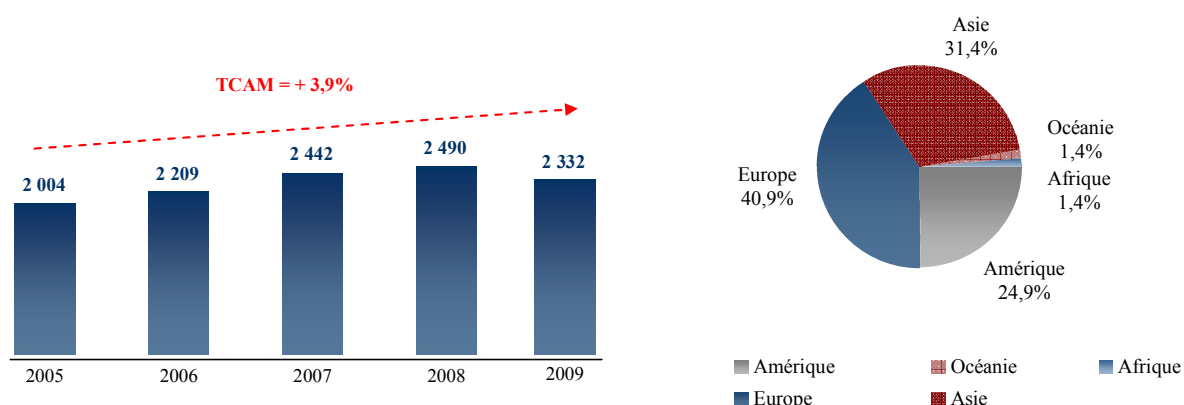
Quant aux pays émergents, l'assurance vie y a augmenté de 4,0% en 2009, tirée par la croissance des primes émises en Chine et en Inde.

Les perspectives à long terme demeurent favorables étant donné la reprise des marchés actions qui devraient stimuler les contrats en unités de compte. A noter aussi que l'âge moyen de la population continue à augmenter. Cette situation devrait accentuer l'importance des solutions privées de produits de retraite, d'invalidité, de maladies graves et de soins de longue durée.

Le résultat d'investissement et le rendement des fonds propres sont repartis à la hausse en 2009, du fait de changements comptables et réglementaires couplés à la baisse des rachats de contrats et des paiements effectués dans la branche vie.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des émissions de primes d'assurance vie dans le monde sur la période 2005 – 2009 :

Evolution du volume mondial de primes émises dans la branche vie (en Mrds USD) et répartition par continent à fin 2009



Source: Swiss Re, Rapport Sigma, World Insurance in 2009

Comme pour la branche non vie, les émissions mondiales des primes vie sont principalement réalisées sur 3 continents : Amérique, Europe et Asie qui contribuent, en 2009, à hauteur de 97,2% du total.

A fin 2009, l'Afrique ne représente que 1,4% du volume global des primes émises dans la branche vie. Le tableau ci-dessous présente l'évolution des primes émises par continent de la branche vie sur la période 2005 – 2009 :

En Mrds\$	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Amérique	556	602	661	667	580	1,0%
Europe	812	941	1 115	1 051	954	4,1%
Asie	579	602	593	691	732	6,1%
Océanie	27	29	36	44	34	5,6%
Afrique	30	35	38	38	33	2,3%
Monde	2 004	2 209	2 442	2 490	2 332	3,9%

Source: Swiss Re, Rapport Sigma, World Insurance in 2009

III.1.3. Le secteur de l'assurance au Maroc¹⁵

Le secteur de l'assurance au Maroc s'est développé à un rythme accru sur les dix dernières années. En effet, les primes émises ont connu une évolution moyenne de l'ordre de 8,2% depuis l'année 2000 pour s'établir à 20,8 Mrds Dh en 2009. La branche Non Vie enregistre une hausse moyenne de 7,6% sur les 10 dernières années à 14,1 Mrds Dh en 2009 alors que la branche vie augmente en moyenne de 9,4% sur la même période à 6,7 Mrds Dh en 2009.

Le secteur est notamment porté par :

- La hausse substantielle des primes émises liée à la branche assurance Vie et plus particulièrement les assurances individuelles (+180,1% entre 2004 et 2009). Cette évolution s'explique par le développement de l'activité de bancassurance à travers l'accroissement du taux de bancarisation et de la constitution d'une épargne long terme importante sur la dernière décennie ;
- L'augmentation des primes émises liée à la branche Non Vie et plus particulièrement, la quote-part des catégories d'assurances véhicules terrestres à moteur (+48,5% entre 2004 et 2009), accidents du travail et maladies professionnelles (+46,0% entre 2004 et 2009) et, accidents corporels – maladie – maternité (+70,5% entre 2004 et 2009) sous l'effet combiné de la hausse des immatriculations de voitures et de l'instauration de nouvelles assurances obligatoires notamment, l'Assurance Maladie Obligatoire.

Par ailleurs, le secteur a été marqué par un vaste mouvement de concentration amorcé depuis la fin des années 1990. Aujourd'hui, on dénombre 13 compagnies commerciales, 3 mutuelles et 1 compagnie de réassurance. Les six premiers acteurs¹⁶ se partagent près de 80% de part de marché¹⁷.

¹⁵ Source : DAPS, Rapport d'activité et situation liminaire en 2009, FMSAR, Secteur marocain des assurances en 2009 et Swiss Re, Rapport Sigma, World Insurance in 2009

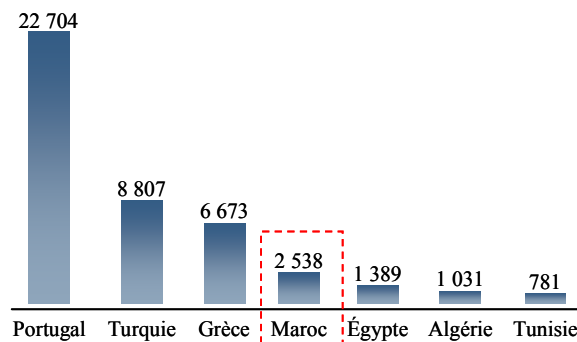
¹⁶ Wafa Assurance, RMA Watanya, Axa Assurance, CNIA Saada, Atlanta et Sanad

¹⁷ En terme de total primes émises, pour l'année 2009 (source : FMSAR)

a. Positionnement régional du marché marocain

Le graphique ci-dessous présente les primes émises au Maroc en 2008 en comparaison avec d'autres pays du pourtour méditerranéen :

Benchmark des primes 2008 (en M\$)

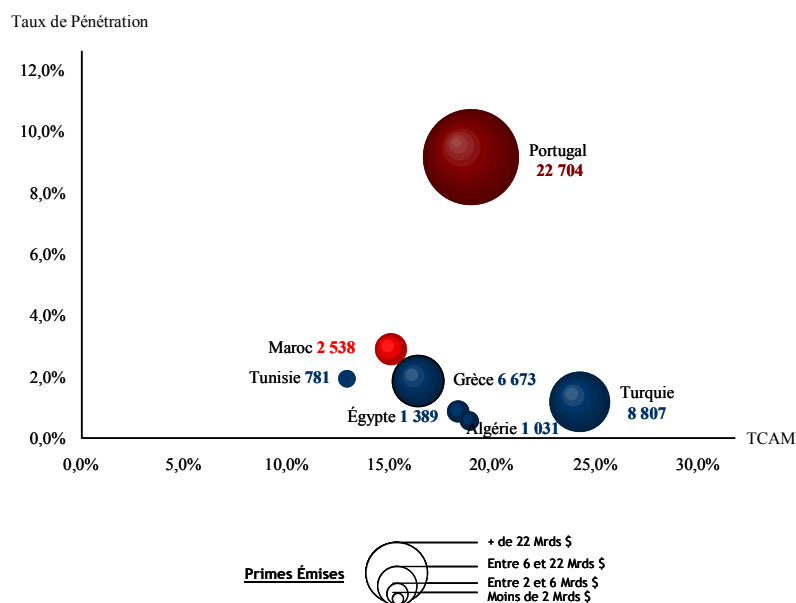


Source : Swiss Re, Rapport Sigma, World Insurance in 2008

Le secteur de l'assurance au Maroc se hisse à la seconde place en Afrique en terme de volume de primes émises à 2,5 Mrds USD derrière l'Afrique du Sud qui réalise un volume de 43 Mrds USD en 2008.

Le graphique ci-dessous présente le taux de pénétration de l'assurance relatif au PIB au Maroc pour l'année 2008, en comparaison à d'autres pays de la région :

Benchmark des taux de pénétration 2008 (Primes/PIB)



Source : Swiss Re, Rapport Sigma, World Insurance in 2008

Comparé aux pays de la région MENA, le Maroc dispose d'un marché de l'assurance relativement plus développé : son taux de pénétration s'établit à 2,9% en 2008, supérieur à celui de pays tels que la Tunisie, l'Algérie, l'Égypte ou la Jordanie.

b. Positionnement africain du marché marocain

Le tableau ci-dessous présente les principaux agrégats d'exploitation du secteur des assurances relatifs à l'exercice 2008 au Maroc, en comparaison à d'autres pays africains :

	Algérie	Cameroun	Côte d'Ivoire	Gabon	Maroc	Sénégal	Tunisie
Primes émises (en MUSD)	1 031	203	309	125	2 538	145	781
Taux de pénétration	0,6%	1,1%	1,6%	1,0%	2,9%	1,3%	2,0%
Taux de sinistralité vie ¹⁸	ND	73,5%	79,3%	56,9%	112,2%	76,9%	74,0%
Taux de sinistralité non vie ¹⁹	ND	36%	43%	35%	71,6%	40%	65%
Taux de commissions ²⁰	ND	10,4%	10,3%	13,8%	8,3%	10,3%	10,0%
Taux des charges d'exploitation ²¹	ND	28,5%	26,3%	22,0%	21,1%	24,6%	17,40%

Source : Swiss Re, Rapport Sigma, World Insurance in 2008, DAPS, Rapport d'activité 2008, FANAF, le marché de l'assurance en Afrique FTUSA, Tunisie Insurance in 2008

Le Maroc se hisse à la première place parmi l'échantillon de pays sélectionnés en terme de volume de primes émises et de taux de pénétration mais aussi en terme de sinistralité. Ce constat s'explique par la maturité du marché de l'assurance au Maroc et du fait du taux de pénétration le plus élevé parmi l'échantillon de pays étudiés. Concernant les taux de commissions, le Royaume a le taux le moins élevé de l'échantillon étudié, eu égard aux réseaux d'agences importants détenues en direct par les compagnies qui implique une maîtrise des coûts dans la conclusion de nouveaux contrats.

¹⁸ Taux de sinistralité « vie » = (Charge de sinistre de la branche « vie » payée sur l'année) / (Primes « vie » émises sur l'année)

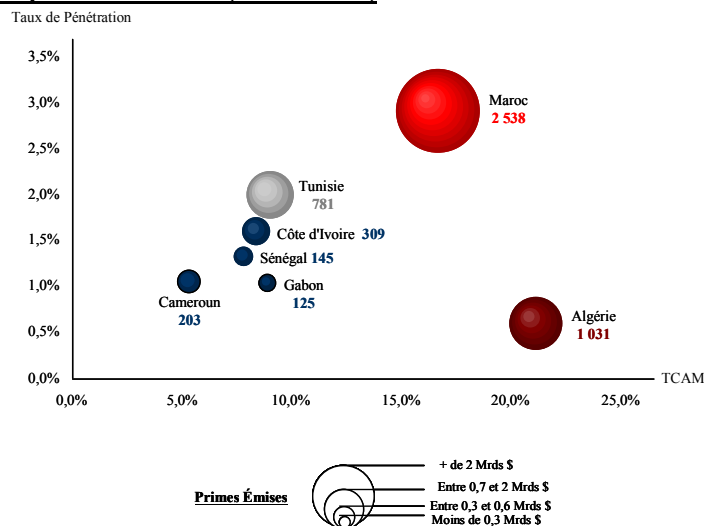
¹⁹ Taux de sinistralité « non vie » = (Charge de sinistre de la branche « non vie » payée sur l'année) / (Primes « non vie » émises sur l'année)

²⁰ Taux de commissions = (commissions versées aux intermédiaires « vie et non vie » sur l'année) / (Primes émises sur l'année)

²¹ Taux des charges d'exploitation = (Frais généraux « vie et non vie » sur l'année) / (Primes émises « vie et non vie » sur l'année)

Le graphique ci-dessous présente le taux de pénétration de l'assurance relatif au PIB au Maroc pour l'année 2008, en comparaison à d'autres pays africain :

Benchmark des taux de pénétration 2008 (Primes/PIB)



Source : Swiss Re, Rapport Sigma, World Insurance in 2008, DAPS, Rapport d'activité 2008, FANAF, le marché de l'assurance en Afrique FTUSA, Tunisie Insurance in 2008

Les secteurs de l'assurance des pays africains sélectionnés totalisent 5,1 Mrds USD de primes émises en 2008. Le taux de pénétration dans ces pays demeure en deçà de la moyenne mondiale (1,5% vs. 7,1% en 2008). De ce fait, le secteur de l'assurance en Afrique dispose d'un potentiel de développement significatif.

A noter que les produits d'assurance dans l'ensemble de ces pays consistent essentiellement en des produits d'assurance obligatoire dont la souscription est imposée par la loi, ce qui sécurise une partie du volume d'affaires.

c. Historique du secteur

Les principaux faits marquants ayant jalonné l'histoire du marché national de l'assurance sont présentés ci-dessous :

Date	Faits Marquants
1941 à 1951	■ Création de 23 compagnies d'assurance à capitaux étrangers à l'exception de la Royale Marocaine d'Assurance, créée en 1950 avec la participation de capitaux marocains.
1970 à 1980	■ Diminution du nombre de compagnies d'assurance sous l'effet de la nouvelle réglementation de 1965. Le marché passe de 130 assureurs en 1968 à 27 assureurs en 1975.
1982	■ Promulgation de nouvelles règles de gestion et d'indicateurs d'appréciation de la solvabilité globale des entreprises d'assurance (instauration d'un ratio de solvabilité élevé afin de faire face aux risques d'exploitation dû au caractère aléatoire de l'activité des assureurs).
1989	■ Mise sous administration provisoire de cinq compagnies d'assurance à savoir : Arabia Insurance Company Morocco S.A, la Compagnie Atlantique d'Assurances, la Réunion Marocaine d'Assurances et de Réassurances, la Renaissance et la Victoire.
1992	■ Interdiction pour les compagnies d'assurance et les organismes de prévoyance sociale d'opérer sur le marché des billets de trésorerie et d'émettre des titres négociables à l'ordre de personnes physiques ou morales d'une courte durée ou d'un montant supérieur au moins égal à 1 Mdh.
1993	■ Fusion par absorption de la Compagnie 'Entente' par 'Al Amane' et apport en capital à hauteur de 10% du chiffre d'affaires. La nouvelle structure devient Axa Al Amane.
1995	■ Liquidation des cinq compagnies d'assurance mises initialement sous autorité provisoire depuis 1989 ; ■ Transfert provisoire du portefeuille assurance véhicules terrestres à moteur des compagnies liquidées à la Compagnie d'Assurance Transport.
1999	■ Début du mouvement de concentration dans le secteur des assurances : ✓ prise de participation dans SANAD par le Groupe HOLMARCOM à travers Atlanta ; ✓ rachat d'Al Watanya et l'Alliance Africaine par le Groupe Benjelloun ; ✓ fusion des cabinets de courtage 'Aghma' et 'Lahlou Tazi'.
2000	■ Fusion d'Axa Al Amane et de la Compagnie Africaine d'Assurance pour devenir Axa Assurance Maroc.
2001	■ Absorption de l'Alliance Africaine par Watanya ; ■ La Marocaine Vie passe sous le contrôle du Groupe Société Générale France ; ■ Les taux de commissionnement des intermédiaires sont libéralisés.
2002	■ Adoption du nouveau Code des Assurances et institutionnalisation de la bancassurance comme technique assurantielle tout en limitant la commercialisation des produits d'assurances par les banques aux seuls produits Vie ; ■ Les assurances véhicules terrestres à moteur et accidents de travail deviennent obligatoires.
2004	■ Fusion de RMA et Watanya pour donner naissance à RMA Watanya.
2005	■ Rachat de 67% du capital de CNIA Assurance par le Groupe SAHAM ; ■ Rachat de SANAD par Atlanta puis cession de 40% du capital d'Atlanta à la CDG.

Date	Faits Marquants
2006	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Libéralisation du tarif de toutes les branches d'assurances ; ▪ Mise en application du nouveau Plan Comptable des Assurances ; ▪ Mise en application de l'Arrêté relatif au livre III du Code des Assurances dédié aux entreprises d'assurance et de réassurance, précisant notamment : <ul style="list-style-type: none"> ✓ la constitution et l'évaluation des provisions techniques ; ✓ l'évaluation des placements ; ✓ le nouveau mode de calcul de la marge de solvabilité ; ✓ les nouvelles conditions de calcul des provisions techniques pour les assurances « Automobile » et « Accidents du Travail ». ▪ Rachat par CNIA Assurance des Assurances Es Saada.
2008	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Possibilité pour les entreprises d'assurances et de réassurances d'effectuer des dépôts, des investissements et des placements en valeurs hors du Maroc, dans la limite de 5% ; ▪ Nouvelles conditions et limitations de placement des provisions techniques et des autres passifs.
2009	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux d'élaboration du Contrat Programme à l'initiative du Ministère des Finances (signature prévue en 2010) instaurant de nouvelles assurances obligatoires, le développement de la micro-assurance, le renforcement de la distribution et le remplacement de la taxe spéciale sur les contrats par la TVA ; ▪ Fusion de CNIA Assurance et des Assurances Es Saada pour donner naissance à CNIA SAADA Assurance ; ▪ Fin de la cession légale en « décès ».
2010	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fin de la cession légale pour le transport maritime et l'aviation ; ▪ Report à 2011 de la fusion annoncée des mutuelles MAMDA et MCMA ; ▪ La Direction des Assurances et de la Prévoyance Sociale –DAPS– pourrait décider de supprimer les plafonds d'investissement par type d'actif en représentation des réserves techniques imposés aux compagnies d'assurances ; ▪ Caisse Marocaine des Retraites : Hausse du plafond des placements en actions (jusqu'à 20% des réserves techniques) et du placement en obligations privées (jusqu'à 10% des réserves techniques) impliquant une baisse de la part des valeurs de l'Etat et celle jouissant de sa garantie de 82% à 60%.

d. Principaux vecteurs de développement de l'assurance au Maroc

Les besoins en produits d'assurance de la population marocaine sont étroitement liés au degré de développement de l'économie marocaine. En effet, la hausse du volume des primes émises dans les branches vie et non vie est tributaire de l'évolution de données économiques à l'échelle nationale. Les principaux vecteurs de développement du secteur de l'assurance au Maroc sont :

Produit Intérieur Brut (PIB)

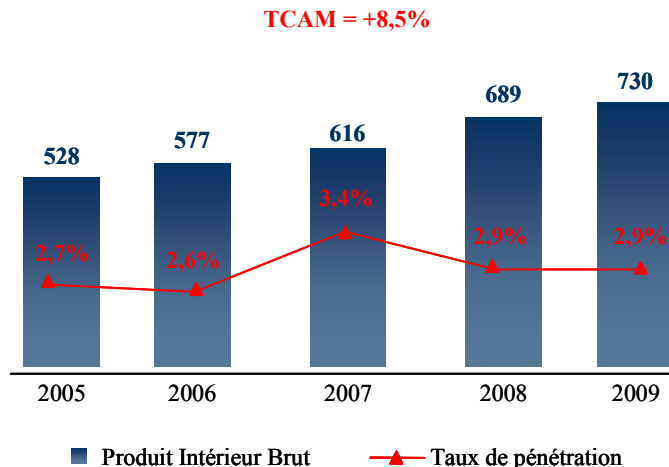
Le tableau ci-dessous présente l'évolution du Produit Intérieur Brut au Maroc sur la période 2005 – 2009 :

En Mrds Dh	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Produit Intérieur Brut	528	577	616	689	730	8,5%
<i>Evolution</i>	NA	9,4%	6,7%	11,8%	6,0%	NA
Taux de pénétration	2,7%	2,6%	3,4%	2,9%	2,9%	20 pts
<i>Evolution</i>	NA	-10 pts	80 pts	-50 pts	0 pts	NA

Source : HCP, Budget économique prévisionnel 2010 et Bank Al-Maghrib, Rapport Annuel 2008

Le graphique suivant illustre l'évolution du Produit Intérieur Brut au Maroc sur la période 2005 – 2009 :

Evolution du Produit Intérieur Brut au Maroc (en Mrds dh)



Source : HCP, Budget économique prévisionnel 2010 et Bank Al-Maghrib, Rapport Annuel 2008

La croissance du Produit Intérieur Brut induit une dynamique économique qui impacte directement le secteur des assurances à travers la consommation des ménages en biens d'équipement et à travers l'investissement et la formation de capital fixe (unités industriels, commerce extérieur...).

Le taux de pénétration est tributaire de la volatilité du PIB marocain qui dépend essentiellement des récoltes agricoles. Les 2 dernières années ont montré une certaine stabilité de la pénétration de l'assurance au Maroc à 2,9%.

Démographie

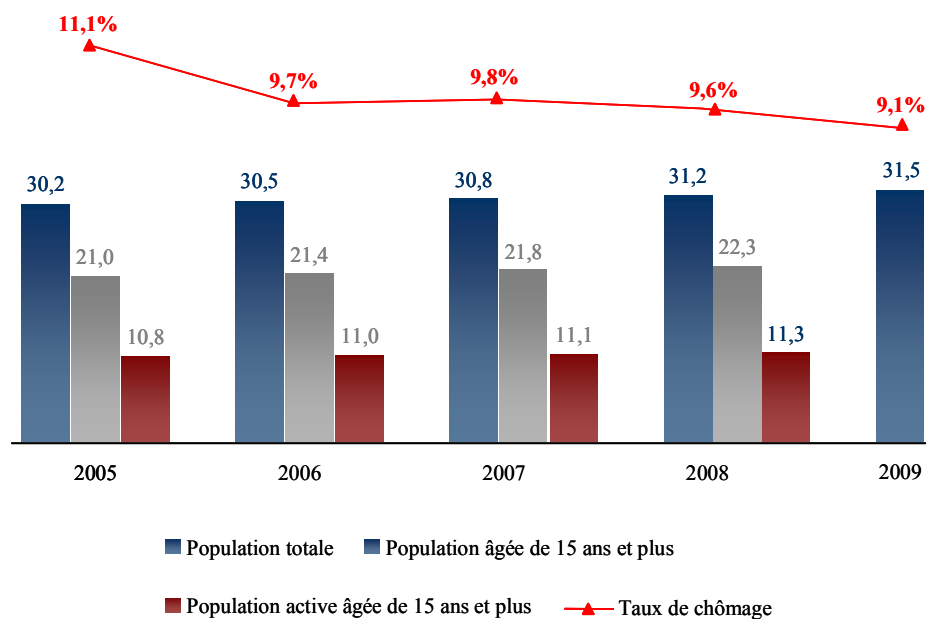
Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la population marocaine sur la période 2005 – 2008 :

en Millions	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Population totale	30,2	30,5	30,8	31,2	31,5	1,1%
<i>Evolution</i>	NA	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%	NA
Primes d'assurances/habitant (en Dh)	435,1	484,6	574,6	636,9	665,8	11,2%
<i>Evolution</i>	NA	11,4%	18,6%	10,8%	4,5%	NA
Population âgée de 15 ans et plus	21,0	21,4	21,8	22,3	NA	NA
<i>Evolution</i>	NA	2,0%	1,9%	2,0%	NA	NA
Population active âgée de 15 ans et plus	10,8	11,0	11,1	11,3	NA	NA
Taux d'activité	51,5%	51,3%	51,1%	50,6%	NA	NA
<i>Evolution</i>	NA	-0,5%	-0,5%	-0,9%	NA	NA
Taux de chômage	11,1%	9,7%	9,8%	9,6%	9,1%	-200 pts

Source : HCP, Budget économique prévisionnel 2010 et Bank Al-Maghrib, Rapport Annuel 2008

Le graphique suivant illustre l'évolution de la population marocaine sur la période 2005 – 2009 :

Evolution de la population marocaine (en millions)



Source : HCP, Budget économique prévisionnel 2010 et Bank Al-Maghrib, Rapport Annuel 2008

La croissance de la population marocaine induit une demande latente en produits d'assurance santé, retraite, décès, automobile, etc.

Le ratio « primes d'assurances par habitant » a connu une croissance moyenne de 11,2% sur la période 2005 – 2009 pour s'établir à 665,8 Dh en 2009. Cette tendance s'explique par une croissance des primes émises supérieure à celle de la population et témoigne de la dynamique de l'économie marocaine en plus de l'augmentation du besoin en couverture de la population.

De même, la résorption du chômage s'accompagne généralement d'une hausse de la consommation en biens d'équipement et autres mais aussi d'une hausse de l'épargne ; deux paramètres qui impactent directement le secteur des assurances.

Couverture sociale²²

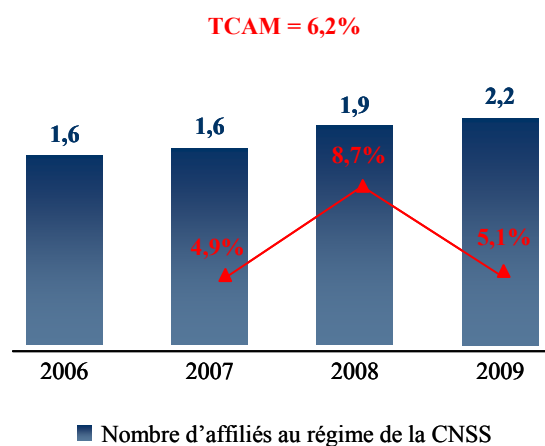
Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la couverture sociale au Maroc sur la période 2005 – 2009 :

en Millions	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/06
Population affiliée à la CNSS	1,8	1,9	2,1	2,2	6,2%
<i>Evolution</i>	NA	4,9%	8,7%	5,1%	
Primes d'assurances/affilié (en Dh)	7 194,4	7 723,2	8 513,1	9 079,7	8,1%
<i>Evolution</i>	NA	7,4%	10,2%	6,7%	

Source : Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, principaux indicateurs

Le graphique suivant illustre l'évolution de la couverture sociale au Maroc sur la période 2005 – 2008 :

Evolution de la couverture sociale au Maroc (en millions)



Source : Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, principaux indicateurs

Depuis l'entrée en vigueur de l'Assurance Maladie Obligatoire en 2002, les entreprises ont pour obligation d'y faire souscrire leurs salariés. Au regard de la dynamique économique que connaît le Maroc, le pourcentage de couverture sociale au Maroc devrait tendre à s'accroître significativement impactant positivement le secteur des assurances.

Le ratio (Primes d'assurances par affilié) a connu une croissance moyenne de 8,1% sur la période 2005 – 2009 pour s'établir à 9 079,7 Dh en 2009 impacté par l'évolution des primes émises et du nombre d'affiliés au régime de la CNSS.

²² Les données pour l'année 2005 ne sont pas disponibles

Épargne nationale

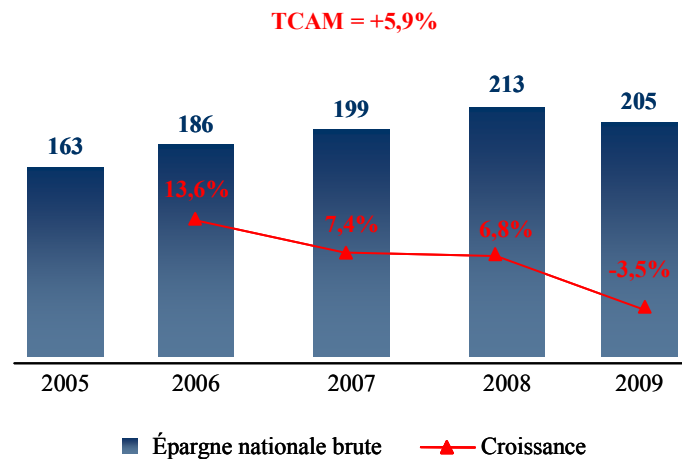
Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'épargne nationale brute au Maroc sur la période 2005 – 2009 :

En Mrds Dh	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Épargne nationale brute	163	186	199	213	205	5,9%
<i>Evolution</i>	NA	13,6%	7,4%	6,8%	-3,5%	NA
Primes Vie/Épargne	2,0%	2,2%	3,0%	3,1%	3,3%	30 pts
		20 pts	80 pts	10 pts	20 pts	NA

Source : HCP, Budget économique prévisionnel 2010 et Bank Al-Maghrib, Rapport Annuel 2008

Le graphique suivant illustre l'évolution de l'épargne nationale brute au Maroc sur la période 2005 – 2009 :

l'évolution de l'épargne nationale brute au Maroc (en Mrds Dh)



Source : HCP, Budget économique prévisionnel 2010 et Bank Al-Maghrib, Rapport Annuel 2008

L'épargne est la quote-part des revenus qui n'a pas servi à la consommation. Elle peut donc être potentiellement utilisée pour souscrire à des produits d'assurance retraite ou décès.

Le ratio (Primes « vie »/Épargne) a gagné 30 points de base sur la période 2005 – 2009 pour atteindre 3,3 % en 2009. Cette observation indique clairement que l'épargne investie en produits d'assurance « vie » tend à augmenter et que cette branche d'assurance a un potentiel de développement non négligeable sous l'effet de l'augmentation du taux de bancarisation et de l'activité de la bancassurance.

Bancassurance²³

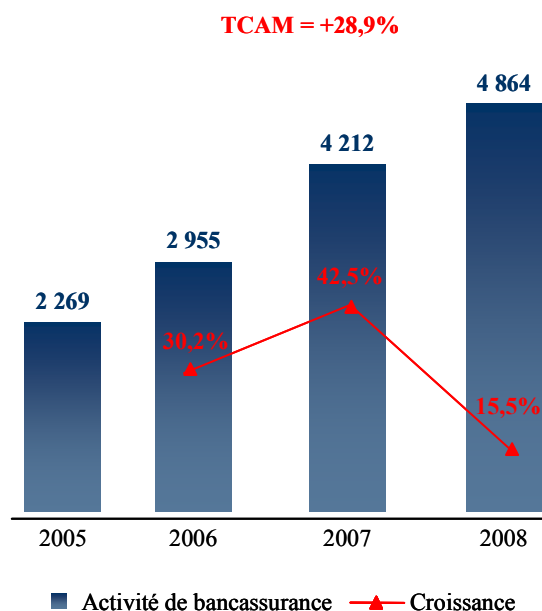
Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'activité de la bancassurance au Maroc sur la période 2005 – 2008 :

en Mdh	2005	2006	2007	2008	TCAM 09/05
Bancassurance	2 269	2 955	4 212	4 864	28,9%
Evolution	NA	30,2%	42,5%	15,5%	NA

Source : DAPS

Le graphique suivant illustre l'évolution de l'activité de la bancassurance au Maroc sur la période 2005 – 2008 :

Evolution de l'activité de la bancassurance au Maroc (en Mdh)



Source : DAPS

Depuis que la législation marocaine a permis aux banques de commercialiser des produits d'assurance vie, l'activité de bancassurance enregistre un taux de croissance à 2 chiffres sur la période 2005 – 2008. En effet, un réseau de distribution additionnel s'est rajouté, celui des banques, à celui déjà existant (celui des assureurs).

²³ Les données 2009 ne sont pas disponibles

Parc automobile marocain

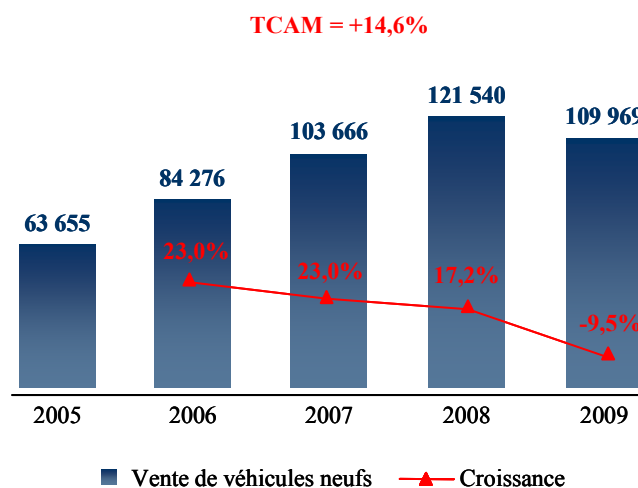
Le tableau ci-dessous présente l'évolution des ventes de véhicules neufs au Maroc sur la période 2006 – 2009 :

en unités	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Vente de véhicules neufs	63 655	84 276	103 666	121 540	109 969	14,6%
<i>Evolution</i>	NA	32,4%	23,0%	17,2%	-9,5%	NA
Primes Auto/Parc Auto (en Dh)	2 325	2 327	2 360	2 605	2 625	3,1%
	NA	0,1%	1,4%	10,4%	0,8%	NA

Source : Association Marocaine pour l'industrie et le commerce de l'automobile

Le graphique suivant illustre l'évolution des ventes de véhicules neufs au Maroc sur la période 2005 – 2008 :

Evolution des ventes de véhicules neufs au Maroc (en unités)



Source : Association Marocaine pour l'industrie et le commerce de l'automobile

La responsabilité civile automobile étant la seule assurance obligatoire, le marché de l'assurance dispose d'un potentiel de développement important au regard de la croissance que connaît la vente de véhicules neufs sur les 4 dernières années.

Le ratio (Prime Auto/Parc Auto) a connu une croissance moyenne de 3,1% sur la période 2005 – 2009 à 2 625 Dh en 2009 et ce bien que la vente de véhicules neufs ait connu une hausse moyenne de 14,6% sur la même période. Cette tendance s'explique par la concurrence que se livre les différents intervenants sur cette catégorie d'assurance et donc de la pression sur les prix qui s'en suit.

e. Environnement réglementaire

1. Principaux textes de loi et réglementations régissant le secteur de l'assurance.

La réglementation portant sur le secteur de l'assurance au Maroc a connu de nombreux changements et ce, pour mieux appréhender les défis auxquels fait face le secteur. Les principaux textes de loi afférents aux assurances sont :

- la loi du 6 septembre 1941 définissant les modalités de contrôle de l'Etat sur les compagnies d'assurance ;
- la loi du 28 novembre 1994 relative au contrat d'assurance ;
- le Code des Assurances adopté en novembre 2002 publié au Bulletin Officiel du 7 novembre 2002 ;
- le dahir n°1-04-05 du 1er rabii I 1425 (21 avril 2004) portant promulgation de la loi n° 09-03 complétant la loi n° 17-99 portant Code des Assurances ;
- l'arrêté du 04 août 2005 relatif aux garanties financières et aux documents et comptes rendus exigibles des entreprises d'assurance, de réassurance et de capitalisation (ci après « l'arrêté du 04 août ») ;
- le Code des Assurances (loi n°17-99) a été modifié et complété par le dahir n°1-06-17 du 15 moharrem 1427 (14 février 2006) portant promulgation de la loi n°39-05. Les principaux changements apportés par la nouvelle loi portent essentiellement sur les provisions techniques des sinistres, l'évaluation des placements ainsi qu'un nouveau mode de calcul de la marge de solvabilité ;
- l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 2173-08 du 9 hijja 1429 (8 décembre 2008) modifiant et complétant l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1548-05 du 6 ramadan 1426 (10 octobre 2005) relatif aux entreprises d'assurances et de réassurances. Il concerne les conditions d'exercice des entreprises d'assurances et de réassurances, la représentation des provisions techniques, les conditions de dépôt des valeurs affectées à la représentation des provisions techniques, les éléments constitutifs de la marge de solvabilité, les modalités d'établissement du rapport sur la solvabilité, les délais et modalités de tenue et de production des états, des tableaux et des documents et, les documents de réassurance et des règles relatives aux traités de réassurance.

2. Focus sur le dernier arrêté ministériel en date du 8 Décembre 2008 relatif aux entreprises d'assurances et de réassurances

L'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 2173-08 du 9 hijja 1429 (8 décembre 2008) modifie et complète l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1548-05 du 6 ramadan 1426 (10 octobre 2005). Les principaux amendements ont concerné :

Les conditions d'exercice des entreprises d'assurances et de réassurance

- la liste des catégories d'opérations d'assurances telles que définit par l'article 1er de la section 1 du chapitre 1er du présent arrêté pour l'octroi de l'agrément aux entreprises d'assurances et de réassurance a été complétée par : les opérations d'assurances contre les risques de responsabilité civile résultant de l'emploi de véhicules terrestres à moteur y compris la responsabilité du transporteur et la défense et recours, les opérations d'assurances contre les risques de responsabilité civile résultant de l'emploi de véhicules fluviaux et maritimes y compris la responsabilité du transporteur et la défense et recours, les opérations d'assurances contre les risques de responsabilité civile résultant de l'emploi d'aéronefs y compris la responsabilité du transporteur et la défense et recours, les opérations d'assurances contre les risques de responsabilité civile non visés aux paragraphes 9°, 11°, 13°, 16° et 18° de l'article 1er de la section 1 du chapitre premier y compris la défense et recours ;

La représentation des provisions techniques

- la réglementation des placements visés à l'article 238 de la loi n°17-99 et tels que définit par l'article 27 de la section 3 du chapitre 2 du présent arrêté permet aux compagnies d'assurance d'investir dans des parts ou actions des organismes de placement en capital-risque soumis aux conditions et règles édictées par la loi n° 41-05 relative aux organismes de placement en capital risque, promulguée par le dahir n°1-06-13 du 15 moharrem 1427 (14 février 2006) ;
- la représentation des provisions techniques est assurée en considérant les opérations d'assurances et de réassurance suivantes : assurances vie et capitalisation, assurances vie et capitalisation à capital variable, opérations d'assurances non vie y compris la gestion spéciale des rentes accidents du travail et la réassurance ;
- l'article 32 et 33 de la section 3 du chapitre 2 du présent arrêté apporte des modifications aux plafonds et planchers des actifs admis en représentation des engagements réglementés :

Actif admis en représentation des engagements réglementés	% maximum par émetteur dans les actifs admis en représentation des PT	% maximum par actif admis en représentation des PT	% minimum par actif admis en représentation des PT	% maximum admis en représentation des PM
Valeurs de l'Etat		Sans Limite	30%	
Valeurs jouissant de la garantie de l'Etat		Sans Limite	30%	
Créance sur le Fonds de solidarité des assurances		Sans Limite	30%	
Créance sur la Société centrale de réassurance		Sans Limite	30%	
Obligations émises par les banques	5%	Sans Limite	30%	
Avances sur contrats vie		Sans Limite	30%	80%
Immeubles urbains bâtis, situés au Maroc	10%	30%		
Autres immeubles urbains situés au Maroc	10%	30%		
Parts et actions de sociétés immobilières		30%		
Prêts en première hypothèque sur des immeubles situés au Maroc	2,5%	10%		
Prêts sur les valeurs de l'Etat et Valeurs jouissant de la garantie de l'Etat		15%		
Titres de créances négociables (certificats de dépôt)	5%	60%		
Titres de créances négociables (bons des sociétés de financement)	2,5%	10%		
Titres de créances négociables (billets de trésorerie)	2,5%	10%		
Obligations cotées à la Bourse des Valeurs	5%	60%		
Autres obligations dont l'émission a reçu le visa du CDVM	2,5%	5%		
Actions cotées à la Bourse des Valeurs	10%	60%		
Actions des sociétés d'investissement dont l'objet n'est pas limité à la gestion d'un portefeuille constitué des valeurs de l'Etat et Valeurs jouissant de la garantie de l'Etat		60%		
Obligations émises par les fonds de placements collectifs en titrisation	10%	15%		
Parts ou actions des organismes de placement en capital-risque	1%	15%		
Primes ou cotisations à recevoir, afférentes à des opérations d'assurances vie				
Primes ou cotisations à recevoir, afférentes à des opérations d'assurances non vie, de deux mois de date au plus		10%		
Créances sur les entreprises d'assurances et de réassurance		70%		
Espèces en caisse		10%		
Charges d'acquisition reportées		20% (des PNA)		
Autres placements, sur autorisation		15%		

Dépôt des valeurs affectées à la représentation des provisions techniques

- L'article 48 tels que prévus par l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1548-05 du 6 ramadan 1426, est abrogé et remplacé par le présent arrêté. Il stipule que les entreprises d'assurances doivent, en ce qui concerne les opérations directes réalisées au Maroc, déposer ou inscrire en compte, selon les trois affectations «assurances vie et capitalisation», «assurances non-vie» et «gestion spéciale des rentes accidents du travail», à Bank Al-Maghrib, à la Caisse de dépôt et de gestion ou dans une banque habilitée à cet effet, des valeurs ou espèces représentant le montant des provisions techniques arrêté au 31 décembre et au 30 juin. Toutefois, la provision pour risque d'exigibilité est recalculée au jour du dépôt, d'après les conditions définies à l'article 22 du présent arrêté. A cet effet, les entreprises d'assurances ne peuvent détenir auprès d'un même dépositaire qu'un compte espèces et un compte valeurs par nature d'affectation précitée. Au cas où une banque n'est plus habilitée par le ministre chargé des finances à recevoir le dépôt ou l'inscription en compte des valeurs ou espèces précitées, le transfert des valeurs ou espèces déposées ou inscrites en compte est opéré, sans frais pour les entreprises d'assurances et de réassurance, à une autre banque habilitée, à Bank Al-Maghrib ou à la Caisse de dépôt et de gestion.
- L'article 49 tels que prévus par l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1548-05 du 6 ramadan 1426, est modifié et complété par le présent arrêté. Il stipule que le dépôt ou l'inscription en compte, visé à l'article 48 ci-dessus, des valeurs ou espèces doit être réalisé dans un délai de cinq mois après l'inventaire en ce qui concerne le montant des provisions techniques arrêté au 31 décembre et de quatre mois en ce qui concerne celui arrêté au 30 juin. Il est déduit, s'il y a lieu, du montant total à déposer ou à inscrire en compte, la valeur d'affectation des placements visés aux 3°, 4°, 6° à 11°, 23° et 26° de l'article 27 de l'arrêté et le montant des provisions techniques des contrats d'assurance sur la vie ou de capitalisation à capital variable. Les valeurs et espèces ainsi déposées ou inscrites en compte ne peuvent être grevées d'aucun privilège ou garantie que ceux prévus par l'article 276 de la loi n° 17-99 précitée et en particulier ne peuvent être mises en pension. S'agissant des actions non cotées nominatives, l'entreprise d'assurances et de réassurance doit produire à l'établissement dépositaire une copie du registre des transferts certifiée conforme par le président du Conseil d'Administration ou le directoire de la société émettrice, conformément à l'article 245 de la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes et mentionnant qu'aucun transfert ne peut s'opérer qu'après accord du ministre chargé des finances.
- L'article 50-1 est ajouté par le présent arrêté. Il stipule que les valeurs et espèces affectées à la représentation des provisions techniques relatives aux opérations d'assistance doivent faire l'objet de comptes distincts ouverts auprès des établissements dépositaires, Bank Al-Maghrib, la Caisse de dépôt et de gestion ou une banque. Les valeurs à affecter sont celles énumérées à l'article 27 du présent arrêté. A cet effet, les entreprises d'assistance ne peuvent détenir auprès d'un même dépositaire qu'un compte espèces et un compte valeurs. Ces comptes ne peuvent être utilisés pour le règlement des charges non techniques de l'entreprise d'assistance telles que énumérées par le plan comptable des assurances. Ces valeurs et espèces ne peuvent être grevées d'aucun privilège ou garantie que ceux prévus par l'article 276 de la loi n° 17-99 précitée et en particulier ne peuvent être mises en pension. Les affectations mentionnées ci-dessus doivent être réalisées dans un délai de cinq mois après l'inventaire en ce qui concerne le montant des provisions techniques arrêté au 31 décembre et de quatre mois en ce qui concerne celui arrêté au 30 juin. Il est déduit, s'il y a lieu, du montant total à affecter dans ces comptes, la valeur d'affectation des placements visés aux 3°, 4°, 7° à 11°, 23° et 26° de l'article 27 du présent arrêté. Les valeurs affectées ainsi que les autres placements sont évalués conformément aux dispositions des articles 38 et 39 ci-dessus. La valeur d'affectation des immeubles à la couverture des provisions techniques est constituée par la valeur figurant à l'actif du bilan. Cette valeur correspond au prix d'achat ou de revient ou à une autre valeur résultant d'une expertise effectuée conformément à l'article 42 ci-dessus, déduction faite de l'amortissement pratiqué. L'affectation des valeurs et espèces est justifiée, pour chaque compte, par les attestations délivrées par les établissements dépositaires. Ces attestations doivent préciser que les valeurs ou espèces précitées sont affectées à la garantie des provisions techniques des entreprises d'assistance intéressées et ne peuvent faire l'objet d'aucun virement à un autre compte qu'après autorisation du ministre chargé des finances. La justification de la représentation des provisions

techniques des autres placements est effectuée comme il est stipulé à l'article 49 ci-dessus. Au cas où une banque n'est plus habilitée par le ministre chargé des finances à recevoir les affectations des valeurs ou espèces précitées, le transfert des valeurs ou espèces affectées est opéré, sans frais pour les entreprises d'assistance, à une autre banque habilitée, à Bank Al-Maghrib ou à la Caisse de dépôt et de gestion.

Eléments constitutifs de la marge de solvabilité

■ L'article 52 est modifié et complété par le présent arrêté. Il stipule que les éléments constitutifs de la marge de solvabilité prévus à la section 13 de l'article premier du décret n° 2-04-355 précité sont représentés par :

- ✓ le capital social versé ou fonds d'établissement constitué ;
- ✓ les réserves de toute dénomination, réglementaires ou libres, ne correspondant pas aux engagements ;
- ✓ la provision de capitalisation ;
- ✓ l'emprunt pour augmentation du fonds d'établissement pour les sociétés d'assurances mutuelles ;
- ✓ les bénéfices reportés ;
- ✓ sur demande de l'entreprise, les plus-values nettes pouvant résulter de la sous-estimation d'éléments d'actif, dans la mesure où de telles plus-values n'ont pas un caractère exceptionnel. Ces plus values latentes sont prises pour 20% de leur valeur lorsqu'elles résultent des placements affectés aux opérations d'assurances sur la vie, et pour 60% de leur valeur lorsqu'elles résultent des placements affectés aux opérations d'assurances non vie et d'acceptations et des autres placements financiers et immobiliers. Les plus values résultant des placements dans les filiales et dans les actions propres n'entrent pas en ligne de compte.
- ✓ pour la constitution de la marge de solvabilité, il est déduit, du total des éléments indiqués ci-dessus, les pertes, les amortissements restant à réaliser sur les comptes des postes « immobilisation en non valeurs » et « immobilisations incorporelles », les charges d'acquisition reportées, les actions propres détenues, les placements dans les filiales non cotées à la Bourse des Valeurs autres que les sociétés immobilières et les engagements hors bilan.

3. Le nouveau Code des Assurances

Le nouveau Code des Assurances, adopté en novembre 2002, a été publié dans le bulletin officiel du 7 novembre 2002. Les dispositions du nouveau code sont relatives au fonctionnement ainsi qu'au contrôle de l'activité d'assurance et portent notamment sur les domaines suivants : le contrat d'assurance, les assurances obligatoires, l'organisation des entreprises d'assurances et de réassurances ainsi que la représentation des opérations d'assurance.

Le contrat d'assurance

Concernant le contrat d'assurance, en tant que document de base régissant les relations entre l'assureur et l'assuré, le nouveau code reprend la plupart des dispositions de l'arrêté viziriel du 28 novembre 1934 avec toutefois des modifications et compléments importants :

- une réglementation des assurances groupe et des assurances vie à capital variable a été établie ;
- des précisions de taille ont été apportées notamment en ce qui concerne les mentions obligatoires, la durée, les modalités de résiliation et les conditions de rachat et de participation aux bénéfices dans les contrats vie ;

- l'information du souscripteur au moment de la conclusion du contrat a été instaurée ;
- la possibilité a été donnée au souscripteur de se rétracter au cas où ce dernier est démarché ;
- la prime a été rendue portable et les implications de son non paiement ont été réaménagées.

Les assurances obligatoires

Le nouveau code, a procédé à l'intégration de plusieurs textes et à leur refonte et notamment :

- le dahir portant loi n° 1-84-177 du 6 Moharrem 1 405 (2 octobre 1984) relatif à l'indemnisation des victimes des accidents causés par les véhicules terrestres à moteur ;
- le dahir du 20 octobre 1969 relatif à l'assurance automobile obligatoire ;
- le dahir du 8 juillet 1937 relatif au règlement des frais et indemnités dus à la suite d'accidents automobiles et aux contrats d'assurances de responsabilité de véhicules automobiles sur route
- l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n°1053-06 du 28 rabii II 1427 (26 mai 2006) fixant les conditions générales – types des contrats relatifs à l'assurance responsabilité civile automobile.
- le nouveau Code des Assurances apporte deux nouveautés en ce qui concerne l'assurance automobile:
 - ✓ la notion de protection des tiers a été étendue aux membres de la famille du civilement responsable. C'est là une réforme importante qui tient compte de l'évolution sociale et du souci du législateur de garantir une indemnisation à l'ensemble des victimes à l'exception du souscripteur ou du conducteur responsable du dommage ou des personnes qui bénéficient d'une couverture d'assurance dans un autre cadre (salariés et représentants légaux du civilement responsable) ;
 - ✓ le Code des Assurances a mis fin à la dichotomie qui a toujours caractérisé l'indemnisation des accidents de trajet dont sont victimes les salariés. Pour mettre fin à cet inconvénient, les dispositions actuelles du code permettent l'indemnisation des dommages consécutifs à un accident de trajet sur les mêmes critères que les accidents de la circulation sans pour autant remettre en cause les règles de procédure prévues par la législation portant sur les accidents du travail.

Les entreprises d'assurances et de réassurance

Les points importants traités par le nouveau code concernent :

- la définition de la nature des opérations, qui peuvent être effectuées par les entreprises selon la forme juridique choisie ;
- la limitation des formes juridiques des entreprises d'assurances aux sociétés anonymes, et aux sociétés mutuelles et à leurs unions ;
- le champ du contrôle exercé par l'état ;
- la certification des états extracomptables qui sont communiqués à l'administration ;
- l'introduction de la marge de solvabilité qui permet la reconstitution des fonds propres en fonction d'un pourcentage du chiffre d'affaires et des engagements des entreprises.
- Concernant les entreprises d'assurances, l'une des innovations essentielles du code est l'instauration des mesures de sauvegarde qui sont adaptées au degré d'altération financière des entreprises :
- le programme de financement en cas de non-satisfaction au tiers de la marge de solvabilité ;
- l'interdiction partielle ou totale de souscription des contrats pendant une certaine période ou la mise sous plan de redressement de l'entreprise, en cas d'altération de sa situation financière ;

- la nomination d'un administrateur provisoire en cas de non présentation, de rejet ou de non application du plan de redressement. La mission de l'administrateur a été précisée avec une limitation à deux ans au maximum.

La représentation des opérations d'assurances

La bancassurance a été légalisée, tout en limitant la commercialisation des produits d'assurances par le biais de la banque, aux assurances de personnes et ce en raison de la composante de l'épargne qui caractérise ce genre de produits.

Le professionnalisme de l'agent et du courtier a été renforcé par le relèvement de leur niveau d'instruction et l'instauration de la gestion autonome des cabinets d'agences de courtage, qui ne pourront plus abriter des activités autres que l'assurance.

4. Le contrat programme et la réglementation du marché en 2009

Le contrat programme a pour but d'arrêter des mesures visant la promotion du secteur pour augmenter le taux de pénétration de l'assurance dans le tissu économique et social, encourager l'épargne long terme et améliorer la qualité et la performance de l'industrie marocaine des assurances.

Contrat Programme

Afin de doter le secteur des assurances d'un plan stratégique, la profession a engagé, en concertation avec l'Administration de tutelle, une réflexion pour l'élaboration d'un contrat programme pour la période 2010 – 2015.

Il assigne au secteur des assurances des objectifs chiffrés à atteindre à l'horizon 2015 :

- personnes couvertes en maladie en 2015 : près de 90% de la population ;
- nouveaux emplois à horizon 2015 : 55 000 directs et indirects ;
- prestations versées aux ménages et unités de production en 2015 : près de 20 à 25 Mrds Dh (+10 -15 Mrds Dh) ;
- baisse des victimes (accidents routiers et du travail) : près de 10 000 vies sauvées sur la période 2010 - 2015 ;
- sécurité routière : près de 6 Mrds Dh de PIB supplémentaire sur la période 2010-2015 ;
- placements en 2015 pour le secteur assurance et retraite : près de 400 Mrds Dh (+200 Mrds Dh) avec près de 40 à 45 Mrds Dh dans les secteurs clés, P2I et PME ;
- personnes nouvellement couvertes en micro assurance prévoyance à horizon 2015 : près de 5,5 millions de micro entrepreneurs et leurs ayants droit ;
- impôts en 2015 : près de 15 à 18 Mrds Dh (+100%).

Réglementation du marché

L'année 2009 a été particulièrement riche sur le plan réglementaire. En effet, la profession et l'Administration ont travaillé sur plusieurs projets de loi visant, entre autres :

- l'amélioration de l'organisation du marché, à travers la publication d'un arrêté fixant des nouveaux délais de reversement des primes par les intermédiaires d'assurances. Cet arrêté, applicable pour une période transitoire, du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2011, stipule que :
 - ✓ les primes encaissées par l'intermédiaire du 1er au 15 du mois doivent être reversées à la compagnie d'assurances au plus tard le 1er du mois suivant ;
 - ✓ les primes encaissées par l'intermédiaire du 16 au terme du mois doivent être reversées à la compagnie d'assurances au plus tard le 16 du mois suivant ;

- l'amélioration de l'offre d'assurance à travers l'élaboration de deux projets :
 - ✓ Un projet de loi instituant un régime de couverture des conséquences d'événements catastrophiques ;
 - ✓ Un projet de conditions générales-type du contrat d'assurance « Responsabilité Civile Décennale » ;
- l'amélioration de l'information des assurés à travers la remise systématique des notices d'information préalablement à la souscription des contrats d'assurance. Une commission paritaire Administration – Profession a examiné les modalités d'application de cette obligation légale, et a relevé des difficultés liées à la mention du prix d'assurance sur les notices d'information, notamment pour les produits d'assurance personnalisés.

f. L'évolution du marché de l'assurance au Maroc

1. Primes émises

Le secteur de l'assurance a enregistré une croissance de 12,3% en moyenne sur les 5 dernières années. En 2009, les primes émises se sont établies à 20,8 Mrds Dh vs. 13,2 Mrds Dh en 2005.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des primes émises de 2005 à 2009 :

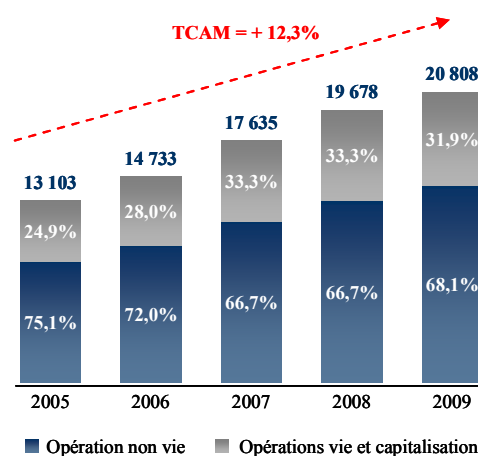
En Mdh	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Opération non vie	9 843	10 611	11 771	13 120	14 165	9,5%
Opérations vie et capitalisation	3 259	4 123	5 864	6 558	6 643	19,5%
Total des primes émises au Maroc	13 103	14 733	17 635	19 678	20 808	12,3%
Acceptations en réassurance Maroc	66	51	32	68	132	18,6%
Ensemble des opérations	13 169	14 784	17 667	19 746	20 940	12,3%

Source : DAPS

L'évolution des primes émises s'explique par la progression de toutes les catégories d'assurance des branches « vie » (+9,5%) et « non vie » (+19,5%).

Le graphique ci-après présente la ventilation des primes émises entre la branche « vie » et la branche « non vie » sur les 5 derniers années :

Répartition des primes émises par branche (en Mdh)



Source : DAPS

Bien que la branche « vie » ait connu une croissance à 2 chiffres (+19,5%) et que sa part de marché ait progressé sur les 5 dernières années, elle ne contribue qu'à hauteur de 31,7% des primes émises en

2009. Cependant, sa contribution s'est inscrite en hausse régulière sur la période puisque la branche vie représentait 24,9% du volume global de primes émises en 2005, gagnant ainsi 600 points de base sur la période.

2. Détails des primes de la branche vie

Les catégories d'assurance vie sont au nombre de 3 :

Les assurances individuelles : Catégorie d'assurances de personnes permettant à un particulier de souscrire un contrat d'assurance décès et/ou vie directement auprès d'une société d'assurance.

Les assurances de groupes : Contrat souscrit par une personne morale ou un chef d'entreprise en vue de l'adhésion d'un ensemble de personnes répondant à des conditions définies au contrat, pour la couverture des risques dépendant de la durée de la vie humaine.

Produits de Capitalisation : Le contrat de capitalisation, comme son nom l'indique, permet de capitaliser une somme ou plusieurs sommes qui ont été versées par un épargnant à l'intérieur d'un contrat qui peut être investi dans plusieurs types de supports diversifiés ou non (OPCVM, actions, obligations...). Pendant la durée de vie du contrat de capitalisation, l'épargnant peut retirer tout ou partie de ses fonds qui, sinon, lui sont versés à échéance du contrat, soit sous forme d'un capital représentant le montant investi majoré des intérêts capitalisés, soit sous forme d'une rente qui lui est versée tant qu'il est en vie.

La branche assurance « vie » a progressé de 19,5% en moyenne de 2005 à 2009 sous l'effet combiné de l'augmentation du taux de bancarisation et de la constitution d'une épargne importante à long terme. En 2009, les primes émises ont totalisé 6,6 Mrds Dh, à comparer avec un volume de 3,2 Mrds Dh enregistré en 2005.

Le tableau ci-après résume les activités de la branche « vie » ainsi que leurs évolutions sur la période 2005 – 2009 :

En Mdh	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Assurances individuelles	777	2 285	4 015	4 655	4 496	55,1%
Assurances de groupes	1 714	1 149	1 234	1 266	1 323	-6,3%
Capitalisation	769	688	616	637	824	1,7%
Opérations vie et capitalisation	3 259	4 123	5 864	6 558	6 643	19,5%

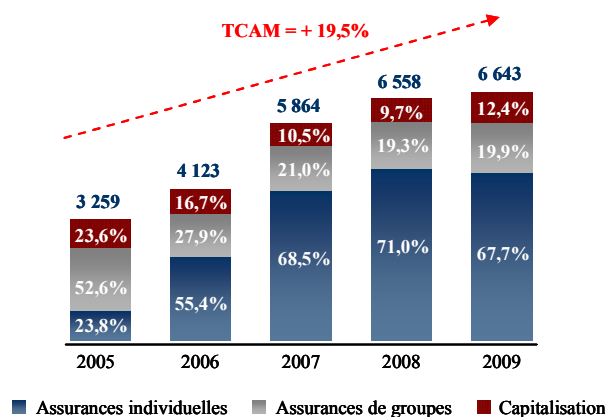
Source : DAPS

La progression de l'assurance vie est portée par la catégorie assurances individuelles qui a connu une croissance moyenne de 55,1% sur les 5 dernières années. Cette tendance s'explique par l'augmentation de l'épargne nationale brute qui a connu une croissance annuelle moyenne de 9,2%²⁴ sur la période 2005 – 2008 ainsi que par le développement de la bancassurance.

²⁴ Source : Bank Al-Maghrib, Rapport annuel 2008

Le graphique ci-dessous présente la répartition des primes émises de la branche vie sur la période 2005 -2009 :

Répartition des primes émises de la branche vie (en Mdh)



Source : DAPS

En 2005, les assurances de groupes représentaient plus de 50,0% des primes émises de la branche vie vs. 23,8% pour les assurances individuelles et 23,6% pour la capitalisation.

Dès 2006, les assurances individuelles s'accaparent la majorité des primes émises. Elles s'établissaient à 55,4% en 2006 pour atteindre 67,7% en 2009.

Cette tendance de répartition s'explique notamment par l'arrêté (n°1548-05) du ministre des Finances et de la Privatisation en date du 10 Octobre 2005 qui a élaboré une nouvelle classification des opérations d'assurance induisant un reclassement de certaines opérations en assurances individuelles alors qu'auparavant, elles s'inscrivaient dans la catégorie assurances de groupes. A titre d'exemple, les contrats de groupe contracté par une personne morale pour l'ensemble de ses salariés sont reclassés en contrats individuels.

3. Détails des primes de la branche non vie

Les catégories de la branche « non vie » sont au nombre de 10 :

Assurance automobile : contrat d'assurance couvrant les dégâts matériels causés par un accident de voiture mais aussi couvrant la Responsabilité Civile et qui représente la composante obligatoire dans les polices d'assurance automobile tel que stipulée par la loi. La responsabilité civile est engagée en raison d'un acte volontaire ou non, entraînant pour la personne qui est fautive ou qui est légalement présumée fautive, l'obligation de réparer le dommage qui a été subi par une ou plusieurs autres.

Assurance Corporels – Maladie – Maternité : Il s'agit d'assurances couvrant toutes ou parties des dépenses relatives à la santé.

Assurance du travail et maladies professionnelles : Il s'agit de polices couvrant les accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail à toute personne salariée ou travaillant à quelque titre que ce soit, pour un ou plusieurs employeurs ou chefs d'entreprise. Ils concernent aussi la couverture de maladies développées à l'occasion de la réalisation du travail d'une personne.

Assurance Transports : Assurance liée au transport de marchandises et de personnes.

Assurance Incendie et éléments naturels : Police couvrant les dommages causés par un incendie et/ou une catastrophe naturelle.

Assurance des risques techniques : Polices couvrants les risques chantier, montage de machines, bris de machines, les risques informatiques, les pertes pécuniaires et la responsabilité décennale.

Responsabilité Générale Civile : Assurance couvrant la Responsabilité Civile résultant de l'emploi des véhicules fluviaux, maritimes, aériens et autres.

Assistance : Assurance permettant d'assister l'assuré en cas de survenance d'un événement.

Assurance crédit : Assurance permettant de rembourser le crédit de l'assuré si ce dernier était dans l'incapacité de la faire.

Autres : Polices d'assurance couvrant principalement le vol, la mortalité du bétail et les accidents ou pertes causés par la grêle ou la gelée.

L'assurance non vie a progressé de manière soutenue sur les 5 dernières années. Elle enregistre une progression moyenne de 9,5% sur la période 2005 – 2009.

L'évolution des catégories d'assurance non vie sur la période 2005 – 2009 se présente comme suit :

En Mdh	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Véhicules terrestres à moteur	4 655	4 884	5 428	5 991	6 588	9,1%
Accidents Corporels - Maladie - Maternité	1 750	1 932	2 228	2 462	2 624	10,7%
Accidents du travail et maladies professionnelles	1 223	1 384	1 477	1 658	1 831	10,6%
Transport	626	588	682	788	692	2,5%
Incendie et éléments naturels	690	770	800	868	942	8,1%
Assurances des risques techniques	158	206	235	293	265	13,7%
Responsabilité civile générale	230	280	343	386	424	16,5%
Assistance	373	388	415	491	583	11,8%
Assurance crédit	26	29	38	47	53	19,5%
Autres	111	150	124	136	164	10,2%
Opération Non vie	9 843	10 611	11 771	13 120	14 165	9,5%

Source : DAPS

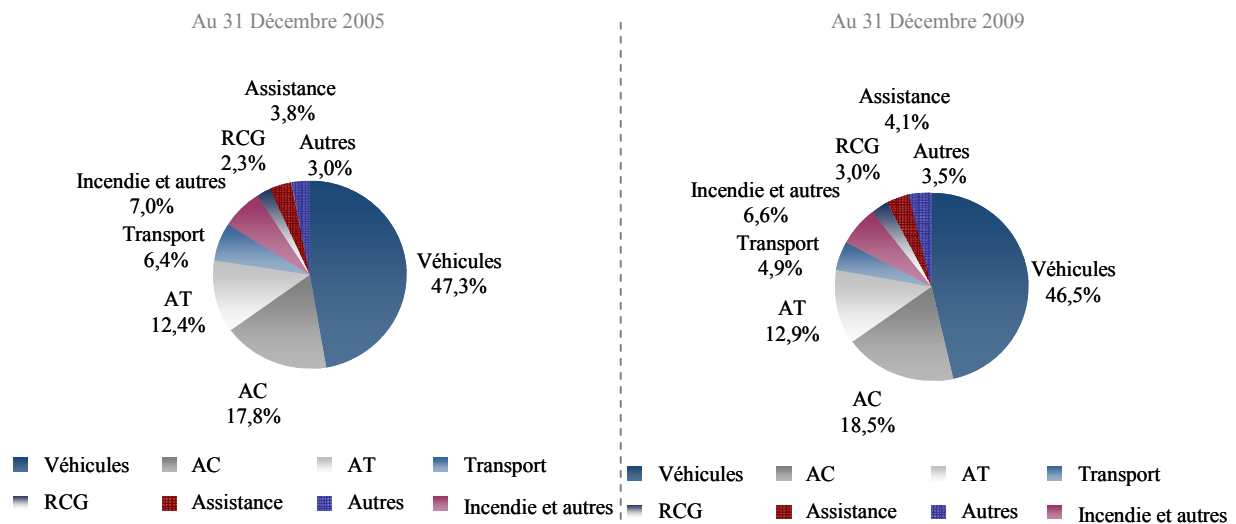
La tendance à la hausse des primes émises par la branche non vie s'explique par la progression des catégories d'assurance suivantes :

- véhicules terrestres à moteur (+9,1%) en ligne avec la hausse des ventes de véhicules neufs sur la période 2006 – 2009 (+9,3%)²⁵ ;
- accidents du travail et maladies professionnelles (+10,7%) ;
- accidents corporels – maladie – maternité (+10,6%). Cette catégorie capitalise sur l'entrée en vigueur de la réglementation (depuis 2002) instaurant l'Assurance Maladie Obligatoire ;
- assistance (+11,8%).

²⁵ Association Marocaine pour l'industrie et le commerce de l'automobile

Le graphique ci-dessous présente la répartition des catégories constitutives de la branche non vie :

Répartition des primes émises de la branche non vie



La quote-part de chaque catégorie d'assurance de la branche non vie est restée quasiment inchangée sur la période 2005 – 2009. A noter un gain de part de marché de l'assurance corporelle (+70 points) et de l'assurance de travail (+50 points) et une perte de part de marché des catégories véhicules (-80 points), transport (-150 points) et incendie et autres (-40 points).

Les assurances Véhicules, corporelles et de travail demeurent les principaux produits générateurs de primes émises puisqu'elles représentent 77,9% du total des primes émises en 2009 vs. 77,5% en 2005.

4. Prestations et Frais

Les prestations et frais sont les dépenses qui reviennent à l'assureur quand un risque se réalise et ce, en conformité avec les clauses du contrat d'assurance signé entre l'assureur et l'assuré.

Les prestations et frais s'établissent à fin 2009 à 17,5 Mrds Dh marquant ainsi une hausse moyenne de 10,8% par rapport à 2005 où ils s'établissaient à 11,6 Mrds Dh.

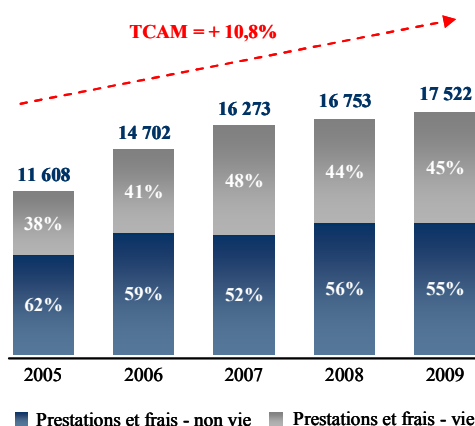
Le tableau ci-dessous présente l'évolution des Prestations et Frais de 2005 à 2009 :

En Mdh	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Prestations et Frais - Non vie	7 177	8 692	8 499	9 397	9 613	7,6%
Prestations et Frais - Vie	4 431	6 010	7 774	7 357	7 910	15,6%
Prestations et Frais totaux	11 608	14 702	16 273	16 753	17 522	10,8%

Source : DAPS

Le graphique ci-après présente la ventilation des prestations et frais entre la branche « vie » et la branche « non vie » sur les 5 dernières années :

Répartition des prestations et frais par branche (en Mdh)



Source : DAPS

Entre 2005 et 2009, la répartition des prestations et frais connaît une inversion de tendance entre les parts relatives aux branches vie et non vie.

En effet, les prestations et frais liés à la branche non vie représentaient en 55% des prestations et frais totaux s'établissant à 9,6 Mrds Dh contre une contribution de 62% en 2005 pour un volume de 7,2 Mrds Dh.

De leur côté, les prestations et frais liés à la branche vie s'inscrivent en hausse sur la période 2005 – 2009. Ils représentent 45% des prestations et frais totaux en 2009 vs. 38% en 2005 soit une augmentation de 700 points de base.

En valeur, les prestations et frais liés à la branche vie s'établissent à 7,9 Mrds Dh en 2009 comparativement à 4,4 Mrds Dh en 2005, soit une croissance moyenne de 15,6% sur la période 2005 – 2009. Quant aux prestations et frais liés à la branche non vie, ils connaissent une croissance moyenne annuelle de 7,6% sur la même période.

5. Provisions Techniques

Les provisions techniques sont un compte d'épargne accumulé par l'entreprise d'assurances et de réassurance pour faire face à ses engagements envers les assurés et bénéficiaires de contrats d'assurance.

Les provisions techniques ont enregistré une hausse de 9,4% en moyenne sur les 5 dernières années. En 2009, elles s'établissent à 90,7 Mrds Dh vs. 63,2 Mrds Dh en 2005.

Le tableau suivant présente l'évolution de la répartition des provisions techniques sur la période 2005 – 2009 :

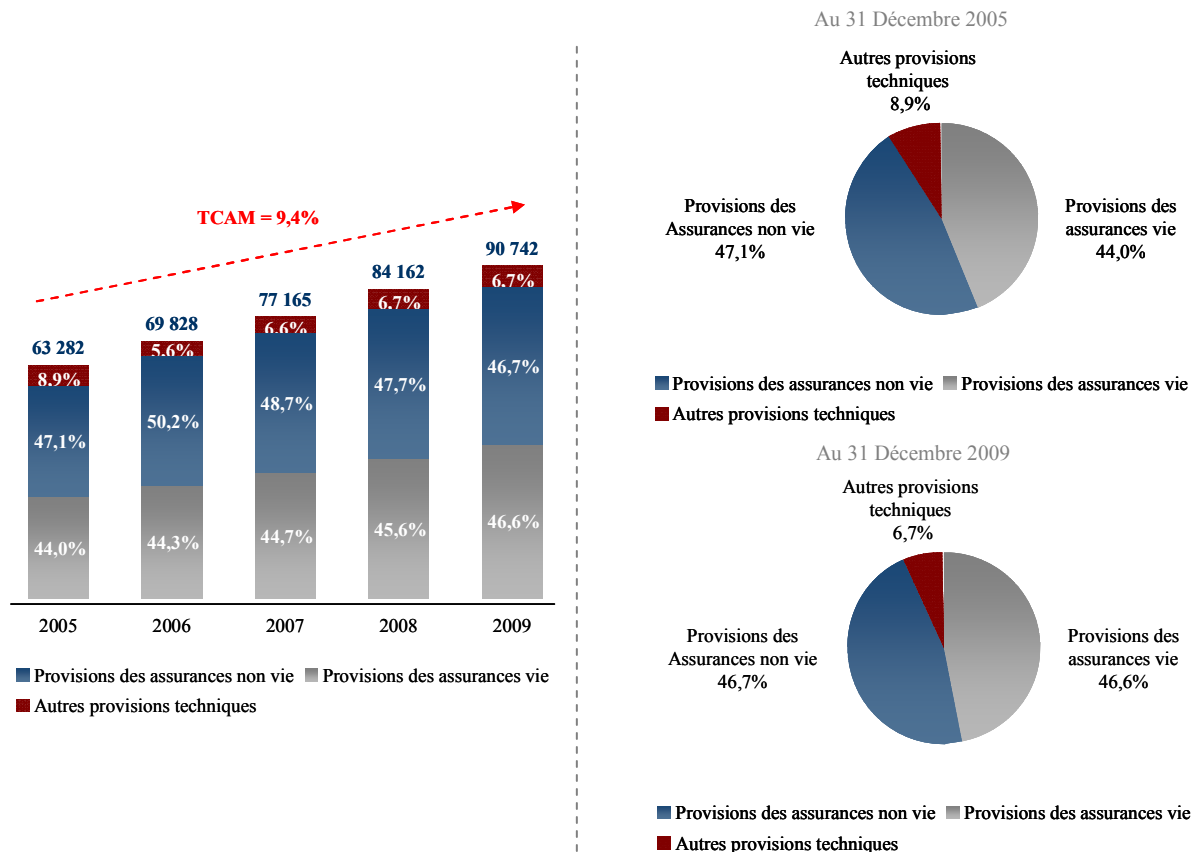
En Mdh	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Provisions Techniques « Vie »						
Provisions des assurances vie	27 842	30 912	34 476	38 377	42 299	11,0%
Total Provision Techniques « Vie »	27 842	30 912	34 476	38 377	42 299	11,0%
Provisions Techniques « Non Vie »						
Provisions pour sinistres à payer	29 821	35 035	37 577	40 105	42 351	9,2%
Provisions pour primes non acquises	1 894	2 060	2 284	2 594	2 768	9,9%
Total Provision Techniques « Non Vie »	31 175	37 095	39 861	42 699	45 119	9,7%
Autres Provisions Techniques						
Autres provisions techniques	3 725	1 820	2 829	3 087	3 325	-2,8%
Total autres Provision Techniques	3 725	1 820	2 829	3 087	3 325	-2,8%
Provisions techniques totales	63 282	69 828	77 165	84 162	90 742	9,4%

Source : DAPS

L'évolution des provisions techniques s'explique par la hausse moyenne sur la période 2005 – 2009, des provisions liées à la branche vie (+11,0%), à la branche « non vie » (+9,2%) et à celles relatives aux primes non acquises (+9,9%). A noter que les autres provisions diminuent en moyenne de 2,8% sur la même période.

Le graphique ci-après présente la ventilation des provisions techniques entre la branche « vie », la branche « non vie » et d'autres provisions techniques sur la période 2005 – 2009 :

Evolution des provisions techniques (en Mdh)



Source : DAPS

La contribution des provisions relatives à l'assurance « vie » dans le total des provisions techniques gagnent 260 points de bases en 2009 à 46,6% comparé à 44,0% en 2005. Cette tendance s'explique par l'évolution de 15,6% en moyenne des prestations et frais liées à la branche vie sur les 5 dernières années.

La contribution des provisions relatives à l'assurance « non vie » dans le montant total des provisions techniques perd 40 points de base en 2009 à 46,7% vs. 47,1% en 2005, du fait du développement des produits d'assurance « vie » sur la même période.

La contribution des autres provisions techniques dans le total des provisions techniques perd 220 points de base en 2009 à 6,7% comparé à 8,9% en 2005.

6. Placements affectés aux opérations d'assurance

Les placements ont connu une croissance moyenne supérieure à celle des provisions techniques. Ils progressent de 11,0% à 91,6 Mrds Dh en 2009 comparé à 60,3 Mrds Dh en 2005.

Le tableau suivant présente l'évolution de la répartition des placements affectés aux opérations d'assurances sur la période 2005 – 2009 :

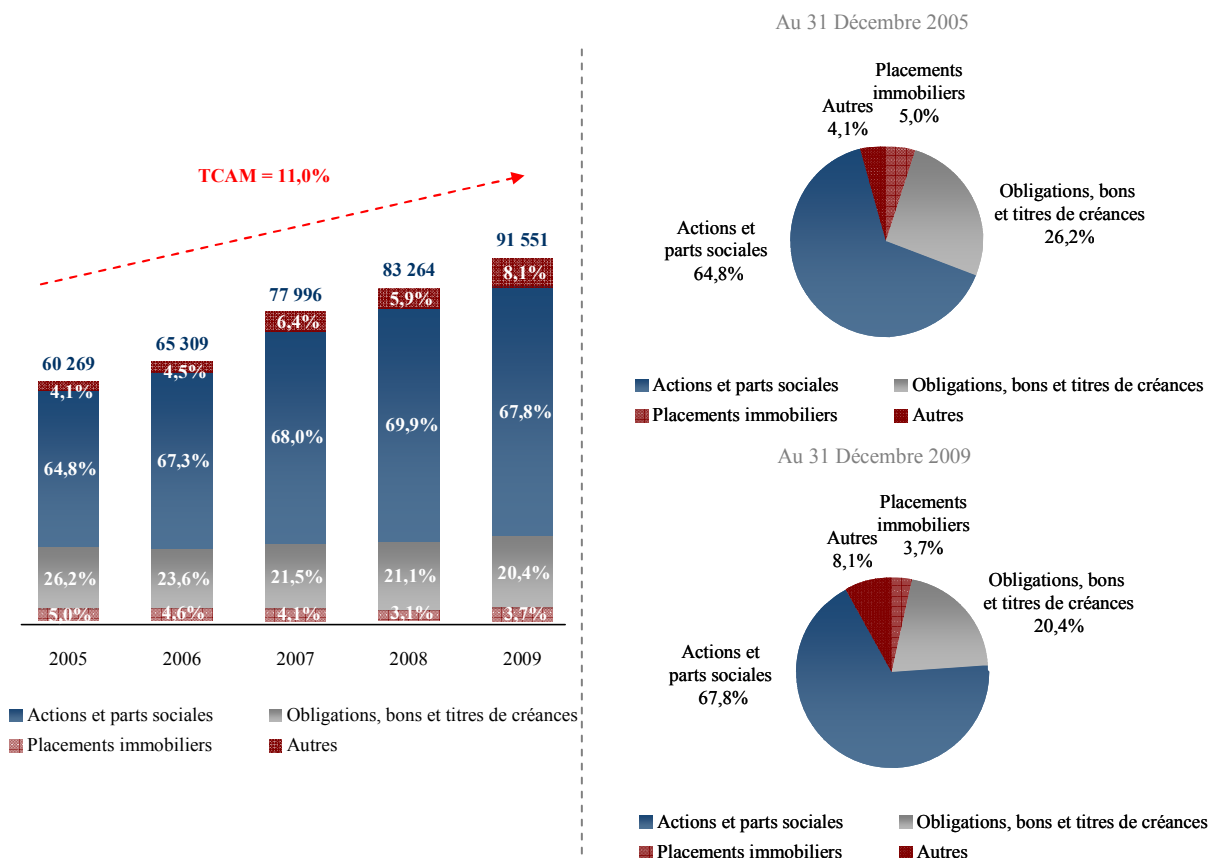
En Mdh	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Placements immobiliers	3 000	3 030	3 165	2 556	3 411	3,3%
Obligations, bons et titres de créances négociables	15 766	15 432	16 771	17 563	18 714	4,4%
Actions et parts sociales	39 045	43 937	53 030	58 221	62 047	12,3%
Prêts et effets assimilés	768	882	1 002	1 108	1 219	12,2%
Dépôts en comptes indisponibles	287	1 302	3 273	2 955	5 182	106,2%
Placements affectés aux contrats en unités de compte	0	0	83	222	200	NA
Dépôts auprès des cédantes	21	23	28	25	28	7,5%
Autres Placements	1 383	703	644	614	751	-14,2%
Total des placements nets	60 269	65 309	77 996	83 264	91 551	11,0%

Source : DAPS

Cette croissance s'explique par la progression des provisions techniques liée à la hausse des primes émises dans les branches « vie » et « non vie » et de la propension de certains assureurs à sur placer des fonds comparés au niveau de leurs provisions techniques.

Le graphique ci-après présente la ventilation des placements entre différents actifs entre 2005 et 2009 :

Evolution des placements affectés aux opérations d'assurance (en Mdh)



Source : DAPS

La part des actions et parts sociales dans le total des placements gagne 300 points de base à 67,8% en 2009 comparé à 64,8% en 2005. Cette observation s'explique par un rendement plus important sur les placements dans ces types d'actifs.

Les obligations, bons et titres de créances contribuent à hauteur de 20,4% en 2009 vs. 26,2% en 2005 soit, une perte de 580 points de base. Cette tendance s'explique par la baisse des taux sur le marché obligataire marocain sur les 5 dernières années.

La contribution des autres placements augmente de 400 points de base à 8,1% en 2009 comparé à 4,1% en 2005.

Les placements immobiliers voient leur part dans le total des placements diminuer de 130 points de base à 3,7% en 2009 comparativement à 5,0% en 2005.

7. Récapitulatif

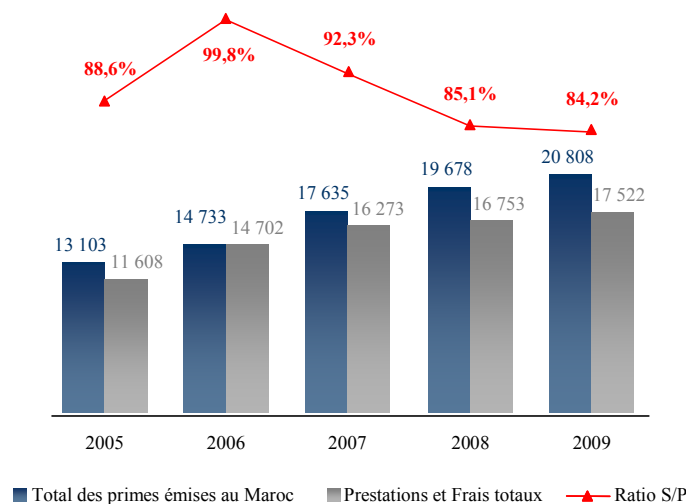
Le tableau ci-dessous présente l'évolution des primes émises, des prestations et frais et du ratio S/P²⁶ de 2005 à 2009 :

En Mdh	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Total des primes acquises au Maroc	13 103	14 733	17 635	19 678	20 808	12,3%
Prestations et Frais totaux	11 608	14 702	16 273	16 753	17 522	10,8%
Ratio S/P	88,6%	99,8%	92,3%	85,1%	84,2%	-438 pts

Source : DAPS

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des primes acquises, des prestations et frais et du ratio S/P sur la période 2005 – 2009 :

Evolution des Primes émises, des Prestations et Frais et du ratio S/P (en Mdh)



Source : DAPS

Le ratio S/P a diminué de 438 points de base sur la période de 2005 – 2009 pour s'établir à 84,2% en 2009.

²⁶ (Prestations et Frais)/(Primes émises)

Récapitulatif branche vie

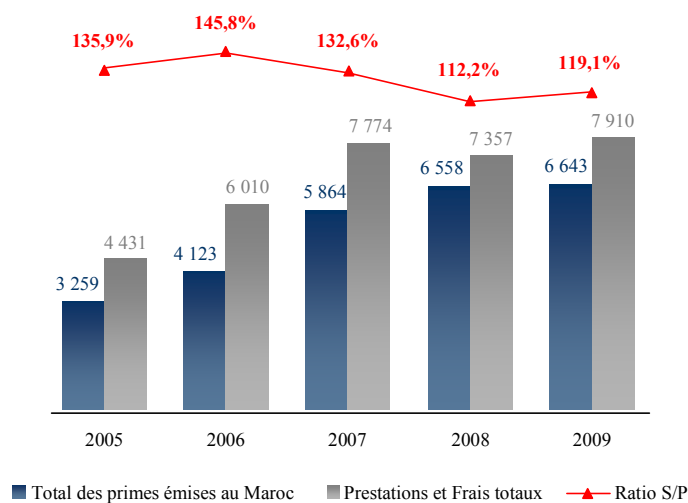
Le tableau ci-dessous présente l'évolution des Primes émises, des Prestations et Frais et du ratio S/P de la branche vie de 2005 à 2009 :

En Mdh	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Primes émises - vie et capitalisation	3 259	4 123	5 864	6 558	6 643	19,5%
Prestations et Frais - Vie	4 431	6 010	7 774	7 357	7 910	15,6%
Ratio S/P	135,9%	145,8%	132,6%	112,2%	119,1%	-1 688 pts

Source : DAPS

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des primes acquises, des prestations et frais et du ratio S/P de la branche vie sur la période 2005 – 2009 :

Evolution des Primes émises, des Prestations et Frais et du ratio S/P – vie (en Mdh)



Source : DAPS

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des provisions mathématiques, des prestations et frais payés et de la Duration²⁷ des contrats de la branche vie sur la période 2005 – 2009 :

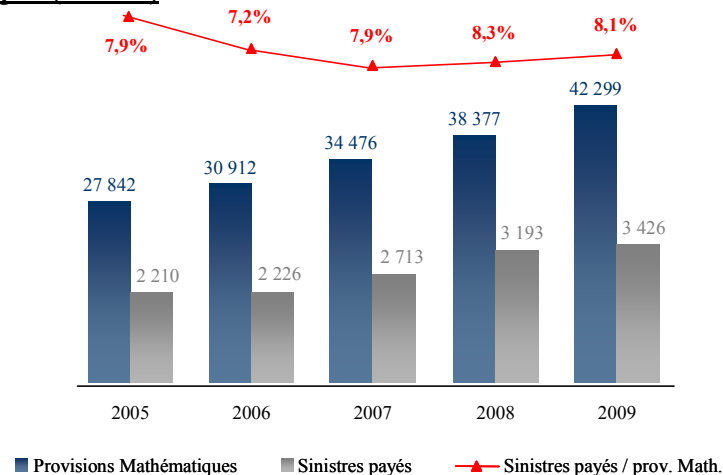
En Mdh	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Provisions Mathématiques	27 842	30 912	34 476	38 377	42 299	19,5%
Sinistres Payés	2 210	2 226	2 713	3 193	3 426	15,6%
Sinistres Payés/Prov. Math.	7,9%	7,2%	7,9%	8,3%	8,1%	16 pts

Source : DAPS

²⁷ (Prestations Payés)/(Stocks des provisions mathématiques)

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des provisions mathématiques, des prestations et frais payés et du ratio sinistres payés sur provisions mathématiques des contrats de la branche vie sur la période 2005 – 2009 :

Evolution des provisions mathématiques, des prestations et frais payés et du ratio sinistres payés / provisions mathématiques (en Mdh)



Source : DAPS

Le ratio, sinistres payés sur provisions mathématiques augmente de 16 points de base entre 2005 et 2009 à 8,1% en 2009. Le ratio S/P diminue de 1 688 points de base sur les 5 dernières années à 119,1% en 2009. A noter l'augmentation de ce dernier de 690 points de base entre 2008 et 2009. Cette tendance s'expliquerait par des contrats vie qui arrivent à échéance plus rapidement que par le passé et donc que les assureurs perçoivent des souscriptions de plus en plus tard.

Récapitulatif branche non vie

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution des Primes émises, des Prestations et du ratio S/P²⁸ des catégories d'assurance de la branche « non vie » sur la période 2005 – 2009 :

En Mdh	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Opération Non vie						
Véhicules terrestres à moteur						
Primes	4 655	4 884	5 428	5 991	6 588	9,1%
Sinistres globaux	3 703	4 314	4 138	4 280	4 834	6,9%
Ratio S/P	79,5%	88,3%	76,2%	71,4%	73,4%	77,8%
Accidents corporels - maladie - maternité						
Primes	1 750	1 932	2 228	2 462	2 624	10,7%
Sinistres globaux	1 219	1 312	1 528	1 698	1 769	9,8%
Ratio S/P	69,7%	67,9%	68,6%	69,0%	67,4%	68,5%
Accidents du travail et maladies professionnelles						
Primes	1 223	1 384	1 477	1 658	1 831	10,6%
Sinistres globaux	1 444	2 100	1 447	1 591	1 420	-0,4%
Ratio S/P	118,1%	151,8%	97,9%	96,0%	77,6%	108,3%
Transport						
Primes	626	588	682	788	692	2,5%
Sinistres globaux	367	317	556	490	245	-9,6%
Ratio S/P	58,6%	53,8%	81,6%	62,2%	35,4%	58,3%
Incendie et autres						
Primes	690	770	800	868	942	8,1%
Sinistres globaux	13	259	408	436	369	131,4%
Ratio S/P	1,9%	33,6%	51,1%	50,3%	39,2%	35,2%
Responsabilité civile générale						
Primes	230	280	343	386	424	16,5%
Sinistres globaux	137	77	74	166	355	26,9%
Ratio S/P	59,6%	27,5%	21,7%	42,9%	83,8%	47,1%
Assistance						
Primes	373	388	415	491	583	11,8%
Sinistres globaux	188	210	222	267	283	10,8%
Ratio S/P	50,3%	54,2%	53,4%	54,3%	48,6%	52,1%
Autres						
Primes	296	385	398	475	482	13,0%
Sinistres globaux	92	81	90	418	283	32,4%
Ratio S/P	31,2%	21,0%	22,7%	88,0%	58,7%	44,3%
Total						
Primes	9 843	10 611	11 771	13 120	14 165	9,5%
Sinistres globaux	7 177	8 692	8 499	9 397	9 613	7,5%
Ratio S/P	72,9%	81,9%	72,2%	71,6%	67,9%	73,3%

²⁸ (Prestations et Frais)/(Primes émises)

Les ratios S/P des différentes catégories d'assurance s'inscrivent dans une tendance baissière à l'exception des catégories « Incendie et autres », « RCG » et « Autres ». La vague de privatisation enclenchée à l'avènement du nouvel millénaire a permis le passage d'un certain nombre de compagnies dans le secteur privé et ainsi d'adopter les pratiques de bonne gouvernance, améliorant par la même occasion la qualité de leurs portefeuilles.

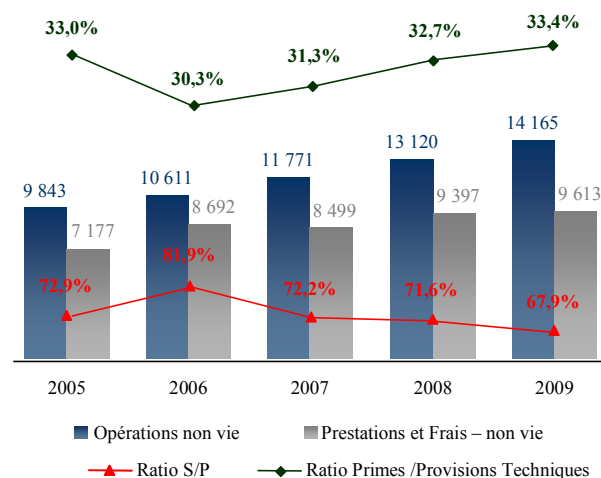
Les catégories qui ont connu une hausse de leurs ratios S/P concentrent beaucoup de risques sur quelques contrats. L'occurrence d'un risque voit la sinistralité progresser sensiblement d'où des ratios très volatiles.

La catégorie présentant le ratio S/P le plus bas est l'assurance « incendie et autres » avec une moyenne de S/P sur la période 2005 – 2009 à 35,2%. La moyenne S/P sur les 5 dernières années la plus élevée revient à la catégorie « Accidents du travail et maladies professionnelles ».

La moyenne sur les 5 dernières années du ratio S/P de la catégorie automobile, catégorie émettant le plus de prime, ressort à 73,4% comparé à 68,5% pour la moyenne S/P de la catégorie « Accidents corporels – maladie – maternité ». La variation entre ces 2 catégories s'explique par la forte concurrence qui anime les différents intervenants dans la catégorie automobile et qui induise une pression sur les prix des contrats.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des primes acquises, des prestations et frais et du ratio S/P de la branche non vie sur la période 2005 – 2009 :

Evolution des Primes émises, des Prestations et Frais, du ratio S/P et du ratio Primes/Provisions Techniques – non vie (en Mdh)



Source : DAPS

Le ratio S/P a diminué de 530 points de base sur la période 2005 – 2009 pour s'établir à 67,5% en 2009. Cette tendance pourrait s'expliquer par une baisse des sinistralités sous l'effet d'un portefeuille de meilleure qualité.

Le ratio Primes émises/Provisions Techniques – non vie est en constante hausse sur la période 2006 – 2009 pour s'établir à 33,4% en 2009. Ce constat s'explique par la hausse des primes émises de la branche « non vie » couplée à la baisse de la charge globale de sinistres enregistrée.

g. Positionnement des acteurs du secteur des assurances

A fin 2009, le secteur de l'assurance est composé de 13 compagnies d'assurances dont 8 présentes sur les branches vie et non vie (Atlanta, Axa Assurance Maroc, CNIA SAADA Assurance, La Marocaine Vie, RMA Watanya, Sanad, Wafa Assurance et Zurich Assurance Maroc), 1 spécialisée en assurance crédit (Euler Hermes Acmar), 1 spécialisée en assurance transport (Compagnie d'Assurance Transport) et 3 spécialisées dans l'assistance (Axa – Assistance Maroc, Isaaf Mondial Assistance et Maroc Assistance International).

Les mutuelles sont au nombre de 3 dont 2 commercialisent les produits de vie et non vie (MAMDA et MCMA) et 1 est spécialisée dans l'assurance transport (MATU).

Répartition des primes émises par acteurs

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires des compagnies d'assurance et des mutuelles sur la période 2005 – 2009 :

En Mdh	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Compagnie d'assurance						
Wafa Assurance	1 622	2 390	3 528	4 154	4 298	27,6%
RMA Watanya	2 887	3 055	3 555	4 002	4 206	9,9%
Axa Assurance Maroc	2 194	2 393	2 538	2 866	3 061	8,7%
CNIA Assurance	1 144	1 207	1 375	1 543	2 830	9,2%*
Assurances Es Saada	848	930	1 051	1 172	NA	
Sanad	794	957	1 053	1 127	1 194	10,7%
Atlanta	786	844	952	1 049	1 132	9,5%
La Marocaine Vie	592	556	872	783	853	9,6%
Zurich Assurance Maroc	478	504	621	741	821	14,5%
Compagnie d'Assurance Transport	569	589	616	628	634	2,7%
Isaaf Mondial Assistance	166	167	184	236	283	14,3%
Maroc Assistance International	193	203	214	236	275	9,3%
Euler Hermes Acmar	26	29	38	47	49	17,2%
Axa – Assistance Maroc	14	18	17	19	24	14,5%
Mutuelles						
MCMA	325	431	581	644	753	23,4%
MAMDA	288	305	307	382	365	6,1%
MATU	204	207	219	226	204	0,0%
Total	13 130	14 784	17 721	19 855	20 982	12,4%

Source : FMSAR

* TCAM calculé sur la base des données de CNIA Assurance et Assurances Es Saada

Les compagnies d'assurance et les mutuelles généralistes (vie et non vie) enregistrent des croissances moyennes comprises entre 8,7% et 10,7% sur la période 2005 – 2009 à l'exception de :

- Wafa Assurance (+27,6%) ; la Compagnie a mis en place une stratégie axée sur la branche vie et l'assurance automobile, principaux leviers de croissance du secteur ;
- Zurich Assurance Maroc (+14,5%) ; la société s'est spécialisé dans la commercialisation de produits d'assurance pour les entreprises ;
- MCMA (+23,4%).

A l'inverse, les compagnies et les mutuelles qui n'investissent qu'une catégorie d'assurance (Compagnie d'Assurance Transport et MATU) connaissent une faible croissance moyenne de 2005 à 2009 (inférieur à 3%).

Les compagnies spécialisées dans l'assistance connaissent une croissance à 2 chiffres du fait d'une demande de plus en plus importante pour les produits d'assistance.

En 2009, les six leaders du secteur de l'assurance se partagent près de 79,7% de parts de marché contre 78,3% en 2005. La structure du marché a peu évolué depuis 2005 à l'exception notable des gains de part de marché enregistrée par Wafa Assurance qui la voit évoluer de 12,4% en 2005 à 20,5% en 2009.

Cette tendance générale s'explique par des stratégies commerciales innovantes à même de fidéliser une base de clients installée.

Prestation et frais payés

Le tableau suivant présente l'évolution des prestations et frais payés par les compagnies d'assurance et des mutuelles sur la période 2005 – 2009 :

En Mdh	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Compagnie d'assurance						
RMA Watanya	1 719	1 572	1 835	2 160	2 274	7,2%
Axa Assurance Maroc	1 661	1 529	1 692	1 834	1 921	3,7%
CNIA Assurance	814	832	853	958	1 703	6,3%*
Assurances Es Saada	519	577	742	812	NA	
Wafa Assurance	1 136	1 172	1 297	1 387	1 667	10,1%
Sanad	515	541	556	587	668	6,7%
Atlanta	452	501	476	561	541	4,6%
Compagnie d'Assurance Transport	423	379	387	450	461	2,2%
La Marocaine Vie	193	233	260	384	408	20,6%
Zurich Assurance Maroc	256	261	292	308	354	8,4%
Maroc Assistance Internationale	132	133	146	128	130	-0,3%
Isaaf Mondial Assistance	46	54	75	88	108	23,7%
Euler Hermes Acmar	18	8	8	9	19	1,4%
Axa – Assistance Maroc	1	2	3	5	8	68,2%
Mutuelles						
MCMA	282	239	269	290	358	6,2%
MATU	183	190	162	198	225	5,3%
MAMDA	155	126	136	142	146	-1,5%
Total	8 505	8 350	9 188	10 298	10 990	6,6%

Source : DAPS

* TCAM calculé sur la base des données de CNIA Assurance et Assurances Es Saada

A l'exception de la MAMDA et de Maroc Assistance Internationale qui affichent une baisse moyenne de leurs prestations et frais payés de respectivement 1,3% et 0,3% sur la période 2007 – 2009, les autres compagnies d'assurance enregistrent une hausse moyenne de leurs prestations et frais payés qui varie entre 1,4% (pour Euler Hermes Acmar) et 68,2% (pour Axa Assistance Maroc).

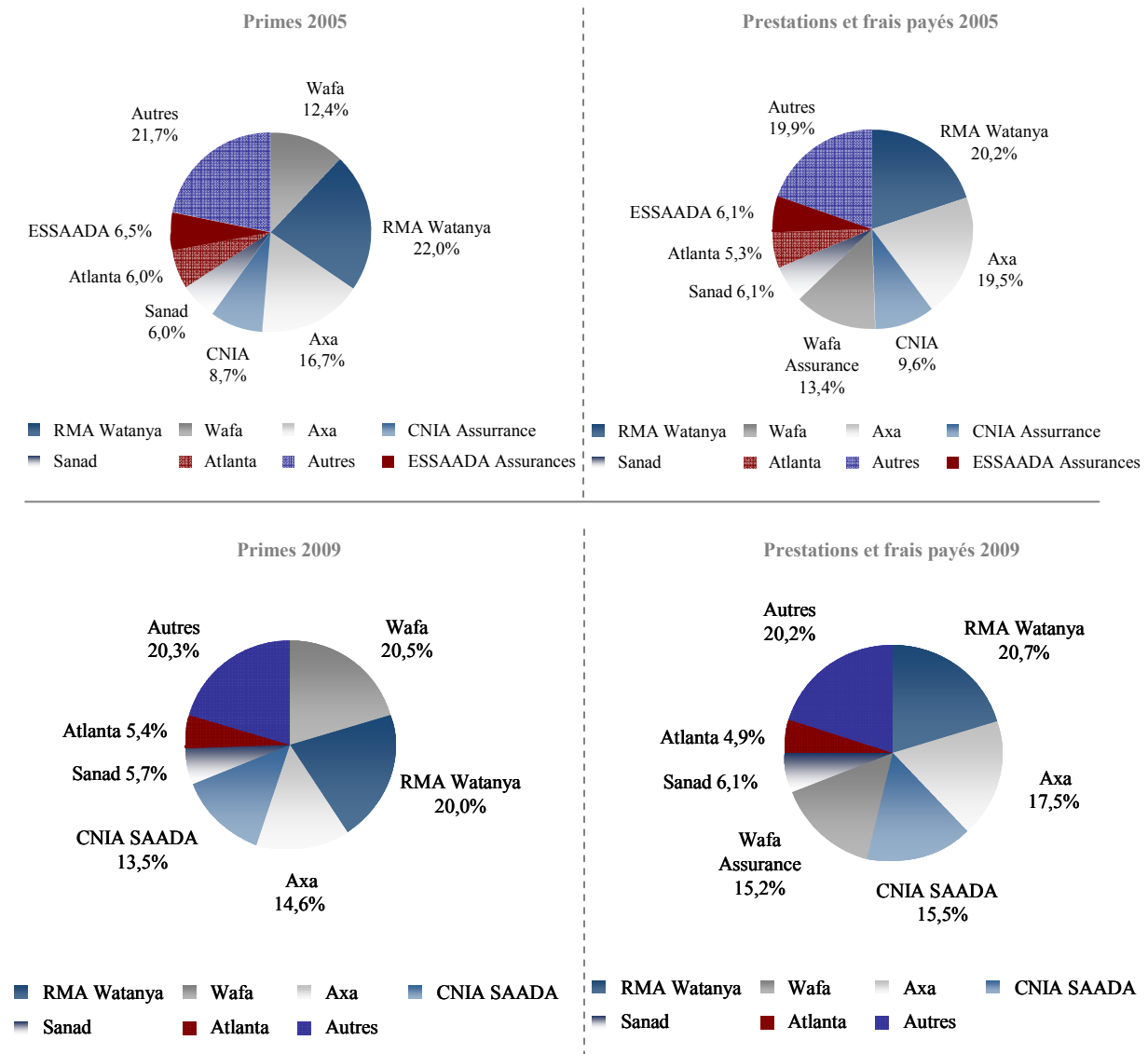
En 2009, les six premières compagnies d'assurance contribuent à hauteur de 79,8% dans le total des prestations et frais payés à comparer à une contribution de 80,1% du total en 2005. Ils améliorent donc la qualité de leurs portefeuilles d'assurance.

D'une manière générale, la hausse générale des prestations et frais payés entre 2005 et 2009 est corrélée à la progression des primes émises, à l'exception de MAMDA et de Maroc Assistance Internationale qui enregistrent un recul du volume des prestations et frais payés en dépit de la hausse enregistrée pour les primes émises.

Récapitulatif

Le graphique ci-dessous met en relation les primes émises par les assureurs et leurs prestations et frais payés de 2005 à 2009 :

Parts de marché et prestations et frais payés par les assureurs de 2005 à 2009²⁹



Source : FMSAR et DAPS

En 2005, primes émises et prestations et frais payés étaient parfaitement corrélés. En effet, le leader du secteur en termes d'émission des primes était aussi le premier contributeur dans le total des prestations et frais payés et ainsi de suite (en 2005, CNIA Assurance et Assurances Es Saada n'étant pas encore fusionnées, la somme de leurs contributions dans les primes et prestations globales est nécessaire pour apprécier le commentaire au dessus).

²⁹ La catégorie « Autres » est constituée des sociétés Compagnie d'Assurance Transport, La Marocaine Vie, MCMA, Zurich Assurance Maroc, MATU, MAMDA, Maroc Assistance Internationale, Isaaf Mondial Assistance, Euler Hermes Acmar et Axa-Assistance Maroc.

Provisions Techniques

Les provisions techniques du secteur progresse en moyenne de 9,4% sur la période 2005 – 2009 à 90,7 Mrds Dh en 2009 comparé à 63,3 Mrds Dh en 2005.

Le tableau suivant présente l'évolution des provisions techniques des différents intervenants du secteur de l'assurance au Maroc sur la période 2005 – 2009 :

En Mdh	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Compagnie d'assurance						
RMA Watanya	14 478	15 713	17 650	19 463	21 058	9,8%
Wafa Assurance	8 450	9 802	11 850	14 176	16 264	17,8%
Axa Assurance Maroc	12 620	13 144	13 936	14 719	15 316	5,0%
CNIA Assurance	5 996	6 595	7 525	7 899	11 596	9,4%*
Assurances Es Saada	2 105	3 704	3 142	3 171	NA	
Compagnie d'Assurance Transport	4 437	4 515	4 592	4 712	4 839	2,2%
La Marocaine Vie	2 540	2 891	3 562	3 950	4 449	15,0%
Sanad	3 085	3 103	3 340	3 605	3 646	4,3%
Atlanta	2 950	3 144	3 293	3 400	3 641	5,4%
Zurich Assurance Maroc	1 584	1 710	1 757	1 965	2 168	8,2%
Maroc Assistance Internationale	65	79	68	95	137	20,6%
Euler Hermes Acmar	34	38	56	92	80	23,7%
Isaaf Mondial Assistance	45	57	57	79	79	15,2%
Axa – Assistance Maroc	4	0	4	4	9	22,8%
Mutuelles						
MCMA	2 214	2 542	3 092	3 444	3 930	15,4%
MAMDA	1 356	1 469	1 724	1 816	1 925	9,2%
MATU	1 318	1 365	1 517	1 573	1 606	5,1%
Total	63 281	69 871	77 165	84 162	90 742	9,4%

Source : DAPS

* TCAM calculé sur la base des données de CNIA Assurance et Assurances Es Saada

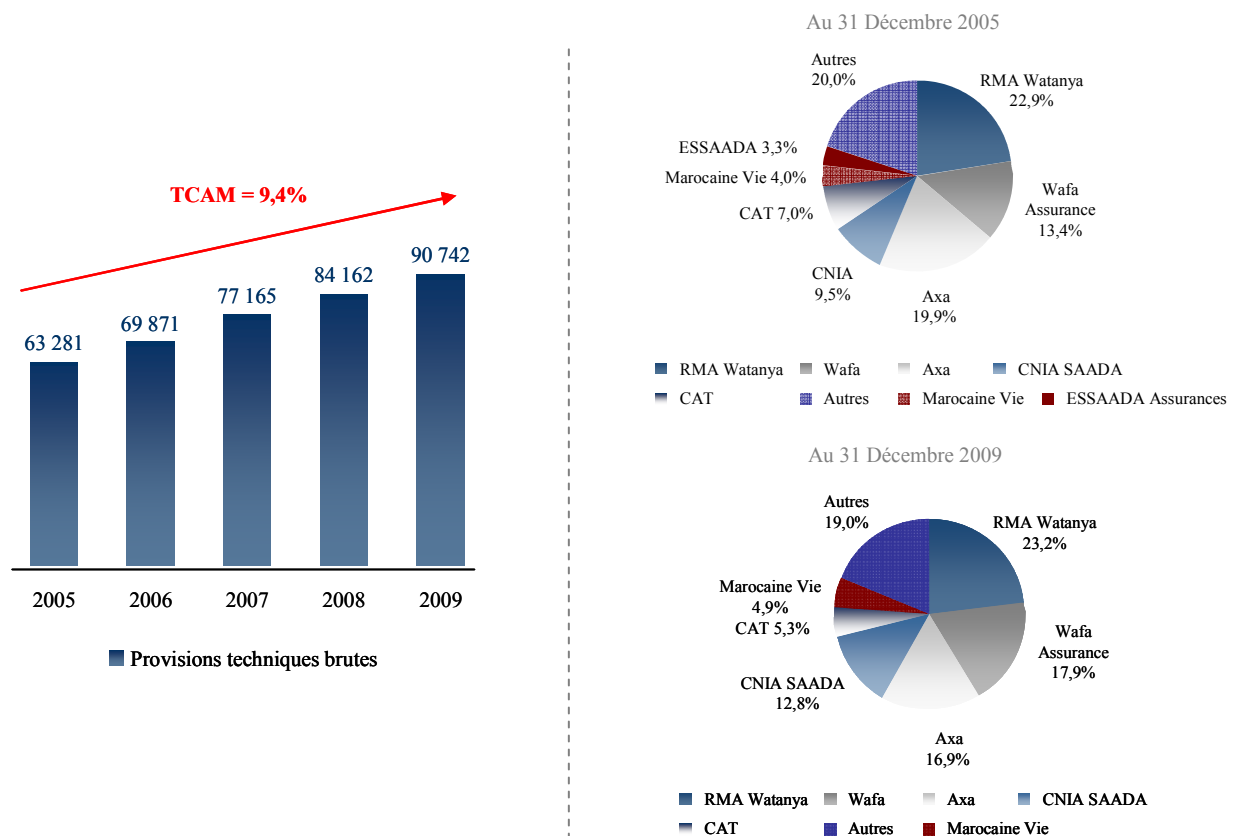
Le chiffre d'affaires du secteur de la branche vie enregistre une hausse de 19,7%, celui de la branche non vie 9,6% alors que les prestations et frais payés n'augmentent que de 6,6% sur la même période. De ce fait, la variation moyenne des provisions techniques sur la période étudiée est due à l'augmentation des provisions pour sinistres à payer. Le détail des variations des principaux acteurs du secteur se détaille comme suit :

- Wafa Assurance enregistre sur la période 2005 – 2009, une progression moyenne de ses provisions techniques de 17,8% à 16,3 Mrds dh en 2009 en ligne avec ses gains de part de marché principalement dans la branche vie ;
- Les provisions techniques de RMA Watanya et CNIA SAADA Assurance enregistrent sur la période 2005 – 2009 une hausse moyenne respective de 9,8% et 9,4% à 21,1 Mrds Dh et à 11,6 Mrds Dh en 2009. Leurs chiffres d'affaires respectifs augmentent en moyenne de 9,9% et de 9,2% alors que leurs prestations et leurs frais payés respectifs ne progressent que de 7,2% et 6,3% en moyenne sur la même période ;
- Axa Assurance Maroc voit ses provisions techniques croître en moyenne à un rythme de 5,0% sur la période 2005 – 2009 pour s'établir à 15,3 Mrds Dh en 2009. Son chiffre d'affaires progresse en moyenne de 8,7% alors que ses prestations et frais augmentent en moyenne de 3,7% sur la même période ;
- Atlanta et Sanad enregistrent sur la période 2005 – 2009, une hausse de leurs provisions techniques de respectivement 5,4% et 4,3% à 3,6 et 3,7 Mrds Dh en 2009. Leurs chiffres d'affaires respectifs

varient en moyenne de 10,7% et de 9,5% à la hausse alors que leurs prestations et frais payés respectifs progressent en moyenne de 6,7% et de 4,6% sur la même période.

Le graphique suivant illustre l'évolution des provisions techniques et la contribution de chaque acteur du secteur de l'assurance au Maroc dans le total de ces provisions sur la période 2005 – 2009 :

Evolution des provisions techniques et de la contribution de chaque acteur (en Mdh)



Source : DAPS

La part des six premiers contributeurs dans le montant total des provisions techniques s'élève à 81,0% en 2009 vs. 80,0% en 2005.

Atlanta et Sanad qui occupent respectivement la 5^{ème} et la 6^{ème} place du marché de l'assurance en terme de part de marché et de contribution au montant total de prestations et de frais payés en 2009 se retrouvent 8^{ème} et 9^{ème} plus gros contributeurs dans le total des provisions techniques en 2009.

A noter que, Wafa Assurance est leader du marché des assurances au Maroc mais elle n'est que le deuxième plus gros contributeur dans le total des provisions techniques derrière RMA Watanya. Cette observation s'explique par la pondération plus élevée de la branche vie dans son activité comparativement à RMA Watanya.

La plupart des autres assureurs ont une contribution dans le total des provisions techniques en ligne avec leurs positionnement dans le secteur en terme de part de marché et de contribution dans le montant total des prestations et frais payés.

Placements affectés aux opérations d'assurances

Le tableau suivant détaille l'évolution des placements affectés aux opérations d'assurances des acteurs du marché marocain de l'assurance sur la période 2005 – 2009 :

En Mdh	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Compagnie d'assurance						
RMA Watanya	13 792	14 545	16 547	19 300	21 586	11,9%
Axa Assurance Maroc	12 016	12 514	16 568	16 854	16 903	8,9%
Wafa Assurance	8 498	9 944	11 603	13 512	16 207	17,5%
CNIA Assurance	5 508	6 317	7 144	7 479	10 496 ³⁰	11,7%*
Assurances Es Saada	1 244	1 241	1 251	1 251	NA	
Compagnie d'Assurance Transport	3 590	3 628	4 571	4 422	4 424	5,4%
La Marocaine Vie	2 210	2 443	3 016	3 613	4 048	16,3%
Atlanta	2 944	3 198	3 712	3 868	3 965	7,7%
Sanad	2 631	2 996	3 361	3 579	3 531	7,6%
Zurich Assurance Maroc	1 524	1 771	1 928	1 965	2 013	7,2%
Maroc Assistance Internationale	92	90	147	156	169	16,4%
Isaaf Mondial Assistance	109	56	39	94	112	0,8%
Euler Hermes Acmar	51	50	71	79	103	19,5%
Axa – Assistance Maroc	50	50	15	35	9	-34,9%
Mutuelles						
MCMA	3 703	3 978	4 444	4 613	4 768	6,5%
MAMDA	2 471	2 495	3 353	3 202	3 295	7,5%
MATU	1 166	1 389	1 512	1 567	1 541	7,2%
Total	61 596	66 705	79 283	85 589	93 168	10,9%

Source : DAPS

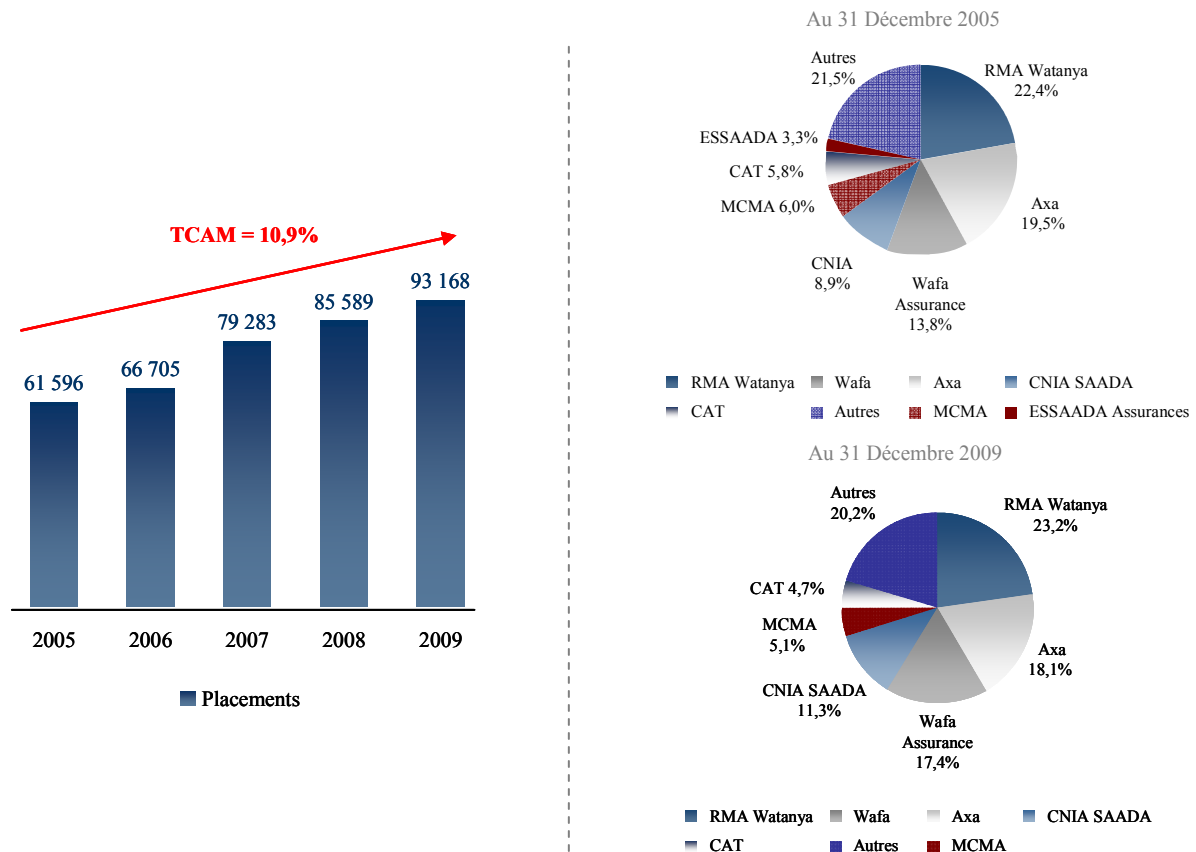
* TCAM calculé sur la base des données de CNIA Assurance et Assurances Es Saada

Les placements affectés aux opérations d'assurance enregistrent une hausse moyenne de 10,9% sur la période 2005 – 2009 à 93,2 Mrds Dh en 2009 comparé à 61,6 Mrds Dh en 2005.

³⁰ A noter qu'aux placements affectés aux opérations d'assurance de CNIA SAADA Assurance s'ajoutent 1 074 Mdh de dépôts des réassureurs au 31 décembre 2009.

Le graphique suivant illustre l'évolution des placements affectés aux opérations d'assurances des acteurs du marché marocain de l'assurance sur la période 2005 – 2009 :

Evolution des placements et de la contribution de chaque acteur (en Mdh)



Source : DAPS

La part des six premiers contributeurs dans le montant total des placements affectés aux opérations d'assurance s'élève à 79,8% en 2009 comparé à 78,5% en 2005.

Répartition des placements par type d'actif

Le tableau ci-dessous présente la répartition des placements par actifs des 6 premières compagnies d'assurance pour l'année 2008³¹ :

En Mdh (montant net)	Placements immobiliers	Obligations, bons et titres de créances	Actions et parts sociales	Autres placements	Total
CNIA Saada	883,7	2 346,9	4 191,7	683,9	8 106,2
% Total Placement par type d'actif	34,7%	21,4%	8,9%	18,7%	
RMA Watanya	523,8	475,4	17 673,8	486,2	19 159,2
% Total Placement par type d'actif	20,6%	4,3%	37,4%	13,3%	
Wafa Assurance	306,1	3 055,3	9 346,6	529,3	13 237,3
% Total Placement par type d'actif	12,0%	27,9%	19,8%	14,5%	
Axa Assurance Maroc	345,0	4 812,0	9 616,7	1 847,2	16 621,0
% Total Placement par type d'actif	13,5%	43,9%	20,3%	50,5%	
Atlanta	112,0	232,4	3 387,0	69,7	3 801,1
% Total Placement par type d'actif	4,4%	2,1%	7,2%	1,9%	
Sanad	376,9	31,7	3 076,5	38,7	3 523,8
% Total Placement par type d'actif	14,8%	0,3%	6,5%	1,1%	
Total	2 547,5	10 953,7	47 292,3	3 655,1	64 448,6

Source : OMPIC (Etats de synthèse des compagnies)

A noter que les actions et parts sociales incluent des fonds dédiés monétaires et obligataires.

Le tableau ci-dessous détaille la contribution de chaque type d'actif dans le total des placements affectés pour l'année 2008 :

En % (net)	Placements immobiliers	Obligations, bons et titres de créances	Actions et parts sociales	Autres placements
CNIA SAADA Assurance	10,9%	29,0%	51,7%	8,4%
RMA Watanya	2,7%	2,5%	92,2%	2,5%
Wafa Assurance	2,3%	23,1%	70,6%	4,0%
Axa Assurance Maroc	2,1%	29,0%	57,9%	11,1%
Atlanta	2,9%	6,1%	89,1%	1,8%
Sanad	10,7%	0,9%	87,3%	1,1%
Moyenne	5,3%	15,1%	74,8%	4,8%

Source : OMPIC

L'ensemble des assureurs pondère leurs portefeuilles principalement en actions et parts sociales qui représentent en 2008 entre 51,7% (pour CNIA SAADA Assurance) et 92,2% (pour RMA Watanya). A noter que les parts sociales sont constituées de SICAV actions mais aussi d'OPCVM monétaires et obligataires.

CNIA SAADA Assurance et Axa Assurance Maroc ont une pondération de leurs portefeuilles en actions et parts sociales inférieure à la moyenne du marché.

Les obligations, bons et titres de créances sont la 2^{ème} classe d'actif les plus investis. Ils représentent entre 0,9% (pour Sanad) et 29,0% (pour CNIA SAADA). 3 assureurs voient la contribution de ce type

³¹ Les données 2009 pour certaines compagnies ne sont pas disponibles. Dans un souci d'homogénéité, l'étude porte donc sur les 3 années d'information connue.

d'actifs dans le total de leurs placements inférieure à la moyenne du marché : Atlanta, Sanad et RMA Watanya.

Les placements immobiliers contribuent à moins de 3% dans le total des placements affectés aux opérations d'assurance à l'exception de CNIA SAADA Assurance (10,9%) et Sanad (10,7%).

Les autres placements s'octroient moins de 4% de parts dans le total des placements à l'exception de Axa Assurance Maroc (11,1%) et CNIA SAADA Assurance (8,4%).

Récapitulatif

Le tableau suivant présente les variations observées sur la période 2006 – 2008 dans la répartition des placements par actifs pour l'échantillon étudié :

En % (net)	Placements immobiliers	Obligations, bons et titres de créances	Actions et parts sociales	Autres placements
	Var. 08/06	Var. 08/06	Var. 08/06	Var. 08/06
CNIA SAADA Assurance	<i>346 pts</i>	<i>13 pts</i>	<i>-227 pts</i>	<i>-131 pts</i>
RMA Watanya	<i>-91 pts</i>	<i>-2 084 pts</i>	<i>2 204 pts</i>	<i>-28 pts</i>
Wafa Assurance	<i>-32 pts</i>	<i>942 pts</i>	<i>-810 pts</i>	<i>-101 pts</i>
Axa Assurance Maroc	<i>-97 pts</i>	<i>-869 pts</i>	<i>138 pts</i>	<i>827 pts</i>
Atlanta	<i>-143 pts</i>	<i>-315 pts</i>	<i>665 pts</i>	<i>-208 pts</i>
Sanad	<i>201 pts</i>	<i>25 pts</i>	<i>-194 pts</i>	<i>-33 pts</i>

Source : OMPIC

Sur la période 2006 – 2008, on constate les évolutions suivantes :

- CNIA SAADA Assurance alloue plus de fonds à la catégorie obligations, bons et titres de créances et aux placements immobiliers et sous pondère son portefeuille en actions et parts sociales et en autres placements ;
- RMA Watanya et Atlanta sur pondèrent leurs portefeuilles en actions et parts sociales au détriment des autres actifs ;
- Wafa Assurance augmente la contribution de la catégorie obligations, bons et titres de créances au détriment des autres types de placement ;
- Axa Assurance Maroc augmente la part des actions et parts sociales et des autres placements dans le total de ses placements ;
- Sanad diminue la part des actions et parts sociales et des autres placements dans le total de ses placements.

Répartition du secteur par intervenants et par branche d'activité

Assurance Vie

La branche vie a connu une croissance annuelle moyenne de 19,7% entre 2005 et 2009. Sur les 13 compagnies d'assurance, seules 8 sont présentes sur la branche vie. Concernant les mutuelles, seule 1 est présente sur cette branche.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du chiffre d'affaires des compagnies d'assurance et des mutuelles dans la branche vie sur la période 2005 – 2009 :

En Mdh	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Compagnie d'assurance						
Wafa Assurance	497	1 171	2 143	2 666	2 581	51,0%
RMA Watanya	772	1 061	1 511	1 714	1 691	21,7%
La Marocaine Vie	543	517	824	732	808	10,5%
Axa Assurance Maroc	655	586	464	541	583	-2,8%
CNIA Assurance	505	490	527	485	512	-1,4%*
Assurances Es Saada	36	26	0	0	NA	
Atlanta	132	70	46	54	67	-15,7%
Sanad	36	53	57	79	51	9,6%
Zurich Assurance Maroc	13	14	19	23	26	18,9%
Mutuelles						
MCMA	89	163	293	316	399	45,4%
Total	3 277	4 150	5 885	6 611	6 719	19,6%

Source : FMSAR

* TCAM calculé sur la base des données de CNIA Assurance et Assurances Es Saada

Les compagnies d'assurance et MCMA connaissent une croissance à 2 chiffres dans la branche vie à l'exception de 3 assureurs qui accusent un recul de leur chiffre d'affaires sur la période 2005 – 2009 : Axa Assurance Maroc, CNIA SAADA Assurance et Atlanta. A noter que dès 2007, le portefeuille « vie » de Assurances Es Saada est transféré à CNIA Assurance suite à son rachat par cette dernière.

Le tableau suivant présente l'évolution des parts de marché des compagnies d'assurance et MCMA dans la branche vie sur la période 2005 – 2009 :

En Mdh	2005	2006	2007	2008	2009	Var.09/05
Compagnie d'assurance						
Wafa Assurance	15,2%	28,2%	36,4%	40,3%	38,4%	2 325 pts
RMA Watanya	23,6%	25,6%	25,7%	25,9%	25,2%	161 pts
La Marocaine Vie	16,6%	12,5%	14,0%	11,1%	12,0%	-453 pts
Axa Assurance Maroc	20,0%	14,1%	7,9%	8,2%	8,7%	-1 130 pts
CNIA Assurance	15,4%	11,8%	8,9%	7,3%	7,6%	-890 pts*
Assurances Es Saada	1,1%	0,7%	0%	0%	NA	
Atlanta	4,0%	1,7%	0,8%	0,8%	1,0%	-304 pts
Sanad	1,1%	1,3%	1,0%	1,2%	0,8%	-32 pts
Zurich Assurance Maroc	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	0,4%	0
Mutuelles						
MCMA	2,7%	3,9%	5,0%	4,8%	5,9%	322 pts
Total	100%	100%	100%	100%	100%	26,4%

Source : FMSAR

* TCAM calculé sur la base des données de CNIA Assurance et Assurances Es Saada

En 2009, les trois leaders en assurance vie se partagent près de 75,6% de parts de marché vs. 60,2% en 2005. La structure du marché a connu des évolutions marquées depuis 2005, notamment :

- la part de marché de Wafa Assurance passe de 15,2% en 2005 à 38,4% en 2009 du fait d'une politique commerciale axée sur le développement de la branche vie et ce, à travers la montée en puissance de la bancassurance ;
- RMA Watanya maintient sa part de marché pour s'établir à 25,2% en 2009 ;
- La Marocaine Vie perd 4,53 % de part de marché, cette dernière s'établissant à 12,0% en 2009 ;
- Axa assurance Maroc perd 11,3% de part de marché entre 2005 et 2009, affichant une part de marché de 8,7% en 2009 du fait de la résiliation d'un contrat de 172 Mdh ;
- CNIA SAADA Assurance perd des parts de marché qui passe de 16,9% en 2005 à 7,6% en 2009 ;
- Atlanta perd 3,0% de part de marché depuis 2005 à 1,0% en 2009 en raison de la résiliation de contrats d'assurance vie précédemment conclus avec la Banque Centrale Populaire ;
- Sanad perd 0,32% de part de marché sur la période avec une part de marché à 0,8% en 2009 vs. 1,1% en 2005 ;
- Zurich Assurance Maroc garde une part de marché stable à 0,4% entre 2005 et 2009.

Assurance non vie

La branche non vie a connu une croissance annuelle moyenne de 9,6% entre 2005 et 2009. L'ensemble des intervenants du secteur de l'assurance opère dans cette branche.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du chiffre d'affaires des compagnies d'assurance et des mutuelles dans la branche non vie sur la période 2005 – 2009 :

En Mdh	2005	2006	2007	2008	2009	TCAM 09/05
Compagnie d'assurance						
RMA Watanya	2 115	1 995	2 044	2 288	2 515	4,4%
Axa Assurance Maroc	1 539	1 807	2 073	2 325	2 478	12,6%
CNIA Assurance	638	717	848	1 058	2 318	11,7%*
Assurances Es Saada	852	904	1 051	1 172	NA	
Wafa Assurance	1 125	1 219	1 386	1 488	1 717	11,1%
Sanad	758	904	996	1 048	1 142	10,8%
Atlanta	654	775	906	995	1 065	13,0%
Zurich Assurance Maroc	465	490	602	718	795	14,4%
Compagnie d'Assurance Transport	562	589	616	628	628	2,8%
Isaaf Mondial Assistance	166	167	184	237	284	14,3%
Maroc Assistance Internationale	193	39	214	236	275	9,3%
Euler Hermes Acmar	26	29	38	47	49	17,2%
La Marocaine Vie	49	203	48	51	45	-2,3%
Axa – Assistance Maroc	14	18	17	19	24	14,1%
Mutuelles						
MCMA	220	249	269	287	354	12,7%
MAMDA	288	273	272	312	329	3,4%
MATU	208	210	219	227	204	-0,5%
Total	9 873	10 587	11 782	13 135	14 221	9,6%

Source : FMSAR

* TCAM calculé sur la base des données de CNIA Assurance et Assurances Es Saada

L'ensemble des compagnies d'assurance voit leur chiffre d'affaires croître du fait d'une politique de commercialisation et de lancement de nouveaux produits ciblés. Seule La Marocaine Vie et la MATU enregistrent une baisse des primes émises, respectivement de 2,3% et de 0,5% en moyenne sur la période 2005 – 2009.

Le tableau suivant présente l'évolution des parts de marché des différents intervenants de la branche non vie sur la période 2005 – 2009 :

En Mdh	2005	2006	2007	2008	2009	Var.09/05
Compagnie d'assurance						
RMA Watanya	21,4%	18,8%	17,3%	17,4%	17,7%	- 370 pts
Axa Assurance Maroc	15,6%	17,1%	17,6%	17,7%	17,4%	180 pts
CNIA Assurance	6,5%	6,8%	7,2%	8,1%	16,3%	120 pts*
Assurances Es Saada	8,6%	8,5%	8,9%	8,9%	NA	
Wafa Assurance	11,4%	11,5%	11,8%	11,3%	12,1%	70 pts
Sanad	7,7%	8,5%	8,5%	8,0%	8,0%	30 pts
Atlanta	6,6%	7,3%	7,7%	7,6%	7,5%	90 pts
Zurich Assurance Maroc	4,7%	4,6%	5,1%	5,5%	5,6%	90 pts
Compagnie d'Assurance Transport	5,7%	5,6%	5,2%	4,8%	4,4%	- 130 pts
Isaaf Mondial Assistance	1,7%	1,6%	1,6%	1,8%	2,0%	30 pts
Maroc Assistance Internationale	2,0%	0,4%	1,8%	1,8%	1,9%	-10 pts
Euler Hermes Acmar	0,3%	0,3%	0,3%	0,4%	0,3%	0 pts
La Marocaine Vie	0,5%	1,9%	0,4%	0,4%	0,3%	-20 pts
Axa – Assistance Maroc	0,1%	0,2%	0,1%	0,1%	0,2%	10 pts
Mutuelles						
MAMDA	2,2%	2,4%	2,3%	2,2%	2,5%	30 pts
MCMA	2,9%	2,6%	2,3%	2,4%	2,3%	-60 pts
MATU	2,1%	2,0%	1,9%	1,7%	1,4%	-70 pts
Total	100%	100%	100%	100%	100%	

Source : FMSAR

* TCAM calculé sur la base des données de CNIA Assurance et Assurances Es Saada

En 2009, les six premiers assureurs se partagent près de 79,0% de parts de marché vs. 77,8% en 2005.

Il est à noter qu'Axa Assurance Maroc et CNIA SAADA Assurance voient leurs parts de marché s'apprécier respectivement de 183 points et de 120 points de base sur les 5 dernières années.

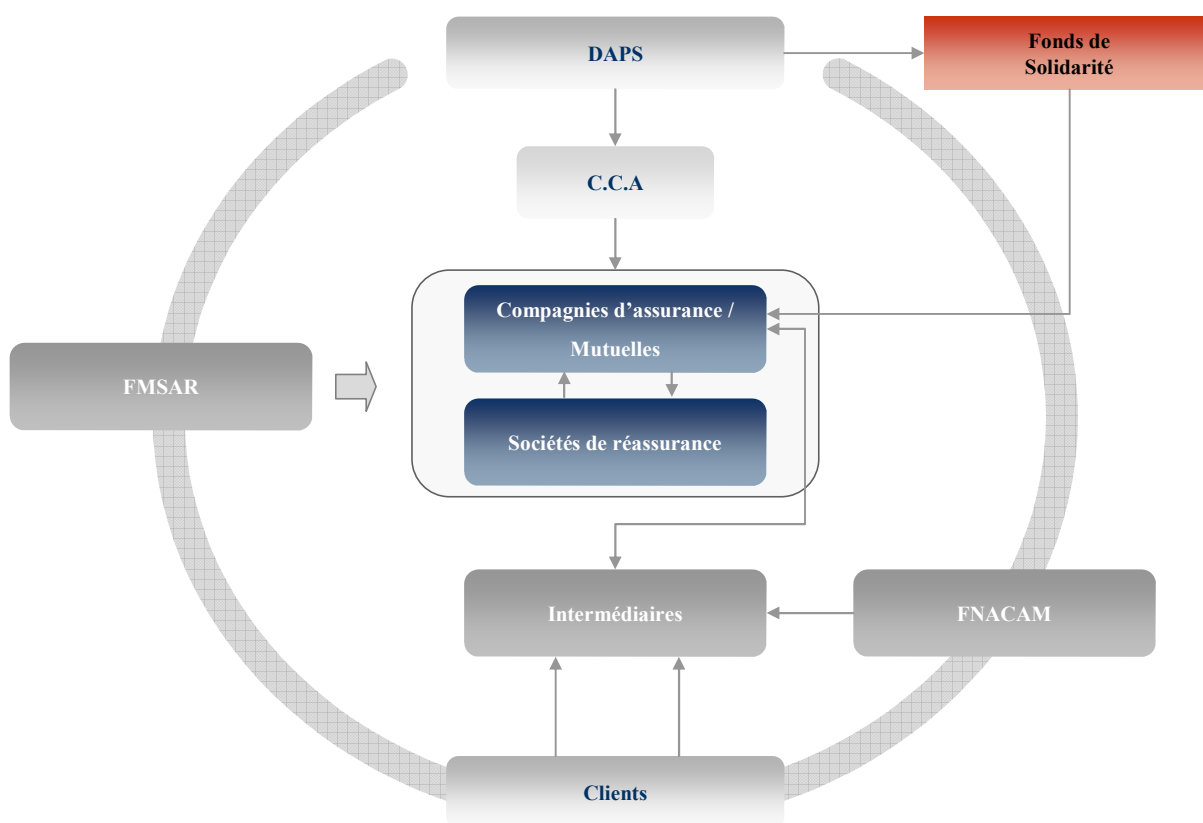
Les parts de marché respectives ont peu évolué depuis 2005. A l'exception de RMA Watanya (-3,7%), la Compagnie d'Assurance Transport (-1,3%), la MAMDA (-0,6%), Maroc Assistance Internationale (-0,02%) et La Marocaine Vie (-0,2%) qui ont accusé un recul de leurs parts de marché, l'ensemble des intervenants voit leurs parts de marché croître mais de moins de 1% sur la période 2005 – 2009.

h. Les intervenants dans le secteur des assurances

Le secteur de l'assurance au Maroc compte différents intervenants :

- des compagnies d'assurance et mutuelles ;
- une société de réassurance (Société Centrale de Réassurance) ;
- des intermédiaires en assurance (agents et courtiers) ;
- une autorité de régulation et de contrôle (Direction des Assurances et de la Prévoyance Sociale) ;
- un Comité Consultatif des Assurances et une Commission Administration et Organisation ;
- une fédération (Fédération Marocaine des Sociétés d'Assurance et de Réassurance) ;
- un fonds de solidarité.

Le graphique suivant illustre les interactions entre les différents intervenants dans le secteur des assurances :



Source : Attijari Finance Corp.

1. Compagnies d'assurance et mutuelles

A fin 2009, le secteur de l'assurance est composé de 13 compagnies d'assurances dont 8 présentes sur les branches vie et non vie (Atlanta, Axa Assurance Maroc, CNIA SAADA Assurance, La Marocaine Vie, RMA Watanya, Sanad, Wafa Assurance et Zurich Assurance Maroc), 1 spécialisée en assurance crédit (Euler Hermes Acmar), 1 spécialisée en assurance transport (Compagnie d'Assurance Transport) et 3 spécialisées dans l'assistance (Axa – Assistance Maroc, Isaaf Mondial Assistance et Maroc Assistance Internationale).

Les mutuelles sont au nombre de 3 dont 2 commercialisent les produits de vie et non vie (MAMDA et MCMA) et 1 est spécialisée dans l'assurance transport (MATU).

2. Société de réassurance

Le secteur de l'assurance au Maroc ne dénombre qu'une société de réassurance : la Société Centrale de Réassurance (SCR). Créée en 1960 par convention entre l'Etat et la Caisse de Dépôt et de Gestion, la SCR détient plus de 70% de part de marché³². La SCR offre des couvertures en réassurance pour l'ensemble des risques des branches vie et non vie. En plus de la gestion de la cession légale qui représente 60% de son portefeuille global, la SCR réalise des opérations purement conventionnelles, dont 21% sont constituées d'acceptation de contrats en réassurance à l'international.

Depuis 2009, le cadre réglementaire qui imposait jusqu'alors à toutes les compagnies d'assurance la cession légale de 10% des primes émises au profit de la SCR, exclut la cession légale en décès.

La SCR a pour missions :

- la régulation du marché : la SCR satisfait annuellement environ 70% des besoins en réassurance³³ du marché marocain d'assurances ;
- la sécurisation face aux turbulences et incertitudes internationales : la SCR, par sa longue expérience et sa connaissance des marchés internationaux de réassurance, s'assigne le rôle de mettre à l'abri le secteur marocain de l'assurance des turbulences internationales en matière de conditions de réassurance. D'autre part, les engagements de la SCR sont garantis par un texte de loi (Dahir du 20 Avril 1960), lui accordant la garantie inconditionnelle de l'équilibre de son bilan ;
- une meilleure conservation des primes et la mobilisation de l'épargne et son investissement dans l'économie nationale.

Le tableau suivant présente les principaux indicateurs d'activités de la SCR sur la période 2006 – 2008 :

En Mdh	2006	2007	Var.07/06	2008	Var.08/07
Primes émises	1 852	2 368	27,9%	2 441	3,1%
Résultats nets	188	273	45,3%	311	14,1%
Total bilan	10 974	12 104	10,3%	12 939	6,9%
Provisions techniques brutes	9 131	10 039	9,9%	10 640	6,0%
Placements affectés	8 453	9 013	6,6%	9 766	8,4%
Fonds propres et assimilés	1 251	1 411	12,8%	1 531	8,5%

Source : Société Centrale de Réassurance

Les primes émises par la SCR progressent de 27,9% de 2006 à 2007 à 2,37 Mrds Dh à comparer avec une évolution de 19,7% pour le secteur sur la même période. A l'inverse, le chiffre d'affaires de la

³² Part de marché sur le volume global des acceptations en réassurance. Données à fin 2008 (Source : SCR)

³³ Part de marché sur le volume global des acceptations en réassurance. Données à fin 2008 (Source : SCR)

SCR pour l'exercice 2008 évolue de 3,1% à 2,44 Mrds Dh tandis que le secteur progressait de 11,6% à fin 2008.

La SCR réétudie donc annuellement l'acceptation des contrats étrangers et marocains en réassurance en fonction des conditions de marché à l'exception des 10% en cessions légales émanant des assureurs Marocains.

3. Les intermédiaires en assurance

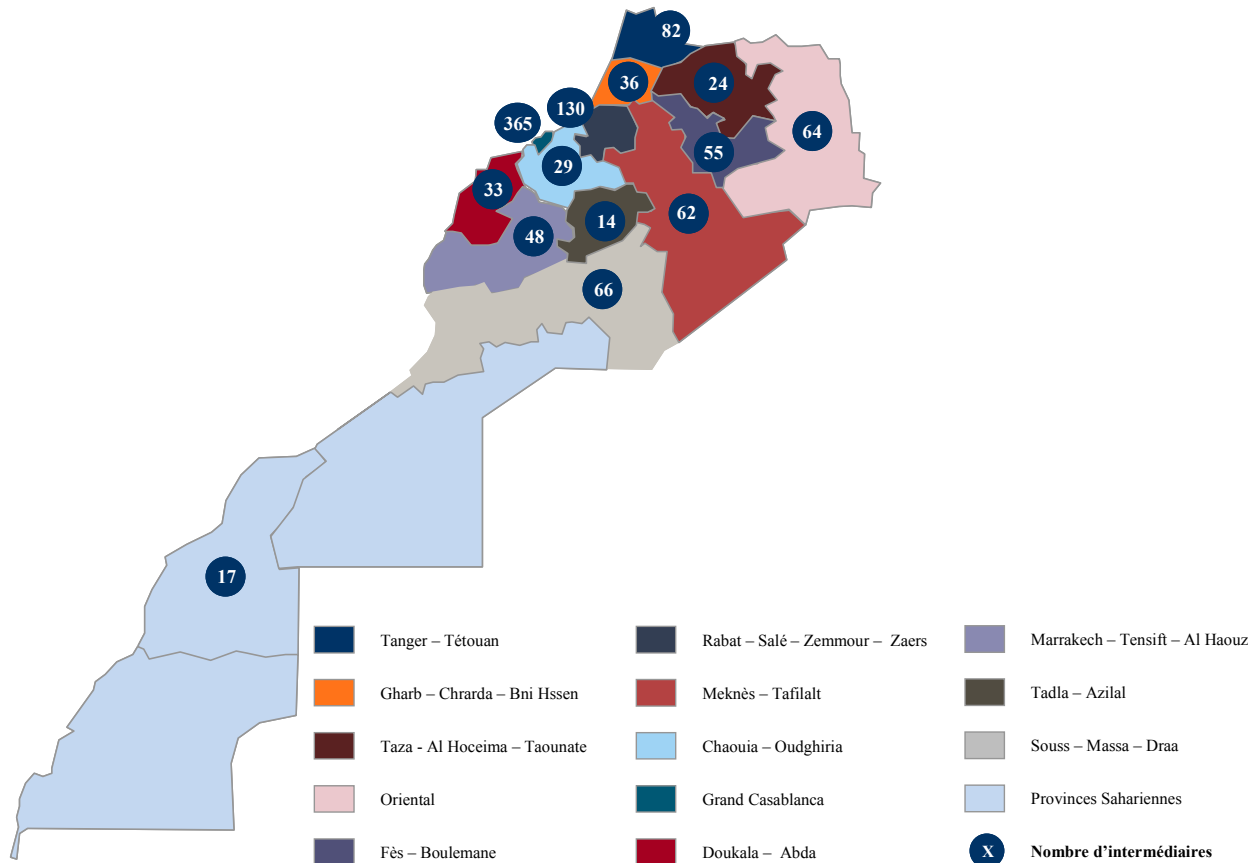
Le Dahir portant loi du 9 octobre 1977 régit la profession d'intermédiaire d'assurances et la met sous la tutelle du Ministère de l'Economie et des Finances. Traditionnellement, on peut relever trois sortes d'intermédiaires d'assurances :

- les agents agréés qui représentent la compagnie d'assurances dont ils sont mandataires et qui ne peuvent représenter d'autres compagnies qu'après l'accord de la première société dont ils relèvent. Ils exercent une profession libérale et sont rémunérés par des commissions ;
- les courtiers sont par contre mandatés par les clients et non par les compagnies d'assurance. Ils ont, de ce fait, le droit de représenter toutes les sociétés d'assurances du marché sans aucune obligation ou accord préalable. Ils sont rémunérés par des commissions de courtage qui varient selon les branches ;
- les bureaux directs qui sont des succursales des sociétés d'assurances et donc qui n'ont pas cette indépendance au niveau de la gestion comme c'est le cas pour les agents ou les courtiers.

Les courtiers et agents sont regroupés au sein de la Fédération Nationale des Agents et Courtiers d'Assurances au Maroc (FNACAM).

La répartition géographique des intermédiaires en assurance à travers le Royaume au 31/12/2008 est présentée dans la carte ci-dessous :

Répartition par région des intermédiaires en assurance (au 31/12/2008)



Ainsi, il apparaît que la région du Grand Casablanca concentre la plus grande part des intermédiaires en assurance exerçant au Maroc avec une population totale de 365 agents et courtiers. La région de Rabat – Salé – Zemmour – Zaërs vient en deuxième position en terme d'intermédiaires établis puisqu'elle compte, à fin 2008, 130 intermédiaires installés.

D'une manière générale, les trois premières régions en terme d'intermédiaires installés, à savoir le Grand Casablanca, Rabat – Salé – Zemmour – Zaërs et Tanger – Tétouan concentrent près de 56% des intermédiaires en assurance à l'échelle nationale.

Le tableau ci-dessous renseigne sur le détail de la répartition des intermédiaires par région au 31 Décembre 2008 :

Régions	Agents agréés	Courtiers	Total	%
Région de Rabat-Salé-Zemmour-Zaërs	94	36	130	12,7%
Région du Grand-Casablanca	212	153	365	35,6%
Région du Souss-Massa-Drâa	62	4	66	6,4%
Région de Taza-Al Hoceima-Taounate	23	1	24	2,3%
Région de Tadla-Azilal	10	4	14	1,4%
Région de Fès-Boulemane	40	15	55	5,4%
Région de Guelmim-Es-Semara	6	0	6	0,6%
Région du Gharb-Chrarda-Béni-Hssen	25	11	36	3,5%
Région de Laâyoune-Boujdour-Sakia-El-Hamra	6	0	6	0,6%
Région de Marrakech-Tensift-Al-Haouz	42	6	48	4,7%
Région de Meknès-Tafilalet	55	7	62	6,0%
Région d'Oued-Ed-dahab – Lagouira	4	1	5	0,5%
Région de l'Oriental	54	10	64	6,2%
Région de Doukkala-Abda	27	6	33	3,2%
Région de Chaouia-Ouadigha	24	5	29	2,8%
Région de Tanger-Tétouan	61	21	82	8,0%
Total	745	280	1 025	100,0%

Source : DAPS

Comparativement à l'année 2007, le nombre d'intermédiaires d'assurances a progressé de 5,5% à 1 025 intermédiaires en 2008. Dans le détail :

- le nombre d'agents augmente de 2,62% à 745 en 2008 vs. 726 en 2007 ;
- le nombre de courtiers croît de 13,82% à 280 en 2008 vs. 246 en 2007.

Par ailleurs, les régions du Grand-Casablanca, de Rabat-Salé-Zemmour-Zaërs, de Tanger-Tétouan, du Souss-Massa-Drâa et de Meknès-Tafilalet totalisent plus de 68,8% du total des intermédiaires d'assurances. Le nombre d'intermédiaires est corrélé au développement économique et à la densité de population au niveau de chaque région.

Il convient de rappeler que le Code des Assurances, entré en vigueur en 2002, a autorisé les banques et Poste Maroc à présenter au public les opérations d'assurances vie, d'assistance et de crédit.

4. Autorité de régulation et de contrôle : La Direction des Assurances et de la Prévoyance Sociale (DAPS)

La Direction des Assurances et de la Prévoyance Sociale est chargée de la réglementation et du contrôle des activités d'assurances, de réassurance et de capitalisation. Elle surveille le placement des fonds recueillis par les intervenants du secteur de l'assurance et contrôle leur gestion technique et financière. Elle veille aussi au respect des droits des assurés et bénéficiaires de contrats d'assurances.

Par ailleurs, la DAPS participe à l'élaboration de la réglementation et au contrôle des organismes de prévoyance sociale.

Les missions conférées à la DAPS sont au nombre de 17 :

- l'élaboration et l'application de la réglementation relative à l'activité des entreprises d'assurances, de réassurances et de capitalisation ainsi qu'à celle des intermédiaires d'assurances ;
- participer à l'élaboration de la législation et de la réglementation en matière de prévoyance sociale ;
- l'octroi ou le retrait d'agrément, de l'autorisation des transferts de portefeuille, de transformation ou de liquidation des entreprises et des intermédiaires d'assurances et de réassurances ;
- mener des enquêtes et études actuarielles en vue d'évaluer et de déterminer les tarifs et cotisations des différentes branches d'assurances et des régimes de prévoyance sociale ;
- veiller, conformément aux lois et règlements en vigueur, à l'application des tarifs autorisés, arrêtés ou homologués en matière d'assurance ;
- surveiller l'application des plans de réassurances ;
- contrôler des entreprises et des intermédiaires d'assurances et de réassurances, ainsi que des documents et contrats utilisés ;
- assurer un contrôle technique des organismes ou services de prévoyance sociale, qu'ils soient publics, semi-publics ou privés ;
- s'assurer de la solvabilité des entreprises et intermédiaires d'assurances et de réassurances, et de la pérennité des organismes de prévoyance sociale ;
- veiller au respect des droits des assurés, bénéficiaires de contrats d'assurances et de réassurances, et de la pérennité des organismes de prévoyance sociale ;
- veiller au respect des droits des assurés, bénéficiaires de contrats d'assurances, des affiliés aux organismes de la prévoyance sociale et de leur ayants cause, et d'instruire leurs réclamations ;
- surveiller le placement des fonds recueillis par les entreprises d'assurances et de réassurances et les organismes de prévoyance sociale, ainsi que le suivi de leur intervention sur les marchés financiers et monétaires, en vue de promouvoir l'épargne à long terme ;
- assurer le suivi des comptes spéciaux des assurances ;
- représenter le Ministère de l'Economie et des Finances en matière de coopération bilatérale, multilatérale et régionale dans les domaines de l'assurance et de la prévoyance sociale ;
- élaborer et publier annuellement un rapport sur le secteur des assurances et des régimes de retraite et de prévoyance sociale ;
- représenter le Ministère de l'Economie et des Finances au sein des commissions ou comités techniques créés par les organismes professionnels d'assurances et de réassurance ou de prévoyance sociale ;
- assurer la gestion des ressources humaines qui lui sont rattachées et des ressources matérielles qui lui sont affectées et de concevoir et gérer ses systèmes d'information en harmonie avec la politique de gestion des ressources et de l'information développée par le ministère.

5. Comité consultatif des Assurances (C.C.A)

Le Comité Consultatif des Assurances est un organisme professionnel chargé d'émettre des conseils et des propositions sur l'évolution du secteur, il est composé de treize représentants des compagnies, de deux représentants des intermédiaires en plus de la présence des autorités de tutelle (Ministère de l'Economie et des Finances).

6. La Commission Administration et Organisation

La Commission Administration et Organisation est issue du Comité consultatif des Assurances. Elle est composée du Directeur des Assurances et de la Prévoyance Sociale ou son représentant, de huit représentants des entreprises d'assurance et de réassurance, d'un représentant des agents d'assurance et de deux représentants du Ministère des Finances et de la Privatisation. Elle élit son président parmi les membres représentant les entreprises d'assurance et de réassurance. Cette commission est chargée, dans l'intervalle des sessions du comité, d'exécuter toutes les attributions dévolues au Comité Consultatif des Assurances.

7. Fédération marocaine des sociétés d'assurance et de réassurance

Les compagnies d'assurance et de réassurance se sont réunies en fédération pour mieux défendre leurs intérêts. Cette instance a aussi pour rôle de coordonner l'action de ses membres; de représenter le marché national des assurances devant les instance nationales et internationales et d'entreprendre toutes les démarches et provoquer tout dialogue avec les pouvoirs publics concernant tous les problèmes intéressant la profession.

8. Fonds de solidarité des assurances

Le fonds de solidarité des assurances a été institué par l'article 15 – III, du dahir portant loi n° 1-84-7 du 10 janvier 1984 pour venir en aide aux sociétés qui présentent un plan de redressement satisfaisant. Il constitue l'une des innovations les plus importantes au niveau du secteur des assurances au Maroc. Ce fond ne constitue pas une personnalité juridique et ne bénéficie pas de l'autonomie financière. Il est défini de manière précise par le législateur, comme étant un compte d'affectation spéciale.

Concernant les ressources du fonds, celles-ci proviennent de la moitié de la taxe sur les assurances qui est à la charge des assurés. Quant à la contribution des entreprises d'assurances, elle est fixée à 10% du montant des charges annuelles du fonds telle que définit par l'article 15.IV du dahir du 10 janvier 1984. Cette contribution est calculée sur les primes ou cotisations émises, nettes d'annulations et de taxes, par toute entreprise d'assurance à l'exclusion de celles qui bénéficient du concours du fonds et ce, pendant toute la période d'exécution de leur plan de redressement. Pour pouvoir bénéficier des subventions de ce fonds, les entreprises d'assurances en difficultés, doivent présenter un plan de redressement, conforme aux exigences de l'autorité de tutelle et les dirigeants responsables de ces entreprises sont tenus de déposer chacun au Trésor, une caution d'au moins 100 000 dirhams, de leurs fonds propres, en garantie de la bonne exécution du plan.

En effet, depuis sa création, le fonds de solidarité a dû intervenir pour venir en aide à trois entreprises d'assurances, toujours en activité, pour des montants variant entre 50 et 190 millions de Dirhams.

Le fonds de solidarité a été mis à contribution pour renflouer les cinq compagnies d'assurance placées sous administration provisoire en 1989 et qui ont été liquidées en 1995. L'intervention financière du fonds pour ces entreprises avait atteint 1,7 Mrds Dh. A noter enfin que dans le cadre du rachat de Assurances Es Saada par CNIA Assurance, le Fonds a contribué à hauteur de 800 Mdh pour le redressement de Assurances Es Saada sous forme de prêt.

III.2. Activité de CNIA SAADA Assurance

III.2.1. Avènement de CNIA SAADA Assurance

a. Présentation de CNIA Assurance

CNIA Assurance est une compagnie d'assurance marocaine, détenue par le groupe privé marocain SAHAM à hauteur de 67,81 %. Présente sur le marché marocain depuis plus de 60 ans, CNIA Assurance se positionne depuis son rachat en 2005 par le groupe SAHAM parmi les compagnies d'assurances leader.

A fin 2009, CNIA Assurances présente un total bilan de 16,6 Mrds Dh, pour des primes de l'ordre de 2,8 Mrds Dh, générant un Résultat Net de 281 Mdh, lui conférant ainsi la 4^{ème} place des assureurs marocains en termes de primes émises.

b. Présentation de Assurances Es Saada

Présente sur le marché marocain de l'assurance depuis plus de 50 ans, Assurances Es Saada est à la tête du premier réseau national de distribution composé de 80 agents généraux répartis dans 45 villes et collaborant avec 70 courtiers.

A fin 2007, Assurances Es Saada affichait un total bilan de 2,9 Mrds Dh, pour des primes émises de 1 Mrds Dh, générant un Résultat Net de 5,5 Mdh.

c. Acquisition de Assurances Es Saada par CNIA Assurance

En 2006, CNIA Assurance procède à l'acquisition de Assurances Es Saada. Cette Acquisition confère à la nouvelle entité de nouveaux atouts concurrentiels en vue d'accroître son poids sur le marché et d'offrir plus de proximité à sa clientèle.

En 2008, après une mise à niveau des deux compagnies d'assurances, le coup d'envoi du processus de fusion est donné. La nouvelle entité CNIA SAADA Assurances est détenue à hauteur de 56% par le Groupe SAHAM.

d. Plan de redressement de Assurances Es Saada

Assurances Es Saada présentait en 2006 une situation comptable et financière déséquilibrées, ce qui a valu à CNIA Assurance après l'avoir acquis et en concertation avec l'autorité de régulation, de mettre sur pied un plan de redressement de Assurances Es Saada. CNIA Assurance s'est engagé à :

- Libérer la partie non versée du capital social soit 5 millions dh avant le 30 juin 2007 ;
- Procéder à des augmentations de capital :
 - ✓ 1 Mrds Dh correspondant à la contribution des actionnaires de la société CNIA Assurances. La libération de ce montant devait intervenir pour moitié avant les 31 octobre 2007 et 30 avril 2008 ;
 - ✓ 300 Mdh réservé à CNIA Assurance à dégager de ses actifs autres que ceux affectés à la représentation des provisions techniques. La libération de ce montant devait intervenir au plus tard le 31 décembre 2007.
- Soumettre, pendant la période de réalisation du plan, toutes décisions autres que celles concernant la gestion courante, prises par l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration ou les organes de direction de Assurances Es Saada, à l'approbation du ministre chargé des finances et préalablement à leur exécution ;

- Ne pas émettre d'emprunts, ne pas renflouer la situation financière des sociétés du groupe Assurances Es Saada, pendant la période de réalisation du plan ;
- Présenter à l'administration les listings des sinistres réglés trimestriellement pendant une période de 5 ans à compter de l'entrée en vigueur du plan.

Il est à noter que toutes les dispositions du plan de redressement ont été scrupuleusement appliquées par Assurances Es Saada.

e. Processus de Fusion entre CNIA Assurance et Assurances Es Saada

La fusion a suivi un processus participatif et progressif, visant à mobiliser et responsabiliser les équipes face au changement induit par la fusion tout en posant les jalons d'une compagnie riche d'un capital humain soudé et dynamique.

Ce programme de fusion a suivi deux grandes étapes :

- Un plan de déploiement et de planification qui a permis de fixer en amont les principes directeurs de la démarche, des groupes de travail ont été constitués durant cette période d'analyse pour élaborer les fondements d'une organisation cible et identifier les meilleures pratiques de chaque compagnie. Ainsi près de 90 projets ont été lancés, répartis en 5 domaines : intégration commerciale (14 projets), opérations d'assurance (12 projets), finance (15 projets), fonctions supports à l'entreprise (19 projets), supports à l'intégration (32 projets).
- La mise en œuvre des projets s'est révélé efficace et a marqué le début d'une étape hautement stratégique : la phase d'intégration. Chaque projet a été confié à une équipe se composant d'un chef de projet, de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre.

La nouvelle organisation a été structurée de telle sorte à renforcer et accroître le positionnement de CNIA SAADA Assurance sur le marché tout en maintenant un haut degré de performance. De nombreuses formations internes ont été planifiées afin de s'assurer que les informations transmises ont été assimilées par les collaborateurs concernés garantissant ainsi un meilleur accompagnement humain au changement.

III.2.2. Produits commercialisés

CNIA SAADA Assurance est très présente sur le marché « grand public » et entreprises. Son positionnement se caractérise par une large gamme de produits, chacun répondant à un besoin de couverture spécifique.

Le marché « grand public » et entreprises est composé de particuliers, de professionnels et de communautés. Les offres qui leur sont destinées concernent toutes les catégories d'assurances. Ce positionnement stratégique permet à CNIA SAADA Assurance :

- d'attirer le plus grand nombre de souscripteurs potentiels non encore couverts et ayant des besoins spécifiques ;
- d'affiner la mesure du risque en se basant sur les populations déjà couvertes et les statistiques collectées.

Le graphique ci-dessous présente l'ensemble des produits commercialisés par CNIA SAADA Assurance sur le marché « grand public » et entreprises :

Produits commercialisés par CNIA SAADA Assurance sur le marché « grand public »

	Particuliers	Professionnels	Communauté
Automobile	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ESSALAMA AUTO ▪ ADDAMANE AUTO <ul style="list-style-type: none"> ✓ OUSRA'TAALIM ✓ OUSRAT AL MOUADDAF ✓ AL OUSRA ✓ AUTRES USAGES 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Flotte salarié 	
Multirisque	<ul style="list-style-type: none"> ▪ AL BAYT ▪ AL BAYT AL MOUMTAZ ▪ MULTIRISQUE PLAISANCE ▪ RC CHASSE 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ADDAMANE AL MIHANI ▪ SECURITA PRO ▪ ASSUR'IMMEUBLE ▪ ASSUR'RESIDENCE ▪ Marchandises transportées par camion ▪ RC SCOLAIRE ▪ RC SPORTIVE ▪ Tous Risques Chantiers ▪ Tous Risques Informatiques 	
Accidents corporels	<ul style="list-style-type: none"> ▪ INDIVIDUELLE ACCIDENTS ▪ INDIVIDUELLE VOYAGE 		
Santé		<ul style="list-style-type: none"> ▪ PREVOYANCE PME-PMI ▪ ADDAMANE SANTE complémentaire CNOPS BASIC ▪ ADDAMANE SANTE complémentaire CNOPS PLUS ▪ ADDAMANE SANTE type AMO-CNSS ▪ ADDAMANE SANTE complémentaire CNSS BASIC ▪ ADDAMANE SANTE complémentaire CNSS PLUS 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ASSUR'SANTE ▪ PREVOYANCE ETUDIANT ▪ ADDAMANE SANTE type AMO-CNOPS
Vie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ TEMPORAIRE DECES 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ DECES FORFAITAIRE ▪ DECES EMPRUNUTEURS ▪ ASSUR'RETRAITE 	
Épargne	<ul style="list-style-type: none"> ▪ RECORE 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ADDAMANE CHAABI ▪ AL MOUSTAKBAL CHAABI ▪ ADDAMANE AL MADRASSI ▪ Capital Fin de Carrière (CFC) 	

Source : CNIA SAADA Assurance

III.2.3. Activité de CNIA SAADA Assurance

a. Chiffre d'affaires par branche d'assurance

Le tableau suivant présente l'évolution des primes émises par CNIA SAADA Assurance sur la période 2007 – 2009 :

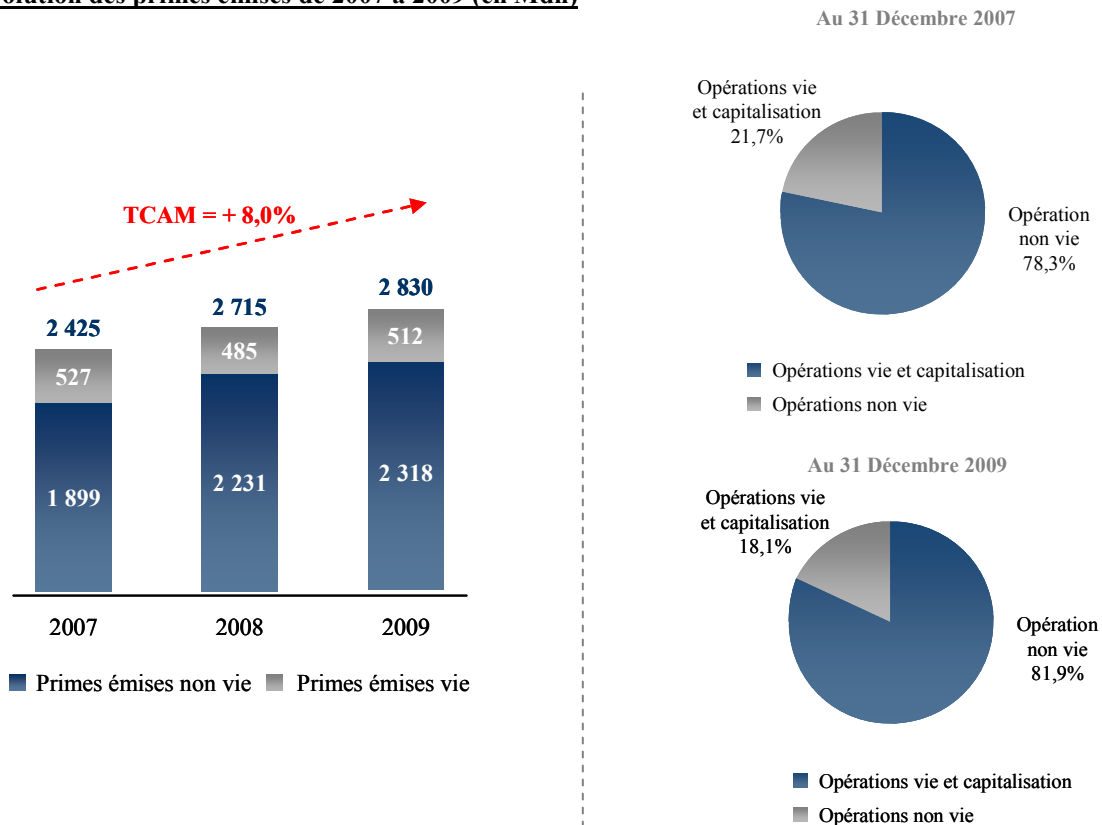
En Mdh	2007	2008	Var.08/07	2009	Var.09/08	TCAM 09/07
Opération non vie	1 899	2 231	17,5%	2 318	3,9%	10,5%
Dont Contribution de Assurances Es Saada	1 051	1 172	11,5%	NA	NA	NA
% CA total	78,3%	82,1%	NA	81,9%	NA	NA
Opérations vie et capitalisation	527	485	-7,9%	512	5,6%	-1,4%
% CA total	21,7%	17,9%	NA	18,1%	NA	NA
CA total	2 425	2 715	12,0%	2 830	4,2%	8,0%

Source : CNIA SAADA Assurance

Le chiffre d'affaires a enregistré une croissance moyenne de 8,0% sur la période 2007 – 2009 porté par la branche « non vie » et la contribution de Assurances Es Saada récemment acquise. Les primes émises se sont établies à 2,8 Mrds Dh en 2009 soit, une progression de 4,2% vs. une croissance de 12,0% en 2008 à 2,7 Mrds Dh. Les opérations « non vie » progressent en moyenne de 10,5% sur la période 2007 – 2009 à comparer avec une baisse moyenne de 1,4% sur la même période pour les opérations vie et capitalisation.

Le graphique suivant illustre l'évolution du chiffre d'affaires sur la période étudiée :

Evolution des primes émises de 2007 à 2009 (en Mdh)



Source : CNIA SAADA Assurance

La branche « non vie » contribue à hauteur de 81,9% dans le chiffre d'affaire en 2009 contre 78,3% en 2007 soit, un gain de 360 points de base. Cette tendance matérialise le positionnement stratégique de CNIA SAADA Assurance sur la branche « non vie » à travers, l'expansion du réseau de distribution, l'efficacité commerciale, l'optimisation de la productivité des agents et l'amélioration du service. La branche vie représente 18,1% du chiffre d'affaires en 2009 vs. 21,7% en 2007 soit une baisse de 360 points de base du fait de l'absence de réseau de bancassurance et de la faible rentabilité de la branche.

1. Détail des primes émises de la branche vie

Le tableau suivant présente l'évolution des primes émises par CNIA SAADA Assurance dans l'assurance vie sur la période 2007 – 2009 :

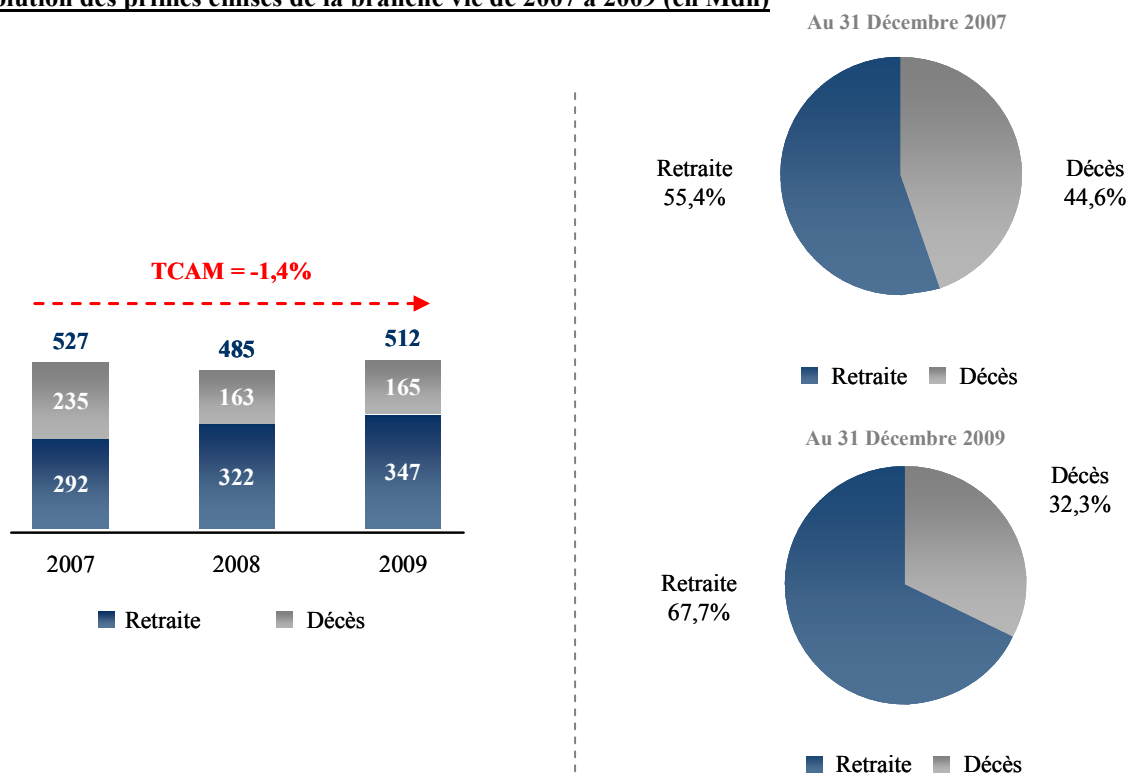
En Mdh	2007	2008	Var.08/07	2009	Var.09/08	TCAM 09/07
Décès	235	163	-30,6%	165	1,2%	-16,2%
% CA total	44,6%	33,7%	NA	32,3%	NA	NA
Retraite	292	322	10,4%	347	7,8%	9,1%
% CA total	55,4%	66,3%	NA	67,7%	NA	NA
CA "Vie" total	527	485	-7,9%	512	5,6%	-1,4%

Source : CNIA SAADA Assurance

Les primes émises dans la branche vie ont enregistré une baisse moyenne de 1,4% sur la période 2007 – 2009 impactées par la baisse des émissions de polices d'assurance liées au décès. Le chiffre d'affaires de la branche vie s'établit à 512 Mdh en 2009 soit, une hausse de 5,6% comparée à une baisse de 7,9% en 2008 à 485 Mdh. L'assurance Décès marque un recul moyen de 16,2% de son chiffre d'affaires sur la période 2007 – 2009. Comparativement, l'assurance retraite enregistre une progression moyenne de 9,1%.

Le graphique suivant illustre l'évolution du chiffre d'affaires de la branche vie sur la période étudiée :

Evolution des primes émises de la branche vie de 2007 à 2009 (en Mdh)



Source : CNIA SAADA Assurance

L'assurance retraite contribue à 67,7% dans le chiffre d'affaire en 2009 comparativement à la part de 55,4% enregistrée en 2007 soit, un gain de 1 230 points de base alors que la part de l'assurance décès dans le chiffre d'affaires s'établit à 32,3% en 2009 vs. 44,6% en 2007 soit, un recul de 1 230 points de base.

2. Détail des primes émises de la branche « non vie »³⁴

Le tableau suivant présente l'évolution des primes émises par CNIA SAADA Assurance dans l'assurance « non vie » sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var.08/07	2009	Var.09/08	TCAM 09/07
Assurance Obligatoire	1 640	1922	17,2%	1999	4,0%	10,4%
Automobile	930	1 119	20,4%	1 218	8,8%	14,4%
% CA total	49,0%	50,2%	NA	52,5%	NA	NA
Accidents de travail	261	286	9,7%	248	-13,1%	-2,4%
% CA total	13,7%	12,8%	NA	10,7%	NA	NA
Accidents corporels	450	517	15,0%	533	3,0%	8,8%
% CA total	23,7%	23,2%	NA	23,0%	NA	NA
Assurance Facultative	259	308	19,1%	319	3,6%	11,1%
Transport	92	121	31,5%	123	2,0%	15,8%
% CA total	4,8%	5,4%	NA	5,3%	NA	NA
Autres	167	187	12,3%	196	4,6%	8,4%
% CA total	8,8%	8,4%	NA	8,5%	NA	NA
CA non vie total	1 899	2 231	17,5%	2 318	3,9%	10,5%

Source : CNIA SAADA Assurance

Les assurances obligatoires contribuent à hauteur de 86,2% des primes émises en 2009 à 1 999 Mdh vs. 86,4% en 2005 à 1 640 Mdh. Les assurances facultatives contribuent quant à eux à hauteur de 13,8% en 2009, soit un gain de 20 points de base de contribution comparée à 2005. Cette tendance s'explique par la 1^{ière} place qu'occupe CNIA SAADA Assurance dans la branche automobile.

Les primes émises dans la branche « non vie » ont augmenté en moyenne de 10,5% sur la période 2007 – 2009 portées par la progression de l'ensemble des catégories d'assurance « non vie » à l'exception des contrats accidents de travail. Le chiffre d'affaires de la branche « non vie » s'établit à 2,3 Mrds Dh en 2009 soit, une hausse de 3,9% comparativement à une progression de 17,5% en 2008 à 2,2 Mrds Dh. Le détail des évolutions des catégories d'assurance de la branche « non vie » sur la période 2007 – 2009 se présente comme suit :

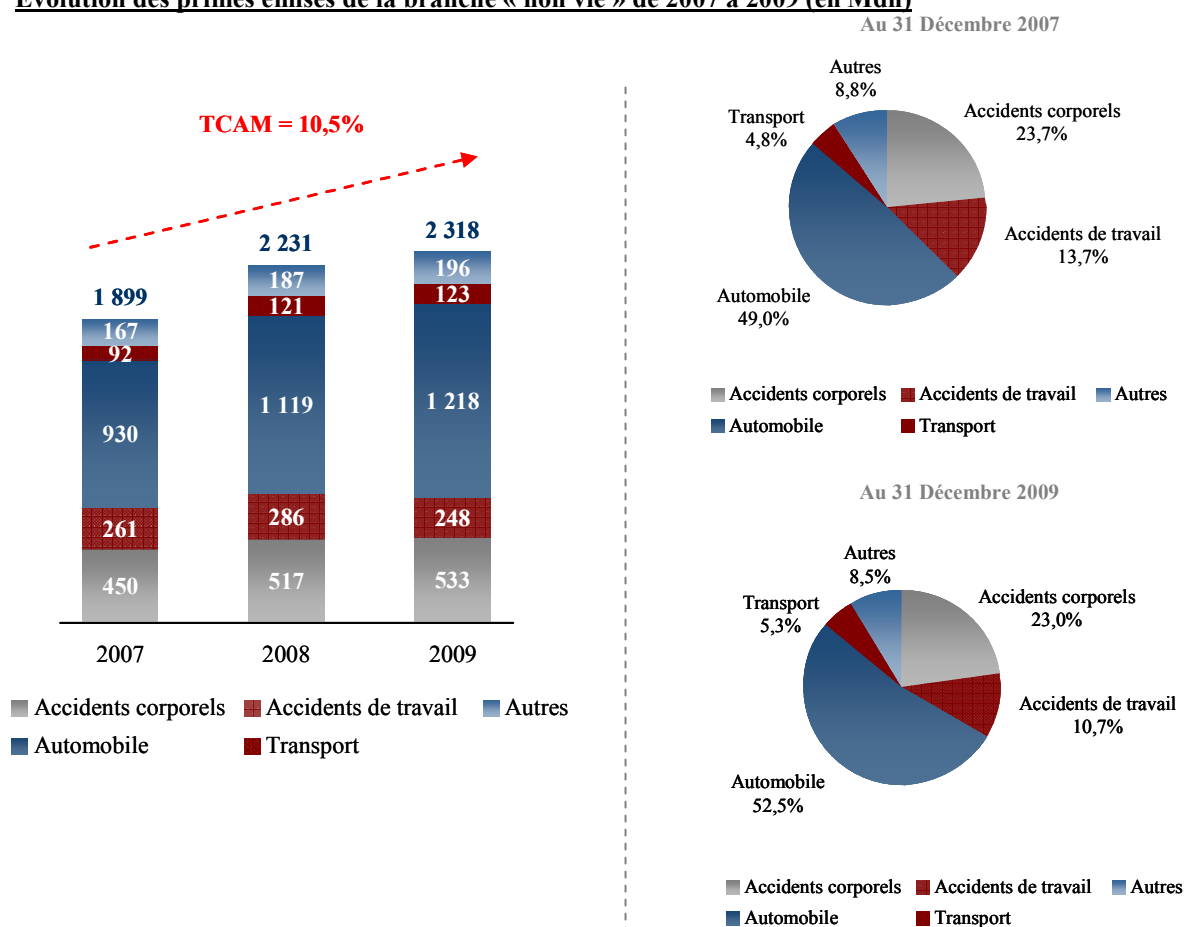
- l'assurance automobile enregistre une hausse moyenne de 14,4% de son chiffre d'affaires en ligne avec les orientations stratégiques mises en place par CNIA SAADA Assurance, à savoir :
 - ✓ l'extension du réseau de distribution : l'assureur passe de 139 agents en 2006 à plus de 280 à Mai 2010, soit le premier réseau marocain ;
 - ✓ l'amélioration de la productivité des agents agréés : le chiffre d'affaires par agent est porté à 5,5 Mdh en 2009 en phase avec la moyenne du marché vs. 3 Mdh en 2006 ;
 - ✓ l'implantation dans des régions dites à potentiel important : CNIA SAADA Assurance cible des emplacements stratégiques en ayant recours à la technique « Géo Marketing ». Elle gagne ainsi plus de 600 points de part de marché dans la région du Grand Casablanca et investit la région du Gharb, de l'oriental et du Sud.

³⁴ La catégorie d'assurance autres concerne les assurances responsabilité civile générale, incendie et risques divers

- ✓ La refonte de son système d'information : mise en place d'un schéma directeur informatique reliant l'ensemble des agents au système central. La résultante est l'allègement des procédures de back-office, écourtant ainsi la durée de règlement des sinistres et améliorant la qualité de service.
- CNIA SAADA Assurance a su développer un vrai savoir faire dans la catégorie accidents corporels et plus particulièrement, dans l'assurance maladie complémentaire et ce, en réduisant les délais de remboursement (délai ramené à 7 jours) et en améliorant le suivi des dossiers. Le chiffre d'affaires de cette catégorie progresse en moyenne de 8,8% du fait de la conclusion de plusieurs nouveaux contrats portant à 1 million le nombre total de bénéficiaires, assurés par la compagnie ;
- bien que la catégorie « transport de marchandise » a connu un repli en 2009 en raison de la crise, les contrats d'assurance transports augmentent en moyenne de 15,8% du fait de l'acquisition de nouveaux contrats liés à l'aviation ;
- les polices d'assurances de la catégorie autres connaissent une croissance moyenne de 8,5%. Ils sont essentiellement portés par le développement de la catégorie risque technique corrélée au lancement de nombreux projets d'infrastructure et immobiliers et par la croissance de l'assurance « responsabilité civile générale » ;
- les assurances accidents de travail baissent en moyenne de 2,4% suite à l'effort consenti par CNIA SAADA Assurance pour améliorer la qualité de son portefeuille.

Le graphique suivant illustre l'évolution du chiffre d'affaires de la branche « non vie » sur la période étudiée :

Evolution des primes émises de la branche « non vie » de 2007 à 2009 (en Mdh)



Source : CNIA SAADA Assurance

Les primes émises relatives aux assurances automobiles, accidents corporels et accidents de travail contribuent à hauteur de 86,2% du chiffre d'affaires en 2009 vs. 86,4% en 2007.

La part des assurances automobile et transports s'établit respectivement à 52,5% et 5,3% du chiffre d'affaires de la branche non vie en 2009 vs. une part respective de 49,0% et 4,8% en 2007. Les contrats automobiles gagnent 350 points de base alors que les contrats transports gagnent 50 points de base sur la période étudiée.

A l'inverse, la contribution des primes liées aux produits d'assurance accidents corporels diminue de 23,7% à 23,0% marquant ainsi un recul de 70 points de base.

Les assurances accidents de travail accusent une baisse de 300 points de base de leur contribution au chiffre d'affaires non vie, cette dernière passant de 13,7% en 2007 à 10,7% à fin 2009.

Enfin, les autres produits d'assurance non vie voient leur contribution dans le chiffre d'affaires de la branche non vie reculer de 30 points de base, passant d'une contribution de 8,8% à fin 2007 à 8,5% pour l'exercice 2009.

Du fait d'une vocation d'assureur universel, CNIA SAADA Assurance est présente sur l'ensemble des catégories d'assurance. Néanmoins, des orientations stratégiques claires assorties à des efforts commerciaux non négligeables ont été mis en place pour consolider sa position de leader dans la catégorie d'assurance automobile et sa 3^{ème} place dans la catégorie accidents corporels ; cœurs de métiers de l'assureur.

Focus sur la catégorie automobile

Le tableau ci-contre détaille l'évolution de la contribution des compagnies d'assurance dans la branche automobile sur la période 2007 – 2009 :

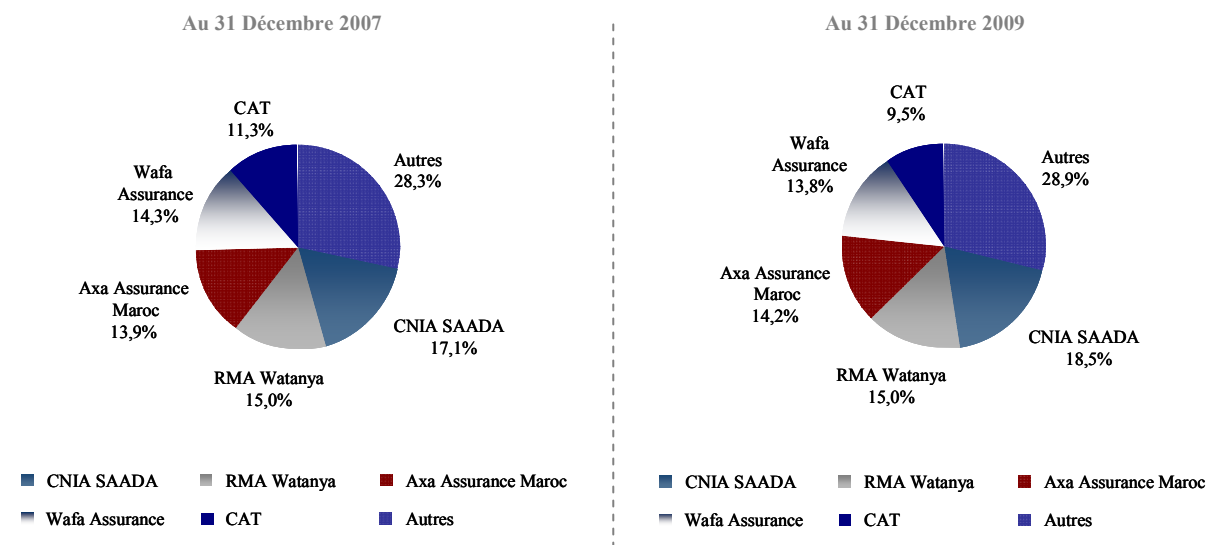
En Mdh	2007	2008	Var.08/07	2009	Var.09/08	TCAM 09/07
Autres	1 538	1 698	10,4%	1 905	12,2%	11,3%
CNIA SAADA	930	1 119	20,4%	1 218	8,8%	14,4%
RMA Watanya	817	894	9,4%	988	10,6%	10,0%
Axa Assurance Maroc	754	831	10,1%	938	12,9%	11,5%
Wafa Assurance	773	822	6,3%	911	10,8%	8,6%
CAT	616	628	2,0%	628	0,0%	1,0%
Total	5 428	5 991	10,4%	6 588	10,0%	10,2%

Source : CNIA SAADA Assurance

CNIA SAADA Assurance est le leader dans l'assurance automobile. La Compagnie enregistre une croissance moyenne de 14,4% entre 2007 et 2009 comparé à 10,2% de progression moyenne pour le secteur sur la même période.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des parts de marché des principaux intervenants dans l'assurance automobile :

Parts de marché des principaux intervenants dans l'assurance automobile de 2007 à 2009 (en Mdh)



Source : CNIA SAADA Assurance

CNIA SAADA Assurance voit sa part de marché passer de 17,1% en 2007 à 18,5% en 2009 soit un gain de 140 points sur les 3 dernières années.

Focus sur la catégorie accidents corporels

Le tableau ci-contre détaille l'évolution de la contribution des compagnies d'assurance dans la branche automobile sur la période 2007 – 2009 :

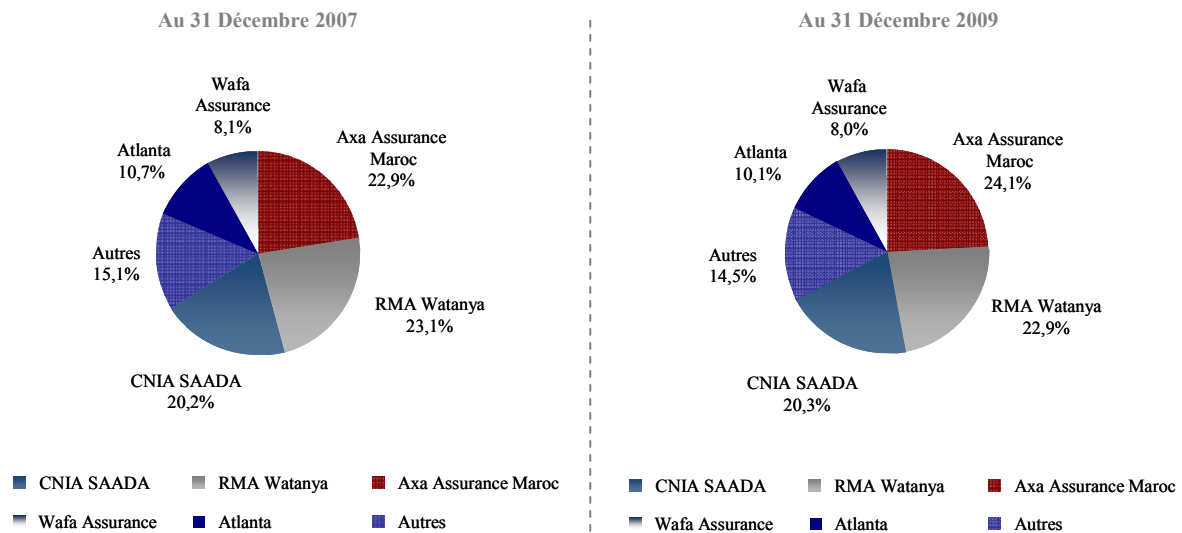
En Mdh	2007	2008	Var.08/07	2009	Var.09/08	TCAM 09/07
Axa Assurance Maroc	510	597	17,0%	631	5,8%	11,2%
RMA Watanya	514	529	3,0%	602	13,6%	8,2%
CNIA SAADA	450	517	15,0%	533	3,0%	8,8%
Autres	336	363	8,1%	381	4,8%	6,5%
Atlanta	239	261	9,6%	265	1,5%	5,3%
Wafa Assurance	180	194	7,8%	211	9,0%	8,3%
Total	2 228	2 462	10,5%	2 623	6,5%	8,5%

Source : CNIA SAADA Assurance

CNIA SAADA Assurance est positionnée 3^{ème} dans la catégorie accidents corporels. La Compagnie affiche une hausse moyenne de 8,8% entre 2007 et 2009 soit le deuxième taux de progression le plus élevé derrière Axa Assurance Maroc (11,2%) comparé à 8,5% de progression moyenne pour le secteur sur la même période.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des parts de marché des principaux intervenants dans l'assurance accidents corporels :

Parts de marché des principaux intervenants dans l'assurance accidents corporels de 2007 à 2009 (en Mdh)



Source : CNIA SAADA Assurance

CNIA SAADA Assurance voit sa part de marché passer de 20,2% en 2007 à 20,3% en 2009 soit un gain de 10 points sur les 3 dernières années.

b. Sinistres par branche d'assurance

Le tableau suivant présente l'évolution de la charge de sinistres globale de CNIA SAADA Assurance sur la période 2007 – 2009 :

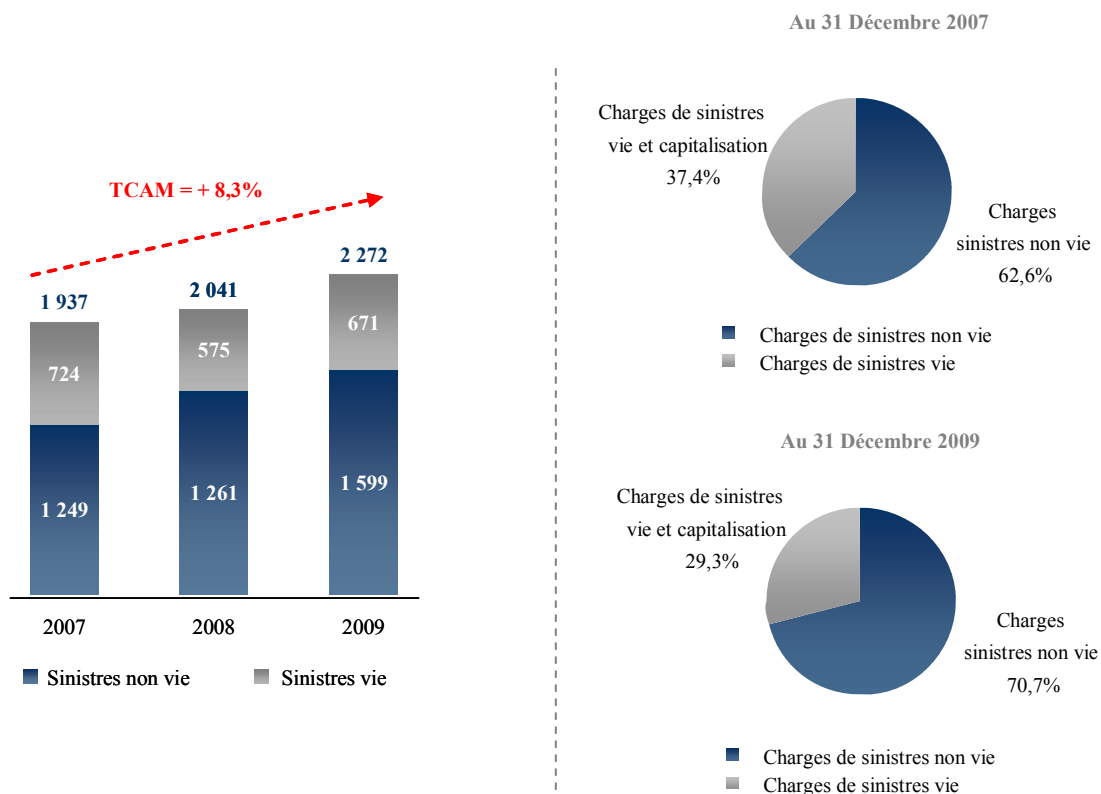
En Mdh	2007	2008	Var.08/07	2009	Var.09/08	TCAM 09/07
Charges de sinistres non vie	1 213	1 450	19,6%	1 606	10,7%	15,1%
<i>Dont Contribution de Assurances Es Saada</i>	658	752	14,3%	NA	NA	NA
% charges de sinistre globales	62,6%	71,1%	NA	70,7%	NA	NA
Charges de sinistres vie et capitalisation	724	591	-18,5%	666	12,7%	-4,1%
% charges de sinistre globales	37,4%	28,9%	NA	29,3%	NA	NA
Charges de sinistre brutes globales	1 937	2 041	5,4%	2 272	11,3%	8,3%

Source : CNIA SAADA Assurance

La charge de sinistres globale a enregistré une hausse moyenne de 8,3% sur la période 2007 – 2009 portée par les sinistres de la branche non vie. Les prestations et frais se sont établies à 2 272 Mdh en 2009 soit, une progression de 11,3% en comparaison à la hausse de 5,4% enregistrée en 2008 à 2 041 Mdh. Les sinistres liés à la branche non vie progresse en moyenne de 15,1% sur la période 2007 – 2009, portés par les efforts de paiements relatifs aux sinistres du portefeuille de Assurances Es Saada, à comparer avec une diminution moyenne de 4,1% sur la même période pour les sinistres liés aux opérations vie et capitalisation.

Le graphique ci dessous illustre l'évolution de la charge globale des sinistres sur la période étudiée :

Evolution des charges de sinistres brutes globales de 2007 à 2009 (en Mdh)



Source : CNIA SAADA Assurance

Les prestations et frais liés à la branche non vie contribue à 70,7% dans la charge de sinistres globales en 2009 vs. 62,6% en 2007 soit, un gain de 810 points de base alors que les sinistres de la branche vie représentent 29,3% dans la charge de sinistres globales en 2009 vs. 37,4% en 2007 soit, un recul de 810 points de base.

1. Détail des sinistres de la branche vie

Le tableau suivant présente l'évolution des sinistralités de la branche vie de CNIA SAADA Assurance sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var.08/07	2009	Var.09/08	TCAM09/07
Décès	263	110	-58,4%	134	22,8%	-28,8%
% charges de sinistre « vie »	36,4%	18,5%	NA	20,2%	NA	NA
Retraite	461	481	4,4%	531	10,5%	7,4%
% charges de sinistre « vie »	63,6%	81,5%	NA	79,8%	NA	NA
Charges de sinistre brutes « vie »	724	591	-18,5%	666	12,7%	-4,1%

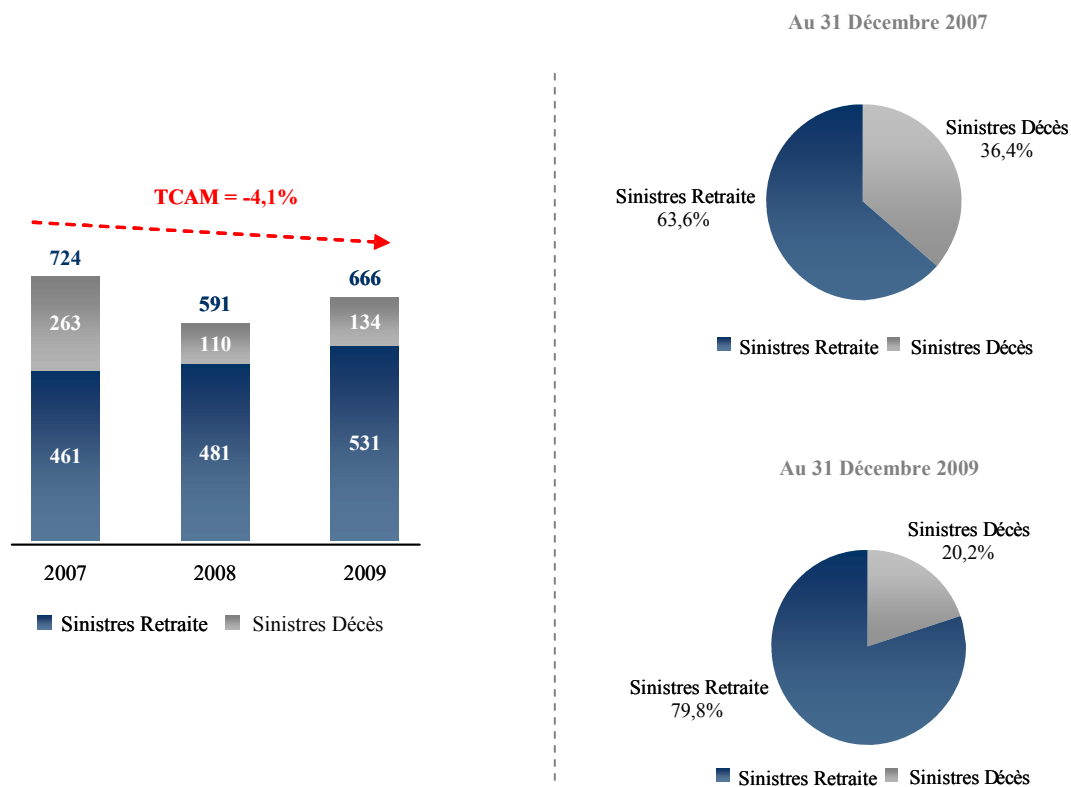
Source : CNIA SAADA Assurance

La sinistralité dans la branche vie a enregistré une baisse moyenne de 4,1% sur la période 2007 – 2009 corrélée à la baisse de primes émises liées au décès. La charge de sinistres globale de la branche vie s'établit à 666 Mdh en 2009 soit, une hausse de 12,7% vs. une baisse de 18,5% en 2008 induite par la résiliation des contrats décès déficitaires, à 591 Mdh.

Les prestations et frais liés à l'assurance Décès marquent un recul annuel moyen de 28,8% sur la période 2007 – 2009 du fait de la résiliation d'un contrat à prime unique en 2008. Quant aux charges afférentes à l'assurance retraite, elles progressent en moyenne de 7,4% sous l'effet de la régularisation d'un contrat important, du rachat de contrats ADDAMANE CHAABI et de la croissance du chiffre d'affaires.

Le graphique suivant illustre l'évolution des prestations et frais de la branche vie sur la période étudiée :

Evolution des charges de sinistres brutes de la branche vie de 2007 à 2009 (en Mdh)



Source : CNIA SAADA Assurance

Les prestations et frais relatifs à l'assurance retraite contribuent à 79,8% de la charge de sinistres globale de la branche vie en 2009 vs. 63,6% en 2007 soit, un gain de 1 617 points de base alors que la part de l'assurance décès dans la charge de sinistres globale s'établit à 20,2% en 2009 contre 36,4% en 2007 soit, une perte de 1 617 points de base.

2. Détail des sinistres de la branche non vie

Le tableau suivant présente l'évolution des sinistralités de la branche non vie de CNIA SAADA Assurance sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var.08/07	2009	Var.09/08	TCAM 09/07
Automobile	551	610	10,7%	754	23,6%	17,0%
% charges de sinistre « non vie »	45,5%	42,1%	NA	47,0%	NA	NA
Accidents corporels	291	375	28,9%	405	8,1%	18,0%
% charges de sinistre « non vie »	24,0%	25,9%	NA	25,2%	NA	NA
Accidents de travail	260	362	39,3%	235	-35,1%	-4,9%
% charges de sinistre « non vie »	21,5%	25,0%	NA	14,7%	NA	NA
Transport	61	43	-29,5%	110	155,2%	34,1%
% charges de sinistre « non vie »	5,1%	3,0%	NA	6,9%	NA	NA
Autres	49	59	21,1%	101	70,0%	43,5%
% charges de sinistre « non vie »	4,0%	4,1%	NA	6,3%	NA	NA
Charges de sinistre brutes « non vie »	1 213	1 450	19,6%	1 606	10,7%	15,1%

Source : CNIA SAADA Assurance

Les prestations et frais liés à la branche non vie ont augmentés en moyenne de 15,1% sur la période 2007 – 2009. Cette tendance s'explique par le fait que la Compagnie a consenti à un effort de paiement important des sinistres relatifs aux Assurances Es Saada après son rachat en 2006 et ce, pour rattraper les retards de paiements cumulés suite aux difficultés financières qu'elle a connu. L'effort a notamment été concentré sur les dossiers traités auprès du BNEJ ce qui a permis à CNIA SAADA Assurance de se hisser à la 2^{ème} place du nombre de litiges résolus par cette instance en 2009³⁵ ;

Historiquement CNIA Assurance affichait un ratio S/P supérieur à la moyenne du marché alors que celui des Assurances Es Saada était inférieur. Dans l'objectif de préparer la fusion, les 2 Compagnies ont fait standardiser leurs procédures de gestion des sinistres (paiements et provisions).

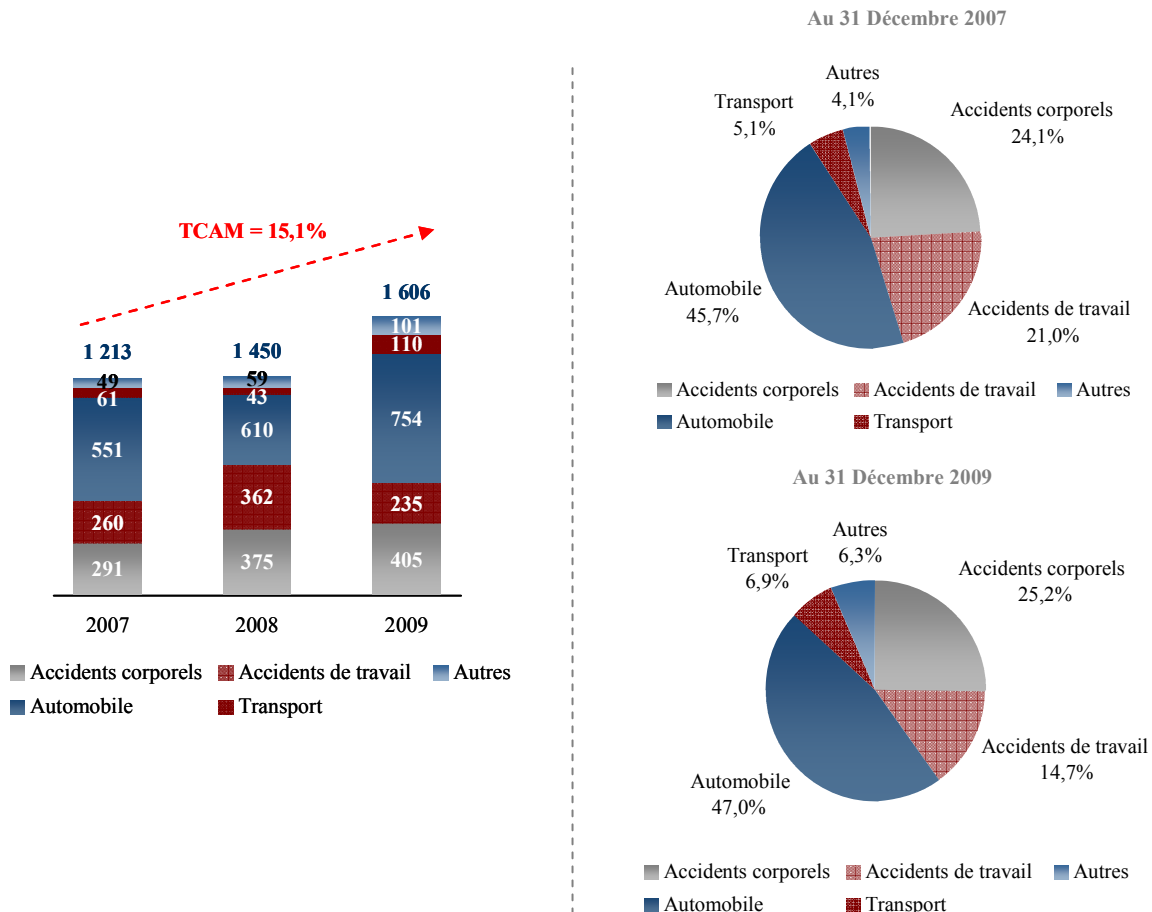
La charge de sinistralités globale de la branche non vie s'établit à 1 606 Mdh en 2009 soit, une hausse de 10,7% comparativement à une augmentation de 19,6% en 2008 à 1 450 Mdh. Le détail des principales variations des sinistralités de la branche non vie sur la période 2007 – 2009 se présente comme suit :

- l'assurance automobile enregistre une hausse moyenne de 17,0% des prestations et frais du fait de la croissance ;
- les sinistres relatifs à la catégorie accidents corporels augmentent en moyenne de 18,0% ;
- les charges liées aux contrats d'assurance transports s'accroissent en moyenne de 34,1% ;
- les frais liés aux polices d'assurances de la catégorie autres connaissent une croissance moyenne de 43,5% ;
- la charge de sinistres des assurances accidents de travail recule en moyenne de 4,9% dû à un apurement des contrats déficitaire.

³⁵ Source : Bureau des notifications et exécutions judiciaires

Le graphique suivant illustre l'évolution de la charge de sinistres globale de la branche non vie sur la période étudiée :

Evolution des charges de sinistres brutes de la branche non vie de 2007 à 2009 (en Mdh)



Source : CNIA SAADA Assurance

Les prestations et frais afférents aux assurances automobiles, accidents corporels et accidents de travail contribuent à hauteur de 86,9% de la charge de sinistres globale en 2009 vs. 90,9% en 2007.

La part des sinistres accidents corporels, transport et autres s'établit respectivement à 25,2%, 6,9% et 6,3% de la charge de sinistres globale de la branche non vie en 2009 vs. une part respective de 24,1% 5,1% et 4,1% en 2007.

Toutes les catégories d'assurances de la branche « non vie » voit leurs parts dans la charge de sinistres globales augmenter à l'exception de la catégorie accidents de travail qui perd 630 point de contribution.

c. Commissions payées par branche d'assurance

Le tableau suivant présente l'évolution commissions payées par CNIA SAADA Assurance sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var.08/07	2009	Var.09/08	TCAM09/07
Commissions payées non vie	223	250	12,0%	261	4,5%	8,2%
Dont contribution de Assurances Es Saada	121	122	0,1%	NA	NA	NA
% des commissions totales	89,7%	92,9%	NA	91,7%	NA	NA
Commissions payées vie et capitalisation	26	19	-25,7%	24	23,1%	-3,9%
% des commissions totales	10,3%	7,1%	NA	8,3%	NA	NA
Commissions payées totales	249	269	8,1%	285	5,8%	7,0%

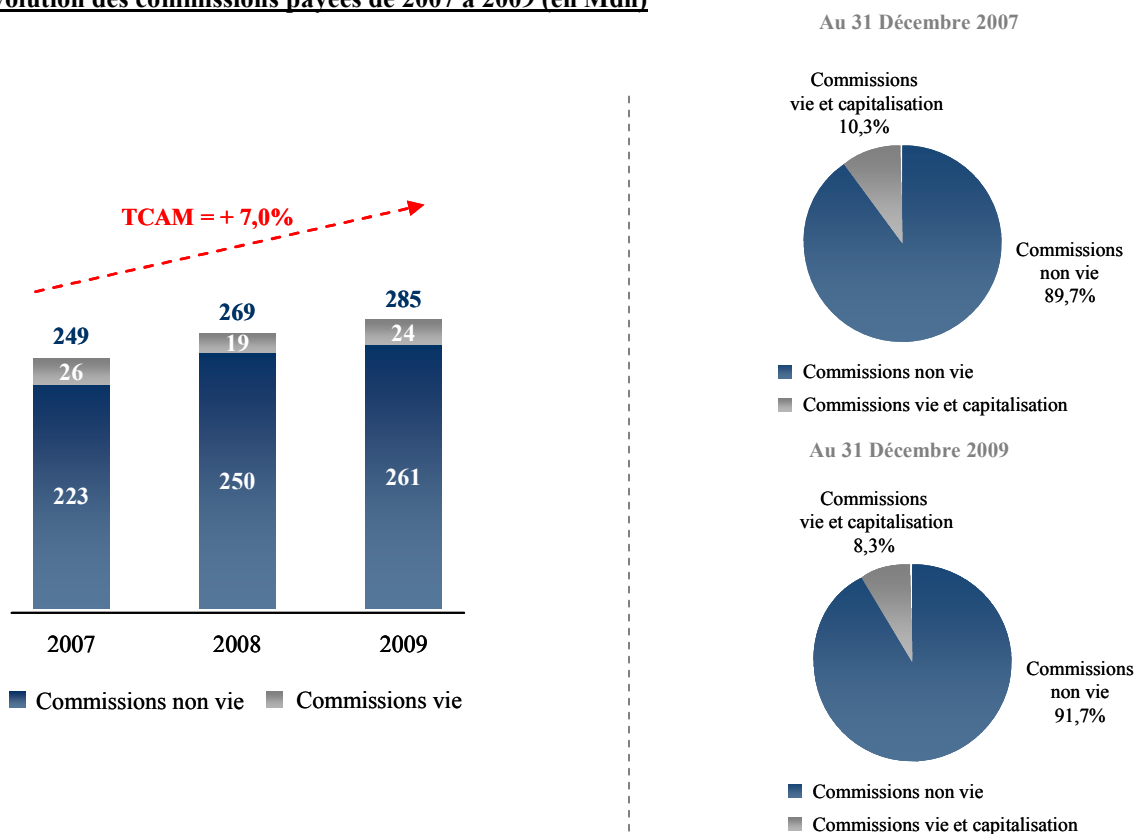
Source : CNIA SAADA Assurance

Les commissions payées par CNIA SAADA Assurance ont enregistré une hausse moyenne de 7,0% sur la période 2007 – 2009 portées par les frais d'intermédiation relatifs à la branche non vie. Les commissions payées se sont établies à 285 Mdh en 2009 soit, une progression de 5,8% à comparer avec la hausse de 8,1% enregistrée en 2008 à 269 Mdh. Les commissions payées relatives à la branche non vie progresse en moyenne de 8,2% sur la période 2007 – 2009 contre une diminution moyenne de 3,9% sur la même période pour celles liés aux opérations vie et capitalisation.

A noter que les commissions relatives à Assurances Es Saada ne varient que de 0,1% entre 2007 et 2008. Cette tendance s'explique par le nombre important d'agences détenues en propre et qui lui confère une maîtrise des coûts liés aux charges d'acquisition des contrats.

Le graphique ci dessous illustre l'évolution de la charge globale des sinistres sur la période étudiée :

Evolution des commissions payées de 2007 à 2009 (en Mdh)



Source : CNIA SAADA Assurance

Les commissions liées à la branche non vie contribuent à hauteur de 91,7% dans le total des commissions payées en 2009 vs. 89,7% en 2007 soit, un gain de 200 points de base alors que celles relatives à la branche vie représentent 8,3% du total des commissions payées en 2009 contre une contribution de 10,3% en 2007 marquant ainsi un recul de 200 points de base.

1. Détail des commissions payées relatives à la branche vie

Le tableau suivant présente l'évolution des commissions payées par CNIA SAADA Assurance relatives à la branche vie sur la période 2007 – 2009 :

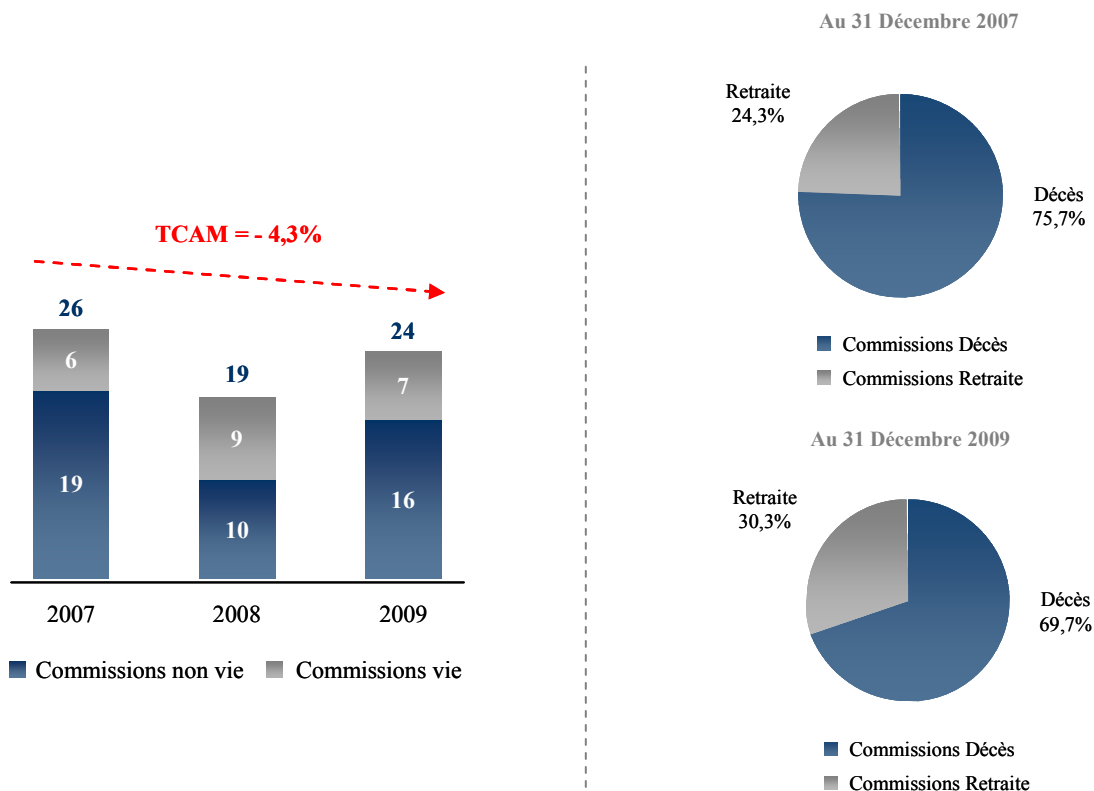
En Mdh	2007	2008	Var.08/07	2009	Var.09/08	TCAM 09/07
Décès	19	10	-47,4%	16	60,2%	-8,2%
% des commissions totales	75,7%	53,6%	NA	69,7%	NA	NA
Retraite	6	9	41,9%	7	-19,6%	8,0%
% des commissions totales	24,3%	46,4%	NA	30,3%	NA	NA
Commissions payées totales (vie)	26	19	-25,7%	24	23,1%	-3,9%

Source : CNIA SAADA Assurance

Les commissions payées dans la branche vie ont enregistré une baisse moyenne de 3,9% sur la période 2007 – 2009 impactées par la baisse des frais d'intermédiation relatifs aux contrats décès. Le total des commissions payées liées à la branche vie s'établit à 24 Mdh en 2009 soit, une hausse de 23,1% alors qu'une baisse de 25,7% était enregistrée en 2008 pour un montant de 19 Mdh corrélée à la baisse des primes de la branche « vie ». Les commissions liées à l'assurance Décès marquent un recul moyen de 8,2% sur la période 2007 – 2009 impacté par la résiliation d'un contrat à prime unique en 2008. Sur la même période, les frais d'intermédiation afférents à l'assurance retraite connaissent une progression moyenne de 8,0% dû à la croissance du chiffre d'affaires.

Le graphique suivant illustre l'évolution des commissions payées relatives à la branche vie sur la période étudiée :

Evolution des commissions payées relatives à la branche vie de 2007 à 2009 (en Mdh)



Source : CNIA SAADA Assurance

Les commissions payées relatives à l'assurance retraite contribuent à 30,3% du total des commissions payées relatives à la branche vie en 2009 tandis qu'elles représentaient 24,3% des commissions payées en 2007 illustrant un gain de 600 points de base.

De son côté, la part des commissions liées à l'assurance décès dans le total des frais d'intermédiation s'établit à 69,7% en 2009 à comparer avec une contribution de 75,7% en 2007 soit, une perte de 600 points de base.

2. Détail des commissions payées relatives à la branche non vie

Le tableau suivant présente l'évolution des commissions payées par CNIA SAADA Assurance relatives à la branche non vie sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var.08/07	2009	Var.09/08	TCAM 09/07
Automobile	106	122	15,1%	141	15,6%	15,3%
% des commissions totales	47,3%	48,8%	NA	54,1%	NA	NA
Accidents corporels	39	37	-4,6%	42	13,1%	3,8%
% des commissions totales	17,4%	14,9%	NA	16,1%	NA	NA
Accidents de travail	38	42	9,2%	37	-12,6%	-1,3%
% des commissions totales	17,2%	16,8%	NA	14,0%	NA	NA
Transport	16	21	31,9%	14	-33,8%	-6,5%
% des commissions totales	7,2%	8,5%	NA	5,4%	NA	NA
Autres	24	28	13,8%	27	-1,4%	6,1%
% des commissions totales	10,9%	11,0%	NA	10,4%	NA	NA
Commissions payées totales (non vie)	223	250	12,0%	261	4,5%	8,2%

Source : CNIA SAADA Assurance

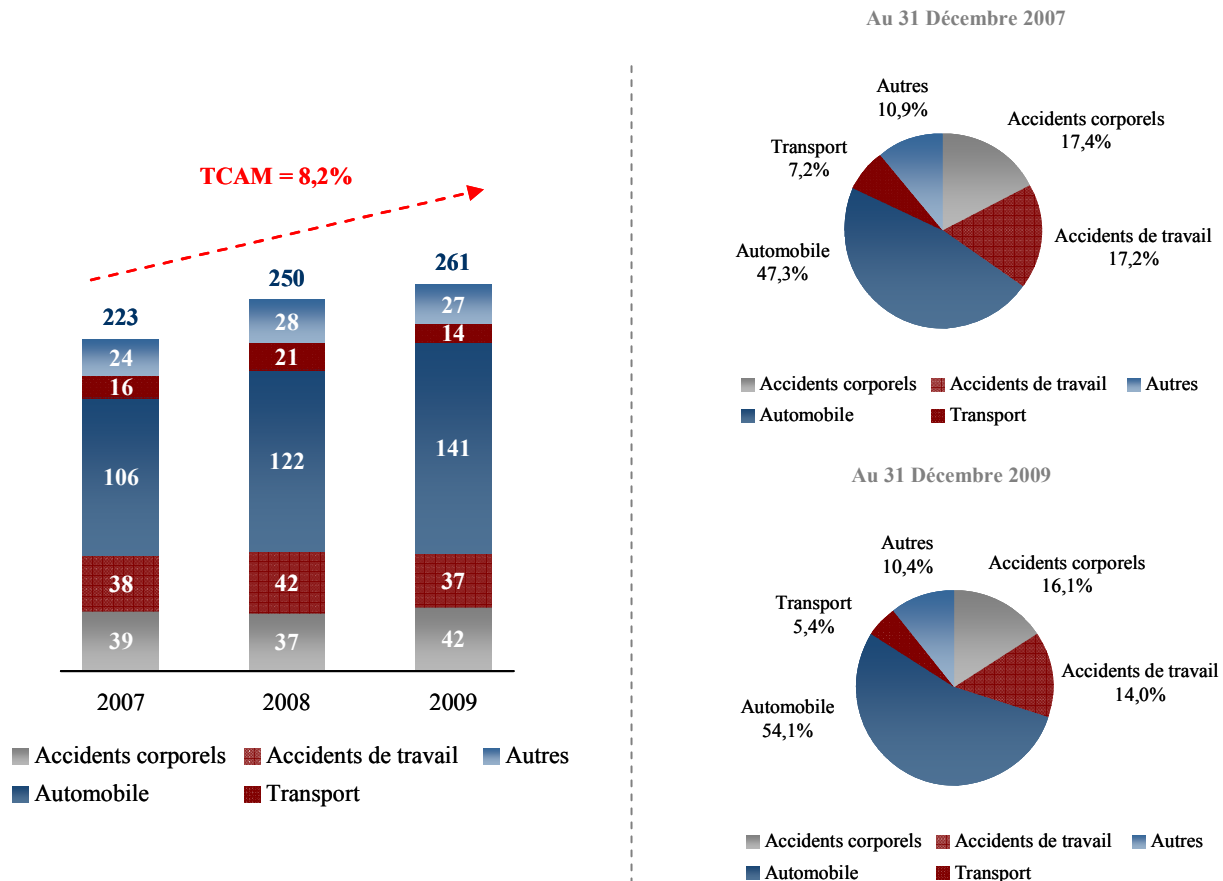
Les commissions payées liées à la branche non vie ont augmenté en moyenne de 8,2% sur la période 2007 – 2009. Cette tendance est légèrement inférieure au chiffre d'affaires du fait du changement du mix produits et des nouvelles affaires acquises en direct, à travers la mise en exécution d'une stratégie d'expansion du réseau de distribution.

Le total des commissions payées relatif à la branche non vie s'établit à 261 Mdh en 2009 soit, une hausse de 4,5% alors qu'il affichait une augmentation de 12,0% en 2008 à 250 Mdh. Le détail des variations notables des commissions payées relatifs aux différentes catégories d'assurance de la branche non vie sur la période 2007 – 2009 se présente comme suit :

- l'assurance automobile enregistre une hausse moyenne de 15,3% des commissions payées. A noter une croissance plus élevée pour cette catégorie du fait de la volonté de CNIA SAADA Assurance d'en faire son cœur de métier ;
- les commissions relatives à la catégorie accidents corporels augmentent en moyenne de 3,8%. Cette progression est inférieure à la croissance du chiffre d'affaires de ce segment du fait du mix produit couplé à l'extension du réseau ;
- les frais d'intermédiation liés aux contrats d'assurance de la catégorie « autres » connaissent une croissance moyenne de 6,1% ;
- les commissions payées liées aux polices d'assurances accidents de travail diminuent en moyenne de 1,3%, en ligne avec la stratégie de la Compagnie d'améliorer la qualité de son portefeuille ;
- les frais d'intermédiation relatifs aux assurances transport baisse en moyenne de 6,5% suite au ralentissement de l'activité économique (import-export notamment).

Le graphique suivant illustre l'évolution des commissions payées relatives à la branche non vie sur la période étudiée :

Evolution des commissions payées relatives à la branche non vie de 2007 à 2009 (en Mdh)



Source : CNIA SAADA Assurance

Les commissions payées afférentes aux assurances automobiles, accidents corporels et accidents de travail contribuent à hauteur de 81,9% du total des commissions payées en 2009 vs. 84,2% en 2007.

La part des commissions payées relative à l'assurance automobile s'établit à 54,1% du total des frais d'intermédiation relatif à la branche non vie en 2009 à comparer avec une part de 47,3% en 2007. Les commissions payées relatives à l'assurance automobile enregistrent une hausse de 680 points de base sur la période étudiée.

A l'inverse, la contribution des commissions payées relatives aux catégories d'assurance accidents corporels, accidents de travail, transports et autres dans le total des commissions payées de la branche non vie affichent des baisses sur la période :

- la contribution des commissions payées relatives à l'assurance accidents corporels diminue de 17,4% à 16,1% marquant ainsi une baisse de 130 points de base ;
- la contribution des commissions payées relatives aux accidents du travail recule de 320 points de base, passant d'une part de 17,2% à une part de 14,0% ;
- la contribution des commissions payées pour les prestations d'assurance transport recule de 180 points de base sur la période, soit une part de 5,4% en 2009 contre 7,2% en 2007 ;
- enfin, la part des commissions payées relatives aux autres produits diminue également de 10,4% à fin 2009 comparativement à une part de 10,9% pour 2007, soit un repli de 50 points de base.

d. Provisions Techniques par branche d'assurance

Le tableau suivant présente l'évolution des provisions techniques de CNIA SAADA Assurance sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var.08/07	2009	Var.09/08	TCAM09/07
Provisions Techniques "non vie"	6 436	6 709	4,2%	7 176	7,0%	5,6%
Dont contribution de Assurances Es Saada	3 142	3 171	0,9%	NA	NA	NA
% total bilan	47,1%	44,2%	-288 pts	43,3%	-82 pts	NA
Provisions d'assurance "vie"	4 194	4 286	2,2%	4 419	3,1%	2,6%
% total bilan	30,7%	28,2%	-244 pts	26,7%	-152 pts	NA
Provisions Techniques totales	10 630	10 995	3,4%	11 595	5,5%	4,4%

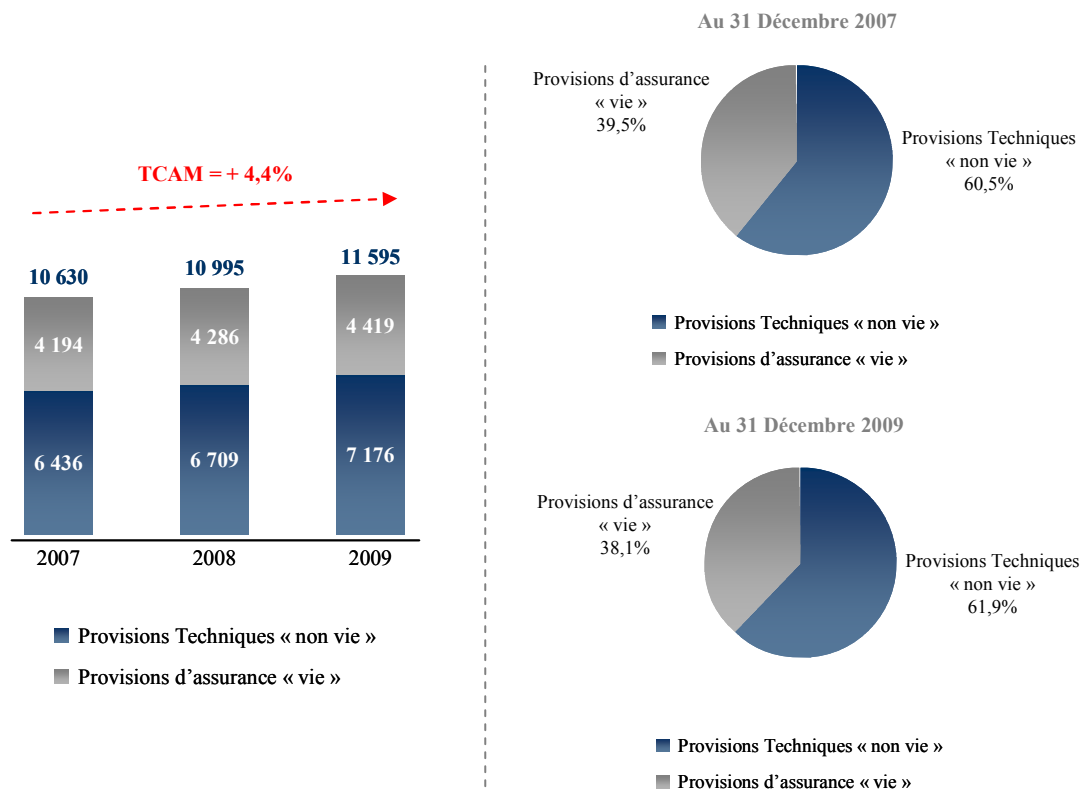
Source : CNIA SAADA Assurance

Les provisions techniques de CNIA SAADA Assurance ont enregistré une hausse moyenne de 4,4% sur la période 2007 – 2009 portées par les provisions techniques « non vie ». Les provisions techniques ont progressé de 5,5% en 2009 à 11,6 Mrds Dh à comparer avec la hausse de 3,4% enregistrée en 2008 à 11,0 Mrds Dh. Les provisions techniques « non vie » ont connu une croissance moyenne de 5,6% sur la période 2007 – 2009 contre une hausse moyenne de 2,6% sur la même période pour les provisions d'assurance vie.

A noter que Assurances Es Saada ne contribue qu'aux provisions techniques « non vie ». Sa part s'est établit à 3,2 Mrds Dh en 2008 en hausse de 0,9%.

Le graphique ci dessous illustre l'évolution de la charge globale des sinistres sur la période étudiée :

Evolution des commissions payées de 2007 à 2009 (en Mdh)



Source : CNIA SAADA Assurance

Les provisions techniques « non vie » contribuent à hauteur de 61,9% dans le total des provisions techniques en 2009 vs. 60,5% en 2007 soit, un gain de 140 points de base alors que celles relatives à la branche vie représentent 38,1% du total des provisions techniques en 2009 contre une contribution de 39,5% en 2007 marquant ainsi un recul de 140 points de base. Cette tendance s'explique par la forte croissance du chiffre d'affaires de la branche « non vie » alors que celui de la branche « vie » n'augmente que très peu sur la période 2007 – 2009.

1. Détail des provisions techniques

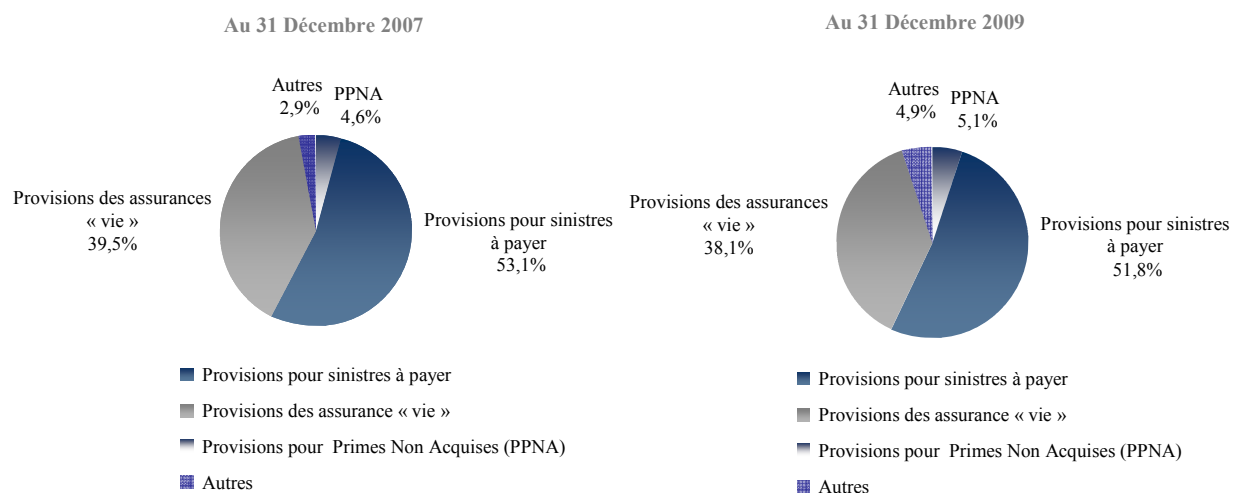
Le tableau suivant présente le détail des provisions techniques de CNIA SAADA Assurance sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var.08/07	2009	Var.09/08	TCAM 09/07
Provisions pour primes non acquises	485	566	16,6%	597	5,5%	10,9%
Provisions pour sinistres à payer	5 640	5 609	-0,6%	6 008	7,1%	3,2%
Provisions des assurances Vie	4 194	4 286	2,2%	4 419	3,1%	2,6%
Provisions pour fluctuations de sinistralité	7	212	>100%	214	0,9%	>100%
Provisions pour aléas financiers	9	0	-100,0%	0	Ns	NA
Provisions techniques des contrats en unités de compte	0	0	Ns	0	Ns	NA
Provisions pour participations aux bénéfices	122	110	-10,3%	143	30,0%	8,3%
Provisions techniques sur placements	151	165	9,6%	165	-0,1%	4,5%
Autres provisions techniques	21	48	>100%	50	4,5%	54,3%
Provisions Techniques totales	10 630	10 996	3,4%	11 596	5,5%	4,4%

Source : CNIA SAADA Assurance

Le graphique ci dessous illustre l'évolution des différentes provisions techniques sur la période étudiée :

Evolution des différentes provisions techniques de 2007 à 2009



Source : CNIA SAADA Assurance

A l'exception des provisions techniques sur placement, l'ensemble des éléments constitutifs des provisions techniques progresse.

Les provisions pour primes non acquises ont connu une croissance moyenne de 10,9% sur la période 2007 – 2009 pour s'établir à 597 Mdh en 2009. Sa quote-part dans le total des provisions techniques s'établit à 5,1% en 2009 contre 4,6% en 2007, soit un gain de 50 points de base. Cette évolution s'explique par la croissance du volume d'affaires.

Les provisions pour sinistres à payer progressent en moyenne de 3,2% sur la période 2007 – 2009 pour s'établir à 6,0 Mrds Dh en 2009. Sa contribution dans les provisions techniques globales s'élève à 51,8% en 2009 contre 53,1% en 2007, soit une perte de 130 points de base. Cette tendance s'explique par un effort de régularisation des paiements sur les contrats de Assurances Es Saada en 2007 et en 2008.

Les provisions des assurances « vie » augmentent de 2,6% en moyenne sur les 3 dernières années à 4,4 Mrds Dh en 2009. Elles entrent à hauteur de 38,1% du total des provisions techniques en 2009 comparé à 39,5% en 2007, soit une perte de 140 points de base. Cette évolution à la baisse s'explique par une croissance moyenne du chiffre d'affaires de la branche « vie » en baisse sur la période 2007 – 2009.

L'agrégat « autres »³⁶ a une croissance moyenne de 35,6% entre 2007 et 2009. Sa contribution dans le total des provisions techniques s'élève à 4,9% en 2009 vs. 2,9% en 2007, soit un gain de 200 points de base. Cette évolution s'explique principalement par un résultat technique et un résultat net positif sur les années 2007, 2008 et 2009 et une réalisation de plus-value sur placement.

³⁶ Autres sont constitués des Provisions pour fluctuations de sinistralité, des Provisions pour aléas financiers, des Provisions pour participations aux bénéfices, des Provisions techniques sur placements et des Autres provisions techniques.

e. Récapitulatif

Ratio S/P

Le tableau suivant détaille les ratios S/P de CNIA Assurance, Assurances Es Saada et CNIA SAADA Assurance entre 2007 et 2009 :

	CNIA		ES SAADA			
	2007	2008	2007	2008	2007	2008
Branche Vie	137,6%	121,8%	NA	NA	137,6%	121,8%
Décès	112,1%	67,1%	NA	NA	112,1%	67,1%
Retraite	158,1%	149,5%	NA	NA	158,1%	149,5%
Branche Non Vie	69,5%	70,3%	63,2%	65,0%	66,0%	67,4%
Accidents corporels	68,5%	74,1%	NA	NA	64,4%	71,4%
Accidents de travail	106,7%	75,6%	NA	NA	99,5%	127,1%
Automobile	70,8%	76,4%	NA	NA	61,5%	58,2%
Responsabilité Civile Générale	73,2%	38,6%	NA	NA	57,6%	39,4%
Incendie	26,3%	41,5%	NA	NA	23,0%	35,6%
Transport	68,9%	57,9%	NA	NA	67,8%	35,7%
Risques divers	-6,6%	35,4%	NA	NA	40,3%	25,8%
Total	96,5%	87,2%	63,2%	65,0%	81,9%	77,4%

	CNIA		ES SAADA		CNIA SAADA		
	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2009
Branche Vie	137,6%	121,8%	NA	NA	137,6%	121,8%	130,1%
Décès	112,1%	67,1%	NA	NA	112,1%	67,1%	81,4%
Retraite	158,1%	149,5%	NA	NA	158,1%	149,5%	153,2%
Branche Non Vie	69,5%	70,3%	63,2%	65,0%	66,0%	67,4%	70,2%
Accidents corporels	68,5%	74,1%	NA	NA	64,4%	71,4%	75,7%
Accidents de travail	106,7%	75,6%	NA	NA	99,5%	127,1%	93,5%
Automobile	70,8%	76,4%	NA	NA	61,5%	58,2%	64,1%
Responsabilité Civile Générale	73,2%	38,6%	NA	NA	57,6%	39,4%	49,4%
Incendie	26,3%	41,5%	NA	NA	23,0%	35,6%	64,4%
Transport	68,9%	57,9%	NA	NA	67,8%	35,7%	90,6%
Risques divers	-6,6%	35,4%	NA	NA	40,3%	25,8%	3,0%
Total	96,5%	87,2%	63,2%	65,0%	81,9%	77,4%	81,2%

Source : CNIA SAADA Assurance

CNIA SAADA Assurance voit son ratio S/P diminuer pour la branche « vie » et augmenter pour la branche « non vie » sur la période 2007 – 2009. Ceci s'explique pour la branche « vie » par la perte d'un contrat à prime unique. Concernant la branche « non vie », la tendance observée s'explique par une harmonisation du traitement des sinistres de Assurances Es Saada et CNIA Assurance.

Historiquement, le S/P « non vie » de CNIA Assurance était supérieur à la moyenne du marché à 70,3% en 2008 comparativement à 69,5% en 2007 alors que celui de Assurances Es Saada était inférieur pour s'établir à 63,2% en 2007 et à 65,0% en 2008. La préparation de la fusion a permis d'harmoniser les ratios des 2 Compagnies et de faire converger le coût moyen de traitement des sinistres vers la moyenne du marché.

CNIA Assurance affichait un ratio S/P « non vie » de 70,3% en 2008 comparé à 69,5% en 2007, soit une hausse de 80 points de base. Dans le détail, la branche Accidents de travail voit son S/P reculer de 106,7% en 2007 à 75,6% en 2008, la branche automobile affichait un S/P de 70,8% en 2007 vs. 76,4% en 2008, la branche transport a vu son S/P passer de 68,9% en 2007 à 57,9% en 2008 et la branche

RCG dont le ratio S/P s'est établi à 38,6% en 2008 comparé à 73,2% en 2007. A noter que la branche RCG, incendie, transport et risque divers affichent des S/P inférieur à la moyenne de la branche « non vie » sur l'année 2007 et l'année 2008. Cette observation s'explique par une qualité de portefeuille en constante amélioration.

Dans le détail et concernant CNIA SAADA Assurance, le ratio S/P pour la branche Accidents de travail de CNIA SAADA Assurance, augmente entre 2007 et 2008 du fait de la prise en compte de l'effet de la nouvelle table de mortalité (table PM 60-64) pour le portefeuille de Assurances Es Saada (impact moyen sur les provisions de +20%). En revanche, le S/P des exercices 2008 et 2009, passe à 93,5% du fait de la politique volontaire d'assainissement du portefeuille par la résiliation massive des contrats les plus déficitaires..

Concernant le ratio S/P relatif à la branche Automobile de CNIA SAADA Assurance, celui-ci diminue entre 2007 et 2008 du fait de la résiliation massive de contrats de flottes automobile déficitaires couplée à la liquidation des dossiers suite aux retards importants que les deux compagnies avaient cumulé avant leur acquisition et qui s'est matérialisée par le règlement de plus de 23 000 dossiers. Entre 2008 et 2009, le S/P pour la branche Automobile augmente à 64,1% du fait d'un sinistre majeur à l'étranger de près de 50 Mdh, pris en charge par les réassureurs à hauteur de 80%.

Au global, les ratios S/P de CNIA SAADA Assurance sur les 3 dernières années se situent entre ceux de CNIA Assurance et Assurances Es Saada.

Taux de commission

Le tableau suivant détaille les taux de commission de CNIA Assurance, Assurances Es Saada et CNIA SAADA Assurance entre 2007 et 2009 :

	CNIA		ES SAADA		CNIA SAADA		
	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2009
Branche Vie	4,9%	3,9%	NA	NA	4,9%	3,9%	4,6%
Décès	8,3%	6,3%	NA	NA	8,3%	6,3%	9,9%
Retraite	2,1%	2,8%	NA	NA	2,1%	2,8%	2,1%
Branche Non Vie	12,1%	12,1%	12,8%	11,4%	12,1%	11,6%	11,4%
Accidents corporels	11,6%	12,7%	NA	NA	8,6%	7,1%	7,9%
Accidents de travail	15,1%	14,6%	NA	NA	14,7%	14,7%	14,5%
Automobile	10,6%	10,4%	NA	NA	11,8%	11,7%	12,0%
Responsabilité Civile Générale	12,3%	15,2%	NA	NA	16,6%	16,6%	9,4%
Incendie	13,5%	16,0%	NA	NA	15,8%	16,4%	16,9%
Transport	18,3%	18,1%	NA	NA	17,8%	17,6%	11,6%
Risques divers	15,6%	8,0%	NA	NA	43,4%	14,8%	15,1%
Total	9,3%	9,6%	12,8%	11,4%	10,5%	10,2%	10,2%

Source : CNIA SAADA Assurance

CNIA Assurance a vu son taux de commission diminuer pour la branche « vie » à 3,9% en 2009 et rester stable pour la branche « non vie » à 12,1% en 2009. Au global, le taux de commission de CNIA Assurance augmente sous l'effet du développement de l'activité. De son côté, Assurances Es Saada voit son taux de commission diminuer entre 2007 et 2008.

CNIA SAADA Assurance voit son taux de commission reculer entre 2007 et 2009 sous l'effet de l'optimisation du réseau des 2 Compagnies couplé à la résiliation d'un contrat « vie » à prime unique.

Ratio Sinistres/Provisions

Le tableau suivant détaille les ratios Sinistres/Provisions de CNIA Assurance, Assurances Es Saada et CNIA SAADA Assurance entre 2007 et 2009 :

CNIA	ES SAADA	CNIA SAADA
------	----------	------------

	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2009
Branche Vie	17,3%	13,4%	NA	NA	17,0%	13,8%	15,1%
Branche Non Vie	17,8%	19,5%	18,8%	22,4%	18,8%	21,6%	22,4%
Total	17,5%	16,2%	18,8%	22,4%	18,1%	18,6%	19,6%

Source : CNIA SAADA Assurance

CNIA Assurance voit son ratio Sinistres/Provisions diminuer entre 2007 et 2008 à 16,2% en 2008 sous l'effet de l'amélioration de la qualité de son portefeuille.

Assurances Es Saada enregistre une hausse de son ratio Sinistres/Provisions entre 2007 et 2008 à 22,4% en 2008.

CNIA SAADA Assurance voit son ratio Sinistres/Provisions augmenter sur la période 2007 – 2009 à 19,6% en 2009 mais reste en deçà de la moyenne de ratio Sinistres/Provisions qu'affichait Assurances Es Saada entre 2007 – 2008. Cette tendance s'explique par la mise à niveau des provisionnements dans le cadre du redressement de la Compagnie d'assurances Assurances Es Saada pour les catégories « automobile, accidents de travail et accidents corporels » et la liquidation de réserves constatées dans les catégories automobile, responsabilité civile générale et transport dans le cadre des inventaires des dossiers sinistres.

III.2.4. Moyens Humains de CNIA SAADA Assurance

Dans le cadre de la stratégie de développement engagée ces dernières années, CNIA SAADA Assurance veille à adopter une stratégie RH à même de lui assurer les moyens humains indispensables à l'accompagnement de son développement. Dans ce sens, la restructuration des Assurances Es Saada et le processus de fusion ont nécessité de mettre en place une véritable politique de gestion des ressources humaines.

a. Politique des ressources humaines

Dans un contexte post-fusion, CNIA SAADA Assurance adopte une politique RH qui se veut motivante et fédératrice. Cette politique offre à ses salariés un environnement de travail sain qui priorise leur épanouissement personnel et qui leur donne les moyens d'évoluer grâce à un encadrement responsable, à une politique de formation personnalisée et à la reconnaissance du mérite comme levier fondamental. Afin de permettre le développement des Ressources Humaines en cohérence avec les orientations stratégiques de la Compagnie (Développement de l'activité, qualité de service et performance globale), la politique RH CNIA SAADA Assurance s'articule autour des axes suivants : recrutement, gestion de carrière, gestion de la performance, formation et politique sociale.

1. Recrutement

La politique de recrutement veille à assurer la disponibilité des profils adéquats pour assurer la continuité de l'activité, à susciter la mobilité en interne et à garantir une intégration optimale des nouvelles recrues. Pour ce faire, des outils de « sourcing » novateurs sont privilégiés (cooptation, partenariats écoles...) en plus de l'optimisation de la gestion administrative des recrutements grâce notamment à des systèmes d'information appropriés.

2. Gestion de carrière

La politique de gestion de carrières de CNIA SAADA s'articule autour des orientations suivantes :

- optimiser les compétences au sein de la Compagnie à travers l'élaboration d'une cartographie des compétences disponibles ;

- Donner une vision précise aux salariés sur leurs perspectives d'évolution en communiquant sur les itinéraires possibles et en responsabilisant individuellement chaque membre de l'effectif sur la gestion de sa carrière.

3. Gestion de la performance

La politique de gestion de la performance de CNIA SAADA puise sa force dans une classification de postes harmonisée et dans un système de rémunération équilibré.

Elle se veut un levier majeur pour ancrer la culture de performance individuelle et collective, impliquer davantage les managers en leur donnant la latitude de fixer la rémunération de leurs collaborateurs et responsabiliser les acteurs sur la performance collective.

Le principal outil de gestion de la performance repose sur l'entretien d'évaluation annuelle qui a pour but de :

- mesurer et rémunérer les performances de l'année n-1 ;
- fixer les objectifs de l'année n ;
- identifier les besoins en formation ;
- adapter la rémunération fixe à la grille de salaire.

4. Formation

La politique de formation de CNIA SAADA Assurance prend en compte les besoins à court et moyen terme pour l'accompagnement de ses salariés. Elle veille à offrir des parcours de formation spécifiques à chaque membre de ses effectifs.

Les objectifs de la formation sont principalement de capitaliser sur les compétences Métier, de mettre à niveau et renforcer les compétences managériales, d'ancrer les bases de la qualité de service et de l'orientation client et de développer les compétences individuelles. Pour ce faire, différents plans de formation sont mis en place à savoir, les formations dites « Stratégiques », les formations dites « Spécifiques » et les formations dites « Transverses ».

Le fort niveau d'investissement en formation a donc pour objectif ultime la gestion des compétences des salariés pour mettre en œuvre la stratégie de développement de la Compagnie.

Parallèlement à la tenue du Comité d'Entreprise et du Comité Sécurité et Hygiène exigée par le nouveau Code du Travail, CNIA SAADA Assurance dispose d'une politique sociale avant-gardiste qui met à la disposition de ses collaborateurs un large éventail d'avantages et de prestations.

b. Répartition de l'effectif par direction et par fonction

Au 31 mai 2010, l'effectif global de CNIA SAADA Assurance s'établit à 580 personnes vs. 663 personnes en 2007, soit une diminution annuelle moyenne de 4,6% sur la période 2007 – mai 2010. A noter que la fusion de CNIA Assurance et des Assurances Es Saada ne s'est accompagnée d'aucun plan social. La baisse de l'effectif résulte essentiellement de départs en retraite, de départs négociés et du turnover.

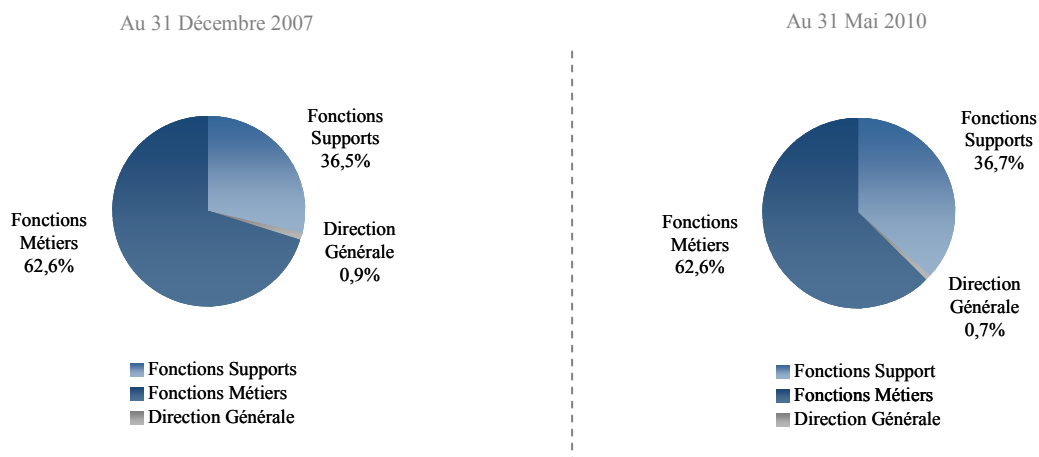
L'évolution de la répartition par direction se présente comme suit :

Répartition par direction	2007	2008	2009	mai-10
Direction Générale	6	16	4	4
Direction Générale & Présidence				
Fonctions métiers	415	383	361	363
DG Assurance, Assurances Dommages, Assurance Personnes, Marché Particuliers et Professionnels, Agents et CVT, Marché Entreprises				
Fonctions supports	242	249	208	213
Direction Programme, Marketing, Audit, Communication, Direction RH, DG Fonctions Support, Asset Management, Finances, Risques et surveillance du portefeuille, Actuariat, Support et Technologies, Actuariat, DSI, Logistique				
Total	663	648	573	580

Source : CNIA SAADA Assurance

Le graphique ci-dessous illustre l'effectif par fonction :

Effectif par fonction



Source : CNIA SAADA Assurance

Les fonctions métiers concentrent 369 personnes soit, 63,6% de l'effectif global en mai 2010 vs. 415 personnes en 2007 soit, 62,6%.

La direction générale totalise 4 personnes en mai 2010 vs. 6 personnes en 2007.

Les fonctions supports rassemblent 207 personnes en mai 2010 soit, 35,7% de l'effectif global vs. 242 personnes en 2007 soit 35,7%.

Sur la période 2007 – mai 2010, la part relative aux fonctions métiers dans l'effectif total augmente au détriment de celle des fonctions supports du fait d'une délocalisation des systèmes d'information chez les intermédiaires et d'une informatisation plus accrue des processus.

c. Répartition de l'effectif par catégorie socioprofessionnelle

L'évolution de la répartition de l'effectif global de CNIA SAADA Assurance par catégorie socioprofessionnelle se présente comme suit :

Répartition par statut	2007		2008		2009		mai-10	
	Nombre	% total	Nombre	% total	Nombre	% total	Nombre	% total
Employé & Maîtrise	367	55%	408	63%	359	63%	342	59%
Cadre	296	45%	240	37%	214	37%	238	41%
Taux d'encadrement	44,6%		37,0%		37,4%		41,0%	
Total	663	100%	648	100%	573	100%	580	100%

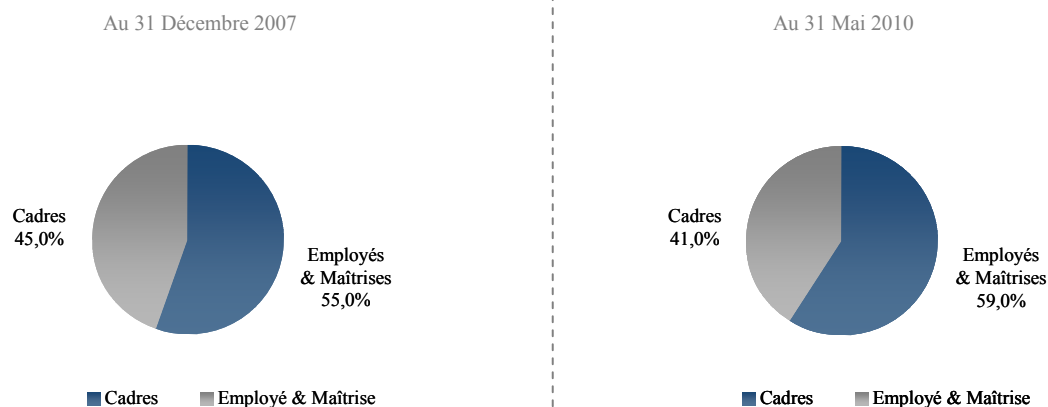
Source : CNIA SAADA Assurance

Le nombre de cadres dans l'effectif global de CNIA SAADA Assurance diminue de 296 personnes en 2007 à 238 personnes en mai 2010. Le taux d'encadrement quant à lui, perd 760 points de base en 2008 à 37,0% avant de repartir à la hausse sur la période 2008 – mai 2010 et s'établir à 41,0% en mai 2010.

Le nombre de d'employé & maîtrise diminue aussi pour s'établir à 342 personnes en mai 2010 vs. 367 personnes en 2007. A noter que cette baisse est de plus faible amplitude que celle qu'a connu l'encadrement. Cette tendance s'explique par une re-classification des effectifs de CNIA Assurance et des Assurances Es Saada, opérée au lendemain de la fusion.

Le graphique ci-dessous détaille l'effectif par catégorie socioprofessionnelle :

Effectif par catégorie socioprofessionnelle



Source : CNIA SAADA Assurance

La répartition par catégorie socioprofessionnelle fait ressortir une tendance baissière de la proportion des cadres à 41,0% en mai 2010 vs. 45,0% en 2007. A l'inverse, la proportion des employés & maîtrise augmente à 59,0% en mai 2010 vs. 41,0% en 2007. Cette évolution s'explique par les effets de la fusion entre CNIA Assurance et des Assurances Es Saada.

d. Répartition de l'effectif par sexe

L'évolution de la répartition de l'effectif global de CNIA SAADA Assurance par sexe se présente comme suit :

Répartition par sexe	2007		2008		2009		mai-10	
	Nombre	% total	Nombre	% total	Nombre	% total	Nombre	% total
Hommes	381	57%	365	56%	304	53%	310	53%
Femmes	282	43%	283	44%	269	47%	270	47%
Total	663	100%	648	100%	573	100%	580	100%

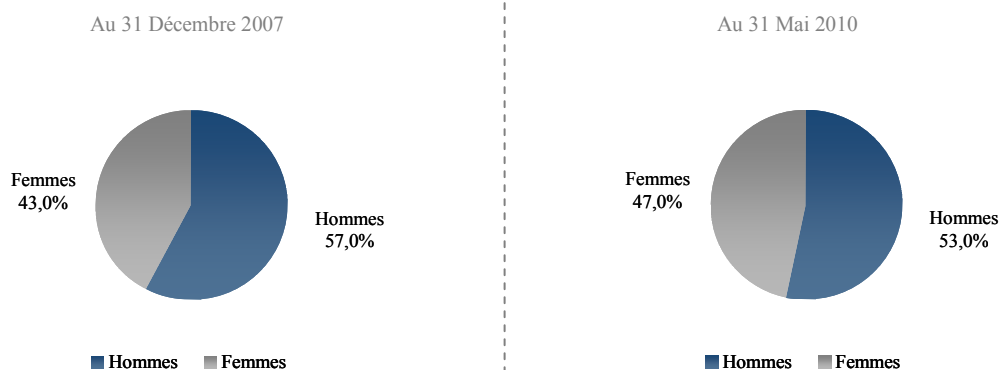
Source : CNIA SAADA Assurance

Le nombre d'hommes dans l'effectif global de CNIA SAADA Assurance diminue de 381 personnes en 2007 à 310 personnes en mai 2010.

Le nombre de femmes diminue aussi pour s'établir à 270 personnes en mai 2010 vs. 282 personnes en 2007. A noter que cette baisse est de plus faible amplitude que celle qu'ont connu les hommes.

Le graphique ci-dessous illustre la répartition de l'effectif par sexe :

Effectif par sexe



Source : CNIA SAADA Assurance

La répartition par sexe entre 2007 et mai 2010 montre que la proportion des hommes dans l'effectif global a diminué de 400 points de base à 53,0% en mai 2010 vs. 57,0% en 2007 au profit de la part des femmes dans l'effectif qui s'accroît de 400 points de base à 47,0% en mai 2010 vs. 43,0% en 2007. Cette évolution dénote de la volonté de CNIA SAADA Assurance de favoriser une meilleure représentativité des femmes au sein de l'entreprise.

e. Répartition de l'effectif par âge moyen

L'évolution de la répartition de l'effectif global de CNIA SAADA Assurance par tranche d'âge se présente comme suit :

Répartition par âge moyen	2007	2008	2009	mai-10
Employés & Maîtrises	42	44	41	40
Cadres	40	38	38	38
Age Moyen	41	41	40	39

Source : CNIA SAADA Assurance

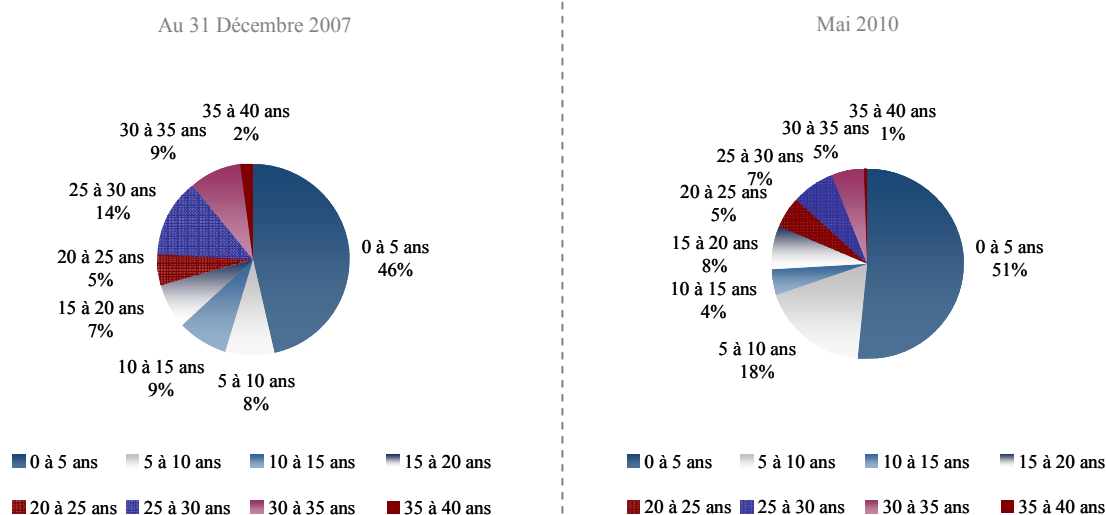
Sur la période, CNIA SAADA connaît un rajeunissement de son effectif puisque l'âge moyen de l'effectif global baisse de 2 ans passant de 41 ans en 2007 à 39 ans en mai 2010.

L'âge moyen des employés & maîtrises passe de 42 ans en 2007 à 40 en mai 2010. De même, l'âge moyen des cadres passe de 40 ans en 2007 à 38 ans en mai 2010.

f. Répartition de l'effectif par ancienneté

Le graphique ci-dessous présente l'évolution de la répartition de l'effectif global par âge d'ancienneté :

Répartition par âge d'ancienneté



Source : CNIA SAADA Assurance

La répartition par tranche d'ancienneté de l'effectif global de CNIA SAADA Assurance montre la prépondérance de la tranche ayant 0 à 5 ans d'ancienneté. En mai 2010, elle contribue à hauteur de 51% pour s'établir à 298 personnes vs. 46% en 2007 à 307 personnes.

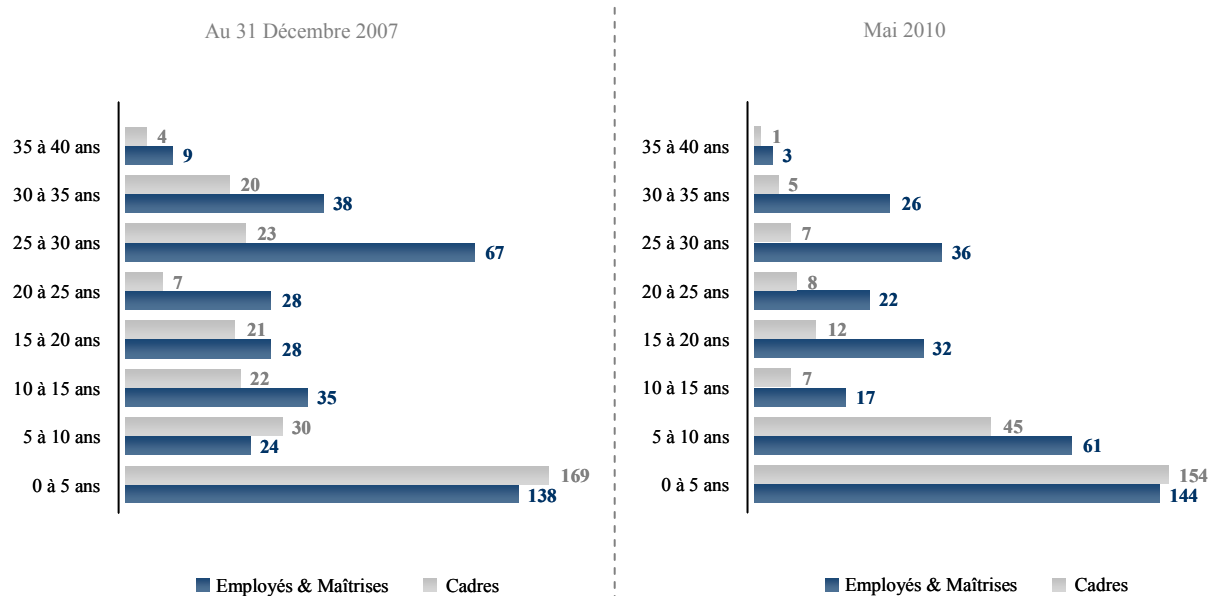
La tranche 5 à 10 ans d'ancienneté passe de 8% du total en 2007 (54 personnes) à 18% en mai 2010 (106 personnes).

Le reste des tranches d'ancienneté diminue en proportion et en nombre de personne (à l'exception de la catégorie 15 à 20 ans qui voit sa part progresser en proportion de 7% en 2007 à 8% en mai 2010) sur la période étudiée.

A noter que l'ancienneté moyenne toute catégorie confondue passe de 12 ans en 2007 à 9 ans en mai 2010.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution de la répartition de l'effectif global de la Compagnie par ancienneté et par catégorie socioprofessionnelle :

Effectif global par ancienneté et par catégorie socioprofessionnelle



Source : CNIA SAADA Assurance

Les salariés comptant une ancienneté comprise entre 10 et 40 ans sont majoritairement des employés & maîtrises. Cette structure est préservée entre 2007 et mai 2010. A noter que l'effectif global ayant entre 10 et 40 ans d'ancienneté diminue sur la même période.

La tranche 5 à 10 ans d'ancienneté voit le nombre de cadres et d'employés & maîtrises qui la composent, augmenter entre 2007 et mai 2010. Dans cette tranche, à fin mai 2010, le nombre d'employés & maîtrises excède celui des cadres en comparaison avec 2007.

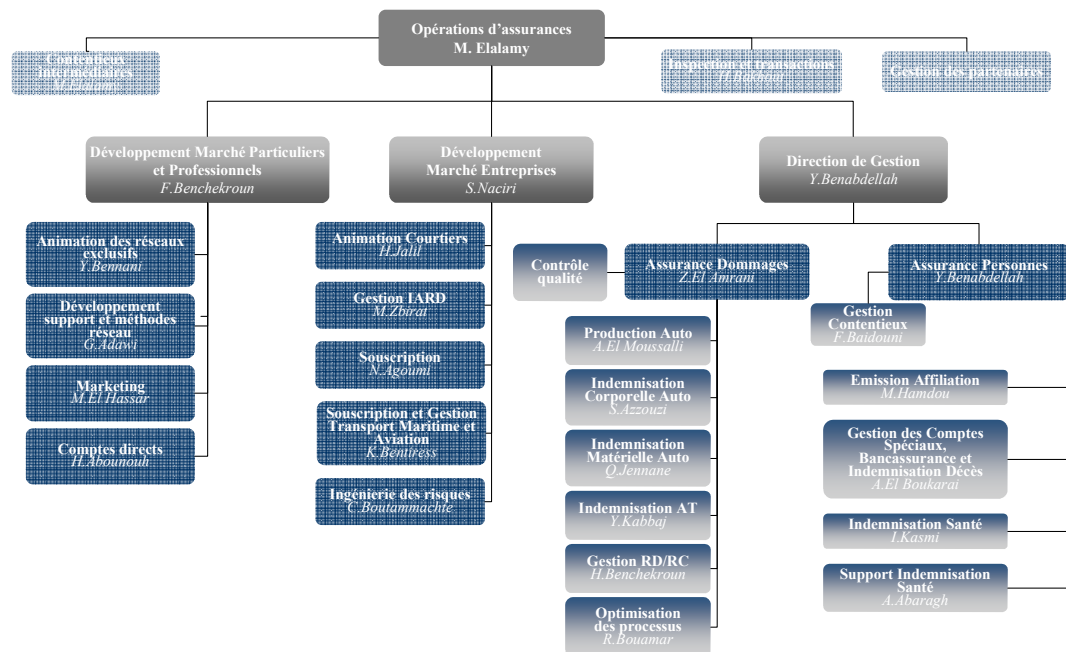
La tranche 0 à 5 ans d'ancienneté voit le nombre d'employés & maîtrises qui la composent, augmenter entre 2007 et mai 2010. Le nombre de cadres composant cette tranche quant à lui diminue. Ces derniers restent néanmoins plus nombreux que les employés & maîtrises.

III.2.5. Organisation

a. Organigramme actuel de la société

L'organisation de CNIA SAADA Assurance au 30/06/2010 se présente comme suit :

Organigramme général synthétique de l'organisation de CNIA SAADA Assurance



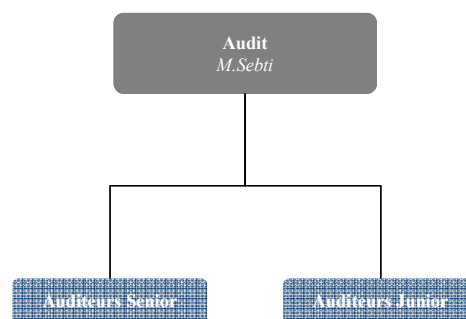
Source : CNIA SAADA Assurance

Les Directions rattachées à l'Administrateur Directeur Général veillent à l'application et au respect de la stratégie de la Compagnie. La direction générale compte 4 collaborateurs.

1. Audit

L'organisation de l'audit au 30/06/2010 se présente comme suit :

Organigramme de l'audit



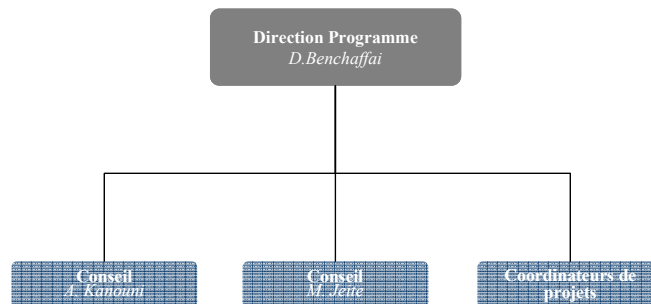
Source : CNIA SAADA Assurance

L'audit permet de mieux appréhender l'activité de la Compagnie et de connaître ses forces et faiblesses dans le but d'entreprendre des actions correctives. Cette entité reporte directement au Conseil d'Administration.

2. Direction Programme

L'organisation de la direction programme au 30/06/2010 se présente comme suit :

Organigramme de la direction de programme



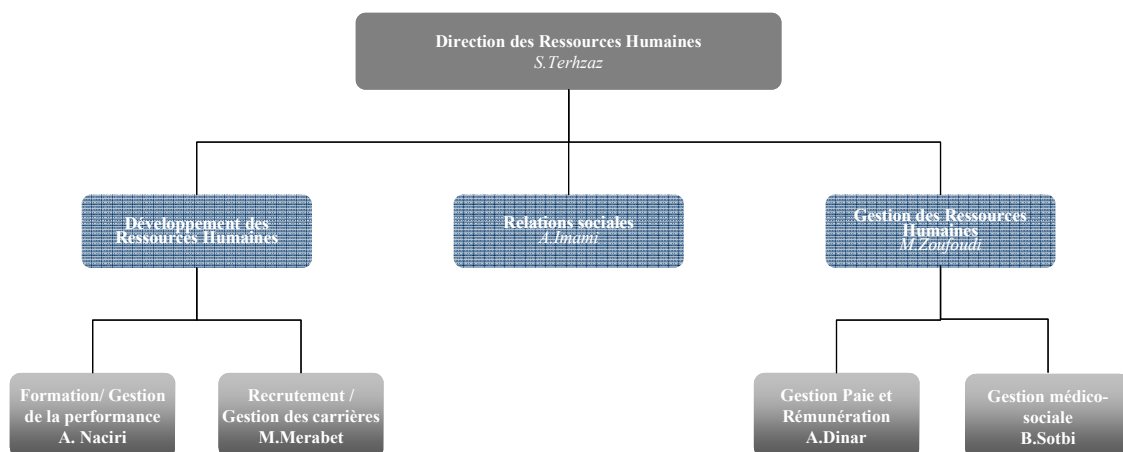
Source : CNIA SAADA Assurance

La Direction programmes est en charge de la coordination et de la gestion de l'ensemble des projets de la Compagnie. Elle veille à la bonne marche de ses projets et intervient dans le suivi avec les entités concernées.

3. Direction des ressources humaines

L'organisation des ressources humaines au 30/06/2010 se présente comme suit :

Organigramme des ressources humaines



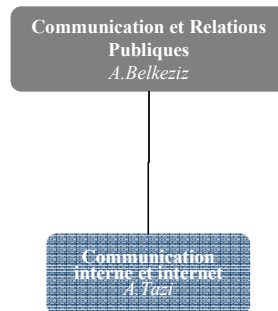
Source : CNIA SAADA Assurance

La Direction des Ressources Humaines conseille et accompagne la Direction Générale dans ses orientations stratégiques en tenant compte du capital humain. Elle définit et valide les grands axes de la politique RH et remplit un rôle de conseil et d'aide à la décision auprès des directions opérationnelles de la Compagnie.

4. Communication et Relations Publiques

L'organisation de la communication et des relations publiques au 30/06/2010 se présente comme suit :

Organigramme de la communication et des relations publiques



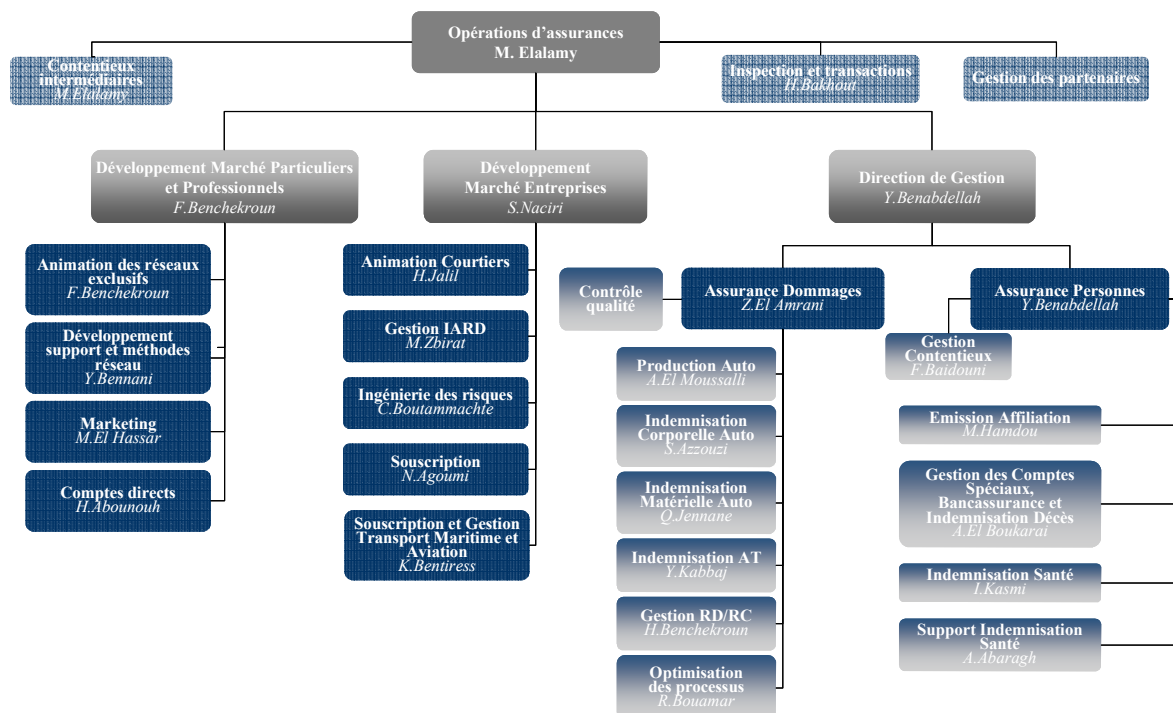
Source : CNIA SAADA Assurance

L'entité Communication et Relations Publiques a pour principale mission de développer la qualité de la communication interne ou externe, au service de la stratégie fixée par la Direction Générale. Elle gère, organise et coordonne les plans de développement de communication pour assurer la promotion de l'identité et de l'image de marque de la Compagnie.

5. Opérations d'assurance

L'organisation de la direction des opérations d'assurance au 30/06/2010 se présente comme suit :

Organigramme de la direction des opérations d'assurance



Source : CNIA SAADA Assurance

La Direction des opérations d'assurances répond aux exigences métier en couvrant l'ensemble des pôles métiers notamment la souscription, la production et l'indemnisation des prestations d'assurance. Elle s'organise en 4 niveaux hiérarchiques ; une direction, 3 sous directions, des services et des sous services. La direction compte 345 collaborateurs.

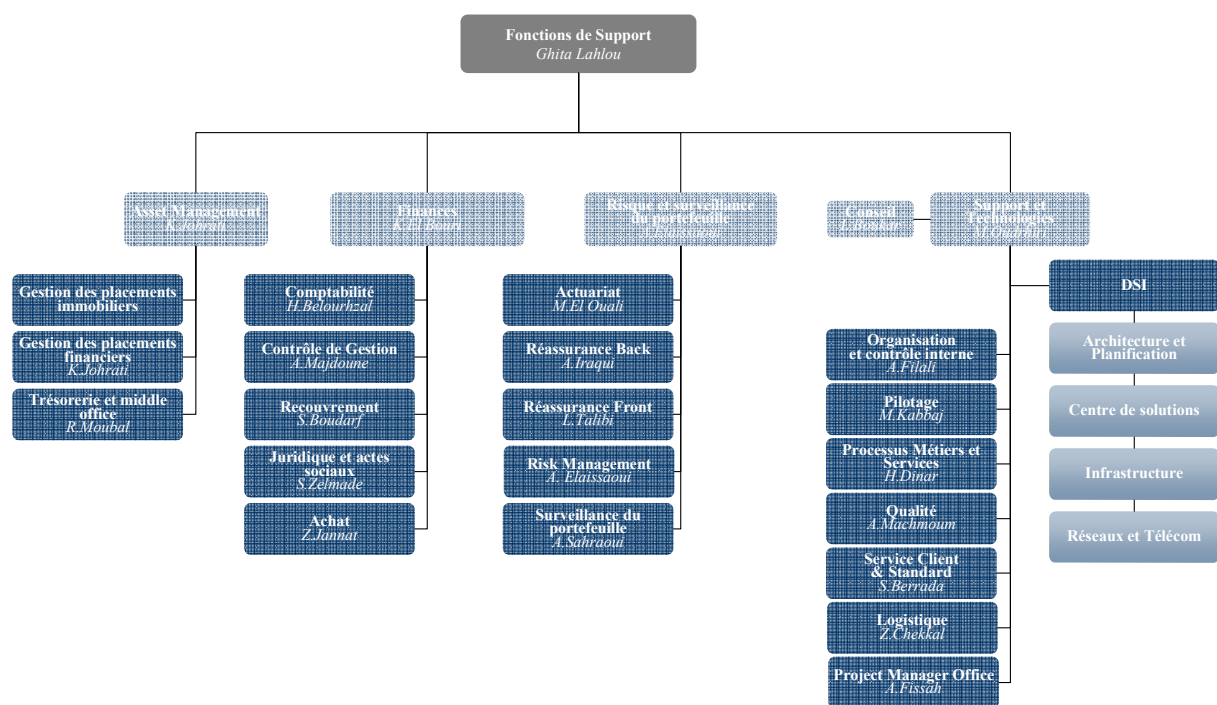
L'activité assurance est répartie en trois pôles : Marché des Professionnels et des Particuliers, Marché des Entreprises et le Pôle Gestion.

- les Pôles Marché des Professionnels et des Particuliers et Marché des Entreprises permettent de différencier « traitement de masse » et « traitement spécifique » et de personnaliser ainsi les services offerts aux clients et partenaires ;
- le Pôle Gestion gère les processus de production et d'indemnisation des contrats en conformité avec les engagements de services pris par la Compagnie.

6. Fonction de support

L'organisation des fonctions de support au 30/06/2010 se présente comme suit :

Organigramme des fonctions support



Source : CNIA SAADA Assurance

Les Fonctions de support regroupent l'ensemble des postes qui interviennent en soutien aux différentes entités et qui veillent au respect des normes et réglementations. Elles s'organisent en 3 niveaux et compte 195 collaborateurs.

Elles sont réparties en quatre pôles : Finances, Risques et Surveillance du Portefeuille, Asset Management et Support et Technologie.

- le pôle Finances englobe la Comptabilité, le Contrôle de Gestion, les Achats, le Recouvrement et le Juridique ;

- le pôle Risque et Surveillance de Portefeuille a pour missions principales l'identification, l'analyse et le contrôle de l'ensemble des risques de la Compagnie, afin de minimiser le coût du risque des différents métiers ;
- l'Asset Management gère les placements financiers et immobiliers de la Compagnie ;
- le Pôle Support et technologie couvre la DSI, le pilotage, le Contrôle Interne, la Logistique, la Qualité ainsi que le Service Client. Tous interviennent dans l'amélioration des processus opérationnels de l'ensemble des entités de la Compagnie à travers la formalisation des procédures, le re-ingéniering des process et la remontée d'information pour le pilotage des activités.

b. Processus clés de CNIA SAADA Assurance

1. Processus de souscription et de tarification

Objectifs :

Piloter le traitement des consultations entreprises et leur tarification

Périmètre :

- Les consultations transmises par les intermédiaires à l'entité Souscription pour le compte de leur clientèle institutionnelle.
- Toutes les branches d'activité de la Compagnie sont concernées.

Description :

Le pilotage de ce processus est assuré par le Département Souscription rattaché au Pôle Développement du Marché des Entreprises.

Le processus est déclenché suite à la réception par l'entité souscription d'une consultation émanant de l'intermédiaire d'assurance pour le compte de sa clientèle institutionnelle. Après enregistrement, les consultations reçues sont affectées aux souscripteurs en fonction de la branche et/ou de l'intermédiaire apporteur d'affaire. En se basant sur le guide de souscription mis à sa disposition, et tout en se conformant aux limites définies par les traités de réassurance de la Compagnie, le souscripteur procède à la tarification de la consultation. La traçabilité du traitement des consultations est assurée grâce à la mise en place d'un outil informatique de gestion des consultations, qui permet de suivre le statut des consultations tout au long du processus de traitement.

Cas particulier : les consultations ayant pour objet la couverture d'une flotte automobile sont tarifées par le gestionnaire flotte relevant du département Production Automobile.

Le processus prend fin lors de la transmission de la proposition acceptée par le client à l'entité production pour établissement du contrat et mise en gestion de la nouvelle affaire.

2. Processus de gestion des sinistres automobiles matériels

Périmètre :

L'Indemnisation Matérielle Auto gère les sinistres matériels au Maroc et à l'étranger. Ses principaux domaines d'activité sont :

- La Gestion des sinistres CID (Convention d'Indemnisation Directe) ;
- La Gestion des sinistres hors CID ;
- La Gestion des recours CID de CNIA SAADA Assurance ;
- La Gestion des recours CID des compagnies adverses ;

- Gestion des sinistres corporels contre les compagnies étrangères.

Description :

Les principales activités de traitement de l'Indemnisation Matérielle Auto sont les suivantes :

- Identification : consiste à l'identification du contrat après réception des documents d'instruction du dossier scannés via la GED/GRC et l'ouverture du sinistre sur le Système d'Information. Les canaux d'envoi sont divers : les assurés, les autorités, compagnies adverses... ;
- Gestion du sinistre : la gestion consiste à traiter le sinistre en vue de procéder au règlement et ceci peut se faire de manière transactionnelle, à l'amiable, ou via la voie judiciaire (en contentieux) ;
- Règlement : le règlement s'effectue par l'émission de chèque soit au nom du bénéficiaire dans le cas de gestion à l'amiable ou au nom du tribunal dans le cas du contentieux.

Zoom sur les CAE

En outre l'Indemnisation Matérielle Auto administre deux centres d'indemnisation rapides de sinistres matériels automobiles (Casablanca et Marrakech). En effet CNIASAADA a innové en lançant le concept de Check Auto Express (CAE) : Lorsqu'un assuré se présente dans un CAE avec son véhicule sinistré, un expert effectue sur place, une expertise technique et établit une estimation des dommages. Le responsable du CAE peut alors, sur la base du devis de l'expert, établir une proposition et remettre à l'assuré un chèque d'une valeur allant jusqu'à 20 000 Dh, en moins d'une demi-journée.

Plateforme de déclaration de sinistres matériels

Une plateforme de délégation, reliée à l'Indemnisation Matérielle Auto, est en cours de mise en place. Elle proposera aux assurés un nouveau canal de déclaration de leurs sinistres (par téléphone). Elle permettra d'identifier l'assuré et de déterminer la responsabilité du sinistre. L'objectif étant de l'orienter vers un CAE ou un garage agréé. Cette plateforme prendra également en charge les relances des assurés, des intermédiaires et des experts pour obtenir des compléments de dossiers de sinistres.

3. Processus de gestion des sinistres automobiles corporels

Périmètre :

L'Indemnisation Corporelle Auto gère les sinistres corporels automobiles. Elle prend également en charge la gestion des dossiers contentieux, et les exécutions judiciaires de l'Indemnisation Matérielle Auto.

Description :

Les principales activités de traitement de l'Indemnisation Corporelle Auto sont les suivantes :

- Identification, répartition et scanérisation du courrier : ces étapes, effectuées par le service administratif, consistent à recevoir, qualifier et répartir le courrier du département entre les services. Les canaux de réception sont divers : assurés, victimes, autorités, compagnies adverses... Par la suite, le courrier est scanné via la GED/GRC et les sinistres sont ouverts sur le Système d'Information ;
- Gestion du sinistre – Transaction amiable : La gestion de la transaction est déclenchée à l'initiative de la victime ou de la Compagnie CNIA SAADA Assurance. Elle peut se faire en cours ou après décision judiciaire. Les gestionnaires Transaction reçoivent les éléments constitutifs des dossiers sinistres (le constat officiel, le jugement du tribunal de 1ère instance qui détermine la responsabilité, le certificat de décès de la victime ou le rapport d'expertise médical et les justificatifs des revenus). Sur la base de l'étude de ces éléments, les gestionnaires du service Transaction décident de l'acceptation ou non de la transaction. Dans le premier cas, ils mettent à jour la réserve et

déterminent le montant de l'indemnité (ou offre). Dans le cas où la Transaction directe échoue (le client n'accepte pas l'offre de la Compagnie ou la victime dépose une plainte), l'affaire passe au service Contentieux ;

- Gestion du sinistre – Contentieux : Il existe deux sortes de procédures : correctionnelle (entamée par le parquet) et procédure civile (à l'initiative de la victime). Le service Contentieux suit la résolution des dossiers dans toutes ses étapes (1ère instance, appel et Cassation).
- BNEJ : Une fois que l'affaire est jugée, le Bureau de Notification et d'Exécution Judiciaire (BNEJ) réceptionne la notification d'exécution judiciaire. Le responsable du service prépare à cet effet une fiche de synthèse par affaire. La décision de règlement est alors prise dans le cadre d'une commission.
- Règlement des sinistres : Le règlement s'effectue généralement par l'émission d'un chèque, signé par les personnes habilitées selon une délégation de Pouvoirs, soit au nom du bénéficiaire dans le cas de gestion à l'amiable ou au nom du tribunal dans le cas du contentieux. En cas de non règlement rapide de l'exécution judiciaire, le bénéficiaire peut se faire indemniser via saisie sur arrêt.

4. Processus d'indemnisation Accidents du Travail

Objectifs :

Piloter et mettre sous contrôle le processus de traitement et de règlement des sinistres Accident de Travail (AT) déclarés à la Compagnie.

Périmètre :

Toutes les déclarations de sinistre accident de travail reçues par la Compagnie, et ce à travers les activités suivantes : réception et ouverture des sinistres, gestion des sinistres (amiable ou judiciaire), règlement des sinistres, gestion spéciale des rentes et gestion des recours.

Description :

Le pilotage de ce processus est assuré par l'entité « Indemnisation AT » placée sous la responsabilité du Pôle Gestion.

- réception et ouverture des sinistres : une fois la déclaration de sinistre AT reçue, le gestionnaire administratif procède à l'identification du contrat concerné et à l'ouverture du dossier sinistre sur le système de gestion. Un projet de généralisation de la gestion électronique des documents des sinistres AT est en cours de mise en place ;
- gestion du dossier sinistre : après ouverture, les dossiers sinistres sont affectés aux gestionnaires pour traitement selon les procédures en vigueur, en vue de procéder à leur règlement. Ceci peut être fait soit de manière amiable ou via décision judiciaire ;
- règlement sinistre : En fonction du taux d'incapacité, le sinistre est réglé soit en capital définitif soit en rentes viagères trimestrielles. Le règlement est effectué par chèque au nom de l'intermédiaire ou par mandat lorsqu'il s'agit de rente trimestrielle.

5. Processus d'indemnisation santé et support

Objectifs :

Traitement des dossiers d'indemnisation santé classiques et d'assurance maladie complémentaire (AMC).

Description :

- réception des dossiers d'indemnisation santé : la réception des dossiers d'indemnisation santé classique se fait au niveau du bureau d'ordre directement par les intermédiaires sous forme de bordereaux regroupant les déclarations maladies de la même police d'assurance. Un avis d'accusé réception est remis au dépositaire après contrôle du nombre de déclaration maladie par bordereau ;
- la réception des dossiers d'indemnisation santé AMC se fait selon deux schémas différents :
 - ✓ au niveau du bureau d'ordre directement par les intermédiaires sous forme de bordereaux regroupant les déclarations maladies AMC de la même police d'assurance ;
 - ✓ au niveau du bureau d'accueil, rattaché au service de support indemnisation santé, directement par les souscripteurs.

Un avis d'accusé de réception est remis au dépositaire après contrôle du nombre de déclaration maladie par bordereau dans le cas des intermédiaires, ou après contrôle de la conformité du dossier dans le cas des souscripteurs au niveau du bureau d'accueil ;

- ouverture des dossiers d'indemnisation santé : dans un objectif de contrôle, les dossiers d'indemnisation santé classiques et AMC sont ouverts par un service autre que celui du traitement desdits dossiers. Cependant, la cellule ouverture, rattaché au service support indemnisation santé, procède à l'ouverture des dossiers classiques et AMC sur le système opérant adéquat. Plusieurs contrôles systèmes sont mises en place afin d'assurer l'ouverture du bon nombre de déclarations par bordereau ainsi de garantir une traçabilité tout au long de la chaîne de traitement des dossiers. L'ensemble des dossiers ouverts est acheminé ensuite au niveau des entités de traitement ;
- traitement des dossiers d'indemnisation santé : Une fois reçus au niveau des équipes de traitement, les dossiers sont affectés selon des règles de gestion spécifiques (spécialisation, contraintes contractuelles, objectifs par gestionnaire, ...) puis distribués au niveau des gestionnaires de traitement. Par la saisie du numéro de déclaration, le gestionnaire localise le dossier sur le système et procède à son traitement et appréciation. Afin de valider le traitement, le gestionnaire doit attribuer au dossier un des avis suivants : approuvé réglé, contre visite ou approuvé contre visite, complément d'information, accord ou rejet. Selon le sort attribué, le gestionnaire classe les dossiers suivant la bannette appropriée.
- règlement des dossiers d'indemnisation santé : à la fin de chaque journée, le service support indemnisation santé génère les batchs de règlement des dossiers d'indemnisation santé classique et AMC approuvés réglés, avant d'effectuer une série de contrôle de conformité des lignes de règlement à l'aide d'outil développer spécifiquement pour ce besoin. Un état de règlement est ensuite édité, et soumis à un circuit de validation selon les pouvoirs et délégations appropriés. Une fois validé, des courriers de réponse sont préparés et envoyés aux intermédiaires et souscripteurs concernés ;
- classement des dossiers d'indemnisation santé : l'ensemble des dossiers approuvés réglés sont archivés via une procédure d'archivage permettant la localisation desdits dossiers en cas de besoin. Les dossiers dont le sort est « complément d'information », « accord » ou « rejet » sont retournés aux intermédiaires et souscripteurs concernés. Quant aux dossiers dont le sort est « CV ou Approuvé CV », ils sont classés à la cellule médicale, rattachée au service indemnisation santé, en attendant la réception des rapports d'expertise.

6. Processus de gestion et prévention des risques

Objectifs :

Piloter et animer la prévention des risques et son interaction avec le processus de souscription.

Périmètre :

Accident de Travail, Incendie et Explosion.

Description :

Le pilotage de ce processus est assuré par le Département Ingénierie des Risques, rattaché au Pôle Développement du Marché des Entreprises. Le processus de gestion et de prévention des risques est composé de deux activités :

- réalisation des visites de risque commanditées par l'entité souscription : pour assurer la bonne tarification d'une consultation AT, Incendie ou Explosion, l'entité souscription peut commanditer une visite de risque à l'entité Ingénierie des Risques. Celle-ci, et dans un délai bien défini, procède à la visite des locaux à assurer, établit son rapport sur les risques et le transmet à l'entité souscription pour prise en compte.
- réalisation des visites de risque préventives conformément au plan annuel de prévention : annuellement, l'entité Ingénierie des Risques établit son plan annuel de prévention des risques. Il s'agit de définir la liste des clients à visiter durant l'année, avec le planning des interventions. La fréquence des interventions est déterminée en fonction de la classe de risque du client. A l'issue de chaque visite, un rapport sur les risques est élaboré et transmis à l'entité Souscription.

7. Processus de gestion des placements

La politique de placement fixe les orientations générales des investissements de la Compagnie qui va lui permettre à la fois d'honorer ces engagements d'assureur, de répondre aux obligations réglementaires et de développer ses richesses. L'activité est décomposée de la façon suivante :

- trésorerie et Middle Office ;
- gestion des placements financiers ;
- gestion des placements immobiliers ;
- développement immobilier.

Le pilotage du processus est assuré par la direction « Asset Management ».

Trésorerie et Middle Office

Les fonctionnalités générales couvertes sont :

- gestion multi dépositaires des opérations financières ;
- gestion des exécutions et des confirmations ;
- gestion et dénouement des opérations sur titres ;
- rapprochement titres et espèces liées aux opérations d'actif ;
- reporting ;
- gestion de la trésorerie de la compagnie ;

Gestion des placements financiers

Les fonctionnalités générales couvertes sont :

- gestion de la journée de bourse : saisie des exécutions des ordres ;
- simulation des opérations et leurs impacts sur les portefeuilles ;
- préparation des comités de placement ;
- analyse des opportunités de placement ;
- gestion des indicateurs et performance ;
- gestion des ordres, carnet d'ordres et opérations financières.

Gestion des placements immobiliers

Les fonctionnalités générales couvertes sont :

- la gestion et suivi de l'actif existant ;
 - ✓ surveillance ;
 - ✓ recouvrement ;
 - ✓ commercialisation ;
 - ✓ entretien ;
 - ✓ gestion des loyers ;
- mesure et comparaison des rendements des actifs ;
- implémentation des placements immobiliers ;
- suivi des investissements en vue de conserver la qualité des actifs.

Développement immobilier

Les fonctionnalités générales couvertes sont :

- suivi des chantiers en cours de construction ;
- coordination entre les intervenants en matière de construction ;
- proposition de nouveaux placements immobiliers ;
- négoce et suivi d'acquisition de nouveaux biens ;
- identification et sélection de nouveaux biens ;
- prospection du marché.

8. Processus de Recouvrement

Objectifs :

Le Recouvrement est en charge de l'encaissement des primes émises par l'ensemble des services Producteurs de la Compagnie.

Description :

La base du suivi des encaissements des primes est le fichier des impayés généré au niveau du système d'informations du Recouvrement.

Un Extranet Agent est mis en place afin de permettre aux agents de télécharger l'impayé et de constituer leurs bordereaux de règlements.

Sur la base d'un planning mensuel établi par leur responsable, les chargés de comptes Front Office Recouvrement effectuent des visites chez les intermédiaires. Leur objectif est d'obtenir des arrêtés de situation, des valeurs de règlements ainsi que des documents justificatifs en cas d'écart entre l'arrêté de situation et le fichier des impayés.

A la réception de valeurs de règlements de primes, les gestionnaires du Back Office Recouvrement émargent les primes (affectation des valeurs de règlement aux primes). En cas de contestation des primes, les intermédiaires retournent les quittances (avis d'appels de primes, avis d'échéance, quittances de primes ou attestations) à la Compagnie. Celles-ci font alors l'objet d'annotations par le service Retours et Réclamations du Recouvrement. Elles sont alors toutes (à l'exception des quittances retournées pour motif : « impayé à mettre en demeure ») transférées aux diverses entités Production de la Compagnie. Celles-ci doivent alors, selon le motif du retour, statuer sur le sort à donner aux quittances retournées. Elles peuvent décider de les annuler, de les maintenir et/ ou les redresser.

La mise en demeure des polices d'assurance non réglées s'effectue selon des campagnes. Durant la phase de pré mise en demeure, des listes de polices proposées à la mise en demeure sont envoyées aux intermédiaires. Les polices sont ensuite mises en demeure, suspendues 20 jours après et résiliées 10 jours plus tard. En cas de réception d'un règlement avant la résiliation, la police est remise en vigueur. En revanche tout règlement intervenant après la résiliation est affecté à une affaire nouvelle.

Les dossiers des polices résiliées sont ensuite traités dans le Contentieux Primes. Celui-ci peut se faire par voie amiable ou par voie judiciaire. Ainsi le Recouvrement prend en charge le contentieux Primes vis-à-vis des assurés. En revanche, en cas d'incident de paiement (chèque retourné impayé...) ou de défaillance imputable à l'intermédiaire, le Recouvrement peut demander d'intégrer l'intermédiaire dans la Black-List ce qui a pour impact de lui bloquer l'accès aux triptyques. Il peut également proposer à la Direction de le transférer au Contentieux Intermédiaire.

9. Processus de réassurance

Pour rappel, la réassurance est le système par lequel les compagnies d'assurance couvrent une partie des risques qu'elles supportent en procédant au transfert d'une partie ou de la totalité de ce risque.

Il existe au Maroc trois types de réassurances réglementés :

- la cession légale obligatoire : Concerne quelques branches à hauteur de 10% du capital couvert versé à la société centrale de réassurance (SCR) ;
- les traités de réassurance : ils sont négociés avec un ou plusieurs compagnies d'assurance sur une année. Ils fixent les caractéristiques et les modalités de réassurances pour un ensemble de branches ;
- la cession facultative : elle concerne les affaires trop importantes d'un point de vue de la couverture, cela implique un placement du/des risques sur le marché international.

Le pilotage du processus est assuré par 2 départements, à savoir :

- département Réassurance back office ;
- département Réassurance front office.

Périmètre :

Toutes les branches de souscription

Description :

L'activité Réassurance est décomposée de la façon suivante :

Renouvellement annuel des traités de réassurance

Les conditions des traités de réassurance sont négociées avec les réassureurs. Il s'agit plus précisément des :

- risques couverts ;
- taux de réassurance (les prix) ;
- exclusions.

L'étude du besoin se fait en concertation avec la souscription en vue de définir les besoins en couverture pour l'année suivante. Les orientations ou politique de réassurance sont définies par un comité de réassurance.

Etablissement des arrêtés de compte trimestriels

Les arrêtés sont établis sur la base des émissions, sinistres et capitaux déclarés. Chaque trimestre, la réassurance procède au calcul de tous les postes comptables (primes, réserves...etc.), à partir des extractions des bases de production, des sinistres ainsi que d'informations complémentaires reçus des services techniques.

Règlement des réassureurs

Suivi des soldes financiers et techniques avec les réassureurs.

Elaboration des reporting réglementaires

La réassurance doit fournir les états financiers réassurance à la DAPS et à l'office des changes.

Consultation et placement en réassurance facultative

Le recours à la réassurance facultative se fait dans les cas suivants :

- dépassement des capacités de souscription des traités ;
- garanties exclues des traités ;
- couverture des risques spéciaux ou nouveaux.

c. Moyens matériels et techniques

1. Historique du Système d'Information de CNIA Assurance

La compagnie CNIA Assurance a procédé, en 1994, à une acquisition d'un gros système IBM ES9000 et d'un logiciel intégré appelé "CNIAINFO" de chez une compagnie en France. Tous les développements étaient effectués avec le langage "COBOL" sous une plate forme "VSAM" et un système d'exploitation "OS d'IBM". Le logiciel "CNIAINFO" était conçu pour la gestion des branches d'assurance IARDT, mais il a été procédé à des développements en interne pour intégrer les produits de la branche « vie » et les spécifications relatives à la réglementation marocaine.

La gestion des affiliations soins de santé et remboursement des dossiers maladie était gérée par un module développé en interne sur le système ES9000.

En Novembre 1999, migration vers le logiciel PMI de tout l'historique des dossiers maladie : Base de données Oracle et développement en VB.

En 2002, connexion des agents au système PMI pour l'ouverture des dossiers sinistre et consultation de leur propre portefeuille. Cette connexion était basé sur la technologie "Terminal Server" de Microsoft.

Le logiciel comptable "CODA" qui est toujours en exploitation, a été installé au cours de l'exercice 1999. Il utilise une base de données Oracle et installé sur le système d'exploitation de Windows.

En 2002, mise en place de la solution de NTSOFT pour la souscription des contrats d'assurance automobiles via le net en utilisant la technologie IIS. Cette solution était déployée chez l'ensemble des agents de la compagnie (plus de 100 agents), et était utilisée uniquement pour la souscription des polices individuelles, les polices flottes étaient gérées dans CNIAINFO. Une interface a été développée pour permettre le déversement des mouvements de production de la solution NTSOFT vers CNIAINFO.

Les années 2004 et 2005 ont été marquées par la mise en production des logiciels GIS et LIS, et la migration de toutes les données concernant les branches VIE et IARDT de CNIAINFO vers ces deux systèmes. GIS et LIS sont développés en VB, et utilisent les bases de données Oracle.

L'utilisation des bases de données SQL a débutée en 2005 par le déploiement du logiciel de gestion du recouvrement CIOL, ensuite il a été suivi en 2006 par le logiciel Massai pour la gestion de la production Automobile hors flotte. La gestion des polices Automobile flottes ainsi que les sinistres matériels et corporels a été migrée vers Massai en 2007.

D'autres applications ont été développées en interne pour répondre aux besoins des utilisateurs, des informations concernant ces applications sont synthétisées dans le tableau du paragraphe 4 ci-dessous.

Une migration des systèmes d'exploitation des différents serveurs de Windows NT vers Windows 2003 a été réalisée en 2006.

2. Historique du Système d'Information des Assurances Es Saada

En 1999, acquisition d'un nouveau matériel AS400 avec architecture Base de données DB2 400 et développement avec un L4G ADELIA400, les applications déployées au niveau de ce système : gestion production et sinistres IARD, gestion production et sinistres transport, gestion de la comptabilité, gestion recouvrement et comptabilité agents, gestion affiliation et sinistres Maladie, gestion des archives et courriers et la gestion de la Paie du personnel.

En 2001, acquisition et déploiement de la solution NTSOFT pour la souscription des polices individuelles automobile.

En 2003, développement et mise en production du module AMC.

En 2004, déploiement du module AMC web pour l'ouverture et consultation des dossiers sinistre AMC par les agents, ce module a été développé par l'outil Adelia Web (généralisé chez tous les agents en 2007).

Migration de la gestion du recouvrement de l'AS400 vers le logiciel de gestion du recouvrement Ciol en 2007.

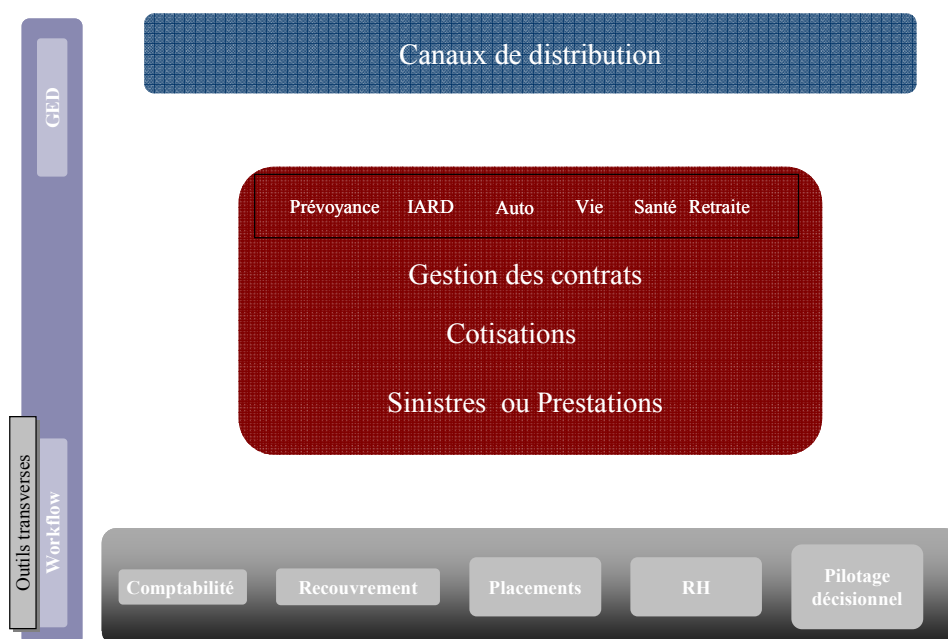
En 2008/2009, déploiement de la solution Massai pour la gestion production et sinistres automobiles et connexion de tous les agents.

3. Fusion des Systèmes d'informations de CNIA Assurance et de Assurances Es Saada

Suite à la fusion des deux compagnies CNIA Assurance et SAADA Assurance en 2008 et la décision de choisir les SI de la compagnie CNIA Assurance comme SI cible, des projets de migration des applications et données de l'AS400 vers les SI cibles ont été réalisés en 2009. Seule l'application AMC est maintenue sur l'AS400.

La fusion a eu pour effet d'uniformiser et d'harmoniser les systèmes d'information pour aboutir à la cartographie suivante :

Cartographie Applicative du système d'information de CNIA SAADA Assurance au 30 juin 2010 :



Source : CNIA SAADA Assurance

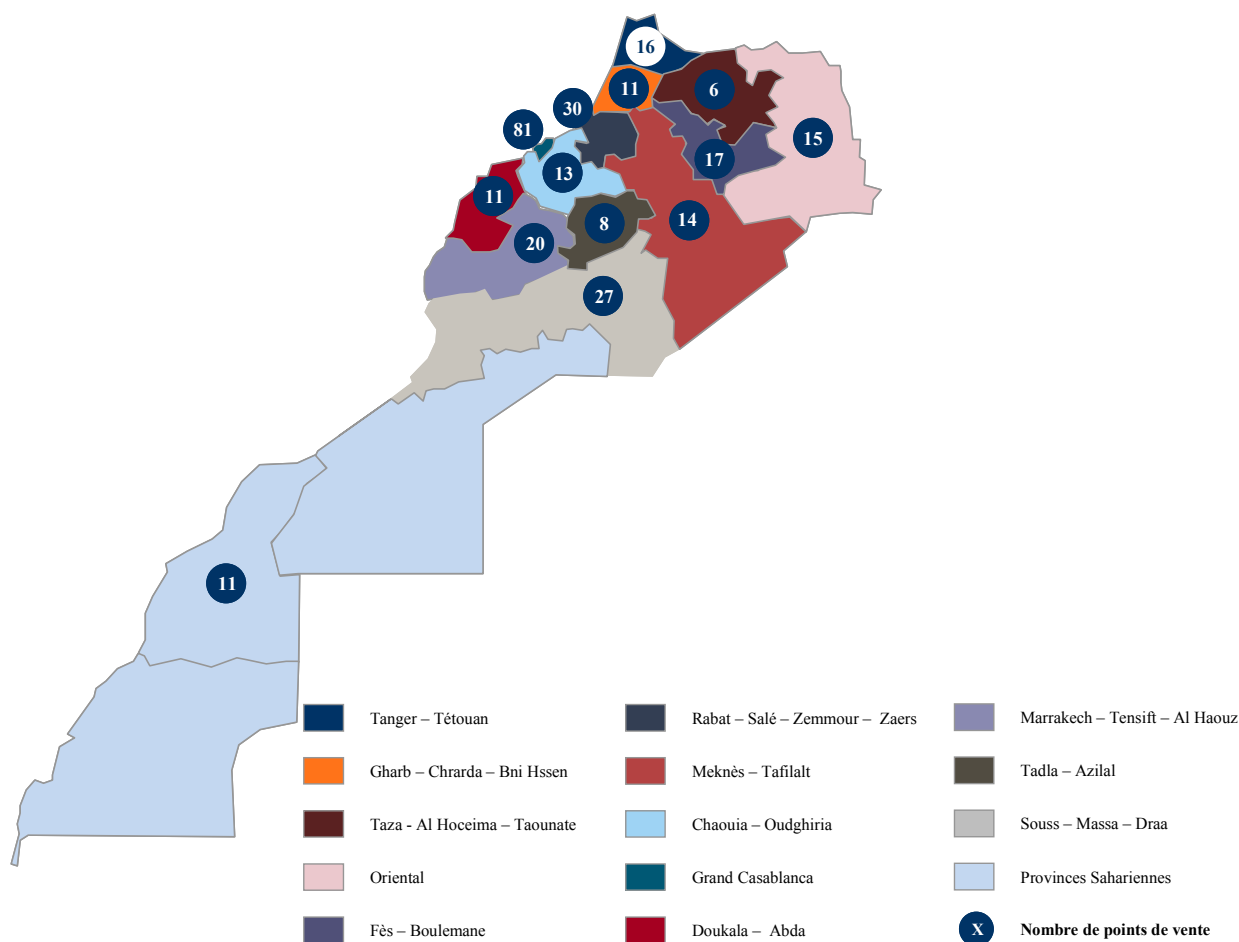
d. Réseau de distribution

1. Cartographie du réseau de distribution

CNIA SAADA Assurance dispose de 280 points de vente à travers le royaume. La Compagnie dispose du premier réseau d'agences au Maroc.

Le graphique suivant présente la cartographie du réseau d'agences de CNIA SAADA Assurance au 30/06/2010 :

Cartographie du réseau d'agences de CNIA SAADA Assurance



Source : CNIA SAADA Assurance

Le réseau d'agences de CNIA SAADA Assurance couvre l'ensemble du territoire national.

Les régions du Grand Casablanca ; de Rabat – Salé – Zemmour – Zaers, du Souss – Massa – Draa, de Marrakech – Tensift – Al Haouz et de Fès – Boulemane totalisent plus de 62% du nombre total de points de vente.

2. Stratégie de distribution et de commercialisation de CNIA SAADA Assurance

CNIA SAADA Assurance dispose d'un pôle dédié à l'animation de son réseau. En effet, le Pôle Marché des Particuliers et des Professionnels est organisé pour accompagner le réseau sur plusieurs niveaux à savoir, l'animation commerciale et le support à l'animation commerciale.

Animation commerciale

L'animation Commerciale joue le rôle de relais entre la Compagnie et son réseau d'agences. Elle est constituée de :

- 4 délégations régionales ayant pour objectif le maximum de proximité géographique et relationnelle avec le réseau, le coaching ; assuré par les délégués régionaux et les managers commerciaux qui visitent l'ensemble des points de vente une fois par mois et l'accompagnement des intermédiaires au niveau commercial, RH, formation, tâches administratives et ultimement productivité ;
- le Management Réseau qui a pour rôle d'accompagner les nouveaux agents au démarrage (pendant les 6 premiers mois), d'aider les agents en difficulté et d'intervenir pour toute autre raison jugée nécessaire par la Compagnie ;
- La Cellule Pilotage qui a comme prérogatives de transmettre au réseau les objectifs arrêtés par la Compagnie, de suivre les réalisations par point de vente, par délégation et par branche et le cas échéant de fournir au pôle Marché des Particuliers et des Professionnels, les éléments nécessaires au pilotage de l'activité commerciale ainsi que la planification et l'implémentation dans les meilleurs délais d'actions correctives.

Support à l'animation commerciale

Le support à l'animation commerciale est assuré par l'entité Développement, Supports et Méthodes. Elle a pour objectif d'optimiser l'efficacité opérationnelle et les processus métiers, de segmenter et labelliser les agences, de réduire les coûts de gestion et d'améliorer la qualité de service. Dans ce sens CNIA SAADA Assurance définit et standardise le processus de vente.

L'entité Développement, Supports et Méthodes est constituée de :

- Un centre de formation dont la mission est de former les agents candidat pour l'examen de la DAPS, d'assurer les formations relatives aux différentes améliorations SI réalisées par les services centraux de la Compagnie et de concourir à développer les compétences au sein du réseau par la mise en place de formations spécifiques à chaque profil ;
- Une cellule Implantation et Normalisation en charge de doter le réseau d'un système d'identification visuel standardiser, de Normaliser les points de vente et d'aménager l'ensemble du réseau conformément à la charte graphique de la Compagnie ;
- Une cellule Processus et Méthodes qui a pour but de standardiser les outils et les processus, de mettre en place un système de gestion par poste de travail et toute nouvelle Organisation Agence, de faire le suivi et le contrôle à posteriori du respect des normes de la Compagnie et d'élaborer les manuels de procédures à destination du réseau et des acteurs du pôle Marché des Particuliers et des Professionnels.

3. Chiffre d'affaires par canal de distribution

CNIA SAADA Assurance commercialise ses produits d'assurance à travers 2 canaux de distribution à savoir, courtiers et agents exclusifs. Le nombre total d'intermédiaire s'établit à 280 à fin mai 2010.

Par ailleurs, la Compagnie s'est fixée comme objectif d'étendre son réseau et d'en améliorer l'intervention et ce à travers le développement du système d'information et l'assistance fournit aux agents exclusifs. Cette stratégie s'est soldée par l'ouverture de 96 points de vente entre 2007 et mai 2010.

Le tableau suivant présente l'historique des primes émises par branche et par type d'intermédiaire sur la période 2007 – 2009 :

Chiffre d'Affaires (en Mdh)	2 007			2 008			2 009		
	Réseau Exclusif	Courtiers	Total	Réseau Exclusif	Courtiers	Total	Réseau Exclusif	Courtiers	Total
Vie	421,6	105,0	526,6	393,7	91,2	484,9	426,8	85,1	512,0
% Contribution	80,1%	19,9%	100,0%	81,2%	18,8%	100,0%	83,4%	16,6%	100,0%
Dont Bancassurance:									
ADAMANE ACHAABI			185,2			177,0			175,0
MOUSTAKBAL ACHAABI			7,5			8,7			10,5
Non vie	1 181,6	717,2	1 898,8	1 590,8	639,7	2 230,5	1 717,7	600,4	2 318,1
% Contribution	62,2%	37,8%	100,0%	71,3%	28,7%	100,0%	74,1%	25,9%	100,0%
Total Vie et Non vie	1 603,2	822,2	2 425,4	1 984,5	730,9	2 715,4	2 144,5	685,5	2 830,0
% Contribution	66,1%	33,9%	NA	73,1%	26,9%	NA	75,8%	24,2%	NA

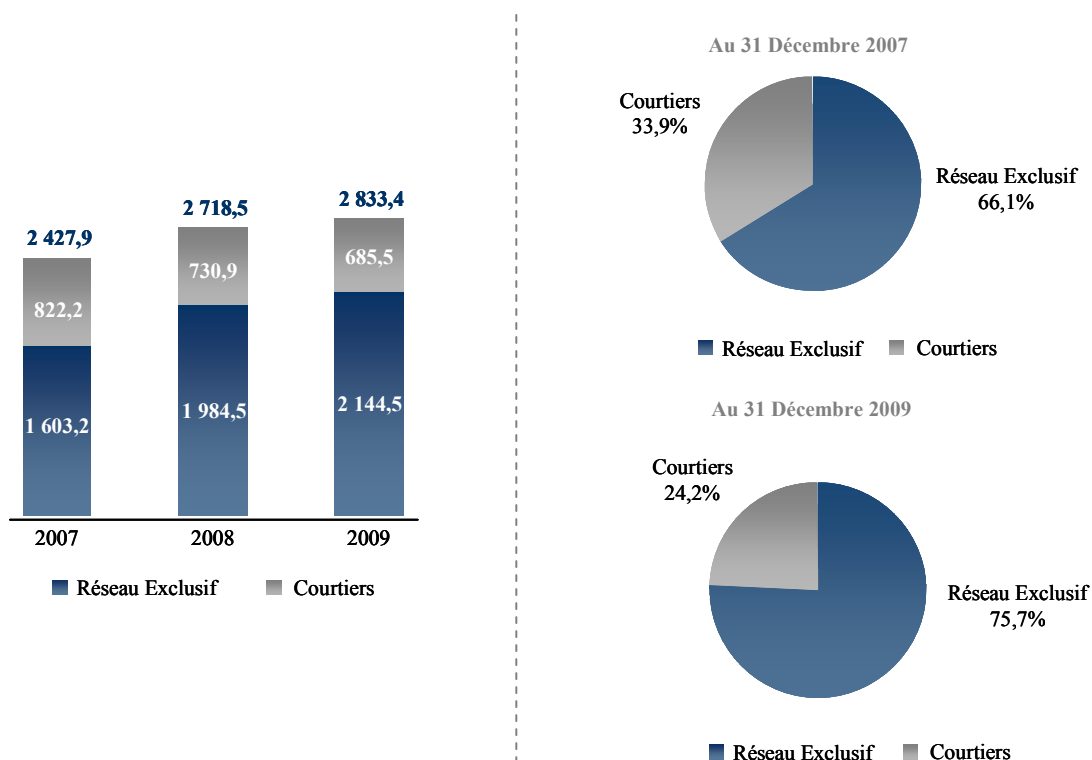
Source : CNIA SAADA Assurance

Les primes émises par CNIA SAADA Assurance sont pour la plupart assurées par son réseau exclusif³⁷ qui a vu son chiffre d'affaires croître en moyenne de 15,7% entre 2007 et 2009. Le montant des primes émises par les courtiers recule en moyenne de 8,7% sur les 3 dernières années.

³⁷ Le réseau exclusif se compose des agents exclusifs, du bureau direct ainsi que du réseau de bancassurance

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution du chiffre d'affaires par type d'intermédiaire entre 2007 et 2009 :

Répartition du chiffre d'affaires par intermédiaire entre 2007 et 2009 (en Mdh)



Source : CNIA SAADA Assurance

Le réseau exclusif de CNIA SAADA Assurance a contribué à hauteur de 75,7% dans le total des primes émises à 2 144,5 Mdh en 2009 comparé à 66,1% en 2007 à 1 603,2 Mdh, soit un gain de 970 points de contribution dans le chiffre d'affaires total sur les 3 dernières années.

La part des courtiers dans le total des primes émises s'élève à 24,2% en 2009 à 685,5 Mdh vs. 33,9% à 822,2 Mdh en 2007.

Ces 2 tendances matérialisent les orientations stratégiques mises en place par CNIA SAADA Assurance, en termes d'ouverture de points de vente, pour développer son activité.

Chiffre d'affaires « vie » par type d'intermédiaire

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des primes émises « vie » par type d'intermédiaire sur les 3 dernières années :

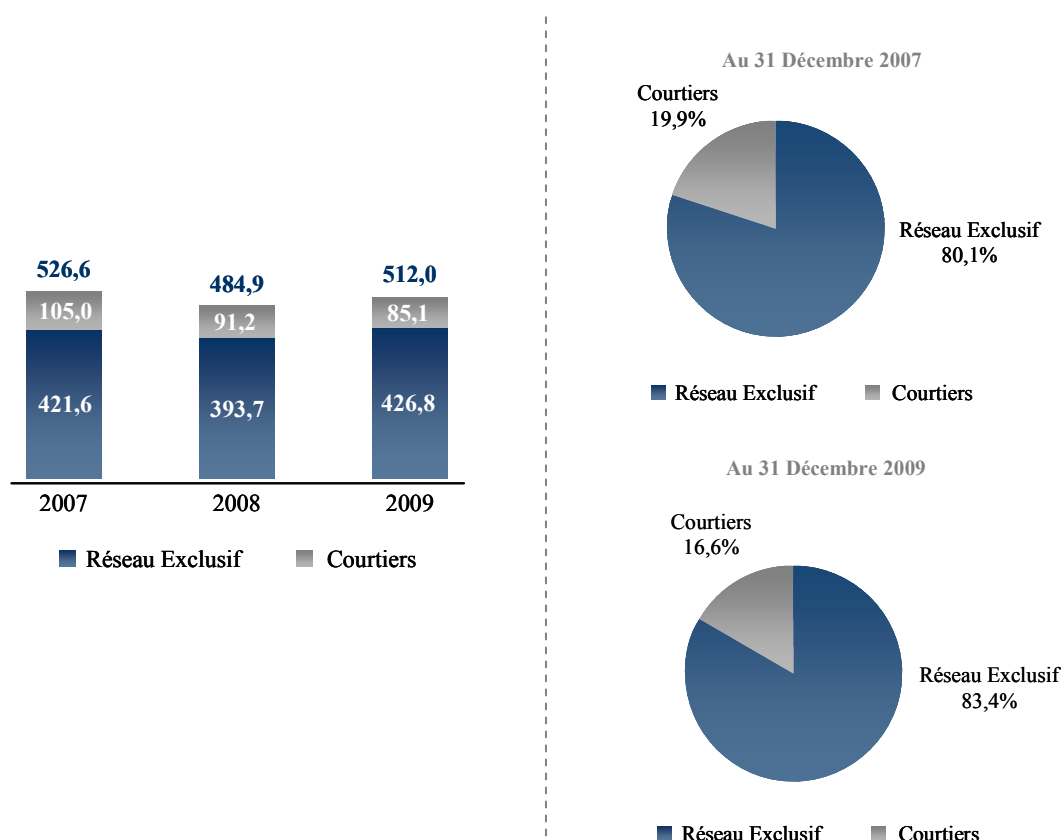
Chiffre d'Affaires (en Mdh)	2 007			2 008			2 009		
	Réseau Exclusif	Courtiers	Total	Réseau Exclusif	Courtiers	Total	Réseau Exclusif	Courtiers	Total
Décès	131,2	103,8	235,0	87,8	75,4	163,2	85,1	80,0	165,1
% Contribution	55,8%	44,2%	100,0%	53,8%	46,2%	100,0%	51,6%	48,4%	100,0%
Retraite	290,4	1,2	291,5	305,9	15,8	321,7	341,7	5,1	346,8
% Contribution	99,6%	0,4%	100,0%	95,1%	4,9%	100,0%	98,5%	1,5%	100,0%
Total Vie	421,6	105,0	526,6	393,7	91,2	484,9	426,8	85,1	512,0

Source : CNIA SAADA Assurance

La contribution du réseau exclusif dans le chiffre d'affaires total de la branche « vie » enregistre une hausse moyenne de 0,6% sur les 3 dernières années. Quant aux intermédiaires, leurs parts dans le total des primes émises « vie » ont subi une baisse moyenne de 10,0% sur la même période.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des primes émises « vie » par type d'intermédiaire entre 2007 et 2009 :

Répartition du chiffre d'affaires « vie » par types d'intermédiaire entre 2007 et 2009 (en Mdh)



Source : CNIA SAADA Assurance

En 2009, les agents exclusifs et la bancassurance contribuent à hauteur de 83,4% des primes émises « vie » pour s'établir à 426,8 Mdh vs. 80,1% à 421,6 Mdh en 2007, soit un gain de 330 points de base. A l'inverse, les courtiers voient leurs parts dans le chiffre d'affaires « vie » reculer de 330 points de base à 16,6% du total des primes « vie » émises à 85,1 Mdh en 2009 vs. 105 Mdh en 2007.

La catégorie décès de la branche « vie » voit le nombre de ses primes émises, commercialisées à 51,6% par les agents exclusifs et la bancassurance pour un montant de 85,1 Mdh vs. 48,4% distribuées par les courtiers pour un total de 80 Mdh en 2009. Comparé à 2007, la part du réseau exclusif dans le total des primes décès perd 420 points au profit des courtiers.

Quant à la catégorie retraite de la branche « vie », les primes y afférentes sont commercialisées à 98,5% par la voie du réseau exclusif pour un montant de 341,7 Mdh comparé à 1,5% distribuées par les courtiers pour un total de 5,1 Mdh. La contribution des agents exclusifs et de la bancassurance au total des émissions retraites ne varie que très peu affichant une baisse de 110 points de base au profit des courtiers sur les 3 dernières années.

Chiffre d'affaires « non vie » par type d'intermédiaire

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des primes émises dans la branche « non vie » par type d'intermédiaire sur les 3 dernières années :

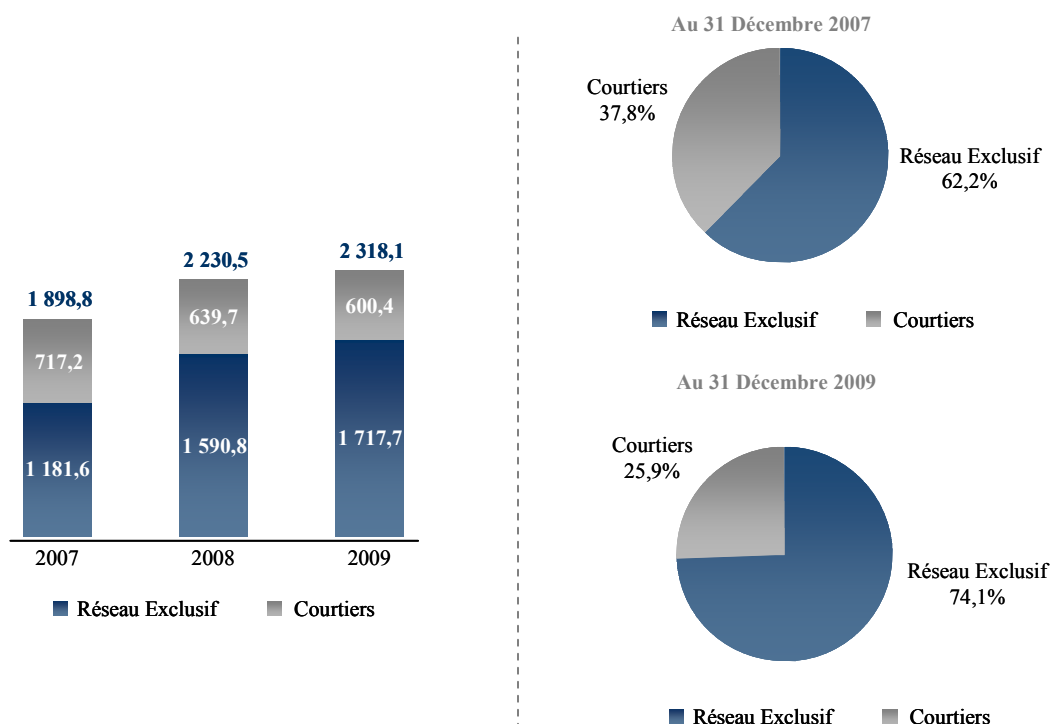
Chiffre d'Affaires (en Mdh)	2 007			2 008			2 009		
	Réseau Exclusif	Courtiers	Total	Réseau Exclusif	Courtiers	Total	Réseau Exclusif	Courtiers	Total
Automobile	735,5	194,0	929,5	985,9	133,2	1 119,1	1 089,4	128,1	1 217,5
% Contribution	79,1%	20,9%	100,0%	88,1%	11,9%	100,0%	89,5%	10,5%	100,0%
Accidents Corporels	245,5	204,5	450,0	359,9	157,5	517,3	319,9	213,0	532,9
% Contribution	54,6%	45,4%	100,0%	69,6%	30,4%	100,0%	60,0%	40,0%	100,0%
Accidents de travail	124,2	136,5	260,7	149,9	136,1	286,0	140,6	107,9	248,5
% Contribution	47,6%	52,4%	100,0%	52,4%	47,6%	100,0%	56,6%	43,4%	100,0%
Autres	64,8	101,9	166,7	81,2	106,0	187,2	119,6	76,4	195,9
% Contribution	38,9%	61,1%	100,0%	43,4%	56,6%	100,0%	61,0%	39,0%	100,0%
Transport	11,6	80,3	91,9	13,9	106,9	120,8	48,2	75,0	123,3
% Contribution	12,6%	87,4%	100,0%	11,5%	88,5%	100,0%	39,1%	60,9%	100,0%
Total Non Vie	1 181,6	717,2	1 898,8	1 590,8	639,7	2 230,5	1 717,7	600,4	2 318,1

Source : CNIA SAADA Assurance

La contribution du réseau exclusif dans le chiffre d'affaires total de la branche « non vie » enregistre une croissance moyenne de 20,6% sur les 3 dernières années. Quant aux intermédiaires, leurs parts dans le total des primes émises « non vie » ont subi une baisse moyenne de 8,5% sur la même période.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des primes émises « non vie » par type d'intermédiaire sur la période 2007 – 2009 :

Répartition du chiffre d'affaires « non vie » par types d'intermédiaire entre 2007 et 2009 (en Mdh)



Source : CNIA SAADA Assurance

En 2009, les agents exclusifs contribuent à hauteur de 74,1% des primes émises de la branche « non vie » pour s'établir à 1 717,7 Mdh vs. 62,2% à 1 181,6 Mdh en 2007, soit un gain de 1 190 points de base. A l'inverse, les courtiers voient leurs parts dans le chiffre d'affaires « non vie » reculaient de 1 190 points de base à 25,9% du total des primes « non vie » émises à 600,4 Mdh en 2009 vs. 717,2 Mdh en 2007.

Les catégories, automobile et accidents corporels, sont majoritairement commercialisées par le réseau exclusif sur la période 2007 – 2009.

Les assurances accidents de travail et autres ont connu un changement de tendance en ce qui concerne leurs distributions ; elles étaient majoritairement commercialisées par les courtiers en 2007 alors qu'en 2009, ce sont les agents exclusifs qui réalisent le plus gros du chiffre d'affaires de ces segments.

Ces tendances s'expliquent par le transfert du portefeuille des Assurances Es Saada, qui commercialisait ses produits essentiellement à travers son réseau exclusif, à CNIA Assurance après son rachat par cette dernière.

La catégorie assurance transports est principalement distribuée par les courtiers sur les 3 dernières années.

e. Stratégie marketing

1. Les principaux axes de la stratégie marketing

La stratégie marketing de CNIA SAADA Assurance vise à positionner la compagnie en adéquation avec les exigences implicites et explicites du marché sur lequel CNIA SAADA Assurance agit, notamment le marché grand public. Cette stratégie a notamment pour objectifs de :

- Fidéliser les clients de CNIA SAADA Assurance ;
- Approcher les consommateurs et les familiariser avec les produits offerts par la compagnie ;
- Recruter une nouvelle clientèle ;
- Constituer une base de données prospects/clients qualifiée.

2. La vision à terme

Aujourd'hui la Direction Marketing et la Division Communication réfléchissent à l'élaboration d'un plan d'action mutuel afin de développer plus de synergie entre les 2 entités.

Des connaissances marketing financières d'une part, et des aptitudes de veille et rédactionnelles d'autre part, offrent une complémentarité intéressante. Le fruit de cette collaboration permettrait de :

- Développer la communication externe et interne ;
- Mutualiser les actions de communication lors des événements marketing: lancement produit, actions street-marketing à l'instar du salon de l'auto, etc. ;
- Mettre en place une communication financière.

III.2.6. Stratégie de développement

a. Fusion stratégique entre CNIA et les Assurances Es Saada

L'année 2008 constitue une année charnière dans la vision stratégique de CNIA SAADA Assurance.

En effet, l'année 2008 concrétise, deux ans après le rachat des Assurances Es Saada par CNIA Assurance, le début du rapprochement effectif entre les deux Compagnies, avec l'amorce en mars 2008 d'un processus de fusion.

A ce titre, il faut noter que Assurances Es Saada bénéficiait d'une expérience de plus de 50 ans sur le marché marocain de l'assurance et, était présente dans plus de 50 villes au Maroc, la Compagnie bénéficiait du premier réseau commercial et de distribution sur le plan national.

Cette étape majeure pour CNIA SAADA Assurance est le fruit d'un travail de mise à niveau et d'assainissement des comptes mené dans chaque société en 2007, conforté par les conclusions encourageantes d'études stratégiques venant confirmer les nombreuses complémentarités et synergies existantes.

Encadré par les compétences de plusieurs cabinets de conseil internationaux de référence, ce vaste projet d'entreprise, nommé "Insijam" vise à créer un Groupe cohérent et professionnel, permettant de favoriser un développement durable et créateur de valeur pour les clients, les collaborateurs et les actionnaires.

La conjugaison des forces des deux Compagnies en termes de notoriété, de réseaux d'agents généraux et de compétences humaines, associées à une recherche constante de nouvelles voies d'amélioration, dote le nouvel ensemble d'atouts supplémentaires pour satisfaire une clientèle élargie aussi bien de particuliers que d'entreprises.

b. Fondements de la vision stratégique

La vision stratégique de CNIA SAADA Assurance s'articule autour de 4 objectifs majeurs.

1. Devenir l'assureur de référence du particulier

L'un des objectifs principaux de la fusion est de créer une entité leader sur le marché des particuliers. Cette ambition passe notamment par l'enrichissement de l'offre produits destinée à cette clientèle cible et par une meilleure écoute de ses besoins.

Le nouveau Groupe devra lui assurer, en parallèle, une proximité forte, en maintenant la capillarité et le dynamisme de son réseau, qui est à ce jour le premier sur le plan national. Un avantage concurrentiel qu'il lui faudra préserver, notamment en veillant à adopter des outils de gestion performants et en mettant en place les plans de formation nécessaires à leur intégration.

2. Garantir aux clients une prestation rapide et conforme aux engagements

Fournir aux clients une prestation rapide et de qualité en conformité avec les engagements pris est aujourd'hui une exigence qui doit être considérée comme un pré requis dans toute démarche avec la clientèle. Cela implique une attitude proactive envers les prestataires ainsi qu'une meilleure planification des actions engagées. Un travail en profondeur est mené dans ce sens au sein de CNIA SAADA Assurance pour aboutir à des processus de gestion fortement intégrés et standardisés afin d'unifier les pratiques et de proposer des prestations de référence sur le marché.

Forte de sa position de leader sur le marché de l'assurance automobile, CNIA SAADA Assurance, poursuivant des objectifs de dynamisme et d'innovation au service de ses clients, a ouvert à Casablanca, en 2009, Check Auto Express, premier centre d'indemnisation dans le Royaume. Equipé des dernières technologies, ce centre offre aux clients un encadrement dans leurs démarches afin de

réduire les délais de gestion des sinistres (en moins de 70 minutes). Les équipes sont essentiellement composées d'experts formés aux exigences de professionnalisme, de rigueur et de réactivité. En diminuant le nombre d'interlocuteurs auprès de leurs clients, l'ensemble fusionné assure une prise en charge maximale des assurés.

A noter l'ouverture des Check Auto Express à Marrakech et à Fès, celui de Rabat étant en cours de mise en service.

3. Offrir à la clientèle entreprise un service sur-mesure

Au niveau de la clientèle entreprise, la création d'un pôle dédié regroupant des gestionnaires spécialisés permet d'offrir à ce marché spécifique un service personnalisé, une technicité adaptée et un accompagnement en amont.

L'élimination des ruptures dans la chaîne de valeur et le regroupement de la "souscription - production - indemnisation" doivent également être envisagés afin de constituer un service de qualité capable de répondre à toutes les demandes.

4. Assurer une croissance de l'activité rentable et pérenne

L'élaboration d'une offre de produits renouvelée, plus innovante et compétitive, la modernisation et l'optimisation des procédures, le développement des expertises en interne, la maîtrise des investissements sont autant d'enjeux stratégiques pris en compte tout au long du processus de fusion pour bâtir une compagnie de référence sur le marché, capable d'assurer une croissance rentable et pérenne, basée sur la satisfaction du client. Le développement du réseau d'agences répond à cette même volonté d'offrir aux clients une plus grande proximité tout en permettant au nouvel ensemble de développer son activité de façon soutenue.

Partie VI. ANALYSE FINANCIERE

COMPTES SOCIAUX

Avertissement

« CNIA SAADA Assurance est l'entité résultant de la fusion absorption, en 2009, de Assurances Es Saada par CNIA Assurance.

Afin d'assurer la comparabilité des comptes sociaux de CNIA SAADA Assurance au titre de l'exercice 2009 avec ceux des exercices 2007 et 2008, le management de la Compagnie a élaboré des comptes pro forma pour les exercices 2007 et 2008. Ces derniers consistent en l'agrégation des comptes respectifs de CNIA Assurance et de Assurances Es Saada au titre desdits exercices, en éliminant les flux intra-groupe.

Les comptes pro forma au titre des exercices 2007 et 2008 ont fait l'objet d'un examen limité (qui ne constitue pas un audit et qui fournit un niveau d'assurance inférieur à ce dernier) de la part des commissaires aux comptes.

Les comptes sociaux de CNIA SAADA Assurance au titre de l'exercice 2009 ont fait l'objet d'un audit de la part des commissaires aux comptes. Les rapports d'audit et d'examen limité sont fournis dans la partie « Attestations et coordonnées » de la présente note d'information. »

I. METHODOLOGIE POUR L'ELABORATION DES COMPTES PROFORMA SOCIAUX

Dans l'objectif de permettre la comparabilité avec les comptes sociaux de CNIA SAADA Assurance au 31 Décembre 2009 résultant de la fusion absorption de la société d'assurance et de réassurance Assurances Es Saada par CNIA Assurance, les états consolidés, proforma, ont été préparés pour la première fois en 2007 en appliquant les principes de comptabilisation au regard des principes comptables marocain.

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les normes et pratiques comptables applicables au Maroc.

La société d'assurance et de réassurance Assurances Es Saada, filiale sur laquelle CNIA Assurance exerce, directement, le contrôle exclusif de droit, est consolidée selon la méthode de consolidation globale.

II. ANALYSE DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Le tableau suivant présente les agrégats du résultat technique de la branche « vie » sur la période 2007 – 2009 :

CPC technique vie (En Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Primes émises	526,6	484,9	-7,9%	512,0	5,6%	-1,4%
Produits techniques d'exploitation	0,4	0,2	-35,2%	0,0	-100,0%	-100,0%
Prestations et frais	721,3	590,6	-18,1%	665,9	12,7%	-3,9%
Solde de réassurance	34,2	-24,0	<100%	22,9	<100%	-18,2%
Charges techniques d'exploitation	412,9	91,3	-77,9%	93,1	1,9%	-52,5%
Produits des placements affectés aux opérations d'assurances	816,6	308,2	-62,3%	341,0	10,6%	-35,4%
Charges des placements affectés aux opérations d'assurances	68,9	88,5	28,5%	59,7	-32,6%	-6,9%
Résultat technique vie	174,7	-1,1	<100%	57,2	<100%	-42,8%

Source : CNIA SAADA Assurance

Le tableau ci-après détaille les agrégats du résultat technique de la branche « non vie » sur la période 2007 – 2009 :

CPC technique non vie (En Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Primes émises	1 898,8	2 230,5	17,5%	2 318,1	3,9%	10,5%
Variation pour primes non acquises	60,3	80,4	33,4%	30,9	-61,6%	-28,4%
Primes acquises	1 838,5	2 150,1	16,9%	2 287,2	6,4%	11,5%
Produits techniques d'exploitation	10,5	12,9	22,7%	3,9	-69,5%	-38,8%
Prestations et frais	1 212,5	1 450,0	19,6%	1 605,7	10,7%	15,1%
Solde de réassurance	-109,5	-133,3	-21,7%	-52,6	60,5%	30,7%
Charges techniques d'exploitation	654,4	711,8	8,8%	669,5	-5,9%	1,2%
Produits des placements affectés aux opérations d'assurances	334,2	682,0	>100%	423,2	-38,0%	12,5%
Charges des placements affectés aux opérations d'assurances	65,9	369,1	>100%	86,3	-76,6%	14,5%
Résultat technique non vie	141,0	180,9	28,3%	300,2	66,0%	45,9%

Source : CNIA SAADA Assurance

Le tableau ci-contre présente l'évolution du compte de produits et charges sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Primes émises	2 425,4	2 715,4	12,0%	2 830,0	4,2%	8,0%
Variation pour primes non acquises	60,3	80,4	33,4%	30,9	-61,6%	-28,4%
Primes acquises	2 365,1	2 635,0	11,4%	2 799,2	6,2%	8,8%
Produits techniques d'exploitation	10,9	13,1	20,8%	3,9	-70,0%	-39,8%
Prestations et frais	1 933,8	2 040,7	5,5%	2 271,6	11,3%	8,4%
Solde de réassurance	-75,2	-157,2	>100%	-29,7	-81,1%	-37,1%
Charges techniques d'exploitation	1 067,3	803,1	-24,8%	762,6	-5,0%	-15,5%
Produits des placements affectés aux opérations d'assurances	1 150,8	990,3	-13,9%	764,2	-22,8%	-18,5%
Charges des placements affectés aux opérations d'assurances	134,7	457,6	>100%	146,0	-68,1%	4,1%
Résultat technique vie et non vie	315,7	179,8	-43,1%	357,4	98,8%	6,4%
Résultat non technique courant	4,8	35,4	>100%	12,5	-64,6%	61,8%
Résultat non technique non courant	9,7	35,7	>100%	32,5	-8,8%	82,8%
Résultat non technique	14,5	71,1	>100%	45,0	-36,6%	76,1%
Résultat avant impôts	330,2	250,8	-24,0%	402,4	60,5%	10,4%
Impôts sur les résultats	200,5	95,2	-52,5%	121,2	27,3%	-22,3%
<i>Taux d'IS</i>	60,7%	38,0%	-2 276,7pts	30,1%	-784,5pts	
Résultat net	129,7	155,6	20,0%	281,2	80,7%	47,3%

Source : CNIA SAADA Assurance

II.1. Chiffre d'affaires

Le tableau suivant détaille l'historique du chiffre d'affaires par branche d'assurance sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Primes émises brutes vie	526,6	484,9	-7,9%	512,0	5,6%	-1,4%
<i>en % total primes émises</i>	<i>21,7%</i>	<i>17,9%</i>	<i>NA</i>	<i>18,1%</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>
Primes émises non vie	1 898,8	2 230,5	17,5%	2 318,1	3,9%	10,5%
<i>en % total primes émises</i>	<i>78,3%</i>	<i>82,1%</i>	<i>NA</i>	<i>81,9%</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>
Total des primes émises vie et non vie	2 425,4	2 715,4	12,0%	2 830,0	4,2%	8,0%
Variation pour primes non acquises « non vie »	60,3	80,4	33,4%	30,9	-61,6%	-28,4%
<i>en % total primes émises « non vie »</i>	<i>3,2%</i>	<i>3,6%</i>	<i>NA</i>	<i>1,3%</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>
Primes acquises	2 365,1	2 635,0	11,4%	2 799,2	6,2%	8,8%

Source : CNIA SAADA Assurance

Les primes émises ont connu une croissance moyenne de 8,0% sur la période 2007 – 2009 à 2 830,0 Mdh en 2009 induite par l'expansion de l'activité de la branche « non vie » de CNIA SAADA Assurance.

Les provisions pour primes non acquises « non vie » ont diminué de 28,4% en moyenne sur la période 2007 – 2009 à 30,9 Mdh en 2009. Cette évolution est la conséquence d'un nouveau processus opérationnel qui réduit le délai de traitement des nouvelles affaires. Le poids des provisions non acquises dans le total des primes émises « non vie » perd ainsi 190 points de base entre 2007 et 2009 à 1,3%. De ce fait, les primes acquises augmentent en moyenne de 8,8% sur la même période portées par le ralentissement des provisions pour primes non acquises.

A noter le ralentissement de la progression des primes relatives à la branche « non vie » en 2009 impactée par les assurances transport et accident de travail. Quant aux primes émises « vie », l'année 2009 a mis fin à la tendance baissière enregistrée en 2008.

a. Branche « vie »

La branche « vie » a connu une baisse moyenne de 1,4% sur la période 2007 – 2009.

En 2008, les primes émises brutes dans la branche « vie » baissent de 7,9% à 484,9 Mdh imputable notamment à la résiliation en 2007 d'un contrat bancassurance à prime unique d'un montant de 85 Mdh porté par CNIA Assurance (contrat décès emprunteur avec des organismes bancaires locaux donnant lieu à un paiement lors du décès du souscripteur du contrat). Cette diminution est amortie par la catégorie « retraite » qui a connu une progression de 10,4% du fait du maintien de « Addamane Achaabi » et « Addamane Al Hirafi » et de la croissance des produits liés à la retraite par capitalisation et à la retraite capital fin de carrière.

Les primes émises brutes de l'assurance « vie » progressent de 5,6% à 512 Mdh en 2009 sous l'effet de régularisations de contrats importants qui consistent à encaisser des primes contractuelles périodiques.

b. Branche « non vie »

La branche « non vie » a connu une croissance moyenne de 10,5% sur la période 2007 – 2009.

Les primes émises brutes dans la branche « non vie » augmente de 17,5% en 2008 à 2 230,5 Mdh sous l'effet combiné de la variation des catégories d'assurance suivantes :

- la catégorie automobile progresse de 20,4% générée par la réalisation de nouvelles affaires, l'arrivée à maturité des anciennes promotions ainsi que l'ouverture de nouveaux points de vente ;
- les assurances « accidents corporels » augmentent de 15,0% grâce à la conclusion de nouvelles affaires impliquant un nombre élevé de nouveaux adhérents ;
- les primes émises « accidents du travail » enregistre une croissance de 9,7% générée par la bonne performance du marché due à une conjoncture économique favorable (projets de grands travaux et liés aux BTP) ;
- l'assurance transport évolue de 31,5% à la hausse grâce notamment à l'acquisition de nouveaux contrats liés à l'aviation et à l'augmentation des importations de céréales et d'aliments de bétail, le tout conforté par une conjoncture économique favorable ;
- les polices « incendie » subissent une baisse de 1,6% provoquée par la mise en place d'une nouvelle politique de souscription plus sélective et l'assainissement du portefeuille existant ;
- les risques divers affichent une croissance de 74,6% induite par la réalisation de contrats « tout risque chantier » très importants.

En 2009, la branche « non vie » enregistre une évolution de 3,9% de ses primes émises brutes à 2 318,1 Mdh résultant de la variation des catégories d'assurance suivantes :

- la catégorie automobile progresse de 8,8% générée par la conclusion de nouveaux contrats et l'apport des nouveaux agents ;
- les assurances « accidents corporels » se limitent à 3,0% de croissance du fait d'une volonté de stabiliser le portefeuille dans le but de privilégier la rentabilité ;
- les primes émises « accidents du travail » enregistre une baisse de 13,1% induite par la résiliation de contrats déficitaires dans le cadre de l'assainissement du portefeuille afférent à cette catégorie ;
- l'assurance transport évolue de 2,0% à la hausse. Cette évolution marque une certaine pause en 2009 du fait du ralentissement des imports-exports lié aux céréales et aux produits énergétiques ;
- les contrats liés à la responsabilité civile affichent une hausse de 92,6% grâce notamment à la réalisation de diverses affaires nouvelles ;
- les polices « incendie » poursuivent leurs tendances baissières. Elles reculent de 1,5% ;
- les risques divers accusent une diminution de 54,8% induite par l'arrêt d'un contrat tout risque chantier couvrant un chantier infrastructure important.

II.2. Charges de sinistres

Le tableau ci-dessous détaille les charges de sinistre par branche d'assurance entre 2007 et 2009 :

Charges de sinistres vie (En Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Prestation et frais payés	505,1	509,6	0,9%	473,1	-7,2%	-3,2%
Provisions	216,2	81,0	62,5%	192,8	138,0%	-5,6%
Variation des provisions pour sinistres à payer	94,6	-18,2	NA	32,2	NA	-41,7%
Variation des provisions des assurances vie	105,1	92,7	-11,8%	132,9	43,4%	12,4%
Variation des provisions pour fluctuations de sinistralité	-3,0	15,8	NA	-5,1	NA	30,5%
Variation des provisions pour aléas financiers	0,0	0,0	NA	0,0	NA	NA
Variation des provisions techniques des contrats en U.C.	0,0	0,0	NA	0,0	NA	NA
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	19,4	-9,2	NA	32,8	NA	30,0%
Variation des autres provisions techniques	0,0	0,0	NA	0,0	NA	NA
Charges de sinistres vie	721,3	590,6	-18,1%	665,9	12,7%	-3,9%
<i>Ratio S/P vie</i>	<i>137,0%</i>	<i>121,8%</i>	<i>-1 520 pts</i>	<i>130,1%</i>	<i>830 pts</i>	<i>NA</i>

Charges de sinistres non vie (En Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Prestation et frais payés	1 089,1	1 260,0	15,7%	1 229,3	-2,4%	6,2%
Provisions	123,4	190,0	54,0%	376,4	98,1%	74,6%
Variation des provisions pour sinistres à payer	156,5	-13,1	NA	367,0	NA	53,1%
Variation des provisions pour fluctuations de sinistralité	-36,9	189,4	NA	7,0	-96,3%	NA
Variation des provisions pour aléas financiers	4,7	-9,4	NA	0,0	NA	-100,0%
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	-1,9	-3,4	81,1%	0,1	NA	NA
Variation des provisions des autres provisions techniques	0,8	26,5	>100%	2,2	-91,8%	61,1%
Charges de sinistres non vie	1 212,5	1 450,0	19,6%	1 605,7	10,7%	15,1%
<i>Ratio S/P non vie</i>	<i>66,0%</i>	<i>67,4%</i>	<i>140 pts</i>	<i>70,2%</i>	<i>280 pts</i>	<i>NA</i>

Charge de sinistres totaux (En Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Prestation et frais payés	1 594,2	1 769,6	11,0%	1 702,5	-3,8%	3,3%
<i>% contribution au total des charges de sinistres</i>	<i>82,4%</i>	<i>86,7%</i>	<i>428 pts</i>	<i>74,9%</i>	<i>-1 177pts</i>	<i>NA</i>
Provisions	339,6	271,1	-20,2%	569,1	109,9%	29,5%
Variation des provisions pour sinistres à payer	251,2	-31,3	NA	399,2	NA	26,1%
<i>% contribution au total des charges de sinistres</i>	<i>13,0%</i>	<i>-1,5%</i>	<i>-1 452 pts</i>	<i>17,6%</i>	<i>1 911 pts</i>	<i>NA</i>
Variation des provisions des assurances vie	105,1	92,7	-11,8%	132,9	43,4%	12,4%
<i>% contribution au total des charges de sinistres</i>	<i>5,4%</i>	<i>4,5%</i>	<i>-89 pts</i>	<i>5,9%</i>	<i>131 pts</i>	<i>NA</i>
Variation des provisions pour fluctuations de sinistralité	-39,9	205,1	NA	1,9	-99,1%	NA
<i>% contribution au total des charges de sinistres</i>	<i>-2,1%</i>	<i>10,1%</i>	<i>1 211 pts</i>	<i>0,1%</i>	<i>-997 pts</i>	<i>NA</i>
Variation des provisions pour aléas financiers	4,7	-9,4	NA	0,0	-100,0%	-100,0%
<i>% contribution au total des charges de sinistres</i>	<i>0,2%</i>	<i>-0,5%</i>	<i>-70 pts</i>	<i>0,0%</i>	<i>46 pts</i>	<i>NA</i>
Variation des provisions techniques des contrats en U.C.	0,0	0,0	NA	0,0	NA	NA
<i>% contribution au total des charges de sinistres</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>	<i>0 pts</i>	<i>0,0%</i>	<i>0 pts</i>	<i>NA</i>
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	17,6	-12,6	NA	32,9	NA	36,8%
<i>% contribution au total des charges de sinistres</i>	<i>0,9%</i>	<i>-0,6%</i>	<i>-152 pts</i>	<i>1,4%</i>	<i>206 pts</i>	<i>NA</i>
Variation des autres provisions techniques	0,8	26,5	>100%	2,2	-91,8%	61,1%
<i>% contribution au total des charges de sinistres</i>	<i>0,0%</i>	<i>1,3%</i>	<i>125 pts</i>	<i>0,1%</i>	<i>-120 pts</i>	<i>NA</i>
Charges de sinistres (vie & non vie)	1 933,8	2 040,7	5,5%	2 271,6	11,3%	8,4%
<i>Ratio S/P vie & non vie</i>	<i>81,8%</i>	<i>77,4%</i>	<i>-440 pts</i>	<i>81,2%</i>	<i>380 pts</i>	<i>NA</i>
<i>charges de sinistres vie en % du total des sinistres</i>	<i>37,3%</i>	<i>28,9%</i>	<i>NA</i>	<i>29,3%</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>
<i>charges de sinistres non vie en % du total des sinistres</i>	<i>62,7%</i>	<i>71,1%</i>	<i>NA</i>	<i>70,7%</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>

Source : CNIA SAADA Assurance

a. Branche « vie »

Les charges de sinistres de la branche « vie » enregistrent une baisse moyenne de 3,9% sur les 3 dernières années.

En 2008, les charges de sinistre de la branche « vie » reculent de 18,1% à 590,6 Mdh sous l'effet combiné de :

- les prestations et frais payés ont progressé de 0,9% à 509,6 Mdh malgré la résiliation du contrat à prime unique et ce, du fait que CNIA SAADA Assurance couvre toujours les engagements relatifs à ce contrat bien qu'elle ne perçoit plus de primes ;
- la variation des provisions pour sinistres à payer s'établit à – 18,2 Mdh imputable à la résiliation de contrats décès à prime unique ;
- une baisse de 11,8% de la variation des provisions des assurances « vie » à 92,7 Mdh liée au ralentissement de l'activité « vie » ;
- une hausse de la variation des provisions pour fluctuations de sinistralité à 15,8 Mdh du fait de la catégorie « décès groupe » qui reste bénéficiaire et pour qui une dotation pour fluctuations de sinistralité est constituée et ce malgré un résultat technique négatif pour l'ensemble de la branche ;
- un recul de la variation des provisions pour participation aux bénéfices à – 9,2 Mdh dû à la performance négative des marchés financiers ;

Les charges de sinistre de la branche « vie » progressent de 12,7% en 2009 à 665,9 Mdh dû principalement à :

- une baisse des prestations et frais payés de 7,2% à 473,1 Mdh ;
- une augmentation de la variation des provisions pour sinistres à payer à 32,2 Mdh qui compense ainsi la baisse des charges et sinistres payés. L'année 2008 a connu une opération d'inventaire visant l'apurement du stock des dossiers sinistres décès ce qui s'est traduit par une baisse des provisions pour sinistres à payer expliquant ainsi la variation négative. L'année 2009 renoue avec une évolution régulière du portefeuille affichant une hausse de la variation des provisions pour sinistres à payer ;
- une hausse de 43,4% de la variation des provisions des assurances « vie » à 132,9 Mdh. Cette augmentation s'explique par l'accroissement du volume d'affaire de la catégorie retraite (+ 25 Mdh) et la revalorisation³⁸ du stock de provisions mathématiques des assurances « vie » ;
- une diminution de la variation des provisions pour fluctuations de sinistralité à -5,1 Mdh ;
- une croissance de la variation des provisions pour participation aux bénéfices à 32,8 Mdh suite à l'augmentation des produits financiers et à la réalisation de plus values sur cession.

Le ratio S/P de la branche « vie » s'établit à 137,0% en 2007, à 121,8% en 2008 et à 130,1% en 2009 soit, une baisse de 690 points de base entre 2007 et 2009.

³⁸ Revalorisation = Provisions mathématiques x (1+taux minimal de rendement garanti)

b. Branche « non vie »

Les charges de sinistres de la branche « non vie » progressent en moyenne de 15,1% sur la période 2007 – 2009.

En 2008, les charges de sinistre de la branche « non vie » augmentent de 19,6% à 1 450,0 Mdh impactées par :

- une hausse des prestations et frais payés de 15,7% à 1 260,0 Mdh faisant suite à l'accélération des règlements en conformité avec l'exécution du plan de redressement de la compagnie d'assurances Assurances Es Saada pour les catégories « automobile, accidents de travail et accidents corporels » ;
- une baisse de la variation des provisions pour sinistres à payer à – 13,1 Mdh suite à la liquidation de réserves constatées dans les catégories automobile, responsabilité civile générale et transport dans le cadre des inventaires des dossiers sinistres ;
- une évolution à la hausse de la variation des provisions pour fluctuations de sinistralité à 189,4 Mdh induite par un résultat technique important.

Les charges de sinistre de la branche « non vie » enregistre une croissance de 10,7% en 2009 à 1605,7 Mdh sous l'effet combiné de :

- une diminution des prestations et frais payés de 2,4% à 1 229,3 Mdh en raison de l'amélioration significative de la sinistralité résultant de l'effort d'assainissement du portefeuille de la catégorie d'assurance « accidents de travail » du fait d'une politique plus sélective de couverture des risques ;
- une progression de la variation des provisions pour sinistres à payer à 367,0 Mdh provoqué par la survenance d'un sinistre majeur relatif à l'aviation.

Le ratio S/P de la branche « non vie » s'établit à 66,0% en 2007, à 67,4% en 2008 et à 70,2% en 2009 soit, une hausse de 420 points de base entre 2007 et 2009.

A noter que l'année 2009 a connu une baisse des sinistres payés comparée à une hausse des provisions pour sinistres à payer tandis que l'année 2008 a été marquée par une évolution opposée. Cette tendance s'explique par un effort soutenu consenti par CNIA SAADA Assurance pour liquider les sinistres chez Assurances Es Saada notamment ceux instruits auprès du BNEJ en 2008. L'année 2009 signe un retour à une cadence régulière de paiement après apurement des dossiers en instance.

II.3. Charges techniques d'exploitation

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des charges techniques d'exploitation sur les 3 dernières années :

Charges techniques d'exploitation- vie (En Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Charges d'acquisition des contrats	25,7	19,1	-25,7%	23,6	23,2%	-4,3%
<i>en % total Charges techniques - vie</i>	6,2%	21,0%	1 472pts	25,3%	436 pts	1 908 pts
Taux de commissionnement moyen vie³⁹	4,9%	3,9%	-94,3pts	4,6%	65,6pts	NA
Achats consommés de matières et fournitures	5,6	5,9	5,9%	5,8	-3,0%	1,4%
<i>en % total Charges techniques - vie</i>	1,4%	6,5%	514pts	6,2%	-32 pts	NA
Autres charges externes	16,5	14,8	-10,0%	14,9	0,1%	-5,1%
<i>en % total Charges techniques - vie</i>	4,0%	16,3%	1 226pts	16,0%	-29 pts	NA
Impôts et taxes	2,1	2,3	5,3%	2,4	4,7%	5,0%
<i>en % total Charges techniques - vie</i>	0,5%	2,5%	195pts	2,5%	7 pts	NA
Charges de personnel	37,8	26,7	-29,3%	31,7	18,7%	-8,4%
<i>en % total Charges techniques - vie</i>	9,1%	29,3%	2 012pts	34,1%	482 pts	NA
Autres charges d'exploitation	0,0	0,5	>100%	1,1	>100%	1309,9%
<i>en % total Charges techniques - vie</i>	0,0%	0,5%	52pts	1,1%	62 pts	NA
Dotations d'exploitation	325,1	21,9	-93,2%	13,7	-37,4%	-79,4%
<i>en % total Charges techniques - vie</i>	78,7%	24,0%	-5 471pts	14,8%	-927 pts	NA
Charges techniques d'exploitation- vie	412,9	91,3	-77,9%	93,1	1,9%	-52,5%

Charges techniques d'exploitation- non vie (En Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Charges d'acquisition des contrats	223,2	250,1	12,0%	261,3	4,5%	8,2%
<i>en % total Charges techniques - non vie</i>	34,1%	35,1%	102pts	39,0%	390 pts	NA
Taux de commissionnement moyen - non vie	12,1%	11,6%	-51pts	11,4%	-20,5pts	NA
Achats consommés de matières et fournitures	26,4	42,2	59,6%	34,7	-17,7%	14,6%
<i>en % total Charges techniques - non vie</i>	4,0%	5,9%	189pts	5,2%	-74 pts	NA
Autres charges externes	71,8	78,1	8,9%	89,5	14,6%	11,7%
<i>en % total Charges techniques - non vie</i>	11,0%	11,0%	1pts	13,4%	240 pts	NA
Impôts et taxes	17,5	14,2	-18,7%	14,2	0,1%	-9,8%
<i>en % total Charges techniques - non vie</i>	2,7%	2,0%	-67pts	2,1%	13 pts	NA
Charges de personnel	141,8	150,6	6,2%	180,5	19,9%	12,8%
<i>en % total Charges techniques - non vie</i>	21,7%	21,2%	-52pts	27,0%	580 pts	NA
Autres charges d'exploitation	28,8	4,9	-82,9%	6,4	29,7%	-52,8%
<i>en % total Charges techniques - non vie</i>	4,4%	0,7%	-370pts	1,0%	26 pts	NA
Dotations d'exploitation	144,9	171,7	18,5%	82,9	-51,7%	-24,4%
<i>en % total Charges techniques - non vie</i>	22,1%	24,1%	198pts	12,4%	-1 174 pts	NA
Charges techniques d'exploitation- non vie	654,4	711,8	8,8%	669,5	-5,9%	1,2%

Source : CNIA SAADA Assurance

³⁹ Taux de commissionnement moyen = (Charges d'acquisition des contrats) / (Primes acquises)

Charges techniques d'exploitation totales (En Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Charges d'acquisition des contrats	249,0	269,2	8,1%	284,9	5,8%	7,0%
en % total Charges techniques	23,3%	33,5%	1 019,2pts	37,4%	383 pts	NA
Taux de commissionnement moyen	10,5%	10,2%	-31pts	10,2%	-3,9pts	NA
Achats consommés de matières et fournitures	32,0	48,1	50,2%	40,5	-15,9%	12,4%
en % total Charges techniques	3,0%	6,0%	299 pts	5,3%	-68 pts	NA
Autres charges externes	88,2	93,0	5,4%	104,4	12,3%	8,8%
en % total Charges techniques	8,3%	11,6%	331 pts	13,7%	211 pts	NA
Impôts et taxes	19,6	16,5	-16,1%	16,6	0,8%	-8,0%
en % total Charges techniques	1,8%	2,0%	21 pts	2,2%	13 pts	NA
Charges de personnel	179,6	177,3	-1,3%	212,2	19,7%	8,7%
en % total Charges techniques	16,8%	22,1%	525 pts	27,8%	575 pts	NA
Autres charges d'exploitation	28,8	5,4	-81,2%	7,5	37,9%	-49,1%
en % total Charges techniques	2,7%	0,7%	-202pts	1,0%	30 pts	NA
Dotations d'exploitation	470,0	193,6	-58,8%	96,6	-50,1%	-54,7%
en % total Charges techniques	44,0%	24,1%	-1 993 pts	12,7%	-1 144 pts	NA
Charges techniques d'exploitation vie & non vie	1 067,3	803,1	-24,8%	762,6	-5,0%	-15,5%
Charges techniques d'exploitation/Primes acquises	45,1%	30,5%	-1 464,7pts	27,2%	-323,4pts	NA
Charges techniques d'exploitation (hors Dotations)/Primes acquises	25,3%	23,1%	-212 pts	23,8%	67 pts	NA

Source : CNIA SAADA Assurance

II.3.1. Charges techniques d'exploitation « vie » et « non vie »

Les charges techniques d'exploitation enregistrent une diminution moyenne de 15,5% sur la période 2007 – 2009 pour s'établir à 762,6 Mdh en 2009.

Le ratio de charges techniques d'exploitation sur primes acquises diminue de 323,4 points en 2009 à 27,2% contre une baisse de 1 465 points de base en 2008 à 30,5%.

En 2008, les charges techniques d'exploitation diminuent de 24,8% à 803,1 Mdh. Cette variation s'explique essentiellement par la diminution de 58,8% des dotations d'exploitation. En effet, l'année 2007 a été marquée par la consolidation de Assurances Es Saada. CNIA Assurance a été forcée de constater cette même année une dépréciation exceptionnelle du Goodwill d'un montant de 304 Mdh (revalorisation du Goodwill post acquisition) en plus de l'amortissement normatif relatif à la compagnie acquise. L'année 2008 signe un retour à la normale.

En 2009, les charges techniques d'exploitation poursuivent leurs tendances baissières, en diminution de 5,0% à 762,6 Mdh imputables au recul de 50,1% des dotations d'exploitation à 96,6 Mdh induites par la baisse des dotations sur les créances d'intermédiaires.

a. Charges d'acquisition des contrats

Les commissions payées par CNIA SAADA Assurance ont enregistré une hausse moyenne de 7,0% sur la période 2007 – 2009 portées par les frais d'intermédiation relatifs à la branche non vie. Les commissions payées se sont établies à 285 Mdh en 2009 soit, une progression de 5,8% à comparer avec la hausse de 8,1% enregistrée en 2008 à 269 Mdh. Les commissions payées relatives à la branche non vie progresse en moyenne de 8,2% sur la période 2007 – 2009 contre une diminution moyenne de 4,3% sur la même période pour celles liées aux opérations vie et capitalisation.

b. Autres charges externes

Cette catégorie contient les charges relatives aux honoraires et aux frais généraux. Elle enregistre une augmentation moyenne de 8,8% sur la période étudiée à 104,4 Mdh en 2009. L'augmentation modérée et régulière observée s'explique essentiellement par l'effet de la contribution réglementaire suite à la

hausse du chiffre d'affaires, aux frais de communication et aux autres frais et honoraires engagés pour l'harmonisation des processus et pour l'amélioration des délais de remboursement et de la qualité de service.

CNIA SAADA Assurance étant dans l'incapacité de retracer directement la part des autres charges externes revenant à chacune des branches « vie » et « non vie », elle octroie une clé de répartition fonction de la contribution du chiffre d'affaires de chaque branche dans le chiffre d'affaires total réalisé.

c. Charges de personnel

Les charges de personnel ont connu une croissance moyenne de 8,7% sur la période 2007 – 2009 à 212,2 Mdh et ce malgré la baisse des effectifs dédiés aux fonctions métiers. Cette tendance s'explique par l'harmonisation des grilles de salaires entre CNIA Assurance et Assurances Es Saada suite à leur fusion et aux indemnisations des départs négociés.

CNIA SAADA Assurance étant dans l'incapacité de retracer directement la part des charges de personnel revenant à chacune des branches « vie » et « non vie », elle octroie une clé de répartition fonction de la contribution du chiffre d'affaires de chaque branche dans le chiffre d'affaires total réalisé.

II.3.2. Charges techniques d'exploitation « vie »

a. Charges d'acquisition des contrats

Les charges techniques d'exploitation « vie » ont connu une diminution moyenne de 52,5% sur la période 2007 – 2009 à 93,1 Mdh en 2009 porté essentiellement par les dotations d'exploitation.

Les commissions payées dans la branche vie ont enregistré une baisse moyenne de 4,3% sur la période 2007 – 2009 impactées par la baisse des frais d'intermédiation relatifs aux contrats décès. Le total des commissions payées lié à la branche vie s'établit à 24 Mdh en 2009 soit, une hausse de 23,1% alors qu'une baisse de 25,7% était enregistrée en 2008 pour un montant de 19 Mdh. Les commissions liées à l'assurance Décès marquent un recul moyen de 8,2% sur la période 2007 – 2009 impacté par la résiliation d'un contrat à prime unique en 2008. Sur la même période, les frais d'intermédiation afférents à l'assurance retraite connaissent une progression moyenne de 6,8% dû à la croissance du chiffre d'affaires.

La part des charges d'acquisition dans le total des charges techniques d'exploitation « vie » a connu une hausse de 1 908 points de base entre 2007 et 2009 à 25,3% en 2009 du fait de la baisse de la contribution des dotations d'exploitation « vie » dans le total des charges.

Quant au taux de commissionnement, il perd 30 points de base sur la même période à 4,6% en 2009 sous l'effet de la baisse des frais d'intermédiation relatifs aux contrats décès.

b. Autres Charges Externes

Les autres charges externes de la branche « vie » régressent en moyenne de 5,1% entre 2007 et 2009 à 14,9 Mdh en 2009.

c. Charges de personnel

Les charges de personnel de la branche « vie » enregistrent une diminution moyenne de 8,4% sur la période 2007 – 2009 à 31,7 Mdh en 2009.

II.3.3. Charges techniques d'exploitation « non vie »

a. Charges d'acquisition des contrats

Les commissions payées liées à la branche non vie ont augmenté en moyenne de 8,2% sur la période 2007 – 2009. Cette tendance est légèrement inférieure au chiffre d'affaires du fait du changement du mix produits et des nouvelles affaires acquises en direct, à travers la mise en exécution d'une stratégie d'expansion du réseau de distribution.

Le total des commissions payées relatif à la branche non vie s'établit à 261,3 Mdh en 2009 soit, une hausse de 4,5% alors qu'il affichait une augmentation de 12,0% en 2008 à 250 Mdh. Cette variation des commissions payées trouve son explication dans le changement du mix produits couplé à l'extension du réseau.

La part des charges d'acquisition dans le total des charges techniques d'exploitation « non vie » a connu une hausse de 492 points de base entre 2007 et 2009 à 39,0% en 2009 du fait de l'augmentation du volume d'affaire de cette branche.

Quant au taux de commissionnement, il perd 70 points de base sur la même période à 11,4% en 2009 sous l'effet d'une hausse moins prononcée des commissions payées comparé au volume d'affaire en raison de l'importance du réseau détenu en propre par la compagnie qui est moins tributaire des courtiers pour l'acquisition de nouveaux contrats.

b. Autres charges externes

Les autres charges externes de la branche « non vie » ont connu une hausse moyenne de 11,7% entre 2007 et 2009 à 89,5 Mdh en 2009.

c. Charges de personnel

Les charges de personnel progressent en moyenne de 12,8% sur la période 2007 – 2009 à 180,5 Mdh en 2009.

II.4. Solde de Souscription

Le tableau suivant renseigne sur le solde de souscription de CNIA SAADA Assurance sur la période 2007 – 2009 :

	En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
1	Primes acquises	2365,1	2635,0	11,4%	2799,2	6,2%	8,8%
1a	Primes émises	2425,4	2715,4	12,0%	2830,0	4,2%	8,0%
1b	Variation pour primes non acquises	60,3	80,4	33,4%	30,9	-61,6%	-28,4%
2	Variation des provisions mathématiques	49,4	155,1	>100%	77,1	-50,3%	24,9%
3	Ajustement VARCUC	0,0	0,0	Ns	0,0	Ns	NA
4	Charges des prestations	1712,0	1731,8	1,2%	2016,8	16,5%	8,5%
4a	Prestations et frais payés	1588,3	1622,5	2,2%	1696,5	4,6%	3,3%
4b	Variation des provisions pour prestations diverses	123,7	109,3	-11,6%	320,3	>100%	60,9%
A = Solde de souscription (Marge Brute) (1 - 2 - 3 - 4)		603,7	748,0	23,9%	705,3	-5,7%	8,1%

Source : CNIA SAADA Assurance

Le solde de souscription a connu une croissance moyenne de 8,1% sur la période 2007 – 2009 à 705,3 Mdh en 2009 impacté notamment par les primes acquises et les charges de prestations.

En 2008, le solde de souscription enregistre une évolution positive de 23,9% à 748,0 Mdh porté par l'augmentation plus importante du volume d'affaire que celle relative aux charges de prestation. Ce constat s'explique par un effort consenti par CNIA SAADA Assurance pour améliorer la qualité de son portefeuille. A noter la même année l'augmentation des frais payés et la baisse des provisions techniques faisant suite à liquidation des dossiers en instance de règlements

En 2009, le solde de souscription baisse de 5,7% à 705,3 Mdh impacté à la fois par une moindre croissance du volume d'affaire et par une augmentation des charges de prestations impactées par les engagements vie et la survenance d'un sinistre aviation important pour la branche « non vie ».

II.5. Charges d'acquisition et de gestion nettes

Le tableau suivant détaille le calcul des charges d'acquisition et de gestion nette de CNIA SAADA Assurance sur la période 2007 – 2009 :

	En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
5	Charges d'acquisition	249,0	269,2	8,1%	284,9	5,8%	7,0%
6	Autres charges techniques d'exploitation	818,3	533,9	-34,8%	477,8	-10,5%	-23,6%
7	Produits techniques d'exploitation	10,9	13,1	20,8%	3,9	-70,0%	-39,8%
B = Charges d'acquisition et de gestion nettes (5+6-7)		1056,4	789,9	-25,2%	758,7	-4,0%	-15,3%

Source : CNIA SAADA Assurance

Les charges d'acquisition et de gestion nettes ont connu une diminution moyenne de 15,3% sur la période étudiée à 758,7 Mdh en 2009 portées par la baisse des autres charges techniques d'exploitation.

En 2008, les charges d'acquisition et de gestion nettes enregistrent une baisse de 25,2% à 789,9 Mdh dû principalement à la baisse des dotations d'exploitation. En effet, l'année 2007 signe la consolidation de Assurances Es Saada et donc la constatation d'une dépréciation exceptionnelle de l'écart d'acquisition pour 304 Mdh.

En 2009, les charges d'acquisition et de gestion nettes continuent dans leurs tendances baissières pour afficher une diminution de 4,0% sur l'année à 758,7 Mdh. De même cette baisse est à l'actif d'une réduction des dotations d'exploitation.

A noter que les charges d'acquisition suivent une tendance haussière normale compte tenu de la croissance du volume d'affaire.

II.6. Marge d'exploitation

Le tableau suivant présente la marge d'exploitation de CNIA SAADA Assurance sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
A = Solde de souscription (Marge Brute)	603,7	748,0	23,9%	705,3	-5,7%	8,1%
B = Charges d'acquisition et de gestion nettes	1056,4	789,9	-25,2%	758,7	-4,0%	-15,3%
C = Marge d'exploitation (A - B)	-452,7	-42,0	-90,7%	-53,3	27,1%	65,7%

Source : CNIA SAADA Assurance

La marge d'exploitation augmente en moyenne de 65,7% sur la période 2007 – 2009 à -53,3 Mdh en 2009 portée par la hausse du solde de souscription et la baisse des charges d'acquisition et de gestion nettes.

II.7. Solde de réassurance

Le tableau ci-après détaille l'acceptation en réassurance de contrats « vie » et « non vie » de CNIA SAADA Assurance sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Solde de réassurance vie						
Part des réassureurs dans les primes acquises (1)	102,6	82,3	-19,8%	67,3	-18,2%	-19,0%
<i>Taux de cessions des primes⁴⁰</i>	<i>19,5%</i>	<i>17,0%</i>	<i>-251,1pts</i>	<i>13,2%</i>	<i>-381,9pts</i>	<i>NA</i>
Part des réassureurs dans les prestations payées (2)	105,3	67,1	-36,3%	96,7	44,1%	-4,2%
Part des réassureurs dans les provisions (3)	31,5	-8,8	<100%	-6,4	-26,8%	NA
Solde de réassurance (vie) (4=3+2-1)	34,2	-24,0	<100%	22,9	<100%	-18,2%
Solde de réassurance non vie						
Part des réassureurs dans les primes acquises (5)	237,3	274,0	15,5%	327,9	19,7%	17,5%
<i>Taux de cessions des primes</i>	<i>12,9%</i>	<i>12,7%</i>	<i>-16,3pts</i>	<i>14,3%</i>	<i>159,1pts</i>	<i>NA</i>
<i>Part des réassureurs dans les prestations payées (6)</i>	<i>167,6</i>	<i>145,1</i>	<i>-13,5%</i>	<i>200,3</i>	<i>38,1%</i>	<i>9,3%</i>
Part des réassureurs dans les provisions (7)	-39,8	-4,3	-89,2%	75,0	<100%	NA
Solde de réassurance (non vie) (8=7+6-5)	-109,5	-133,3	21,7%	-52,6	-60,5%	-30,7%
Solde de réassurance (vie & non vie) (9=4+8)	-75,2	-157,2	>100%	-29,7	-81,1%	-37,1%
<i>Taux de cessions des primes</i>	<i>14,4%</i>	<i>13,5%</i>	<i>-89,2pts</i>	<i>14,1%</i>	<i>84,3pts</i>	<i>NA</i>

Source : CNIA SAADA Assurance

Le solde de réassurance enregistre une augmentation moyenne de 37,1% sur la période 2007 – 2009 à -29,7 Mdh en 2009. Le taux de cession de prime s'établit à 14,1% en 2009, en baisse de 30 points de base sur la période 2007 – 2009.

⁴⁰ Taux de cession des primes = (Part des primes acquises cédée en réassurance) / (Primes acquises)

a. Branche « vie »

Le solde de réassurance de la branche « vie » diminue en moyenne de 18,2% sur les 3 dernières années.

En 2008, le solde de réassurance diminue à -24,0 Mdh. Cette variation s'explique principalement par la baisse des charges de sinistres globales qui se répercutent également sur le réassureur. Cette diminution se matérialise par une reprise sur provisions réalisée par CNIA SAADA Assurance. Quant au recul du taux de cession des primes en 2008, elle provient de la suppression de la cession légale en décès.

En 2009, le solde de réassurance augmente à 22,9 Mdh. Cette évolution est impacté principalement par : un recul de 18,2% de la part des réassureurs dans les primes acquises à 67,3 Mdh fixant ainsi le taux de cession des primes à 13,2% vs. 17,0% en 2008 et une progression de 44,1% de la part des réassureurs dans les prestations payées à 96,7 Mdh. Bien que la Compagnie cède moins de primes aux réassureurs du fait de la fin de la cession légale en retraite en 2006, ces derniers continuent à couvrir et donc à payer les engagements antérieurs à 2006.

Le taux de cession de prime « vie » s'établit à 13,2% en 2009 soit, une perte de 630 points de base sur la période 2007 – 2009. Cette baisse est induite par l'abrogation de la loi sur l'obligation de cession en décès.

b. Branche « non vie »

Le solde de réassurance de la branche « non vie » marque une hausse moyenne de 30,7% sur la période 2007 – 2009. Il est négatif sur les 3 années étudiées.

Le solde de réassurance diminue en 2008 de 21,7% à -133,3 Mdh. En effet la part des réassureurs dans les primes augmente de 15,5% à 274,0 Mdh alors que leur part dans les prestations payées diminue de 13,5% à 145,1 Mdh. Ces tendances inversées s'expliquent par l'absence de sinistres majeurs en 2008.

En 2009, le solde de réassurance enregistre une augmentation de 60,5% pour s'établir à -52,6 Mdh. La charge de sinistres réassureurs enregistre une progression induite par un sinistre important, d'où la baisse du résultat en faveur des réassureurs.

Le taux de cession de prime « non vie » s'établit à 14,3% en 2009 soit, un gain de 140 points de base sur la période 2007 – 2009.

A noter que CNIA SAADA Assurance réassure de moins en moins les contrats « vie » du fait de la fin de la cession légale en décès en 2009 mais cède en réassurance de plus en plus de contrats « non vie » en raison de l'importance de certains contrats facultés (Transport).

II.8. Ratio Combiné non vie⁴¹

Le tableau ci-après détaille l'évolution du ratio combiné non vie de CNIA SAADA Assurance sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Primes acquises non vie	1838,5	2150,1	16,9%	2287,2	6,4%	11,5%
Prestations et frais non vie	1212,5	1450,0	19,6%	1605,7	10,7%	15,1%
Solde de réassurance non vie	109,5	133,3	21,7%	52,6	-60,5%	-30,7%
Charges techniques d'exploitation non vie	654,4	711,8	8,8%	669,5	-5,9%	1,2%
Ratio Combiné non vie	107,5%	106,7%	-75,4 pts	101,8%	-496,7 pts	-572,1 pts

Source : CNIA SAADA Assurance

Le ratio combiné non vie perd 572,1 points sur la période 2007 – 2009 à 101,8% en 2009 par la conjonction de la diminution des charges techniques d'exploitation, d'un solde de réassurance moins déficitaire et une croissance du volume d'affaire qui compense la hausse des charges de sinistres.

⁴¹ Ratio Combiné non vie = [(Prestation et frais non vie) + (solde de réassurance non vie) + (charges techniques d'exploitation non vie)] / (Primes acquises non vie)

II.9. Produits nets de placements affectés aux opérations d'assurance

a. Branche « vie »

Le tableau ci-après détaille le résultat des placements affectés aux opérations d'assurance « vie » de CNIA SAADA Assurance sur la période 2007 – 2009 :

Produit net des placements vie (En Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Revenus des placements	132,4	137,9	4,2%	167,8	21,7%	12,6%
<i>en % du total des produits de placement vie</i>	16,2%	44,7%	2 852 pts	49,2%	447 pts	
Produits des différences sur prix de remboursement à percevoir	0,0	1,1	Ns	3,6	>100%	NA
<i>en % du total des produits de placement vie</i>	0,0%	0,4%	36 pts	1,1%	70 pts	
Profits sur réalisation de placements	657,8	143,6	-78,2%	157,9	10,0%	-51,0%
<i>en % du total des produits de placement vie</i>	80,6%	46,6%	-3 398 pts	46,3%	-27 pts	
Intérêts et autres produits de placements	0,5	0,4	-26,6%	0,0	-100,0%	-100,0%
<i>en % du total des produits de placement vie</i>	0,1%	0,1%	6 pts	0,0%	-13 pts	
Reprises sur charges de placement, Transferts de charges	25,8	25,3	-2,1%	11,7	-53,6%	-32,6%
<i>en % du total des produits de placement vie</i>	3,2%	8,2%	504 pts	3,4%	-476 pts	
Produits des placements affectés aux opérations d'assurances vie	816,6	308,2	-62,3%	341,0	10,6%	-35,4%
Charges d'intérêts	12,2	1,7	-85,8%	0,0	-97,4%	-93,9%
<i>en % du total des charges de placement vie</i>	17,8%	2,0%	-1 580 pts	0,1%	-188 pts	
Frais de gestion des placements	5,9	7,5	27,8%	5,8	-23,1%	-0,9%
<i>en % du total des charges de placement vie</i>	8,5%	8,5%	-5 pts	9,7%	120 pts	
Amortissement des différences sur prix de remboursement	21,2	20,6	-2,9%	17,4	-15,3%	-9,3%
<i>en % du total des charges de placement vie</i>	30,8%	23,2%	-754 pts	29,2%	596 pts	
Pertes sur réalisation de placements	24,1	47,1	95,1%	20,4	-56,7%	-8,1%
<i>en % du total des charges de placement vie</i>	35,0%	53,2%	1 814 pts	34,1%	-1 904 pts	
Dotations sur placements	5,4	11,6	>100%	16,1	38,0%	71,8%
<i>en % du total des charges de placement vie</i>	7,9%	13,1%	525 pts	26,9%	1 377 pts	
Charges des placements affectés aux opérations d'assurances (vie)	68,9	88,5	28,5%	59,7	-32,6%	-6,9%
Résultat des placements affectés aux opérations d'assurances (vie)	747,7	219,7	-70,6%	281,3	28,1%	-38,7%

Source : CNIA SAADA Assurance

Le résultat des placements affectés aux opérations d'assurances « vie » enregistre une diminution moyenne de 38,7% sur la période 2007 – 2009 pour s'établir à 281,3 Mdh en 2009.

En 2008, le résultat des placements affectés aux opérations d'assurances « vie » perd 70,6% à 219,7 Mdh. Cette baisse s'explique principalement par la réalisation de profit de placement en 2007, compte tenu des changements qui allaient être opérés au niveau de la loi de finance 2008 et portant sur l'abrogation des abattements fiscaux concernant les plus values réalisées.

Le résultat des placements affectés en 2009 progresse de 28,1% à 281,3 Mdh du fait d'une meilleure gestion de portefeuille ayant permis l'augmentation des plus-values et la baisse des moins values sur réalisation de placement.

1. Produits des placements affectés aux opérations d'assurance « vie »

La contribution des profits sur réalisation de placements dans le total des produits de placements affectés aux opérations d'assurance « vie » perd 3 430 points de base sur les 3 dernières années à 46,3% du total en 2009 au profit des revenus de placements vie qui voient leur part dans le total des produits de placements « vie » gagner 3 300 points de base entre 2007 et 2009 à 49,2% de contribution en 2009. Cette évolution s'explique par le caractère exceptionnel des profits sur réalisation de placement qui n'ont lieu que lors d'une réallocation de ressources.

2. Charges de placements affectés aux opérations d'assurance « vie »

La part de la charge d'intérêt dans le total des charges de placements affectés aux opérations d'assurance « vie » diminue de 1 770 points de base entre 2007 à 2009 à 0,1% de part en 2009 au profit des dotations sur placements qui voient leurs contributions au total des charges de placements « vie » s'apprécier de 1 900 points de base.

b. Branche « non vie »

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du résultat de placement affecté aux opérations d'assurance « non vie » de CNIA SAADA Assurance sur la période 2007 – 2009 :

Produit net des placements non vie (En Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Revenus des placements	45,9	70,8	54,3%	133,8	89,1%	70,8%
<i>en % du total des produits de placement non vie</i>	<i>13,7%</i>	<i>10,4%</i>	<i>-335 pts</i>	<i>31,6%</i>	<i>2 124 pts</i>	
Produits des différences sur prix de remboursement à percevoir	0,0	0,0	Ns	0,1	Ns	NA
<i>en % du total des produits de placement non vie</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>	<i>0 pts</i>	<i>0,0%</i>	<i>1 pts</i>	
Profits sur réalisation de placements	230,9	418,2	81,1%	260,1	-37,8%	6,1%
<i>en % du total des produits de placement non vie</i>	<i>69,1%</i>	<i>61,3%</i>	<i>-777 pts</i>	<i>61,5%</i>	<i>15 pts</i>	
Intérêts et autres produits de placements	5,7	5,0	-12,9%	2,5	-49,9%	-33,9%
<i>en % du total des produits de placement non vie</i>	<i>1,7%</i>	<i>0,7%</i>	<i>-98 pts</i>	<i>0,6%</i>	<i>-14 pts</i>	
Reprises sur charges de placement, Transferts de charges	51,7	188,1	>100%	26,7	-85,8%	-28,2%
<i>en % du total des produits de placement non vie</i>	<i>15,5%</i>	<i>27,6%</i>	<i>1 210 pts</i>	<i>6,3%</i>	<i>-2 127 pts</i>	
Produits des placements affectés aux opérations d'assurances non vie	334,2	682,0	>100%	423,2	-38,0%	12,5%
Charges d'intérêts	5,7	1,5	-74,3%	0,1	-95,4%	-89,2%
<i>en % du total des charges de placement non vie</i>	<i>8,6%</i>	<i>0,4%</i>	<i>-822 pts</i>	<i>0,1%</i>	<i>-32 pts</i>	
Frais de gestion des placements	13,0	17,8	36,6%	16,0	-10,4%	10,6%
<i>en % du total des charges de placement non vie</i>	<i>19,8%</i>	<i>4,8%</i>	<i>-1 498 pts</i>	<i>18,5%</i>	<i>1 367 pts</i>	
Amortissement des différences sur prix de remboursement	1,8	2,1	15,0%	2,0	-6,4%	3,8%
<i>en % du total des charges de placement non vie</i>	<i>2,8%</i>	<i>0,6%</i>	<i>-223 pts</i>	<i>2,3%</i>	<i>173 pts</i>	
Pertes sur réalisation de placements	2,8	89,4	>100%	36,1	-59,7%	261,7%
<i>en % du total des charges de placement non vie</i>	<i>4,2%</i>	<i>24,2%</i>	<i>2 004 pts</i>	<i>41,8%</i>	<i>1 756 pts</i>	
Dotations sur placements	42,5	258,3	>100%	32,2	-87,5%	-13,0%
<i>en % du total des charges de placement non vie</i>	<i>64,6%</i>	<i>70,0%</i>	<i>538 pts</i>	<i>37,3%</i>	<i>-3 263 pts</i>	
Charges des placements affectés aux opérations d'assurances (non vie)	65,9	369,1	>100%	86,3	-76,6%	14,5%
Résultat des placements affectés aux opérations d'assurances (non vie)	268,3	312,9	16,6%	336,9	7,6%	12,0%

Source : CNIA SAADA Assurance

Le résultat des placements affectés aux opérations d'assurance « non vie » a connu une croissance moyenne de 12,0% entre 2007 et 2009 à 336,9 Mdh en 2009.

Le produit net de placements affectés enregistre une hausse de 16,6% à 312,9 Mdh en 2008 sous l'effet de la plus value sur cession d'actifs immobiliers pour un montant de 117,0 Mdh et du désengagement d'une partie du portefeuille actions par anticipation d'une baisse du marché boursier engendrant une réalisation de plus values (hausse des profits sur réalisation de placement de 81,1% à 418,2 Mdh en 2008). Ces plus values ont permis d'amortir les pertes sur certaines participations non cotées dans le portefeuille des Assurances Es Saada (hausse des reprises sur charges de placement de plus de 100,0% à 188,1 Mdh constaté à la vente des actifs concernés en ligne avec la hausse de plus de 100,0 % des dotations sur placement à 258,3 Mdh).

En 2009, le résultat des placements affectés augmente de 7,6% pour s'établir à 336,9 Mdh. Cette évolution s'explique par : le désengagement des fonds dédiés obligataires par anticipation de la hausse des taux obligataires, la réalisation de plus values immobilières, la hausse de la contribution des revenus récurrents (augmentation de 89,1% des revenus de placement à 133,8 Mdh en 2009) qui dénote de la volonté du management de CNIA SAADA Assurance de réduire progressivement la sensibilité du résultat financier aux fluctuations du marché financier et la baisse des pertes sur réalisation de placement et des dotations de placements de respectivement 59,7% à 36,1 Mdh et 87,5% à 32,2 Mdh en 2009.

1. Produits des placements affectés aux opérations d'assurance « non vie »

Les profits sur réalisation de placements et les reprises sur charges de placement voient leurs contributions diminuer respectivement de 760 points de base entre 2007 et 2009 à 61,5% du total des placements « non vie » et de 920 points de base sur la même période à 6,3% du total des placements « non vie » au profit des revenus de placement dont la contribution gagne 1 790 points de base sur les 3 dernières années à 31,6% du total des placements « non vie ». Ce constat est en ligne avec la stratégie de CNIA SAADA Assurance qui tend à favoriser les revenus récurrents.

2. Charges de placements affectés aux opérations d'assurance « non vie »

La part des pertes sur réalisation de placements dans le total des charges des placements affectés aux opérations d'assurances non vie augmente de 3 760 points de base sur la période 2007 – 2009 à 41,8% du total des charges en 2009, au détriment des dotations sur placements qui voient leurs contributions au total des charges de placements « vie » diminuer de 2 730 points de base à 37,3% du total des charges en 2009.

II.10. Résultat de placements affectés aux opérations d'assurance

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Résultat des placements affectés aux opérations d'assurances (vie)	747,7	219,7	-70,6%	281,3	28,1%	-38,7%
Résultat des placements affectés aux opérations d'assurances (non vie)	268,3	312,9	16,6%	336,9	7,6%	12,0%
Résultat des placements affectés aux opérations d'assurances (vie & non vie)	1 016,0	532,6	-47,6%	618,2	16,1%	-22,0%
Taux de rendement moyen ⁴²	13,1%	6,5%	-654,2pts	6,0%	-51,3pts	NA

Source : CNIA SAADA Assurance

Le résultat de placements affectés aux opérations d'assurance a connu une diminution moyenne de 22,0% sur la période 2007 – 2009 à 618,2 Mdh en 2009 comparé à 1016,0 Mdh en 2007. Cette diminution est essentiellement portée par la branche « vie » qui recule en moyenne de 38,7% sur la même période à 281,3 Mdh en 2009 vs. une hausse moyenne de 12,0% pour la branche « non vie » à 336,9 Mdh en 2009.

Le taux de rendement moyen s'établit à 6,0% en 2009 comparé à 13,1 % en 2007. Cette diminution est imputable aux plus – values exceptionnelles réalisées en 2007 suite à une réallocation de ressource.

A noter que les résultats des placements affectés ne reflètent en aucune manière la répartition des primes entre les deux branches d'assurance puisqu'ils sont liés aux engagements et donc aux actifs respectifs à chacune des branches en représentation des engagements.

II.11. Solde Financier

Le tableau suivant détaille le calcul du solde financier de CNIA SAADA Assurance sur la période 2007 – 2009 :

	En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
8	Produits nets des placements	1016,0	532,6	-47,6%	618,2	16,1%	-22,0%
9	Participation aux résultats et intérêts crédités	172,4	153,7	-10,8%	177,7	15,7%	1,5%
D = Solde Financier (8 - 9)		843,6	379,0	-55,1%	440,5	16,2%	-27,7%

Source : CNIA SAADA Assurance

Le solde financier a connu une diminution moyenne de 27,7% sur la période étudiée à 440,5 Mdh.

En 2008, le solde financier accuse une baisse de 55,1% à 379,0 Mdh impactée par la baisse et des produits nets de placements et des participations aux résultats et intérêts crédités. Elle s'explique par des plus – values exceptionnelles réalisées en 2007 suite à une réallocation de ressource.

En 2009, le solde financier est marqué par une évolution de 16,2% à la hausse principalement impactée par l'augmentation des produits nets des placements liée aux revenus sur placement.

⁴² Taux de rendement moyen = (Résultat des placements affectés aux opérations d'assurances) / (Placements affectés aux opérations d'assurance)

II.12. Résultat technique

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution du résultat technique de CNIA SAADA Assurance sur la période 2007 – 2009 :

Résultat technique net vie et non vie (En Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Marge d'exploitation	-452,7	-42,0	-90,7%	-53,3	27,1%	NA
Solde Financier	843,6	379,0	-55,1%	440,5	16,2%	-27,7%
Résultat technique brut	390,9	337,0	-13,8%	387,1	14,9%	-0,5%
Solde de réassurance	-75,2	-157,2	>100%	-29,7	-81,1%	-37,1%
Résultat technique net	315,7	179,8	-43,1%	357,4	98,8%	6,4%

Source : CNIA SAADA Assurance

Résultat technique net vie (En Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Marge d'exploitation	-607,2	-196,8	-67,6%	-247,0	25,5%	-36,2%
Solde Financier	747,7	219,7	-70,6%	281,3	28,1%	-38,7%
Résultat technique brut	140,5	22,9	-83,7%	34,3	49,9%	-50,6%
Solde de réassurance	34,2	-24,0	<100%	22,9	<100%	-18,2%
Résultat technique net vie	174,7	-1,1	<100%	57,2	<100%	-42,8%

Source : CNIA SAADA Assurance

Résultat technique net non vie (En Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Marge d'exploitation	-17,9	1,2	NA	16,0	>100%	NA
Solde Financier	268,3	312,9	16,6%	336,9	7,6%	12,0%
Résultat technique brut	250,5	314,1	25,4%	352,8	12,3%	18,7%
Solde de réassurance	-109,5	-133,3	21,7%	-52,6	-60,5%	-30,7%
Résultat technique net non vie	141,0	180,9	28,3%	300,2	66,0%	45,9%

Source : CNIA SAADA Assurance

Le résultat technique enregistre une progression moyenne de 6,4% sur les 3 dernières années à 357,4 Mdh en 2009, essentiellement porté par un résultat technique brut positif pour les branches « vie » et « non vie ».

Le résultat technique brut a connu une croissance moyenne négative sur la période étudiée de 0,5% impactée par la branche « vie ». En 2008, il varie de 13,8% à la baisse du fait d'un solde financier en diminution de 55,1% affectée principalement par la baisse de 70,6% du solde financier de la branche « vie » (alors que celui de la branche « non vie » progresse de 16,6%) et bien que la marge d'exploitation des deux branches ait réduit son déficit. En 2009, le résultat technique brut enregistre une hausse de 14,9% à 387,1 Mdh liée à une solde financier en progression pour les 2 branches.

Le solde de réassurance de la branche « non vie » impacte négativement le résultat technique net global sur les 3 années étudiées à l'inverse du solde de réassurance de la branche « vie » (excepté pour l'année 2008).

II.13. CPC non technique

Le tableau suivant présente l'évolution du CPC non technique de CNIA SAADA sur les 3 dernières années :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Produits non techniques courants	7,7	48,5	>100%	14,0	-71,1%	34,6%
Produits d'exploitation non techniques courants	0,0	0,0	NA	0,0	NA	NA
Intérêts et autres produits non techniques courants	7,5	48,2	>100%	13,9	-71,2%	36,2%
Produits des diff. s/prix de remboursement à percevoir	0,0	0,0	NA	0,0	NA	NA
Autres produits non techniques courants	0,1	0,1	31,4%	0,1	-2,0%	13,5%
Reprises non techniques, transferts de charges	0,2	0,2	0,0%	0,0	-100,0%	-100,0%
Charges non techniques courantes	2,9	13,1	>100%	1,5	-88,6%	-28,8%
Charges d'exploitation non techniques courantes	1,7	4,3	>100%	0,0	-100,0%	-98,2%
Charges financières non techniques courantes	0,1	0,0	-100,0%	0,0	Ns	-100,0%
Amortissement des diff. s/prix de remboursement	0,0	0,0	NA	0,0	NA	NA
Autres charges non techniques courantes	1,0	0,3	-73,2%	1,4	>100%	20,8%
Dotations non techniques	0,1	8,5	>100%	0,0	-99,5%	-34,1%
Résultat non technique courant	4,8	35,4	>100%	12,5	-64,6%	61,8%
Produits non techniques non courants	10,6	53,1	>100%	64,5	21,5%	146,7%
Produits des cessions d'immobilisations	1,4	1,2	-9,3%	64,0	>100%	582,6%
Subvention d'équilibre	0,0	0,0	NA	0,0	NA	NA
Profits provenant de la réévaluation des éléments d'actif	0,0	0,0	NA	0,0	NA	NA
Autres produits non techniques non courants	7,1	8,4	18,1%	0,4	-94,9%	-75,4%
Reprises non courantes; transferts de charges	2,1	43,4	>100%	0,0	-100,0%	-100,0%
Charges non techniques non courantes	0,9	17,4	>100%	31,9	83,6%	511,5%
Valeurs nettes d'amortissements des immo. cédées	0,2	0,0	-100,0%	31,9	Ns	1120,9%
Subventions accordées	0,0	0,0	NA	0,0	Ns	NA
Pertes provenant de la réévaluation des éléments d'actif	0,0	0,0	NA	0,0	Ns	NA
Autre charges non courantes	0,3	14,4	>100%	0,0	-99,7%	-64,0%
Dotations non courantes	0,3	3,0	>100%	0,0	-100,0%	-100,0%
Résultat non technique non courant	9,7	35,7	>100%	32,5	-8,8%	82,8%
Résultat Non Technique	14,5	71,1	>100%	45,0	-36,6%	76,1%

Source : CNIA SAADA Assurance

Le résultat non technique enregistre une croissance supérieure à 100,0% à 71,1 Mdh en 2008, générée par le revenu de placements non affectés. En 2009, il baisse de 36,6% à 45,0 Mdh en 2009 du fait de la cession d'un actif immobilier.

II.13.1. Résultat non technique courant

Le résultat non technique courant enregistre une hausse moyenne de 61,8% sur la période étudiée à 12,5 Mdh en 2009.

Les produits non techniques courants ont une croissance moyenne de 34,6% entre 2007 et 2009. En 2008, ils progressent de plus de 100,0% à 48,5 Mdh portés par les intérêts et autres produits non techniques courant. Ces derniers proviennent de rendements d'actifs en cours d'affectation. En 2009, ils subissent une baisse de 71,1% impactés par la baisse de revenu liée aux intérêts et autres produits non techniques courant. En effet, les actifs en cours d'affectation en 2008 ont été mis en représentation des réserves techniques et leurs rendements font donc partie du résultat technique en lieu et place des produits non techniques courants.

Les charges non techniques courantes enregistrent une diminution moyenne de 28,8% sur les 3 dernières années. En 2008, elles varient de plus de 100,0% à la hausse pour s'établir à 13,1 Mdh sous l'effet d'une hausse de supérieure à 100,0% des charges d'exploitation non techniques courantes à 4,3 Mdh et d'une augmentation supérieure à 100,0% des dotations non techniques à 8,5 Mdh liées à la gestion d'actifs en cours d'affectation. En 2009, elles diminuent de 88,6% du fait de l'absence des mêmes charges constatées en 2008.

II.13.2. Résultat non technique non courant

Le résultat non technique non courant enregistre une hausse moyenne de 82,8% sur la période étudiée à 32,5 Mdh en 2009.

Les produits non techniques non courants ont une croissance moyenne de plus de 100,0% entre 2007 et 2009. En 2008, ils progressent de plus de 100,0% à 53,1 Mdh portés par les reprises non courantes. En effet, CNIA SAADA Assurance procède à une reprise sur provision suite au redressement fiscal de Ex Assurances Es Saada. En 2009, ils perpétuent la tendance haussière marquant une augmentation de 21,5% portés par les produits de cession d'immobilisation qui a concerné un bien immobilier.

Les charges non techniques non courantes enregistrent une hausse moyenne de plus de 100,0% sur les 3 dernières années. En 2008, elles varient de plus de 100,0% à la hausse pour s'établir à 17,4 Mdh sous l'effet d'une hausse supérieure à 100,0% des autres charges non courantes à 14,4 Mdh et d'une augmentation de plus de 100,0% des dotations non courantes à 3,0 Mdh relative à la constitution d'une provision suite au redressement fiscal de Ex Assurances Es Saada. En 2009, elles progressent de 83,6% pour s'établir à 31,9 Mdh impactées par les valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées pour un montant de 31,9 Mdh liées à la cession d'un bien immobilier.

II.14. Résultat net

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du résultat net de CNIA SAADA Assurance sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Résultat technique net	315,7	179,8	-43,1%	357,4	98,8%	6,4%
<i>En % du résultat avant impôt</i>	95,6%	71,7%	-2 393pts	88,8%	1 713pts	61,6%
Résultat non technique	14,5	71,1	>100%	45,0	-36,6%	76,1%
<i>En % du résultat avant impôt</i>	4,4%	28,3%	2 393pts	11,2%	-1 713pts	732,1%
Résultat avant impôt	330,2	250,8	-24,0%	402,4	60,5%	10,4%
<i>Impôt sur les sociétés</i>	200,5	95,2	-52,5%	121,2	27,3%	-22,3%
Résultat net	129,7	155,6	20,0%	281,2	80,7%	47,3%

Source : CNIA SAADA Assurance

Le résultat net de CNIA SAADA Assurance enregistre une croissance moyenne de 47,3% sur la période 2007 – 2009 essentiellement porté par le résultat technique net. En effet, ce dernier contribue à hauteur de 88,8% en 2009 au résultat net comparé à 95,6% en 2007, soit une perte de 680 points de base à imputer à la part du résultat non technique en 2009. En 2008, le résultat net augmente de 20,0% à 155,6 Mdh alors qu'en 2009, il progresse de 80,7% pour s'établir à 281,2 Mdh.

Le montant de l'impôt marque une baisse moyenne de 22,3% sur les 3 dernières années. En 2008, il diminue de 52,5% à 95,2 Mdh. L'IS payé en 2008 tient compte de déduction de déficits fiscaux des années antérieures alors qu'en 2009, CNIA SAADA Assurance revient à un taux d'imposition réglementaire. En 2009, il connaît une hausse de 27,3% à 121,2 Mdh induite par la hausse du résultat avant impôt.

A noter que le résultat non technique contribue positivement au résultat net sur les 3 années étudiées bien que sa part dans le résultat net diminue en 2009 (11,2%) comparé à 2008 (28,3%). Ce constat découle du fait qu'une partie du résultat non technique se retrouve dans le résultat technique suite à l'affectation d'actifs en représentation des réserves techniques en 2009 et qui en 2008 était en cours d'affectation.

III. ANALYSE DU BILAN

Le tableau suivant détaille l'évolution des agrégats de bilan de CNIA SAADA Assurance sur la période 2007 – 2009 :

Actif (en Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Ecart d'acquisition	1 460,6	1 382,7	-5,3%	0,0	-100,0%	-100,0%
Immobilisations en non valeurs	24,5	66,8	>100%	101,7	52,2%	103,9%
Immobilisations incorporelles	39,1	52,2	33,7%	1 611,1	>100%	542,2%
Immobilisations corporelles	90,2	201,8	>100%	180,5	-10,5%	41,5%
Immobilisations financières	25,7	87,1	>100%	32,0	-63,3%	11,5%
Placements affectés aux opérations d'assurances	7 782,3	8 177,5	5,1%	10 302,9	26,0%	15,1%
Ecart de conversion - actif	0,0	0,0	Ns	0,0	Ns	NA
Impôts différés actifs	10,0	16,6	65,1%	0,0	-100,0%	-100,0%
ACTIF IMMOBILISE	9 432,4	9 984,7	5,9%	12 228,3	22,5%	13,9%
Part des cessionnaires dans les provisions techniques	1 657,4	1 661,6	0,3%	1 735,7	4,5%	2,3%
Créances de l'actif circulant	1 563,5	1 663,3	6,4%	2 241,1	34,7%	19,7%
Titres et valeurs de placement	909,2	1 647,1	81,2%	287,4	-82,5%	-43,8%
Ecart de conversion - actif	0,0	0,0	Ns	0,0	Ns	NA
ACTIF CIRCULANT	4 130,1	4 972,0	20,4%	4 264,2	-14,2%	1,6%
TRESORERIE ACTIF	116,8	232,6	99,2%	62,0	-73,3%	-27,1%
TOTAL ACTIF	13 679,2	15 189,4	11,0%	16 554,5	9,0%	10,0%
PASSIF (en Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Capitaux propres	926,5	1 556,6	68,0%	2 318,1	48,9%	58,2%
Capitaux propres assimilés	0,0	0,0	Ns	0,0	Ns	NA
Dettes de financement	400,0	800,0	100,0%	800,0	0,0%	41,4%
Provisions pour risques et charges	14,9	7,9	-47,4%	7,9	0,0%	-27,5%
Total provisions techniques brutes	10 629,8	10 995,7	3,4%	11 595,5	5,5%	4,4%
Ecart de conversion - passif	0,0	0,0	Ns	0,0	Ns	NA
Impôts différés passifs	198,0	198,0	0,0%	0,0	-100,0%	-100,0%
FINANCEMENT PERMANENT	12 169,3	13 558,1	11,4%	14 721,5	8,6%	10,0%
Dettes pour espèces remises par les cessionnaires	687,7	687,5	0,0%	716,0	4,1%	2,0%
Dettes du passif circulant	635,0	852,0	34,2%	1 117,0	31,1%	32,6%
Autres provisions pour r & c	44,9	6,2	-86,2%	0,0	-100,0%	-100,0%
Ecart de conversion - passif	0,0	0,0	Ns	0,0	Ns	NA
PASSIF CIRCULANT	1 367,7	1 545,7	13,0%	1 833,0	18,6%	15,8%
TRESORERIE PASSIF	142,3	85,6	-39,8%	0,0	-100,0%	-100,0%
TOTAL PASSIF	13 679,2	15 189,4	11,0%	16 554,5	9,0%	10,0%

Source : CNIA SAADA Assurance

III.1. Emplois et ressources permanents

a. Actif immobilisé

Le tableau ci-après détaille l'évolution de l'actif immobilisé sur les 3 dernières années :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08
Ecart d'acquisition	1 460,6	1 382,7	-5,3%	0,0	-100,0%
Immobilisations en non valeurs	24,5	66,8	>100%	101,7	52,2%
Immobilisations incorporelles	39,1	52,2	33,7%	1 611,1	>100%
Immobilisations corporelles	90,2	201,8	>100%	180,5	-10,5%
Immobilisations financières	25,7	87,1	>100%	32,0	-63,3%
Placements affectés aux opérations d'assurances	7 782,3	8 177,5	5,1%	10 302,9	26,0%
<i>En % de l'Actif Immobilisé</i>	82,5%	81,9%	-61 pts	84,3%	236 pts
<i>En % du Total Bilan</i>	56,9%	53,8%	-305 pts	62,2%	840 pts
Impôts différés actifs	10,0	16,6	65,1%	0,0	-100,0%
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	9 432,4	9 984,7	5,9%	12 228,3	22,5%

Source : CNIA SAADA Assurance

L'actif immobilisé enregistre une croissance moyenne de 13,9% sur les 3 dernières années à 12 228,3 Mdh en 2009.

En 2008, l'actif immobilisé progresse de 5,9% à 9 984,7 Mdh par la conjonction des facteurs suivants :

- une progression de 33,7% des immobilisations incorporelles à 52,2 Mdh générée principalement par l'acquisition de fonds de commerce liée au développement du réseau propre de CNIA SAADA Assurance qui évolue de 39,1 Mdh en 2007 à 52,2 Mdh en 2008 ;
- une augmentation de 5,1% des placements affectés aux opérations d'assurances à 8 177,5 Mdh faisant suite à l'augmentation des provisions techniques ;
- une hausse de plus de 100,0% des immobilisations corporelles à 201,8 Mdh dont l'origine principale est la comptabilisation, en 2008, au niveau du poste « Immobilisations corporelles en cours » d'un immeuble en cours de construction (Roudani). Ce dernier est reclassé, en 2009, en placements affectés aux opérations d'assurance et un autre immeuble (Abdelmoumen) est comptabilisé en « Immobilisations corporelles en cours ».

En 2009, l'actif immobilisé enregistre une progression de 22,5% à 12 228,3 Mdh qui s'explique par :

- les immobilisations incorporelles connaissent une hausse supérieure à 100,0% à 1 611,1 Mdh du fait des fonds de commerce des Assurances Es Saada qui étaient inscrits en écart d'acquisition lorsque les deux entités à savoir, CNIA Assurance et les Assurances Es Saada n'étaient pas fusionnées ;
- les placements affectés aux opérations d'assurances augmentent de 26,0% à 10 302,9 Mdh générés conjointement par l'évolution à la hausse des provisions techniques et des augmentations de capital successives sur les 3 dernières années ;
- les immobilisations corporelles diminuent de 10,5% à 180,5 Mdh principalement impactées par une charge d'amortissement élevée de 114,7 Mdh et qui a concerné le poste « mobilier, matériel de bureau et aménagements divers » suite à l'aménagement et l'équipement du siège et de nouveaux points de vente détenus en propre.

Placements affectés aux opérations d'assurance

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des placements affectés aux opérations d'assurance entre 2007 et 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08
Placements immobiliers	1 109,2	942,3	-15,1%	1 181,6	25,4%
<i>En % du total Placements</i>	<i>14,3%</i>	<i>11,5%</i>	<i>-273 pts</i>	<i>11,5%</i>	<i>-5 pts</i>
Obligations et bons	1 799,0	2 346,9	30,5%	2 581,5	10,0%
<i>En % du total Placements</i>	<i>23,1%</i>	<i>28,7%</i>	<i>558 pts</i>	<i>25,1%</i>	<i>-364 pts</i>
Actions et parts sociales	4 727,0	4 203,9	-11,1%	5 126,9	22,0%
<i>En % du total Placements</i>	<i>60,7%</i>	<i>51,4%</i>	<i>-933 pts</i>	<i>49,8%</i>	<i>-165 pts</i>
Prêts et effets assimilés	33,7	6,2	-81,5%	23,8	>100%
<i>En % du total Placements</i>	<i>0,4%</i>	<i>0,1%</i>	<i>-36 pts</i>	<i>0,2%</i>	<i>15 pts</i>
Dépôts en comptes indisponibles	47,9	614,2	>100%	1 122,1	82,7%
<i>En % du total Placements</i>	<i>0,6%</i>	<i>7,5%</i>	<i>690 pts</i>	<i>10,9%</i>	<i>338 pts</i>
Dépôts auprès des cédants	34,2	0,0	-100,0%	0,0	Ns
<i>En % du total Placements</i>	<i>0,4%</i>	<i>0,0%</i>	<i>-44 pts</i>	<i>0,0%</i>	<i>pts</i>
Autres placements	31,4	64,0	>100%	267,0	>100%
<i>En % du total Placements</i>	<i>0,4%</i>	<i>0,8%</i>	<i>38 pts</i>	<i>2,6%</i>	<i>181 pts</i>
Placements affectés aux opérations d'assurance	7 782,3	8 177,5	5,1%	10 302,9	26,0%

Source : CNIA SAADA Assurance

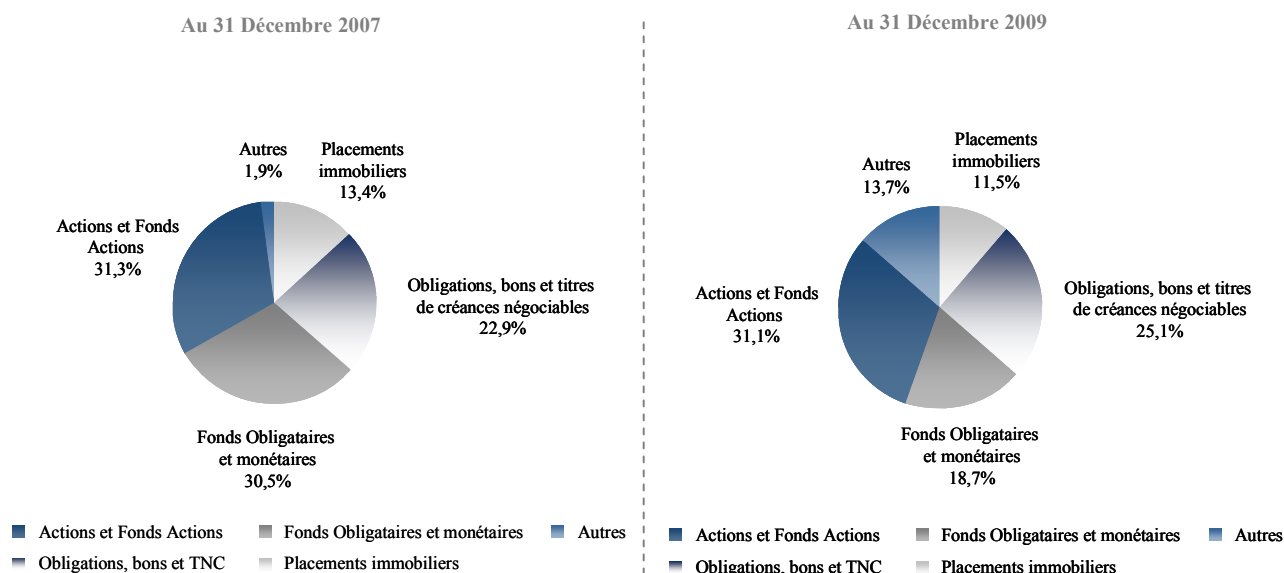
La part des placements dans l'actif immobilisé s'établit à 84,3% à fin 2009, soit un gain de 175 points de base comparé à 2007. Leurs contributions au total bilan s'élève à 62,2% à fin 2009 vs. 56,9% en 2007, soit un gain de 535 points de base.

Les placements affectés aux opérations d'assurance progressent de 5,1% à 8 177,5 Mdh en 2008, sous l'effet des opérations de valorisation et d'arbitrage sur le portefeuille par anticipation de l'impact négatif du marché action.

En 2009, ils s'élèvent à 10 302,9 Mdh, en progression de 26,0% du fait du blocage de 1,7 Mrds Dh d'actifs des Assurances Es Saada dans des comptes affectés faisant suite à l'augmentation de capital opérée en 2008 et du prêt octroyé par le fonds de solidarité. De même, CNIA SAADA Assurance a réalisé des opérations de valorisation de portefeuille.

Le graphique suivant illustre l'évolution des placements affectés aux opérations d'assurance par type d'actif sur les 3 dernières années :

Evolution des placements affectés par type d'actif entre 2007 et 2009 (en Mdh) :



Source : CNIA SAADA Assurance

Le portefeuille des placements affectés a connu un renforcement des produits de taux à savoir, obligations et DAT entre 2007 et 2009.

Le portefeuille actions contribue à hauteur de 31,1% en 2009 vs. 31,3% en 2007 soit une perte de 20 points. Il se caractérise par le désengagement des valeurs cycliques et le repositionnement sur des valeurs à fort rendement.

La part des fonds obligataires et monétaires recule à 18,7% en 2009 soit, un recul de 1 180 points comparé à 2007 et ce, au profit de l'investissement en obligations, bons et titres de créances négociables en direct dont la contribution progresse de 220 points à 25,1% en 2009.

Les placements immobiliers représentent 11,5% du total des placements affectés en 2009 comparé à 13,4% en 2007 soit, une perte de 190 points de contribution sur les 3 dernières années. Cette évolution s'explique par la cession de foncier et le développement d'immeubles destinés à la location.

Les autres actifs voient leurs contributions augmenter de 1 180 points à 13,7% en 2009 induites par la progression des dépôts en comptes indisponibles.

b. Financement permanent

Le tableau ci-après présente l'évolution du financement permanent sur la période 2007 – 2009 :

	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Capitaux propres	926,5	1 556,6	68,0%	2 318,1	48,9%	58,2%
<i>En % du total Financement permanent</i>	7,6%	11,5%	386,7pts	15,7%	426,6pts	43,8%
<i>En % du total Bilan</i>	6,8%	10,2%	347,4pts	14,0%	375,5pts	43,8%
Capitaux propres assimilés	-	-	Ns	-	Ns	NA
Dettes de financement	400,0	800,0	100,0%	800,0	0,0%	41,4%
Provisions durables pour risques et charges	14,9	7,9	-47,4%	7,9	0,0%	-27,5%
Provisions techniques brutes	10 629,8	10 995,7	3,4%	11 595,5	5,5%	4,4%
<i>En % du total Financement permanent</i>	87,3%	81,1%	-624,9pts	78,8%	-233,4pts	-5,0%
<i>En % du total Bilan</i>	77,7%	72,4%	-531,7pts	70,0%	-234,6pts	-5,1%
Impôts différés passifs	198,0	198,0	0,0%	0,0	-100,0%	-100,0%
Total financement permanent	12 169,3	13 558,1	11,4%	14 721,5	8,6%	10,0%

Source : CNIA SAADA Assurance

Le financement permanent de CNIA SAADA Assurance enregistre une croissance moyenne de 10,0% sur les 3 dernières années à 14 721,5 Mdh en 2009.

Le financement permanent progresse de 11,4% en 2008 à 13 558,1 Mdh sous l'effet combiné de :

- la croissance de 68,0% des capitaux propres à 1556,6 Mdh ;
- l'augmentation de 100,0% des dettes de financement à 800,0 Mdh. Ce prêt a été consenti par le Fonds de solidarité à Assurances Es Saada dans le cadre du financement du plan de redressement de la compagnie et entre dans le cadre du déblocage d'une deuxième tranche d'un montant identique au premier à savoir 400 Mdh, remboursable in fine à un taux zéro ;
- la hausse de 3,4% des provisions techniques brutes à 10 995,7. Elles représentent 81,1% du financement permanent et 72,4% du total bilan à fin 2008.

En 2009, le financement permanent évolue de 8,6% à la hausse à 14 721,5 Mdh qui s'explique par :

- des capitaux propres qui progressent de 48,9% à 2 318,1 Mdh ;
- des provisions techniques brutes qui affichent une augmentation de 5,5% à 11 595,5. Leurs parts dans le financement permanent s'élèvent à 78,8% et à 70,0% du total bilan en 2009.

1. Capitaux propres⁴³

Le tableau ci-après présente l'évolution des capitaux propres sur les 3 dernières années :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Capital social	303,8	388,8	28,0%	411,7	5,9%	16,4%
Primes d'émission, de fusion, d'apport	476,3	908,2	90,7%	1 155,0	27,2%	55,7%
Ecart de réévaluation	0,0	0,0	Ns	27,7	Ns	NA
Réserve légale	0,0	0,0	Ns	27,5	Ns	NA
Réserves consolidées	16,9	104,0	>100%	0,0	-100,0%	-100,0%
Autres réserves	0,0	0,0	Ns	410,0	Ns	NA
Report à nouveau	0,0	0,0	Ns	5,0	Ns	NA
Résultat net de l'exercice (conso pour 2008 et 2007)	129,7	155,6	20,0%	281,2	80,7%	47,3%
Capitaux propres	926,5	1 556,6	68,0%	2 318,1	48,9%	58,2%

⁴³ Cf. Historique du capital P.53

Les capitaux propres affichent une hausse moyenne de 58,2% sur la période 2007 – 2009 à 2 318,1 Mdh en 2009.

En 2008, les capitaux propres ont enregistré une variation positive de 68,0% à 1 556,6 Mdh sous l'effet combiné de :

- l'augmentation du capital social de 28,0% à 388,8 Mdh ;
- la hausse de 90,7% des primes d'émission à 908,2 Mdh.

Les capitaux propres poursuivent leurs tendances haussières en 2009. Ils s'apprécient de 48,9% à 2 318,1 Mdh par la conjonction des facteurs suivants :

- le capital social enregistre une hausse de 5,9% à 411,7 Mdh ;
- les primes d'émission connaissent une croissance de 27,2% à 1 155,0 Mdh ;
- les autres réserves affichent une progression à 410 Mdh.

L'évolution à la hausse des capitaux propres matérialise les trois augmentations de capital réalisées par CNIA SAADA Assurance de 2007 à 2009 dans le cadre du financement du redressement des Assurances Es Saada et de la fusion des 2 Compagnies. Ils portent sur un montant respectif de 570 Mdh, 517 Mdh et 240 Mdh.

A noter qu'à l'instar des présentations internationales de comptes consolidés, les comptes de réserves légales et autres réserves sont regroupés au niveau de la ligne « réserves consolidées ». En effet, le CGNC ne prévoit pas de présentation détaillée des comptes de réserves au niveau de son modèle de comptes consolidés.

2. Provisions techniques brutes

Le tableau ci-dessous renseigne sur l'évolution des provisions techniques brutes sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Provisions pour primes non acquises	485,3	565,8	16,6%	596,6	5,5%	10,9%
<i>En % du total Provisions techniques</i>	<i>4,6%</i>	<i>5,1%</i>	<i>58,0pts</i>	<i>5,1%</i>	<i>,0pts</i>	<i>6,2%</i>
Provisions pour sinistres à payer	5 639,8	5 608,5	-0,6%	6 007,8	7,1%	3,2%
<i>En % du total Provisions techniques</i>	<i>53,1%</i>	<i>51,0%</i>	<i>-205,0pts</i>	<i>51,8%</i>	<i>80,4pts</i>	<i>-1,2%</i>
Provisions mathématiques vie	4 193,7	4 286,4	2,2%	4 419,3	3,1%	2,7%
<i>En % du total Provisions techniques</i>	<i>39,5%</i>	<i>39,0%</i>	<i>-47,0pts</i>	<i>38,1%</i>	<i>-87,0pts</i>	<i>-1,7%</i>
Provisions pour fluctuation de sinistralité	7,2	212,4	>100%	214,3	0,9%	444,2%
Provisions pour aléas financiers	9,4	0,0	-100,0%	0,0	Ns	-100,0%
Provisions pour participation aux bénéfices	122,2	109,6	-10,3%	142,6	30,0%	8,0%
Provisions techniques sur placements	150,8	165,3	9,6%	165,1	-0,1%	4,6%
Autres provisions techniques	21,3	47,8	>100%	49,9	4,5%	53,1%
Total provisions techniques brutes	10 629,8	10 995,7	3,4%	11 595,5	5,5%	4,4%

Source : CNIA SAADA Assurance

Les provisions techniques brutes enregistrent une croissance moyenne de 4,4% sur les 3 dernières années à 11 595,5 Mdh en 2009.

En 2008, les provisions techniques brutes affichent une hausse de 3,4% à 10 995,7 Mdh qui s'explique par :

- une augmentation de 16,6% des provisions pour primes non acquises à 565,8 Mdh et qui sont corrélées à la progression des primes émises ;
- une diminution de 0,6% des provisions pour sinistres à payer à 5 608,5 Mdh. Ils représentent 51,0% du total des provisions techniques. Cette baisse s'explique par l'amélioration de la cadence des règlements ;
- une hausse de 2,2% des provisions mathématiques à 4 286,4 Mdh. Ils contribuent à hauteur de 39,0% du total des provisions techniques. Cette augmentation provient de l'évolution des primes « vie » liées aux opérations de retraite ;
- une croissance supérieure à 100,0% des provisions pour fluctuations de sinistralité à 212,4 Mdh. Cette tendance s'explique par un résultat technique positif.

En 2009, les provisions techniques brutes s'apprécient de 5,5% à 11 595,5 Mdh sous l'effet de :

- les provisions pour primes non acquises progressent de 5,5% à 596,6 Mdh en ligne avec la progression du chiffre d'affaires ;
- les provisions pour sinistres à payer enregistrent une croissance de 7,1% à 6007,8 Mdh. Leurs parts dans le total des provisions techniques s'élèvent à 51,8%, soit un gain de 80 points de base comparé à 2008. Cette progression découle du processus de fusion et de l'harmonisation de la gestion des sinistres ;
- les provisions mathématiques affichent une hausse de 3,1% à 4 419,3 Mdh, en ligne avec la croissance du chiffre d'affaires de la branche « vie ». Leurs contributions dans le total des provisions techniques ressortent à 38,1%, soit une perte de 90 points de base comparativement à 2008 ;
- les provisions pour fluctuations de sinistralité augmentent de 0,9% à 214,3 Mdh.

III.2. Actif et passif circulant

a. Actif Circulant

Le graphique ci-dessous détaille l'évolution de l'actif circulant sur les 3 dernières années :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Part des cessionnaires dans les provisions techniques	1 657,4	1 661,6	0,3%	1 735,7	4,5%	2,3%
En % de l'Actif circulant	40,1%	33,4%	-671,1pts	40,7%	728,5pts	0,7%
En % du bilan	12,1%	10,9%	-117,7pts	10,5%	-45,5pts	-7,0%
Créances de l'actif circulant	1 563,5	1 663,3	6,4%	2 241,1	34,7%	19,7%
En % de l'Actif circulant	37,9%	33,5%	-440,3pts	52,6%	1 910,2pts	17,8%
En % du bilan	11,4%	11,0%	-47,9pts	13,5%	258,7pts	8,8%
Titres et valeurs de placements	909,2	1 647,1	81,2%	287,4	-82,5%	-43,8%
Total Actif circulant	4 130,1	4 972,0	20,4%	4 264,2	-14,2%	1,6%
En % du Bilan	30,2%	32,7%	254,1pts	25,8%	-697,5pts	-443,4pts

Source : CNIA SAADA Assurance

L'actif circulant enregistre une progression moyenne de 1,6% sur la période 2007 – 2009 à 4 264,2 Mdh en 2009. Sa contribution au total bilan s'élève à 25,8% en 2009 vs. 30,2% en 2007, soit une perte de 440 points de base.

L'actif circulant affiche une croissance de 20,4% en 2008 à 4 972,0 qui s'explique par :

- la croissance de 0,3% de la part des cessionnaires dans les provisions techniques à 1 661,6 Mdh. Ce poste contribue à hauteur de 33,4% du total de l'actif circulant et à hauteur de 10,9% du total bilan ;
- l'augmentation de 6,4% des créances de l'actif circulant à 1 663,3 Mdh. Elles représentent 33,5% du total de l'actif circulant et 11,0% du total bilan ;
- la hausse de 81,2% des titres et valeurs de placements à 1 647,1.

L'actif circulant affiche une baisse de 14,2% en 2009 à 4 264,2 qui s'explique par :

- la croissance de 4,5% de la part des cessionnaires dans les provisions techniques à 1 735,7 Mdh. Ce poste contribue à hauteur de 40,7% du total de l'actif circulant et à hauteur de 10,5% du total bilan ;
- l'augmentation de 34,7% des créances de l'actif circulant à 2 241,1 Mdh. Elles représentent 52,6% du total de l'actif circulant et 13,5% du total bilan ;
- le repli de 82,5% des titres et valeurs de placements à 287,4 Mdh.

1. Part des cessionnaires dans les provisions techniques

Le tableau ci-après renseigne sur l'évolution de la part des cessionnaires dans les provisions techniques sur les 3 dernières années :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Provisions pour primes non acquises	70,5	87,8	24,5%	93,3	6,3%	15,1%
Provisions pour sinistres à payer	795,4	811,6	2,0%	895,7	10,4%	6,1%
Provisions mathématiques (des assurances vie)	790,3	758,3	-4,0%	742,0	-2,2%	-3,1%
Autres provisions techniques	1,3	3,8	>100%	4,7	21,2%	91,9%
Part des cessionnaires dans les provisions techniques	1 657,4	1 661,6	0,3%	1 735,7	4,5%	2,3%
<i>En % des provisions techniques brutes</i>	15,6%	15,1%	-48,1pts	15,0%	-14,3pts	-62,4pts

Source : CNIA SAADA Assurance

La part des cessionnaires dans les provisions techniques enregistre une évolution moyenne de 2,3% sur la période 2007 – 2009 à 1 735,7 Mdh en 2009. Elle représente 15,0% des provisions techniques totales en 2009 comparée à 15,6% en 2007, soit une perte de 62 points de base. A noter que la variation de la part des cessionnaires dans les provisions techniques sur les 3 années ne correspond pas à la variation de la part des réassureurs dans les provisions au niveau du solde de réassurance du fait des provisions pour primes non acquises non apparentes et confondues dans la part des primes acquises cédées.

En 2008, la part des cessionnaires dans les provisions techniques progresse de 0,3% à 1 661,6 Mdh impactée par :

- les provisions pour sinistres à payer augmentent de 2,0% à 811,6 Mdh ;
- les provisions mathématiques (des assurances « vie ») diminuent de 4,0% à 758,3 Mdh ;

En 2009, la part des cessionnaires dans les provisions techniques affichent une hausse de 4,5% sous l'effet de :

- la hausse de 10,4% des provisions pour sinistres à payer à 895,7 Mdh ;
- le recul de 2,2% des provisions mathématiques (des assurances vie) à 742,0 Mdh.

2. Créances de l'actif circulant

Le tableau ci-après présente l'évolution des créances de l'actif circulant sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Cessionnaires et comptes rattachés débiteurs	179,4	194,0	8,2%	132,2	-31,8%	-14,1%
Assurés, intermédiaires, cédants, Coassureurs et comptes rattachés débiteurs	953,4	1 112,1	16,6%	1 470,4	32,2%	24,2%
Personnel - débiteur	3,4	3,8	10,2%	5,1	34,4%	21,7%
Etat - débiteur	41,3	56,1	35,7%	100,6	79,5%	56,0%
Comptes d'Associés - débiteurs	96,3	36,8	-61,8%	211,0	>100%	48,0%
Autres débiteurs	118,5	62,3	-47,4%	100,4	61,2%	-7,9%
Comptes de régularisation Actif	171,2	198,3	15,8%	221,3	11,6%	13,7%
Créances de l'Actif circulant	1 563,5	1 663,3	6,4%	2 241,1	34,7%	19,7%

Source : CNIA SAADA Assurance

Les créances de l'actif circulant affichent une progression moyenne de 19,7% sur les 3 dernières années à 2 241,1 Mdh en 2009.

Les créances de l'actif circulant enregistrent une croissance de 34,7% à 2 241,1 Mdh en 2009 vs. 6,4% à 1 663,3 Mdh en 2008.

A noter que les comptes d'associés correspondent à des avances de trésorerie consentit par CNIA SAADA Assurance à des entreprises dont elle détient une participation et à de la gestion de trésorerie dans le cadre des conventions réglementées pour SAHAM S.A.

Les « autres débiteurs » correspondent aux créances sur cession d'immobilisations (cession en cours), les conventions d'indemnisation directes entre compagnies d'assurance, les avances aux fournisseurs, les loyers dus par les locataires ainsi que les débiteurs divers.

Enfin, les créances sur les assurés, intermédiaires, cédants, coassureurs et comptes rattachés débiteurs, s'établissent à 1 470,4 Mdh en 2009, en hausse de 24,2% en moyenne depuis 2009. Ce poste comprend essentiellement les primes à recevoir ainsi que les primes à émettre de près de 224 Mdh.

Assurés, intermédiaires, cédants, co-assureurs et autres

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des créances nettes des intermédiaires sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08
Créances nettes sur les intermédiaires	804,3	928,2	15,4%	1 065,9	14,8%
Chiffre d'affaires	2 365,1	2 635,0	11,4%	2 799,2	6,2%
Créances nettes en % du C.A	34,0%	35,2%	120 pts	38,1%	290 pts

Source : CNIA SAADA Assurance

Les créances nettes sur les intermédiaires progressent de 15,1% en moyenne sur la période 2007 – 2009.

Les créances nettes sur les intermédiaires enregistrent une hausse de 15,4% en 2008 à 928,2 Mdh. Le ratio créances nettes en pourcentage du chiffre d'affaires gagne 120 points à 35,2%.

En 2009, les créances nettes sur les intermédiaires progressent de 14,8% à 1 065,9 Mdh. Le ratio créances nettes en pourcentage du chiffre d'affaires gagne 290 points à 38,1%.

Cessionnaires et comptes rattachés débiteurs

Le tableau ci-après présente l'évolution du délai moyen de paiements des cessionnaires et comptes rattachés débiteurs sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08
Créances nettes sur les cessionnaires et autres	179,4	194,0	8,2%	132,2	-31,8%
Chiffre d'affaires	2 365,1	2 635,0	11,4%	2 799,2	6,2%
Créances nettes / Chiffre d'affaires	7,6%	7,4%	- 20 pts	4,7%	- 270 pts

Source : CNIA SAADA Assurance

Les créances nettes sur les cessionnaires enregistrent une baisse moyenne de 14,1% sur les 3 dernières années.

Les créances nettes sur les cessionnaires et autres évoluent de 8,2% à la hausse en 2008 à 194,0 Mdh. Le ratio créances nettes sur chiffre d'affaires perd 20 points de base à 7,4%.

En 2009, les créances nettes sur les cessionnaires et autres reculent de 31,8% à 132,2 Mdh. Le ratio créances nettes sur chiffre d'affaires diminue de 270 points de base à 4,7%.

Autres débiteurs

Le tableau suivant détaille l'évolution du délai moyen de paiement des autres débiteurs sur les 3 dernières années :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08
Autres débiteurs	118,5	62,3	-47,4%	100,4	61,2%
Chiffre d'affaires	2 365,1	2 635,0	11,4%	2 799,2	6,2%
Délai moyen en nombre de jours	18	9	- 9	13	+4

Source : CNIA SAADA Assurance

Le poste « autres débiteurs » diminue en moyenne de 7,9% sur la période 2007 – 2009.

Le compte « autres débiteurs » affiche une baisse de 47,4% en 2008 à 62,3 Mdh. Le délai moyen de paiement des « autres débiteurs » passe de 18 jours à 9 jours.

En 2009, le compte « autres débiteurs » enregistre une hausse de 61,2% à 100,4 Mdh. Le délai moyen de paiement des « autres débiteurs » s'allonge de 4 jours à 13 jours.

Compte de régularisation

Le compte de régularisation enregistre une augmentation moyenne de 13,7% entre 2007 et 2009.

Le compte de régularisation progresse de 15,8% à 198,3 Mdh en 2008.

En 2009, il poursuit sa tendance haussière. Le compte de régularisation affiche une hausse de 11,6% à 221,3 Mdh.

3. Titres et valeurs de placement (non affectés aux opérations d'assurance)

Les titres et valeurs de placement enregistrent une baisse moyenne de 43,8% sur les 3 dernières années.

En 2008, les titres et valeurs de placement enregistrent une hausse de 81,2% à 1 647,1 Mdh. Ce poste contient les placements effectués suite aux différentes augmentations de capital en 2007 et 2008 en attente d'affectation aux opérations d'assurance.

En 2009, les titres et valeurs de placements diminuent de 82,5% à 287,4 Mdh impactés par l'affectation définitive de ces placements aux opérations d'assurance.

b. Passif Circulant

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution du passif circulant de CNIA SAADA sur les 3 dernières années :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Dettes pour espèces remises par les cessionnaires	687,7	687,5	0,0%	716,0	4,1%	2,0%
En % du passif circulant	50,3%	44,5%	-580,4pts	39,1%	-541,9pts	-,1pts
En % du Bilan	5,0%	4,5%	-50,1pts	4,3%	-20,1pts	-,1pts
Dettes du passif circulant	635,0	852,0	34,2%	1 117,0	31,1%	32,6%
En % du passif circulant	46,4%	55,1%	868,8pts	60,9%	582,1pts	,1pts
En % du bilan	4,6%	5,6%	96,7pts	6,7%	113,9pts	,2pts
Autres provisions pour risques et charges	44,9	6,2	-86,2%	0,0	-100,0%	-100,0%
Total Passif circulant	1 367,7	1 545,7	13,0%	1 833,0	18,6%	15,8%
En % du Bilan	10,0%	10,2%	17,8pts	11,1%	89,7pts	107,4pts

Source : CNIA SAADA Assurance

Le passif circulant enregistre une hausse moyenne de 15,8% sur la période 2007 – 2009 à 1 833,0 Mdh en 2009. Sa part dans le total bilan s'établit à 11,1% en 2009 comparé à 10,0% en 2007, soit un gain de 107 points de base.

Le passif circulant affiche une progression de 13,0% en 2008 à 1 545,7 Mdh qui s'explique par :

- des dettes pour espèces remises par les cessionnaires en quasi stagnation à 687,5 Mdh ;
- des dettes du passif circulant en hausse de 34,2% à 852,0 Mdh.

En 2009, le passif circulant affiche une hausse de 18,6% en 2009 à 1 833,0 Mdh qui s'explique par :

- des dettes pour espèces remises par les cessionnaires qui évoluent de 4,1% à la hausse à 716,0 Mdh ;
- des dettes du passif circulant en augmentation de 31,1% à 1 117,0 Mdh.

1. Dettes pour espèces remises par les cessionnaires

Le tableau suivant détaille l'évolution du taux de financement à court terme des provisions techniques relatives aux contrats cédés en réassurance sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08
Dettes en espèces remises par les cessionnaires (1)	687,7	687,5	0,0%	716,0	4,1%
Part des cessionnaires dans les provisions techniques (2)	1 657,4	1 661,6	0,3%	1 735,7	4,5%
Taux de financement des provisions techniques	41,5%	41,4%	-12 points	41,3%	-13 points

Source : CNIA SAADA Assurance

Le taux de financement à court terme des provisions techniques relatives aux contrats cédés en réassurance a tendance à diminuer sur la période 2007 – 2009.

En 2009 il s'établit à 41,3% vs. 41,4% en 2008 soit, une perte de 13 points de base. Sur la période 2007 – 2009, le taux de financement des provisions techniques perd 24 points de base.

2. Dettes du passif circulant

Le tableau suivant renseigne sur l'évolution des dettes du passif circulant sur les 3 dernières années :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08
Cessionnaires et comptes rattachés créditeurs	177,3	234,4	32,2%	164,9	-29,6%
Assurés, intermédiaires, cédants, Coassureurs et comptes rattachés créditeurs	149,1	183,8	23,3%	404,5	>100%
Personnel - créiteur	27,7	28,2	1,7%	45,8	62,4%
Organismes sociaux créditeurs	6,8	7,6	11,3%	12,3	61,0%
Etat - créiteur	46,4	104,4	>100%	165,4	58,5%
Comptes d'Associés - créditeurs	0,2	0,8	>100%	6,7	>100%
Autres créanciers	192,4	245,1	27,4%	259,0	5,7%
Comptes de régularisation Passif	35,1	47,7	35,7%	58,4	22,6%
Dettes du Passif circulant	635,5	852,6	34,2%	1 117,4	31,1%

Source : CNIA SAADA Assurance

Les dettes du passif circulant affichent une progression moyenne de 32,6% sur les 3 dernières années à 1 117,0 Mdh en 2009.

Les dettes du passif circulant enregistrent une croissance de 31,1% à 1 117,0 Mdh en 2009 vs. 34,2% à 852,0 Mdh en 2008.

Cessionnaires et comptes rattachés créditeurs

Le poste « cessionnaires et comptes rattachés créditeurs » affiche une hausse de 32,2% en 2008 à 234,4 Mdh. En 2009, ce même poste enregistre une diminution de 29,6% à 164,9 Mdh.

Assurés, intermédiaires, cédants, co-assureurs et comptes rattachés créditeurs

Le poste « assurés, intermédiaires, cédants, co-assureurs et comptes rattachés créditeurs » augmente de 23,3% en 2008 à 183,8 Mdh.

En 2009, le poste « assurés, intermédiaires, cédants, co-assureurs et comptes rattachés créditeurs » suit la même tendance haussière qu'en 2008. Il progresse de plus de 100,0% à 404,5 Mdh.

Ce poste comprend essentiellement les commissions sur primes à recevoir ainsi que les primes à annuler.

Etat – créiteur

Le poste « état – créiteur » réalise une hausse supérieure à 100,0% à 104,4 Mdh en 2008.

En 2009, le poste « état – créiteur » enregistre une croissance de 58,5% à 165,4 Mdh.

Autres créanciers

Le poste « autres créanciers » affiche une hausse de 27,4% à 245,1 en 2008.

En 2009, le poste « autres créanciers » enregistre une baisse de 5,7% à 259,0 Mdh.

III.3. Marge de Solvabilité⁴⁴

Le tableau ci-après présente la marge de solvabilité de CNIA SAADA Assurance en 2009 :

En Mdh	2009
Capital social versé ou fonds d'établissement constitué avant augmentation de 250 Mdh (1)	411,7
Réserves de toute dénomination, réglementaires ou libres ne correspondant pas aux engagements (2)	1 625,2
Provision de capitalisation (3)	165,1
Emprunt pour augmentation du fonds d'établissement (4)	0,0
Bénéfices reportés (5)	223,6
Pertes cumulées (y compris, éventuellement, celle de l'exercice) (6)	0,0
Immobilisations en non valeurs restant à amortir (7)	101,7
Immobilisations incorporelles (8)	1 074,1 ⁴⁵
Charges d'acquisition reportées (9)	72,7
Actions propres détenues (10)	0,0
Placements dans les filiales autres que les sociétés immobilières non cotées (11)	0,0
Sous total = (1) à (5) - (6) à (11)	1 177,1
Plus values latentes vie * 20% (12)	38,7
Plus values latentes non vie et autres affectation * 60% (13)	82,6
Total = (1) à (5) - (6) à (11) + (12) + (13)	1 298,4
Montant minimum de la marge de solvabilité "vie"	254,0
Montant minimum de la marge de solvabilité "non vie"	516,4
Montant minimum de la marge de solvabilité "GSR"	40,7
Montant minimum de la marge de solvabilité "Acceptations"	0,0
Montant minimum de la marge de solvabilité	811,1
Sans Plus values latentes	1 177,1
Avec Plus values latentes	1 298,4
EXIGENCE MINIMALE DE LA MARGE DE SOLVABILITE	811,1
Couverture de l'exigence minimale Sans Plus values latentes	207,3%

Source : CNIA SAADA Assurance

L'exigence minimale de la marge de solvabilité de CNIA SAADA Assurance s'établit à 811,1 Mdh en 2009 alors que le montant de la marge de solvabilité ressort à 1 177,1 Mdh hors plus values latentes et à 1 298,4 Mdh en intégrant les plus values latentes. La couverture de l'exigence minimale sans plus values latentes ressort à 207,3%. Ce taux matérialise les trois augmentations de capital opérées par la Compagnie.

A noter que l'écart existant entre le montant des immobilisations incorporelles (1 611,1 Mdh) figurant au bilan de CNIA SAADA Assurance au 31/12/2009 et celui figurant sur le calcul de la marge de solvabilité ci-dessus (1 074,1 Mdh), s'explique par la dérogation accordée par l'article 8 de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 2173-08 du 8 décembre 2008 publié au B.O. du 19/03/2009 et qui stipule que « les immobilisations incorporelles visées à l'article 52 de l'arrêté n°1548-05 du 6 ramadan 1426 (10 octobre 2005) peuvent être déduites des éléments constitutifs de la marge de solvabilité sur une période maximale de 3 ans à raison du tiers au moins par exercice comptable à compter de l'exercice de la publication du présent arrêté ». A noter que l'exercice 2009 a été le dernier

⁴⁴ Taux de couverture (sans plus values latentes) : (Eléments constitutifs de la marge) / 70% x (Exigences minimales)

Taux de couverture (avec plus values latentes) : (Eléments constitutifs de la marge) / Exigences minimales

⁴⁵ Par dérogation accordée par l'article 8 de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 2173-08 du 8 décembre 2008 publié au B.O. du 19/03/2009 et qui stipule que « les immobilisations incorporelles visées à l'article 52 de l'arrêté n°1548-05 du 6 ramadan 1426 (10 octobre 2005) peuvent être déduites des éléments constitutifs de la marge de solvabilité sur une période maximale de 3 ans à raison du tiers au moins par exercice comptable à compter de l'exercice de la publication du présent arrêté ».

exercice d'ajustement des immobilisations incorporelles. En 2010, le montant à déduire sera égal au total des immobilisations incorporelles soit 1,6 Mrds Dh.

IV. TABLEAU DE FINANCEMENT

Avertissement

La masse du bilan et les flux de trésorerie pour 2007 et 2008 n'ont pas fait l'objet d'une revue des Commissaires aux comptes. Les données financières ainsi présentées ont été préparées par le Management de la compagnie CNIA SAADA Assurance à titre indicatif.

A noter que les flux de trésorerie de l'année 2007 et 2008 ont été établis en proforma et ce, pour permettre la comparabilité avec les flux de trésorerie de l'année 2009. Ceci crée une distorsion entre les années 2007 et 2008 avec l'année 2009 notamment en ce qui concerne les injections de fonds ainsi que les trésoreries d'ouverture et de clôture.

Le tableau de flux de trésorerie 2009, certifié par les CAC a été calculé par rapport à CNIA Assurance stand alone au titre de l'exercice 2008.

IV.1. Masse du bilan

Le tableau suivant présente la synthèse des masses du bilan sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Financement permanent net de provisions techniques brutes	1 564,4	2 611,5	66,9%	3 126,0	19,7%	41,4%
Actif immobilisé net des placements affectés aux opérations d'assurance	1 633,8	2 001,8	22,5%	1 925,3	-3,8%	8,6%
Fonds de roulement fonctionnel	-69,4	609,7	NA	1 200,6	96,9%	NA
Provisions techniques nettes de cessions	9 412,4	9 408,2	0,0%	9 859,8	4,8%	2,3%
Placements moins dépôts des réassureurs	7 707,1	7 418,7	-3,7%	9 587,0	29,2%	11,5%
Besoin en couvertures	1 705,3	1 989,5	16,7%	272,9	-86,3%	-60,0%
Actif circulant net de la part des cessionnaires dans les provisions techniques	2 470,5	3 418,6	38,4%	2 528,5	-26,0%	1,2%
Moins passif circulant net des dépôts des réassureurs	682,3	966,4	41,7%	1 117,0	15,6%	28,0%
Besoin de financement	1 788,3	2 452,2	37,1%	1 411,5	-42,4%	-11,2%
Trésorerie nette (Actif-Passif)	-152,4	147,0	<100%	62,0	-57,8%	NA

Source : CNIA SAADA Assurance

La trésorerie nette est en baisse de 57,8% en 2009 à 62,0 Mdh vs. une progression supérieure à 100% en 2008 à 147,0 Mdh sous l'effet combiné des facteurs suivant :

Fonds de roulement fonctionnel

Le fond de roulement fonctionnel passe d'une position négative en 2007 à -69,4 Mdh à une position positive en 2008 à 609,7 Mdh. En 2009, il enregistre une progression de plus de 96,9% à 1 200,6 Mdh. Cette évolution s'explique par les trois augmentations de capital opérées par CNIA SAADA Assurance pour un montant total de 1 356,7 Mdh, par le recours à un prêt consenti par le Fonds de Solidarité des Assurances d'un montant de 800,0 Mdh débloqué en deux tranches égales d'un montant de 400,0 Mdh chacune. Ces opérations ont été réalisées sur la période 2007 – 2009.

Besoin en couvertures

Le besoin en couvertures enregistre une diminution de 86,3% à 272,9 Mdh en 2009 comparé à une augmentation de 8,6% en 2008 à 1 989,5 Mdh. Cette tendance s'explique par l'acquisition d'actifs en représentation de placements affectés aux opérations d'assurance.

Besoin de financement

Le besoin en financement progresse de 37,1% en 2008 à 2 452,2 Mdh dû à l'augmentation des créances de l'actif circulant conjointement à la hausse des titres et valeurs de placements.

En 2009, le besoin en financement recule de 42,4% à 1 411,5 Mdh sous l'effet de la réallocation de certains titres et valeurs de placement en placements affectés.

Trésorerie nette

La trésorerie nette est positive sur l'année 2008 et 2009, couverte par le fonds de roulement fonctionnel. En 2007, CNIA SAADA Assurance a un besoin de trésorerie qu'elle comble via de la trésorerie passive.

IV.2. Flux de trésorerie

Le tableau ci-dessous renseigne sur l'évolution des flux de trésorerie de CNIA SAADA Assurance sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Résultat net	126,5	155,4	22,9%	281,2	81,0%	49,1%
Variation des provisions techniques nettes de cessions	3 663,6	421,4	-88,5%	3 323,0	>100%	-4,8%
Variation des frais d'acquisition reportés	0,0	0,0	Ns	0,0	Ns	NA
Variation des amortissements et provisions	21,4	89,0	>100%	75,6	-15,1%	88,0%
Variation des ajustements VARCUC (736 – 636)	0,0	0,0	Ns	0,0	Ns	NA
+ ou - valeurs provenant de la réévaluation d'éléments d'actif	0,0	0,0	Ns	0,0	Ns	NA
+ ou - valeurs réalisées sur cession d'éléments d'actif	-354,0	-417,5	NA	-393,7	NA	NA
Variation des créances et dettes techniques	-275,7	-202,1	NA	-462,6	NA	NA
Variation des créances pour espèces ou titres déposés	0,0	0,0	Ns	0,0	Ns	NA
Variation des débiteurs et créditeurs divers	-301,1	229,0	NA	-208,5	NA	NA
Autres variations	-41,9	-150,7	NA	-64,4	NA	NA
flux d'exploitation	2 838,8	124,5	-95,6%	2 550,6	>100%	>100%
Acquisition - cessions d'immeubles	-627,0	541,3	NA	-666,5	NA	NA
Acquisition - cessions d'obligations	-50,9	-570,5	NA	-411,5	NA	NA
Acquisition - cession d'actions	-1 323,8	986,1	NA	-744,7	NA	NA
Autres acquisitions - cessions (affectés aux opé. d'assurance)	451,7	-539,2	NA	-843,7	NA	NA
Autres acquisitions - cessions	-2 353,3	-1 244,1	NA	-797,6	NA	NA
flux d'investissement	-3 903,3	-826,4	NA	-3 464,0	NA	NA
Dividendes versés	0,0	-42,5	Ns	-54,4	NA	NA
Emission (remboursement) nets d'emprunts	400,0	400,0	0,0%	800,0	100,0%	41,4%
Augmentation / (réduction) de capital et fonds d'établissement	570,0	517,0	-9,3%	269,7	-47,8%	-31,2%
flux de financement	970,0	874,4	-9,9%	1 015,3	16,1%	2,3%
Variation nette de la trésorerie	-94,5	172,5	NA	101,9	-41,0%	NA
Trésorerie au 1er janvier	68,9	-25,5	NA	-39,9	NA	NA
Trésorerie en fin de période	-25,5	147,0	NA	62,0	-57,8%	NA

Source : CNIA SAADA Assurance

En 2008, CNIA SAADA Assurance dégage sur l'année une trésorerie positive vs. une trésorerie négative en 2007. La variation de sa trésorerie nette affiche une progression supérieure à 100,0% à 172,5 Mdh sur l'année.

La variation de trésorerie nette de la Compagnie baisse de 41,0% en 2009 à 101,9 Mdh impactant ainsi la trésorerie en fin de période qui s'établit à 62,0 Mdh. Le passage de 147,0 Mdh en 2008 à 62,0 Mdh de trésorerie en 2009 s'explique par l'importance des investissements financiers courant 2009. En

effet, Les placements financiers ont évolué en 2009 de 7,8% se chiffrant à 10,6 Mrds Dh contre 9,8 Mrds Dh en 2008 soit une évolution de 766 Mdh.

A noter que les investissements dépassent les flux générés par l'exploitation sur les trois années sous revue mais ils sont couverts par les flux de financement à savoir, le recours à la dette et aux augmentations de capital.

Flux d'exploitation

Les flux d'exploitation ont enregistré une baisse de 95,6% à 124,5 Mdh en 2008, induite par la diminution de la variation des provisions techniques nettes de cessions. En 2007, CNIA SAADA Assurance procède à l'accélération des règlements en conformité avec l'exécution du plan de redressement de la Compagnie Assurances Es Saada.

Les flux d'exploitation progressent de plus de 100,0% à 2 550,6 en 2009 sous l'effet de la hausse de la variation des provisions techniques nettes de cession.

Flux d'investissement

Les flux d'investissement s'élèvent à -826,4 Mdh en 2008 comparé à -3 903,3 Mdh un an auparavant. Ils sont impactés par des opérations de cession d'actifs pour la réalisation de plus values.

En 2009, les flux d'investissement s'établissent à - 3 464,0 soit une hausse supérieure à 100,0% des emplois de liquidité. Cette tendance s'explique par l'acquisition d'actifs faisant suite à la réalisation de plus values de cession.

Flux de financement

En 2009, les flux de financement augmentent de 16,1% à 1 015,3 Mdh comparé à un recul de 9,9% en 2008 à 874,4 Mdh. Ces variations s'expliquent par les différentes augmentations de capital opérées par CNIA SAADA Assurance en concomitance avec le recourt au financement bancaire et à un prêt consenti par le Fonds de Solidarité des Assurances.

COMPTES CONSOLIDES⁴⁶

Avertissement

« CNIA SAADA Assurance n’a jamais établi de comptes consolidés. Pour les besoins de la présente opération et afin de se conformer à la réglementation en vigueur et de donner une information suffisante sur la performance consolidée de CNIA SAADA Assurance et de sa filiale TASLIF, des comptes proforma consolidés ont été établis pour les exercices 2007, 2008 et 2009, en adoptant le pourcentage de détention à fin 2009.

Lesdits comptes ont fait l’objet d’un examen limité (qui ne constitue pas un audit et qui donne un niveau d’assurance inférieur à ce dernier) de la part des commissaires aux comptes au titre de l’exercice 2009. L’attestation de revue limitée est insérée dans la partie « attestations et coordonnées » de la présente note d’information.

Par ailleurs, les comptes proforma consolidés au titre des exercices 2007 et 2008, élaborés par le management de CNIA SAADA Assurance n’ont pas fait l’objet d’un audit ou examen limité ».

⁴⁶ Cf. Méthodologie de consolidation dans la partie « Annexes » en page 387

A noter qu'en dehors de Taslif et en vertu de loi 20-05 sur les sociétés anonymes, CNIA SAADA Assurance ne consolide aucunes autres participations du fait d'un pourcentage de détention inférieur à 20%. Taslif ainsi que toutes les autres participations sont en représentation des réserves techniques.

Périmètre réel du Groupe

Titres	Pourcentage d'intérêt			Pourcentage de contrôle		
	2007	2008	2009	2007	2008	2009
CNIA SAADA Assurance	100%	100%	100%	100%	100%	100%
TASLIF	Intérêt direct ou indirect < 51% non consolidé		61,74%	Contrôle direct ou indirect < 51% non consolidé		61,74%
SALAF (consolidé par Taslif)			61,74%			61,74%

Source : CNIA SAADA Assurance

Retraitements opérés sur les placements affectés, les produits et les charges y afférents

a. Retraitements au niveau de l'actif au bilan

Suite à la consolidation de Taslif par intégration globale, il a été procédé à l'élimination des titres Taslif à hauteur de sa valeur d'acquisition à savoir 322,0 Mdh. La contre partie se retrouve au niveau du bilan : consolidation de 100% des postes d'actifs et de passifs de Taslif dans le bilan de CNIA SAADA Assurance (y compris l'impact de l'écart d'acquisition)

b. Produits de placements affectés

Les produits de placements affectés ont été retraités dans les comptes fusionnés proforma 2009 des dividendes perçus au titre de la participation dans Taslif au titre de l'exercice 2008 et 2007.

Par ailleurs les produits et charges de placements d'exploitation bancaire relatifs à Taslif ont été répartis entre branche « vie » et branche « non vie » proportionnellement à l'affectation des titres Taslif en couvertures des provisions techniques « vie » et « non vie » pour chacun des 3 exercices.

V. ANALYSE DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES PROFORMA

Le tableau suivant présente les agrégats du résultat technique de la branche « vie » sur la période 2007 – 2009 :

CPC technique vie (En Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM
Primes émises	526,6	484,9	-7,9%	512,0	5,6%	-1,4%
Quote part des produits d'exploitation bancaires affectés à la vie	32,8	30,8	-6,1%	68,8	>100%	44,8%
Produits techniques d'exploitation	0,4	0,2	-35,3%	0,0	-100,0%	-100,0%
Prestations et frais	721,3	590,6	-18,1%	665,9	12,7%	-3,9%
Solde de réassurance	34,2	-24,0	<100%	22,9	<100%	-18,2%
Charges techniques d'exploitation	412,9	91,3	-77,9%	71,3	-21,9%	-58,4%
Produits des placements affectés aux opérations d'assurances	815,7	305,5	-62,6%	341,0	11,6%	-35,3%
Charges des placements affectés aux opérations d'assurances	68,9	88,5	28,5%	59,7	-32,6%	-6,9%
Quote part des charges d'exploitation bancaires affectées à la vie	11,2	9,7	-13,1%	23,5	>100%	44,8%
Quote part des dotations nettes aux provisions sur créances bancaires affectées à la vie	1,1	2,1	87,2%	14,2	>100%	255,6%
Résultat technique vie	194,3	15,1	-92,2%	110,0	>100%	-24,7%

Source : CNIA SAADA Assurance

Le tableau ci-après détaille les agrégats du résultat technique de la branche « non vie » sur la période 2007 – 2009 :

CPC technique non vie (en Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM
Primes émises	1 898,8	2 230,5	17,5%	2 318,1	3,9%	10,5%
Variation pour primes non acquises	- 60,3	- 80,4	33,3%	- 30,9	-61,6%	NA
Primes acquises	1 838,5	2 150,1	16,9%	2 287,2	6,4%	11,5%
Quote part des produits d'exploitation bancaires affectés à la non vie	78,7	103,2	31,2%	131,4	27,3%	29,3%
Produits techniques d'exploitation	10,5	12,9	22,7%	3,9	-69,5%	-38,8%
Prestations et frais	1 212,5	1 450,0	19,6%	1 605,7	10,7%	15,1%
Solde de réassurance	-109,5	-133,3	21,7%	-52,6	-60,5%	-30,7%
Charges techniques d'exploitation	560,3	633,9	13,1%	646,5	2,0%	7,4%
Produits des placements affectés aux opérations d'assurances	332,0	672,9	>100%	423,2	-37,1%	12,9%
Charges des placements affectés aux opérations d'assurances	65,9	369,1	>100%	86,3	-76,6%	14,5%
Quote part des charges d'exploitation bancaires affectées à la vie	26,9	32,6	21,4%	44,9	37,6%	29,3%
Quote part des dotations nettes aux provisions sur créances bancaires affectées à la vie	2,7	7,1	>100%	27,2	>100%	217,3%
Résultat technique non vie	281,9	313,1	11,0%	382,5	22,2%	16,5%

Source : CNIA SAADA Assurance

Le tableau ci-contre présente l'évolution du compte de produits et charges sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Primes émises	2 425,4	2 715,4	12,0%	2 830,1	4,2%	8,0%
Variation pour primes non acquises	- 60,3	- 80,4	33,3%	- 30,9	-61,6%	NA
Primes acquises	2 365,1	2 635,0	11,4%	2 799,2	6,2%	8,8%
Quote part des produits d'exploitation bancaires	111,4	134,0	20,3%	200,1	49,4%	34,0%
Produits techniques d'exploitation	10,9	13,1	20,8%	3,9	-70,0%	-39,8%
Prestations et frais	1 933,8	2 040,7	5,5%	2 271,6	11,3%	8,4%
Solde de réassurance	-75,2	-157,2	>100%	-29,7	-81,1%	-37,1%
Charges techniques d'exploitation	973,1	725,2	-25,5%	717,8	-1,0%	-14,1%
Produits des placements affectés aux opérations d'assurances	1 147,7	978,3	-14,8%	764,2	-21,9%	-18,4%
Charges des placements affectés aux opérations d'assurances	134,7	457,6	>100%	146,0	-68,1%	4,1%
Quote part des charges d'exploitation bancaires	38,0	42,3	11,3%	68,3	61,5%	34,0%
Quote part des dotations nettes aux provisions sur créances bancaires	3,8	9,2	>100%	41,4	>100%	229,0%
Résultat technique vie et non vie	476,3	328,3	-31,1%	492,6	50,1%	1,7%
Résultat non technique courant	-23,6	0,7	<100%	-61,9	<100%	61,8%
Résultat non technique non courant	9,1	35,8	>100%	32,5	-9,1%	89,3%
Résultat non technique	-14,5	36,5	<100%	-29,3	<100%	42,0%
Résultat avant impôts	461,8	364,8	-21,0%	463,3	27,0%	0,2%
Impôts sur les résultats	215,1	113,5	-47,2%	157,1	38,4%	-14,5%
<i>Taux d'IS</i>	46,6%	31,1%	-1 545pts	33,9%	280pts	-1 266pts
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	115,8	99,5	-14,0%	99,5	0,0%	-7,3%
Résultat net	130,9	151,8	15,9%	206,7	36,2%	25,6%
Dont :						
Part du Groupe	123,4	142,7	15,7%	196,8	37,9%	26,3%
Intérêts minoritaires	7,6	9,0	18,8%	9,8	9,6%	14,1%

Source : CNIA SAADA Assurance

V.1. Chiffre d'affaires

Le tableau suivant détaille l'historique du chiffre d'affaires par branche d'assurance sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Primes émises brutes vie	526,6	484,9	-7,9%	512,0	5,6%	-1,4%
en % du CA total vie	94,1%	94,0%	-11pts	88,2%	-587pts	-598pts
Quote part des produits d'exploitation bancaires affectés à la vie	32,8	30,8	-6,1%	68,8	>100%	44,8%
en % du CA total vie	5,9%	6,0%	11pts	11,8%	587pts	598pts
CA total vie	559,3	515,7	-7,8%	580,7	12,6%	1,9%
Primes émises brutes non vie	1 898,8	2 230,5	17,5%	2 318,1	3,9%	10,5%
en % du CA total non vie	96,0%	95,6%	-45pts	94,6%	-94pts	-139pts
Quote part des produits d'exploitation bancaires affectés à la non vie	78,7	103,2	31,2%	131,4	27,3%	29,3%
en % du CA total non vie	4,0%	4,4%	45pts	5,4%	94pts	139pts
CA total non vie	1 977,5	2 333,7	18,0%	2 449,5	5,0%	11,3%
Total des primes émises vie et non vie	2 425,4	2 715,4	12,0%	2 830,1	4,2%	8,0%
Variation pour primes non acquises	60,3	80,4	33,3%	30,9	-61,6%	-28,4%
Primes acquises	2 365,1	2 635,0	11,4%	2 799,2	6,2%	8,8%
en % du CA total	95,5%	95,2%	-34pts	93,3%	-183pts	-217pts
Total des quotes part des produits d'exploitation bancaires affectés à la vie et à la non vie	111,4	134,0	20,3%	200,1	49,4%	34,0%
en % du CA total	4,5%	4,8%	34pts	6,7%	183pts	217pts
CA total vie et non vie	2 476,5	2 769,0	11,8%	2 999,3	8,3%	10,1%

Source : CNIA SAADA Assurance

1. Primes émises

Les primes émises ont connu une croissance moyenne de 8,0% sur la période 2007 – 2009 à 2 830,1 Mdh en 2009 induite par l'expansion de l'activité de la branche « non vie » de CNIA SAADA Assurance.

Les provisions pour primes non acquises « non vie » ont diminué de 28,4% en moyenne sur la période 2007 – 2009 à 30,9 Mdh en 2009. D'où des primes acquises qui ont connu une croissance moyenne de 8,8% sur la période 2007 – 2009 à 2 799,2 Mdh en 2009 induite par l'expansion de l'activité de la branche « non vie » de CNIA SAADA Assurance. La part des primes acquises dans le chiffre d'affaires total « vie » et « non vie » s'élève à 93,3% en 2009 comparé à 95,5% en 2007, soit une perte de 220 points de base au profit des produits d'exploitation bancaires.

En 2008, les primes émises augmentent de 12,0% à 2 715,4 Mdh portées par l'accroissement du volume d'affaire de l'activité de la branche « non vie ».

L'année 2009 perpétue la tendance haussière des primes émises observée en 2008, marquant une hausse de 4,2% à 2 830,0 Mdh. Toutefois, Cette hausse est moins prononcée que pour l'année antérieure du fait d'une moindre croissance de la branche « non vie ».

2. Quotes-parts des produits d'exploitation bancaires affectés « vie » et « non vie »

Les produits d'exploitation bancaires sont pour la plupart constitués des intérêts et produits assimilés sur opération avec la clientèle.

Les produits d'exploitation bancaires ont enregistré une progression moyenne de 34,0% sur la période 2007 – 2009 à 200,1 Mdh en 2009. De ce fait, la contribution des produits d'exploitation bancaires affectés « vie » et « non vie » dans le CA total passe de 4,5% en 2007 à 6,7% en 2009 soit un gain de 220 points de base.

En 2008, les produits d'exploitation bancaires affectés « vie » et « non vie » progressent de 20,3% à 134,0 Mdh. Cette tendance s'explique par la progression des intérêts et produits assimilés sur opération avec la clientèle qui ont enregistré une croissance de 20,8% liée à la hausse des encours nets de Taslif S.A et de sa filiale Salaf S.A. En effet, ces encours ont enregistré une progression de l'ordre de 33,1%.

L'année 2009 enregistre une augmentation de 49,4% des produits d'exploitation bancaires à 200,1 Mdh véhiculée aussi par la hausse des intérêts et produits assimilés sur opération avec la clientèle qui ont enregistré une augmentation de 50,5% liée à l'évolution positive des encours nets de Taslif S.A et de sa filiale Salaf S.A. En effet, ces encours ont enregistré une croissance de 56,6%.

V.2. Charges de sinistres

Le tableau ci-dessous détaille les sinistres par branche d'assurance sur la période 2007 – 2009 :

Charges de sinistres vie (En Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Prestation et frais payés	505,1	509,6	0,9%	473,1	-7,2%	-3,2%
Provisions						
Variation des provisions pour sinistres à payer	94,6	-18,2	<100%	32,2	<100%	-41,7%
Variation des provisions des assurances vie	105,1	92,7	-11,8%	132,9	43,4%	12,4%
Variation des provisions pour fluctuations de sinistralité	-3,0	15,8	<100%	-5,1	<100%	30,5%
Variation des provisions pour aléas financiers	0,0	0,0	Ns	0,0	Ns	NA
Variation des provisions techniques des contrats en U.C.	0,0	0,0	Ns	0,0	Ns	NA
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	19,4	-9,2	<100%	32,8	<100%	30,0%
Variation des autres provisions techniques	0,0	0,0	Ns	0,0	Ns	NA
Charges de sinistres vie	721,3	590,6	-18,1%	665,9	12,7%	-3,9%
<i>Ratio S/P vie</i>	<i>137,0%</i>	<i>121,8%</i>	<i>-1 517,4pts</i>	<i>130,1%</i>	<i>826,4pts</i>	<i>NA</i>
Charges de sinistres non vie (En Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Prestation et frais payés	1 089,1	1 260,0	15,7%	1 229,3	-2,4%	6,2%
Provisions						
Variation des provisions pour sinistres à payer	156,5	-13,1	<100%	367,0	<100%	53,1%
Variation des provisions pour fluctuations de sinistralité	-36,9	189,4	<100%	7,0	-96,3%	NA
Variation des provisions pour aléas financiers	4,7	-9,4	<100%	0,0	-100,0%	-100,0%
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	-1,9	-3,4	81,1%	0,1	<100%	NA
Variation des provisions des autres provisions techniques	0,8	26,5	>100%	2,2	-91,8%	61,1%
Charges de sinistres non vie	1 212,5	1 450,0	19,6%	1 605,7	10,7%	15,1%
<i>Ratio S/P non vie</i>	<i>66,0%</i>	<i>67,4%</i>	<i>149,1pts</i>	<i>70,2%</i>	<i>276,0pts</i>	<i>NA</i>
Charge de sinistres totaux (En Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Prestation et frais payés	1 594,2	1 769,6	11,0%	1 702,5	-3,8%	3,3%
	82,4%	86,7%	427,8pts	74,9%	-1 177,3pts	NA
Provisions						
Variation des provisions pour sinistres à payer	251,2	-31,3	<100%	399,2	<100%	26,1%
	13,0%	-1,5%	-1 452 pts	17,6%	1 911 pts	NA
Variation des provisions des assurances vie	105,1	92,7	-11,8%	132,9	43,4%	12,4%
	5,4%	4,5%	-89 pts	5,9%	131 pts	NA
Variation des provisions pour fluctuations de sinistralité	-39,9	205,1	<100%	1,9	-99,1%	NA
	-2,1%	10,1%	1 211 pts	0,1%	-997 pts	NA
Variation des provisions pour aléas financiers	4,7	-9,4	<100%	0,0	-100,0%	100,0%
	0,2%	-0,5%	-70 pts	0,0%	46 pts	NA
Variation des provisions techniques des contrats en U.C.	0,0	0,0	Ns	0,0	Ns	NA
	0,0%	0,0%	0 pts	0,0%	0 pts	NA
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	17,6	-12,6	<100%	32,9	<100%	36,8%
	0,9%	-0,6%	-152 pts	1,4%	206 pts	NA
Variation des autres provisions techniques	0,8	26,5	>100%	2,2	-91,8%	61,1%
	0,0%	1,3%	125 pts	0,1%	-120 pts	NA
Charges de sinistres (vie & non vie)	1 933,8	2 040,7	5,5%	2 271,6	11,3%	8,4%
<i>Ratio S/P vie & non vie</i>	<i>81,8%</i>	<i>77,4%</i>	<i>-431,9pts</i>	<i>81,2%</i>	<i>370,6pts</i>	<i>NA</i>
<i>charges de sinistres vie en % du total des sinistres</i>	<i>37,3%</i>	<i>28,9%</i>	<i>NA</i>	<i>29,3%</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>
<i>charges de sinistres non vie en % du total des sinistres</i>	<i>62,7%</i>	<i>71,1%</i>	<i>NA</i>	<i>70,7%</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>

Source : CNIA SAADA Assurance

a. Branche « vie »

Les charges de sinistres de la branche « vie » enregistrent une baisse moyenne de 3,9% sur les trois dernières années.

En 2008, les charges de sinistre de la branche « vie » reculent de 18,1% à 590,6 Mdh alors qu'en 2009, elles progressent de 12,7% en 2009 à 665,9 Mdh. Le ratio S/P de la branche « vie » s'établit à 137,0% en 2007, à 121,8% en 2008 et à 130,1% en 2009 soit, une baisse de 530 points de base entre 2007 et 2009.

b. Branche « non vie »

Les charges de sinistres de la branche « non vie » progressent en moyenne de 15,1% sur la période 2007 – 2009.

En 2008, les charges de sinistres de la branche « non vie » augmentent de 19,6% à 1 450,0 Mdh. En 2009, elle enregistre une croissance de 10,7% en 2009 à 1605,7.

Le ratio S/P de la branche « non vie » s'établit à 66,0% en 2007, à 67,4% en 2008 et à 70,2% en 2009 soit, une hausse de 520 points de base entre 2007 et 2009.

V.3. Charges techniques d'exploitation

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des charges techniques d'exploitation sur les trois dernières années :

Charges techniques d'exploitation- vie (En Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Charges techniques d'exploitation- vie	412,9	91,3	-77,9%	71,3	-21,9%	-58,4%
<i>en % total Charges techniques - vie</i>	97,1%	88,5%	-857pts	65,4%	-2 311 pts	NA
Quote part des charges d'exploitation bancaires affectées à la vie	11,2	9,7	-13,1%	23,5	>100%	44,8%
<i>en % total Charges techniques - vie</i>	2,6%	9,4%	680pts	21,5%	1 211 pts	NA
Quote part des dotations nettes aux provisions sur créances bancaires affectées à la vie	1,1	2,1	87,2%	14,2	>100%	255,6%
<i>en % total Charges techniques - vie</i>	0,3%	2,0%	178pts	13,0%	1 100 pts	NA
Charges d'exploitation- vie	425,2	103,1	-75,7%	109,0	5,7%	-49,4%

Charges techniques d'exploitation- non vie (En Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Charges techniques d'exploitation- non vie	560,3	633,9	13,1%	646,5	2,0%	7,4%
<i>en % total Charges techniques - non vie</i>	95,0%	94,1%	-88pts	90,0%	-414 pts	NA
Quote part des charges d'exploitation bancaires affectées à la non vie	26,9	32,6	21,4%	44,9	37,6%	29,3%
<i>en % total Charges techniques - non vie</i>	4,6%	4,8%	29pts	6,2%	140 pts	NA
Quote part des dotations nettes aux provisions sur créances bancaires affectées à la non vie	2,7	7,1	>100%	27,2	>100%	217,3%
<i>en % total Charges techniques - non vie</i>	0,5%	1,0%	59pts	3,8%	273 pts	NA
Charges d'exploitation- non vie	589,8	673,5	14,2%	718,5	6,7%	10,4%

Charges techniques d'exploitation totales (En Mdh)	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Charges techniques d'exploitation	973,1	725,2	-25,5%	717,8	-1,0%	-14,1%
<i>en % total Charges techniques</i>	95,9%	93,4%	-250,4pts	86,7%	-663 pts	NA
Quote part des charges d'exploitation bancaires	38,0	42,3	11,3%	68,3	61,5%	34,0%
<i>en % total Charges techniques</i>	3,7%	5,4%	170pts	8,3%	281 pts	NA
Quote part des dotations nettes aux provisions sur créances bancaires	3,8	9,2	>100%	41,4	>100%	229,0%
<i>en % total Charges techniques</i>	0,4%	1,2%	80pts	5,0%	382 pts	NA
Charges techniques d'exploitation vie & non vie	1 015,0	776,7	-23,5%	827,5	6,5%	-9,7%

Source : CNIA SAADA Assurance

1. Charges techniques d'exploitation

Les charges techniques d'exploitation ont connu une baisse moyenne de 14,1% sur la période 2007 – 2009 à 717,8 Mdh en 2009 impactée par la diminution des charges relatives à la branche « vie ».

En 2008, les charges techniques d'exploitation diminuent de 25,5% à 725,2 Mdh. Cette variation s'explique essentiellement par la diminution de 58,8% des dotations d'exploitation.

En 2009, les charges techniques d'exploitation poursuivent leurs tendances baissières, en diminution de 1,0% à 717,8 Mdh imputables au recul des dotations d'exploitation.

La part des charges techniques d'exploitation dans le total des charges techniques s'élève à 86,7% en 2009 vs. 95,9% en 2007 soit une perte de 920 points de base.

2. Quotes-parts des charges d'exploitation bancaires

Les charges d'exploitation bancaires couvrent les « intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit » et les « intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis ».

Les charges d'exploitation bancaires ont enregistré une progression moyenne de 34,0% sur la période 2007 – 2009 à 68,3 Mdh en 2009. De ce fait, la contribution des charges d'exploitation bancaires dans le total des charges passe de 3,7% en 2007 à 8,3% en 2009 soit un gain de 460 points de base.

En 2008, les charges d'exploitation bancaires progressent de 11,3% à 42,3 Mdh. Cette tendance s'explique par la hausse des charges financières supportées au titre des crédits souscrits à court et moyen terme pour financer l'activité.

L'année 2009 enregistre une augmentation de 61,5% des charges d'exploitation bancaires à 68,3 Mdh véhiculée également par la progression des intérêts payés au titre des crédits souscrits à court et moyen terme et liée à la hausse des encours à la clientèle.

3. Dotations nettes aux provisions sur créances bancaires

Les dotations nettes aux provisions sur créances bancaires augmentent en moyenne de plus de 100,0% sur la période étudiée pour s'établir à 41,4 Mdh en 2009. Leurs parts dans le total des charges d'exploitation bancaires accusent une hausse de 460 points de base entre 2007 et 2009 à 5,0% en 2009.

L'année 2008 marque une hausse supérieure à 100,0% des dotations nettes aux provisions sur créances bancaires à 9,2 Mdh. C'est la conséquence de la croissance importante de l'encours brut.

Les dotations nettes aux provisions sur créances bancaires enregistrent une progression supérieure à 100,0% en 2009 à 41,4 Mdh sous l'effet de la progression du volume d'affaire de l'escroquerie dont a été victime Salaf S.A.

V.4. Solde de réassurance

Le tableau ci-après détaille l'acceptation en réassurance de contrats « vie » et « non vie » de CNIA SAADA Assurance sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Solde de réassurance vie						
Part des réassureurs dans les primes acquises (1)	102,6	82,3	-19,8%	67,3	-18,2%	-19,0%
<i>Taux de cessions des primes⁴⁷</i>	<i>19,5%</i>	<i>17,0%</i>	<i>-251,1pts</i>	<i>13,2%</i>	<i>-381,9pts</i>	<i>NA</i>
Part des réassureurs dans les prestations payées (2)	105,3	67,1	-36,3%	96,7	44,1%	-4,2%
Part des réassureurs dans les provisions (3)	31,5	-8,8	<100%	-6,4	-26,8%	NA
Solde de réassurance (vie) (4=3+2-1)	34,2	-24,0	<100%	22,9	<100%	-18,2%
Solde de réassurance non vie						
Part des réassureurs dans les primes acquises (5)	237,3	274,0	15,5%	327,9	19,7%	17,5%
<i>Taux de cessions des primes</i>	<i>12,9%</i>	<i>12,7%</i>	<i>-16,3pts</i>	<i>14,3%</i>	<i>159,1pts</i>	<i>NA</i>
<i>Part des réassureurs dans les prestations payées (6)</i>	<i>167,6</i>	<i>145,1</i>	<i>-13,5%</i>	<i>200,3</i>	<i>38,1%</i>	<i>9,3%</i>
Part des réassureurs dans les provisions (7)	-39,8	-4,3	-89,2%	75,0	<100%	NA
Solde de réassurance (non vie) (8=7+6-5)	-109,5	-133,3	21,7%	-52,6	-60,5%	-30,7%
Solde de réassurance (vie & non vie) (9=4+8)	-75,2	-157,2	>100%	-29,7	-81,1%	-37,1%
<i>Taux de cessions des primes</i>	<i>14,4%</i>	<i>13,5%</i>	<i>-89,2pts</i>	<i>14,1%</i>	<i>84,3pts</i>	<i>NA</i>

Source : CNIA SAADA Assurance

Le solde de réassurance enregistre une augmentation moyenne de 37,1% sur la période 2007 – 2009 à -29,7 Mdh en 2009. Le taux de cession de prime s'établit à 14,1% en 2009, en baisse de 30 points de base sur la période 2007 – 2009.

a. Branche « vie »

Le solde de réassurance de la branche « vie » diminue en moyenne de 18,2% sur les trois dernières années.

En 2008, le solde de réassurance diminue à -24,0 Mdh. Cette variation s'explique principalement par la baisse des charges de sinistres globales qui se répercute également sur le réassureur.

En 2009, le solde de réassurance augmente à 22,9 Mdh. Cette évolution est impactée principalement par : un recul de 18,2% de la part des réassureurs dans les primes acquises à 67,3 Mdh et une progression de 44,1% de la part des réassureurs dans les prestations payées à 96,7 Mdh.

Le taux de cession de prime « vie » s'établit à 13,2% en 2009 soit, une perte de 630 points de base sur la période 2007 – 2009. Cette baisse est induite par l'abrogation de la loi sur l'obligation de cession en décès.

⁴⁷ Taux de cession des primes = (Part des primes acquises cédée en réassurance) / (Primes acquises)

b. Branche « non vie »

Le solde de réassurance de la branche « non vie » marque une hausse moyenne de 30,7% sur la période 2007 – 2009. Il est négatif sur les trois années étudiées.

Le solde de réassurance diminue en 2008 de 21,7% à -133,3 Mdh. En effet la part des réassureurs dans les primes augmente de 15,5% à 274,0 Mdh alors que leur part dans les prestations payées diminue de 13,5% à 145,1 Mdh. Ces tendances inversées s'expliquent par l'absence de sinistres majeurs en 2008.

En 2009, le solde de réassurance enregistre une augmentation de 60,5% pour s'établir à -52,6 Mdh. La charge de sinistres réassureurs enregistre une progression induite par un sinistre important, d'où la baisse du résultat en faveur des réassureurs.

Le taux de cession de prime « non vie » s'établit à 14,3% en 2009 soit, un gain de 140 points de base sur la période 2007 – 2009.

V.5. Résultat nets de placements affectés aux opérations d'assurance

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Produits des placements affectés aux opérations d'assurances (vie)	815,7	305,5	-62,6%	341,0	11,6%	-35,3%
Charges des placements affectés aux opérations d'assurances (vie)	68,9	88,5	28,5%	59,7	-32,6%	-6,9%
Résultat des placements affectés aux opérations d'assurances (vie)	746,8	217,0	-70,9%	281,3	29,7%	-38,6%
Produits des placements affectés aux opérations d'assurances (non vie)	332,0	672,9	>100%	423,2	-37,1%	12,9%
Charges des placements affectés aux opérations d'assurances (non vie)	65,9	369,1	>100%	86,3	-76,6%	14,5%
Résultat des placements affectés aux opérations d'assurances (non vie)	266,2	303,8	14,1%	336,9	10,9%	12,5%
Résultat des placements affectés aux opérations d'assurances (vie & non vie)	1 013,0	520,7	-48,6%	618,2	18,7%	-21,9%

Source : CNIA SAADA Assurance

Le résultat net de placements affectés aux opérations d'assurance a connu une diminution moyenne de 21,9% sur la période 2007 – 2009 à 618,2 Mdh en 2009 comparé à 1013,0 Mdh en 2007. Cette diminution est essentiellement portée par la branche « vie » qui recule en moyenne de 38,6% sur la même période à 281,3 Mdh en 2009 vs. une hausse moyenne de 12,5% pour la branche « non vie » à 336,9 Mdh en 2009.

A noter que les résultats des placements affectés ne reflètent en aucune manière la répartition des primes entre les deux branches d'assurance puisqu'ils sont liés aux engagements et donc aux actifs respectifs à chacune des branches en représentation des engagements.

V.6. Résultat technique

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution du résultat technique de CNIA SAADA Assurance sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Résultat des opérations d'assurance (vie), net de réassurance	-573,0	-220,8	NA	-202,4	NA	NA
Résultat des placements affectés aux opérations d'assurances (vie)	746,8	217,0	-70,9%	281,3	29,7%	-38,6%
Résultat technique des opérations d'assurance (vie)	173,8	-3,8	<100%	79,0	NA	-32,6%
<i>en % du résultat technique (vie)</i>	89,5%	-25,5%	NA	71,8%	NA	-1 769pts
Résultat de la quote-part des opérations bancaires (vie)	20,5	19,0	-7,3%	31,1	63,9%	23,2%
<i>en % du résultat technique (vie)</i>	10,5%	125,5%	11 494pts	28,2%	-9 724pts	1 769pts
Résultat technique (vie)	194,3	15,1	-88,4%	110,0	>100%	-24,7%
Résultat des opérations d'assurance (non vie), net de réassurance	-33,2	-54,2	NA	-13,6	NA	NA
Résultat des placements affectés aux opérations d'assurances (non vie)	266,2	303,8	14,1%	336,9	10,9%	12,5%
Résultat technique des opérations d'assurance (non vie)	233,0	249,6	7,1%	323,3	29,5%	17,8%
<i>en % du résultat technique (vie)</i>	82,6%	79,7%	-289pts	84,5%	478pts	189pts
Résultat brut de la quote-part des opérations bancaires (non vie)	49,1	63,6	29,5%	59,4	-6,6%	10,0%
<i>en % du résultat technique (vie)</i>	17,4%	20,3%	289pts	17,6%	-268pts	22pts
Résultat technique (non vie)	282,1	313,1	23,0%	382,6	68,3%	16,5%
Résultat brut des opérations d'assurance, net de réassurance	-606,2	-275,0	NA	-216,0	NA	-40,3%
Résultat des placements affectés aux opérations d'assurances	1 013,0	520,7	-48,6%	618,2	18,7%	-21,9%
Résultat technique des opérations d'assurance	406,8	245,8	-39,6%	402,3	63,7%	-0,6%
<i>en % du résultat technique</i>	85,4%	74,9%	-1 054pts	81,6%	678pts	-375pts
Résultat brut de la quote-part des opérations bancaires	69,6	82,5	18,6%	90,4	9,6%	14,0%
<i>en % du résultat technique</i>	14,6%	25,1%	1 054pts	18,4%	-678pts	375pts
Résultat technique	476,3	328,2	-34,5%	492,7	96,8%	1,7%

Source : CNIA SAADA Assurance

1. Résultat technique des opérations d'assurance

Le résultat technique des opérations d'assurance enregistre une progression moyenne de 13,4% sur les trois dernières années à 402,3 Mdh en 2009, porté par des résultats de placement positif pour les branches « vie » et « non vie ».

En 2008, il varie de 39,6% à la baisse du fait d'un résultat des placement en diminution de 48,6% affectée principalement par la baisse de 70,9% du résultat des placements de la branche « vie » (alors que celui de la branche « non vie » progresse de 14,1%) et bien que le résultat, net de réassurance des opérations d'assurance de la branche « vie », ait réduit son déficit. En 2009, le résultat technique des opérations d'assurance enregistre une hausse de 63,7% à 402,3 Mdh lié à un résultat des placements en progression pour les deux branches.

La contribution du résultat technique des opérations d'assurance au résultat technique global s'élève à 81,6% en 2009 vs. 85,4% en 2007 soit une perte de 380 points de base au profit du résultat brut de la quote-part des opérations bancaires.

2. Résultat brut de la quote-part des opérations bancaires

Le résultat brut de la quote-part des opérations bancaires connaît une croissance moyenne de 14,0% sur les trois dernières années à 90,4 Mdh en 2009.

En 2008, il varie de 18,6% à la hausse du fait de produits d'exploitation bancaires en forte augmentation. En 2009, le résultat brut de la quote-part des opérations bancaires progresse de 9,6% à 90,4 Mdh lié à une forte hausse des produits d'exploitation bancaires mais aussi à la croissance importante des charges d'exploitation bancaires et des dotations nettes aux provisions sur créances bancaires.

La contribution du résultat brut de la quote-part des opérations bancaires au résultat technique global s'élève à 18,4% en 2009 vs. 14,6% en 2007 soit un gain de 380 points de base.

V.7. Compte de produits et de charges non technique

Le tableau suivant présente l'évolution du CPC non technique de CNIA SAADA sur les trois dernières années :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Produits non techniques courants	10,9	52,2	>100%	14,0	-73,2%	13,2%
Charges non techniques courantes	34,6	51,5	49,0%	75,9	47,4%	48,2%
Résultat non technique courant	-23,6	0,7	>100%	-61,9	<100%	NA
Produits non techniques non courants	10,6	53,2	>100%	64,5	21,2%	146,2%
Charges non techniques non courantes	1,5	17,4	>100%	31,9	83,6%	354,1%
Résultat non technique non courant	9,1	35,8	>100%	32,5	-9,1%	89,3%
Résultat Non Technique	-14,5	36,5	>100%	-29,3	NA	NA

Source : CNIA SAADA Assurance

Le résultat non technique est négatif en 2009 pour s'établir à -29,3 Mdh comparé à 36,5 Mdh en 2008 et -14,5 Mdh en 2007 impacté principalement par le résultat non technique courant.

V.7.1. Résultat non technique courant

Le résultat non technique courant s'établit à 0,7 Mdh en 2008 vs. -23,6 Mdh en 2007.

Les produits non techniques courants progressent de 13,2% en moyenne sur la période étudiée. Elles augmentent de plus de 100,0% en 2008 impacté par une augmentation des produits non bancaires et des rendements d'actifs en cours d'affectation aux opérations d'assurance. En 2009, ils accusent une baisse de 73,2% à 14,0 Mdh impactée principalement par la baisse de revenus liés aux intérêts et autres produits suite à l'affectation des actifs aux placements en représentation des opérations d'assurance.

Les charges non techniques courantes augmentent à un rythme moyen de 48,2% entre 2007 et 2009. Elles accusent une hausse de 49,0% en 2008 à 51,5 Mdh sous l'effet d'une augmentation des charges non bancaires sous l'effet de l'augmentation de la part des financements de Taslif S.A en provenance des correspondants, l'accroissement des frais de communication et de publicité relatifs au lancement des nouveaux produits, l'accroissement des autres charges externes du groupe suite à la progression des commissions payées et la croissance des dotations aux amortissements.

En 2009, elles accusent une hausse de 47,4% à 75,9 Mdh due à la progression des charges non bancaires relatives à Taslif impactées par la hausse de la masse salariale qui tient compte d'une augmentation des effectifs du groupe et du versement de primes et de gratifications.

V.7.2. Résultat non technique non courant

Le résultat non technique non courant enregistre une hausse moyenne de 89,3% sur la période étudiée à 32,5 Mdh en 2009.

Les produits non techniques non courants ont une croissance moyenne de plus de 100,0% entre 2007 et 2009. En 2008, ils progressent de plus de 100,0% à 53,2 Mdh portés par les reprises non courantes de CNIA SAADA Assurance. En effet, la Compagnie procède à une reprise sur provision suite au redressement fiscal de Ex Assurances Es Saada. En 2009, Les produits non techniques non courants perpétuent la tendance haussière marquant une augmentation de 21,2% à 64,5 Mdh portés par les produits de cession d'immobilisations qui a concerné un bien immobilier dans le cadre d'opérations sur placements en représentation des opérations d'assurance.

Les charges non techniques non courantes enregistrent une hausse moyenne de plus de 100,0% sur les trois dernières années. En 2008, elles varient de plus de 100,0% à la hausse pour s'établir à 17,4 Mdh sous l'effet d'une hausse supérieure à 100,0% des autres charges non courantes liées aux opérations d'assurance à 14,4 Mdh et d'une augmentation supérieure à 100,0% des dotations non courantes relatives aux opérations d'assurance à 3,0 Mdh. En 2009, elles progressent de 83,6% pour s'établir à 31,9 Mdh impactées par les valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées liées à la cession d'un bien immobilier.

V.8. Résultat net

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du résultat net de CNIA SAADA Assurance sur la période 2007 – 2009 :

En Mdh	2007	2008	Var 08/07	2009	Var 09/08	TCAM 09/07
Résultat technique net	476,3	328,2	-31,1%	492,7	50,1%	1,7%
<i>En % du résultat avant impôt</i>	103,1%	90,0%	-1 316pts	106,3%	1 634pts	318pts
Résultat non technique	-14,5	36,5	NA	-29,3	NA	NA
<i>En % du résultat avant impôt</i>	-3,1%	10,0%	1 316pts	-6,3%	-1 634pts	-318pts
Résultat avant impôt	461,8	364,7	-21,0%	463,3	27,0%	0,2%
<i>Impôt sur les sociétés</i>	215,1	113,5	-47,2%	157,1	38,4%	-14,5%
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	115,8	99,5	-14,0%	99,5	0,0%	-7,3%
Résultat net	131,0	151,7	15,8%	206,7	36,2%	25,6%
Dont :						
Part du Groupe	123,4	142,7	15,7%	196,8	37,9%	26,3%
Intérêts minoritaires	7,6	9,0	18,8%	9,8	9,6%	14,1%

Source : CNIA SAADA Assurance

Le résultat net de CNIA SAADA Assurance enregistre une croissance moyenne de 25,6% sur la période 2007 – 2009 essentiellement porté par le résultat technique net. En effet, ce dernier contribue à hauteur de 106,3% en 2009 au résultat net (du fait d'un résultat non courant négatif) comparé à 103,1% en 2007, soit un gain de 320 points de base. En 2008, le résultat net augmente de 15,8% à 151,7 Mdh alors qu'en 2009, il progresse de 36,2% pour s'établir à 206,7 Mdh.

Les dotations aux amortissements des écarts d'acquisition représentent le montant d'amortissement de l'écart d'acquisition de Assurances Es Saada. Elles viennent en diminution du résultat après impôts et impactent négativement le résultat net.

Le montant de l'impôt marque une baisse moyenne de 14,5% sur les trois dernières années. En 2008, il diminue de 47,2% à 113,5 Mdh. L'IS payé en 2008 tient compte de déduction de déficits fiscaux des années antérieures alors qu'en 2009, CNIA SAADA Assurance revient à un taux d'imposition

réglementaire. En 2009, il connaît une hausse de 38,4% à 157,1 Mdh induite par la hausse du résultat avant impôt.

A noter que le résultat non technique contribue négativement au résultat net en 2007 et en 2009.

Le résultat net Part du Groupe enregistre une progression moyenne de 26,3% sur la période 2007 – 2009 à 196,8 Mdh. En 2008, il augmente de 15,7% à 142,7 Mdh comparé à une hausse de 37,9% en 2009 à 196,8 Mdh.

VI. BILAN⁴⁸

Avertissement

« Le bilan consolidé tel que présenté sur la note d'information est établi pour l'année 2009 uniquement en ce qui concerne la consolidation de Taslif. En effet, CNIA SAADA Assurance a progressivement acquis, dans le cadre de ses placements affectés, des titres Taslif S.A pour atteindre 61,74% du capital en Juillet 2009 donnant lieu à une consolidation globale de Taslif de la part de CNIA SAADA Assurance cette même année telle que exigée par le CDVM. La dernière opération portant sur le capital de Taslif a donné lieu à une sortie de cash pour CNIA SAADA Assurance d'un montant de 167 Mdh.

La construction de bilans pro-formas sur les années 2007 et 2008 reviendrait à considérer que la prise de participation dans le capital de Taslif pour un montant total de 322 Mdh (Dont 167 Mdh en 2009) soit intégrée dans le bilan de CNIA SAADA Assurance dès 2007 induisant un mouvement de trésorerie du même montant et qui provoquerait ultimement un déséquilibre de la structure financière du Groupe véhiculant ainsi une image non réaliste des comptes du Groupe CNIA SAADA Assurance. De ce fait, la présente note d'information ne présente un bilan consolidé que pour l'année 2009.

Il est à rappeler que l'ensemble des titres Taslif S.A sont en placements admis en représentation des réserves techniques ».

⁴⁸ Cf. Méthodologie de consolidation P.387

A noter que les bilans 2007 et 2008 tels que présentés ci-dessous n'intègrent pas les agrégats de Taslif puisque cette dernière n'est pas consolidée durant ces deux années ce qui fait ressortir un total bilan consolidé 2007 et 2008 équivalent à ceux présentés dans les comptes sociaux. L'année 2009 est impactée par la consolidation de Taslif, d'où une hausse du total bilan de 1 645,1 Mdh comparé aux comptes sociaux.

Le tableau ci après détaille le bilan consolidé de CNIA SAADA Assurance sur l'année 2009 :

Actif (en Mdh)	Actifs consolidés hors Taslif		
	2007	2008	2009
Ecart d'acquisition	1 460,6	1 382,7	1 494,7
Immobilisations en non valeurs	24,5	66,8	172,1
Immobilisations incorporelles	39,1	52,2	69,8
Immobilisations corporelles	90,2	201,8	199,3
Immobilisations financières	25,7	87,1	32,2
Placements affectés aux opérations d'assurances	7 782,3	8 177,5	9 980,9
<i>en % de l'actif immobilisé</i>	NA	NA	83,5%
<i>en % du total bilan</i>	NA	NA	54,8%
Ecarts de conversion - actif	0,0	0,0	0,0
Impôts différés actifs	10,0	16,6	1,6
ACTIF IMMOBILISE	9 432,4	9 984,7	11 950,6
<i>en % du total bilan</i>	NA	NA	65,7%
Créances sur la clientèle des établissements de crédit	0,0	0,0	1 871,1
<i>en % du total bilan</i>	NA	NA	10,3%
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	0,0	0,0	14,4
<i>en % du total bilan</i>	NA	NA	0,1%
Part des cessionnaires dans les provisions techniques	1 657,4	1 661,6	1 735,7
Créances de l'actif circulant	1 563,5	1 663,3	2 277,9
Ecarts de conversion - actif	0,0	0,0	0,0
ACTIF CIRCULANT	3 220,9	3 324,9	4 013,6
<i>en % du total bilan</i>	NA	NA	22,1%
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT	909,2	1 647,1	287,8
<i>en % du total bilan</i>	NA	NA	1,6%
TRESORERIE ACTIF	116,8	232,6	62,1
<i>en % du total bilan</i>	NA	NA	0,3%
TOTAL ACTIF	13 679,2	15 189,4	18 199,6

Source : CNIA SAADA Assurance

Le total bilan de CNIA SAADA Assurance s'établit à 18 199,6 Mdh en 2009.

L'actif immobilisé de CNIA SAADA Assurance ressort à 11 950,6 Mdh en 2009 pour une contribution de 65,7% au total bilan. Les placements affectés s'élèvent à 9 980,9 Mdh et comptent pour 83,5% de l'actif immobilisé et pour 54,8% du total bilan.

La quote-part de l'activité bancaire dans le total bilan s'établit à 1 885,5 Mdh en 2009 pour une contribution de 10,4%.

L'actif circulant représente 4 013,6 Mdh en valeur en 2009 pour une contribution de 22,1% du total bilan.

Les titres et valeurs de placement non affectés et la trésorerie s'élèvent respectivement à 287,8 Mdh et à 62,1 Mdh en 2009 pour une part commune de 1,9% dans le total bilan.

PASSIF (en Mdh)	Passifs consolidés hors Taslif		2009
	2007	2008	
Capitaux propres	926,5	1 556,6	1 937,1
<i>en % du financement permanent</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>	<i>11,9%</i>
<i>en % du total bilan</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>	<i>10,6%</i>
Capitaux propres assimilés	0,0	0,0	0,0
Intérêts minoritaires	0,0	0,0	108,1
<i>en % des capitaux propres</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>	<i>5,6%</i>
<i>en % du total bilan</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>	<i>0,6%</i>
Dettes de financement	400,0	800,0	1 976,5
<i>en % du total bilan</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>	<i>10,9%</i>
Dépôts de la clientèle des établissements de crédit	0,0	0,0	6,0
<i>en % du total bilan</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>	<i>0,0%</i>
Titres de créance émis des établissements de crédit	0,0	0,0	406,7
<i>en % du total bilan</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>	<i>2,2%</i>
Provisions pour risques et charges	14,9	7,9	8,8
Total provisions techniques brutes	10 629,8	10 995,7	11 595,5
<i>en % du financement permanent</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>	<i>71,4%</i>
<i>en % du total bilan</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>	<i>63,7%</i>
Ecarts de conversion - passif	0,0	0,0	0,0
Impôts différés passifs	198,0	198,0	199,0
FINANCEMENT PERMANENT	12 169,3	13 558,1	16 237,9
<i>en % du total bilan</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>	<i>89,2%</i>
Dettes pour espèces remises par les cessionnaires	687,7	687,5	716,0
Dettes du passif circulant	635,0	852,0	1 245,7
Autres provisions pour risques & charges	44,9	6,2	0,0
Ecarts de conversion - passif	0,0	0,0	0,0
PASSIF CIRCULANT	1 367,7	1 545,7	1 961,7
<i>en % du total bilan</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>	<i>10,8%</i>
TRESORERIE PASSIF	142,3	85,6	0,0
TOTAL PASSIF	13 679,2	15 189,4	18 199,6

Source : CNIA SAADA Assurance

Les capitaux propres de CNIA SAADA Assurance ressortent à 1 937,1 Mdh en 2009 pour une contribution de 10,6% au total bilan et de 11,9% au financement permanent. Les intérêts minoritaires s'élèvent à 108,1 Mdh et comptent pour 5,6% des capitaux propres et pour 0,6% du total bilan.

Les dettes de financement s'établissent à 1 976,5 Mdh en 2009 pour une contribution de 10,9% au total bilan. Les dettes envers les établissements de crédits et assimilés s'établissent à 1 176,6 Mdh pour une part de 59,5% dans les dettes de financement.

Les dépôts de la clientèle des établissements de crédit et les titres de créances émis des établissements de crédit représentent 4 12,7 Mdh en valeur en 2009 pour une contribution de 2,2% au total bilan.

Les provisions techniques s'élèvent à 11 595,5 Mdh pour une part de 71,4% dans le financement permanent et de 63,7% dans le total bilan.

Le financement permanent s'établit à 16 237,9 Mdh en 2009 pour une contribution de 89,2% au total bilan.

Le passif circulant s'élève à 1 961,7 Mdh pour une part de 10,8% du total bilan en 2009.

Partie VII. PERSPECTIVES

Cette partie permettra de visualiser la croissance du secteur de l'assurance au Maroc, ses principaux vecteurs de développement et l'évolution des agrégats financiers de CNIA SAADA Assurance sur la période 2010 – 2013.

I. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DES PRINCIPAUX VECTEURS DE L'ASSURANCE AU MAROC⁴⁹

I.1. Produit Intérieur Brut

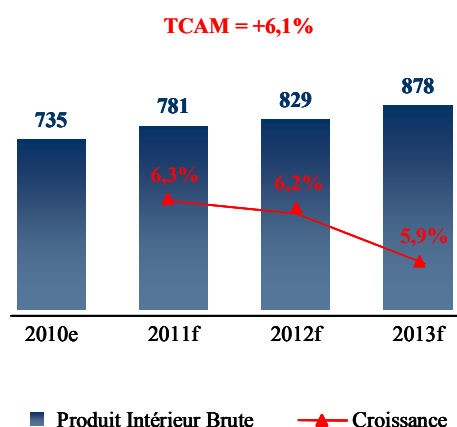
Le tableau ci-dessous présente l'évolution prévue du Produit Intérieur Brut sur la période 2010 – 2013 :

En Mrds Dh	2010e	2011f	2012f	2013f	TCAM 13/10
Produit Intérieur Brut	735,0	781,0	829,0	878,0	6,1%
<i>Evolution</i>	<i>NA</i>	<i>6,3%</i>	<i>6,2%</i>	<i>5,9%</i>	<i>NA</i>

Source : Business Monitor

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution prévue de Produit Intérieur Brut sur la période 2010 – 2013 :

Evolution du Produit Intérieur Brut sur la période 2010 – 2013 (en Mrds Dh) :



Source : Business Monitor

Le Produit Intérieur Brut devrait connaître une croissance moyenne de 6,1% sur la période 2010 – 2013 à 878,0 Mrds Dh en 2013. Cette progression serait attribuable aux mesures gouvernementales en faveur de la consommation à savoir, des stimuli fiscaux, une politique monétaire accommodante et l'augmentation du SMIG et des salaires du secteur public. A cela s'ajouterait, la mise en place de programmes de développement qui impliqueraient une hausse des dépenses publiques couplée à l'augmentation de la formation brute de capital fixe.

⁴⁹ Les perspectives de croissance des vecteurs de développement seront étudiées sur la période 2010 - 2014

I.2. Démographie

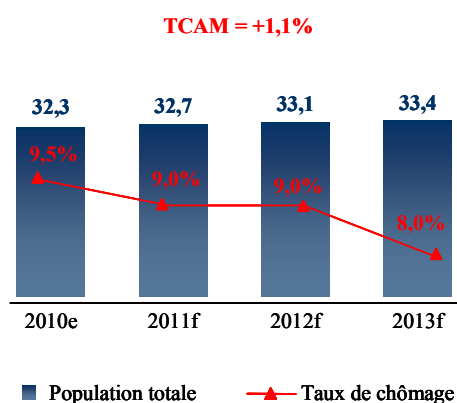
Le tableau suivant détaille l'évolution prévue de la population et du taux de chômage au Maroc sur la période 2010 – 2013 :

en Millions	2010e	2011f	2012f	2013f	TCAM 13/10
Population totale	32,3	32,7	33,1	33,4	1,1%
<i>Evolution</i>	<i>NA</i>	1,2%	1,2%	0,9%	<i>NA</i>
Taux de chômage	9,5%	9,0%	9,0%	8,0%	<i>NA</i>

Source : Business Monitor

Le graphique ci-dessous présente l'évolution prévue de la population et du taux de chômage au Maroc sur la période 2010 – 2013 :

Evolution de la population et du taux de chômage au Maroc sur la période 2010 – 2013 (en Millions) :



Source : Business Monitor

La population marocaine devrait enregistrer une augmentation moyenne de 1,1% sur la période 2010 – 2013 à 33,4 millions en 2013. Le taux de chômage quant à lui perdrait 150 points sur la même période à 8,0% en 2013. Cette baisse devrait découler conjointement de la dynamique de croissance de l'économie marocaine, eu égard l'évolution qu'afficherait le PIB, sans oublier l'effort gouvernemental relatif à l'emploi des diplômés chômeurs et qui en a fait un des axes prioritaires de son action.

I.3. Parc automobile marocain

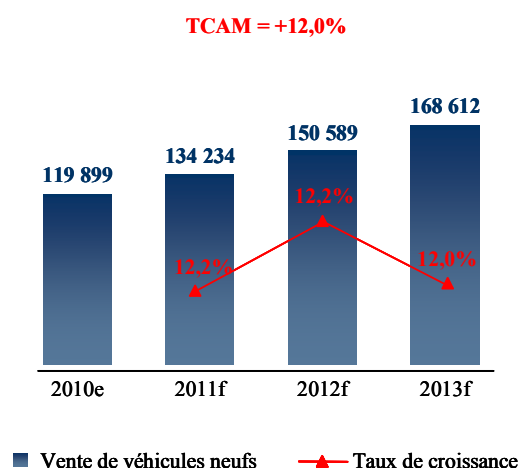
Le tableau ci-après présente l'évolution prévue de la vente de véhicules neufs au Maroc sur la période 2010 – 2013 :

en unités	2010e	2011f	2012f	2013f	TCAM 13/10
Vente de véhicules neufs	119 899	134 234	150 589	168 612	12,0%
<i>Evolution</i>	<i>NA</i>	12,0%	12,2%	12,0%	<i>NA</i>

Source : Business Monitor

Le graphique ci-dessous présente l'évolution prévue de la vente de véhicules neufs au Maroc sur la période 2010 – 2013 :

Evolution de la vente de véhicules neufs au Maroc sur la période 2010 – 2013 (en Unités) :



Source : Business Monitor

La vente de véhicules neufs au Maroc devrait se développer à une cadence moyenne de 12,0% sur la période 2010 – 2013 à 168 612 unités vendues en 2013. Cette progression serait induite par le faible taux de possession d'automobile qui s'élève à moins de 7,0% de la population en âge légal d'en détenir une et qui représente un potentiel non négligeable pour l'évolution des ventes dans le futur. De même, la stratégie gouvernementale en faveur de l'industrie automobile devrait créer un environnement favorable pour l'installation d'unités de fabrication sur le territoire marocain permettant ainsi, de faire baisser les prix à la vente.

II. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ASSURANCE AU MAROC

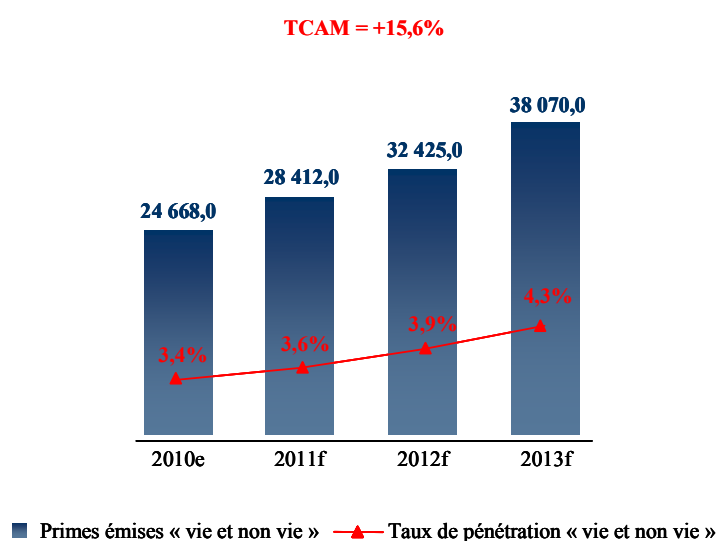
Le tableau ci-dessous informe sur l'évolution prévue des primes émises sur la période 2010 – 2013 :

en Mdh	2010e	2011f	2012f	2013f	TCAM 13/10
Total 'vie et non vie'	24 668,0	28 412,0	32 425,0	38 070,0	15,6%
<i>Evolution</i>	<i>NA</i>	<i>15,2%</i>	<i>14,1%</i>	<i>17,4%</i>	<i>NA</i>
Taux de Pénétration 'vie et non vie'	3,4%	3,6%	3,9%	4,3%	140 pts

Source : Business Monitor

Le graphique suivant illustre l'évolution prévue des primes émises entre 2010 et 2013 :

Evolution des primes émises sur la période 2010 – 2013 (en Mdh) :



Source : Business Monitor

Les primes émises devraient connaître une croissance moyenne de 15,6% sur la période 2010 – 2013 à 38 070,0 Mdh en 2013 essentiellement portées par l'assurance « vie ». Le taux de pénétration gagne 100 points sur la même période à 4,3% en 2013.

II.1. Assurance « vie »

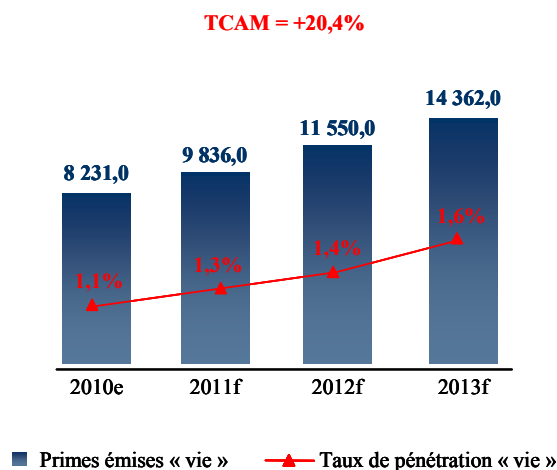
Le tableau ci-après détaille l'évolution prévue des primes émises « vie » sur la période 2010 – 2013 :

en Mdh	2010e	2011f	2012f	2013f	TCAM 13/10
Primes émises 'vie'	8 231,0	9 836,0	11 550,0	14 362,0	20,4%
<i>Evolution</i>	<i>NA</i>	<i>19,5%</i>	<i>17,4%</i>	<i>24,3%</i>	<i>NA</i>
Taux de Pénétration 'vie'	1,1%	1,3%	1,4%	1,6%	52 pts

Source : Business Monitor

Le graphique ci-après illustre l'évolution prévue des primes émises « vie » entre 2010 – 2013 :

Evolution des primes émises « vie » sur la période 2010 – 2013 (en Mdh) :



Source : Business Monitor

Les primes émises relatives à l'assurance « vie » devraient afficher une progression moyenne de 20,4% sur la période 2010 – 2013 à 14 362,0 Mdh en 2013 portées par la hausse du taux de bancarisation. Le taux de pénétration de la branche vie quant à lui s'établirait à 1,6% en 2013 en progression de 52 points comparé à 2010.

Le taux de bancarisation reste faible à 45% en 2009 et tendrait à augmenter sur la période 2010 – 2013, du fait de la pénétration des services financiers qui reste en deçà de son potentiel et ce, en dépit des actions en cours visant à étendre leur accès à de larges couches de la population. L'objectif étant donc de le porter à moyen terme à 60%, compte tenu de l'agrément nouvellement octroyé à « Poste Maroc » et du développement du microcrédit qui constitue un vecteur clé en ce domaine. L'évolution du taux de bancarisation devrait se matérialiser par l'ouverture de nouvelles agences bancaires et qui constituent autant de points de vente de produits de bancassurance.

II.2. Assurance « non vie »

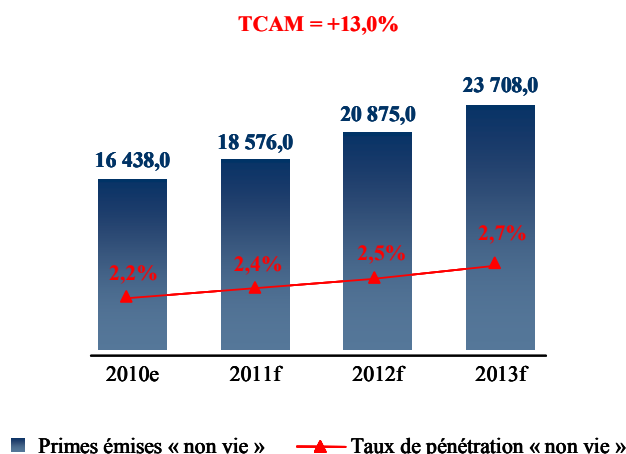
Le tableau ci-dessous présente l'évolution prévue des primes émises « non vie » sur la période 2010 – 2013 :

en Mdh	2010e	2011f	2012f	2013f	TCAM 13/10
Primes émises 'non vie'	16 438,0	18 576,0	20 875,0	23 708,0	13,0%
<i>Evolution</i>	NA	13,0%	12,4%	13,6%	NA
Taux de Pénétration 'non vie'	2,24%	2,38%	2,52%	2,70%	66 pts

Source : Business Monitor

Le graphique ci-après renseigne sur l'évolution prévue des primes émises « non vie » entre 2010 et 2013 :

Evolution des primes émises « non vie » sur la période 2010 – 2013 (en Mdh) :



Source : Business Monitor

Les primes émises « non vie » devraient enregistrer une progression de 13,0% sur la période 2010 – 2013 à 23 708,0 Mdh en 2013. Le taux de pénétration relatif à la branche « non vie » atteindrait 2,7% en 2013 soit un gain de 50 points de base comparativement à 2010. Cette évolution à la hausse s'explique par l'élaboration d'un contrat programme assortit d'un plan stratégique sur la période 2010 – 2015 et qui devrait se traduire pour le secteur des assurances à l'horizon 2015 par : l'augmentation des personnes couvertes en maladie à 90% de la population totale, la hausse des prestations versées aux ménages à 25 Mrds Dh (+10 - 15 Mrds Dh), la baisse des victimes des accidents de la route et du travail pour atteindre 10 000 vies sauvées sur la période 2010 – 2015 et par la couverture de personnes en micro assurance prévoyance pour atteindre 5,5 millions de micro entrepreneurs et leurs ayants droit.

III. PERSPECTIVES DE CROISSANCE DE CNIA SAADA ASSURANCE

III.1. Orientations stratégiques de CNIA SAADA Assurance

Le marché de l'assurance au Maroc devrait être porté par l'augmentation du taux de pénétration avec le développement économique et les différentes incitations réglementaires du secteur.

CNIA SAADA dispose d'un plan stratégique sur les 4 prochaines années visant à accompagner le développement du secteur tout en améliorant sa rentabilité. Ce plan stratégique se décline sous 4 grands axes :

- le développement Business ;
- la qualité ;
- la performance économique ;
- la performance financière.

a. Le développement Business

CNIA SAADA Assurance baserait son développement de l'activité sur un ensemble de piliers visant à mieux positionner la compagnie sur le marché marocain et poursuivre son positionnement notamment dans le Mass Market. Les principaux piliers de ce développement sont les suivants :

- faire de la croissance dans les branches rentables ;
- améliorer le chiffres d'affaires non vie avec un TCAM de 10% entre 2010 et 2013 au même titre que la croissance historique avant la période de fusion (+278Mdhs en 2007 et +331 Mdh en 2008) ;
- poursuivre l'extension du réseau à un rythme soutenu ;
- maintenir la position de leader sur la branche Automobile ;
- proposer des produits innovants dans les branches Accidents Corporels et notamment la Maladie ;
- améliorer l'efficacité commerciale par la mise en place d'une meilleure segmentation de la clientèle et la proposition de packages adaptés.
- Le déploiement du système d'animation commerciale réalisé en 2009 auprès du réseau exclusif (amélioration de l'efficacité commerciale,...).

b. La qualité

CNIA SAADA Assurance accompagnerait le développement Business par une amélioration continue de la qualité de service qui devrait lui permettre une meilleure pénétration du marché. Cette amélioration de la qualité se baserait sur les points suivants :

- communiquer sur nos engagements de qualité ;
- améliorer les délais de traitement des dossiers ;
- développer la formation, la valorisation des compétences et l'instauration d'une réelle culture d'entreprise.

c. La performance économique

CNIA SAADA Assurance établirait une meilleure approche dans la maîtrise de ses coûts afin de parvenir à des ratios de rentabilité satisfaisants. Cette amélioration de la rentabilité se baserait sur les leviers suivants :

- assurer une couverture des risques optimale auprès des meilleurs réassureurs et au meilleur coût ;
- améliorer la sinistralité des branches non vie qui dispose du meilleur potentiel ;
- améliorer le niveau des charges de structures revenant dans la moyenne du marché en termes de productivité et maîtriser les provisions pour créances douteuses ;
- renégocier des contrats importants avec les prestataires et harmonisation des fournisseurs post fusion ;
- mettre en place un projet de rationalisation des frais généraux (suivi des consommations, reporting mensuel du budget consommé par centre de responsabilité...).

d. La performance financière

Suite à l'achèvement du processus de fusion, CNIA SAADA Assurance développerait une meilleure stratégie financière visant à optimiser ses placements notamment en terme d'allocation des actifs et de reconfiguration du parc immobilier.

III.2. Principales caractéristiques de l'élaboration du business plan :

Le business plan de CNIA SAADA Assurance a été établi sur la base du plan stratégique précité et en se basant sur les mécaniques de modélisation classique du secteur des assurances. On peut schématiser cela de la manière suivante :

- l'évolution des primes dépend des différentes initiatives business et de la croissance du secteur ;
- les provisions techniques sont constituées à partir de la charge de sinistres globale qui est issue du S/P projeté à laquelle on déduit les sinistres réglés au cours de l'exercice modélisé ;
- les charges techniques d'exploitation regroupent les charges de structures qui ont été modélisées sur la base de la maîtrise des coûts tels que estimées par CNIA SAADA Assurance et les charges d'acquisition des contrats qui se basent sur le taux de commissionnement appliqué au réseau (agents et courtiers) ;
- le solde de réassurance dépend des différents traités d'assurance et contrats réassurés et dont la modélisation dépend de l'orientation stratégique de CNIA SAADA envers ses réassureurs

III.3. CPC prévisionnel

Le tableau ci-après présente l'évolution prévue des principaux agrégats du compte de produits et charges sur la période 2010 – 2013 :

Branche « vie »

En Mdh	2009	2010	2011	2012	2013	TCAM 13/10
Primes émises	512,0	520,1	540,7	565,4	590,5	4,3%
Prestations et frais	665,9	625,4	633,0	677,2	712,7	4,5%
Solde de réassurance	22,9	27,9	2,4	3,9	3,4	-50,4%
Charges techniques d'exploitation	93,1	88,0	92,8	97,5	99,5	4,2%
Résultat des placements affectés aux opérations d'assurances	281,3	189,5	239,3	256,2	270,6	12,6%
Résultat technique vie	57,2	24,1	56,5	50,6	52,3	29,5%

Branche « non vie »

En Mdh	2009	2010	2011	2012	2013	TCAM 13/10
Primes émises	2 318,1	2 321,1	2 603,5	2 925,2	3 294,6	12,4%
Variations pour primes non acquises	30,9	48,9	77,8	86,8	98,6	26,3%
Primes acquises	2 287,2	2 272,2	2 525,7	2 838,4	3 196,0	12,0%
Prestations et frais	1 605,7	1 550,8	1 635,1	1 815,5	2 122,8	11,0%
Solde de réassurance	-52,6	-93,3	-94,3	-138,4	-75,4	-6,9%
Charges techniques d'exploitation	669,5	695,9	749,1	812,3	858,9	7,3%
Résultat des placements affectés aux opérations d'assurances	336,9	488,0	408,7	427,7	469,9	-1,2%
Résultat technique non vie	300,2	420,1	456,0	499,9	608,9	13,2%

Branche « vie » et « non vie »

En Mdh	2009	2010	2011	2012	2013	TCAM 13/10
Primes émises	2 830,0	2 841,2	3 144,2	3 491,5	3 885,1	11,0%
Primes acquises	2 799,2	2 792,3	3 066,4	3 403,7	3 786,6	10,7%
Prestations et frais	2 271,6	2 176,2	2 268,1	2 492,7	2 835,5	9,2%
Solde de réassurance	-29,7	-65,4	-91,9	-134,5	-72,0	3,2%
Charges techniques d'exploitation	762,6	783,9	841,9	909,8	958,3	6,9%
Résultat des placements affectés aux opérations d'assurances	618,2	677,4	648,0	683,9	740,5	3,0%
Résultat technique vie et non vie	357,4	444,2	512,5	550,6	661,2	14,2%
Résultat avant impôts	402,4	444,2	512,5	550,6	661,2	14,2%
Impôts sur les résultats	121,2	143,9	165,5	177,8	213,6	14,1%
<i>Taux d'IS</i>	30,1%	32,4%	32,3%	32,3%	32,3%	-0,1%
Résultat net	281,2	300,3	347,0	372,7	447,7	14,2%

Source : CNIA SAADA Assurance

III.3.1. Chiffre d'affaires prévisionnel

Le tableau ci-dessous renseigne sur l'évolution prévisionnelle du chiffre d'affaires de CNIA SAADA Assurance sur la période 2010 – 2013 :

En Mdh	2009	2010	Var 10/09	TCAM 07/09	2011	2012	2013	TCAM 13/10	TCAM secteur 13/10
Primes émises brutes vie	512,0	520,1	1,6%	-1,4%	540,7	565,4	590,5	4,3%	20,4%
Primes émises brutes non vie	2 318,1	2 321,1	0,1%	10,5%	2 603,5	2 925,2	3 294,6	12,4%	13,0%
Total des primes émises vie et non vie	2 830,0	2 841,2	0,4%	8,0%	3 144,2	3 490,5	3 885,1	11,0%	15,6%

Source : CNIA SAADA Assurance

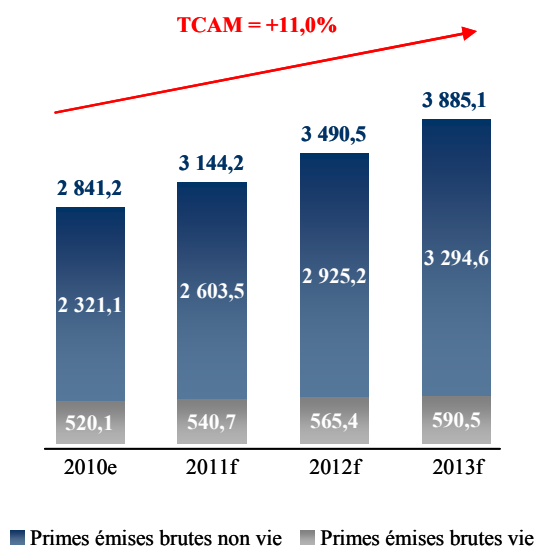
CNIA SAADA Assurance confirme sa stratégie de développement ciblée notamment sur les segments grand public et les collectivités. En effet, le plan stratégique prévoit une hausse moyenne de 11,0% sur la période 2010 – 2013 à 3 885,1 Mdh en 2013.

L'évolution projetée des primes émises dans la branche vie s'inscrit en hausse annuelle moyenne de 4,3%, à comparer avec une croissance prévisionnelle estimée par Business Monitor® de 20,4% tandis que les primes émises dans la branche non vie enregistrent un TCAM de 12,4% en comparaison avec un taux de croissance prévisionnel de 13,0% estimé Business Monitor® sur la même période (2010-2013).

Ces évolutions traduisent l'approche ciblée et sélective de CNIA SAADA Assurance consistant à porter une attention particulière au développement et à la croissance des primes émises pour la branche non vie.

Le graphique ci-après illustre l'évolution du chiffre d'affaires prévisionnel sur la période 2010-2013 :

Evolution du chiffre d'affaires prévisionnel entre 2010 et 2013 (en Mdh) :



Source : CNIA SAADA Assurance

Sur la base des estimations réalisées par Business Monitor[®] sur la période prévisionnelle (2010-2013) et des données historiques enregistrées entre 2007 et 2009, les parts de marché prévisionnelles de CNIA SAADA Assurance par branche se présentent comme suit :

En Mdh	2007	2008	2009	2010e	2011e	2012e	2013e
Primes émises 'vie' - Maroc	5 591	6 294	6 719	8 231	9 836	11 550	14 362
Part de marché CNIA SAADA Assurance	8,9%	7,3%	7,6%	6,3%	5,5%	4,9%	4,1%
Primes émises 'non vie' - Maroc	11 782	13 135	14 221	16 438	18 576	20 875	23 708
Part de marché CNIA SAADA Assurance	16,1%	17,0%	16,3%	14,1%	14,0%	14,0%	13,9%

Source : CNIA SAADA Assurance

Ainsi, sur la base des estimations réalisées par Business Monitor[®], et en comparaison avec l'évolution projetée du secteur, il apparaît que le Business Plan élaboré par CNIA SAADA Assurance affiche une évolution moindre des parts de marché de CNIA SAADA Assurance puisque celles-ci s'inscrivent en baisse régulière pour les deux branches d'assurance.

Dans le détail, la part de marché de CNIA SAADA Assurance sur la branche vie, qui est de 7,6% en 2009, s'établirait à horizon 2013 à un niveau de 4,1%.

Quant à la branche non vie, la part de marché de CNIA SAADA Assurance s'inscrit là aussi dans une tendance baissière. Elle s'établirait, en 2013, à 13,9%, à comparer avec une part de marché à fin 2009 de 16,3%.

a. Branche « vie »

Le tableau ci-contre renseigne sur l'évolution prévue des primes acquises « vie » sur la période 2010 – 2013 :

En Mdh	2009	2010	Var 10/09	TCAM 07/09	2011	2012	2013	TCAM 13/10
Primes émises retraite	346,8	350,0	0,9%	9,1%	367,0	383,0	399,0	4,5%
<i>En % des primes émises vie</i>	<i>66,7%</i>	<i>67,3%</i>	<i>61,4pts</i>		<i>67,9%</i>	<i>67,7%</i>	<i>67,6%</i>	<i>27,2pts</i>
Primes émises décès	165,1	170,1	3,0%	-16,2%	173,7	182,3	191,5	4,0%
<i>En % des primes émises vie</i>	<i>31,7%</i>	<i>32,7%</i>	<i>95,2pts</i>		<i>32,1%</i>	<i>32,3%</i>	<i>32,4%</i>	<i>-27,2pts</i>
Total primes émises vie	512,0	520,1	1,6%	-1,4%	540,7	565,3	590,5	4,3%

Source : CNIA SAADA Assurance

Le plan d'affaires fixe une croissance moyenne de 4,3% pour la branche « vie » sur la période 2010 – 2013. CNIA SAADA Assurance prévoit une baisse de 100 points du chiffre d'affaires « vie » au profit de la branche « non vie ».

Le chiffre d'affaires prévisionnel prévoit une croissance de 4,0% de la catégorie décès portée par le développement des segments collectivités et grands comptes.

Ainsi, après la refonte et l'assainissement du portefeuille opéré entre 2007 et 2009 qui a impliqué un recul annuel moyen de 16,2%, le Business Plan prévoit pour la période prévisionnelle une croissance normative de 4,0%.

La catégorie retraite devrait connaître une augmentation moyenne de 4,5% sur l'horizon de prévision générée basée sur une hypothèse de stabilité du portefeuille.

Par ailleurs, et concernant l'AMO, il existe un risque de transfert de certains contrats de couverture médicale obligatoire vers les organismes publics. Cette problématique, commune à l'ensemble des acteurs du secteur devrait être compensée, au niveau de CNIA SAADA Assurance, par le développement de la base couverte (il est prévu une extension de cette base à hauteur de 25 millions

d'assurés à horizon 2015, soit une augmentation de 15 millions d'assurés⁵⁰) générant une source de revenus supplémentaire.

Enfin, les projections de chiffre d'affaires ci-dessus ne prennent pas en compte les mesures inscrites dans le contrat programme et ne considèrent qu'un développement normatif du volume d'affaires lié à l'assurance maladie complémentaire incluant notamment le besoin en couverture complémentaire des futurs assurés du régime de l'AMO.

b. Branche « non vie »

Le tableau ci-dessous renseigne sur l'évolution prévue des primes acquises « non vie » entre 2010 et 2013 :

En Mdh	2009	2010	Var 10/09	TCAM 07/09	2011	2012	2013	TCAM 13/10
Automobile								
Primes émises	1 217,5	1 300,3	6,8%	14,4%	1 479,7	1 683,9	1 923,1	13,9%
En % des primes émises non vie	52,5%	56,0%	-349,9pts		56,8%	57,6%	58,4%	235,0pts
Accidents corporels								
Primes émises	532,9	537,7	0,9%	8,8%	607,3	682,9	767,0	12,6%
En % des primes émises non vie	23,0%	23,2%	-17,7pts		23,3%	23,3%	23,3%	11,4pts
Accidents du travail								
Primes émises	248,5	230,0	-7,4%	-2,4%	242,5	260,8	280,5	6,8%
En % des primes émises non vie	10,7%	9,9%	80,9pts		9,3%	8,9%	8,5%	-139,6pts
Incendie								
Primes émises	85,9	88,0	2,5%	-1,5%	96,5	105,7	115,8	9,6%
En % des primes émises non vie	3,7%	3,8%	-8,8pts		3,7%	3,6%	3,5%	-27,9pts
Responsabilité civile générale								
Primes émises	84,7	49,0	-42,1%	35,7%	53,2	57,7	62,6	8,5%
En % des primes émises non vie	3,7%	2,1%	154,1pts		2,0%	2,0%	1,9%	-21,1pts
Risques divers								
Primes émises	25,4	29,1	14,5%	-11,1%	32,0	35,3	38,8	10,2%
En % des primes émises non vie	1,1%	1,3%	-15,7pts		1,2%	1,2%	1,2%	-7,3pts
Transport								
Primes émises	123,3	87,0	-29,4%	15,8%	92,3	98,8	106,8	7,1%
En % des primes émises non vie	5,3%	3,7%	157,0pts		3,5%	3,4%	3,2%	-50,5pts
TOTAL NON VIE								
Primes émises	2 318,1	2 321,1	0,1%	10,5%	2 603,5	2 925,2	3 294,6	12,4%

Source : CNIA SAADA Assurance

Le plan stratégique de CNIA SAADA Assurance fixe une croissance moyenne de 12,4% de la branche « non vie » sur la période 2010 – 2013 à 3 294,6 Mdh en 2013. Cette croissance serait assurée par l'évolution des catégories suivantes :

- La catégorie automobile, hissée en tant que cœur de métier par la Compagnie, devrait connaître une progression moyenne de 13,9% entre 2010 et 2013 drainée par l'extension soutenue du réseau, l'amélioration continue de la qualité de service et le lancement de produits innovants ;
- Les segments liés à la branche Accidents Corporels devraient connaître une hausse moyenne de 12,6% sur les quatre années de prévision portés par la pénétration de nouveaux marchés notamment ceux liés à l'assurance maladie complémentaire ;

⁵⁰ Source : Contrat Programme

- Les polices accidents de travail devraient évoluer en ligne avec le marché, en affichant une croissance moyenne de l'ordre de 6,8% sur la période 2010 – 2013. CNIA SAADA s'efforcera de stabiliser sa part de marché et de continuer l'effort d'assainissement du portefeuille Entreprises qui a été à l'origine du repli annuel moyen 2,4% enregistré entre 2007 et 2009 ;
- La mise en place d'une stratégie de rattrapage de part de marché sur les autres branches de l'assurance Non Vie qui se décline comme suit :
 - ✓ Le plan d'affaires prévoit un taux de croissance annuel moyen cible de 9,6% de la catégorie Incendie sur la période 2010 – 2013 en comparaison avec un recul de -1,5% entre 2007 et 2009 expliqué par la perte de contrats en 2009. Cette progression serait assurée par le développement des assurances multirisques incendie via le réseau exclusif et des polices multirisques Entreprises via les courtiers ;
 - ✓ CNIA SAADA prévoit pour le segment transport une hausse moyenne de 7,1% sur les 4 années de prévisions, induite par l'acquisition de nouveaux contrats drainés essentiellement auprès des courtiers ;
 - ✓ Le plan d'affaires table sur une croissance moyenne respective de 10,2% et de 8,5% des catégories risques divers et responsabilité civile.

III.3.2. Charge de sinistres prévisionnelle

Le tableau ci-après présente l'évolution prévue de la charge de sinistres prévisionnelle sur la période 2010 – 2013 :

En Mdh	2009	2010	Var 10/09	TCAM 07/09	2011	2012	2013	TCAM 13/10
Charges de sinistres vie	665,9	625,4	-6,1%	-3,9%	633,0	677,2	712,7	4,5%
<i>Ratio S/P vie</i>	<i>130,1%</i>	<i>120,2%</i>	<i>-982,6pts</i>		<i>117,1%</i>	<i>119,8%</i>	<i>120,7%</i>	<i>44,1pts</i>
Charges de sinistres non vie	1 605,7	1 550,8	-3,4%	15,1%	1 635,1	1 815,5	2 122,8	11,0%
<i>Ratio S/P non vie</i>	<i>70,2%</i>	<i>68,3%</i>	<i>-195,0pts</i>		<i>64,7%</i>	<i>64,0%</i>	<i>66,4%</i>	<i>-183,2pts</i>
Charges de sinistres (vie & non vie)	2 271,6	2 176,2	-4,2%	8,4%	2 268,1	2 492,7	2 835,5	9,2%
<i>Ratio S/P vie & non vie</i>	<i>80,3%</i>	<i>77,9%</i>	<i>-233,0pts</i>		<i>74,0%</i>	<i>73,2%</i>	<i>74,9%</i>	<i>-305,4pts</i>

Source : CNIA SAADA Assurance

La charge de sinistres globale devrait enregistrer une hausse moyenne de 9,2% sur la période 2010 – 2013 à 2 835,5 Mdh en 2013 comparée à une progression moyenne de 11,0% du Chiffre d'affaires sur la même période. La charge de sinistres globale évoluerait en moyenne plus lentement de 180 points que le volume des primes émises du fait de l'effort continu auquel consentira CNIA SAADA Assurance pour l'assainissement de son portefeuille et de sa politique plus sélective de couverture des risques.

Le tableau suivant détaille l'évolution des charges de sinistres prévisionnelles de la branche « vie » sur la période 2010 – 2013 :

En Mdh	2009	2010	Var.10/09	TCAM 09/07	2011	2012	2013	TCAM 13/10
Charges de sinistres globales "Vie"								
Sinistres réglés	473,1	508,1	7,4%	-3,2%	528,3	558,9	572,3	4,0%
Variation des provisions mathématiques	126,6	106,5	-15,9%	12,4%	99,6	111,4	138,0	9,0%
Variation des provisions pour SAP	32,2	15,7	-51,2%	-41,7%	10,1	6,9	2,4	-46,5%
Variation des provisions pour participation au bénéfice	32,8	0,0	-100,0%	30,0%	0,0	0,0	0,0	NA
Variation des provisions pour fluctuations de sinistralité	-5,3	-4,9	-7,5%	30,5%	-4,9	0,0	0,0	-100,0%
Total	659,4	625,4	-5,2%	-3,9%	633,1	677,2	712,7	4,5%

Source : CNIA SAADA Assurance

Les charges de sinistres de la branche « vie » devraient connaître une hausse moyenne de 4,5% vs. 4,3% pour le chiffre d'affaires afférent à cette branche. Le ratio S/P de la branche vie devrait s'établir à 120,7% en 2013 Vs 130,1% en 2009.

Le tableau suivant détaille l'évolution des charges de sinistres prévisionnelles de la branche « non vie » sur la période 2010 – 2013 :

En Mdh	2009	2010	Var.10/09	TCAM 09/07	2011	2012	2013	TCAM 13/10
Charges de sinistres globales "Non Vie"								
Sinistres réglés	1 151,7	1 174,5	2,0%	6,2%	1 247,3	1 342,9	1 462,5	7,6%
Variation des provisions pour SAP	357,2	233,5	-34,6%	53,1%	343,2	413,6	596,0	36,7%
Variation des provisions pour fluctuations de sinistralité	7,0	142,8	1940,0%	NA	44,6	59,0	64,3	-23,4%
Variation des provisions pour risques en cours	0,0	0,0	NA	NA	0,0	0,0	0,0	NA
Total	1 515,9	1 550,8	2,3%	15,1%	1 635,1	1 815,5	2 122,8	11,0%

Source : CNIA SAADA Assurance

Les charges de sinistres « non vie » quant à elles devraient enregistrer une croissance moyenne de 11,1% vs. 12,4% pour le volume de primes émises lié à cette branche du fait d'un suivi permanent des risques à travers une surveillance active du portefeuille et l'amélioration de la qualité de service. Le ratio S/P pour la branche non vie passe ainsi de 80,3% en 2009 à un niveau prévisionnel de 74,9% en 2013.

A noter que le ratio S/P devrait suivre une tendance baissière sur la période 2010 – 2013 pour s'établir à 74,9% soit, une diminution de 305,4 points sur les 4 années de prévision.

Le tableau ci-après présente les ratios S/P prévisionnels en les comparant aux niveaux historiques enregistrés de 2007 à 2009 :

En %	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ratio S/P vie	137,0%	121,8%	130,1%	120,2%	117,1%	119,8%	120,7%
Ratio S/P non vie	66,0%	67,4%	70,2%	68,3%	64,7%	64,0%	66,4%
Ratio S/P vie & non vie	81,8%	77,4%	81,2%	77,9%	74,0%	73,2%	74,9%

Source : CNIA SAADA Assurance

Il apparaît ainsi que le Business Plan prévoit une stabilité de la structure de charge pour la branche non vie.

III.3.3. Charges techniques d'exploitation

Le tableau ci-dessous présente l'évolution prévue des charges techniques d'exploitation sur la période 2010 – 2013 :

En Mdh	2009	2010	Var 10/09	TCAM 07/09	2011	2012	2013	TCAM 13/10
Commissions - vie	23,6	18,5	-21,3%	-4,3%	19,2	20,1	21,0	4,3%
Frais généraux - vie	69,5	69,4	-0,1%	-57,6%	73,6	77,4	78,5	4,2%
Charges techniques d'exploitation - vie	93,1	88,0	-5,5%	-52,5%	92,8	97,5	99,5	4,2%
<i>Ratio Charges/Primes vie</i>	<i>18,2%</i>	<i>16,9%</i>	<i>-126,4pts</i>		<i>17,2%</i>	<i>17,3%</i>	<i>16,8%</i>	<i>-6,7pts</i>
Commissions - non vie	261,3	278,1	6,4%	8,2%	308,2	345,6	388,4	11,8%
Frais généraux - non vie	408,2	417,8	2,3%	-2,7%	440,9	466,6	470,4	4,0%
Charges techniques d'exploitation - non vie	669,5	695,9	3,9%	1,2%	749,1	812,3	858,9	7,3%
<i>Ratio Charges/Primes non vie</i>	<i>29,3%</i>	<i>30,6%</i>	<i>174,4pts</i>		<i>29,7%</i>	<i>28,6%</i>	<i>26,9%</i>	<i>-375,5pts</i>
Commissions - vie et non vie	284,9	296,7	4,1%	7,0%	327,4	365,7	409,4	11,3%
Frais généraux - vie et non vie	477,8	487,2	2,0%	-23,6%	514,5	544,1	548,9	4,1%
Charges techniques d'exploitation - vie et non vie	762,6	783,9	2,8%	-15,5%	841,9	909,8	958,3	6,9%
<i>Ratio Charges/Primes vie et non vie</i>	<i>27,2%</i>	<i>28,1%</i>	<i>112,6pts</i>		<i>27,5%</i>	<i>26,7%</i>	<i>25,3%</i>	<i>-276,4pts</i>
<i>Ratio S/P vie & non vie</i>	<i>81,2%</i>	<i>77,9%</i>	<i>-325,1pts</i>		<i>74,0%</i>	<i>73,2%</i>	<i>74,9%</i>	<i>-305,4pts</i>

Source : CNIA SAADA Assurance

Les charges techniques d'exploitation progressent en moyenne de 6,9% sur la période 2010 – 2013 à 958,3 Mdh en 2013.

Le tableau suivant rapproche les ratios de charges techniques d'exploitation rapportés aux primes acquises par branche et globales à leurs niveaux historiques enregistrés lors des exercices 2007, 2008 et 2009 :

En %	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ratio Charges/Primes vie	78,4%	18,8%	18,2%	16,9%	17,2%	17,3%	16,8%
Ratio Charges/Primes non vie	35,6%	33,1%	29,3%	30,6%	29,7%	28,6%	26,9%
Ratio Charges/Primes vie et non vie	45,1%	30,5%	27,2%	28,1%	27,5%	26,7%	25,3%

Source : CNIA SAADA Assurance

Ainsi, ce ratio s'inscrit globalement dans une tendance baissière traduisant notamment un effort de maîtrise des charges à mener par CNIA SAADA Assurance.

a. Commissions

Les commissions ou charges d'acquisition devraient augmenter en moyenne de 11,3% sur la période 2010 – 2013 à 409,4 Mdh en 2013 comparativement à une progression moyenne de 11,0% du chiffre d'affaires. Cette hausse serait essentiellement induite par la branche « non vie » (+11,8% en moyenne sur la période 2010 – 2013 à 388,4 Mdh en 2013 vs. 4,3% en moyenne pour la branche « vie » sur la même période à 21,0 Mdh en 2013).

Le tableau suivant compare les niveaux de taux de commissionnements historiques enregistrés entre 2007 et 2009 avec les niveaux prévisionnels de la période projetée :

En %	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Taux de commissionnement - vie	4,9%	3,9%	4,6%	3,6%	3,6%	3,6%	3,6%
Taux de commissionnement - non vie	12,1%	11,6%	11,4%	12,2%	12,2%	12,2%	12,2%
Taux de commissionnement - vie & non vie	10,5%	10,2%	10,2%	10,6%	10,7%	10,7%	10,8%

Source : CNIA SAADA Assurance

Les taux de commissionnement s'inscrivent globalement dans la stabilité sur la période prévisionnelle à des niveaux comparables à ceux en vigueur entre 2007 et 2009 (2009 étant exceptionnellement impactée par l'effort de paiement d'un reliquat de commissions dues sur les exercices précédents).

b. Frais généraux

Les frais généraux devraient progresser en moyenne de 4,1% sur les quatre années de prévision pour s'établir à 548,9 Mdh en 2013. Cette progression serait générée par la croissance moyenne de 5,0% de la masse salariale et par l'augmentation moyenne de 10,0% des dotations aux amortissements sur la période étudiée du fait d'un effort permanent d'investissement dans les process, les systèmes d'information et la formation.

III.3.4. Solde de réassurance

Le tableau ci-après décrit l'évolution prévue du solde de réassurance sur la période 2010 – 2013 :

En Mdh	2009	2010	Var 10/09	TCAM 07/09	2011	2012	2013	TCAM 13/10
Solde de réassurance (vie)	22,9	27,9	21,9%	-18,2%	2,4	3,9	3,4	-50,4%
Solde de réassurance (non vie)	-52,6	-93,3	N/A	-30,7%	-94,3	-138,4	-75,4	-6,9%
Solde de réassurance (vie & non vie)	-29,7	-65,4	N/A	-37,1%	-91,9	-134,5	-72,0	3,2%

Source : CNIA SAADA Assurance

Le solde de réassurance devrait connaître une croissance moyenne de 3,2% sur la période 2010 – 2013 à -72,0 Mdh en 2013.

Le solde de réassurance « vie » diminuerait en moyenne de 50,4% sur la même période pour s'établir à 3,4 Mdh. Cette baisse serait induite par le ralentissement de l'activité « vie » couplé à la fin de la cession légale en décès.

Le solde de réassurance « non vie » quant à lui, diminuerait en moyenne de 6,9% entre 2010 et 2013 à -75,4 Mdh en 2013 sous l'effet de la baisse de la cession en réassurance et notamment la cession légale.

Le tableau suivant retrace l'évolution des taux de cession des primes entre 2007 et 2013, terme de la période prévisionnelle :

En %	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Taux de cessions des primes - vie	19,5%	17,0%	13,2%	12,3%	15,1%	15,3%	14,6%
Taux de cessions des primes - non vie	12,9%	12,7%	14,3%	13,5%	13,1%	14,6%	13,4%
Taux de cessions des primes - vie & non vie	14,4%	13,5%	14,1%	13,3%	13,5%	14,7%	13,6%

Source : CNIA SAADA Assurance

Les taux de cession des primes demeurent globalement stables sur la période prévisionnelle et en comparaison avec les taux historiques.

III.3.5. Ratio combiné non vie prévisionnel

En Mdh	2009	2010	Var 10/09	TCAM 07/09	2011	2012	2013	TCAM 13/10
Ratio Combiné non vie	101,8%	103,0%	120,0 pts	-572,1 pts	98,1%	97,5%	95,7%	-730,0 pts

Source : CNIA SAADA Assurance

Le ratio combiné non vie afficherait une perte de 730,0 points de base sur la période 2010 – 2013 à 95,7% en 2013 comparé à une baisse moyenne de 572,1 points de base sur la période 2007 – 2009. Cette baisse s'explique par une hausse du volume d'affaire couplée à une croissance moins prononcée des charges de sinistres (amélioration de la qualité du portefeuille) et des charges d'exploitation (amortissements moins importants des frais de fusion et des écarts d'acquisition de Assurances Es Saada) que par le passé.

III.3.6. Résultat des placements affectés aux opérations d'assurances

Le tableau ci-contre décrit l'évolution prévue du résultat des placements affectés aux opérations d'assurances sur la période 2010 – 2013 :

En Mdh	2009	2010	Var 10/09	TCAM 07/09	2011	2012	2013	TCAM 13/10
Produit financier net (vie)	281,3	189,5	-32,7%	6,6%	239,3	256,2	270,6	12,6%
Produit financier net (non vie)	336,9	488,0	44,9%	12,0%	408,7	427,7	469,9	-1,2%
Produit financier net (vie & non vie)	618,2	677,4	9,6%	9,5%	648,0	683,9	740,5	3,0%

Source : CNIA SAADA Assurance

Les produits financiers devraient enregistrer une hausse moyenne de 3,0% entre 2010 et 2013 à 740,5 Mdh en 2013. CNIA SAADA Assurance prévoit d'améliorer la performance financière de son portefeuille via une allocation dynamique.

Concernant la période prévisionnelle, le rendement des placements a été établi sur la base de rendements projetés en fonction de la politique d'investissement en terme de structure du portefeuille et d'horizon de placement. Les rendements nets retenus sont les suivants :

- les rendements immobiliers : 9% ;
- les rendements obligataires : 4% ;
- les rendements actions : 9%, dont 2% de taux de rentabilité (dividend yield) et 7% au titre des plus values.

La répartition des produits financiers prévisionnels par type de produit sur la période 2010 – 2013 est présentée dans le tableau suivant :

En Mdh	2009	2010	2011	2012	2013	TCAM 13/10
Produit financier (vie & non vie)	618,2	677,4	648,0	683,9	740,5	3,0%
Dont :						
Revenus de placement	346,1	416,0	435,8	459,3	490,5	5,6%
en % du produit financier total	56,0%	61,4%	67,3%	67,2%	66,2%	NA
Plus values sur cession	272,1	261,4	212,1	224,6	250,0	-1,5%
en % du produit financier total	44,0%	38,6%	32,7%	32,8%	33,8%	NA

Source : CNIA SAADA Assurance

La Compagnie a pour objectif d'améliorer le stock de plus-values latentes et vise un ratio de 17,0% (Valeur comptable/Valeur de marché de ses actifs financiers) d'ici à 2013.

Le tableau suivant présente l'évolution des taux de rendement du portefeuille sur l'historique (entre 2007 et 2009) ainsi que sur la période prévisionnelle s'étendant de 2010 à 2013 :

En %	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Taux de rendement moyen - vie & non vie	6,6%	6,5%	6,0%	6,2%	5,7%	5,7%	5,8%

Source : CNIA SAADA Assurance

Le taux de rendement moyen retenu pour l'élaboration du Business Plan apparaît inférieur aux niveaux historiques. En effet, on passe d'un taux de rendement moyen de 6,0% en 2009 à un taux de 5,8% à l'horizon 2013.

III.3.7. Résultat technique

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution prévue du résultat technique entre 2010 et 2013 :

En Mdh	2009	2010	Var 10/09	TCAM 07/09	2011	2012	2013	TCAM 13/10
Résultat technique (vie)	57,2	24,1	-57,9%	-42,8%	56,5	50,6	52,3	29,5%
Résultat technique (non vie)	300,2	420,1	40,0%	45,9%	456,0	499,9	608,9	13,2%
Résultat technique (vie et non vie)	357,4	444,2	24,3%	6,4%	512,5	550,6	661,2	14,2%

Source : CNIA SAADA Assurance

Le résultat technique devrait connaître une progression moyenne de 14,2% sur la période 2010 – 2013 à 661,2 Mdh en 2013 porté par la hausse du volume d'affaires, l'amélioration du ratio combiné et l'augmentation des revenus de placement affectés aux opérations d'assurance. En comparaison, le résultat technique avait connu historiquement une hausse annuelle moyenne de 6,4% principalement impactée par l'effort d'assainissement du portefeuille de la société.

III.3.8. Résultat net

Le tableau ci-après présente l'évolution prévue du résultat net sur la période 2010 – 2013 :

En Mdh	2009	2010	Var 10/09	TCAM 07/09	2011	2012	2013	TCAM 13/10
Résultat technique vie	57,2	24,1	-57,9%	-42,8%	56,5	50,6	52,3	29,5%
Résultat technique non vie	300,2	420,1	39,9%	45,9%	456,0	499,9	608,9	13,2%
Résultat technique vie et non vie	357,4	444,2	24,3%	6,4%	512,5	550,6	661,2	14,2%
IS	121,2	143,9	18,7%	-22,3%	165,5	177,8	213,6	14,1%
Résultat net	281,2	300,3	6,8%	47,3%	347,0	372,7	447,7	14,2%
Fonds propres	2 318,1	2 534,0	9,3%	58,2%	2 790,9	3 059,6	3 395,4	10,2%
ROE (Résultat net/Capitaux propres)	12,1%	11,9%	-28,2pts		12,4%	12,2%	13,2%	133,4pts

Source : CNIA SAADA Assurance

Le résultat net devrait augmenter en moyenne de 14,2% sur la période 2010 – 2013 à 447,7 Mdh en 2013 sous l'effet des actions que mènerait CNIA SAADA Assurance sur la même période induisant une hausse du ROE à 13,2% à l'horizon 2013 soit, un gain de 130 points comparé à 2010. Comparé à 2009 qui enregistre un ROE de 12,1%, le ROE s'apprécie de 110 points.

III.3.9. Dividendes

Le tableau ci-dessous présente l'évolution prévue des dividendes versés par CNIA SAADA Assurance sur la période 2010 – 2013 :

En Mdh	2010	Var 10/09	TCAM 07/09	2011	2012	2013	TCAM 13/10
Résultat net	300,3	6,8%	47,3%	347,0	372,7	447,7	14,2%
Taux de distribution ⁵¹	30,0%	950,6pts		30,0%	30,0%	30,0%	0,0%
Dividendes⁵²	90,1	56,3%	16,4%	104,1	111,8	134,3	14,2%
Dividende par action (en dh)	21,9	56,3%	0,0%	25,3	27,2	32,6	14,2%

Source : CNIA SAADA Assurance

Les dividendes distribués devraient connaître une augmentation moyenne de 9,8% entre 2010 et 2013 à 110,2 Mdh en 2013.

⁵¹ Taux de distribution = dividende / résultat net

⁵² Dividende versé en n+1 au titre de l'année n

CNIA SAADA Assurance distribuerait au minimum 30% de son résultat net à ses actionnaires sur la période étudiée.

Pour rappel, le tableau suivant présente le niveau de dividende par action prévisionnel sur la période 2010-2013 à son niveau historique entre 2007 et 2009 :

En Mdh	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Résultat net	150,8	173,4	281,2	300,3	347,0	372,7	447,7
<i>Taux de distribution⁵³</i>	28,2%	31,4%	20,5%	30,0%	30,0%	30,0%	30,0%
Dividende par action (en dh)	14,0	14,0	14,0	21,9	25,3	27,2	32,6

Source : CNIA SAADA Assurance

CNIA SAADA Assurance verserait sur la période prévisionnelle un dividende par action supérieur au dividende par action de 14,0 Dh servi sur la période s'étalant de 2007 à 2009.

Ainsi, et sur la base d'un taux de distribution constant de 30,0%, le dividende par action servi aux actionnaires s'établirait à 32,6 Dh en 2013, à comparer avec 14,0 Dh en 2007 et 21,9 Dh en 2010, enregistrant ainsi un TCAM de 15,1% entre 2007 et 2013 et de 14,2% sur la période prévisionnelle s'étalant de 2010 à 2013.

⁵³ Taux de distribution = dividende / résultat net

III.4. Bilan prévisionnel

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution prévisionnelle des agrégats de bilan de CNIA SAADA Assurance sur la période 2010 – 2013 :

En Mdh	2009	2010	2011	2012	2013	TCAM 13/10
ACTIF						
Immobilisations en non valeurs	101,7	67,8	33,9	0,0	0,0	-100,0%
Immobilisations incorporelles	1 611,1	1 611,1	1 611,1	1 611,1	1 611,1	0,0%
Immobilisations corporelles	180,5	188,3	194,7	199,9	203,8	2,7%
Immobilisations financières	32,0	32,0	32,0	32,0	32,0	0,0%
Placements affectés aux opérations d'assurances	10 302,9	10 924,6	11 443,3	12 059,0	12 874,7	5,6%
Ecarts de conversion - actif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	N/A
ACTIF IMMOBILISE	12 228,3	12 823,8	13 315,1	13 902,0	14 721,6	4,7%
Part des cessionnaires dans les provisions techniques	1 735,7	1 792,4	1 887,4	1 999,7	2 141,1	6,1%
Créances de l'actif circulant	2 241,1	2 061,3	2 234,3	2 444,7	2 693,3	9,3%
Titres et valeurs de placement	287,4	287,4	287,4	287,4	287,4	0,0%
Ecarts de conversion - actif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	N/A
ACTIF CIRCULANT	4 264,2	4 141,1	4 409,1	4 731,8	5 121,9	7,3%
TRESORERIE ACTIF	62,0	424,1	662,8	916,9	1 202,8	41,5%
TOTAL ACTIF	16 554,5	17 389,1	18 387,0	19 550,7	21 046,2	6,6%
PASSIF						
Capitaux propres	2 318,1	2 560,7	2 817,6	3 086,3	3 422,1	10,1%
Capitaux propres assimilés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	N/A
Dettes de financement	800,0	800,0	800,0	800,0	800,0	0,0%
Provisions pour risques et charges	7,9	7,9	7,9	7,9	7,9	0,0%
Total provisions techniques brutes	11 595,5	12 138,1	12 708,4	13 386,1	14 285,3	5,6%
Ecarts de conversion - passif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	N/A
FINANCEMENT PERMANENT	14 721,5	15 506,7	16 333,9	17 280,3	18 515,3	6,1%
Dettes pour espèces remises par les cessionnaires	716,0	738,6	817,4	907,4	1 009,9	11,0%
Dettes du passif circulant	1 117,0	1 143,8	1 235,7	1 363,1	1 521,0	10,0%
Autres provisions pour risques & charges						N/A
Ecarts de conversion - passif						N/A
PASSIF CIRCULANT	1 833,0	1 882,4	2 053,1	2 270,4	2 530,9	10,4%
TRESORERIE PASSIF	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	N/A
TOTAL PASSIF	16 554,5	17 389,1	18 387,0	19 550,7	21 046,2	6,6%

Source : CNIA SAADA Assurance

III.4.1. Emplois et ressources permanents

a. Actif immobilisé

Le tableau ci-dessous présente l'évolution prévue des principaux agrégats de l'actif immobilisé sur la période 2010 – 2013 :

En Mdh	2009	2010	Var 10/09	TCAM 07/09	2011	2012	2013	TCAM 13/10
Immobilisations en non valeurs	101,7	67,8	-33,3%	103,9%	33,9	0,0	0,0	N/A
Immobilisations incorporelles	1 611,1	1 611,1	0,0%	542,2%	1 611,1	1 611,1	1 611,1	0,0%
Immobilisations corporelles	180,5	188,3	4,3%	41,5%	194,7	199,9	203,8	2,7%
Immobilisations financières	32,0	32,0	0,0%	11,5%	32,0	32,0	32,0	0,0%
Placements affectés aux opé. d'assurances	10 302,9	10 924,6	6,0%	15,1%	11 443,3	12 059,0	12 874,7	5,6%
<i>En % du Total Actif Immobilisé</i>	84,3%	85,2%	93,5pts		85,9%	86,7%	87,5%	226,5pts
<i>En % du Total Bilan</i>	62,2%	62,9%	68,5pts		62,3%	61,8%	61,3%	-167,0pts
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	12 228,3	12 823,8	4,9%	13,9%	13 315,1	13 902,0	14 721,6	4,7%

Source : CNIA SAADA Assurance

L'actif immobilisé devrait progresser en moyenne de 4,7% sur les 4 années de prévision à 14 721,6 Mdh en 2013. Cette croissance est drainée par :

- les immobilisations corporelles devraient enregistrer une hausse moyenne de 2,7% sur la période 2010 – 2013 à 203,8 Mdh en 2013. Cette augmentation serait générée par les investissements liés à l'augmentation du réseau exclusif, le re-engineering des process et la mise en place de projets innovants pour l'amélioration de la qualité de service ;
- les placements affectés aux opérations d'assurance devraient marquer une hausse moyenne de 5,6% entre 2010 et 2013 à 12 874,7 Mdh en 2013 portés par l'évolution des provisions techniques. Le poids des placements affectés dans le bilan de CNIA SAADA Assurance devrait ainsi connaître une certaine stabilité en comparaison avec son niveau historique enregistré en 2009.

b. Financement permanent

Le tableau ci-contre détaille l'évolution prévue du financement permanent de CNIA SAADA Assurance sur la période 2010 – 2013 :

En Mdh	2009	2010	Var 10/09	TCAM 07/09	2011	2012	2013	TCAM 13/10
Capitaux propres	2 318,1	2 560,7	10,5%	58,2%	2 817,6	3 086,3	3 422,1	10,1%
<i>En % du total Financemt permanent</i>	15,7%	16,5%	76,7pts		17,3%	17,9%	18,5%	196,9pts
<i>En % du total Bilan</i>	14,0%	14,7%	74,6pts		15,3%	15,8%	16,3%	153,2pts
Capitaux propres assimilés	-	-	-	-	-	-	-	N/A
Dettes de financement	800,0	800,0	0,0%	41,4%	800,0	800,0	800,0	0,0%
Provisions durables pour R & C	7,9	7,9	0,0%	-27,5%	7,9	7,9	7,9	0,0%
Provisions techniques brutes	11 595,5	12 138,1	4,7%	4,4%	12 708,4	13 386,1	14 285,3	5,6%
<i>En % du total Financemt permanent</i>	78,8%	78,3%	-48,9pts		77,8%	77,5%	77,2%	-112,2pts
<i>En % du total Bilan</i>	70,0%	69,9%	-13,4pts		69,2%	68,6%	68,0%	-194,8pts
Total financement permanent	14 721,5	15 506,7	5,3%	10,0%	16 333,9	17 280,3	18 515,3	6,1%

Source : CNIA SAADA Assurance

Le financement permanent varierait en moyenne de 6,1% à la hausse sur la période 2010 – 2013 à 18 515,3 Mdh en 2013 principalement dû aux facteurs suivants :

- les capitaux propres devraient enregistrer une croissance moyenne de 10,1% sur les 4 années prévisionnelles à 3 422,1 Mdh en 2013 impactée principalement par le report à nouveau. Comparé avec 2009, le poids des capitaux propres dans le bilan de CNIA SAADA Assurance s'apprécie de

230 points illustrant la consolidation des capitaux propres induite par un résultat net et un report à nouveau en hausse ;

- les provisions techniques brutes devraient connaître quant à elles une augmentation moyenne de 5,6% entre 2010 et 2013 à 14 285,3 Mdh en 2013 induite par la progression du volume d'affaires et du résultat technique. Comparé avec 2009, le niveau prévisionnel des provisions techniques s'inscrit en légère baisse (-200 points), due principalement à l'augmentation du poids relatif des capitaux propres dans le bilan de CNIA SAADA Assurance.

III.4.2. Actif et Passif circulant

a. Actif circulant

Le tableau ci-dessous présente l'évolution prévisionnelle de l'actif circulant sur la période 2010 – 2013 :

En Mdh	2009	2010	Var 10/09	TCAM 07/09	2011	2012	2013	TCAM 13/10
Part des cessionnaires dans les prov. techniques	1 735,7	1 792,4	3,3%	2,3%	1 887,4	1 999,7	2 141,1	6,1%
En % de l'Actif circulant	40,7%	43,3%	258,0pts		42,8%	42,3%	41,8%	-147,9pts
En % du bilan	10,5%	10,3%	-16,1pts		10,3%	10,2%	10,2%	-13,7pts
Créances de l'actif circulant	2 241,1	2 061,3	-8,0%	19,7%	2 234,3	2 444,7	2 693,3	9,3%
En % de l'Actif circulant	52,6%	49,8%	-278,0pts		50,7%	51,7%	52,6%	280,8pts
En % du bilan	13,5%	11,9%	-166,5pts		12,2%	12,5%	12,8%	94,1pts
Titres et valeurs de placements	287,4	287,4	0,0%	-43,8%	287,4	287,4	287,4	0,0%
Total Actif circulant	4 264,2	4 141,1	-2,9%	1,6%	4 409,1	4 731,8	5 121,9	7,3%
En % du Bilan	25,8%	23,9%	-190,7pts		24,0%	24,2%	24,4%	51,6pts

Source : CNIA SAADA Assurance

L'actif circulant enregistrerait une croissance moyenne de 7,3% sur la période 2010 – 2013 à 5 121,9 Mdh en 2013 sous l'effet combiné de :

- la hausse de la part des cessionnaires dans les provisions techniques de 6,1% en moyenne, induite par les cessions en réassurance ;
- les créances de l'actif circulant devraient progresser en moyenne de 9,3% à 2 693,3. Ces tendances s'expliquent par l'évolution du chiffre d'affaires.

b. Passif circulant

Le tableau ci-après détaille l'évolution prévue du passif circulant de CNIA SAADA Assurance sur la période 2010 – 2013 :

En Mdh	2009	2010	Var 10/09	TCAM 07/09	2011	2012	2013	TCAM 13/10
Dettes pour espèces remises par les cessionnaires	716,0	738,6	3,2%	2,0%	817,4	907,4	1 009,9	11,0%
En % du passif circulant	39,1%	39,2%	17,5pts		39,8%	40,0%	39,9%	66,9pts
En % du Bilan	4,3%	4,3%	-7,1pts		4,5%	4,6%	4,8%	55,1pts
Dettes du passif circulant	1 117,0	1 143,8	2,4%	32,6%	1 235,7	1 363,1	1 521,0	10,0%
En % du passif circulant	60,9%	60,8%	-17,5pts		60,2%	60,0%	60,1%	-66,9pts
En % du bilan	6,7%	6,6%	-16,0pts		6,7%	7,0%	7,2%	64,8pts
Autres provisions pour risques et charges	0,0	0,0	-	-100,0%	0,0	0,0	0,0	N/A
Total Passif circulant	1 833,0	1 882,4	2,7%	15,8%	2 053,1	2 270,4	2 530,9	10,4%
En % du Bilan	11,1%	10,8%	-23,1pts		11,2%	11,6%	12,0%	119,9pts

Source : CNIA SAADA Assurance

Le passif circulant marquerait une hausse de 10,4% sur les 4 années de prévision à 2 530,9 Mdh en 2013 par la conjonction des facteurs suivants :

- l'augmentation de 11,0% des dettes pour espèces remises par les cessionnaires à 1009,9 Mdh en 2013. Les dettes du passif circulant quant à eux devraient augmenter en moyenne de 10,0% à 1 521,0 Mdh en 2013.

III.5. Tableau de financement prévisionnel

III.5.1. Masse du bilan

Le tableau suivant présente la synthèse des masses du bilan sur la période prévisionnelle 2010 – 2013 :

En Mdh	2010	2011	2012	2013	TCAM 13/10
Financement permanent net de provisions techniques brutes	3 368,6	3 625,5	3 894,1	4 230,0	7,9%
Actif immobilisé net des placements affectés aux opérations d'assurance	1 899,2	1 871,7	1 843,0	1 846,9	-0,9%
Fonds de roulement fonctionnel (1-2) (A)	1 469,4	1 753,8	2 051,1	2 383,1	17,5%
Provisions techniques nettes de cessions (4)	10 345,6	10 821,0	11 386,5	12 144,2	5,5%
Placements moins dépôts des réassureurs (5)	10 186,0	10 626,0	11 151,6	11 864,8	5,2%
Besoin en couvertures (4-5) (B)	159,6	195,0	234,9	279,4	20,5%
Actif circulant net de la Part des cessionnaires dans les provisions techniques	2 348,7	2 521,7	2 732,1	2 980,7	8,3%
Moins passif circulant net des dépôts des réassureurs	1 143,8	1 235,7	1 363,1	1 521,0	10,0%
Besoin de financement (7-8) (C)	1 204,9	1 286,0	1 369,1	1 459,8	6,6%
Trésorerie nette (Actif-Passif) = (A+B-C)	424,1	662,8	916,9	1 202,8	41,5%

Source : CNIA SAADA Assurance

La trésorerie nette devrait s'inscrire en hausse annuelle moyenne de 41,5% en 2013 à 1 202,8 Mdh sous l'effet combiné des facteurs suivants :

Fonds de roulement fonctionnel

Le fond de roulement fonctionnel enregistre une hausse annuelle moyenne de 17,5% entre 2013 et 2010. Cette évolution devrait s'expliquer, en l'absence de recours à l'endettement externe, par la consolidation des capitaux propres de CNIA SAADA Assurance.

Besoin en couvertures

Le besoin en couvertures devrait enregistrer une augmentation annuelle moyenne de 20,5% à 279,5 Mdh en 2013 comparé à 159,6 Mdh en 2010.

Besoin de financement

Le besoin de financement progresse en moyenne de 6,6% entre 2010 et 2013 à 1 459,8 Mdh en 2013, dû à l'augmentation des créances de l'actif circulant.

La trésorerie nette est positive sur l'ensemble de la période prévisionnelle, couverte par le fonds de roulement fonctionnel.

III.5.2. Flux de trésorerie prévisionnels

Le tableau ci-contre détaille l'évolution de la trésorerie de CNIA SAADA Assurance sur la période 2010 – 2013 :

En Mdh	2010	2011	2012	2013	TCAM 13/10
Résultat net	300,3	347,0	372,7	447,7	14,2%
Variation des provisions techniques nettes de cessions	485,8	475,4	565,4	757,7	16,0%
Variation des frais d'acquisition reportés	0,0	0,0	0,0	0,0	N/D
Variation des amortissements et provisions	35,2	36,5	37,8	5,2	-47,3%
Variation des ajustements VARCUC (736 – 636)	0,0	0,0	0,0	0,0	N/D
+ ou - valeurs provenant de la réévaluation d'éléments d'actif	0,0	0,0	0,0	0,0	N/D
+ ou - valeurs réalisées sur cession d'éléments d'actif	0,0	0,0	0,0	0,0	N/D
Variation des créances et dettes techniques	223,2	-27,8	-16,6	-7,9	-132,9%
Variation des créances pour espèces ou titres déposés	0,0	0,0	0,0	0,0	N/D
Variation des débiteurs et créditeurs divers	11,1	43,4	44,0	43,2	57,0%
Autres variations	-5,1	-17,9	-20,5	-23,3	65,5%
A - flux d'exploitation	1 050,5	856,5	982,9	1 222,4	5,2%
Acquisition - cessions d'immeubles	-85,5	-72,7	-84,6	-109,4	8,6%
Acquisition - cessions d'obligations	-171,7	-142,9	-169,8	-225,3	9,5%
Acquisition - cession d'actions	-340,9	-283,8	-337,2	-447,5	9,5%
Autres acquisitions - cessions (placements affectés)	-21,0	-17,4	-20,7	-27,5	9,5%
Autres acquisitions - cessions (Immobilisations corporelles, Immobilisations financières et titres et valeurs de placements)	-11,7	-10,9	-12,2	-15,1	9,0%
B - flux d'investissement	-630,7	-527,7	-624,6	-824,8	9,4%
Dividendes versés	57,7	90,1	104,1	111,8	24,7%
Emission (remboursement) nets d'emprunts	0,0	0,0	0,0	0,0	N/D
Augmentation / (réduction) de capital et fonds d'établissement	0,0	0,0	0,0	0,0	N/D
C - flux de financement	-57,7	-90,1	-104,1	-111,8	24,7%
E - Variation nette de la trésorerie (A+B+C)	362,1	238,6	254,1	285,8	-7,6%
F- Trésorerie au 1 ^{er} janvier	62,0	424,1	662,8	916,9	145,4%
G - Trésorerie en fin de période (E+F)	424,1	662,8	916,9	1 202,8	41,5%

Source : CNIA SAADA Assurance

La trésorerie de CNIA SAADA Assurance progresserait en moyenne de 41,5% sur la période 2010 – 2013 à 1 202,8 Mdh en 2013.

La structure prévisionnelle de la trésorerie entre 2010 et 2013 comparée à la structure historique relative à la période 2007 - 2009 se présente comme suit :

En Mdh	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	TCAM 09-07	TCAM 13-10
A - Flux d'exploitation	2 838,8	124,5	2 550,6	1 050,5	856,5	982,9	1 222,4	-5,2%	5,2%
B - Flux d'investissement	-3 903,3	-826,4	-3 464,0	-630,7	-527,7	-624,6	-824,8	-5,8%	9,4%
C - Flux de financement	970,0	874,4	1 015,3	-57,7	-90,1	-104,1	-111,8	2,3%	24,7%
D - Variation nette de la trésorerie (A + B + C)	-94,5	172,5	101,9	362,1	238,6	254,1	285,8	N/A	-7,6%
E - Trésorerie au 1 ^{er} janvier	68,9	-25,5	-39,9	62,0	424,1	662,8	916,9	N/A	145,4%
D - Trésorerie en fin de période (D + E)	-25,5	147,0	62,0	424,1	662,8	916,9	1 202,8	N/A	41,5%

Source : CNIA SAADA Assurance

Flux d'exploitation

Les flux d'exploitation devraient enregistrer une hausse moyenne de 5,2% entre 2010 et 2013 à 1 222,4 Mdh induite par l'augmentation de la variation des provisions techniques nettes de cessions et du résultat net.

En comparaison, les flux d'exploitation ont enregistré une baisse annuelle moyenne de 5,2% entre 2007 et 2009.

Flux d'investissement

Les flux d'investissement devraient augmenter en moyenne de 9,4% sur les 4 années de prévision à - 824,8 Mdh en 2013 principalement générés par des acquisitions d'actifs affectés aux opérations d'assurance.

Entre 2007 et 2009, les flux d'investissements se sont inscrits en baisse puisqu'ils ont enregistré un recul annuel moyen de 5,8%.

Flux de financement

Les flux de financement devraient afficher une progression de 24,7% en moyenne de 2010 à 2013 pour s'établir à -111,8 Mdh en 2013 impactés par la distribution de dividende.

En comparaison, les flux de financement enregistrent une hausse annuelle moyenne de 2,3% expliquée notamment par les augmentations de capital successives opérées dans la période ainsi que l'endettement contracté auprès du fonds de solidarité des assurances.

Partie VIII. FACTEURS DE RISQUES

I. RISQUE DE MARCHE

Le risque de marché est défini comme tout événement de marché susceptible d'impacter négativement la valorisation ou les produits de placement affectés aux opérations d'assurance. Il porte notamment sur une hausse des taux d'intérêt et une baisse des marchés actions et immobiliers.

CNIA SAADA Assurance détient un portefeuille diversifié et pondéré majoritairement en actifs monétaires et obligataires. La Compagnie assure une gestion active de son portefeuille impliquant des cessions d'actifs susceptibles de subir des dépréciations et la réallocation des produits de cession dans d'autres titres financiers présentant un potentiel d'appréciation.

Afin de réduire la sensibilité des produits de placement aux fluctuations du marché financier, CNIA SAADA Assurance s'efforce d'améliorer la contribution des revenus récurrents.

II. RISQUE DE LIQUIDITE

Le risque de liquidité induit l'incapacité à court terme des compagnies d'assurance de procéder aux règlements des sinistres qu'elles couvrent. Il porte notamment sur une adéquation entre les flux générés par les opérations d'assurance et les besoins de trésorerie pour couvrir les engagements des compagnies à court terme.

Les placements de CNIA SAADA Assurance sont majoritairement réalisés sur des actifs très liquides qui détache des rendements intéressants.

III. RISQUE D'INTERMEDIAIRES

Le risque d'intermédiaire concerne les contrats d'assurance apportés par les courtiers. Il porte sur le caractère d'indépendance de ce type d'intermédiaire vis-à-vis des compagnies d'assurance. En effet, les courtiers sont mandatés par les clients et ils ont le droit de représenter toutes les sociétés d'assurances du marché sans aucune obligation ou accord préalable. Une mésentente entre CNIA SAADA Assurance et l'un de ses courtiers pourrait priver la Compagnie d'une part de Chiffre d'affaires.

CNIA SAADA Assurance base sa stratégie de croissance sur l'expansion de son réseau de distribution exclusif afin de limiter son risque opérationnel.

IV. RISQUE DE HAUSSE DE LA SINISTRALITE

Le risque de hausse de la sinistralité porte sur la réalisation de risques couverts par l'assureur dans une proportion inusitée. Il peut aussi porter sur l'occurrence d'un risque majeur n'ayant que très peu de probabilité de survenir.

CNIA SAADA Assurance consent à un effort d'assainissement de son portefeuille qu'elle pilote en continu. En effet, la Compagnie procède à un screening poussé des risques auxquels elle est soumise dans chaque catégorie d'assurance et procède à des réajustements de portefeuilles pour garder un mix produits à même de garantir un couple qualité de portefeuille/risque optimal. De plus, elle a recours à la réassurance lorsqu'il s'agit de gros risques.

V. RISQUE LIE A LA BANCASSURANCE

CNIA SAADA Assurance est entrée en partenariat avec les Banques Populaires pour la distribution de produits d'assurance Vie. Les primes collectées et afférentes à ce partenariat représentent une part non négligeable du chiffre d'affaires de la branche « vie » de CNIA SAADA Assurance mais ne contribuent que très peu au résultat net global de la Compagnie au 31 décembre 2009.

En conséquence, la résiliation du partenariat conclut avec les Banques Populaires aurait une incidence très peu significative sur la rentabilité et la trésorerie de CNIA SAADA Assurance.

En effet, l'impact des règlements de sinistres est couvert par (i) la trésorerie générée par la croissance du volume d'affaires non vie, et d'autre part par (ii) les produits financiers générés par les dépôts. Enfin, dans le cas où le niveau des sinistres s'accélérerait, ce qui se traduirait automatiquement par une baisse de la réserve mathématique, CNIA Saada Assurance pourrait alors appliquer le mécanisme prévu par l'article 50 4°) de l'arrêté 1548-05 du 10 octobre 2005 qui autorise le retrait de valeurs affectées dans le cas de la diminution des provisions techniques.

VI. RISQUE LIE A LA NON REALISATION DU BUSINESS PLAN

Un Business Plan repose par nature sur des projections dont le défaut de survenance impacte la réalisation. Les données projetées reposent sur des hypothèses de marché et des hypothèses d'activité de CNIA SAADA Assurance.

En plus de l'évolution du secteur, la survenance d'un risque important peut influencer négativement sur la rentabilité de la Compagnie et la politique de distribution des dividendes en raison de la nécessité de la constitution de provisions techniques induisant une altération de la marge de solvabilité.

VII. RISQUE REGLEMENTAIRE

La réglementation du secteur des assurances tend à apporter de nouvelles mesures à même d'assurer le développement et la pérennité du secteur. Certaines mesures peuvent se révéler coercitives pour la rentabilité de l'ensemble des assureurs tels que : l'adoption d'une nouvelle table de mortalité, le transfert de certains contrats initialement couverts par les assureurs (AMO) vers des organismes publics (CNSS ou autres) ainsi que l'abrogation de certaines assurances obligatoires.

La réalisation des risques réglementaires pourrait impacter négativement la réalisation du Business Plan élaboré par CNIA SAADA Assurance tel que exposé dans la présente note d'information.

Par ailleurs, et concernant l'AMO, il est prévu le transfert de certains contrats de couverture médicale obligatoire vers la CNSS dans le cadre de l'AMO, auparavant contractés auprès des assureurs. Cette situation, commune à l'ensemble des assureurs fait l'objet de plusieurs discussions entre opérateurs du secteur.

L'impact de ce transfert n'a pas été quantifié par le secteur pour plusieurs raisons :

- les contrats Groupes et Individuels couvrent plusieurs prestations notamment celles non couvertes par l'AMO ;
- les tarifications post transfert ne sont pas encore arrêtées.

Pour le cas de CNIA SAADA Assurance, l'impact de ce transfert n'est pas clairement quantifiable pour les mêmes raisons que pour le secteur.

VIII. RISQUE CONCURRENTIEL

Ce risque concerne toute concentration menée dans le secteur des assurances ainsi que la libéralisation des prix.

IX. RISQUE LIE A LA FUSION ABSORPTION DE ASSURANCES ES SAADA

CNIA Assurance et Assurances Es Saada ont fusionné en 2009. La fusion n'a pas entraîné de chocs majeurs du fait d'une préparation en amont des divers aspects opérationnels, culturels et autres qui aura duré près d'une année. Du fait du plan de redressement imposé à la reprise de Assurances Es Saada par CNIA Assurance, la DAPS a été partie prenante tout au long du process pour s'assurer du

strict respect de la réglementation de la nouvelle entité fusionnée concernant la marge de solvabilité et la couverture des réserves techniques.

X. RISQUE LIE AU PRET ACCORDE PAR LE FSA

Le plan de redressement prévoyait plusieurs points sur lesquels la compagnie Assurances Es Saada s'était engagée. En cas de manquement de la société aux obligations souscrites par elle dans le cadre dudit plan, le Ministre chargé des Finances peut inviter la société à rembourser par anticipation le montant du prêt accordé.

Il est à rappeler que le remboursement du prêt accordé par le Fonds de Solidarité des Assurances est prévu en deux échéances : une première échéance de remboursement de 400 Mdh à la date du 23/10/2022 et une seconde échéance de remboursement de 400 Mdh à la date du 12/05/2023.

Ces échéances ne sont pas contractualisées dans la lettre du Ministre des Finances et de la Privatisation n° 132376. Tout retard dans le remboursement du prêt à l'échéance est passible de pénalités de retard à titre des dommages et intérêts au taux en vigueur des Bons du Trésor de maturité supérieure ou égale à 5 ans majoré de 2 points de pourcentage applicable à chaque défaut ou retard dans le remboursement du prêt.

Par ailleurs, la lettre du Ministre des Finances et de la Privatisation n° 132376 ne prévoit aucune restriction faite à CNIA SAADA Assurance quant à la distribution de dividendes.

XI. RISQUE FISCAL

CNIA SAADA Assurance fait l'objet d'un contrôle fiscal au titre de l'Impôt sur les Sociétés (IS) et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) ainsi que l'impôt sur les revenus (IR) pour les exercices 2006 à 2009 concernant la société ESSAADA Assurances absorbée par CNIA SAADA Assurance en 2009. A ce stade, compte tenu de l'avancement des procédures en cours, et du fait que les redressements relatifs aux exercices 2006 à 2009 ne sont pas encore notifiés par l'administration fiscale, le management de la société n'est pas en mesure de se prononcer sur les conséquences financières du dénouement de ce contrôle fiscal.

XII. ACCORD DE LIBRE ECHANGE MAROC – ETATS-UNIS

L'accord de libre échange signé entre le Maroc et les Etats-Unis en 2005 prévoit l'ouverture du marché marocain de l'assurance aux compagnies américaines et ce, à partir de 2009. L'entrée en vigueur de cette libéralisation pourra entraîner une perte de part de marché des assureurs locaux.

Cependant, cette concurrence devrait être limitée et concentrée sur certaines niches du marché du fait des éléments suivants :

- les compagnies d'assurances locales ont une connaissance fine du marché marocain couplé à une certaine notoriété. De ce fait, les compagnies américaines devraient se positionner sur un segment d'assurance spécifique : des produits d'assurance destinés à des filiales de multinationales américaines implantées au Maroc ;
- un intérêt probable pour les « Grands Risques », segments sur lesquels les compagnies d'assurance marocaines ne sont pas exposées puisqu'elles les cèdent en réassurance.

Partie IX. FAITS EXCEPTIONNELS

Suite à la fusion entre CNIA Assurance et Assurances Es Saada, il a été procédé à un contrôle fiscal de la société absorbée qui s'inscrit dans un processus normatif au lendemain de telles opérations.

A la date de rédaction de la présente note d'information, il n'existe pas d'autres faits exceptionnels susceptibles d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité ou le patrimoine de CNIA SAADA Assurance.

Partie X. LITIGES ET AFFAIRES CONTENTIEUSES

A la date de rédaction de la présente note d'information, il n'existe pas de litiges ou affaires contentieuses susceptibles d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité ou le patrimoine de CNIA SAADA Assurance.

Partie XI. ANNEXES

COMPTES SOCIAUX

I. COMPTES SOCIAUX 1^{ER} SEMESTRE 2010

1. Rapport des commissaires aux comptes sur les états du compte rendu statistique et financier (art 245 de la loi no 17-99 portant code des assurances). Bilan arrêté au 30 .juin 2010 et compte de produits et de charges du 1^{er} janvier au 30 .juin 2010

En notre qualité de commissaires aux comptes et en exécution de la mission prévue par l'article 245 de la loi n° 17-99 portant code des assurances, nous avons procédé à l'examen limité de l'état D22, ci-joint, qui comprend le bilan arrêté au 30 juin 2009 et le compte de produits et charges de la compagnie CNIA SAADA ASSURANCE au terme de la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010. Cet état fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant MAD 2.364.623.374,85 dont un bénéfice net de MAD 104.152.058,65 au 30 juin 2010.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession relative aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que l'état D22 ne comporte pas d'anomalies significatives. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la compagnie et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

OPINION SUR L'ETAT D22

La société fait l'objet d'un contrôle fiscal au titre de l'Impôt sur les Sociétés (IS) et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TV A) ainsi que l'impôt sur les revenus (IR) pour les exercices 2006 à 2009 concernant la société ESSAADA Assurances absorbée par CNIA SAADA Assurances en 2009. A ce stade, compte tenu de l'avancement des procédures en cours, et du fait que les redressements relatifs aux exercices 2006 à 2009 ne sont pas encore notifiés par l'administration fiscale, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur les conséquences financières du dénouement de ce contrôle fiscal.

Sur la base de notre examen limité, et à l'exception du point ci-dessus, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des dispositions légales et réglementaires en vigueur au Maroc pour les entreprises d'assurances et notamment de la Circulaire n° 06/05 du 9 juin 2006 relative aux comptes semestriels des entreprises d'assurances et de réassurance, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la compagnie à la fin de ce semestre.

Casablanca, le 27 septembre 2010

Les Commissaires aux Comptes

COOPERS & L YBRAND (MAROC) S.A.

Abdelaziz ALMECHATT
Associé

FIDAROC GRANT THORNTON

Faïçal MEKOUAR
Associé

2. Bilan actif 1^{er} semestre 2010

ACTIF		EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT 31/12/2009
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS	(A)	200 066 128,12	88 597 766,03	111 468 362,09	101 682 058,25
Frais préliminaires		95 458 879,34	36 695 182,44	58 763 696,90	68 252 688,50
Charges à répartir sur plusieurs exercices		104 607 248,78	51 902 583,59	52 704 665,19	33 429 369,75
Primes de remboursement des obligations					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	(B)	1 655 600 613,23	47 100 906,67	1 608 499 706,56	1 611 149 562,78
Immobilisation en recherche et développement					
Brevets, marques, droits et valeurs similaires					
Fonds commercial		1 560 768 811,69	1 497 043,07	1 559 271 768,62	1 559 271 768,62
Autres immobilisations incorporelles		94 831 801,54	45 603 863,60	49 227 937,94	51 877 794,16
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	(C)	379 414 981,98	127 016 317,99	252 398 663,99	180 540 941,17
Terrains		82 749 250,00		82 749 250,00	9 351 750,00
Constructions		16 000 000,00	336 666,64	15 663 333,36	15 983 333,34
Installations techniques, matériel et outillage		520 749,20	520 749,20		
Matériel de transport		4 758 449,71	3 050 542,30	1 707 907,41	1 478 450,95
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers		246 031 757,00	123 108 359,85	122 923 397,15	121 958 346,48
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours		29 354 776,07		29 354 776,07	31 769 060,40
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	(D)	157 498 199,32	37 517 430,34	119 980 768,98	31 959 947,13
Prêts immobilisés		45 765 014,24	26 737 333,09	19 027 681,15	24 683 061,02
Autres créances financières		19 111 154,36	10 780 097,25	8 331 057,11	7 276 886,11
Titres de participation		92 622 030,72		92 622 030,72	
Autres titres immobilisés					
PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE	(E)	11 018 872 753,48	192 601 376,89	10 826 271 376,59	10 302 948 051,66
Placements immobiliers		1 340 518 638,08	113 644 384,38	1 226 874 253,70	1 181 599 111,39
Obligations, bons et titres de créances négociables		2 753 392 874,12		2 753 392 874,12	2 581 527 134,30
Actions et parts sociales		5 126 989 837,34	78 697 696,75	5 048 292 140,59	5 126 893 740,46
Prêts et effets assimilés		5 239 814,11	259 295,76	4 980 518,35	23 792 931,66
Dépôts en compte indisponibles		1 264 238 597,40		1 264 238 597,40	1 122 122 661,10
Placements affectés aux contrats en unités de compte					
Dépôts auprès des cédantes					
Autres placements		528 492 992,43		528 492 992,43	267 012 472,75
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF	(F)				
Diminution des créances immobilisées et des placements					
Augmentation des dettes de financement et des provisions techniques					
TOTAL I (A + B + C + D + E + F)		13 411 452 676,13	492 833 797,92	12 918 618 878,21	12 228 280 560,99



ACTIF		EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT 31/12/2009
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Provisions pour primes non acquises		113 721 893,33		113 721 893,33	93 334 072,28
Provisions pour sinistres à payer		955 932 181,30		955 932 181,30	895 679 107,69
Provisions des assurances Vie		716 792 769,26		716 792 769,26	741 973 551,86
Autres provisions techniques		4 235 684,41		4 235 684,41	4 667 426,78
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	(H)	3 576 406 182,52	1 119 050 000,50	2 457 356 182,02	2 241 078 602,96
Cessionnaires et comptes rattachés débiteurs		60 512 059,54	1 648 311,43	58 863 748,11	132 234 622,82
Assurés, intermédiaires, cédants, coassureurs et comptes rattachés débiteurs		2 917 827 504,79	1 081 498 698,82	1 836 328 805,97	1 470 428 352,95
Personnel - débiteur		8 021 494,20	1 213 278,70	6 808 215,50	5 085 287,04
Etat - débiteur		93 082 293,35		93 082 293,35	100 638 487,05
Comptes d'Associés - débiteurs		128 832 371,63		128 832 371,63	211 025 828,40
Autres débiteurs		104 897 573,72	34 689 711,55	70 207 862,17	100 415 604,88
Comptes de régularisation-Actif		263 232 885,29		263 232 885,29	221 250 419,82
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (non affectés aux opérations d'assurance)	(I)	6 019 643,40	360 600,00	5 659 043,40	287 439 373,49
ECART DE CONVERSION - ACTIF (éléments circulants)	(J)				
TOTAL II (G + H + I + J)		3 582 425 825,92	1 119 410 600,50	2 463 015 225,42	2 528 517 976,45
TRESORERIE - ACTIF	-	100 974 683,91		100 974 683,91	62 014 897,29
Chèques et valeurs à encaisser					
Banques, TGR et C.C.P. (soldes débiteurs)		100 834 547,73		100 834 547,73	61 878 216,51
Caisses, Régies d'avances et accreditifs		140 136,18		140 136,18	136 680,78
TOTAL III		100 974 683,91		100 974 683,91	62 014 897,29
TOTAL GENERAL = I + II + III		17 094 853 185,96	1 612 244 398,42	15 482 608 787,54	14 818 813 434,73

3. Bilan Passif 1^{er} semestre 2010

PASSIF		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT 31/12/2009
<u>CAPITAUX PROPRES</u>	(A)	2 364 623 374,85	2 318 107 552,20
Capital social ou fonds d'établissement		411 687 400,00	411 687 400,00
moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé			
= Capital appelé dont versé.....		411 687 400,00	411 687 400,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport		1 154 962 986,95	1 154 962 986,95
Ecart de réévaluation		27 732 511,78	27 732 511,78
Réserve légale		41 597 414,48	27 535 777,42
Autres réserves		620 000 000,00	410 000 000,00
Report à nouveau (1)		4 491 002,99	4 956 134,89
Fonds social complémentaire			
Résultats nets en Instance d'affectation (1)			
Résultat net de l'exercice (1)		104 152 058,65	281 232 741,16
<u>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES</u>	(B)		
Provisions réglementées			
<u>DETTES DE FINANCEMENT</u>	(C)	800 000 000,00	800 000 000,00
Emprunts Obligataires			
Emprunts pour fonds d'établissement			
Autres dettes de financement		800 000 000,00	800 000 000,00
<u>PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES & CHARGES</u>	(D)	7 863 573,97	7 863 573,97
Provisions pour risques		7 863 573,97	7 863 573,97
Provisions pour charges			
<u>PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES</u>	(E)	12 171 119 441,94	11 595 501 122,18
Provisions pour primes non acquises		828 827 742,92	596 632 368,86
Provisions pour sinistres à payer		6 374 614 980,72	6 007 750 046,95
Provisions des assurances Vie		4 400 815 434,03	4 419 261 709,58
Provisions pour fluctuations de sinistralité		175 852 000,00	214 288 000,00
Provisions pour aléas financiers			
Provisions techniques des contrats en unités de compte			
Provisions pour participations aux bénéfices		173 913 214,33	142 555 152,84
Provisions techniques sur placements		165 096 562,16	165 096 562,16
Autres provisions techniques		51 999 507,78	49 917 281,79
<u>ECARTS DE CONVERSION - PASSIF</u>	(F)		
Augmentation des créances Immobilisées et des placements			
Diminution des dettes de financement et des provisions techniques			
TOTAL I = (A+B+C+D+E+F)		15 343 606 390,76	14 721 472 248,35



PASSIF		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT 31/12/2009
<u>DETTES POUR ESPECES REMISES PAR LES CESSIONNAIRES</u>	(G)	683 090 626,75	715 967 049,03
Dettes pour espèces remises par les cessionnaires		683 090 626,75	715 967 049,03
<u>DETTES DU PASSIF CIRCULANT</u>	(H)	1 246 594 298,33	1 117 028 295,96
Cessionnaires et comptes rattachés créditeurs		164 884 499,69	164 884 499,69
Assurés, intermédiaires, cédants, coassureurs et comptes rattachés créditeurs		563 170 477,28	404 462 387,07
Personnel - créiteur		33 413 483,41	45 780 017,81
Organismes Sociaux créditeurs		6 373 476,45	12 271 771,65
Etat - créiteur		44 322 890,00	165 448 596,20
Comptes d'Associés - créditeurs		57 645 504,00	6 730 108,00
Autres Créanciers		331 605 346,64	259 042 776,15
Comptes de régularisation - Passif		45 178 620,86	58 408 139,39
<u>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</u>	(I)		
<u>ECARTS DE CONVERSION-PASSIF</u> (Eléments circulants)	(J)		
TOTAL II = (G + H + I + J)		1 929 684 925,08	1 832 995 344,99
<u>TRESORERIE - PASSIF</u>	-		
Crédits d'escompte			
Crédits de Trésorerie			
Banques (soldes créditeurs)			
TOTAL III			
TOTAL GENERAL = I + II + III		17 273 291 315,84	16 554 467 593,34

4. CPC Vie 1^{er} semestre 2010

LIBELLE	EXERCICE			1er Semestre 2009	EXERCICE PRECEDENT 31/12/2009
	Brut	Cessions	Net	Net	
	1	2	3 = 1 - 2	4	
<u>PRIMES</u>	254 754 783,11	29 683 745,27	225 071 037,84	226 369 212,31	444 622 212,97
Primes émises	254 754 783,11	29 683 745,27	225 071 037,84	226 369 212,31	444 622 212,97
<u>PRODUITS TECHNIQUES D'EXPLOITATION</u>				8 495,70	
Subventions d'exploitation					
Autres produits d'exploitation					
Reprises d'exploitation; transferts de charges				8 495,70	
<u>PRESTATIONS ET FRAIS</u>	301 272 116,78	17 912 141,23	283 359 975,55	284 443 029,43	575 676 585,45
Prestations et frais payés	252 844 923,32	40 707 011,86	212 137 911,46	188 260 768,14	376 433 118,38
Variation des provisions pour sinistres à payer	37 770 407,52	2 385 911,97	35 384 495,55	28 333 556,69	22 294 797,44
Variation des provisions des assurances-vie	-18 446 275,55	-25 180 782,60	6 734 507,05	65 361 985,63	149 248 129,08
Variation des provisions pour fluctuations de sinistralité	-2 255 000,00		-2 255 000,00		-5 115 000,00
Variation des provisions pour aléas financiers					
Variation des provisions techniques des contrats en U.C.					
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	31 358 061,49		31 358 061,49	2 486 718,97	32 815 540,55
Variation des autres provisions techniques					
<u>CHARGES TECHNIQUES D'EXPLOITATION</u>	43 600 184,75		43 600 184,75	44 164 254,58	93 069 312,55
Charges d'acquisition des contrats	7 124 788,53		7 124 788,53	6 512 178,20	23 558 080,01
Achats consommés de matières et fournitures	2 220 069,97		2 220 069,97	3 578 984,01	5 758 036,14
Autres charges externes	7 769 175,40		7 769 175,40	6 474 269,91	14 856 041,21
Impôts et taxes	1 232 195,38		1 232 195,38	1 576 284,45	2 360 384,12
Charges de personnel	13 451 985,84		13 451 985,84	14 531 599,92	31 729 131,31
Autres charges d'exploitation	140 830,60		140 830,60	2 691,86	1 061 671,55
Dotations d'exploitation	11 661 139,03		11 661 139,03	11 488 246,23	13 745 968,21
<u>PRODUITS DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE</u>	141 239 929,97		141 239 929,97	192 487 142,94	340 996 967,37
Revenus des placements	71 973 730,19		71 973 730,19	90 281 311,80	167 769 258,76
Gains de change					
Produits des diff. s/prix de remboursement à percevoir	1 082 356,67		1 082 356,67		3 582 833,96
Profits sur réalisation de placements	56 692 621,73		56 692 621,73	96 797 952,10	157 895 909,26
Ajustements de VARCUC (1) (+ values non réalisées)					
Profits provenant de la réévaluation des placements affectés					
Intérêts et autres produits de placements					
Reprises sur charges de placements; trsferts de charges	11 491 221,38		11 491 221,38	5 407 879,04	11 748 965,39
<u>CHARGES DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE</u>	20 012 401,90		20 012 401,90	32 359 724,69	59 662 441,21
Charges d'intérêts	4 477,41		4 477,41	48 222,73	45 778,95
Frais de gestion des placements	981 500,65		981 500,65	1 756 780,18	5 785 070,05



	EXERCICE			1er Semestre 2009	EXERCICE PRECEDENT 31/12/2009
Pertes de change					
Amortissement des différences s/prix de remboursement	10 136 808,40		10 136 808,40	8 825 084,15	17 419 628,08
Pertes sur réalisation de placements	7 165 319,00		7 165 319,00	9 483 893,20	20 354 492,74
Pertes provenant de la réévaluation des placements affectés					
Ajustements de VARCUC (1) (– values non réalisées)					
Autres charges de placements					
Dotations sur placements	1 724 296,44		1 724 296,44	12 245 744,43	16 057 471,39
RESULTAT TECHNIQUE VIE	31 110 009,65	11 771 604,04	19 338 405,61	57 897 842,25	57 210 841,13

5. CPC Non Vie 1^{er} semestre 2010

LIBELLE	LIBELLE			1er Semestre 2009	EXERCICE PRECEDENT 31/12/2009
	Brut	Cessions	Net	Net	
	1	2	3 = 1 - 2	4	
PRIMES	1 161 521 378,50	195 388 892,36	966 132 486,14	954 570 174,36	1 959 304 357,17
Primes émises	1 393 716 752,56	215 776 713,41	1 177 940 039,15	1 157 493 582,55	1 984 645 005,31
Variation des provisions pour primes non acquises	232 195 374,06	20 387 821,05	211 807 553,01	202 923 408,19	25 340 648,14
PRODUITS TECHNIQUES D'EXPLOITATION	5 887 650,02		5 887 650,02	2 828 565,69	3 942 925,72
Subventions d'exploitation					
Autres produits d'exploitation	5 579 728,47		5 579 728,47	264 516,21	335 740,82
Reprises d'exploitation; transferts de charges	307 921,55		307 921,55	2 564 049,48	3 607 184,90
PRESTATIONS ET FRAIS	854 140 450,28	109 323 089,79	744 817 360,49	776 539 285,84	1 330 372 160,70
Prestations et frais payés	559 144 698,04	51 887 670,52	507 257 027,52	513 041 140,05	1 029 038 491,79
Variation des provisions pour sinistres à payer	329 094 526,25	57 867 161,64	271 227 364,61	206 812 700,07	283 592 739,17
Variation des provisions pour fluctuations de sinistralité	-36 181 000,00		-36 181 000,00		7 024 000,00
Variation des provisions pour aléas financiers					
Variation des provisions pour participat. aux bénéfices				-1 186 303,00	100 000,00
Variation des autres provisions techniques	2 082 225,99	-431 742,37	2 513 968,36	57 871 748,72	10 616 929,74
CHARGES TECHNIQUES D'EXPLOITATION	354 926 866,46		354 926 866,46	338 910 676,80	669 547 345,67
Charges d'acquisition des contrats	135 121 127,04		135 121 127,04	124 544 180,20	261 307 624,11
Achats consommés de matières et fournitures	13 381 265,00		13 381 265,00	20 296 826,48	34 706 026,60
Autres charges externes	46 827 981,40		46 827 981,40	36 716 323,05	89 543 405,24
Impôts et taxes	7 426 942,88		7 426 942,88	8 939 289,01	14 226 995,49
Charges de personnel	81 034 277,11		81 034 277,11	82 410 360,91	180 511 624,46
Autres charges d'exploitation	848 843,32		848 843,32	47 200,09	6 399 126,42
Dotations d'exploitation	70 286 429,71		70 286 429,71	65 956 497,06	82 852 543,35
PRODUITS DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE	257 157 836,54		257 157 836,54	274 978 748,18	423 173 378,76
Revenus des placements	105 290 508,30		105 290 508,30	87 437 392,74	133 806 236,99
Gains de change					
Produits des diff. s/prix de remboursement à percevoir				57 624,68	57 624,68
Profits sur réalisation de placements	133 166 723,11		133 166 723,11	180 953 294,88	260 107 964,58
Profits provenant de la réévaluation des placements affectés					
Intérêts et autres produits de placements	12 983 015,03		12 983 015,03		2 493 862,47
Reprises sur charges de placements; trsfts de charges	5 717 590,10		5 717 590,10	6 530 435,88	26 707 690,04
CHARGES DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE	36 579 655,96		36 579 655,96	63 878 666,89	86 315 950,52
Charges d'intérêts	1 690 821,16		1 690 821,16	31 253,16	66 638,68
Frais de gestion des placements	12 486 029,44		12 486 029,44	8 499 926,57	15 964 915,66
Pertes de change					

	LIBELLE			1er Semestre 2009	EXERCICE PRECEDENT 31/12/2009
Amortissement des différences s/prix de remboursement	1 116 148,91		1 116 148,91	1 034 896,05	1 985 551,33
Pertes sur réalisation de placements	5 776 145,93		5 776 145,93	27 799 742,24	36 068 355,14
Pertes provenant de la réévaluation des placements affectés					
Autres charges de placements					
Dotations sur placements	15 510 510,52		15 510 510,52	26 512 848,87	32 230 489,71
RESULTAT TECHNIQUE NON-VIE (1+2-3- 4+5-6)	178 919 892,36	86 065 802,57	92 854 089,79	53 048 858,70	300 185 204,76

6. CPC non technique 1^{er} semestre 2010

LIBELLE	OPERATIONS		TOTAUX	1er Semestre 2009	EXERCICE
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		Net	PRECEDENT 31/12/2009
			DE L'EXERCICE		
			1		2
<u>PRODUITS NON TECHNIQUES COURANTS</u>	2 533 160,60	1 054,00	2 534 214,60	7 517 609,21	13 998 036,40
Produits d'exploitation non techniques courants					
Intérêts et autres produits non techniques courants	2 533 160,60		2 533 160,60	7 406 709,21	13 887 136,40
Produits des diff. s/prix de remboursement à percevoir					
Autres produits non techniques courants		1 054,00	1 054,00	110 900,00	110 900,00
Reprises non techniques, transferts de charges					
<u>CHARGES NON TECHNIQUES COURANTES</u>	321 188,35		321 188,35	22 118,49	1 492 434,69
Charges d'exploitation non techniques courantes	1 143,00		1 143,00	292,00	584,20
Charges financières non techniques courantes					
Amortissement des différences s/prix de remboursement					
Autres charges non techniques courantes	45,37		45,37	47,48	1 449 738,15
Dotations non techniques	319 999,98		319 999,98	21 779,01	42 112,34
RESULTAT NON TECHNIQUE COURANT (1-2)			2 213 026,25	7 495 490,72	12 505 601,71
<u>PRODUITS NON TECHNIQUES NON COURANTS</u>				331 811,50	64 475 285,62
Produits des cessions d'immobilisations				182 000,00	64 043 474,12
Subventions d'équilibre					
Profits provenant de la réévaluation des éléments d'actif					
Autres produits non techniques non courants				149 811,50	431 811,50
Reprises non courantes; transferts de charges					
<u>CHARGES NON TECHNIQUES NON COURANTES</u>				202 098,91	31 932 876,06
Valeurs nettes d'amortis. des immobilisations cédées				161 564,42	31 892 282,81
Subventions accordées					
Pertes provenant de la réévaluation des éléments d'actif					
Autres charges non courantes				40 534,49	40 593,25
Dotations non courantes					
RESULTAT NON TECHNIQUE NON COURANT (3-4)				129 712,59	32 542 409,56
RESULTAT NON TECHNIQUE (1 – 2 + 3 – 4)			2 213 026,25	7 625 203,31	45 048 011,27

7. CPC Recap 1^{er} semestre 2010

	DESIGNATION	Exercice	1er Semestre 2009	EXERCICE PRECEDENT 31/12/2009
			Net	
			4	
I	RESULTAT TECHNIQUE VIE.....	19 338 405,61	57 897 842,25	57 210 841,13
II	RESULTAT TECHNIQUE NON VIE.....	92 854 089,79	53 048 858,70	300 185 204,76
III	RESULTAT NON TECHNIQUE.....	2 213 026,25	7 625 203,31	45 048 011,27
	RESULTAT AVANT IMPOTS.....	114 405 521,65	118 571 904,26	402 444 057,16
	IMPOTS SUR LES RESULTATS.....	10 253 463,00	21 223 000,00	121 211 316,00
IV	RESULTAT NET.....	104 152 058,65	97 348 904,26	281 232 741,16
	TOTAL DES PRODUITS ASSURANCES VIE	366 310 967,81	418 864 850,95	785 619 180,34
	TOTAL DES PRODUITS ASSURANCES NON VIE	1 229 177 972,70	1 232 377 488,23	2 386 420 661,65
	TOTAL DES PRODUITS NON TECHNIQUES	2 534 214,60	7 849 420,71	78 473 322,02
	TOTAL DES PRODUITS	1 598 023 155,11	1 659 091 759,89	3 250 513 164,01
	TOTAL DES CHARGES ASSURANCES VIE	346 972 562,20	360 967 008,70	728 408 339,21
	TOTAL DES CHARGES ASSURANCES NON VIE	1 136 323 882,91	1 179 328 629,53	2 086 235 456,89
	TOTAL DES CHARGES NON TECHNIQUES	321 188,35	224 217,40	33 425 310,75
	IMPOTS SUR LES RESULTATS	10 253 463,00	21 223 000,00	121 211 316,00
	TOTAL DES CHARGES	1 493 871 096,46	1 561 742 855,63	2 969 280 422,85
	RESULTAT NET	104 152 058,65	97 348 904,26	281 232 741,16

II. COMPTES SOCIAUX 2009

1. Bilan actif 2009

ACTIF		EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS	(A)	174 551 879,04	72 869 820,79	101 682 058,25	46 586 539,13
Frais préliminaires		95 588 796,86	27 336 108,36	68 252 688,50	26 820 681,38
Charges à répartir sur plusieurs exercices		78 963 082,18	45 533 712,43	33 429 369,75	19 765 857,75
Primes de remboursement des obligations					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	(B)	1 653 241 204,50	42 091 641,72	1 611 149 562,78	47 132 920,35
Immobilisation en recherche et développement					
Brevets, marques, droits et valeurs similaires					
Fonds commercial		1 560 768 811,69	1 497 043,07	1 559 271 768,62	
Autres immobilisations incorporelles		92 472 392,81	40 594 598,65	51 877 794,16	47 132 920,35
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	(C)	298 868 096,64	118 327 155,47	180 540 941,17	133 599 121,21
Terrains		9 351 750,00		9 351 750,00	
Constructions		16 000 000,00	16 666,66	15 983 333,34	17 139 080,00
Installations techniques, matériel et outillage		520 749,20	520 749,20		
Matériel de transport		4 545 162,71	3 066 711,76	1 478 450,95	2 139 962,37
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers		236 681 374,33	114 723 027,85	121 958 346,48	88 216 777,40
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours		31 769 060,40		31 769 060,40	26 103 301,44
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	(D)	69 477 377,47	37 517 430,34	31 959 947,13	1 087 019 100,54
Prêts immobilisés		51 420 394,11	26 737 333,09	24 683 061,02	
Autres créances financières		18 056 983,36	10 780 097,25	7 276 886,11	12 019 100,49
Titres de participation					1 075 000 000,05
Autres titres immobilisés					
PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE	(E)	10 495 523 433,07	192 575 381,41	10 302 948 051,66	7 284 937 033,55
Placements immobiliers		1 282 058 545,82	100 459 434,43	1 181 599 111,39	454 499 518,51
Obligations, bons et titres de créances négociables		2 581 527 134,30		2 581 527 134,30	2 169 962 182,08
Actions et parts sociales		5 218 750 391,68	91 856 651,22	5 126 893 740,46	4 091 264 634,72
Prêts et effets assimilés		24 052 227,42	259 295,76	23 792 931,66	6 213 085,75
Dépôts en compte indisponibles		1 122 122 661,10		1 122 122 661,10	530 924 742,66
Placements affectés aux contrats en unités de compte					
Dépôts auprès des cédantes					
Autres placements		267 012 472,75		267 012 472,75	32 072 869,83
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF	(F)				
Diminution des créances immobilisées et des placements					
Augmentation des dettes de financement et des provisions techniques					
TOTAL I (A + B + C + D + E + F)		12 691 661 990,72	463 381 429,73	12 228 280 560,99	8 599 274 714,78
PART DES CESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES	(G)	1 735 654 158,61		1 735 654 158,61	1 362 102 483,44
Provisions pour primes non acquises		93 334 072,28		93 334 072,28	64 969 442,14
Provisions pour sinistres à payer		895 679 107,69		895 679 107,69	534 955 827,58
Provisions des assurances Vie		741 973 551,86		741 973 551,86	758 327 373,05
Autres provisions techniques		4 667 426,78		4 667 426,78	3 849 840,67
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	(H)	3 307 966 732,58	1 066 888 129,62	2 241 078 602,96	964 786 893,45

ACTIF		EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Cessionnaires et comptes rattachés débiteurs		133 882 934,25	1 648 311,43	132 234 622,82	190 908 688,91
Assurés, intermédiaires, cédants, coassureurs et comptes rattachés débiteurs		2 500 443 534,82	1 030 015 181,87	1 470 428 352,95	537 444 973,07
Personnel - débiteur		6 298 565,74	1 213 278,70	5 085 287,04	3 820 718,34
Etat - débiteur		100 638 487,05		100 638 487,05	35 270 446,06
Comptes d'Associés - débiteurs		211 025 828,40		211 025 828,40	36 755 000,00
Autres débiteurs		134 426 962,50	34 011 357,62	100 415 604,88	14 446 864,74
Comptes de régularisation-Actif		221 250 419,82		221 250 419,82	146 140 202,33
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (non affectés aux opérations d'assurance)	(I)	287 799 973,49	360 600,00	287 439 373,49	134 486 240,38
ECART DE CONVERSION - ACTIF (éléments circulants)	(J)				
TOTAL II (G + H + I + J)		5 331 420 864,68	1 067 248 729,62	4 264 172 135,06	2 461 375 617,27
TRESORERIE - ACTIF	-	62 014 897,29		62 014 897,29	45 739 234,54
Chèques et valeurs à encaisser					3 418 996,21
Banques, TGR et C.C.P. (soldes débiteurs)		61 878 216,51		61 878 216,51	42 243 735,47
Caisses, Régies d'avances et accreditifs		136 680,78		136 680,78	76 502,86
TOTAL III		62 014 897,29		62 014 897,29	45 739 234,54
TOTAL GENERAL = I + II + III		18 085 097 752,69	1 530 630 159,35	16 554 467 593,34	11 106 389 566,59

Arrêté l'Actif du bilan 2009 à la somme de : Seize milliards cinq cent cinquante-quatre millions quatre cent soixante-sept mille cinq cent quatre-vingt-treize dirhams et trente-quatre centimes.



2. Bilan Passif 2009

PASSIF		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
<u>CAPITAUX PROPRES</u>	(A)	2 318 107 552,20	1 821 621 096,09
Capital social ou fonds d'établissement		411 687 400,00	388 777 600,00
moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé			
= Capital appelé dont versé.....		411 687 400,00	388 777 600,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport		1 154 962 986,95	908 190 208,00
Ecart de réévaluation		27 732 511,78	27 732 511,78
Réserve légale		27 535 777,42	18 865 858,60
Autres réserves		410 000 000,00	300 000 000,00
Report à nouveau (1)		4 956 134,89	4 656 541,29
Fonds social complémentaire			
Résultats nets en Instance d'affectation (1)			
Résultat net de l'exercice (1)		281 232 741,16	173 398 376,42
<u>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES</u>	(B)		
Provisions réglementées			
<u>DETTES DE FINANCEMENT</u>	(C)	800 000 000,00	
Emprunts Obligataires			
Emprunts pour fonds d'établissement			
Autres dettes de financement		800 000 000,00	
<u>PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES & CHARGES</u>	(D)	7 863 573,97	7 863 573,97
Provisions pour risques		7 863 573,97	7 863 573,97
Provisions pour charges			
<u>PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES</u>	(E)	11 595 501 122,18	7 899 128 382,89
Provisions pour primes non acquises		596 632 368,86	329 803 382,58
Provisions pour sinistres à payer		6 007 750 046,95	2 956 796 915,23
Provisions des assurances Vie		4 419 261 709,58	4 286 367 401,69
Provisions pour fluctuations de sinistralité		214 288 000,00	15 789 000,00
Provisions pour aléas financiers			
Provisions techniques des contrats en unités de compte			
Provisions pour participations aux bénéfices		142 555 152,84	106 739 612,29
Provisions techniques sur placements		165 096 562,16	165 096 562,16
Autres provisions techniques		49 917 281,79	38 535 508,94
<u>ECARTS DE CONVERSION - PASSIF</u>	(F)		
Augmentation des créances Immobilisées et des placements			
Diminution des dettes de financement et des provisions techniques			
TOTAL I = (A+B+C+D+E+F)		14 721 472 248,35	9 728 613 052,95
<u>DETTES POUR ESPECES REMISES PAR LES CESSIONNAIRES</u>	(G)	715 967 049,03	628 875 297,52
Dettes pour espèces remises par les cessionnaires		715 967 049,03	628 875 297,52
<u>DETTES DU PASSIF CIRCULANT</u>	(H)	1 117 028 295,96	663 302 135,61
Cessionnaires et comptes rattachés créditeurs		164 884 499,69	190 357 281,22
Assurés, intermédiaires, cédants, co-assureurs et comptes rattachés créditeurs		404 462 387,07	54 371 883,37
Personnel - créditeur		45 780 017,81	26 174 602,32
Organismes Sociaux créditeurs		12 271 771,65	5 334 427,90
Etat - créditeur		165 448 596,20	88 026 184,61
Comptes d'Associés - créditeurs		6 730 108,00	647 858,00

PASSIF		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
Autres Créanciers		259 042 776,15	250 738 224,47
Comptes de régularisation - Passif		58 408 139,39	47 651 673,72
<u>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</u>	(I)		
<u>ECARTS DE CONVERSION-PASSIF</u> (Eléments circulants)	(J)		
TOTAL II = (G + H + I + J)		1 832 995 344,99	1 292 177 433,13
<u>TRESORERIE - PASSIF</u>	-		85 599 080,51
Crédits d'escompte			
Crédits de Trésorerie			
Banques (soldes créditeurs)			85 599 080,51
TOTAL III			85 599 080,51
TOTAL GENERAL = I + II + III		16 554 467 593,34	11 106 389 566,59

3. CPC Vie 2009

LIBELLE	EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
	Brut 1	Cessions 2	Net 3 = 1 - 2	Net 4
<u>PRIMES</u>	511 952 218,69	67 330 005,72	444 622 212,97	402 586 214,01
Primes émises	511 952 218,69	67 330 005,72	444 622 212,97	402 586 214,01
<u>PRODUITS TECHNIQUES D'EXPLOITATION</u>				236 223,02
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation				170 036,00
Reprises d'exploitation; transferts de charges				66 187,02
<u>PRESTATIONS ET FRAIS</u>	665 905 116,56	90 228 531,11	575 676 585,45	532 317 179,78
Prestations et frais payés	473 108 624,05	96 675 505,67	376 433 118,38	442 524 882,70
Variation des provisions pour sinistres à payer	32 201 644,07	9 906 846,63	22 294 797,44	-41 376 730,95
Variation des provisions des assurances-vie	132 894 307,89	-16 353 821,19	149 248 129,08	124 588 553,61
Variation des provisions pour fluctuations de sinistralité	-5 115 000,00		-5 115 000,00	15 789 000,00
Variation des provisions pour aléas financiers				
Variation des provisions techniques des contrats en U.C.				
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	32 815 540,55		32 815 540,55	-9 208 525,58
Variation des autres provisions techniques				
<u>CHARGES TECHNIQUES D'EXPLOITATION</u>	93 069 312,55		93 069 312,55	82 676 048,56
Charges d'acquisition des contrats	23 558 080,01		23 558 080,01	19 129 570,91
Achats consommés de matières et fournitures	5 758 036,14		5 758 036,14	5 937 633,29
Autres charges externes	14 856 041,21		14 856 041,21	14 840 220,73
Impôts et taxes	2 360 384,12		2 360 384,12	2 254 885,64
Charges de personnel	31 729 131,31		31 729 131,31	26 795 327,98
Autres charges d'exploitation	1 061 671,55		1 061 671,55	499 019,61
Dotations d'exploitation	13 745 968,21		13 745 968,21	13 219 390,40
<u>PRODUITS DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE</u>	340 996 967,37		340 996 967,37	308 209 159,36
Revenus des placements	167 769 258,76		167 769 258,76	137 873 659,90
Gains de change				
Produits des diff. s/prix de remboursement à percevoir	3 582 833,96		3 582 833,96	1 095 865,64
Profits sur réalisation de placements	157 895 909,26		157 895 909,26	143 551 434,42
Ajustements de VARCUC (1) (+ values non réalisées)				
Profits provenant de la réévaluation des placements affectés				
Intérêts et autres produits de placements				393 648,37
Reprises sur charges de placements; transferts de charges	11 748 965,39		11 748 965,39	25 294 551,03
<u>CHARGES DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE</u>	59 662 441,21		59 662 441,21	88 513 872,93
Charges d'intérêts	45 778,95		45 778,95	1 731 588,66
Frais de gestion des placements	5 785 070,05		5 785 070,05	7 521 257,76
Pertes de change				
Amortissement des différences s/prix de remboursement	17 419 628,08		17 419 628,08	20 570 077,23
Pertes sur réalisation de placements	20 354 492,74		20 354 492,74	47 053 265,73
Pertes provenant de la réévaluation des placements affectés				
Ajustements de VARCUC (1) (- values non réalisées)				
Autres charges de placements				
Dotations sur placements	16 057 471,39		16 057 471,39	11 637 683,55
RESULTAT TECHNIQUE VIE (1+2-3- 4+5-6)	34 312 315,74	-22 898 525,39	57 210 841,13	7 524 495,12

(1) VARCUC : Valeurs des actifs représentatifs des contrats en unités de compte.

4. CPC Non Vie 2009

LIBELLE	LIBELLE			EXERCICE PRECEDENT Net
	Brut	Cessions	Net	
	1	2	3 = 1 - 2	
PRIMES	2 287 214 049,90	327 909 692,73	1 959 304 357,17	826 273 782,00
Primes émises	2 318 092 718,18	333 447 712,87	1 984 645 005,31	875 717 188,24
Variation des provisions pour primes non acquises	30 878 668,28	5 538 020,14	25 340 648,14	49 443 406,24
PRODUITS TECHNIQUES D'EXPLOITATION	3 942 925,72		3 942 925,72	143 331,89
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation	335 740,82		335 740,82	
Reprises d'exploitation; transferts de charges	3 607 184,90		3 607 184,90	143 331,89
PRESTATIONS ET FRAIS	1 605 654 653,44	275 282 492,74	1 330 372 160,70	600 014 032,16
Prestations et frais payés	1 229 342 255,94	200 303 764,15	1 029 038 491,79	387 812 529,45
Variation des provisions pour sinistres à payer	367 028 160,65	83 435 421,48	283 592 739,17	199 503 356,57
Variation des provisions pour fluctuations de sinistralité	7 024 000,00		7 024 000,00	-7 235 000,00
Variation des provisions pour aléas financiers				
Variation des provisions pour participat. aux bénéfices	100 000,00		100 000,00	-3 350 000,00
Variation des autres provisions techniques	2 160 236,85	-8 456 692,89	10 616 929,74	23 283 146,14
CHARGES TECHNIQUES D'EXPLOITATION	669 547 345,67		669 547 345,67	329 777 486,81
Charges d'acquisition des contrats	261 307 624,11		261 307 624,11	128 406 633,94
Achats consommés de matières et fournitures	34 706 026,60		34 706 026,60	18 833 469,30
Autres charges externes	89 543 405,24		89 543 405,24	47 071 421,92
Impôts et taxes	14 226 995,49		14 226 995,49	7 152 230,12
Charges de personnel	180 511 624,46		180 511 624,46	84 991 605,57
Autres charges d'exploitation	6 399 126,42		6 399 126,42	1 391 785,91
Dotations d'exploitation	82 852 543,35		82 852 543,35	41 930 340,05
PRODUITS DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE	423 173 378,76		423 173 378,76	442 895 857,74
Revenus des placements	133 806 236,99		133 806 236,99	62 482 140,76
Gains de change				
Produits des diff. s/prix de remboursement à percevoir	57 624,68		57 624,68	
Profits sur réalisation de placements	260 107 964,58		260 107 964,58	364 406 481,23
Profits provenant de la réévaluation des placements affectés				
Intérêts et autres produits de placements	2 493 862,47		2 493 862,47	1 681 461,63
Reprises sur charges de placements; trsferts de charges	26 707 690,04		26 707 690,04	14 325 774,12
CHARGES DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE	86 315 950,52		86 315 950,52	113 315 693,57
Charges d'intérêts	66 638,68		66 638,68	1 457 016,20
Frais de gestion des placements	15 964 915,66		15 964 915,66	13 656 181,49
Pertes de change				
Amortissement des différences s/prix de remboursement	1 985 551,33		1 985 551,33	2 121 605,65
Pertes sur réalisation de placements	36 068 355,14		36 068 355,14	80 108 610,94
Pertes provenant de la réévaluation des placements affectés				
Autres charges de placements				
Dotations sur placements	32 230 489,71		32 230 489,71	15 972 279,29
RESULTAT TECHNIQUE NON-VIE (1+2-3- 4+5-6)	352 812 404,75	52 627 199,99	300 185 204,76	226 205 759,09

5. CPC non technique 2009

LIBELLE	OPERATIONS		TOTAUX	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents	DE L'EXERCICE	
	1	2	3=1+2	4
PRODUITS NON TECHNIQUES COURANTS	13 887 136,40	110 900,00	13 998 036,40	1 367 382,66
Produits d'exploitation non techniques courants				
Intérêts et autres produits non techniques courants	13 887 136,40		13 887 136,40	1 367 032,66
Produits des diff. s/prix de remboursement à percevoir				
Autres produits non techniques courants		110 900,00	110 900,00	350,00
Reprises non techniques, transferts de charges				
CHARGES NON TECHNIQUES COURANTES	1 492 434,69		1 492 434,69	880 545,43
Charges d'exploitation non techniques courantes	584,20		584,20	
Charges financières non techniques courantes				
Amortissement des différences s/prix de remboursement				
Autres charges non techniques courantes	1 449 738,15		1 449 738,15	259 762,09
Dotations non techniques	42 112,34		42 112,34	620 783,34
RESULTAT NON TECHNIQUE COURANT (1-2)			12 505 601,71	486 837,23
PRODUITS NON TECHNIQUES NON COURANTS	64 193 285,62	282 000,00	64 475 285,62	14 911 574,98
Produits des cessions d'immobilisations	64 043 474,12		64 043 474,12	
Subventions d'équilibre				
Profits provenant de la réévaluation des éléments d'actif				
Autres produits non techniques non courants	149 811,50	282 000,00	431 811,50	8 411 574,98
Reprises non courantes; transferts de charges				6 500 000,00
CHARGES NON TECHNIQUES NON COURANTES	31 929 336,25	3 539,81	31 932 876,06	3 000 040,00
Valeurs nettes d'amortis. des immobilisations cédées	31 892 282,81		31 892 282,81	
Subventions accordées				
Pertes provenant de la réévaluation des éléments d'actif				
Autres charges non courantes	37 053,44	3 539,81	40 593,25	
Dotations non courantes				3 000 040,00
RESULTAT NON TECHNIQUE NON COURANT (3-4)			32 542 409,56	11 911 534,98
RESULTAT NON TECHNIQUE (1 - 2 + 3 - 4)			45 048 011,27	12 398 372,21

6. Synthèse des masses du bilan 2009

		Exercice 2009 a	Exercice 2008 b	Variations a – b	
				Emplois c	Ressources d
Financement Permanent (moins rubrique 16)		3 125 971 126,17	1 829 484 670,06	0,00	1 296 486 456,11
Moins actif immobilisé (moins rubrique 26)		1 925 332 509,33	1 314 337 681,23	610 994 828,10	0,00
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL	(A)	1 200 638 616,84	515 146 988,83	0,00	685 491 628,01
Provisions techniques nettes de cessions (16 – 32)		9 859 846 963,57	6 537 025 899,45	0,00	3 322 821 064,12
Placements moins dépôts des réassureurs (26 – 42)		9 586 981 002,63	6 656 061 736,03	2 930 919 266,60	0,00
= BESOIN EN COUVERTURE	(B)	272 865 960,94	-119 035 836,58	0,00	391 901 797,52
Actif circulant (moins rubrique 32)		2 528 517 976,45	1 099 273 133,83	1 429 244 842,62	0,00
Passif circulant (moins rubrique 42)		1 117 028 295,96	663 302 135,61	0,00	453 726 160,35
= BESOIN DE FINANCEMENT	(C)	1 411 489 680,49	435 970 998,22	975 518 682,27	0,00
TRESORERIE NETTE (ACTIF – PASSIF) (A + B – C)		62 014 897,29	-39 859 845,97	101 874 743,26	0,00

7. Flux de trésorerie 2009

ELEMENTS DE FLUX	Signe	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
RESULTAT NET	±	281 232 741,16	173 398 376,42
Variation des provisions techniques nettes de cessions	±	3 322 976 419,24	351 437 206,03
Variation des amortissements et provisions (1)	±	75 610 398,46	10 224 894,86
Variation des ajustements VARCUC (736 – 636)	±	0,00	
(±) valeurs provenant de la réévaluation d'éléments d'actif	±	0,00	
(±) valeurs réalisées sur cessions d'éléments d'actif	±	-393 732 217,27	-380 796 038,98
Variation des créances et des dettes techniques (341 + 342 – 441 – 442 – 42)	±	-462 599 840,11	3 146 300,65
Variation des créances pour espèces ou titres déposés (267)	±	0,00	
Variation des débiteurs et créditeurs divers (343 à 348 – 443 à 448)	±	-208 520 205,72	246 981 120,00
Autres variations (349 – 449)	±	-64 353 751,82	2 815 030,52
A - FLUX D'EXPLOITATION	Σ	2 550 613 543,94	407 206 889,50
Acquisitions – Prix de cessions d'immeubles (261) (2)	±	-666 531 456,85	151 520 012,85
Acquisitions – Prix de cessions d'obligations (262)	±	-411 471 228,52	-437 517 928,75
Acquisitions – Prix de cessions d'actions (263) (2)	±	-744 696 600,30	823 628 764,94
Autres acquisitions – Prix de cessions (264 265 266 268) (2)	±	-843 717 367,27	-493 539 982,33
Autres acquisitions – Prix de Cessions ou réductions (21 22 23 24 25 35)	±	-797 575 862,69	-877 447 746,03
B - FLUX D'INVESTISSEMENT	Σ	-3 463 992 515,63	-833 356 879,32
Dividendes versés	–	-54 428 864,00	-42 525 000,00
Emission (remboursement) nets d'emprunts	±	800 000 000,00	
Augment. (réduction) de capital et fonds d'établissement	±	269 682 578,95	516 967 808,00
Augment. (réduction) d'actions auto détenues	±		
C - FLUX DE FINANCEMENT	Σ	1 015 253 714,95	474 442 808,00
D - IMPACT DE CHANGE (+17 –27 –37 +47)	±	0,00	
D - VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (A+B+C)	Σ	101 874 743,26	48 292 818,18
E - TRESORERIE au 1er Janvier	±	-39 859 845,97	-88 152 664,15
F - TRESORERIE EN FIN DE PERIODE (D+E)	Σ	62 014 897,29	-39 859 845,97

8. Tableau de formation des résultats 2009

		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
1	Primes acquises (1a - 1b)	2 799 166 268,59	1 477 605 868,64
1a	Primes émises	2 830 044 936,87	1 543 312 857,27
1b	Variation des provisions pour primes non acquises	30 878 668,28	65 706 988,63
2	Variation des provisions mathématiques	77 057 306,69	91 354 230,09
3	Ajustement VARCUC	0,00	0,00
4	Charges des prestations	2 016 770 234,28	1 201 634 192,57
4a	Prestations et frais payés	1 696 452 811,71	956 347 080,22
4b	Variation des provisions pour prestations diverses	320 317 422,57	245 287 112,35
A = Solde de souscription (marge brute) (1 - 2 - 3 - 4)		705 338 727,62	184 617 445,98
5	Charges d'acquisition	284 865 704,12	147 536 204,85
6	Autres charges techniques d'exploitation	477 750 954,10	264 917 330,52
7	Produits techniques d'exploitation	3 942 925,72	379 554,91
B = Charges d'acquisition et de gestion nettes (5 + 6 - 7)		758 673 732,50	412 073 980,46
C = Marge d'exploitation (A - B)		-53 335 004,88	-227 456 534,48
8	Produits nets des placements hors ajustements VARCUC	618 191 954,40	549 275 450,60
9	Participations aux résultats et intérêts crédités	177 732 229,03	-4 296 959,86
D = Solde financier (8 - 9)		440 459 725,37	553 572 410,46
E = Résultat technique brut (C + D)		387 124 720,49	326 115 875,98
10	Part des réassureurs dans les primes acquises	395 239 698,45	248 745 872,63
11	Part des réassureurs dans les prestations payées	296 979 269,82	127 664 057,46
12	Part des réassureurs dans les provisions	68 531 754,03	28 696 193,40
F = Solde de réassurance (11 + 12 - 10)		-29 728 674,60	-92 385 621,77
G = Résultat technique net (E + F)		357 396 045,89	233 730 254,21
13	Résultat non technique courant	12 505 601,71	486 837,23
14	Résultat non technique non courant	32 542 409,56	11 911 534,98
H = Résultat non technique (13 + 14)		45 048 011,27	12 398 372,21
I = Résultat avant impôt		402 444 057,16	246 128 626,42
15	Impôt sur les sociétés	121 211 316,00	72 730 250,00
J = Résultat net (I - 15)		281 232 741,16	173 398 376,42
16	C' = Marge d'exploitation nette de réassurance (C + F)	-83 063 679,48	-319 842 156,25

9. Méthodes d'évaluation appliquées par l'entreprise

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE	
ACTIF IMMOBILISE	
A. EVALUATION A L'ENTREE	
1. Immobilisations en non-valeurs	Sont inscrites à leur coût historique
2. Immobilisations incorporelles	Sont inscrites à leur coût d'acquisition
3. Immobilisations corporelles	Sont inscrites à leur coût d'acquisition
4. Immobilisations financières	Selon la nature des placements (voir point 5, ci-dessous)
5. Placements affectés aux opérations d'assurances	
5.1 Placements immobiliers	Sont inscrites à leur coût d'acquisition ou de revient. Les constructions sont amorties linéairement sur une période de 25 ans
5.2 Titres à revenus fixes	Sont inscrits à leur prix d'achat hors frais d'acquisition et hors intérêts courus. Les frais d'acquisition sont amortis linéairement sur la durée de vie résiduelle du titre.
5.3 Titres à revenus variables	Sont inscrits à leur prix d'achat à l'exclusion des frais d'acquisition. L'évaluation des titres cotés est faite au cours moyen le plus bas du dernier trimestre, l'évaluation des titres non cotés est faite à la valeur de quote-part d'actif net comptable
B. CORRECTIONS DE VALEURS	
1. Méthodes d'amortissements	Amortissement linéaire
2. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Méthodes réglementaires
3. Méthodes de détermination des écarts de conversion - Actif	na
ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)	
A. EVALUATION A L'ENTREE	
1. Part des réassureurs dans les provisions techniques	Application des traités de réassurance
2. Créances et autres actifs circulants	Valeurs historiques
3. Titres et autres valeurs de placements	Selon la nature des placements voir le point 5, ci-dessus
B. CORRECTIONS DE VALEURS	
1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Evaluations réglementaires
2. Méthodes de détermination des écarts de conversion - Actif	na
FINANCEMENT PERMANENT	
1. Méthodes de réévaluation	Rapport d'expert
2. Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	Méthodes réglementaires
3. Dettes de financement permanent	Valeurs historiques
4. Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	Évaluées en fonction des risques éventuels des litiges en cours opposant la Compagnie à des tiers.
5. Méthodes d'évaluation des provisions techniques	Méthodes réglementaires selon l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1548-05 du 10/10/2005
6. Méthodes de détermination des écarts de conversion - Passif	na
PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)	
1. Dettes pour espèces remises par les réassureurs	Application des conditions des traités de réassurance
2. Dettes du passif circulant	Valeurs historiques
3. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges	Méthodes réglementaires
4. Méthodes de détermination des écarts de conversion - Passif	na
TRESORERIE	
1. Trésorerie - Actif	Valeurs historiques
2. Trésorerie - Passif	Valeurs historiques
3. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Méthode forfaitaire

10. Etat des dérogations

Indications des dérogations	Justification des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	Néant	Néant
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	Néant	Néant
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	Néant	Néant

11. Etat des changements de méthode

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS.
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	Néant	Néant
II. Changements affectant les règles de présentation	Néant	Néant

12. Détail des non-valeurs

Compte principal	Intitulé	Montant
211	Frais préliminaires	95 588 796,86
2111	Frais de constitution	
2112	Frais préalables au démarrage	
2113	Frais d'augmentation du capital	14 958 555,00
2114	Frais sur opérations de fusions, scissions et transformations	80 630 241,86
2116	Frais de prospection	
2117	Frais de publicité	
2118	Autres frais préliminaires	
212	Charges à répartir sur plusieurs exercices	78 963 082,18
2121	Frais d'acquisition des immobilisations	8 600 053,44
2122	Frais d'acquisition des placements	37 603 573,25
2125	Frais d'émission des emprunts	
2126	Frais d'acquisition des contrats précomptés	
2126	Frais de lancement des produits Addamne Al Madrassi/ Al Hiraï	8 898 530,47
2128	Autres charges à répartir	23 860 925,02
213	Primes de remboursements des obligations	
2130	Primes de remboursement des obligations	
	TOTAL	174 551 879,04

13. Tableau des titres de participations

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.p.c. de l'exercice
						Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
	1	2	3		5	6	7	8	9
Immobilisations financières									
Placements affectés aux opérations d'assurances									
SMAEX	Assurances	37 450 000	2,00%	750 000	750 000,00	31/12/2009			
CAT	Assurances	162 656 000	16,16%	26 290 600	26 290 600,00	31/12/2009			
WAFASSURANCE	Assurances	350 000 000	1,12%	79 203 181	79 203 181,00	31/12/2009			
TASLIF	Etablissement de crédit	71 575 000	61,74%	322 088 131	322 088 131,00	31/12/2009			-
LABEL VIE	Distribution	229 075 000	18,57%	498 207 196	498 207 196,00	31/12/2009			
STOCKVIS	Distribution	91 951 500	13,91%	99 510 365	99 510 365,00	31/12/2009			
AFRICA-RE -ACT-	Assurances	788 000 000	0,27%	2 095 692	2 095 692,45	31/12/2009			
AGMA	Assurances	20 000 000	2,36%	12 256 229	12 256 229,00	31/12/2009			
TOTAL				1 040 401 394,45	1 040 401 394,45				

14. Tableau des placements

ELEMENTS DE L'ACTIF	Valeur brute	Valeur nette	Valeur de réalisation (1)	Plus ou moins valeur latente
Terrains (2311, 2312, 2316, 2611)	555 169 418,97	555 169 418,97	579 415 908,74	24 246 489,77
Constructions (2313, 2321, 2323, 2325, 2327, 2612)	643 542 075,67	543 065 974,58	682 257 400,00	139 191 425,42
Parts et actions de sociétés immobilières (2613)	14 284 700,00	14 284 700,00	14 284 700,00	
Autres placements immobiliers (2318, 2328, 2618, 3508)	46 599 212,11	46 599 212,11	59 048 212,11	12 449 000,00
Placements immobiliers en cours (2392, 2619)	94 414 101,18	94 414 101,18	94 414 101,18	
Total des placements immobiliers	1 354 009 507,93	1 253 533 406,84	1 429 420 322,03	175 886 915,19
Obligations de l'Etat (26211, 26221)	1 759 914 475,50	1 759 914 475,50	1 802 694 732,46	42 780 256,96
Bons du Trésor (26213, 26223)	30 216 942,67	30 216 942,67	31 013 295,92	796 353,25
Obligations garanties par l'Etat (26215, 26225)	225 770 003,30	225 770 003,30	231 720 065,06	5 950 061,76
Titres hypothécaires (2623) (Obligations)				
Titres de créances négociables (2624)	202 300 000,00	202 300 000,00	202 531 231,60	231 231,60
Autres obligations et bons ((26218, 26228, 2481, 3504, 3506)	363 325 712,83	363 325 712,83	374 064 354,97	10 738 642,14
Total obligations, bons & titres de créances négociables	2 581 527 134,30	2 581 527 134,30	2 642 023 680,01	60 496 545,71
Titres de participation (2510, 2631)	445 433 773,77	445 433 773,77	451 913 753,00	6 479 979,23
Actions cotées (2632)	2 102 330 826,42	2 102 330 826,42	2 034 191 443,80	-68 139 382,62
OPCVM Obligations (2634)	1 544 829 187,16	1 544 829 187,16	1 691 487 265,00	146 658 077,84
OPCVM Actions (2635)	954 122 068,95	954 122 068,95	936 404 744,52	-17 717 324,43
OPCVM Divers (2636) destinés aux FPC en Titrisation				
Autres Actions et Parts Sociales (2633, 2638)	172 034 535,38	80 177 884,16	91 305 433,43	11 127 549,27
Total actions et titres de participation	5 218 750 391,68	5 126 893 740,46	5 205 302 639,75	78 408 899,29
Prêts en première hypothèque (2641)	5 276 313,49	5 017 017,73	5 017 017,73	
Avances sur polices vie (2643)				
Prêts nantis par des obligations (2644)				
Autres prêts (2411, 15, 16, 18, 83, 87, 2488, 2648, 2683, 2688)	347 665 720,04	310 148 289,70	330 148 289,70	20 000 000,00
Total prêts et créances immobilisées	352 942 033,53	315 165 307,43	335 165 307,43	20 000 000,00
Dépôts à terme (2651)	1 122 122 661,10	1 122 122 661,10	1 122 122 661,10	
Autres dépôts (2486, 2658)	7 600 044,11	7 600 044,11	7 600 044,11	
Valeurs remises aux cédantes (2672)				
Créances pour espèces remises aux cédantes (2675)				

ELEMENTS DE L'ACTIF	Valeur brute	Valeur nette	Valeur de réalisation (1)	Plus ou moins value latente
Total dépôts	1 129 722 705,21	1 129 722 705,21	1 129 722 705,21	
Placements immobiliers (2661)				
Obligations et bons (2662)				
Actions et parts autres que les OPCVM (2663)				
Parts et actions OPCVM (2664)				
Parts et actions autres OPCVM (2665)				
Autres placements ((2668)				
Total placements affectés aux contrats en U.C.				
TOTAL	10 636 951 772,65	10 406 842 294,24	10 741 634 654,43	334 792 360,19

15. Provisions techniques

Nature	Montant au début de l'exercice			Variations de l'exercice			Montant à la fin de l'exercice		
	Brut	Cessions	Net	Brut	Cessions	Net	Brut	Cessions	Net
Provisions pour primes non acquises	329 803 382,58	64 969 442,14	264 833 940,44	30 878 668,28	5 538 020,14	25 340 648,14	596 632 368,86	93 334 072,28	503 298 296,58
Provisions pour primes non acquises Ex SAADA	235 950 318,00	22 826 610,00	213 123 708,00						
Provisions pour sinistres à payer	2 956 796 915,23	534 955 827,58	2 421 841 087,65	399 229 804,72	93 342 268,11	305 887 536,61	6 007 750 046,95	895 679 107,69	5 112 070 939,26
Provisions pour sinistres à payer Ex SAADA	2 651 723 327,00	267 381 012,00	2 384 342 315,00						
Provisions des assurances vie	4 286 367 401,69	758 327 373,05	3 528 040 028,64	132 894 307,89	-16 353 821,19	149 248 129,08	4 419 261 709,58	741 973 551,86	3 677 288 157,72
Provisions pour fluctuations de sinistralité	15 789 000,00		15 789 000,00	1 909 000,00		1 909 000,00	214 288 000,00		214 288 000,00
Provisions pour fluctuations de sinistralité Ex SAADA	196 590 000,00		196 590 000,00						
Provisions pour aléas financiers									
Provisions des contrats en unités de compte									
Provisions pour participations aux bénéfices	106 739 612,29		106 739 612,29	32 915 540,55		32 915 540,55	142 555 152,84		142 555 152,84
Provisions pour participations aux bénéfices Ex SAADA	2 900 000,00		2 900 000,00						
Provisions techniques sur placements	165 096 562,16		165 096 562,16	-155 355,12		-155 355,12	165 096 562,16		165 096 562,16
Provisions techniques sur placements Ex SAADA	74 247 393,27		74 247 393,27	-74 092 038,15		-74 092 038,15			
Autres provisions techniques	38 535 508,94	3 849 840,67	34 685 668,27	2 160 236,85	-8 456 692,89	10 616 929,74	49 917 281,79	4 667 426,78	45 249 855,01
Autres provisions techniques Ex SAADA	9 221 536,00	9 274 279,00	-52 743,00						
TOTAL	11 069 760 957,16	1 661 584 384,44	9 408 176 572,72	525 740 165,02	74 069 774,17	451 670 390,85	11 595 501 122,18	1 735 654 158,61	9 859 846 963,57

16. Autres provisions techniques

Nature	Montant début de l'exercice							Montant fin d'exercice
		d'exploitation technique	sur placements	non techniques	d'exploitation technique	sur placements	non techniques	
Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	131 761 032,97	38 337,99	26 280 942,34			38 301 300,31		131 130 420,39
Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé de Ex SAADA	11 351 407,40							
Provisions réglementées								
Provisions durables pour risques et charges	7 863 573,97							7 863 573,97
SOUS TOTAL (A)	150 976 014,34	38 337,99	26 280 942,34			38 301 300,31		138 993 994,36
Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	467 420 795,49	42 212 938,51			3 456 196,45			1 067 248 729,62
Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (Traité Essaada)	561 071 192,07							
Autres provisions pour risques et charges								
Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
Provisions pour participations aux bénéfices								
SOUS TOTAL (B)	1 028 491 987,56	42 212 938,51			3 456 196,45			1 067 248 729,62
TOTAL (A+B)	1 179 468 001,90	42 251 276,50	26 280 942,34		3 456 196,45	38 301 300,31		1 206 242 723,98

17. Tableau des créances

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			Montants représentés par des effets
		plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organismes publics	Montants sur les entreprises liées	
DE L'ACTIF IMMOBILISE								
Immobilisations financières								
Prêts immobilisés	51 420 394,11	51 420 394,11						
Autres créances financières	18 056 983,36	18 056 983,36						
Placements affectés aux opérations d'assurance								
Obligations et bons et Titres non négociables	2 581 527 134,30	2 581 527 134,30				1 562 682 395,00	1 018 844 739,30	
Prêts et effets assimilés	24 052 227,42	24 052 227,42						
Créances pour dépôts auprès des cédantes								
Sous-total	2 675 056 739,19	2 675 056 739,19				1 562 682 395,00	1 018 844 739,30	
DE L'ACTIF CIRCULANT								
Parts des réassureurs dans les provisions techniques	1 735 654 158,61	1 735 654 158,61						
Cessionnaires et comptes rattachés débiteurs	133 882 934,25	133 882 934,25						
Assurés, Intermédiaires, cédants, co-assureurs et comptes rattachés	2 500 443 534,82	2 500 443 534,82						
Personnel	6 298 565,74		6 298 565,74					
Etat	100 638 487,05	51 325 628,40	49 312 858,65			100 638 487,05		
Comptes d'associés	211 025 828,40		211 025 828,40					
Autres débiteurs	134 426 962,50	53 770 785,00	80 656 177,50					
Compte de régularisation - actif	221 250 419,82	154 875 293,87	66 375 125,95					
Sous-total	5 043 620 891,19	4 629 952 334,95	413 668 556,24			100 638 487,05		
TOTAL	7 718 677 630,38	7 305 009 074,14	413 668 556,24			1 663 320 882,05	1 018 844 739,30	

18. Tableau des dettes

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non payées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
<u>DE FINANCEMENT</u>								
Emprunts obligataires								
Autres dettes de financement	800 000 000,00	800 000 000,00						
Sous-total	800 000 000,00	800 000 000,00						
<u>DES AUTRES PASSIFS CIRCULANTS</u>								
Dettes pour dépôts des réassureurs	715 967 049,03		715 967 049,03					
Cessionnaires et comptes rattachés créditeurs	164 884 499,69	65 953 799,88	98 930 699,81					
Assurés, Intermédiaires, cédants, co-assureurs et comptes rattachés	404 462 387,07	161 784 954,83	242 677 432,24					
Personnel	45 780 017,81		45 780 017,81					
Organismes sociaux	12 271 771,65	4 651 684,83	7 620 086,82					
Etat	165 448 596,20		165 448 596,20			165 448 596,20		
Comptes d'associés	6 730 108,00		6 730 108,00					
Autres créanciers	259 042 776,15	103 617 110,46	155 425 665,69					
Compte de régularisation - passif	58 408 139,39	23 363 255,76	35 044 883,63					
Sous-total	1 832 995 344,99	359 370 805,75	1 473 624 539,24			165 448 596,20		
TOTAL	2 632 995 344,99	1 159 370 805,75	1 473 624 539,24			165 448 596,20		

19. Tableau des sûretés données

TIERS DEBITEURS OU TIERS CREDITEURS POUR LES SURETES REELLES DONNEES	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Objet (2)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture
NEANT					

20. Tableau des sûretés reçues

TIERS DEBITEURS OU TIERS CREDITEURS POUR LES SURETES REELLES RECUES	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Objet (3)	Valeur réelle de la sûreté reçue à la date de clôture (4)
NEANT					

21. Engagements financiers donnés

ENGAGEMENTS DONNES	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
Avals et cautions	NEANT	NEANT
Valeurs remises aux cédantes	NEANT	NEANT
Autres engagements donnés	NEANT	NEANT
TOTAL (1)		

22. Engagements financiers reçus

ENGAGEMENTS RECUS	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
Avals et cautions	NEANT	NEANT
Valeurs remises par les réassureurs	NEANT	NEANT
Autres engagements reçus	NEANT	NEANT
TOTAL		

23. Tableau des biens en crédit-bail

[illegible]

24. Détail des postes du CPC

Poste	Désignation	Exercice	Exercice précédent
701	Primes émises	2 429 267 218,28	1 278 303 402,25
702	Variation des provisions pour primes non acquises	25 340 648,14	49 443 406,24
716	Subventions d'exploitation		
718	Autres produits d'exploitation	335 740,82	170 036,00
732	Revenus des placements	301 575 495,75	200 355 800,66
	Revenus des placements immobiliers	17 055 275,56	16 523 691,82
	Revenus des obligations	141 256 111,32	116 011 730,64
	Revenus des actions	91 713 719,83	61 819 055,40
	Reste du poste revenus des placements	51 550 389,04	6 001 322,80
735	Profits sur réalisation de placements	418 003 873,84	507 957 915,65
	Placements immobiliers	82 575 154,79	117 121 517,01
	Obligations et bons	93 723,70	
	Actions et parts sociales	335 334 995,35	390 836 398,64
	Reste du poste Profits sur réalisations de placements		
738	Intérêts et autres produits de placements	2 493 862,47	2 075 110,00
	Intérêts et produits assimilés	2 493 862,47	2 075 110,00
	Reste du poste autres produits de placements		
601	Prestations et frais payés	1 405 471 610,17	830 337 412,15
602 à 608	Variation des provisions techniques	500 577 135,98	301 993 799,79
	Variation des provisions pour sinistres à payer	305 887 536,61	158 126 625,62
	Variation des provisions des assurances vie	149 248 129,08	124 588 553,61
	Variation des provisions pour fluctuation de sinistralité	1 909 000,00	8 554 000,00
	Variation des provisions pour aléas financiers		
	Variation des provisions techniques en U.C.		
	Variation des provisions pour participations aux bénéfices	32 915 540,55	-12 558 525,58
	Variation des autres provisions techniques	10 616 929,74	23 283 146,14
611	Charges d'acquisition des contrats	284 865 704,12	147 536 204,85
612	Achats consommés de matières et fournitures	40 464 062,74	24 771 102,59
	Achats non stockés de matières et de fournitures	9 486 310,16	7 182 940,32
	Achats de travaux, études et prestations de service	30 977 752,58	17 588 162,27
613/614	Autres charges externes	104 399 446,45	61 911 642,65
	Locations et charges locatives	5 010 192,13	3 429 493,61
	Redevances de crédit bail		
	Entretien et réparations	15 967 213,75	9 854 701,72
	Primes d'assurances	883 430,63	610 285,73
	Rémunérations du personnel extérieur à l'entreprise		
	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	13 472 424,36	4 663 454,86
	Déplacements, missions et réceptions	15 808 843,53	14 417 388,45
	Reste du poste autres charges externes	53 257 342,05	28 936 318,28
617	Charges du personnel	212 240 755,77	111 786 933,55
	Rémunération du personnel	140 448 400,78	81 069 475,39
	Charges sociales	25 990 998,24	15 088 253,16
	Reste du poste charges du personnel	45 801 356,75	15 629 205,00
618	Autres charges d'exploitation	7 460 797,97	1 890 805,52



Poste	Désignation	Exercice	Exercice précédent
	Pertes sur créances irrécouvrables	8 092 072,26	641 573,71
	Reste du poste autres charges d'exploitation	-631 274,29	1 249 231,81
631	Charges d'intérêts	112 417,63	3 188 604,86
632	Frais de gestion des placements	21 749 985,71	21 177 439,25
	Frais de gestion des immeubles	10 646 869,87	5 151 640,73
	Frais de gestion des titres	11 103 115,84	16 025 798,52
	Reste du poste charges de placement		
635	Pertes sur réalisation de placements	56 422 847,88	127 161 876,67
	Placements immobiliers		
	Obligations et bons		22 629 040,57
	Actions et parts sociales	56 422 847,88	104 532 836,10
	Reste du poste Pertes sur réalisation de placements		
638	Autres charges de placements		
	Pertes sur prêts et effets assimilés		
	Reste du poste autres charges de placements		

25. Passage du résultat net comptable au résultat fiscal

	Intitulé	Montant	Montant
I	<u>RESULTAT NET COMPTABLE</u>		
	Bénéfice net	281 232 741,16	
	Perte nette		
II	<u>REINTEGRATIONS FISCALES</u>	137 212 619,21	
	<u>1. Courantes</u>		
	Rémunérations ne correspondant pas à un service effectif		
	Frais généraux n'incomant pas à la société		
	Excédent non déductible sur les cadeaux publicitaires	2 401 397,66	
	Dons non déductibles	724 900,00	
	Amortissements non déductibles	338 659,72	
	Provisions non déductibles (avances au personnel)		
	Patente		
	Provisions non déductibles (Cessionnaires douteux)		
	Provisions non déductibles (Intermédiaires douteux)	11 046 014,43	
	Pertes sur créances irrécouvrables non déductibles (Cid & off)		
	Pertes sur créances irrécouvrables non déductibles (Co assureurs)		
	Pertes sur créances irrécouvrables non déductibles (Tiers divers)		
	Pertes sur créances irrécouvrables non déductibles (Intermédiaires)		
	Provisions non déductibles (Loyers douteux)		
	Provisions non déductibles (titres)		
	Excédent non déductible sur les intérêts des comptes courants		
	Autres charges courantes (TNB sur terrains non bâtis)		
	Total des réintégrations courantes	14 510 971,81	
	<u>2. Non Courantes</u>		
	Amendes, pénalités et majorations de retard	40 593,25	
	Libéralités		
	Perte sur créance irrécouvrable	1 449 738,15	
	Profit net global de cession non réinvesti dans le délai de 3 ans (après abattement prévu au a) de l'article 19)		
	Fraction de la plus-value réalisée par la Sté absorbée et dont l'imposition est différée entre les mains de la Sté absorbante		
	Impôts non déductibles (IS)	121 211 316,00	
	Impôt sur les résultats (COTISATION MINIMALE)		
	Autres charges non courantes non déductibles		
	Total des réintégrations non courantes	122 701 647,40	
III	<u>DEDUCTIONS FISCALES</u>		90 847 219,83
	<u>1. Courantes</u>		
	Fraction de l'amortissement ayant fait l'objet de réintégration antérieure non régularisée sur le plan comptable		
	Provisions faisant l'objet d'une réintégration dans le résultat comptable de l'exercice et dont la déduction fiscale a été antérieurement annulée.		
	Reprise Provisions (prêts) réintégrées initialement		
	Reprise Provisions (Cessionnaires douteux)		
	Reprise Provisions Intermédiaires réintégrés initialement		
	Reprise Provisions cid & officieux (réintégrées initialement)		
	Reprise Provisions co-assureurs (réintégrées initialement)		
	Reprise Provisions Tiers divers (réintégrées initialement)		
	Reprise Provisions Terrains (réintégrées initialement)		
	Reprise provisions (Loyers douteux réintégrées initialement)		
	Abattement sur les plus values cession immobilisations (art 19 is)		
	Abattement sur les produits de participation		90 847 219,83



	Intitulé	Montant	Montant
	Total des déductions fiscales courantes		90 847 219,83
	2. Non Courantes		
	Abattement sur le profit net global des cessions ou des retraits effectués au cours de l'exercice (art. 19 de l'Is.)		
	Reprise des dégrèvements sur impôts non déductibles		
	Abattement de la plus-value constatée par la société absorbante sur les titres de participation détenus dans la Sté absorbée lors de la fusion		
	Autres produits non courants réintégrés initialement		
	Impôt sur les résultats (Réintégré initialement cm)		
	Profit net global de cession exonéré en cas de réinvestissement du produit global des cessions		
	Total des déductions fiscales non courantes		
	Total	418 445 360,37	90 847 219,83
IV	<u>RESULTAT BRUT FISCAL</u>		Montants
	Bénéfice brut si $T1 > T2$ (A)		327 598 140,54
	Déficit brut fiscal si $T1 < T2$ (B)		
	Déficit ou fraction de déficit correspondant à la dotation aux amortissements pratiqués.		
	Surplus correspondant au déficit d'exploitation.		
V	<u>REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES</u> (C) (1)		
	Exercice N-4		
	Exercice N-3		
	Exercice N-2		
	Exercice N-1		
	Déficit absorbé sur les amortissements indéfiniment reportables		
VI	<u>RESULTAT NET FISCAL</u>		
	Bénéfice net fiscal (A-C) ou		327 598 150,00
	Déficit net fiscal (B)		
			Montants
VII	<u>CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES</u>		
VIII	<u>CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER</u>		
	Exercice N-4		
	Exercice N-3		
	Exercice N-2		
	Exercice N-1		

26. Détermination du résultat courant après impôts

I. DETERMINATION DU RESULTAT		Montant
Résultat technique vie du C.P.C.	(±)	57 210 841,13
Résultat technique non-vie du C.P.C.	(±)	300 185 204,76
Résultat non technique courant du C.P.C.	(±)	12 505 601,71
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (techniques et non techniques)	(+)	14 510 971,81
Déductions fiscales sur opérations courantes (techniques et non techniques)	(-)	90 847 219,83
Résultat courant théoriquement imposable	(=)	293 565 399,58
Impôt théorique sur résultat courant	(-)	108 619 195,00
Résultat courant théorique après impôts	(=)	184 946 204,58

II. INDICATION DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES

NEANT

NEANT

27. Détail de la taxe sur la valeur ajoutée

NATURE	Solde au début de l'exercice	Opérations comptables de l'exercice	Déclarations T.V.A. de l'exercice	Solde fin d'exercice
	1	2	3	(1+2-3) = 4
TVA Facturée (A)	2 528 659,33	41 941 111,01	40 861 544,02	3 608 226,32
TVA Récupérable (B)				
sur charges				
sur immobilisations				
TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	2 528 659,33			3 608 226,32

28. Etat de répartition du capital social

Nom, prénom ou raison sociale des	Adresse	Nombre de titres		Valeur nominale de chaque action	Montant du capital		
		Exercice précédent	Exercice actuel		Souscrit	Appelé	Libéré
1	2	3	4	5	6	7	8
SAHAM FINANCES	216, boulevard Zerktouni, Casablanca	2 635 576	2 172 501	100			217 250 100
SANAM S.A.	29, boulevard Moulay Youssef, Casablanca	583 190	803 041	100			80 304 100
PAIP-PCAP sub 3	3 - 5, Place Winston Churchill L1340 Luxembourg	479 568	479 569	100			47 956 900
MOULAY HAFID ELALAMY	216, boulevard Zerktouni, Casablanca	3 221	260 493	100			26 049 300
FIPAR-HOLDING	10 place My El Hassan 1er, Rabat	155 539	164 688	100			16 468 800
FIRST COMMERCIAL ESTATE COMPANY	29, boulevard Moulay Youssef, Casablanca		107 036	100			10 703 600
M.SAID ALJ	29, boulevard Moulay Youssef, Casablanca		49 412	100			4 941 200
M.ZOUHEIR BENNANI	LABEL-VIE Km 3,5 Route Zair Rabat		49 402	100			4 940 200
SAHAM S.A.	216, boulevard Zerktouni, Casablanca	29 825	29 825	100			2 982 500
CIE SUISSE DE REASSURANCE	MYTHENQUAI 15 - 8022 ZURICH	491	491	100			49 100
RESTE		356	416	100			41 600

29. Etat d'affectation des résultats

MONTANT		MONTANT	
Origine des résultats à affecter		Affectation des résultats	
Décision AGO du 30/06/2009		Réserve légale	8 669 918,82
Report à nouveau	4 656 541,29	Autres réserves	110 000 000,00
Résultats nets en instance d'affectation		Tantièmes	
Résultat net de l'exercice	173 398 376,42	Dividendes	54 428 864,00
Prélèvement sur les réserves		Autres affectations	
Autres prélèvements		Report à nouveau	4 956 134,89
TOTAL A	178 054 917,71	TOTAL B	178 054 917,71

30. Résultats et autres éléments caractéristiques de l'entreprise

NATURE DES INDICATIONS	Exercice n - 2	Exercice n - 1	Exercice n
<u>SITUATION NETTE DE L'ENTREPRISE</u>			
Capitaux propres <u>plus</u> capitaux propres assimilés <u>moins</u> immobilisations en non-valeurs	1 154 616 069,67	1 775 034 556,96	2 216 425 493,95
<u>OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</u>			
Chiffre d'affaires hors taxes (1)	2 188 854 641,97	1 979 965 013,11	3 168 096 916,27
Résultat avant impôts	158 132 115,11	246 128 626,42	402 444 057,16
Impôts sur les résultats	7 298 443,00	72 730 250,00	121 211 316,00
Bénéfices distribués	42 525 000,00	54 428 864,00	57 636 236,00
Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)	150 833 672,11	173 398 376,42	281 232 741,16
<u>RESULTAT PAR TITRE</u>			
Résultat net par action	49,66	44,60	68,31
Bénéfices distribués par action	14,00	14,00	14,00
<u>PERSONNEL</u>			
Montant des salaires bruts de l'exercice (2)	76 065 696,15	81 069 475,39	140 448 400,78
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	371	369	574

31. Tableau des opérations en devises

NATURE	Entrées contre-valeur en Dirhams	Sorties contre-valeur en Dirhams
Financement permanent		
Immobilisations brutes		
Rentrées sur immobilisations		
Remboursement des dettes de financement		
Dépôts auprès des cédantes		
– Dépôts constitués		
– Dépôts libérés		
– Intérêts sur dépôts		
Dépôts reçus des réassureurs		
– Dépôts constitués		
– Dépôts libérés		
– Intérêts sur dépôts		
Affaires directes et acceptations		
– Primes		
– Sinistres payés		
Cessions en réassurances		
– Primes nettes cédées		
– Sinistres payés		
Autres produits		
Autres charges		
TOTAL DES ENTREES		
TOTAL DES SORTIES		
BALANCE DEVICES		
TOTAL		

32. Etat des charges de sinistres et des primes acquises

ANNEE D'INVENTAIRE	EXERCICES DE SURVENANCE				
	2005	2006	2007	2008	2009
INVENTAIRE N-2					
Règlements cumulés	44 471,00	63 192,19	163 264,70		
Provisions pour sinistres	256 347,03	273 514,17	692 180,18		
Total des charges de sinistres	300 818,03	336 706,36	855 444,88		
Primes acquises	580 050,00	683 452,29	1 865 130,78		
Sinistres / primes acquises (%)	51,86%	49,27%	45,87%		

ANNEE D'INVENTAIRE	EXERCICES DE SURVENANCE				
	2005	2006	2007	2008	2009
INVENTAIRE N-1					
Règlements cumulés	115 204,00	99 028,44	96 627,71	251 605,56	
Provisions pour sinistres	360 700,00	385 059,90	498 482,78	997 838,06	
Total des charges de sinistres	475 904,00	484 088,34	595 110,49	1 249 443,62	
Primes acquises	568 278,00	681 537,00	839 130,37	2 074 391,23	
Sinistres / primes acquises (%)	83,74%	71,03%	70,92%	60,23%	

ANNEE D'INVENTAIRE	EXERCICES DE SURVENANCE				
	2005	2006	2007	2008	2009
INVENTAIRE N					
Règlements cumulés	176 593,00	97 308,00	121 408,50	142 391,09	504 985,31
Provisions pour sinistres	302 599,00	437 409,00	480 416,53	606 173,93	1 200 819,50
Total des charges de sinistres	479 192,00	534 717,00	601 825,03	748 565,02	1 705 804,81
Primes acquises	578 249,00	673 043,00	787 074,00	943 271,05	2 299 015,25
Sinistres / primes acquises (%)	82,87%	79,45%	76,46%	79,36%	74,20%

33. Liste des catégories exploitées au cours de l'exercice

Catégories fixées par la réglementation des assurances		Date de début d'exploitation (1)
1-	Opérations vie et capitalisation :	
11-	Assurances individuelles ;	
111-	en cas de décès ;	JANVIER 2007
112-	en cas de vie ;	JANVIER 2007
113-	mixtes ;	JANVIER 2007
2-	Opérations non vie :	
21-	Accidents corporels - Maladie - Maternité ;	
211-	Individuelles accidents ;	JANVIER 2007
212-	Invalidité ;	JANVIER 2007
213-	Maladie - Maternité ;	JANVIER 2007
214-	Personnes transportées en automobile ;	JANVIER 2007
22-	Accidents du travail et maladies professionnelles ;	JANVIER 2007
23-	Véhicules terrestres à moteur ;	JANVIER 2007
231-	Responsabilité civile ;	JANVIER 2007
2311-	Véhicules à usage de tourisme ;	JANVIER 2007
2312-	Véhicules utilitaires de moins de 3,5 tonnes ;	JANVIER 2007
2313-	Véhicules utilitaires de 3,5 tonnes et plus ;	JANVIER 2007
2314-	Véhicules affectés au transport public de voyageurs ;	JANVIER 2007
2315-	Véhicules à deux ou trois roues ;	JANVIER 2007
2318-	Autres véhicules ;	JANVIER 2007
232-	Garanties autres que la responsabilité civile	JANVIER 2007
24-	Responsabilité civile générale	JANVIER 2007
241-	Responsabilité civile résultant de l'emploi de véhicules fluviaux et maritimes ;	JANVIER 2007
242-	Responsabilité civile résultant de l'emploi de véhicules aériens ;	JANVIER 2007
248-	Autres responsabilités civiles ;	JANVIER 2007
25-	Incendie et éléments naturels ;	JANVIER 2007
251-	Incendie ;	JANVIER 2007
252-	Eléments naturels ;	JANVIER 2007
253-	Pertes pécuniaires ;	JANVIER 2007
26-	Assurances des risques techniques ;	JANVIER 2007
261-	Tous risques chantiers ;	JANVIER 2007
262-	Tous risques montage ;	JANVIER 2007
263-	Bris de machines ;	JANVIER 2007
264-	Tous risques informatiques ;	JANVIER 2007
265-	Pertes pécuniaires ;	JANVIER 2007
266-	Responsabilité civile décennale ;	JANVIER 2007
27-	Transport ;	JANVIER 2007
271-	Maritime corps ;	JANVIER 2007
272-	Maritime facultés ;	JANVIER 2007
273-	Marchandises transportées par voie terrestre ;	JANVIER 2007
274-	Aviation corps ;	JANVIER 2007
28-	Autres opérations ;	JANVIER 2007
281-	Vol ;	JANVIER 2007
282-	Grêle ou gelée ;	NEANT
283-	Mortalité du bétail ;	NEANT
284-	Assurance récolte ;	NEANT
285-	Protection juridique ;	NEANT
286-	Pertes pécuniaires ;	JANVIER 2007
288-	Autres ;	JANVIER 2007

Catégories fixées par la réglementation des assurances		Date de début d'exploitation (1)
3-	Opérations d'acceptation en réassurance	
31-	Acceptation vie ;	JANVIER 2007
32-	Acceptation non vie ;	JANVIER 2007

III. COMPTES SOCIAUX 2008

1. Bilan Actif 2008

ACTIF		EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS	(A)	89 319 194,87	42 732 655,74	46 586 539,13	19 163 842,00
Frais préliminaires		35 216 926,67	8 396 245,29	26 820 681,38	42 481,00
Charges à répartir sur plusieurs exercices		54 102 268,20	34 336 410,45	19 765 857,75	19 121 361,00
Primes de remboursement des obligations					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	(B)	80 124 860,59	32 991 940,24	47 132 920,35	35 680 045,38
Immobilisation en recherche et développement					
Brevets, marques, droits et valeurs similaires					
Fonds commercial		1 497 043,07	1 497 043,07		
Autres immobilisations incorporelles		78 627 817,52	31 494 897,17	47 132 920,35	35 680 045,38
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	(C)	238 457 147,77	104 858 026,56	133 599 121,21	66 208 583,37
Terrains					
Constructions		17 879 950,00	740 870,00	17 139 080,00	10 780 859,35
Installations techniques, matériel et outillage		520 749,20	520 749,20		
Matériel de transport		5 215 136,64	3 075 174,27	2 139 962,37	1 753 732,23
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers		188 738 010,49	100 521 233,09	88 216 777,40	47 967 852,53
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours		26 103 301,44		26 103 301,44	5 706 139,26
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	(D)	1 113 146 785,49	26 127 684,95	1 087 019 100,54	440 240 147,62
Prêts immobilisés					
Autres créances financières		38 146 785,44	26 127 684,95	12 019 100,49	10 240 147,62
Titres de participation		1 075 000 000,05		1 075 000 000,05	430 000 000,00
Autres titres immobilisés					
PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE	(E)	7 479 221 696,77	194 284 663,22	7 284 937 033,55	6 958 850 539,54
Placements immobiliers		544 647 876,78	90 148 358,27	454 499 518,51	497 085 920,57
Obligations, bons et titres de créances négociables		2 169 962 182,08		2 169 962 182,08	1 755 073 293,90
Actions et parts sociales		4 195 141 643,91	103 877 009,19	4 091 264 634,72	4 631 020 609,16
Prêts et effets assimilés		6 472 381,51	259 295,76	6 213 085,75	33 665 436,52
Dépôts en compte indisponibles		530 924 742,66		530 924 742,66	10 649 259,44
Placements affectés aux contrats en unités de compte					
Dépôts auprès des cédantes					
Autres placements		32 072 869,83		32 072 869,83	31 356 019,95
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF	(F)				
Diminution des créances immobilisées et des placements					
Augmentation des dettes de financement et des provisions techniques					
TOTAL I (A + B + C + D + E + F)		9 000 269 685,49	400 994 970,71	8 599 274 714,78	7 520 143 157,91
PART DES CESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES	(G)	1 362 102 483,44		1 362 102 483,44	1 317 142 707,65
Provisions pour primes non acquises		64 969 442,14		64 969 442,14	48 705 859,75
Provisions pour sinistres à payer		534 955 827,58		534 955 827,58	476 908 291,61
Provisions des assurances Vie		758 327 373,05		758 327 373,05	790 261 609,24
Autres provisions techniques		3 849 840,67		3 849 840,67	1 266 947,05
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	(H)	1 431 847 088,94	467 060 195,49	964 786 893,45	898 564 784,41

ACTIF		EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Cessionnaires et comptes rattachés débiteurs		191 779 755,34	871 066,43	190 908 688,91	178 219 826,90
Assurés, intermédiaires, cédants, co-assureurs et comptes rattachés débiteurs		992 873 249,89	455 428 276,82	537 444 973,07	418 062 665,82
Personnel - débiteur		4 392 815,37	572 097,03	3 820 718,34	3 470 158,63
Etat - débiteur		35 270 446,06		35 270 446,06	23 570 431,26
Comptes d'Associés - débiteurs		36 755 000,00		36 755 000,00	96 299 700,00
Autres débiteurs		24 635 619,95	10 188 755,21	14 446 864,74	42 520 020,74
Comptes de régularisation - Actif		146 140 202,33		146 140 202,33	136 421 981,06
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (non affectés aux opérations d'assurance)	(I)	134 846 840,38	360 600,00	134 486 240,38	38 818 814,38
ECART DE CONVERSION - ACTIF (éléments circulants)	(J)				
TOTAL II (G + H + I + J)		2 928 796 412,76	467 420 795,49	2 461 375 617,27	2 254 526 306,44
TRESORERIE - ACTIF	-	45 739 234,54		45 739 234,54	54 137 785,00
Chèques et valeurs à encaisser		3 418 996,21		3 418 996,21	3 418 996,21
Banques, TGR et C.C.P. (soldes débiteurs)		42 243 735,47		42 243 735,47	50 393 052,85
Caisses, Régies d'avances et accréditifs		76 502,86		76 502,86	325 735,94
TOTAL III		45 739 234,54		45 739 234,54	54 137 785,00
TOTAL GENERAL = I + II + III		11 974 805 332,79	868 415 766,20	11 106 389 566,59	9 828 807 249,35

2. Bilan Passif 2008

PASSIF	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT	
<u>CAPITAUX PROPRES</u>	(A)	1 821 621 096,09	1 173 779 911,67
Capital social ou fonds d'établissement		388 777 600,00	303 750 000,00
moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé			
= Capital appelé dont versé.....		388 777 600,00	303 750 000,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport		908 190 208,00	476 250 000,00
Ecart de réévaluation		27 732 511,78	27 732 511,78
Réserve légale		18 865 858,60	11 324 174,99
Autres réserves		300 000 000,00	200 000 000,00
Report à nouveau (1)		4 656 541,29	3 889 552,79
Fonds social complémentaire			
Résultats nets en Instance d'affectation (1)			
Résultat net de l'exercice (1)		173 398 376,42	150 833 672,11
<u>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES</u>	(B)		
Provisions réglementées			
<u>DETTES DE FINANCEMENT</u>	(C)		
Emprunts Obligataires			
Emprunts pour fonds d'établissement			
Autres dettes de financement			
<u>PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES & CHARGES</u>	(D)	7 863 573,97	14 363 573,97
Provisions pour risques		7 863 573,97	7 863 573,97
Provisions pour charges			6 500 000,00
<u>PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES</u>	(E)	7 899 128 382,89	7 525 360 441,64
Provisions pour primes non acquises		329 803 382,58	264 096 393,95
Provisions pour sinistres à payer		2 956 796 915,23	2 740 622 753,64
Provisions des assurances Vie		4 286 367 401,69	4 193 713 084,27
Provisions pour fluctuations de sinistralité		15 789 000,00	7 235 000,00
Provisions pour aléas financiers			
Provisions techniques des contrats en unités de compte			
Provisions pour participations aux bénéfices		106 739 612,29	119 298 137,87
Provisions techniques sur placements		165 096 562,16	187 725 602,73
Autres provisions techniques		38 535 508,94	12 669 469,18
<u>ECARTS DE CONVERSION - PASSIF</u>	(F)		
Augmentation des créances Immobilisées et des placements			
Diminution des dettes de financement et des provisions techniques			
TOTAL I = (A+B+C+D+E+F)		9 728 613 052,95	8 713 503 927,28
<u>DETTES POUR ESPECES REMISES PAR LES CESSIONNAIRES</u>	(G)	628 875 297,52	622 855 657,20
Dettes pour espèces remises par les cessionnaires		628 875 297,52	622 855 657,20
<u>DETTES DU PASSIF CIRCULANT</u>	(H)	663 302 135,61	350 157 215,72
Cessionnaires et comptes rattachés créditeurs		190 357 281,22	71 857 062,85
Assurés, intermédiaires, cédants, co-assureurs et comptes rattachés créditeurs		54 371 883,37	43 674 272,15
Personnel - créiteur		26 174 602,32	22 073 917,06
Organismes Sociaux créditeurs		5 334 427,90	4 528 655,07
Etat - créiteur		88 026 184,61	27 610 014,26
Comptes d'Associés - créditeurs		647 858,00	

PASSIF		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
Autres Créanciers		250 738 224,47	145 294 872,40
Comptes de régularisation - Passif		47 651 673,72	35 118 421,93
<u>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</u>	(I)		
<u>ECARTS DE CONVERSION-PASSIF</u> (Eléments circulants)	(J)		
TOTAL II = (G + H + I + J)		1 292 177 433,13	973 012 872,92
<u>TRESORERIE - PASSIF</u>	-	85 599 080,51	142 290 449,15
Crédits d'escompte			
Crédits de Trésorerie			
Banques (soldes créditeurs)		85 599 080,51	142 290 449,15
TOTAL III		85 599 080,51	142 290 449,15
TOTAL GENERAL = I + II + III		11 106 389 566,59	9 828 807 249,35



3. CPC Vie 2008

LIBELLE	EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
	Brut	Cessions	Net	Net
	1	2	3 = 1 - 2	4
PRIMES	484 872 154,74	82 285 940,73	402 586 214,01	423 976 053,51
Primes émises	484 872 154,74	82 285 940,73	402 586 214,01	423 976 053,51
PRODUITS TECHNIQUES D'EXPLOITATION	236 223,02		236 223,02	364 646,33
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation	170 036,00		170 036,00	333 000,00
Reprises d'exploitation; transferts de charges	66 187,02		66 187,02	31 646,33
PRESTATIONS ET FRAIS	590 613 102,20	58 295 922,42	532 317 179,78	586 506 487,21
Prestations et frais payés	509 627 619,34	67 102 736,64	442 524 882,70	399 834 332,53
Variation des provisions pour sinistres à payer	-18 249 308,98	23 127 421,97	-41 376 730,95	60 367 976,63
Variation des provisions des assurances-vie	92 654 317,42	-31 934 236,19	124 588 553,61	106 877 518,96
Variation des provisions pour fluctuations de sinistralité	15 789 000,00		15 789 000,00	
Variation des provisions pour aléas financiers				
Variation des provisions techniques des contrats en U.C.				
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	-9 208 525,58		-9 208 525,58	19 426 659,09
Variation des autres provisions techniques				
CHARGES TECHNIQUES D'EXPLOITATION	82 676 048,56		82 676 048,56	95 057 088,52
Charges d'acquisition des contrats	19 129 570,91		19 129 570,91	25 740 590,32
Achats consommés de matières et fournitures	5 937 633,29		5 937 633,29	5 606 082,39
Autres charges externes	14 840 220,73		14 840 220,73	16 485 010,66
Impôts et taxes	2 254 885,64		2 254 885,64	2 141 369,12
Charges de personnel	26 795 327,98		26 795 327,98	37 775 763,85
Autres charges d'exploitation	499 019,61		499 019,61	724 488,91
Dotations d'exploitation	13 219 390,40		13 219 390,40	6 583 783,27
PRODUITS DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE	308 209 159,36		308 209 159,36	815 792 835,53
Revenus des placements	137 873 659,90		137 873 659,90	132 369 224,09
Gains de change				
Produits des diff. s/prix de remboursement à percevoir	1 095 865,64		1 095 865,64	
Profits sur réalisation de placements	143 551 434,42		143 551 434,42	657 812 122,21
Ajustements de VARCUC (1) (+ values non réalisées)				
Profits provenant de la réévaluation des placements affectés				
Intérêts et autres produits de placements	393 648,37		393 648,37	536 188,64
Reprises sur charges de placements; transferts de charges	25 294 551,03		25 294 551,03	25 075 300,59
CHARGES DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE	88 513 872,93		88 513 872,93	568 863 972,52
Charges d'intérêts	1 731 588,66		1 731 588,66	12 226 149,52
Frais de gestion des placements	7 521 257,76		7 521 257,76	5 884 953,74
Pertes de change				
Amortissement des différences s/prix de remboursement	20 570 077,23		20 570 077,23	21 194 907,82
Pertes sur réalisation de placements	47 053 265,73		47 053 265,73	524 118 262,90
Pertes provenant de la réévaluation des placements affectés				
Ajustements de VARCUC (- values non réalisées)				
Autres charges de placements				
Dotations sur placements	11 637 683,55		11 637 683,55	5 439 698,54
RESULTAT TECHNIQUE VIE (1+2-3- 4+5-6)	31 514 513,43	23 990 018,31	7 524 495,12	-10 294 012,88

4. CPC Non Vie 2008

LIBELLE	LIBELLE			EXERCICE PRECEDENT
	Brut	Cessions	Net	Net
	1	2	3 = 1 - 2	4
PRIMES	992 733 713,90	166 459 931,90	826 273 782,00	670 364 104,49
Primes émises	1 058 440 702,53	182 723 514,29	875 717 188,24	709 761 894,29
Variation des provisions pour primes non acquises	65 706 988,63	16 263 582,39	49 443 406,24	39 397 789,80
PRODUITS TECHNIQUES D'EXPLOITATION	143 331,89		143 331,89	5 734 770,26
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation				4 856 855,92
Reprises d'exploitation; transferts de charges	143 331,89		143 331,89	877 914,34
PRESTATIONS ET FRAIS	698 078 360,60	98 064 328,44	600 014 032,16	483 423 986,44
Prestations et frais payés	448 373 850,27	60 561 320,82	387 812 529,45	278 093 552,75
Variation des provisions pour sinistres à payer	234 423 470,57	34 920 114,00	199 503 356,57	249 376 773,20
Variation des provisions pour fluctuations de sinistralité	-7 235 000,00		-7 235 000,00	-36 864 000,00
Variation des provisions pour aléas financiers				
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	-3 350 000,00		-3 350 000,00	-3 050 000,00
Variation des autres provisions techniques	25 866 039,76	2 582 893,62	23 283 146,14	-4 132 339,51
CHARGES TECHNIQUES D'EXPLOITATION	329 777 486,81		329 777 486,81	268 711 718,40
Charges d'acquisition des contrats	128 406 633,94		128 406 633,94	102 671 238,18
Achats consommés de matières et fournitures	18 833 469,30		18 833 469,30	12 140 300,66
Autres charges externes	47 071 421,92		47 071 421,92	40 361 553,34
Impôts et taxes	7 152 230,12		7 152 230,12	5 997 936,21
Charges de personnel	84 991 605,57		84 991 605,57	81 805 634,85
Autres charges d'exploitation	1 391 785,91		1 391 785,91	9 720,99
Dotations d'exploitation	41 930 340,05		41 930 340,05	25 725 334,17
PRODUITS DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE	442 895 857,74		442 895 857,74	278 721 648,44
Revenus des placements	62 482 140,76		62 482 140,76	40 059 143,43
Gains de change				
Produits des diff. s/prix de remboursement à percevoir				
Profits sur réalisation de placements	364 406 481,23		364 406 481,23	221 868 649,25
Profits provenant de la réévaluation des placements affectés				
Intérêts et autres produits de placements	1 681 461,63		1 681 461,63	2 290 319,74
Reprises sur charges de placements; transferts de charges	14 325 774,12		14 325 774,12	14 503 536,02
CHARGES DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE	113 315 693,57		113 315 693,57	40 159 054,43
Charges d'intérêts	1 457 016,20		1 457 016,20	5 671 985,59
Frais de gestion des placements	13 656 181,49		13 656 181,49	9 310 656,57
Pertes de change				30 931,88
Amortissement des différences s/prix de remboursement	2 121 605,65		2 121 605,65	1 844 468,88
Pertes sur réalisation de placements	80 108 610,94		80 108 610,94	2 756 205,87
Pertes provenant de la réévaluation des placements affectés				
Autres charges de placements				
Dotations sur placements	15 972 279,29		15 972 279,29	20 544 805,64
RESULTAT TECHNIQUE NON-VIE (1+2-3-4+5-6)	294 601 362,55	68 395 603,46	226 205 759,09	162 525 763,92

5. CPC technique 2008

LIBELLE	EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
	Brut	Cessions	Net	Net
	1	2	3 = 1 – 2	4
<u>PRIMES</u>	1 477 605 868,64	248 745 872,63	1 228 859 996,01	1 094 340 158,00
Primes émises	1 543 312 857,27	265 009 455,02	1 278 303 402,25	1 133 737 947,80
Variation des provisions pour primes non acquises	65 706 988,63	16 263 582,39	49 443 406,24	39 397 789,80
<u>PRODUITS TECHNIQUES D'EXPLOITATION</u>	379 554,91		379 554,91	6 099 416,59
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation	170 036,00		170 036,00	5 189 855,92
Reprises d'exploitation; transferts de charges	209 518,91		209 518,91	909 560,67
<u>PRESTATIONS ET FRAIS</u>	1 288 691 462,80	156 360 250,86	1 132 331 211,94	1 069 930 473,65
Prestations et frais payés	958 001 469,61	127 664 057,46	830 337 412,15	677 927 885,28
Variation des provisions pour sinistres à payer	216 174 161,59	58 047 535,97	158 126 625,62	309 744 749,83
Variation des provisions des assurances-vie	92 654 317,42	-31 934 236,19	124 588 553,61	106 877 518,96
Variation des provisions pour fluctuations de sinistralité	8 554 000,00		8 554 000,00	-36 864 000,00
Variation des provisions pour aléas financiers				
Variation des provisions techniques des contrats en U.C.				
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	-12 558 525,58		-12 558 525,58	16 376 659,09
Variation des autres provisions techniques	25 866 039,76	2 582 893,62	23 283 146,14	-4 132 339,51
<u>CHARGES TECHNIQUES D'EXPLOITATION</u>	412 453 535,37		412 453 535,37	363 768 806,92
Charges d'acquisition des contrats	147 536 204,85		147 536 204,85	128 411 828,50
Achats consommés de matières et fournitures	24 771 102,59		24 771 102,59	17 746 383,05
Autres charges externes	61 911 642,65		61 911 642,65	56 846 564,00
Impôts et taxes	9 407 115,76		9 407 115,76	8 139 305,33
Charges de personnel	111 786 933,55		111 786 933,55	119 581 398,70
Autres charges d'exploitation	1 890 805,52		1 890 805,52	734 209,90
Dotations d'exploitation	55 149 730,45		55 149 730,45	32 309 117,44
<u>PRODUITS DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE</u>	751 105 017,10		751 105 017,10	1 094 514 483,97
Revenus des placements	200 355 800,66		200 355 800,66	172 428 367,52
Gains de change				
Produits des diff. s/prix de remboursement à percevoir	1 095 865,64		1 095 865,64	
Profits sur réalisation de placements	507 957 915,65		507 957 915,65	879 680 771,46
Ajustements de VARCUC (+ values non réalisées)				
Profits provenant de la réévaluation des placements affectés				
Intérêts et autres produits de placements	2 075 110,00		2 075 110,00	2 826 508,38
Reprises sur charges de placements; transferts de charges	39 620 325,15		39 620 325,15	39 578 836,61
<u>CHARGES DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE</u>	201 829 566,50		201 829 566,50	609 023 026,95
Charges d'intérêts	3 188 604,86		3 188 604,86	17 898 135,11
Frais de gestion des placements	21 177 439,25		21 177 439,25	15 195 610,31
Pertes de change				30 931,88
Amortissement des différences s/prix de remboursement	22 691 682,88		22 691 682,88	23 039 376,70
Pertes sur réalisation de placements	127 161 876,67		127 161 876,67	526 874 468,77
Pertes provenant de la réévaluation des placements affectés				
Ajustements de VARCUC (– values non réalisées)				
Autres charges de placements				
Dotations sur placements	27 609 962,84		27 609 962,84	25 984 504,18
RESULTAT TECHNIQUE VIE+NON VIE (1+2–3– 4+5–6)	326 115 875,98	92 385 621,77	233 730 254,21	152 231 751,04

6. CPC non technique 2008

LIBELLE	OPERATIONS		TOTAUX	TOTAUX DE
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents	DE L'EXERCICE	L'EXERCICE PRECEDENT
	1	2	3=1+2	4
<u>PRODUITS NON TECHNIQUES COURANTS</u>	1 367 032,66	350,00	1 367 382,66	1 698 559,09
Produits d'exploitation non techniques courants				
Intérêts et autres produits non techniques courants	1 367 032,66		1 367 032,66	1 698 559,09
Produits des diff. s/prix de remboursement à percevoir				
Autres produits non techniques courants		350,00	350,00	
Reprises non techniques, transferts de charges				
<u>CHARGES NON TECHNIQUES COURANTES</u>	880 545,43		880 545,43	2 904 559,10
Charges d'exploitation non techniques courantes				1 729 833,51
Charges financières non techniques courantes				117 692,96
Amortissement des différences s/prix de remboursement				
Autres charges non techniques courantes	259 762,09		259 762,09	959 945,98
Dotations non techniques	620 783,34		620 783,34	97 086,65
RESULTAT NON TECHNIQUE COURANT (1-2)			486 837,23	-1 206 000,01
<u>PRODUITS NON TECHNIQUES NON COURANTS</u>	7 434 581,98	7 476 993,00	14 911 574,98	7 320 309,30
Produits des cessions d'immobilisations				213 945,21
Subventions d'équilibre				
Profits provenant de la réévaluation des éléments d'actif				
Autres produits non techniques non courants	934 581,98	7 476 993,00	8 411 574,98	7 106 364,09
Reprises non courantes; transferts de charges	6 500 000,00		6 500 000,00	
<u>CHARGES NON TECHNIQUES NON COURANTES</u>	3 000 040,00		3 000 040,00	213 945,22
Valeurs nettes d'amortis. des immobilisations cédées				213 945,21
Subventions accordées				
Pertes provenant de la réévaluation des éléments d'actif				
Autres charges non courantes				0,01
Dotations non courantes	3 000 040,00		3 000 040,00	
RESULTAT NON TECHNIQUE NON COURANT (3-4)			11 911 534,98	7 106 364,08
RESULTAT NON TECHNIQUE (1 - 2 + 3 - 4)			12 398 372,21	5 900 364,07

7. CPC récapitulatif 2008

DESIGNATION		Exercice	Exercice précédent
I	RESULTAT TECHNIQUE VIE.....	7 524 495,12	-10 294 012,88
II	RESULTAT TECHNIQUE NON VIE.....	226 205 759,09	162 525 763,92
III	RESULTAT NON TECHNIQUE.....	12 398 372,21	5 900 364,07
	RESULTAT AVANT IMPOTS.....	246 128 626,42	158 132 115,11
	IMPOTS SUR LES RESULTATS.....	72 730 250,00	7 298 443,00
IV	RESULTAT NET.....	173 398 376,42	150 833 672,11
	TOTAL DES PRODUITS ASSURANCES VIE	711 031 596,39	1 240 133 535,37
	TOTAL DES PRODUITS ASSURANCES NON VIE	1 269 312 971,63	954 820 523,19
	TOTAL DES PRODUITS NON TECHNIQUES	16 278 957,64	9 018 868,39
	TOTAL DES PRODUITS	1 996 623 525,66	2 203 972 926,95
	TOTAL DES CHARGES ASSURANCES VIE	703 507 101,27	1 250 427 548,25
	TOTAL DES CHARGES ASSURANCES NON VIE	1 043 107 212,54	792 294 759,27
	TOTAL DES CHARGES NON TECHNIQUES	3 880 585,43	3 118 504,32
	IMPOTS SUR LES RESULTATS	72 730 250,00	7 298 443,00
	TOTAL DES CHARGES	1 823 225 149,24	2 053 139 254,84
	RESULTAT NET	173 398 376,42	150 833 672,11

8. Tableau de formation des résultats

		Exercice	Exercice précédent
1	Primes acquises (1a – 1b)	1 477 605 868,64	1 324 881 033,65
1a	Primes émises	1 543 312 857,27	1 374 596 935,39
1b	Variation des provisions pour primes non acquises	65 706 988,63	49 715 901,74
2	Variation des provisions mathématiques (60311+60317+6032+6033+60261+60267)	231 680 942,43	3 585 414,34
3	Ajustement VARCUC (636 – 736)		
4	Charges des prestations (4a + 4b)	1 201 553 647,57	1 123 388 988,09
4a	Prestations et frais payés (hors rubrique 9)	956 347 080,22	850 585 757,32
4b	Variation des provisions pour prestations diverses	245 206 567,35	272 803 230,77
A = Solde de souscription (marge brute) (1 - 2 - 3 - 4)		44 371 278,64	197 906 631,22
5	Charges d'acquisition (611)	147 536 204,85	128 411 828,50
6	Autres charges techniques d'exploitation (612, 613, 614, 616, 617, 618, 619)	264 917 330,52	235 356 978,42
7	Produits techniques d'exploitation (716, 718, 719)	379 554,91	6 099 416,59
B = Charges d'acquisition et de gestion nettes (5 + 6 – 7)		412 073 980,46	357 669 390,33
C = Marge d'exploitation (A – B)		-367 702 701,82	-159 762 759,11
8	Produits nets des placements (73 – 63) hors ajustements VARCUC	549 275 450,60	485 491 457,02
9	Participations aux résultats et intérêts crédités (60115, 60316, 60125, 6071, 60266)	-144 543 127,20	152 126 499,15
D = Solde financier (8 – 9)		693 818 577,80	333 364 957,87
E = Résultat technique brut (C + D)		326 115 875,98	173 602 198,76
10	Part des réassureurs dans les primes acquises	248 745 872,63	230 540 875,65
11	Part des réassureurs dans les prestations payées	127 664 057,46	174 768 721,09
12	Part des réassureurs dans les provisions	28 696 193,40	34 401 706,84
F = Solde de réassurance (11 + 12 – 10)		-92 385 621,77	-21 370 447,72
G = Résultat technique net (E + F)		233 730 254,21	152 231 751,04
13	Résultat non technique courant	486 837,23	-1 206 000,01
14	Résultat non technique non courant	11 911 534,98	7 106 364,08
H = Résultat non technique (13 + 14)		12 398 372,21	5 900 364,07
I = Résultat avant impôt (G + H)		246 128 626,42	158 132 115,11
15	Impôt sur les sociétés	72 730 250,00	7 298 443,00
J = Résultat net (I – 15)		173 398 376,42	150 833 672,11
16	C' = Marge d'exploitation nette de réassurance (C + F)	-460 088 323,59	-181 133 206,83

9. Capacité d'autofinancement

		Exercice	Exercice précédent
1	Résultat net de l'exercice =		
	Bénéfice +	173 398 376,42	150 833 672,11
	Perte -		
2	+ Dotations d'exploitation (1)	28 114 473,83	15 026 059,32
3	+ Dotations sur placements (1)	27 609 962,84	25 984 504,18
4	+ Dotations non techniques courantes (1)	620 783,34	97 086,65
5	+ Dotations non techniques non courantes (1)		
6	- Reprises d'exploitation; transferts de charges (2)		
7	- Reprises sur placements (2)	39 620 325,15	39 578 836,61
8	- Reprises non techniques courantes (2)		
9	- Reprises non techniques non courantes (2) (3)	6 500 000,00	
10	- Profits provenant de la réévaluation		
11	+ Pertes provenant de la réévaluation		
12	- Produits des cessions d'immobilisations		213 945,21
13	+ Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées.		213 945,21
I	= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	183 623 271,28	152 362 485,65
14	- Distributions de bénéfices	42 525 000,00	
II	= AUTOFINANCEMENT	141 098 271,28	152 362 485,65

10. Synthèse des masses du bilan

	MASSES		Exercice 2008 a	Exercice 2007 b	Variations a – b	
					Emplois c	Ressources d
1	Financement Permanent (moins rubrique 16)		1 829 484 670,06	1 188 143 485,64		641 341 184,42
2	Moins actif immobilisé (moins rubrique 26)		1 314 337 681,23	561 292 618,37	753 045 062,86	
3	= FOND DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1 – 2)	(A)	515 146 988,83	626 850 867,27	111 703 878,44	
4	Provisions techniques nettes de cessions (16 – 32)		6 537 025 899,45	6 208 217 733,99		328 808 165,46
5	Placements moins dépôts des réassureurs (26 – 42)		6 656 061 736,03	6 335 994 882,34	320 066 853,69	
6	= BESOIN EN COUVERTURE (4 – 5)	(B)	-119 035 836,58	-127 777 148,35		8 741 311,77
7	Actif circulant (moins rubrique 32)		1 099 273 133,83	937 383 598,79	161 889 535,04	
8	Passif circulant (moins rubrique 42)		663 302 135,61	350 157 215,72		313 144 919,89
9	= BESOIN DE FINANCEMENT (7 – 8)	(C)	435 970 998,22	587 226 383,07		151 255 384,85
10	TRESORERIE NETTE (ACTIF – PASSIF) (A + B – C)		-39 859 845,97	-88 152 664,15	48 292 818,18	

11. Flux de trésorerie

ELEMENTS DE FLUX	Signe	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
RESULTAT NET	±	173 398 376,42	150 833 672,11
Variation des provisions techniques nettes de cessions	±	351 437 206,03	861 568 000,17
Variation des frais d'acquisition reportés	±		
Variation des amortissements et provisions (1)	±	10 224 894,86	1 528 813,54
Variation des ajustements VARCUC (736 – 636)	±		
(±) valeurs provenant de la réévaluation d'éléments d'actif	±		
(±) valeurs réalisées sur cessions d'éléments d'actif	±	-380 796 038,98	-352 806 302,69
Variation des créances et des dettes techniques (341 + 342 – 441 – 442 – 42)	±	3 146 300,65	-19 458 687,35
Variation des créances pour espèces ou titres déposés (267)	±		
Variation des débiteurs et créditeurs divers (343 à 348 – 443 à 448)	±	246 981 120,00	-281 549 087,39
Autres variations (349 – 449)	±	2 815 030,52	-6 978 294,51
A - FLUX D'EXPLOITATION	Σ	407 206 889,50	353 138 113,88
Acquisitions – Prix de cessions d'immeubles (261) (2)	±	151 520 012,85	-42 172 559,32
Acquisitions – Prix de cessions d'obligations (262)	±	-437 517 928,75	-6 978 339,49
Acquisitions – Prix de cessions d'actions (263) (2)	±	823 628 764,94	-952 205 707,68
Autres acquisitions – Prix de cessions (264 265 266 268) (2)	±	-493 539 982,33	522 805 185,62
Autres acquisitions – Prix de Cessions ou réductions (21 22 23 24 25 35)	±	-877 447 746,03	-394 644 792,08
B - FLUX D'INVESTISSEMENT	Σ	-833 356 879,32	-873 196 212,95
Dividendes versés	–	-42 525 000,00	
Emission (remboursement) nets d'emprunts	±		
Augment. (réduction) de capital et fonds d'établissement	±	516 967 808,00	570 000 000,00
Augment. (réduction) d'actions auto détenues	±		
C - FLUX DE FINANCEMENT	Σ	474 442 808,00	570 000 000,00
D - IMPACT DE CHANGE (+17 –27 –37 +47)	±		
D - VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (A+B+C)	Σ	48 292 818,18	49 941 900,93
E - TRESORERIE au 1er Janvier	±	-88 152 664,15	-138 094 565,08
F - TRESORERIE EN FIN DE PERIODE (D+E)	Σ	-39 859 845,97	-88 152 664,15

12. Méthodes d'évaluation appliquées par l'entreprise

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE	
ACTIF IMMOBILISE	
A. EVALUATION A L'ENTREE	
1. Immobilisations en non-valeurs	Sont inscrites à leur coût historique
2. Immobilisations incorporelles	Sont inscrites à leur coût d'acquisition
3. Immobilisations corporelles	Sont inscrites à leur coût d'acquisition
4. Immobilisations financières	Selon la nature des placements (voir point 5, ci-dessous)
5. Placements affectés aux opérations d'assurances	
5.1 Placements immobiliers	Sont inscrites à leur coût d'acquisition ou de revient. Les constructions sont amorties linéairement sur une période de 25 ans
5.2 Titres à revenus fixes	Sont inscrits à leur prix d'achat hors frais d'acquisition et hors intérêts courus. Les frais d'acquisition sont amortis linéairement sur la durée de vie résiduelle du titre.
5.3 Titres à revenus variables	Sont inscrits à leur prix d'achat à l'exclusion des frais d'acquisition. L'évaluation des titres cotés est faite au cours moyen le plus bas du dernier trimestre, l'évaluation des titres non cotés est faite à la valeur de quote-part d'actif net comptable
B. CORRECTIONS DE VALEURS	
1. Méthodes d'amortissements	Amortissement linéaire
2. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Méthodes réglementaires
3. Méthodes de détermination des écarts de conversion - Actif	na
ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)	
A. EVALUATION A L'ENTREE	
1. Part des réassureurs dans les provisions techniques	Application des traités de réassurance
2. Créances et autres actifs circulants	Valeurs historiques
3. Titres et autres valeurs de placements	Selon la nature des placements voir le point 5, ci-dessus
B. CORRECTIONS DE VALEURS	
1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Evaluations réglementaires
2. Méthodes de détermination des écarts de conversion - Actif	na
FINANCEMENT PERMANENT	
1. Méthodes de réévaluation	Rapport d'expert
2. Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	Méthodes réglementaires
3. Dettes de financement permanent	Valeurs historiques
4. Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	Évaluées en fonction des risques éventuels des litiges en cours opposant la Compagnie à des tiers.
5. Méthodes d'évaluation des provisions techniques	Méthodes réglementaires selon l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1548-05 du 10/10/2005
6. Méthodes de détermination des écarts de conversion - Passif	na
PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)	
1. Dettes pour espèces remises par les réassureurs	Application des conditions des traités de réassurance
2. Dettes du passif circulant	Valeurs historiques
3. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges	Méthodes réglementaires
4. Méthodes de détermination des écarts de conversion - Passif	na
TRESORERIE	
1. Trésorerie - Actif	Valeurs historiques
2. Trésorerie - Passif	Valeurs historiques
3. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Méthode forfaitaire

13. Etat des dérogations

INDICATION DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS.
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	Néant	Néant
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	Néant	Néant
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	Néant	Néant

14. Etat des changements de méthodes

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS.
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	Néant	Néant
– Titres à revenu variable - titres cotés	Constatation de la provision quant la moins value atteint 25% de la valeur d'entrée au jour de l'inventaire	Impact en + sur le résultat : 20,572 KDH avant impôt
II. Changements affectant les règles de présentation	Néant	Néant

15. Détail des non-valeurs

Compte principal	Intitulé	Montant
211	Frais préliminaires	35 216 926,67
2111	Frais de constitution	
2112	Frais préalables au démarrage	
2113	Frais d'augmentation du capital	12 451 005,00
2114	Frais sur opérations de fusions, scissions et transformations	22 765 921,67
2116	Frais de prospection	
2117	Frais de publicité	
2118	Autres frais préliminaires	
212	Charges à répartir sur plusieurs exercices	54 102 268,20
2121	Frais d'acquisition des immobilisations	6 560 403,44
2122	Frais d'acquisition des placements	18 173 743,15
2125	Frais d'émission des emprunts	
2126	Frais d'acquisition des contrats précomptés	
2126	Frais de lancement des produits Addamne Al Madrassi/ Al Hiraifi	8 898 530,47
2128	Autres charges à répartir	20 469 591,14
213	Primes de remboursement des obligations	
2130	Primes de remboursement des obligations	
	TOTAL	89 319 194,87

16. Tableau des immobilisations autres que financières

Nature	Montant brut début exercice	Augmentation			Diminution			Montant brut fin d'exercice
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
Immobilisations en non valeurs	49 917 531,08	39 401 663,79						89 319 194,87
Frais préliminaires	1 780 647,00	10 670 358,00						12 451 005,00
Charges à répartir sur plusieurs exercices	48 136 884,08	28 731 305,79						76 868 189,87
Primes de remboursement des obligations								
Immobilisations incorporelles	61 597 643,55	18 527 217,04						80 124 860,59
Immobilisation en recherche et développement								
Brevets, marques, droits et valeurs similaires								
Fonds commercial	1 497 043,07							1 497 043,07
Autres immobilisations incorporelles	60 100 600,48	18 527 217,04						78 627 817,52
Immobilisations corporelles	161 369 715,48	77 087 432,29						238 457 147,77
Terrains								
Constructions	10 886 000,00	6 993 950,00						17 879 950,00
Installations techniques, matériel et outillage	520 749,20							520 749,20
Matériel de transport	4 075 136,64	1 140 000,00						5 215 136,64
Mobilier, matériel de bureau et aménagements	140 181 690,38	48 556 320,11						188 738 010,49
Autres immobilisations corporelles								
Immobilisations corporelles en cours	5 706 139,26	20 397 162,18						26 103 301,44
Placements immobiliers	580 590 063,32	157 838 779,94			193 780 966,48			544 647 876,78
Terrains	370 736 878,59	143 235 797,75			191 084 392,4			322 888 283,98
Constructions	209 803 184,73	14 602 982,19			26 965 74,12			221 709 592,80
Autres placements immobiliers	50 000,00							50 000,00

17. Tableau des amortissements

Nature	Cumul début exercice	Dotation de l'exercice	Amortissements sur immobilisations sorties	Virement	Cumul d'amortissements fin exercice
	1	2	3	4	5=1+2+3+4
Immobilisations en non valeurs	30 753 689,08	11 978 966,66			42 732 655,74
Frais préliminaires	1 738 166,00	7 136 705,02			8 874 871,02
Charges à répartir sur plusieurs exercices	29 015 523,08	4 842 261,64			33 857 784,72
Primes de remboursement des obligations					
Immobilisations incorporelles	24 420 555,10	7 074 342,07			31 494 897,17
Immobilisation en recherche et développement					
Brevets, marques, droits et valeurs similaires					
Fonds commercial					
Autres Immobilisations incorporelles	24 420 555,10	7 074 342,07			31 494 897,17
Immobilisations corporelles	95 161 132,11	9 696 894,45			104 858 026,56
Terrains					
Constructions	105 140,65	635 729,35			740 870,00
Installations techniques, matériel et outillage	520 749,20				520 749,20
Matériel de transport	2 321 404,41	753 769,86			3 075 174,27
Mobilier, matériel de bureau et aménagements	92 213 837,85	3 669 640,96			95 883 478,81
Autres immobilisations corporelles		4 637 754,28			4 637 754,28
Immobilisations corporelles en cours					
Placements immobiliers	83 504 142,75	8 567 569,63	1 923 354,11		90 148 358,27
Terrains					
Constructions	83 504 142,75	8 567 569,63	1923354,11		90 148 358,27
Autres placements immobiliers					

18. Tableau des +/- valeurs sur cessions ou retraits d'immobilisations

Date de cession ou de retrait	Compte Principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produit de cession	Plus- values	Moins- values
Immobilisations Incorporelles	22+						
Immobilisations corporelles	23+						
Placements immobiliers	261+	154 862 360,79	1 528 744,69	153 333 616,10	270 444 000,00	117 121 517,01	
39629	261100	9 193 732,30		9 193 732,30	17 970 000,00	8 776 267,70	
39629	261100	10 452 306,67		10 452 306,67	17 025 000,00	6 572 693,33	
39629	216100	1 998 370,53		1 998 370,53	2 604 000,00	605 629,47	
39629	261100	19 314 512,07		19 314 512,07	31 460 000,00	12 145 487,93	
39629	261100	9 242 847,40		9 242 847,40	18 066 000,00	8 823 152,60	
39629	261100	11 505 211,57		11 505 211,57	22 488 000,00	10 982 788,43	
39600	261100	7 437 867,57		7 437 867,57	12 115 000,00	4 677 132,43	
39600	261100	6 206 920,44		6 206 920,44	10 110 000,00	3 903 079,56	
39600	261100	11 594 232,69		11 594 232,69	22 662 000,00	11 067 767,31	
39600	261100	11 324 099,65		11 324 099,65	18 445 000,00	7 120 900,35	
39629	261100	7 287 452,58		7 287 452,58	14 244 000,00	6 956 547,42	
39600	261100	9 245 917,09		9 245 917,09	18 072 000,00	8 826 082,91	
39600	261100	9 368 704,84		9 368 704,84	18 312 000,00	8 943 295,16	
39600	261100	6 028 878,21		6 028 878,21	9 820 000,00	3 791 121,79	
39600	261100	8 883 693,25		8 883 693,25	14 470 000,00	5 586 306,75	
39600	261100	10 341 797,70		10 341 797,70	16 845 000,00	6 503 202,30	
39629	261200	588 257,90	146 658,19	441 599,71	608 000,00	166 400,29	
39629	261200	177 101,93	59 027,01	118 074,92	380 000,00	261 925,08	
39660	261200	630 925,62	212 150,03	418 775,59	570 000,00	151 224,41	
39716	261200	634 699,32	160 176,31	474 523,01	656 000,00	181 476,99	
39721	261200	642 439,55	162 719,71	479 719,84	664 000,00	184 280,16	
39716	261200	415 082,64	124 230,63	290 852,01	375 000,00	84 147,99	
39716	261200	311 109,19	81 332,03	229 777,16	400 000,00	170 222,84	
39721	261200	588 257,90	148 996,36	439 261,54	608 000,00	168 738,46	
39716	261200	885 509,65	261 693,31	623 816,34	735 000,00	122 316,77	
39812	261200	311 109,18	82 457,16	228 652,02	400 000,00	171 347,98	
39812	261200	251 323,35	89 303,95	162 019,40	340 000,00	177 980,60	
TOTAL		154 862 360,79	1 528 744,69	153 333 616,10	270 444 000,00	117 121 517,01	

19. Tableau des titres de participations

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.p.c. de l'exercice
						Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Immobilisations financières									
ES SAADA	Assurances	1 037 588 100	99,00%	1 075 000 000	1 075 000 000,00	31/12/2008			
Placements affectés aux opérations d'assurances									
SMAEX	Assurances	37 450 000	1,34%	500 000	500 000,00	31/12/2008			
CAT	Assurances	162 656 000	8,82%	14 338 500	14 338 500,00	31/12/2008			-
WAFASSURANCE	Assurances	350 000 000	1,24%	83 767 192	83 767 191,99	31/12/2008			
ATLANTA	Assurances	596 649 200	0,05%	3 862 748	3 862 748,14	31/12/2008			
TASLIF	Etablissements de crédit	71 575 000	27,90%	126 594 109	126 594 109,28	31/12/2008			
TOTAL				1 304 062 549,41	1 304 062 549,41				

20. Tableau des placements affectés et non affectés

Eléments de l'actif	Valeur brute	Valeur nette	Valeur de réalisation (1)	Plus ou moins value latente
Terrains (2311, 2312, 2316, 2611)	322 888 283,98	322 888 283,98	397 792 000,00	74 903 716,02
Constructions (2313, 2321, 2323, 2325, 2327, 2612)	220 076 733,07	129 187 504,80	262 167 938,00	132 980 433,20
Parts et actions de sociétés immobilières (2613)	50 000,00	50 000,00	50 000,00	
Autres placements immobiliers (2318, 2328, 2618)				
Placements immobiliers en cours (2392, 2619)	19 512 809,73	19 512 809,73	19 512 809,73	
Total des placements immobiliers	562 527 826,78	471 638 598,51	679 522 747,73	207 884 149,22
Obligations de l'Etat (26211, 26221)	2 002 712 182,08	2 002 712 182,08	2 002 712 182,08	
Bons du Trésor (26213, 26223)	147 250 000,00	147 250 000,00	147 250 000,00	
Obligations garanties par l'Etat (26215, 26225)				
Titres hypothécaires (2623) (Obligations)				
Titres de créances négociables (2624)	20 000 000,00	20 000 000,00	20 000 000,00	
Autres obligations et bons ((26218, 26228, 2481, 3504, 3506, 3508)	21 278 660,30	21 278 660,30	21 278 660,30	
Total obligations, bons & titres de créances négociables	2 191 240 842,38	2 191 240 842,38	2 191 240 842,38	
Titres de participation (2510, 2631)	1 304 233 241,90	1 304 233 241,90	1 339 054 942,00	34 821 700,10
Actions cotées (2632)	1 491 388 477,08	1 491 388 477,08	1 535 632 376,35	44 243 899,27
OPCVM Obligations (2634)	1 466 568 038,85	1 466 568 038,85	1 606 329 785,62	139 761 746,77
OPCVM Actions (2635)	840 976 051,86	840 976 051,86	943 132 498,55	102 156 446,69
OPCVM Divers (2636) destinés aux FPC en Titrisation				
Autres Actions et Parts Sociales (2633, 2638)	166 975 834,27	63 098 825,08	97 086 802,62	33 987 977,54
Total actions et titres de participations	5 270 141 643,96	5 166 264 634,77	5 521 236 405,13	354 971 770,36
Prêts en première hypothèque (2641)	259 295,76			
Avances sur polices vie (2643)				
Prêts nantis par des obligations (2644)				
Autres prêts (2411, 15, 16, 18, 83, 87, 2488, 2648, 2683, 2688)	72 714 025,02	46 586 340,07	46 586 340,07	
Total prêts et créances immobilisés	72 973 320,78	46 586 340,07	46 586 340,07	
Dépôts à terme (2651)	530 924 742,66	530 924 742,66	530 924 742,66	
Autres dépôts (2486, 2658)	3 718 716,00	3 718 716,00	3 718 716,00	
Valeurs remises aux cédantes (2672)				
Créances pour espèces remises aux cédantes (2675)				
Total dépôts	534 643 458,66	534 643 458,66	534 643 458,66	
Placements immobiliers (2661)				
Obligations et bons (2662)				
Actions et parts autres que les OPCVM (2663)				
Parts et actions OPCVM (2664)				
Parts et actions autres OPCVM (2665)				
Autres placements ((2668)				
Total placements affectés aux contrats en U.C.				
TOTAL	8 631 527 092,56	8 410 373 874,39	8 973 229 793,97	562 855 919,58

21. Tableau des provisions techniques

Nature	Montant au début de l'exercice			Variations de l'exercice			Montant à la fin de l'exercice		
	Brut	Cessions	Net	Brut	Cessions	Net	Brut	Cessions	Net
Provisions pour primes non acquises	264 096 393,95	48 705 859,75	215 390 534,20	65 706 988,63	16 263 582,39	49 443 406,24	329 803 382,58	64 969 442,14	264 833 940,44
Provisions pour sinistres à payer	2 740 622 753,64	476 908 291,61	2 263 714 462,03	216 174 161,59	58 047 535,97	158 126 625,62	2 956 796 915,23	534 955 827,58	2 421 841 087,65
Provisions des assurances vie	4 193 713 084,27	790 261 609,24	3 403 451 475,03	92 654 317,42	-31 934 236,19	124 588 553,61	4 286 367 401,69	758 327 373,05	3 528 040 028,64
Provisions pour fluctuations de sinistralité	7 235 000,00		7 235 000,00	8 554 000,00		8 554 000,00	15 789 000,00		15 789 000,00
Provisions pour aléas financiers									
Provisions des contrats en unités de compte									
Provisions pour participations aux bénéfices	119 298 137,87		119 298 137,87	-12 558 525,58		-12 558 525,58	106 739 612,29		106 739 612,29
Provisions techniques sur placements	187 725 602,73		187 725 602,73	-22 629 040,57		-22 629 040,57	165 096 562,16		165 096 562,16
Autres provisions techniques	12 669 469,18	1 266 947,05	11 402 522,13	25 866 039,76	2 582 893,62	23 283 146,14	38 535 508,94	3 849 840,67	34 685 668,27
TOTAL	7 525 360 441,64	1 317 142 707,65	6 208 217 733,99	373 767 941,25	44 959 775,79	328 808 165,46	7 899 128 382,89	1 362 102 483,44	6 537 025 899,45

22. Autres provisions

Nature	Montant début de l'exercice	d'exploitation technique			d'exploitation technique			Montant fin d'exercice
		sur placements	non techniques		sur placements	non techniques		
Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	129 330 260,93		19 422 056,62			16 991 284,58		131 761 032,97
Provisions réglementées								
Provisions durables pour risques et charges	14 363 573,97						6 500 000,00	7 863 573,97
SOUS TOTAL (A)	143 693 834,90		19 422 056,62			16 991 284,58	6 500 000,00	139 624 606,94
Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	440 385 538,87	27 035 256,62						467 420 795,49
Autres provisions pour risques et charges				3 000 040,00				
Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	440 385 538,87	27 035 256,62		3 000 040,00				467 420 795,49
TOTAL (A+B)	584 079 373,77	27 035 256,62	19 422 056,62	3 000 040,00		16 991 284,58	6 500 000,00	607 045 402,43

23. Tableau des créances

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE								
Immobilisations financières								
Prêts immobilisés								
Autres créances financières	38 146 785,44	38 146 785,44						
Placements affectés aux opérations d'assurance								
Obligations et bons et Titres non négociables	2 169 962 182,08	1 883 145 464,08	286 816 718,00			1 518 809 857,00	651 152 325,08	
Prêts et effets assimilés	6 472 381,51	6 187 085,00	285 296,51					
Créances pour dépôts auprès des cédantes								
Sous-total	2 214 581 349,03	1 927 479 334,52	287 102 014,51			1 518 809 857,00	651 152 325,08	
DE L'ACTIF CIRCULANT								
Parts des réassureurs dans les provisions techniques	1 362 102 483,44	1 362 102 483,44						
Cessionnaires et comptes rattachés débiteurs	191 779 755,34	191 779 755,34						
Assurés, Intermédiaires, cédants, co-assureurs et comptes rattachés	992 873 249,89	992 873 249,89						3 989 738,92
Personnel	4 392 815,37		4 392 815,37					
Etat	35 270 446,06		35 270 446,06			35 270 446,06		
Comptes d'associés	36 755 000,00		36 755 000,00					
Autres débiteurs	24 635 619,95	8 129 754,58	16 505 865,37					
Compte de régularisation - actif	146 140 202,33	48 226 266,77	97 913 935,56					
Sous-total	2 793 949 572,38	2 603 111 510,02	190 838 062,36			35 270 446,06		3 989 738,92
TOTAL	5 008 530 921,41	4 530 590 844,54	477 940 076,87			1 554 080 303,06	651 152 325,08	3 989 738,92

24. Tableau des dettes

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non payées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
<u>DE FINANCEMENT</u>								
Emprunts obligataires								
Autres dettes de financement								
Sous-total								
<u>DES AUTRES PASSIFS CIRCULANTS</u>								
Dettes pour dépôts des réassureurs	628 875 297,52		628 875 297,52					
Cessionnaires et comptes rattachés créditeurs	190 357 281,22	76 142 912,49	114 214 368,73					
Assurés, Intermédiaires, cédants, co-assureurs et comptes rattachés	54 371 883,37	21 748 753,35	32 623 130,02					
Personnel	26 174 602,32	5 353 664,33	20 820 937,99					
Organismes sociaux	5 334 427,90		5 334 427,90					
Etat	88 026 184,61		88 026 184,61					
Comptes d'associés	647 858,00		647 858,00					
Autres créanciers	250 738 224,47	100 295 289,79	150 442 934,68					
Compte de régularisation - passif	47 651 673,72	19 060 669,49	28 591 004,23					
Sous-total	1 292 177 433,13	222 601 289,44	1 069 576 143,69					
TOTAL	1 292 177 433,13	222 601 289,44	1 069 576 143,69					

25. Tableau des sûretés données

TIERS DEBITEURS OU TIERS CREDITEURS POUR LES SURETES REELLES DONNEES	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Objet (2)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture
NEANT					

26. Tableau des sûretés reçues

TIERS DEBITEURS OU TIERS CREDITEURS POUR LES SURETES REELLES RECUES	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Objet (3)	Valeur réelle de la sûreté reçue à la date de clôture (4)
NEANT					

27. Engagements financiers donnés

ENGAGEMENTS DONNES	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
Avals et cautions	NEANT	NEANT
Valeurs remises aux cédantes	NEANT	NEANT
Autres engagements donnés	NEANT	NEANT
TOTAL (1)		

28. Engagements financiers reçus

ENGAGEMENTS RECUS	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
Avals et cautions	NEANT	NEANT
Valeurs remises par les réassureurs	NEANT	NEANT
Autres engagements reçus	NEANT	NEANT
TOTAL		

29. Tableau des biens en crédit-bail

[illegible]

30. Détail des postes du CPC

Poste	Désignation	Exercice	Exercice précédent
701	Primes émises	1 278 303 402,25	1 133 737 947,80
702	Variation des provisions pour primes acquises	49 443 406,24	39 397 789,80
716	Subventions d'exploitation		
718	Autres produits d'exploitation	170 036,00	5 189 855,92
732	Revenus des placements	200 355 800,66	172 428 367,52
	Revenus des placements immobiliers	16 523 691,82	12 621 121,14
	Revenus des obligations	116 011 730,64	101 418 229,00
	Revenus des actions	61 819 055,40	47 135 870,20
	Reste du poste revenus des placements	6 001 322,80	11 253 147,18
735	Profits sur réalisation de placements	507 957 915,65	879 680 771,46
	Placements immobiliers	117 121 517,01	6 240 321,12
	Obligations et bons		2 833 334,58
	Actions et parts sociales	390 836 398,64	870 607 115,76
	Reste du poste Profits sur réalisations de placements		
738	Intérêts et autres produits de placements	2 075 110,00	2 826 508,38
	Intérêts et produits assimilés	2 075 110,00	2 826 508,38
	Reste du poste autres produits de placements		
601	Prestations et frais payés	830 337 412,15	677 927 885,28
602 à 608	Variation des provisions techniques	301 993 799,79	392 002 588,37
	Variation des provisions pour sinistres à payer	158 126 625,62	309 744 749,83
	Variation des provisions des assurances vie	124 588 553,61	106 877 518,96
	Variation des provisions pour fluctuation de sinistralité	8 554 000,00	-36 864 000,00
	Variation des provisions pour aléas financiers		
	Variation des provisions techniques en U.C.		
	Variation des provisions pour participations aux bénéfices	-12 558 525,58	16 376 659,09
	Variation des autres provisions techniques	23 283 146,14	-4 132 339,51
611	Charges d'acquisition des contrats	147 536 204,85	128 411 828,50
612	Achats consommés de matières et fournitures	24 771 102,59	17 746 383,05
	Achats non stockés de matières et de fournitures	7 182 940,32	6 848 264,05
	Achats de travaux, études et prestations de service	17 588 162,27	10 898 119,00
	Reste sur poste achats consommés de matières & fournitures		
613/614	Autres charges externes	61 911 642,65	56 846 564,00
	Locations et charges locatives	3 429 493,61	596 437,36
	Redevances de crédit bail		
	Entretien et réparations	9 854 701,72	8 113 117,35
	Primes d'assurances	610 285,73	482 037,54
	Rémunérations du personnel extérieur à l'entreprise		
	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 663 454,86	4 887 061,96
	Déplacements, missions et réceptions	14 417 388,45	13 597 298,36
	Reste du poste autres charges externes	28 936 318,28	29 170 611,43
617	Charges du personnel	111 786 933,55	119 581 398,70
	Rémunération du personnel	81 069 475,39	76 065 696,15
	Charges sociales	15 088 253,16	14 220 790,05
	Reste du poste charges du personnel	15 629 205,00	29 294 912,50
618	Autres charges d'exploitation	1 890 805,52	734 209,90

Poste	Désignation	Exercice	Exercice précédent
	Pertes sur créances irrécouvrables	641 573,71	
	Reste du poste autres charges d'exploitation	1 249 231,81	734 209,90
631	Charges d'intérêts	3 188 604,86	17 898 135,11
632	Frais de gestion des placements	21 177 439,25	15 195 610,31
	Frais de gestion des immeubles	5 151 640,73	4 676 153,42
	Frais de gestion des titres	16 025 798,52	10 519 456,89
	Reste du poste charges de placement		
635	Pertes sur réalisation de placements	127 161 876,67	526 874 468,77
	Placements immobiliers		
	Obligations et bons	22 629 040,57	24 074 838,14
	Actions et parts sociales	104 532 836,10	502 799 630,63
	Reste du poste Pertes sur réalisation de placements		
638	Autres charges de placements		
	Pertes sur prêts et effets assimilés		
	Reste du poste autres charges de placements		

31. Passage du résultat net comptable au résultat fiscal

INTITULE		Montant	Montant
I	<u>RESULTAT NET COMPTABLE</u>		
	Bénéfice net	173 398 376,42	
	Perte nette		
II	<u>REINTEGRATIONS FISCALES</u>	98 965 914,80	
	<u>1. Courantes</u>		
	Rémunérations ne correspondant pas à un service effectif		
	Frais généraux n'incombant pas à la société		
	Excédent non déductible sur les cadeaux publicitaires		
	Dons non déductibles		
	Amortissements non déductibles	331 460,05	
	Provisions non déductibles (avances au personnel)		
	Patente		
	Provisions non déductibles (Cessionnaires douteux)		
	Provisions non déductibles (Intermédiaires douteux)	22 337 002,87	
	Pertes sur créances irrécouvrables non déductibles (Cid & off)		
	Pertes sur créances irrécouvrables non déductibles (Co assureurs)		
	Pertes sur créances irrécouvrables non déductibles (Tiers divers)		
	Pertes sur créances irrécouvrables non déductibles (Intermédiaires)		
	Provisions non déductibles (Loyers douteux)		
	Provisions non déductibles (titres)		
	Excédent non déductible sur les intérêts des comptes courants		
	Autres charges courantes (TNB sur terrains non bâtis)	225 166,88	
	Total des réintégrations courantes	22 893 629,80	
	<u>2. Non Courantes</u>		
	Amendes, pénalités et majorations de retard	82 232,91	
	Libéralités		
	Perte sur créance irrécouvrable	259 762,09	
	Profit net global de cession non réinvesti dans le délai de 3 ans (après abattement prévu au a) de l'article 19)		
	Fraction de la plus-value réalisée par la Sté absorbée et dont l'imposition est différée entre les mains de la Sté absorbante		
	Impôts non déductibles (IS)	72 730 250,00	
	Impôt sur les résultats (COTISATION MINIMALE)		
	Autres charges non courantes non déductibles	3 000 040,00	
	Total des réintégrations non courantes	76 072 285,00	
III	<u>DEDUCTIONS FISCALES</u>		75 796 048,40
	<u>1. Courantes</u>		
	Fraction de l'amortissement ayant fait l'objet de réintégration antérieure non régularisée sur le plan comptable		
	Provisions faisant l'objet d'une réintégration dans le résultat comptable de l'exercice et dont la déduction fiscale a été antérieurement annulée.		
	Reprise Provisions (prêts) réintégrées initialement		
	Reprise Provisions (Cessionnaires douteux)		
	Reprise Provisions Intermédiaires réintégrées initialement		
	Reprise Provisions cid & officieux (réintégrées initialement)		
	Reprise Provisions co-assureurs (réintégrées initialement)		
	Reprise Provisions Tiers divers (réintégrées initialement)		
	Reprise Provisions Terrains (réintégrées initialement)		
	Reprise provisions (Loyers douteux réintégrées initialement)		
	Abattement sur les plus values cession immobilisations (art 19 is)		

INTITULE		Montant	Montant
	Abattement sur les produits de participation		61 819 055,40
	Total des déductions fiscales courantes		61 819 055,40
	2. Non Courantes		
	Abattement sur le profit net global des cessions ou des retraits effectués au cours de l'exercice (art. 19 de l'Is.)		
	Reprise des dégrèvements sur impôts non déductibles		
	Abattement de la plus-value constatée par la société absorbante sur les titres de participation détenus dans la Sté absorbée lors de la fusion		
	Autres produits non courants réintégré initialement		6 500 000,00
	Impôt sur les résultats (Réintégré initialement cm)		7 476 993,00
	Profit net global de cession exonéré en cas de réinvestissement du produit global des cessions		
	Total des déductions fiscales non courantes		13 976 993,00
	Total	272 364 291,22	75 796 048,40
IV	<u>RESULTAT BRUT FISCAL</u>		Montants
	Bénéfice brut si $T1 > T2$ (A)		196 568 242,82
	Déficit brut fiscal si $T1 < T2$ (B)		
	Déficit ou fraction de déficit correspondant à la dotation aux amortissements pratiqués.		
	Surplus correspondant au déficit d'exploitation.		
V	<u>REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES</u> (C) (1)		
	Exercice N-4		
	Exercice N-3		
	Exercice N-2		
	Exercice N-1		
	Déficit absorbé sur les amortissements indéfiniment reportables		
VI	<u>RESULTAT NET FISCAL</u>		
	Bénéfice net fiscal (A-C) ou		196 568 250,00
	Déficit net fiscal (B)		
			Montants
VII	<u>CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES</u>		
VIII	<u>CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER</u>		
	Exercice N-4		
	Exercice N-3		
	Exercice N-2		
	Exercice N-1		

32. Résultat courant après impôts

I. DETERMINATION DU RESULTAT		Montant
Résultat technique vie du C.P.C.	(±)	7 524 495,12
Résultat technique non-vie du C.P.C.	(±)	226 205 759,09
Résultat non technique courant du C.P.C.	(±)	486 837,23
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (techniques et non techniques)	(+)	22 893 629,80
Déductions fiscales sur opérations courantes (techniques et non techniques)	(-)	61 819 055,40
Résultat courant théoriquement imposable	(=)	195 291 665,84
Impôt théorique sur résultat courant	(-)	72 257 915,00
Résultat courant théorique après impôts	(=)	123 033 750,84

II. INDICATION DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES

NEANT

33. Détail de la taxe sur la valeur ajoutée

Nature	Solde au début de l'exercice	Opérations comptables de l'exercice	Déclarations T.V.A. de l'exercice	Solde fin d'exercice
	1	2	3	(1+2-3) = 4
TVA Facturée (A)	1 002 652,75	21 782 838,58	20 256 832,00	2 528 659,33
TVA Récupérable (B)				
sur charges				
sur immobilisations				
TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	1 002 652,75			2 528 659,33

34. Etat de répartition du capital social

Nom, prénom ou raison sociale des	Adresse	Nombre de titres		Valeur nominale de chaque action ou part sociale	Montant du capital		
		Exercice précédent	Exercice actuel		Souscrit	Appelé	Libéré
1	2	3	4	5	6	7	8
SAHAM ASSURANCE	216, boulevard Zerktouni, Casablanca	2 059 044	2 635 576	100			263 557 600
SANAM S.A.	29, boulevard Moulay Youssef, Casablanca	455 615	583 190	100			58 319 000
PAIP-PCAP sub 3	3-5, place Winston Churchill L1340, Luxembourg	374 661	479 568	100			47 956 800
FIPAR-HOLDING	10 place My El Hassan 1er, Rabat	121 515	155 539	100			15 553 900
CAISSE DE DEPOT ET GESTION	10 place My El Hassan 1er, Rabat		29 825				
INTERFINA	5 boulevard Abdellatif Benkadour Casablanca						
SAHAM S.A.	216, boulevard Zerktouni, Casablanca	23 301	29 825	100			2 982 500
MOULAY HAFID ELALAMY	216, boulevard Zerktouni, Casablanca	2 517	3 221	100			322 100
ASSICURAZIONI GENERALI	34-132 Trieste Piazza Duca Degli Abuzzi 2 ITALIE						
CIE CONCORDE	5 rue de Londres 75009 PARIS France						
BANCO VITALICIO DE ESPANA	11 Pasco de Garcia Barcolona Espagne						
CIE SUISSE DE REASSURANCE	MYTHENQUAI 15 - 8022 ZURICH	491	491	100			49 100
UNION STE DE REASSURANCE	GENFERASSE 27 BP 878 CH 8027 ZURICH			100			
RESTE		356	366	100			36 600

35. Etat d'affectation des résultats

MONTANT		MONTANT	
Origine des résultats à affecter		Affectation des résultats	
Décision AGO du.....	30/06/2008	Réserve légale	7 541 683,61
Report à nouveau	3 889 552,79	Autres réserves	100 000 000,00
Résultats nets en instance d'affectation		Tantièmes	
Résultat net de l'exercice	150 833 672,11	Dividendes	42 525 000,00
Prélèvement sur les réserves		Autres affectations	
Autres prélèvements		Report à nouveau	4 656 541,29
TOTAL A	154 723 224,90	TOTAL B	154 723 224,90

36. Résultats et autres éléments caractéristiques de l'entreprise

NATURE DES INDICATIONS	Exercice n - 2	Exercice n - 1	Exercice n
<u>SITUATION NETTE DE L'ENTREPRISE</u>			
Capitaux propres <u>plus</u> capitaux propres assimilés <u>moins</u> immobilisations en non-valeurs	446 149 916,09	1 154 616 069,67	1 775 034 556,96
<u>OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</u>			
Chiffre d'affaires hors taxes (1)	1 608 561 271,26	2 188 854 641,97	1 979 965 013,11
Résultat avant impôts	120 787 364,54	158 132 115,11	246 128 626,42
Impôts sur les résultats	10 583 354,00	7 298 443,00	72 730 250,00
Bénéfices distribués	0,00	42 525 000,00	54 428 864,00
Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)	110 204 010,54	150 833 672,11	173 398 376,42
<u>RESULTAT PAR TITRE</u>			
Résultat net par action	52,48	49,66	44,60
Bénéfices distribués par action	0,00	14,00	14,00
<u>PERSONNEL</u>			
Montant des salaires bruts de l'exercice (2)	65 333 826,18	76 065 696,15	81 069 475,39
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	339	371	369

37. Tableau des opérations en devises

NATURE	Entrées contre-valeur en Dirhams	Sorties contre-valeur en Dirhams
Financement permanent		
Immobilisations brutes		
Rentrées sur immobilisations		
Remboursement des dettes de financement		
Dépôts auprès des cédantes		
– Dépôts constitués		
– Dépôts libérés		
– Intérêts sur dépôts		
Dépôts reçus des réassureurs		
– Dépôts constitués		
– Dépôts libérés		
– Intérêts sur dépôts		
Affaires directes et acceptations		
– Primes		
– Sinistres payés		
Cessions en réassurances		
– Primes nettes cédées		
– Sinistres payés		
Autres produits		
Autres charges		
TOTAL DES ENTREES		
TOTAL DES SORTIES		
BALANCE DEVICES		
TOTAL		

38. Etat des charges de sinistres et des primes acquises

ANNEE D'INVENTAIRE	EXERCICES DE SURVENANCE				
	2004	2005	2006	2007	2008
INVENTAIRE N-2					
Règlements cumulés	90 969,00	44 471,00	63 192,19		
Provisions pour sinistres	375 784,00	256 347,03	273 514,17		
Total des charges de sinistres	466 753,00	300 818,03	336 706,35		
Primes acquises	515 974,00	580 050,00	683 452,29		
Sinistres / primes acquises (%)	90,46%	51,86%	49,27%		

ANNEE D'INVENTAIRE	EXERCICES DE SURVENANCE				
	2004	2005	2006	2007	2008
INVENTAIRE N-1					
Règlements cumulés	161 143,00	115 204,00	99 028,44	96 627,71	
Provisions pour sinistres	279 332,00	360 700,00	385 059,90	498 482,78	
Total des charges de sinistres	440 475,00	475 904,00	484 088,34	595 110,49	
Primes acquises	544 710,00	568 278,00	681 537,00	839 130,37	
Sinistres / primes acquises (%)	80,86%	83,74%	71,03%	71%	

ANNEE D'INVENTAIRE	EXERCICES DE SURVENANCE				
	2004	2005	2006	2007	2008
INVENTAIRE N					
Règlements cumulés	210 715,00	176 593,00	97 308,00	121 408,50	142 391,09
Provisions pour sinistres	237 785,00	302 599,00	437 409,00	480 416,53	606 173,93
Total des charges de sinistres	448 500,00	479 192,00	534 717,00	601 825,03	748 565,01
Primes acquises	547 845,00	578 249,00	673 043,00	787 074,00	943 271,05
Sinistres / primes acquises (%)	81,87%	82,87%	79,45%	76%	79%

39. Liste des catégories exploitées au cours de l'exercice

Catégories fixées par la réglementation des assurances		Date de début d'exploitation (1)
1-	Opérations vie et capitalisation :	
11-	Assurances individuelles ;	
111-	en cas de décès ;	JANVIER 2007
112-	en cas de vie ;	JANVIER 2007
113-	mixtes ;	JANVIER 2007
2-	Opérations non vie :	
21-	Accidents corporels - Maladie - Maternité ;	
211-	Individuelles accidents ;	JANVIER 2007
212-	Invalidité ;	JANVIER 2007
213-	Maladie - Maternité ;	JANVIER 2007
214-	Personnes transportées en automobile ;	JANVIER 2007
22-	Accidents du travail et maladies professionnelles ;	JANVIER 2007
23-	Véhicules terrestres à moteur ;	JANVIER 2007
231-	Responsabilité civile ;	JANVIER 2007
2311-	Véhicules à usage de tourisme ;	JANVIER 2007
2312-	Véhicules utilitaires de moins de 3,5 tonnes ;	JANVIER 2007
2313-	Véhicules utilitaires de 3,5 tonnes et plus ;	JANVIER 2007
2314-	Véhicules affectés au transport public de voyageurs ;	NEANT
2315-	Véhicules à deux ou trois roues ;	JANVIER 2007
2318-	Autres véhicules ;	JANVIER 2007
232-	Garanties autres que la responsabilité civile	JANVIER 2007
24-	Responsabilité civile générale	JANVIER 2007
241-	Responsabilité civile résultant de l'emploi de véhicules fluviaux et maritimes ;	JANVIER 2007
242-	Responsabilité civile résultant de l'emploi de véhicules aériens ;	JANVIER 2007
248-	Autres responsabilités civiles ;	JANVIER 2007
25-	Incendie et éléments naturels ;	JANVIER 2007
251-	Incendie ;	JANVIER 2007
252-	Eléments naturels ;	JANVIER 2007
253-	Pertes pécuniaires ;	JANVIER 2007
26-	Assurances des risques techniques ;	JANVIER 2007
261-	Tous risques chantiers ;	JANVIER 2007
262-	Tous risques montage ;	JANVIER 2007
263-	Bris de machines ;	JANVIER 2007
264-	Tous risques informatiques ;	JANVIER 2007
265-	Pertes pécuniaires ;	JANVIER 2007
266-	Responsabilité civile décennale ;	JANVIER 2007
27-	Transport ;	JANVIER 2007
271-	Maritime corps ;	JANVIER 2007
272-	Maritime facultés ;	JANVIER 2007
273-	Marchandises transportées par voie terrestre ;	JANVIER 2007
274-	Aviation corps ;	JANVIER 2007
28-	Autres opérations ;	JANVIER 2007
281-	Vol ;	JANVIER 2007
282-	Grêle ou gelée ;	NEANT
283-	Mortalité du bétail ;	NEANT
284-	Assurance récolte ;	NEANT
285-	Protection juridique ;	NEANT
286-	Pertes pécuniaires ;	JANVIER 2007
288-	Autres ;	JANVIER 2007

Catégories fixées par la réglementation des assurances		Date de début d'exploitation (1)
3-	Opérations d'acceptation en réassurance	
31-	Acceptation vie ;	JANVIER 2007
32-	Acceptation non vie ;	JANVIER 2007

IV. COMPTES SOCIAUX 2007

1. Bilan Actif 2007

ACTIF		EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS	(A)	49 917 531,08	30 753 689,08	19 163 842,00	6 796 323,47
Frais préliminaires		1 780 647,00	1 738 166,00	42 481,00	
Charges à répartir sur plusieurs exercices		48 136 884,08	29 015 523,08	19 121 361,00	6 796 323,47
Primes de remboursement des obligations					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	(B)	61 597 643,55	25 917 598,17	35 680 045,38	28 931 583,06
Immobilisation en recherche et développement					
Brevets, marques, droits et valeurs similaires					
Fonds commercial		1 497 043,07	1 497 043,07		
Autres immobilisations incorporelles		60 100 600,48	24 420 555,10	35 680 045,38	28 931 583,06
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	(C)	161 369 715,48	95 161 132,11	66 208 583,37	37 363 090,26
Terrains					
Constructions		10 886 000,00	105 140,65	10 780 859,35	
Installations techniques, matériel et outillage		520 749,20	520 749,20		
Matériel de transport		4 075 136,64	2 321 404,41	1 753 732,23	2 720 044,53
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers		140 181 690,38	92 213 837,85	47 967 852,53	34 374 436,70
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours		5 706 139,26		5 706 139,26	268 609,03
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	(D)	466 367 832,57	26 127 684,95	440 240 147,62	147 498 789,85
Prêts immobilisés					
Autres créances financières		36 367 832,57	26 127 684,95	10 240 147,62	17 460 234,70
Titres de participation		430 000 000,00		430 000 000,00	130 038 555,15
Autres titres immobilisés					
PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE	(E)	7 144 060 215,20	185 209 675,66	6 958 850 539,54	6 137 973 321,69
Placements immobiliers		580 590 063,32	83 504 142,75	497 085 920,57	456 978 911,61
Obligations, bons et titres de créances négociables		1 755 073 293,90		1 755 073 293,90	1 769 336 457,97
Actions et parts sociales		4 732 466 846,31	101 446 237,15	4 631 020 609,16	3 313 182 050,58
Prêts et effets assimilés		33 924 732,28	259 295,76	33 665 436,52	36 926 892,34
Dépôts en compte indisponibles		10 649 259,44		10 649 259,44	530 192 989,24
Placements affectés aux contrats en unités de compte					
Dépôts auprès des cédantes					
Autres placements		31 356 019,95		31 356 019,95	31 356 019,95
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF	(F)				
Diminution des créances immobilisées et des placements					
Augmentation des dettes de financement et des provisions techniques					
TOTAL I (A + B + C + D + E + F)		7 883 312 937,88	363 169 779,97	7 520 143 157,91	6 358 563 108,33
PART DES CESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES	(G)	1 317 142 707,65		1 317 142 707,65	1 224 626 485,87
Provisions pour primes non acquises		48 705 859,75		48 705 859,75	38 387 747,81
Provisions pour sinistres à payer		476 908 291,61		476 908 291,61	438 024 217,41
Provisions des assurances Vie		790 261 609,24		790 261 609,24	746 488 424,85
Autres provisions techniques		1 266 947,05		1 266 947,05	1 726 095,80
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	(H)	1 338 589 723,28	440 024 938,87	898 564 784,41	776 017 166,87

ACTIF		EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Cessionnaires et comptes rattachés débiteurs		179 090 893,33	871 066,43	178 219 826,90	159 042 324,55
Assurés, intermédiaires, cédants, co-assureurs et comptes rattachés débiteurs		846 455 686,02	428 393 020,20	418 062 665,82	445 907 811,27
Personnel - débiteur		4 042 255,66	572 097,03	3 470 158,63	3 444 393,63
Etat - débiteur		23 570 431,26		23 570 431,26	29 831 010,27
Comptes d'Associés - débiteurs		96 299 700,00		96 299 700,00	
Autres débiteurs		52 708 775,95	10 188 755,21	42 520 020,74	26 577 624,13
Comptes de régularisation - Actif		136 421 981,06		136 421 981,06	111 214 003,02
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (non affectés aux opérations d'assurance)	(I)	39 179 414,38	360 600,00	38 818 814,38	
ECART DE CONVERSION - ACTIF (éléments circulants)	(J)				
TOTAL II (G + H + I + J)		2 694 911 845,31	440 385 538,87	2 254 526 306,44	2 000 643 652,74
TRESORERIE - ACTIF	-	54 137 785,00		54 137 785,00	25 436 186,34
Chèques et valeurs à encaisser		3 418 996,21		3 418 996,21	
Banques, TGR et C.C.P. (soldes débiteurs)		50 393 052,85		50 393 052,85	24 920 924,41
Caisses, Régies d'avances et accréditifs		325 735,94		325 735,94	515 261,93
TOTAL III		54 137 785,00		54 137 785,00	25 436 186,34
TOTAL GENERAL = I + II + III		10 632 362 568,19	803 555 318,84	9 828 807 249,35	8 384 642 947,41



2. Bilan Passif 2007

PASSIF		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
<u>CAPITAUX PROPRES</u>	(A)	1 173 779 911,67	452 946 239,56
Capital social ou fonds d'établissement		303 750 000,00	210 000 000,00
moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé			
= Capital appelé dont versé.....		303 750 000,00	210 000 000,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport		476 250 000,00	
Ecart de réévaluation		27 732 511,78	27 732 511,78
Réserve légale		11 324 174,99	5 813 974,46
Autres réserves		200 000 000,00	80 000 000,00
Report à nouveau (1)		3 889 552,79	19 195 742,78
Fonds social complémentaire			
Résultats nets en Instance d'affectation (1)			
Résultat net de l'exercice (1)		150 833 672,11	110 204 010,54
<u>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES</u>	(B)		
Provisions réglementées			
<u>DETTES DE FINANCEMENT</u>	(C)		
Emprunts Obligataires			
Emprunts pour fonds d'établissement			
Autres dettes de financement			
<u>PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES & CHARGES</u>	(D)	14 363 573,97	14 363 573,97
Provisions pour risques		7 863 573,97	7 863 573,97
Provisions pour charges		6 500 000,00	6 500 000,00
<u>PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES</u>	(E)	7 525 360 441,64	6 595 351 057,83
Provisions pour primes non acquises		264 096 393,95	214 380 492,21
Provisions pour sinistres à payer		2 740 622 753,64	2 371 768 383,61
Provisions des assurances Vie		4 193 713 084,27	3 633 120 304,92
Provisions pour fluctuations de sinistralité		7 235 000,00	44 099 000,00
Provisions pour aléas financiers			
Provisions techniques des contrats en unités de compte			
Provisions pour participations aux bénéfices		119 298 137,87	102 921 478,78
Provisions techniques sur placements		187 725 602,73	211 800 440,87
Autres provisions techniques		12 669 469,18	17 260 957,44
<u>ECARTS DE CONVERSION - PASSIF</u>	(F)		
Augmentation des créances Immobilisées et des placements			
Diminution des dettes de financement et des provisions techniques			
TOTAL I = (A+B+C+D+E+F)		8 713 503 927,28	7 062 660 871,36
<u>DETTES POUR ESPECES REMISES PAR LES CESSIONNAIRES</u>	(G)	622 855 657,20	617 021 335,42
Dettes pour espèces remises par les cessionnaires		622 855 657,20	617 021 335,42
<u>DETTES DU PASSIF CIRCULANT</u>	(H)	350 157 215,72	541 429 989,21
Cessionnaires et comptes rattachés créditeurs		71 857 062,85	32 396 405,37
Assurés, intermédiaires, cédants, co-assureurs et comptes rattachés créditeurs		43 674 272,15	117 095 581,86
Personnel - créateur		22 073 917,06	12 002 083,46
Organismes Sociaux créditeurs		4 528 655,07	3 767 971,66
Etat - créateur		27 610 014,26	20 629 490,25



PASSIF		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
Comptes d'Associés - créditeurs			
Autres Créanciers		145 294 872,40	338 649 718,21
Comptes de régularisation - Passif		35 118 421,93	16 888 738,40
<u>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</u>	(I)		
<u>ECARTS DE CONVERSION-PASSIF</u> (Eléments circulants)	(J)		
TOTAL II = (G + H + I + J)		973 012 872,92	1 158 451 324,63
<u>TRESORERIE - PASSIF</u>	-	142 290 449,15	163 530 751,42
Crédits d'escompte			
Crédits de Trésorerie			
Banques (soldes créditeurs)		142 290 449,15	163 530 751,42
TOTAL III		142 290 449,15	163 530 751,42
TOTAL GENERAL = I + II + III		9 828 807 249,35	8 384 642 947,41

3. CPC Vie 2007

LIBELLE	EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
	Brut	Cessions	Net	Net
	1	2	3 = 1 – 2	4
PRIMES	526 561 323,77	102 585 270,26	423 976 053,51	390 104 448,94
Primes émises	526 561 323,77	102 585 270,26	423 976 053,51	390 104 448,94
PRODUITS TECHNIQUES D'EXPLOITATION	364 646,33		364 646,33	2 102 284,15
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation	333 000,00		333 000,00	367,69
Reprises d'exploitation; transferts de charges	31 646,33		31 646,33	2 101 916,46
PRESTATIONS ET FRAIS	724 295 924,21	137 789 437,00	586 506 487,21	619 033 025,98
Prestations et frais payés	505 120 447,19	105 286 114,66	399 834 332,53	362 791 157,00
Variation des provisions pour sinistres à payer	94 647 234,58	34 279 257,95	60 367 976,63	62 257 104,03
Variation des provisions des assurances-vie	105 101 583,35	-1 775 935,61	106 877 518,96	172 321 650,44
Variation des provisions pour fluctuations de sinistralité				
Variation des provisions pour aléas financiers				
Variation des provisions techniques des contrats en U.C.				
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	19 426 659,09		19 426 659,09	21 663 114,51
Variation des autres provisions techniques				
CHARGES TECHNIQUES D'EXPLOITATION	95 057 088,52		95 057 088,52	83 922 996,38
Charges d'acquisition des contrats	25 740 590,32		25 740 590,32	20 932 903,47
Achats consommés de matières et fournitures	5 606 082,39		5 606 082,39	6 360 991,73
Autres charges externes	16 485 010,66		16 485 010,66	16 439 098,45
Impôts et taxes	2 141 369,12		2 141 369,12	2 814 815,65
Charges de personnel	37 775 763,85		37 775 763,85	29 738 931,52
Autres charges d'exploitation	724 488,91		724 488,91	15 628,09
Dotations d'exploitation	6 583 783,27		6 583 783,27	7 620 627,47
PRODUITS DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE	815 792 835,53		815 792 835,53	333 845 278,84
Revenus des placements	132 369 224,09		132 369 224,09	121 601 765,55
Gains de change				
Produits des diff. s/prix de remboursement à percevoir				
Profits sur réalisation de placements	657 812 122,21		657 812 122,21	208 976 744,40
Ajustements de VARCUC (+ values non réalisées)				
Profits provenant de la réévaluation des placements affectés				
Intérêts et autres produits de placements	536 188,64		536 188,64	17 987,32
Reprises sur charges de placements; transferts de charges	25 075 300,59		25 075 300,59	3 248 781,57
CHARGES DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE	568 863 972,52		568 863 972,52	72 984 912,21
Charges d'intérêts	12 226 149,52		12 226 149,52	124 264,66
Frais de gestion des placements	5 884 953,74		5 884 953,74	2 354 708,64
Pertes de change				
Amortissement des différences s/prix de remboursement	21 194 907,82		21 194 907,82	24 689 744,06
Pertes sur réalisation de placements	524 118 262,90		524 118 262,90	
Pertes provenant de la réévaluation des placements affectés				
Ajustements de VARCUC (– values non réalisées)				
Autres charges de placements				
Dotations sur placements	5 439 698,54		5 439 698,54	45 816 194,85
RESULTAT TECHNIQUE VIE (1+2–3– 4+5–6)	-45 498 179,62	-35 204 166,74	-10 294 012,88	-49 888 922,64

4. CPC Non Vie

LIBELLE	LIBELLE			EXERCICE PRECEDENT
	Brut	Cessions	Net	Net
	1	2	3 = 1 - 2	4
PRIMES	798 319 709,88	127 955 605,39	670 364 104,49	577 509 138,47
Primes émises	848 035 611,62	138 273 717,33	709 761 894,29	602 900 470,20
Variation des provisions pour primes non acquises	49 715 901,74	10 318 111,94	39 397 789,80	25 391 331,73
PRODUITS TECHNIQUES D'EXPLOITATION	5 734 770,26		5 734 770,26	200 046 731,02
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation	4 856 855,92		4 856 855,92	6 657 241,03
Reprises d'exploitation; transferts de charges	877 914,34		877 914,34	193 389 489,99
PRESTATIONS ET FRAIS	554 804 977,37	71 380 990,93	483 423 986,44	459 122 699,42
Prestations et frais payés	347 576 159,18	69 482 606,43	278 093 552,75	304 757 292,77
Variation des provisions pour sinistres à payer	251 734 306,45	2 357 533,25	249 376 773,20	114 702 238,07
Variation des provisions pour fluctuations de sinistralité	-36 864 000,00		-36 864 000,00	44 099 000,00
Variation des provisions pour aléas financiers				
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	-3 050 000,00		-3 050 000,00	
Variation des autres provisions techniques	-4 591 488,26	-459 148,75	-4 132 339,51	-4 435 831,42
CHARGES TECHNIQUES D'EXPLOITATION	268 711 718,40		268 711 718,40	425 303 438,55
Charges d'acquisition des contrats	102 671 238,18		102 671 238,18	84 695 167,22
Achats consommés de matières et fournitures	12 140 300,66		12 140 300,66	13 775 101,12
Autres charges externes	40 361 553,34		40 361 553,34	38 999 116,42
Impôts et taxes	5 997 936,21		5 997 936,21	6 995 234,56
Charges de personnel	81 805 634,85		81 805 634,85	64 401 402,51
Autres charges d'exploitation	9 720,99		9 720,99	199 934 500,52
Dotations d'exploitation	25 725 334,17		25 725 334,17	16 502 916,20
PRODUITS DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE	278 721 648,44		278 721 648,44	307 102 405,01
Revenus des placements	40 059 143,43		40 059 143,43	33 978 389,67
Gains de change				4 898,42
Produits des diff. s/prix de remboursement à percevoir				
Profits sur réalisation de placements	221 868 649,25		221 868 649,25	222 243 694,52
Profits provenant de la réévaluation des placements affectés				
Intérêts et autres produits de placements	2 290 319,74		2 290 319,74	139 644,44
Reprises sur charges de placements; transferts de charges	14 503 536,02		14 503 536,02	50 735 777,96
CHARGES DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE	40 159 054,43		40 159 054,43	25 421 692,70
Charges d'intérêts	5 671 985,59		5 671 985,59	780 491,63
Frais de gestion des placements	9 310 656,57		9 310 656,57	13 670 303,88
Pertes de change	30 931,88		30 931,88	90 548,40
Amortissement des différences s/prix de remboursement	1 844 468,88		1 844 468,88	2 120 426,98
Pertes sur réalisation de placements	2 756 205,87		2 756 205,87	2 062 324,22
Pertes provenant de la réévaluation des placements affectés				
Autres charges de placements				
Dotations sur placements	20 544 805,64		20 544 805,64	6 697 597,59
RESULTAT TECHNIQUE NON-VIE (1+2-3- 4+5-6)	219 100 378,38	56 574 614,46	162 525 763,92	174 810 443,83

5. CPC Technique

LIBELLE	EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
	Brut	Cessions	Net	Net
	1	2	3 = 1 - 2	4
PRIMES	1 324 881 033,65	230 540 875,65	1 094 340 158,00	967 613 587,41
Primes émises	1 374 596 935,39	240 858 987,59	1 133 737 947,80	993 004 919,14
Variation des provisions pour primes non acquises	49 715 901,74	10 318 111,94	39 397 789,80	25 391 331,73
PRODUITS TECHNIQUES D'EXPLOITATION	6 099 416,59		6 099 416,59	202 149 015,17
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation	5 189 855,92		5 189 855,92	6 657 608,72
Reprises d'exploitation; transferts de charges	909 560,67		909 560,67	195 491 406,45
PRESTATIONS ET FRAIS	1 279 100 901,58	209 170 427,93	1 069 930 473,65	1 078 155 725,40
Prestations et frais payés	852 696 606,37	174 768 721,09	677 927 885,28	667 548 449,77
Variation des provisions pour sinistres à payer	346 381 541,03	36 636 791,20	309 744 749,83	176 959 342,10
Variation des provisions des assurances-vie	105 101 583,35	-1 775 935,61	106 877 518,96	172 321 650,44
Variation des provisions pour fluctuations de sinistralité	-36 864 000,00		-36 864 000,00	44 099 000,00
Variation des provisions pour aléas financiers				
Variation des provisions techniques des contrats en U.C.				
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	16 376 659,09		16 376 659,09	21 663 114,51
Variation des autres provisions techniques	-4 591 488,26	-459 148,75	-4 132 339,51	-4 435 831,42
CHARGES TECHNIQUES D'EXPLOITATION	363 768 806,92		363 768 806,92	509 226 434,93
Charges d'acquisition des contrats	128 411 828,50		128 411 828,50	105 628 070,69
Achats consommés de matières et fournitures	17 746 383,05		17 746 383,05	20 136 092,85
Autres charges externes	56 846 564,00		56 846 564,00	55 438 214,87
Impôts et taxes	8 139 305,33		8 139 305,33	9 810 050,21
Charges de personnel	119 581 398,70		119 581 398,70	94 140 334,03
Autres charges d'exploitation	734 209,90		734 209,90	199 950 128,61
Dotations d'exploitation	32 309 117,44		32 309 117,44	24 123 543,67
PRODUITS DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE	1 094 514 483,97		1 094 514 483,97	640 947 683,85
Revenus des placements	172 428 367,52		172 428 367,52	155 580 155,22
Gains de change				4 898,42
Produits des diff. s/prix de remboursement à percevoir				
Profits sur réalisation de placements	879 680 771,46		879 680 771,46	431 220 438,92
Ajustements de VARCUC (+ values non réalisées)				
Profits provenant de la réévaluation des placements affectés				
Intérêts et autres produits de placements	2 826 508,38		2 826 508,38	157 631,76
Reprises sur charges de placements; transferts de charges	39 578 836,61		39 578 836,61	53 984 559,53
CHARGES DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE	609 023 026,95		609 023 026,95	98 406 604,91
Charges d'intérêts	17 898 135,11		17 898 135,11	904 756,29
Frais de gestion des placements	15 195 610,31		15 195 610,31	16 025 012,52
Pertes de change	30 931,88		30 931,88	90 548,40
Amortissement des différences s/prix de remboursement	23 039 376,70		23 039 376,70	26 810 171,04
Pertes sur réalisation de placements	526 874 468,77		526 874 468,77	2 062 324,22
Pertes provenant de la réévaluation des placements affectés				
Ajustements de VARCUC (- values non réalisées)				
Autres charges de placements				
Dotations sur placements	25 984 504,18		25 984 504,18	52 513 792,44
RESULTAT TECHNIQUE VIE+NON VIE (1+2-3- 4+5-6)	173 602 198,76	21 370 447,72	152 231 751,04	124 921 521,19

6. CPC non technique

LIBELLE	OPERATIONS		TOTAUX	TOTAUX
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents	DE L'EXERCICE	DE L'EXERCICE PRECEDENT
	1	2	3=1+2	4
<u>PRODUITS NON TECHNIQUES COURANTS</u>	1 698 559,09		1 698 559,09	1 257 686,48
Produits d'exploitation non techniques courants				
Intérêts et autres produits non techniques courants	1 698 559,09		1 698 559,09	1 250 210,54
Produits des diff. s/prix de remboursement à percevoir				
Autres produits non techniques courants				7 475,94
Reprises non techniques, transferts de charges				
<u>CHARGES NON TECHNIQUES COURANTES</u>	2 904 559,10		2 904 559,10	1 207 826,12
Charges d'exploitation non techniques courantes	1 729 833,51		1 729 833,51	280 503,50
Charges financières non techniques courantes	117 692,96		117 692,96	118 921,12
Amortissement des différences s/prix de remboursement				
Autres charges non techniques courantes	959 945,98		959 945,98	808 401,50
Dotations non techniques	97 086,65		97 086,65	
RESULTAT NON TECHNIQUE COURANT (1-2)			-1 206 000,01	49 860,36
<u>PRODUITS NON TECHNIQUES NON COURANTS</u>	2 213 968,30	5 106 341,00	7 320 309,30	47 321 656,26
Produits des cessions d'immobilisations	213 945,21		213 945,21	421 555,00
Subventions d'équilibre				
Profits provenant de la réévaluation des éléments d'actif				
Autres produits non techniques non courants	2 000 023,09	5 106 341,00	7 106 364,09	755 957,26
Reprises non courantes; transferts de charges				46 144 144,00
<u>CHARGES NON TECHNIQUES NON COURANTES</u>	213 945,21	0,01	213 945,22	51 505 673,27
Valeurs nettes d'amortis. des immobilisations cédées	213 945,21		213 945,21	249 333,33
Subventions accordées				
Pertes provenant de la réévaluation des éléments d'actif				
Autres charges non courantes		0,01	0,01	44 756 339,94
Dotations non courantes				6 500 000,00
RESULTAT NON TECHNIQUE NON COURANT (3-4)			7 106 364,08	-4 184 017,01
RESULTAT NON TECHNIQUE (1 - 2 + 3 - 4)			5 900 364,07	-4 134 156,65

7. CPC Récapitulatif

DESIGNATION		Exercice	Exercice précédent
I	RESULTAT TECHNIQUE VIE.....	-10 294 012,88	-49 888 922,64
II	RESULTAT TECHNIQUE NON VIE.....	162 525 763,92	174 810 443,83
III	RESULTAT NON TECHNIQUE.....	5 900 364,07	-4 134 156,65
	RESULTAT AVANT IMPOTS.....	158 132 115,11	120 787 364,54
	IMPOTS SUR LES RESULTATS.....	7 298 443,00	10 583 354,00
IV	RESULTAT NET.....	150 833 672,11	110 204 010,54
	TOTAL DES PRODUITS ASSURANCES VIE	1 240 133 535,37	726 052 011,93
	TOTAL DES PRODUITS ASSURANCES NON VIE	954 820 523,19	1 084 658 274,50
	TOTAL DES PRODUITS NON TECHNIQUES	9 018 868,39	48 579 342,74
	TOTAL DES PRODUITS	2 203 972 926,95	1 859 289 629,17
	TOTAL DES CHARGES ASSURANCES VIE	1 250 427 548,25	775 940 934,57
	TOTAL DES CHARGES ASSURANCES NON VIE	792 294 759,27	909 847 830,67
	TOTAL DES CHARGES NON TECHNIQUES	3 118 504,32	52 713 499,39
	IMPOTS SUR LES RESULTATS	7 298 443,00	10 583 354,00
	TOTAL DES CHARGES	2 053 139 254,84	1 749 085 618,63
	RESULTAT NET	150 833 672,11	110 204 010,54

8. Tableau de formation des résultats

		Exercice	Exercice précédent
1	Primes acquises (1a – 1b)	1 324 881 033,65	1 174 978 646,48
1a	Primes émises	1 374 596 935,39	1 207 169 320,69
1b	Variation des provisions pour primes non acquises	49 715 901,74	32 190 674,21
2	Variation des provisions mathématiques (60311+60317+6032+6033+60261+60267)	3 585 414,34	345 886 130,19
3	Ajustement VARCUC (636 – 736)		
4	Charges des prestations (4a + 4b)	1 123 388 988,09	988 479 833,41
4a	Prestations et frais payés (hors rubrique 9)	850 585 757,32	830 663 308,58
4b	Variation des provisions pour prestations diverses	272 803 230,77	157 816 524,83
A = Solde de souscription (marge brute) (1 – 2 – 3 – 4)		197 906 631,22	-159 387 317,12
5	Charges d'acquisition (611)	128 411 828,50	105 628 070,69
6	Autres charges techniques d'exploitation (612, 613, 614, 616, 617, 618, 619)	235 356 978,42	403 598 364,24
7	Produits techniques d'exploitation (716, 718, 719)	6 099 416,59	202 149 015,17
B = Charges d'acquisition et de gestion nettes (5 + 6 – 7)		357 669 390,33	307 077 419,76
C = Marge d'exploitation (A – B)		-159 762 759,11	-466 464 736,88
8	Produits nets des placements (73 – 63) hors ajustements VARCUC	485 491 457,02	542 541 078,94
9	Participations aux résultats et intérêts crédités (60115, 60316, 60125, 6071, 60266)	152 126 499,15	23 255 212,51
D = Solde financier (8 – 9)		333 364 957,87	519 285 866,43
E = Résultat technique brut (C + D)		173 602 198,76	52 821 129,55
10	Part des réassureurs dans les primes acquises	230 540 875,65	207 365 059,07
11	Part des réassureurs dans les prestations payées	174 768 721,09	164 706 956,81
12	Part des réassureurs dans les provisions	34 401 706,84	114 758 493,90
F = Solde de réassurance (11 + 12 – 10)		-21 370 447,72	72 100 391,64
G = Résultat technique net (E + F)		152 231 751,04	124 921 521,19
13	Résultat non technique courant	-1 206 000,01	49 860,36
14	Résultat non technique non courant	7 106 364,08	-4 184 017,01
H = Résultat non technique (13 + 14)		5 900 364,07	-4 134 156,65
I = Résultat avant impôt (G + H)		158 132 115,11	120 787 364,54
15	Impôt sur les sociétés	7 298 443,00	10 583 354,00
J = Résultat net (I – 15)		150 833 672,11	110 204 010,54
16	C' = Marge d'exploitation nette de réassurance (C + F)	-181 133 206,83	-394 364 345,24



9. Capacité d'autofinancement

		Exercice	Exercice précédent
1	Résultat net de l'exercice =		
	Bénéfice +	150 833 672,11	110 204 010,54
	Perte -		
2	+ Dotations d'exploitation (1)	15 026 059,32	11 086 442,07
3	+ Dotations sur placements (1)	25 984 504,18	52 513 792,44
4	+ Dotations non techniques courantes (1)	97 086,65	
5	+ Dotations non techniques non courantes (1)		6 500 000,00
6	- Reprises d'exploitation; transferts de charges (2)		
7	- Reprises sur placements (2)	39 578 836,61	53 984 559,53
8	- Reprises non techniques courantes (2)		
9	- Reprises non techniques non courantes (2) (3)		46 144 144,00
10	- Profits provenant de la réévaluation		
11	+ Pertes provenant de la réévaluation		
12	- Produits des cessions d'immobilisations	213 945,21	421 555,00
13	+ Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées.	213 945,21	249 333,33
	= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	152 362 485,65	80 003 319,85
14	- Distributions de bénéfices		
	= AUTOFINANCEMENT	152 362 485,65	80 003 319,85

10. Synthèse des masses du bilan

	MASSES		Exercice 2007 a	Exercice 2006 b	Variations a – b	
					Emplois c	Ressources d
1	Financement Permanent (moins rubrique 16)		1 188 143 485,64	467 309 813,53		720 833 672,11
2	Moins actif immobilisé (moins rubrique 26)		561 292 618,37	220 589 786,64	340 702 831,73	
3	= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1 – 2)	(A)	626 850 867,27	246 720 026,89		380 130 840,38
4	Provisions techniques nettes de cessions (16 – 32)		6 208 217 733,99	5 370 724 571,96		837 493 162,03
5	Placements moins dépôts des réassureurs (26 – 42)		6 335 994 882,34	5 520 951 986,27	815 042 896,07	
6	= BESOIN EN COUVERTURE (4 – 5)	(B)	-127 777 148,35	-150 227 414,31		22 450 265,96
7	Actif circulant (moins rubrique 32)		937 383 598,79	776 017 166,87	161 366 431,92	
8	Passif circulant (moins rubrique 42)		350 157 215,72	541 429 989,21	191 272 773,49	
9	= BESOIN DE FINANCEMENT (7 – 8)	(C)	587 226 383,07	234 587 177,66	352 639 205,41	
10	TRESORERIE NETTE (ACTIF – PASSIF) (A + B – C)		-88 152 664,15	-138 094 565,08	49 941 900,93	

11. Flux de trésorerie

ELEMENTS DE FLUX	Signe	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
RESULTAT NET	±	150 833 672,11	110 204 010,54
Variation des provisions techniques nettes de cessions	±	861 568 000,17	435 998 607,36
Variation des frais d'acquisition reportés	±		
Variation des amortissements et provisions (1)	±	1 528 813,54	-30 028 469,02
Variation des ajustements VARCUC (736 – 636)	±		
(±) values provenant de la réévaluation d'éléments d'actif	±		
(±) values réalisées sur cessions d'éléments d'actif	±	-352 806 302,69	-429 330 336,37
Variation des créances et des dettes techniques (341 + 342 – 441 – 442 – 42)	±	-19 458 687,35	38 678 634,68
Variation des créances pour espèces ou titres déposés (267)	±		
Variation des débiteurs et créditeurs divers (343 à 348 – 443 à 448)	±	-281 549 087,39	302 498 893,95
Autres variations (349 – 449)	±	-6 978 294,51	-23 312 372,57
A - FLUX D'EXPLOITATION	Σ	353 138 113,88	404 708 968,57
Acquisitions – Prix de cessions d'immeubles (261) (2)	±	-42 172 559,32	-40 926 196,00
Acquisitions – Prix de cessions d'obligations (262)	±	-6 978 339,49	218 950 521,56
Acquisitions – Prix de cessions d'actions (263) (2)	±	-952 205 707,68	-102 819 038,74
Autres acquisitions – Prix de cessions (264 265 266 268) (2)	±	522 805 185,62	-456 261 390,47
Autres acquisitions – Prix de Cessions ou réductions (21 22 23 24 25 35)	±	-394 644 792,08	-162 356 646,74
B - FLUX D'INVESTISSEMENT	Σ	-873 196 212,95	-543 412 750,39
Dividendes versés	–		
Emission (remboursement) nets d'emprunts	±		
Augment. (réduction) de capital et fonds d'établissement	±	570 000 000,00	
Augment. (réduction) d'actions auto détenues	±		
C - FLUX DE FINANCEMENT	Σ	570 000 000,00	
D - IMPACT DE CHANGE (+17 –27 –37 +47)	±		
D - VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (A+B+C)	Σ	49 941 900,93	-138 703 781,82
E - TRESORERIE au 1er Janvier	±	-138 094 565,08	609 216,74
F - TRESORERIE EN FIN DE PERIODE (D+E)	Σ	-88 152 664,15	-138 094 565,08

12. Méthodes d'évaluation appliquées par l'entreprise

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE	
ACTIF IMMOBILISE	
A. EVALUATION A L'ENTREE	
1. Immobilisations en non-valeurs	Sont inscrites à leur coût historique
2. Immobilisations incorporelles	Sont inscrites à leur coût d'acquisition
3. Immobilisations corporelles	Sont inscrites à leur coût d'acquisition
4. Immobilisations financières	Selon la nature des placements (voir point 5, ci-dessous)
5. Placements affectés aux opérations d'assurances	
5.1 Placements immobiliers	Sont inscrites à leur coût d'acquisition ou de revient. Les constructions sont amorties linéairement sur une période de 25 ans
5.2 Titres à revenus fixes	Sont inscrits à leur prix d'achat hors frais d'acquisition et hors intérêts courus. Les frais d'acquisition sont amortis linéairement sur la durée de vie résiduelle du titre.
5.3 Titres à revenus variables	Sont inscrits à leur prix d'achat à l'exclusion des frais d'acquisition. L'évaluation des titres cotés est faite au cours moyen le plus bas du dernier trimestre, l'évaluation des titres non cotés est faite à la valeur de quote-part d'actif net comptable
B. CORRECTIONS DE VALEURS	
1. Méthodes d'amortissements	Amortissement linéaire
2. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Méthodes réglementaires
3. Méthodes de détermination des écarts de conversion - Actif	na
ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)	
A. EVALUATION A L'ENTREE	
1. Part des réassureurs dans les provisions techniques	Application des traités de réassurance
2. Créances et autres actifs circulants	Valeurs historiques
3. Titres et autres valeurs de placements	Selon la nature des placements voir le point 5, ci-dessus
B. CORRECTIONS DE VALEURS	
1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Evaluations réglementaires
2. Méthodes de détermination des écarts de conversion - Actif	na
FINANCEMENT PERMANENT	
1. Méthodes de réévaluation	Rapport d'expert
2. Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	Méthodes réglementaires
3. Dettes de financement permanent	Valeurs historiques
4. Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	Evaluées en fonction des risques éventuels des litiges en cours opposant la Compagnie à des tiers.
5. Méthodes d'évaluation des provisions techniques	Méthodes réglementaires selon l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1548-05 du 10/10/2005
6. Méthodes de détermination des écarts de conversion - Passif	na
PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)	
1. Dettes pour espèces remises par les réassureurs	Application des conditions des traités de réassurance
2. Dettes du passif circulant	Valeurs historiques
3. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges	Méthodes réglementaires
4. Méthodes de détermination des écarts de conversion - Passif	na
TRESORERIE	
1. Trésorerie - Actif	Valeurs historiques
2. Trésorerie - Passif	Valeurs historiques
3. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Méthode forfaitaire

13. Etat des dérogations

INDICATION DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS.
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	Néant	Néant
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	Néant	Néant
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	Néant	Néant

14. Etat des changements de méthodes

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS.
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	Néant	Néant
– Provision pour créances sur les assurés	Changement de taux de provisionnement de 100% à 50% sur la partie des créances confiées à nos avocats, du fait des résultats obtenus et de l'effort de notre Département Contentieux au courant de l'exercice 2007	Impact : Diminution de la provision de 13,173 KDH
II. Changements affectant les règles de présentation	Néant	Néant

15. Détail des non-valeurs

Compte principal	Intitulé	Montant
211	Frais préliminaires	1 780 647,00
2111	Frais de constitution	
2112	Frais préalables au démarrage	
2113	Frais d'augmentation du capital	1 780 647,00
2114	Frais sur opérations de fusions, scissions et transformations	
2116	Frais de prospection	
2117	Frais de publicité	
2118	Autres frais préliminaires	
212	Charges à répartir sur plusieurs exercices	48 136 884,08
2121	Frais d'acquisition des immobilisations	6 560 403,44
2122	Frais d'acquisition des placements	17 955 205,35
2125	Frais d'émission des emprunts	
2126	Frais d'acquisition des contrats précomptés	
2126	Frais de lancement des produits Addamne Al Madrassi/ Al Hirafi	8 898 530,47
2128	Autres charges à répartir	14 722 744,82
213	Primes de remboursement des obligations	
2130	Primes de remboursement des obligations	
	TOTAL	49 917 531,08

16. Tableau des immobilisations autres que financières

	Montant brut début exercice	Augmentation			Diminution			Montant brut fin exercice
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
Immobilisations en non valeurs	33 896 818,78	16 020 712,30						49 917 531,08
Frais préliminaires	1 738 166,00	42 481,00						1 780 647,00
Charges à répartir sur plusieurs exercices	32 158 652,78	15 978 231,30						48 136 884,08
Primes de remboursement des obligations								
Immobilisations incorporelles	49 527 515,08	12 070 128,47						61 597 643,55
Immobilisation en recherche et développement								
Brevets, marques, droits et valeurs similaires								
Fonds commercial	1 497 043,07							1 497 043,07
Autres immobilisations incorporelles	48 030 472,01	12 070 128,47						60 100 600,48
Immobilisations corporelles	126 453 937,11	35 245 412,37			329 634,00			161 369 715,48
Terrains								
Constructions		10 886 000,00						10 886 000,00
Installations techniques, matériel et outillage	520 749,20							520 749,20
Matériel de transport	4 397 810,64	6 960,00			329 634,00			4 075 136,64
Mobilier, matériel de bureau et aménagements	121 266 768,24	18 914 922,14						140 181 690,38
Autres immobilisations corporelles								
Immobilisations corporelles en cours	268 609,03	5 437 530,23						5 706 139,26
Placements immobiliers	536 458 836,00	60 021 618,59			15 890 391,27			580 590 063,32
Terrains	327 346 655,49	53 917 850,00			10527626,9			370 736 878,59
Constructions	209 112 180,51	500 000,00			5362764,37			204 249 416,14
Autres placements immobiliers		5 603 768,59						5 603 768,59

17. Tableau des amortissements

NATURE	Cumul début exercice	Dotation de l'exercice	Amortissements sur Immobilisations sorties	Virement	Cumul d'amortissements fin exercice
	1	2	3	4	5=1+2+3+4
Immobilisations en non-valeurs	27 100 495,31	3 653 193,77			30 753 689,08
Frais préliminaires	1 738 166,00				1 738 166,00
Charges à répartir sur plusieurs exercices	25 362 329,31	3 653 193,77			29 015 523,08
Primes de remboursement des obligations					
Immobilisations incorporelles	20 595 932,02	5 321 666,15			25 917 598,17
Immobilisation en recherche et développement					
Brevets, marques, droits et valeurs similaires					
Fonds commercial	1 497 043,07				1 497 043,07
Autres Immobilisations incorporelles	19 098 888,95	5 321 666,15			24 420 555,10
Immobilisations corporelles	89 090 846,85	6 164 837,68	94 552,42		95 161 132,11
Terrains					
Constructions		105 140,65			105 140,65
Installations techniques, matériel et outillage	520 749,20				520 749,20
Matériel de transport	1 677 766,11	738 190,72	94 552,42		2 321 404,41
Mobilier, matériel de bureau et aménagements	86 892 331,54	5 321 506,31			92 213 837,85
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours					
Placements immobiliers	79 479 924,39	8 318 718,64	4 294 500,28		83 504 142,75
Terrains					
Constructions	79 479 924,39	8 318 718,64	4294500,28		83 504 142,75
Autres placements immobiliers					

18. Tableau des +/- values sur cessions ou retraits d'immobilisations

Date de cession ou de retrait	Compte Principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produit de cession	Plus- values	Moins- values
Immobilisations Incorporelles	22+						
Immobilisations corporelles	23+	300 000,00	86 054,79	213 945,21	213 945,21		
30/06/2007	234000	300 000,00	86 054,79	213 945,21	213 945,21		
Placements immobiliers	261+	14 972 541,27	4 273 599,12	10 698 942,15	16 939 263,27	6 240 321,12	
19/01/2007	261200	311 509,07	73 875,43	237 633,64	350 000,00	112 366,36	
24/01/2007	261200	383 718,49	133 566,72	250 151,77	280 000,00	29 848,23	
23/05/2007	261200	261 428,49	48 280,16	213 148,33	610 465,00	397 316,67	
05/06/2007	261200	383 718,51	136 795,67	246 922,84	280 000,00	33 077,16	
01/12/2007	261200	327 084,52	81 117,89	245 966,63	470 000,00	224 033,37	
01/12/2007	261200	7 947 449,05	2 602 472,78	5 344 976,27	7 164 798,27	1 819 822,00	
31/12/2007	261200	4 973 914,65	1 056 174,27	3 917 740,38	7 504 000,00	3 586 259,62	
31/12/2007	261200	383 718,49	141 316,20	242 402,29	280 000,00	37 597,71	
TOTAL		15 272 541,27	4 359 653,91	10 912 887,36	17 153 208,48	6 240 321,12	

19. Tableau des titres de participation

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.p.c. de l'exercice
						Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Immobilisations financières									
Placements affectés aux opérations d'assurances									
SMAEX	Assurances	37 450 000	1,34%	500 000	500 000,00	31/12/2005	85 086 838,00	1462495,4	
CAT	Assurances	162 656 000	8,82%	14 338 500		31/12/2005		15921372	-
WAFASSURANCE	Assurances	350 000 000	3,70%	12 948 950	12 948 950,00	31/12/2005	854 660 323,00	183034127,3	
ES SAADA	Assurances	102 588 000	90,00%	130 000 000	130 000 000,00	31/12/2005			
TOTAL				157 787 450,00	143 448 950,00				

20. Tableau des placements affectés ou non affectés

Eléments de l'actif	Valeur brute	Valeur nette	Valeur de réalisation (1)	Plus ou moins value latente
Terrains (2311, 2312, 2316, 2611)	370 736 878,59	370 736 878,59	451 395 197,74	80 658 319,15
Constructions (2313, 2321, 2323, 2325, 2327, 2612)	215 085 416,14	131 476 132,74	261 879 865,63	130 403 732,89
Parts et actions de sociétés immobilières (2613)	50 000,00	50 000,00		-50 000,00
Autres placements immobiliers (2318, 2328, 2618)				
Placements immobiliers en cours (2392, 2619)	5 603 768,59	5 603 768,59	6 822 936,63	1 219 168,04
Total placement immobiliers	591 476 063,32	507 866 779,92	720 098 000,00	212 231 220,08
Obligations de l'Etat (26211, 26221)	1 646 823 293,90	1 646 823 293,90	1 634 787 905,58	-12 035 388,32
Bons du Trésor (26213, 26223)	47 250 000,00	47 250 000,00	46 904 685,42	-345 314,58
Obligations garanties par l'Etat (26215, 26225)				
Titres hypothécaires (2623) (Obligations)				
Titres de créances négociables (2624)	61 000 000,00	61 000 000,00	60 945 400,00	-54 600,00
Autres obligations et bons ((26218, 26228, 2481, 3504, 3506, 3508)	4 503 760,00	4 503 760,00	4 503 760,00	
Total obligations, bons & titres de créances négociables	1 759 577 053,90	1 759 577 053,90	1 747 141 751,00	-12 435 302,90
Titres de participation (2510, 2631)	640 061 141,50	640 061 141,50	658 000 084,82	17 938 943,32
Actions cotées (2632)	1 431 894 114,16	1 431 894 114,16	1 805 022 568,05	373 128 453,89
OPCVM Obligations (2634)	1 660 586 019,19	1 660 586 019,19	1 773 192 602,81	112 606 583,62
OPCVM Actions (2635)	1 237 525 263,69	1 237 525 263,69	1 463 684 170,00	226 158 906,31
OPCVM Divers (2636) destinés aux FPC en Titrisation				
Autres Actions et Parts Sociales (2633, 2638)	192 400 307,77	90 954 070,62	109 814 727,01	18 860 656,39
Total actions et titres de participation	5 162 466 846,31	5 061 020 609,16	5 809 714 152,69	748 693 543,53
Prêts en première hypothèque (2641)	259 295,76			
Avances sur polices vie (2643)				
Prêts nantis par des obligations (2644)				
Autres prêts (2411, 15, 16, 18, 83, 87, 2488, 2648, 2683, 2688)	100 815 573,04	74 687 888,09	74 687 888,09	
Total prêts et créances immobilisés	101 074 868,80	74 687 888,09	74 687 888,09	
Dépôts à terme (2651)	10 649 259,44	10 649 259,44	10 649 259,44	
Autres dépôts (2486, 2658)	573 716,00	573 716,00	573 716,00	
Valeurs remises aux cédantes (2672)				
Créances pour espèces remises aux cédantes (2675)				
Total dépôts	11 222 975,44	11 222 975,44	11 222 975,44	
Placements immobiliers (2661)				
Obligations et bons (2662)				
Actions et parts autres que les OPCVM (2663)				
Parts et actions OPCVM (2664)				
Parts et actions autres OPCVM (2665)				
Autres placements ((2668)				
Total placements affectés aux contrats en U.C.				
TOTAL	7 625 817 807,77	7 414 375 306,51	8 362 864 767,22	948 489 460,71

21. Tableau des provisions techniques

Nature	Montant au début de l'exercice			Variations de l'exercice			Montant à la fin de l'exercice		
	Brut	Cessions	Net	Brut	Cessions	Net	Brut	Cessions	Net
Provisions pour primes non acquises	214 380 492,21	38 387 747,81	175 992 744,40	49 715 901,74	10 318 111,94	39 397 789,80	264 096 393,95	48 705 859,75	215 390 534,20
Provisions pour sinistres à payer	2 371 768 383,61	438 024 217,41	1 933 744 166,20	346 381 541,03	36 636 791,20	309 744 749,83	2 740 622 753,64	476 908 291,61	2 263 714 462,03
Provisions des assurances vie	3 633 120 304,92	746 488 424,85	2 886 631 880,07	105 101 583,35	-1 775 935,61	106 877 518,96	4 193 713 084,27	790 261 609,24	3 403 451 475,03
Provisions pour fluctuations de sinistralité	44 099 000,00		44 099 000,00	-36 864 000,00		-36 864 000,00	7 235 000,00		7 235 000,00
Provisions pour aléas financiers									
Provisions des contrats en unités de compte									
Provisions pour participations aux bénéfices	102 921 478,78		102 921 478,78	16 376 659,09		16 376 659,09	119 298 137,87		119 298 137,87
Provisions techniques sur placements	211 800 440,87		211 800 440,87	-24 074 838,14		-24 074 838,14	187 725 602,73		187 725 602,73
Autres provisions techniques	17 260 957,44	1 726 095,80	15 534 861,64	-4 591 488,26	-459 148,75	-4 132 339,51	12 669 469,18	1 266 947,05	11 402 522,13
TOTAL	6 595 351 057,83	1 224 626 485,87	5 370 724 571,96	452 045 358,81	44 719 818,78	407 325 540,03	7 525 360 441,64	1 317 142 707,65	6 208 217 733,99

22. Autres provisions

Nature	Montant début de l'exercice	Dotations			Reprises			Montant fin d'exercice
		d'exploitation technique	sur placements	non techniques	d'exploitation technique	sur placements	non techniques	
Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	127 155 626,70		17 678 632,70			15 503 998,47		129 330 260,93
Provisions réglementées								
Provisions durables pour risques et charges	14 363 573,97							14 363 573,97
SOUS TOTAL (A)	141 519 200,67		17 678 632,70			15 503 998,47		143 693 834,90
Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	423 911 863,10	17 283 058,12			809 382,35			440 385 538,87
Autres provisions pour risques et charges								
Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	423 911 863,10	17 283 058,12			809 382,35			440 385 538,87
TOTAL (A+B)	565 431 063,77	17 283 058,12	17 678 632,70		809 382,35	15 503 998,47		584 079 373,77

23. Tableau des créances

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			Montants représentés par des effets
		plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organismes publics	Montants sur les entreprises liées	
<u>DE L'ACTIF IMMOBILISE</u>								
Immobilisations financières								
Prêts immobilisés								
Autres créances financières	36 367 832,57	36 097 832,57	270 000,00					
Placements affectés aux opérations d'assurance								
Obligations et bons et Titres non négociables	1 755 073 293,90	1 687 916 925,00	67 156 368,90			1 518 809 857,00	236 263 436,90	
Prêts et effets assimilés	33 924 732,28	33 279 163,02	645 569,26					
Créances pour dépôts auprès des cédantes								
Sous-total	1 825 365 858,75	1 757 293 920,59	68 071 938,16			1 518 809 857,00	236 263 436,90	
<u>DE L'ACTIF CIRCULANT</u>								
Parts des réassureurs dans les provisions techniques	1 317 142 707,65	1 317 142 707,65						
Cessionnaires et comptes rattachés débiteurs	179 090 893,33	153 997 099,03	25 093 794,30					
Assurés, Intermédiaires, cédants, co-assureurs et comptes rattachés	846 455 686,02	846 455 686,02						3 989 738,92
Personnel	4 042 255,66		4 042 255,66					
Etat	23 570 431,26	1 045 150,97	22 525 280,29			23 570 431,26		
Comptes d'associés	96 299 700,00							
Autres débiteurs	52 708 775,95	14 956 890,46	37 751 885,49					
Compte de régularisation - actif	136 421 981,06	44 485 601,21	91 936 379,85					
Sous-total	2 655 732 430,93	2 378 083 135,34	181 349 595,59			23 570 431,26		3 989 738,92
TOTAL	4 481 098 289,68	4 135 377 055,93	249 421 533,75			1 542 380 288,26	236 263 436,90	3 989 738,92

24. Tableau des dettes

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non payées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
<u>DE FINANCEMENT</u>								
Emprunts obligataires								
Autres dettes de financement								
Sous-total								
<u>DES AUTRES PASSIFS CIRCULANTS</u>								
Dettes pour dépôts des réassureurs	622 855 657,20		622 855 657,20					
Cessionnaires et comptes rattachés créditeurs	71 857 062,85	28 742 825,14	43 114 237,71					
Assurés, Intermédiaires, cédants, co-assureurs et comptes rattachés	43 674 272,15	17 469 708,86	26 204 563,29					
Personnel	22 073 917,06	12 103 712,64	9 970 204,42					
Organismes sociaux	4 528 655,07		4 528 655,07					
Etat	27 610 014,26		27 610 014,26					
Comptes d'associés								
Autres créanciers	145 294 872,40	58 117 948,96	87 176 923,44					
Compte de régularisation - passif	35 118 421,93	14 047 368,77	21 071 053,16					
Sous-total	973 012 872,92	130 481 564,37	842 531 308,55					
TOTAL	973 012 872,92	130 481 564,37	842 531 308,55					

25. Tableau des sûretés données

TIERS DEBITEURS OU TIERS CREDITEURS POUR LES SURETES REELLES DONNEES	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Objet (2)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture
NEANT					

26. Tableau des sûretés reçues

TIERS DEBITEURS OU TIERS CREDITEURS POUR LES SURETES REELLES RECUES	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Objet (3)	Valeur réelle de la sûreté reçue à la date de clôture (4)
NEANT					

27. Engagements financiers donnés

ENGAGEMENTS DONNES	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
Avals et cautions	NEANT	NEANT
Valeurs remises aux cédantes	NEANT	NEANT
Autres engagements donnés	NEANT	NEANT
TOTAL (1)		

28. Engagements financiers reçus

ENGAGEMENTS RECUS	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
Avals et cautions	NEANT	NEANT
Valeurs remises par les réassureurs	NEANT	NEANT
Autres engagements reçus	NEANT	NEANT
TOTAL		



29. Tableau des biens en crédit-bail

[illegible]

30. Détails des postes du CPC

Poste	Désignation	Exercice	Exercice précédent
701	Primes émises	1 133 737 947,80	993 004 919,14
702	Variation des provisions pour primes non acquises	39 397 789,80	25 391 331,73
716	Subventions d'exploitation		
718	Autres produits d'exploitation	5 189 855,92	6 657 608,72
732	Revenus de placements	172 428 367,52	155 580 155,22
	Revenus des placements immobiliers	12 621 121,14	9 243 276,48
	Revenus des obligations	101 418 229,00	112 819 038,05
	Revenus des actions	47 135 870,20	29 002 187,40
	Reste du poste revenus des placements	11 253 147,18	4 515 653,29
735	Profits sur réalisation de placements	879 680 771,46	431 220 438,92
	Placements immobiliers	6 240 321,12	707 919,86
	Obligations et bons	2 833 334,58	43 514 522,44
	Actions et parts sociales	870 607 115,76	386 997 996,62
	Reste du poste Profits sur réalisations de placements		
738	Intérêts et autres produits de placements	2 826 508,38	157 631,76
	Intérêts et produits assimilés	2 826 508,38	
	Reste du poste autres produits de placements		157 631,76
601	Prestations et frais payés	677 927 885,28	667 548 449,77
602 à 608	Variation des provisions techniques	392 002 588,37	410 607 275,63
	Variation des provisions pour sinistres à payer	309 744 749,83	176 959 342,10
	Variation des provisions des assurances vie	106 877 518,96	172 321 650,44
	Variation des provisions pour fluctuation de sinistralité	-36 864 000,00	44 099 000,00
	Variation des provisions pour aléas financiers		
	Variation des provisions techniques en U.C.		
	Variation des provisions pour participations aux bénéfices	16 376 659,09	21 663 114,51
	Variation des autres provisions techniques	-4 132 339,51	-4 435 831,42
611	Charges d'acquisition des contrats	128 411 828,50	105 628 070,69
612	Achats consommés de matières et fournitures	17 746 383,05	20 136 092,85
	Achats non stockés de matières et de fournitures	6 848 264,05	8 767 189,33
	Achats de travaux, études et prestations de service	10 898 119,00	11 368 903,52
613/614	Autres charges externes	56 846 564,00	55 438 214,87
	Locations et charges locatives	596 437,36	47 525,30
	Redevances de crédit bail		
	Entretien et réparations	8 113 117,35	4 067 364,60
	Primes d'assurances	482 037,54	735 499,27
	Rémunérations du personnel extérieur à l'entreprise		
	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 887 061,96	7 865 449,23
	Déplacements, missions et réceptions	13 597 298,36	11 353 019,54
	Reste du poste autres charges externes	29 170 611,43	31 369 356,93
617	Charges du personnel	119 581 398,70	94 140 334,03
	Rémunération du personnel	76 065 696,15	65 333 826,18
	Charges sociales	14 220 790,05	12 201 617,97
	Reste du poste charges du personnel	29 294 912,50	16 604 889,88
618	Autres charges d'exploitation	734 209,90	199 950 128,61

Poste	Désignation	Exercice	Exercice précédent
	Pertes sur créances irrécouvrables		199 900 656,97
	Reste du poste autres charges d'exploitation	734 209,90	49 471,64
631	Charges d'intérêts	17 898 135,11	904 756,29
632	Frais de gestion des placements	15 195 610,31	16 025 012,52
	Frais de gestion des immeubles	4 676 153,42	5 247 856,19
	Frais de gestion des titres	10 519 456,89	10 707 874,16
	Reste du poste charges de placement		69 282,17
635	Pertes sur réalisation de placements	526 874 468,77	2 062 324,22
	Placements immobiliers		45 848,34
	Obligations et bons	24 074 838,14	
	Actions et parts sociales	502 799 630,63	2 016 475,88
	Reste du poste Pertes sur réalisation de placements		
638	Autres charges de placements		
	Pertes sur prêts et effets assimilés		
	Reste du poste autres charges de placements		

31. Passage du résultat net comptable au résultat fiscal

	INTITULE	Montant	Montant
I	<u>RESULTAT NET COMPTABLE</u>		
	Bénéfice net	150 833 672,11	
	Perte nette		
II	<u>REINTEGRATIONS FISCALES</u>	9 211 805,26	
	<u>1. Courantes</u>		
	Rémunérations ne correspondant pas à un service effectif		
	Frais généraux n'incombant pas à la société		
	Excédent non déductible sur les cadeaux publicitaires	191 426,97	
	Dons non déductibles		
	Amortissements non déductibles	309 022,45	
	Provisions non déductibles (avances au personnel)	502 310,79	
	Patente		
	Provisions non déductibles (Cessionnaires douteux)		
	Provisions non déductibles (Intermédiaires douteux)		
	Pertes sur créances irrécouvrables non déductibles (Cid & off)		
	Pertes sur créances irrécouvrables non déductibles (Co assureurs)		
	Pertes sur créances irrécouvrables non déductibles (Tiers divers)		
	Pertes sur créances irrécouvrables non déductibles (Intermédiaires)		
	Provisions non déductibles (Loyers douteux)	82 548,61	
	Provisions non déductibles (titres)		
	Excédent non déductible sur les intérêts des comptes courants		
	Autres charges courantes (TNB sur terrains non bâtis)		
	Total des réintégrations courantes	1 085 308,82	
	<u>2. Non Courantes</u>		
	Amendes, pénalités et majorations de retard	150 000,00	
	Libéralités		
	Perte sur créance irrécouvrable	678 053,44	
	Profit net global de cession non réinvesti dans le délai de 3 ans (après abattement prévu au a) de l'article 19)		
	Fraction de la plus-value réalisée par la Sté absorbée et dont l'imposition est différée entre les mains de la Sté absorbante		
	Impôts non déductibles (IS)	7 298 443,00	
	Impôt sur les résultats (COTISATION MINIMALE)		
	Autres charges non courantes non déductibles		
	Total des réintégrations non courantes	8 126 496,44	
III	<u>DEDUCTIONS FISCALES</u>		147 210 561,05
	<u>1. Courantes</u>		
	Fraction de l'amortissement ayant fait l'objet de réintégration antérieure non régularisée sur le plan comptable		
	Provisions faisant l'objet d'une réintégration dans le résultat comptable de l'exercice et dont la déduction fiscale a été antérieurement annulée.		
	Reprise Provisions (prêts) réintégréées initialement		
	Reprise Provisions (Cessionnaires douteux)		
	Reprise Provisions Intermédiaires réintégréées initialement		22 787 180,03
	Reprise Provisions cid & officieux (réintégréées initialement)		
	Reprise Provisions co-assureurs (réintégréées initialement)		
	Reprise Provisions Tiers divers (réintégréées initialement)		
	Reprise Provisions Terrains (réintégréées initialement)		
	Reprise provisions (Loyers douteux réintégréées initialement)		
	Abattement sur les plus values cession immobilisations (art 19 is)		70 288 296,82

INTITULE		Montant	Montant
	Abattement sur les produits de participation		47 035 870,20
	Total des déductions fiscales courantes		140 111 347,05
2. Non Courantes			
	Abattement sur le profit net global des cessions ou des retraits effectués au cours de l'exercice (art. 19 de l'Is.)		
	Reprise des dégrèvements sur impôts non déductibles		
	Abattement de la plus-value constatée par la société absorbante sur les titres de participation détenus dans la Sté absorbée lors de la fusion		
	Autres produits non courants réintégrés initialement		2 000 000,00
	Impôt sur les résultats (Réintégré initialement cm)		5 099 214,00
	Profit net global de cession exonéré en cas de réinvestissement du produit global des cessions		
	Total des déductions fiscales non courantes		7 099 214,00
	Total	160 045 477,37	147 210 561,05
IV	<u>RESULTAT BRUT FISCAL</u>		Montants
	Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		12 834 916,32
	Déficit brut fiscal si T1 < T2 (B)		
	Déficit ou fraction de déficit correspondant à la dotation aux amortissements pratiqués.		
	Surplus correspondant au déficit d'exploitation.		
V	<u>REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES</u> (C) (1)		
	Exercice N-4		
	Exercice N-3		
	Exercice N-2		
	Exercice N-1		
	Déficit absorbé sur les amortissements indéfiniment reportables		
VI	<u>RESULTAT NET FISCAL</u>		
	Bénéfice net fiscal (A-C) ou		12 834 910,00
	Déficit net fiscal (B)		
			Montants
VII	<u>CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES</u>		
VIII	<u>CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER</u>		
	Exercice N-4		
	Exercice N-3		
	Exercice N-2		
	Exercice N-1		

32. Détermination du résultat courant avant impôts

I. DETERMINATION DU RESULTAT		Montant
Résultat technique vie du C.P.C.	(±)	-10 294 012,88
Résultat technique non-vie du C.P.C.	(±)	162 525 763,92
Résultat non technique courant du C.P.C.	(±)	-1 206 000,01
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (techniques et non techniques)	(+)	1 085 308,82
Déductions fiscales sur opérations courantes (techniques et non techniques)	(-)	140 111 347,05
Résultat courant théoriquement imposable	(=)	11 999 712,80
Impôt théorique sur résultat courant	(-)	4 751 886,00
Résultat courant théorique après impôts	(=)	7 247 826,80

II. INDICATION DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES

NEANT

33. Détail de la taxe sur la valeur ajoutée

NATURE	Solde au début de l'exercice	Opérations comptables de l'exercice	Déclarations T.V.A. de l'exercice	Solde fin d'exercice
	1	2	3	(1+2-3) = 4
TVA Facturée	NEANT			NEANT
TVA Récupérable	NEANT			NEANT
sur charges				
sur immobilisations				
TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	NEANT			NEANT

34. Etat de répartition du capital social

Nom, prénom ou raison sociale des principaux associés	Adresse	Nombre de titres		Valeur nominale de chaque action ou part sociale	Montant du capital		
		Exercice précédent	Exercice actuel		Souscrit	Appelé	Libéré
1	2	3	4	5	6	7	8
SAHAM ASSURANCE	216, boulevard Zerktouni, Casablanca	1 422 501	2 059 044	100			205 904 400
SANAM S.A.	29, boulevard Moulay Youssef, Casablanca	315 000	455 615	100			45 561 500
PAIP-PCAP sub 3	3-5, place Winston Churchill L1340, Luxembourg	259 035	374 661	100			37 466 100
FIPAR-HOLDING	10 place My El Hassan 1er, Rabat	84 010	121 515	100			12 151 500
CAISSE DE DEPOT ET GESTION	10 place My El Hassan 1er, Rabat						
INTERFINA	5 boulevard Abdellatif Benkadour Casablanca						
SAHAM S.A.	216, boulevard Zerktouni, Casablanca	16 120	23 301	100			2 330 100
MOULAY HAFID ELALAMY	216, boulevard Zerktouni, Casablanca	10	2 517	100			251 700
ASSICURAZIONI GENERALI	34-132 Trieste Piazza Duca Degli Abuzzi 2 ITALIE						
CIE CONCORDE	5 rue de Londres 75009 PARIS France						
MUNCHENER RUCK	KONIG INSTRASSE 107D-8000MUNCHE 40ALLEMAGNE	2 507		100			
BANCO VITALICIO DE ESPANA	11 Pasco de Garcia Barcolona Espagne						
CIE SUISSE DE REASSURANCE	MYTHENQUAI 15 - 8022 ZURICH	491	491	100			49 100
UNION STE DE REASSURANCE	GENFERASSE 27 BP 878 CH 8027 ZURICH			100			
RESTE		326	356	100			35 600

35. Tableau d'affectation des résultats

MONTANT		MONTANT	
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
Report à nouveau	19 195 742,78	Réserve légale	5 510 200,53
Résultats nets en instance d'affectation		Autres réserves	120 000 000,00
Résultat net de l'exercice	110 204 010,54	Tantièmes	
Prélèvement sur les réserves		Dividendes	
Autres prélèvements		Autres affectations	
		Report à nouveau	3 889 552,79
TOTAL A	129 399 753,32	TOTAL B	129 399 753,32

36. Résultats et autres éléments caractéristiques de l'entreprise

NATURE DES INDICATIONS	Exercice n - 2	Exercice n - 1	Exercice n
<u>SITUATION NETTE DE L'ENTREPRISE</u>			
Capitaux propres <u>plus</u> capitaux propres assimilés <u>moins</u> immobilisations en non-valeurs	341 636 526,52	446 149 916,09	1 154 616 069,67
<u>OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</u>			
Chiffre d'affaires hors taxes (1)	1 435 199 150,68	1 608 561 271,26	2 188 854 641,97
Résultat avant impôts	57 454 128,04	120 787 364,54	158 132 115,11
Impôts sur les résultats	5 261 000,00	10 583 354,00	7 298 443,00
Bénéfices distribués	Néant	Néant	
Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)	52 193 128,04	110 204 010,54	
<u>RESULTAT PAR TITRE</u>			
Résultat net par action	24,85	52,48	49,66
Bénéfices distribués par action	Néant	Néant	
<u>PERSONNEL</u>			
Montant des salaires bruts de l'exercice (2)	54 257 981,79	65 333 826,18	76 065 696,15
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	322	339	371

37. Tableau des opérations en devises

NATURE	Entrées contre-valeur en Dirhams	Sorties contre-valeur en Dirhams
Financement permanent		
Immobilisations brutes		
Rentrées sur immobilisations		
Remboursement des dettes de financement		
Dépôts auprès des cédantes		
– Dépôts constitués		
– Dépôts libérés		
– Intérêts sur dépôts		
Dépôts reçus des réassureurs		
– Dépôts constitués		
– Dépôts libérés		
– Intérêts sur dépôts		
Affaires directes et acceptations		
– Primes		
– Sinistres payés		
Cessions en réassurances		
– Primes nettes cédées		
– Sinistres payés		
Autres produits		
Autres charges		
TOTAL DES ENTREES	NEANT	NEANT
TOTAL DES SORTIES	NEANT	NEANT
BALANCE DEVICES	NEANT	NEANT
TOTAL	NEANT	NEANT

38. Etat des charges de sinistres et des primes acquises

ANNEE D'INVENTAIRE	EXERCICES DE SURVENANCE				
	2003	2004	2005	2006	2007
INVENTAIRE N-2					
Règlements cumulés	193 989,00	90 969,00	44 471,00		
Provisions pour sinistres	290 337,00	375 784,00	256 347,03		
Total des charges de sinistres	484 326,00	466 753,00	300 818,03		
Primes acquises	514 151,20	515 974,00	580 050,00		
Sinistres / primes acquises (%)	94,20%	90,46%	51,86%		

ANNEE D'INVENTAIRE	EXERCICES DE SURVENANCE				
	2003	2004	2005	2006	2007
INVENTAIRE N-1					
Règlements cumulés	237 948,00	161 143,00	115 204,00	99 028,44	
Provisions pour sinistres	217 939,00	279 332,00	360 700,00	385 059,90	
Total des charges de sinistres	455 887,00	440 475,00	475 904,00	484 088,34	
Primes acquises	513 125,20	544 710,00	568 278,00	681 537,00	
Sinistres / primes acquises (%)	88,85%	80,86%	83,74%	71%	

ANNEE D'INVENTAIRE	EXERCICES DE SURVENANCE				
	2003	2004	2005	2006	2007
INVENTAIRE N					
Règlements cumulés	292 607,00	210 715,00	176 593,00	97 308,00	121 408,50
Provisions pour sinistres	178 473,00	237 785,00	302 599,00	437 409,00	480 416,53
Total des charges de sinistres	471 080,00	448 500,00	479 192,00	534 717,00	601 825,03
Primes acquises	513 243,20	547 845,00	578 249,00	673 043,00	787 074,00
Sinistres / primes acquises (%)	91,78%	81,87%	82,87%	79,36%	76%

39. Liste des catégories exploitées au cours de l'exercice

Catégories fixées par la réglementation des assurances		Date de début d'exploitation (1)
1-	Opérations vie et capitalisation :	
11-	Assurances individuelles ;	
111-	en cas de décès ;	JANVIER 2007
112-	en cas de vie ;	JANVIER 2007
113-	mixtes ;	JANVIER 2007
2-	Opérations non vie :	
21-	Accidents corporels - Maladie - Maternité ;	
211-	Individuelles accidents ;	JANVIER 2007
212-	Invalidité ;	JANVIER 2007
213-	Maladie - Maternité ;	JANVIER 2007
214-	Personnes transportées en automobile ;	JANVIER 2007
22-	Accidents du travail et maladies professionnelles ;	JANVIER 2007
23-	Véhicules terrestres à moteur ;	JANVIER 2007
231-	Responsabilité civile ;	JANVIER 2007
2311-	Véhicules à usage de tourisme ;	JANVIER 2007
2312-	Véhicules utilitaires de moins de 3,5 tonnes ;	JANVIER 2007
2313-	Véhicules utilitaires de 3,5 tonnes et plus ;	JANVIER 2007
2314-	Véhicules affectés au transport public de voyageurs ;	NEANT
2315-	Véhicules à deux ou trois roues ;	JANVIER 2007
2318-	Autres véhicules ;	JANVIER 2007
232-	Garanties autres que la responsabilité civile	JANVIER 2007
24-	Responsabilité civile générale	JANVIER 2007
241-	Responsabilité civile résultant de l'emploi de véhicules fluviaux et maritimes ;	JANVIER 2007
242-	Responsabilité civile résultant de l'emploi de véhicules aériens ;	JANVIER 2007
248-	Autres responsabilités civiles ;	JANVIER 2007
25-	Incendie et éléments naturels ;	JANVIER 2007
251-	Incendie ;	JANVIER 2007
252-	Eléments naturels ;	JANVIER 2007
253-	Pertes pécuniaires ;	JANVIER 2007
26-	Assurances des risques techniques ;	JANVIER 2007
261-	Tous risques chantiers ;	JANVIER 2007
262-	Tous risques montage ;	JANVIER 2007
263-	Bris de machines ;	JANVIER 2007
264-	Tous risques informatiques ;	JANVIER 2007
265-	Pertes pécuniaires ;	JANVIER 2007
266-	Responsabilité civile décennale ;	JANVIER 2007
27-	Transport ;	JANVIER 2007
271-	Maritime corps ;	JANVIER 2007
272-	Maritime facultés ;	JANVIER 2007
273-	Marchandises transportées par voie terrestre ;	JANVIER 2007
274-	Aviation corps ;	JANVIER 2007
28-	Autres opérations ;	JANVIER 2007
281-	Vol ;	JANVIER 2007
282-	Grêle ou gelée ;	NEANT
283-	Mortalité du bétail ;	NEANT
284-	Assurance récolte ;	NEANT
285-	Protection juridique ;	NEANT
286-	Pertes pécuniaires ;	JANVIER 2007
288-	Autres ;	JANVIER 2007
3-	Opérations d'acceptation en réassurance	

Catégories fixées par la réglementation des assurances		Date de début d'exploitation (1)
31-	Acceptation vie ;	JANVIER 2007
32-	Acceptation non vie ;	JANVIER 2007

COMPTES CONSOLIDES

V. NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2009

V.1. Faits caractéristiques

- Fusion absorption de la société d'assurances et de réassurance ESSAADA par la CNIA Assurance avec un effet rétroactif au 1er janvier 2009 et changement de la dénomination sociale (CNIA SAADA Assurance vs CNIA Assurance) ;
- Augmentation de la participation de CNIA SAADA Assurance dans le capital de TASLIF de 32,94% à 61,74% depuis le 10 juillet 2009 ;
- Augmentation du capital de CNIA SAADA Assurance de MMAD 389 à MMAD 412.

V.2. Informations relatives au périmètre de consolidation

A la date du 31 décembre 2009, les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation se détaillent comme suit :

Titres	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle	Méthode de consolidation
CNIA SAADA Assurance	100%	100%	Intégration globale
TASLIF	61,74%	61,74%	Intégration globale
SALAF (consolidé par Taslif)	61,74%	61,74%	Intégration globale

Source : CNIA SAADA Assurance

A compter du 1er juillet 2010, suite à la prise de participation majoritaire du Groupe CNIA SAADA dans le capital de TASLIF, cette dernière est consolidée à compter de cette date selon la méthode de l'intégration globale.

Afin de permettre la comparabilité des comptes 2009 et 2008 compte tenu de cette nouvelle entrée de périmètre, l'information proforma est donnée au niveau du paragraphe IV.3.3.d.

Au 31 décembre 2008, le périmètre de consolidation comprenait les entités suivantes :

Titres	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle	Méthode de consolidation
CNIA Assurance	100%	100%	Intégration globale
Assurances Es Saada	100%	100%	Intégration globale

Source : CNIA SAADA Assurance

La société TASLIF avait été exclue du périmètre de consolidation malgré l'influence notable du Groupe CNIA SAADA Assurance (Pourcentage de contrôle et de détention de l'ordre de 32,94%).

V.3. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les sociétés du Groupe sont consolidées sur la base des :

- comptes annuels de CNIA SAADA Assurance arrêtés au 31 décembre 2009, compte tenu des retraitements de consolidation des exercices 2008 et 2007 ;
- et des comptes consolidés de TASLIF arrêtés au 31 décembre 2009.

V.3.1. Référentiel comptable

Dans l'objectif de permettre la comparabilité avec les comptes consolidés proforma du Groupe CNIA SAADA Assurance au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2007, les comptes consolidés au 31 décembre 2009 ont été préparés en partant de la situation nette consolidée du Groupe au 31 décembre 2008, en appliquant les principes de comptabilisation au regard des principes comptables marocains tels que décrits dans les notes annexes résumées et n'incluent donc pas l'ensemble des informations exigées par ces normes notamment en ce qui concerne les notes annexes détaillées, le tableau des flux de trésorerie et le tableau de variation des capitaux propres.

V.3.2. Présentation et principes de préparation des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les normes et pratiques comptables applicables au Maroc. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes. Les comptes consolidés sont présentés en milliers de Dirhams et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire. Ils intègrent les comptes de CNIA SAADA Assurance et de ses filiales (Groupe TASLIF) après élimination des transactions intragroupes.

a. Compte de résultat

CNIA SAADA Assurance a choisi de présenter son compte de résultat dans un format qui ventile les résultats techniques par nature (Vie et Non Vie) et les résultats non techniques.

Le Groupe a opté en 2009 pour une nouvelle présentation du CPC tenant compte de certaines rubriques spécifiques à l'activité bancaire (Groupe TASLIF) et affecté au résultat technique en fonction des règles détaillées ci après.

En raison de la prise de contrôle de TASLIF à compter du 10 juillet 2009 par acquisition de nouvelles actions en coupons détachés, le compte de résultat consolidé du Groupe n'intègre au 31 décembre 2009 que les comptes consolidés de TASLIF relatifs au second semestre 2009.

b. Résultat technique

Le résultat technique comprend :

- d'une part, les émissions vie et non vie, les prestations et frais, les charges techniques d'exploitation, ainsi que les produits et charges des placements affectés aux opérations d'assurance ;
- d'autre part, les charges et produits d'exploitation bancaire au prorata de l'affectation à la couverture des provisions techniques des titres TASLIF détenus par CNIA SAADA Assurance au niveau des comptes sociaux. Ce prorata d'affectation se présente au 31 décembre 2009 comme suit :

Affectation	Montant	% d'affectation
Vie	110,651	34,35%
Non vie	211,437	65,65%
TOTAL	322,088	100,0%

Source : CNIA SAADA Assurance

c. Résultat non technique

Le résultat non technique est ventilé en résultat non technique courant et résultat non technique non courant. Il comprend essentiellement les produits et charges exceptionnels ainsi que les produits et charges non rattachés directement aux activités d'assurances vie et non vie et à l'exploitation bancaire.

d. Comptes de produits et charges consolidés proforma 2009 – 2008 – 2007

Pour des raisons de comparabilité des résultats, le Groupe CNIA SAADA Assurance a choisi de présenter également un compte de produits et charges consolidé proforma sur les 3 derniers exercices.

Pour la production de ses comptes consolidés proforma, le Groupe CNIA SAADA a retenu les hypothèses de travail suivantes :

- acquisition de 61,74% du capital de TASLIF depuis le 1er janvier 2007 par fonds propres. A ce titre, aucune incidence liée au coût de financement de cette prise de participation n'a été prise en compte pour la période 2007, 2008 et 2009 ;
- répartition du résultat TASLIF entre résultat Groupe et résultat minoritaire en fonction du même pourcentage de détention tel qu'il ressort au 31 décembre 2009 ;
- calcul des dotations aux amortissements des écarts d'acquisition sur la base du goodwill dégagé en 2009 ;
- par souci d'homogénéisation, le montant de la charge d'amortissement de l'écart d'acquisition d'ESSAADA au 31.12.2008 et au 31.12.2007 qui s'élevait respectivement à KMAD 77.899 et KMAD 94.139 et initialement constaté au niveau de la rubrique « Charges techniques d'exploitation - non vie » a été reclassé sur les comptes proforma vers la rubrique « Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition » ;
- intégration des produits et charges d'exploitation bancaire au niveau des comptes techniques d'assurance vie au prorata d'affectation à la couverture des provisions techniques des titres TASLIF détenus par CNIA SAADA Assurance tel que détaillé ci après :

Affectation	Au 31 décembre 2008		Au 31 décembre 2007	
	Montant	% d'affectation	Montant	% d'affectation
Vie	35,617	22,97%	19,159	29,41%
Non vie	119,439	77,03%	45,984	70,59%
TOTAL	155,056	100%	65,143	100%

Source : CNIA SAADA Assurance

- annulation des dividendes TASLIF au prorata d'affectation à la couverture des provisions techniques des titres TASLIF détenus par CNIA SAADA Assurance au prorata détaillé ci avant.

Ces comptes consolidés proforma se présentent ainsi comme suit :

CPC technique vie (En Kdh)	2007	2008	2009
Primes émises brutes	526 561	484 872	511 952
Primes émises cédées	102 585	82 286	67 330
Quote part des produits d'exploitation bancaires affectés à la vie	32 768	30 780	68 750
Chiffre d'affaires vie	456 744	433 366	513 372
Variation des provisions pour primes non acquises	0	0	0
Produits techniques d'exploitation	365	236	0
Prestations et frais bruts	-721 294	-590 613	-665 905
Prestations et frais cédés	136 813	58 296	90 229
Charges techniques d'exploitation	-412 870	-91 307	-71 298
Produits des placements affectés aux opérations d'assurances	815 674	305 469	340 997
Charges des placements affectés aux opérations d'assurances	-68 864	-88 514	-59 662
Quote part des charges d'exploitation bancaires affectées à la vie	-11 189	-9 723	-23 475
Quote part des dotations nettes aux provisions sur créances bancaires affectées à la vie	-1 124	-2 104	-14 216
Résultat technique vie (A)	194 255	15 106	110 042

Source : CNIA SAADA Assurance

CPC technique non vie (en Kdh)	2007	2008	2009
Primes émises brutes	1 898 839	2 230 489	2 318 114
Primes émises cédées	-248 483	-291 327	-333 448
Quote part des produits d'exploitation bancaires affectés à la non vie	78 650	103 220	131 396
Chiffre d'affaires non vie	1 729 007	2 042 425	2 116 041
Variation des provisions pour primes non acquises	-49 142	-63 158	-25 341
Produits techniques d'exploitation	10 520	12 909	3 943
Prestations et frais bruts	-1 212 520	-1 450 041	-1 605 655
Prestations et frais cédés	127 858	140 787	275 282
Charges techniques d'exploitation	-560 250	-633 879	-646 478
Produits des placements affectés aux opérations d'assurances	332 047	672 854	423 173
Charges des placements affectés aux opérations d'assurances	-65 883	-369 100	-86 316
Quote part des charges d'exploitation bancaires affectées à la non vie	-26 855	-32 604	-44 867
Quote part des dotations nettes aux provisions sur créances bancaires affectées à la non vie	-2 699	-7 054	-27 169
Résultat technique non vie (B)	282 084	313 139	382 613

Source : CNIA SAADA Assurance

En Kdh	2007	2008	2009
Résultat technique (C = A + B)	476 339	328 245	492 655
Produits non techniques courants	10 936	52 197	14 003
Charges non techniques courantes	-34 554	-51 480	-75 871
Résultat non technique courant	-23 618	717	-61 868
Produits non techniques non courants	10 633	53 181	64 475
Charges non techniques non courantes	-1 549	-17 394	-31 933
Résultat non technique non courant	9 084	35 787	32 542
Résultat non technique	-14 534	36 504	-29 326
Résultat avant impôts	461 804	364 749	463 330
Impôts sur les résultats	215 063	113 512	157 146
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-115 760	-99 520	-99 520
Résultat net	130 981	151 718	206 665
Dont :			
Part du Groupe	123 417	142 733	196 816
Intérêts minoritaires	7 565	8 985	9 848

Source : CNIA SAADA Assurance

e. Bilan

Le Groupe CNIA SAADA Assurance a choisi de présenter son bilan actif au titre de l'exercice 2009 et 2008 en valeurs nettes.

Il est à signaler que pour l'établissement des comptes consolidés au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2007, le Groupe avait opté pour une présentation distincte des valeurs brutes et des dépréciations.

De plus, au cours de l'exercice 2009, pour l'intégration des comptes spécifiques à l'activité bancaire suite à la consolidation de la société TASLIF, le Groupe a été amené à rajouter certaines rubriques liées à l'activité bancaire.

f. Recours à des estimations et jugements

Dans le cadre de son processus de préparation des comptes joints, le Groupe CNIA SAADA Assurance est amené à procéder à certaines estimations et jugements et à retenir certaines hypothèses. La Direction de CNIA SAADA Assurance fonde ses estimations et jugements sur son expérience passée ainsi que sur diverses autres hypothèses, qu'elle juge raisonnable de retenir selon les circonstances. Ces estimations et jugements permettent d'apprécier le caractère approprié de la valeur comptable. Les résultats tirés de ces estimations, jugements et hypothèses pourraient aboutir à des montants différents si d'autres estimations, jugements ou hypothèses avaient été utilisées. Les principaux éléments qui font l'objet d'estimations et jugements sont, les écarts d'acquisition, les placements affectés aux opérations d'assurances et les provisions techniques sur placements.

La Direction revoit ses estimations, jugements et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que sur la base de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif.

L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes périodes ultérieures.

V.3.3. Modalités de consolidation

a. Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Celui-ci est présumé pour les sociétés contrôlées à plus de 50%. Le contrôle exclusif est le pouvoir direct ou indirect de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. L'influence notable est présumée à partir d'un pourcentage de contrôle de 20%.

Le Groupe CNIA SAADA Assurance détient également des participations dans le capital des sociétés LABEL VIE et STOCKVIS pour respectivement 18,57% et 13,91% au 31 décembre 2009. Ces sociétés ont été exclues du périmètre de consolidation du Groupe dès lors où ce dernier ne dispose pas d'un représentant au niveau des conseils d'administration de ces sociétés, et par conséquent n'exerce pas d'influence notable sur celles-ci.

b. Ecarts d'acquisition (Goodwill)

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres de la société consolidée et la part de CNIA Assurance dans leur actif net à la date des prises de participations après comptabilisation des éventuelles plus ou moins values latentes sur actifs identifiables. Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « écarts d'acquisition » et amortis sur la durée de vie estimée, dans la limite de vingt ans. Le cas échéant, une provision pour dépréciation complémentaire est constatée pour tenir compte des perspectives d'activité et de résultat de la société concernée. S'ils sont négatifs, ils sont inscrits au passif du bilan sous la rubrique « Provision sur écarts d'acquisition » et repris en résultat sur une durée ne dépassant pas dix ans. Les écarts non significatifs sont intégralement rapportés au résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été constatés.

L'écart d'acquisition dégagé lors de l'acquisition des titres de la société d'assurances et de réassurance ESSAADA a été déprécié dans les comptes consolidés à partir de l'exercice 2007 pour tenir compte des résultats issus de la valorisation de cette filiale lors de l'opération de fusion effectuée en 2009. Cet écart d'acquisition est amorti sur 20 ans compte tenu des caractéristiques spécifiques de la société d'assurances et de réassurance ESSAADA.

L'écart d'acquisition de la société TASLIF est amorti sur 10 ans compte tenu du retour sur investissement attendu.

Les principales caractéristiques d'évaluation du Goodwill de la société d'assurances et de réassurance ESSAADA et de la société TASLIF sont détaillées ci-après :

Caractéristiques	TASLIF	ESSAADA
Exercice / Période de référence	30 juin 2009	2007
Coût d'acquisition des titres	322	145
Goodwill à la date d'acquisition de la filiale	154	2 085
Capitaux propres de la filiale à la date de l'acquisition	272	-1 954

Source : CNIA SAADA Assurance

V.3.4. Règles et méthodes d'évaluation

a. Immobilisations en non-valeurs

Elles sont constituées essentiellement de frais d'augmentation de capital, des frais sur opération de fusion, des frais d'acquisition des placements et des charges à répartir sur plusieurs exercices.

Les frais d'augmentation de capital, les frais sur opérations de fusion et les autres charges à répartir sur plusieurs exercices sont amorties sur cinq ans.

Les frais d'acquisition des placements sont amortis linéairement sur la durée de vie résiduelle des titres.

b. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont amorties sur une durée ne dépassant pas cinq ans.

c. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

L'amortissement économique pratiqué par le Groupe correspond à l'amortissement linéaire.

Les amortissements sont constatés en diminution de la valeur brute des immobilisations selon la méthode linéaire, sur la durée de vie estimée du bien.

d. Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent essentiellement des prêts immobilisés non affectés à la couverture des provisions techniques.

e. Placements affectés aux opérations d'assurance

Les placements affectés aux opérations d'assurances sont de trois natures : les placements immobiliers, les titres à revenus fixes et les titres à revenus variables.

Les placements immobiliers figurent sur les comptes consolidés à leur coût d'acquisition ou de revient. Les constructions sont amorties linéairement sur une période de 25 ans.

Les titres à revenus fixes et les titres à revenus variables sont inscrits au bilan à leur prix d'achat à la date d'acquisition hors frais d'acquisition et hors intérêts courus.

Les provisions pour dépréciation des placements affectés aux opérations d'assurance sont calculées conformément aux dispositions de l'article 39 de l'arrêté n°1548-05 du 10 octobre 2005 dûment modifié et complété par l'arrêté n° 2173-08 du 8 décembre 2008.

f. Part des cessionnaires dans les provisions techniques

Les parts des réassureurs dans les provisions techniques sont inscrites au bilan pour leurs montants calculés, sur la base des provisions techniques, par application des traités de réassurance de l'exercice en cours dûment approuvés par la Direction des Assurances et de la Prévoyance Sociale (DAPS).

g. Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée pour les créances hors celles détenues sur les assurés et les intermédiaires, dès l'apparition d'un risque de non-recouvrement.

Les créances détenues sur les assurés et les intermédiaires de la Compagnie sont dépréciées selon leur âge, conformément aux dispositions de l'article 46 de l'arrêté du 10 octobre 2005 dûment modifié et complété par l'arrêté n° 2173-08 du 8 décembre 2008.

Les créances sur la clientèle des établissements de crédit et assimilés sont dépréciées selon leur âge, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur relatives aux règles de provisionnement des créances des établissements de crédit.

h. Titres et valeurs de placement

Cette rubrique comprend des titres non affectés à la couverture des provisions techniques. Ils sont enregistrés à leurs prix d'achat. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure au prix d'acquisition.

i. Provisions techniques brutes

Les provisions techniques comptabilisées dans les comptes consolidés correspondent aux engagements d'assurances du groupe. Elles sont calculées conformément aux dispositions réglementaires prévues dans l'arrêté du 10 octobre 2005 dûment modifié et complété par l'arrêté n° 2173-08 du 8 décembre 2008.

Les provisions techniques sont représentées par des actifs localisés au Maroc, et se détaillent comme suit :

- provisions pour primes non acquises : cette provision est destinée à constater pour chacun des contrats à prime payable d'avance, la part des primes émises de l'exercice et des primes restant à émettre se rapportant à la période comprise entre la date de l'inventaire et la date de la prochaine échéance de prime ou, à défaut, du terme du contrat. Elle est calculée dans les conditions définies à l'article 18 de l'arrêté du 10 octobre 2005 dûment modifié et complété par l'arrêté n° 2173-08 du 8 décembre 2008 ;
- provisions pour sinistres à payer : il s'agit de la valeur estimative des dépenses pour sinistres non réglés et le montant des dépenses pour sinistres réglés restant à payer à la date de l'inventaire y compris les capitaux constitutifs de rentes non encore mises à la charge de l'entreprise. Cette provision comprend, d'une part, la valeur estimative des dépenses à prévoir pour le service ou le rachat des rentes qui pourront être allouées par décision judiciaire ou qui ont déjà été allouées mais n'ont pas encore été constituées au titre des sinistres ayant entraîné le décès ou l'incapacité permanente des victimes et, d'autre part, la valeur estimative des dépenses restant à effectuer à titre d'indemnités journalières et à titre de frais, notamment : frais médicaux, frais pharmaceutiques, frais d'hospitalisation, frais funéraires, frais judiciaires, frais de déplacement et de rechute. Elle est calculée exercice par exercice pour son montant brut sans tenir compte des recours à exercer. Cette provision est évaluée dossier par dossier augmentée d'une estimation du coût des sinistres survenus mais non déclarés à la date de l'inventaire. Cette estimation est obtenue en appliquant au coût moyen des sinistres, l'estimation du nombre des sinistres survenus mais non déclarés. L'évaluation obtenue ne doit pas être inférieure à l'évaluation la plus élevée dégagée par les méthodes indiquées dans l'article 16, alinéa 5 de l'arrêté du 10 octobre 2005 dûment modifié et complété par l'arrêté n° 2173-08 du 8 décembre 2008. Dans le cas contraire, l'évaluation obtenue est complétée de la différence ;

Les méthodes réglementaires utilisées sont détaillées au niveau de l'article 16 de l'arrêté du 10 octobre 2005 dûment modifié et complété par l'arrêté n° 2173-08 du 8 décembre 2008.

- provisions des assurances vie : ces provisions comprennent les provisions mathématiques et la provision de gestion ;
- provisions mathématique : il s'agit de la différence entre les valeurs actuelles des engagements respectivement pris par l'assureur et les assurés ;
- provision de gestion : cette provision est destinée à couvrir les charges de gestion futures des contrats non couvertes par ailleurs ;
- provision pour fluctuations de sinistralité : cette provision est destinée à faire face aux fluctuations de sinistralité afférentes aux opérations d'assurances de groupe en cas de décès ;
- provision pour aléas financiers : cette provision est destinée à compenser la baisse de rendement de l'actif. Elle est calculée dans les conditions définies à l'article 26 de l'arrêté du 10 octobre 2005 dûment modifié et complété par l'arrêté n° 2173-08 du 8 décembre 2008 ;
- provisions pour participation aux bénéfices : il s'agit du montant des participations aux bénéfices techniques et financiers attribuées ou à attribuer aux bénéficiaires de contrats, en application de l'article 12 de l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 2240-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) relatif au contrat d'assurance ;
- provisions techniques sur placements : ces provisions comprennent la provision de capitalisation et la provision pour risque d'exigibilité ;
- provision de capitalisation : cette provision est destinée à parer à la dépréciation des valeurs comprises dans l'actif de l'entreprise et à la diminution de leur revenu ;
- provision pour risque d'exigibilité : cette provision est destinée à faire face aux engagements dans le cas de moins-value de l'ensemble des Placements affectés aux opérations d'assurance ;
- autres provisions techniques : comprennent essentiellement la provision pour risques en cours. Cette provision est destinée à couvrir, pour chacun des contrats à prime payable d'avance, la charge des sinistres et des frais afférents au contrat, pour la période s'écoulant entre la date de l'inventaire et la prochaine échéance de prime ou, à défaut, le terme du contrat, pour la part de ce coût non couverte par la provision pour primes non acquises. Elle est calculée dans les conditions définies à l'article 18 de l'arrêté du 10 octobre 2005 dûment modifié et complété par l'arrêté n° 2173-08 du 8 décembre 2008 ;

j. **Dettes de financement**

Les dettes de financement comprennent les dettes envers les établissements de crédit et assimilés ainsi que la dette envers le Fonds de Solidarité des Assurances. Ces dettes sont comptabilisées, respectivement, conformément au plan comptable des établissements de crédit et au plan comptable des assurances.

k. Produits d'assurance vie et non vie

Les produits d'assurance vie et non vie sont comptabilisés conformément au plan comptable des assurances. Ils comprennent, les primes émises nettes de cessions en réassurance, les produits techniques d'exploitation et les produits des placements affectés aux opérations d'assurance.

l. Charges d'assurance vie et non vie

Les charges d'assurance vie et non vie sont comptabilisées conformément au plan comptable des assurances. Elles comprennent, les prestations et frais payés au titre des sinistres survenus, les variations des provisions techniques d'assurance, les charges techniques d'exploitation et les charges des placements affectés aux opérations d'assurance.

m. Produits et charges d'exploitation bancaire

La Quote part d'affectation aux comptes techniques d'assurance vie et non vie des produits et charges d'exploitation bancaire ainsi que des dotations nettes aux provisions sur créances bancaires correspond au prorata d'affectation à la couverture des provisions techniques des titres TASLIF détenus par CNIA SAADA Assurance tels que retenus au niveau des comptes sociaux (cf. §. IV.3.3.b)

n. Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition

Les dotations aux amortissements des écarts d'acquisition figurant sur le compte de produits et charges consolidé proforma se détaillent comme suit :

Ecart d'acquisition	Durée d'amortissement	Dotation au 31 décembre 2009
Société SALAF (consolidé par TASLIF)	10 ans	6,2
Société TASLIF	10 ans	15,4
Société d'assurances et de réassurance ESSAADA	20 ans	77,9
TOTAL		99,5

Source : CNIA SAADA Assurance

o. Retraitement des impôts

Les impôts différés résultant de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et des retraitements de consolidation sont calculés société par société au taux de 37% au titre de l'exercice 2009.

L'enregistrement d'impôts différés est constaté au regard de la situation fiscale de la société, dans le respect du principe général de prudence. Pour les sociétés fiscalement déficitaires, le net d'impôt différé actif n'est pas constaté.

VI. COMPTES CONSOLIDES 2009

1. Bilan Actif Consolidé 2009

ACTIF (en Kdh)	31-déc.-09	31-déc.-08
ECART D'ACQUISITION	1 494 723	1 382 710
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS	172 144	66 813
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	69 776	52 246
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	199 312	201 787
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	32 216	87 105
PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE	9 980 860	8 177 470
Placements immobiliers	1 181 599	942 267
Obligations, bons et titres de créances négociables	2 581 527	2 346 870
Actions et parts sociales	4 804 806	4 203 916
Prêts et effets assimilés	23 793	6 213
Dépôts en compte indisponibles	1 122 123	614 234
Dépôts auprès des cédantes	0	0
Autres placements	267 012	63 970
IMPOTS DIFFERES ACTIFS	1 616	16 591
PART DES CESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES	1 735 654	1 661 584
Provisions pour primes non acquises	93 334	87 796
Provisions pour sinistres à payer	895 679	811 611
Provisions des assurances Vie	741 974	758 327
Autres provisions techniques	4 667	3 850
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	2 277 914	1 663 349
Cessionnaires et comptes rattachés débiteurs	132 235	194 031
Assurés, intermédiaires, cédants, coassureurs et comptes rattachés débiteurs	1 470 428	1 112 063
Autres actifs	675 251	357 255
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	14 351	0
CREANCES SUR LA CLIENTELE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	1 871 070	0
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (non affectés aux opérations d'assurance)	287 781	1 647 101
TRESORERIE - ACTIF	62 147	232 611
TOTAL ACTIF	18 199 564	15 189 368

Source : CNIA SAADA Assurance

2. Bilan Passif Consolidé 2009

PASSIF (en Kdh)	31-déc.-09	31-déc.-08
Capital social ou fonds d'établissement	411 687	388 778
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 124 973	908 190
Réserves consolidées	205 185	104 021
Résultat consolidé	195 302	155 593
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	1 937 147	1 556 582
INTERETS MINORITAIRES	108 106	0
CAPITAUX PROPRES	2 045 253	1 556 582
DETTES DE FINANCEMENT	1 976 545	800 000
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 176 545	0
Autres dettes de financement	800 000	800 000
DEPOTS DE LA CLIENTELE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	6 024	0
TITRES DE CREANCE EMIS DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	406 749	0
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES & CHARGES	8 839	7 862
PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES	11 595 501	10 995 669
Provisions pour primes non acquises	596 632	565 754
Provisions pour sinistres à payer	6 007 750	5 608 520
Provisions des assurances Vie	4 419 262	4 286 367
Provisions pour fluctuations de sinistralité	214 288	212 379
Provisions pour aléas financiers	0	0
Provisions pour participations aux bénéfices	142 555	109 640
Provisions techniques sur placements	165 097	165 252
Autres provisions techniques	49 917	47 757
IMPOTS DIFFERES PASSIFS	198 999	198 000
DETTES POUR ESPECES REMISES PAR LES CESSIONNAIRES	715 967	687 493
Dettes pour espèces remises par les cessionnaires	715 967	687 493
DETTES DU PASSIF CIRCULANT	1 245 687	851 951
Cessionnaires et comptes rattachés créditeurs	164 884	234 351
Assurés, intermédiaires, cédants, coassureurs et comptes rattachés créditeurs	404 462	183 841
Autres passifs	676 340	433 759
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0	6 212
TRESORERIE - PASSIF	0	85 599
TOTAL PASSIF	18 199 564	15 189 368

Source : CNIA SAADA Assurance



3. CPC Consolidé 2009

COMPTE TECHNIQUE D'ASSURANCE VIE (en Kdh)	31-déc.-09	31-déc.-08
Primes émises brutes	511 952	484 872
Primes émises cédées	-67 330	-82 286
Quote part des produits d'exploitation bancaires affectés à la vie	37 964	0
Chiffre d'affaires vie	482 586	402 586
Variation des provisions pour primes non acquises	0	0
Produits techniques d'exploitation	0	236
Prestations et frais bruts	-665 905	-590 613
Prestations et frais cédés	90 229	58 296
Charges techniques d'exploitation	-73 947	-91 307
Produits des placements affectés aux opérations d'assurance	340 997	308 209
Charges des placements affectés aux opérations d'assurance	-59 662	-88 514
Quote part des charges d'exploitation bancaires affectés à la vie	-13 961	0
Quote part des dotations nettes aux provisions sur créances bancaires affectés à la vie	-10 286	0
Résultat technique vie (A)	90 050	-1 107
COMPTE TECHNIQUE D'ASSURANCE NON VIE		
Primes émises brutes	2 318 093	2 230 531
Primes émises cédées	-333 448	-291 327
Quote part des produits d'exploitation bancaires affectés à la non vie	72 557	0
Chiffre d'affaires non vie	2 057 202	1 939 205
Variation des provisions pour primes non acquises	-25 341	-63 158
Produits techniques d'exploitation	3 943	12 909
Prestations et frais bruts	-1 605 655	-1 450 041
Prestations et frais cédés	275 282	140 787
Charges techniques d'exploitation	-729 442	-711 778
Produits des placements affectés aux opérations d'assurance	423 173	682 044
Charges des placements affectés aux opérations d'assurance	-86 316	-369 100
Quote part des charges d'exploitation bancaires affectés à la non vie	-26 681	0
Quote part des dotations nettes aux provisions sur créances bancaires affectés à la non vie	-19 658	0
Résultat technique non vie (B)	266 509	180 869
Résultat technique (C = A + B)	356 559	179 762

Source : CNIA SAADA Assurance

COMPTES NON TECHNIQUES (en Kdh)	31-déc.-09	31-déc.-08
Produits non techniques courants	14 000	48 477
Charges non techniques courantes	-54 245	-13 101
Résultat non technique courant	-40 245	35 376
Produits non techniques non courants	64 474	53 068
Charges non techniques non courantes	-31 933	-17 394
Résultat non technique non courant	32 541	35 674
Résultat non technique (D)	-7 703	71 050
Résultat avant impôt (C + D)	348 856	250 812
Impôt sur le résultat	-146 328	-95 219
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	-3 096	0
Résultat net	199 431	155 593
Dont:		
Part du Groupe	195 302	155 593
Intérêts minoritaires	4 129	0

Source : CNIA SAADA Assurance

VII. NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES PROFORMA AU 31 DECEMBRE 2007 ET 2008

VII.1. Faits caractéristiques

VII.1.1. Exercice 2007

- Augmentation du capital de la société d'assurances et de réassurance ESSAADA réalisée par la CNIA Assurance pour un montant de MMAD 935 ; suivie d'une réduction du capital de MMAD 500 par absorption de perte ;
- augmentation du capital de la CNIA Assurance de MMAD 210 à MMAD 303,75.

VII.1.2. Exercice 2008

- Augmentation du capital de la société d'assurances et de réassurance ESSAADA réalisée par la CNIA Assurance pour un montant de MMAD 500 ;
- augmentation du capital de la CNIA Assurance de MMAD 303,75 à MMAD 388,78.

VII.2. Informations relatives au périmètre de consolidation

A la date du 31 décembre 2008 et du 31 décembre 2007, les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation se détaillent comme suit :

Titres	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle	Méthode de consolidation
CNIA Assurance	100%	100%	Intégration globale
Assurances Es Saada	100%	100%	Intégration globale

Source : CNIA SAADA Assurance

VII.3. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les sociétés du Groupe sont consolidées sur la base des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2008.

VII.3.1. Référentiel comptable

Dans l'objectif de permettre la comparabilité avec les comptes sociaux de CNIA SAADA Assurance au 31 décembre 2009 résultant de la fusion absorption de la société d'assurances et de réassurance ESSAADA par CNIA Assurance, les états consolidés, proforma, ont été préparés pour la première fois en 2007 en appliquant les principes de comptabilisation au regard des principes comptables marocain, tels que décrits dans les notes annexes résumées et n'incluent donc pas l'ensemble des informations exigées par ces normes notamment en ce qui concerne les notes annexes détaillées, le tableau des flux de trésorerie et le tableau de variation des capitaux propres.

VII.3.2. Présentation et principes de préparation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les normes et pratiques comptables applicables au Maroc. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes. Les états financiers consolidés sont présentés en Dirham et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire. Ils intègrent les comptes de CNIA Assurance et de ses filiales (Société d'assurances et de réassurance ESSAADA) après élimination des transactions intragroupes.

a. Compte de résultat

CNIA SAADA Assurance a choisi de présenter son compte de résultat dans un format qui ventile les résultats techniques par nature (Vie et Non Vie) et les résultats non techniques.

b. Résultat technique

Le résultat technique comprend les émissions vie et non vie, les prestations et frais, les charges techniques d'exploitation ainsi que les produits et charges des placements affectés aux opérations d'assurance.

c. Résultat non technique

Le résultat non technique est ventilé en résultat non technique courant et résultat non technique non courant. Il comprend essentiellement les produits et charges exceptionnels ainsi que les produits et charges non rattachés directement aux activités vie et non vie.

d. Bilan

Le Groupe CNIA SAADA Assurance a choisi de présenter son bilan actif au titre des exercices 2008 et 2007 en valeurs brutes corrigées des provisions et amortissements.

e. Recours à des estimations et jugements

Dans le cadre de son processus de préparation des comptes joints, le Groupe CNIA SAADA Assurance est amené à procéder à certaines estimations et jugements et à retenir certaines hypothèses. La Direction de CNIA SAADA Assurance fonde ses estimations et jugements sur son expérience passée ainsi que sur diverses autres hypothèses, qu'elle juge raisonnable de retenir selon les circonstances. Ces estimations et jugements permettent d'apprécier le caractère approprié de la valeur comptable. Les résultats tirés de ces estimations, jugements et hypothèses pourraient aboutir à des montants différents si d'autres estimations, jugements ou hypothèses avaient été utilisées. Les principaux éléments qui font l'objet d'estimations et jugements sont, les écarts d'acquisition, les placements affectés aux opérations d'assurances et les provisions techniques sur placements.

La Direction revoit ses estimations, jugements et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que sur la base de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif.

L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes périodes ultérieures.

VII.3.3. Modalités de consolidation

Les comptes consolidés regroupent les états financiers des sociétés suivantes :

- CNIA ;
- Société d'assurances et de réassurance ESSAADA.

a. Méthodes de consolidation

Les principales méthodes de consolidation sont les suivantes :

- La société d'assurances et de réassurance ESSAADA, filiale sur laquelle CNIA Assurance exerce, directement, le contrôle exclusif de droit est consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

Certaines sociétés peuvent être exclues du périmètre de consolidation si celles-ci ne sont pas significatives. A ce titre, le Groupe CNIA SAADA a exclu du périmètre de consolidation les titres de la société Taslif sur laquelle le Groupe exerce une influence notable compte tenu de la faible incidence sur le résultat consolidé et sur le total bilan.

En effet, à fin décembre 2007 et à fin décembre 2008 l'incidence sur le résultat de la consolidation de la société Taslif aurait été de respectivement – 809 Kdh et – 861 Kdh.

b. Ecarts d'acquisition (Goodwill)

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres de la société consolidée et la part de CNIA Assurance dans leur actif net à la date des prises de participations après comptabilisation des éventuelles plus ou moins values latentes sur actifs identifiables. Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « écarts d'acquisition » et amortis sur la durée de vie estimée, dans la limite de vingt ans. Le cas échéant, une provision pour dépréciation complémentaire est constatée pour tenir compte des perspectives d'activité et de résultat de la société concernée. S'ils sont négatifs, ils sont inscrits au passif du bilan sous la rubrique « Provision sur écarts d'acquisition » et repris en résultat sur une durée ne dépassant pas dix ans. Les écarts non significatifs sont intégralement rapportés au résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été constatés.

L'écart d'acquisition de la société d'assurances et de réassurance ESSAADA a été déprécié dans les comptes consolidés pour tenir compte des résultats issus de la valorisation de cette filiale lors de l'opération de fusion effectuée en 2009. Cet écart d'acquisition a été amorti sur 20 ans compte tenu des caractéristiques spécifiques de la société d'assurances et de réassurance ESSAADA.

Les principales caractéristiques d'évaluation du Goodwill de la société d'assurances et de réassurance ESSAADA sont détaillées ci-après :

Caractéristiques	Exercice 2007
Coût d'acquisition des titres	145 Mdh
Goodwill à la date d'acquisition de la filiale	2 085 Mdh
Capitaux propres de la filiale à la date de l'acquisition	-1 945 Mdh

Source : CNIA SAADA Assurance

VII.3.4. Règles et méthodes d'évaluation

a. Immobilisations en non-valeurs

Elles sont constituées essentiellement de frais d'augmentation de capital, des frais sur opération de fusion, des frais d'acquisition des placements et des charges à répartir sur plusieurs exercices.

Les frais d'augmentation de capital, les frais sur opérations de fusion et les autres charges à répartir sur plusieurs exercices sont amorties sur cinq ans.

Les frais d'acquisition des placements sont amortis linéairement sur la durée de vie résiduelle des titres.

Les immobilisations en non valeurs se détaillent au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2008 comme suit :

Intitulé	Au 31 décembre 2007	Au 31 décembre 2008
Frais d'augmentation du capital	6,48	24,65
Amortissement des frais d'augmentation du capital	2,71	7,33
Frais d'augmentation du capital nets d'amortissements	3,77	17,32
Frais d'acquisition des immobilisations	8,14	8,14
Frais d'acquisition des immobilisations	17,95	17,95
Frais d'acquisition des placements	1,74	1,96
Amortissement des frais d'acquisition des placements	17,07	18,95
Frais d'acquisition des immobilisations nets d'amortissements	10,77	9,11
Frais de lancement du produit ADDAMANE AL HIRAFI	2,48	2,48
Frais de lancement du produit ADDAMANE AL MADRASSI	6,41	6,41
Amortissement des frais de lancement du produit ADDAMANE AL HIRAFI	2,48	2,48
Amortissement des frais de lancement du produit ADDAMANE AL MADRASSI	6,41	6,41
Frais de lancement de produits nets d'amortissements	0,00	0,00
Autres charges à répartir	20,33	26,07
Amortissement des autres charges à répartir	10,42	14,95
Autres charges à répartir nettes d'amortissements	9,91	11,12
Frais sur opération de fusion	0,00	36,46
Amortissement des frais sur opération de fusion	0,00	7,22
Frais sur opération de fusion nets d'amortissements	0,00	29,24
Immobilisations en non valeurs nettes d'amortissements	24,45	66,81

Source : CNIA SAADA Assurance

b. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles autres que le fond commercial sont amorties sur une durée ne dépassant pas cinq ans.

c. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

L'amortissement économique correspond à l'amortissement linéaire. La société d'Assurance et de Réassurance ESSAADA ne pratique pas l'amortissement dégressif.

Les amortissements sont constatés en diminution de la valeur brute des immobilisations selon la méthode linéaire, sur la durée de vie estimée du bien.

La compagnie n'a pas retenu dans les comptes consolidés l'option préférentielle de retraitement des immobilisations financées en crédit-bail. L'impact de ce retraitement sur les comptes consolidés n'est toutefois pas significatif.

d. Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent essentiellement des prêts immobilisés non affectés à la couverture des provisions techniques.

e. Placements affectés aux opérations d'assurance

Les placements affectés aux opérations d'assurances sont de trois natures : les placements immobiliers, les titres à revenus fixes et les titres à revenus variables.

Les placements immobiliers figurent sur les comptes consolidés à leur coût d'acquisition ou de revient corrigé éventuellement des plus values latentes réalisées lors de l'opération de fusion. Les constructions sont amorties linéairement sur une période de 25 ans.

Les titres à revenus fixes et les titres à revenus variables sont inscrits au bilan à leur prix d'achat à la date d'acquisition hors frais d'acquisition et hors intérêts courus, corrigé éventuellement des plus values latentes réalisées lors de l'opération de fusion.

Les provisions pour dépréciation des placements affectés aux opérations d'assurance sont calculées conformément aux dispositions de l'article 39 de l'arrêté n°1548-05 du 10 octobre 2005 dûment modifié et complété par l'arrêté n° 2173-08 du 8 décembre 2008.

f. Part des cessionnaires dans les provisions techniques

Les parts des réassureurs dans les provisions techniques sont inscrites au bilan pour leurs montants calculés, sur la base des provisions techniques, par application des traités de réassurance de l'exercice en cours dûment approuvés par la Direction des Assurances et de la Prévoyance Sociale (DAPS).

g. Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée pour les créances hors celles détenues sur les assurés et les intermédiaires, dès l'apparition d'un risque de non-recouvrement.

Les créances détenues sur les assurés et les intermédiaires de la Compagnie sont dépréciées selon leur âge, conformément aux dispositions de l'article 46 de l'arrêté du 10 octobre 2005 dûment modifié et complété par l'arrêté n° 2173-08 du 8 décembre 2008.

h. Titres et valeurs de placement

Cette rubrique comprend des titres non affectés à la couverture des provisions techniques. Ils sont enregistrés à leurs prix d'achat. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure au prix d'acquisition.

i. Provisions techniques brutes

Les provisions techniques comptabilisées dans les comptes consolidés correspondent aux engagements d'assurances du groupe. Elles sont calculées conformément aux dispositions réglementaires prévues dans l'arrêté du 10 octobre 2005 dûment modifié et complété par l'arrêté n° 2173-08 du 8 décembre 2008.

Les provisions techniques sont représentées par des actifs localisés au Maroc, et se détaillent comme suit :

- provisions pour primes non acquises : cette provision est destinée à constater pour chacun des contrats à prime payable d'avance, la part des primes émises de l'exercice et des primes restant à émettre se rapportant à la période comprise entre la date de l'inventaire et la date de la prochaine échéance de prime ou, à défaut, du terme du contrat. Elle est calculée dans les conditions définies à l'article 18 de l'arrêté du 10 octobre 2005 dûment modifié et complété par l'arrêté n° 2173-08 du 8 décembre 2008 ;
- provisions pour sinistres à payer : il s'agit de la valeur estimative des dépenses pour sinistres non réglés et le montant des dépenses pour sinistres réglés restant à payer à la date de l'inventaire y compris les capitaux constitutifs de rentes non encore mises à la charge de l'entreprise. Cette provision comprend, d'une part, la valeur estimative des dépenses à prévoir pour le service ou le rachat des rentes qui pourront être allouées par décision judiciaire ou qui ont déjà été allouées mais n'ont pas encore été constituées au titre des sinistres ayant entraîné le décès ou l'incapacité permanente des victimes et, d'autre part, la valeur estimative des dépenses restant à effectuer à titre d'indemnités journalières et à titre de frais, notamment : frais médicaux, frais pharmaceutiques, frais d'hospitalisation, frais funéraires, frais judiciaires, frais de déplacement et de rechute. Elle est calculée exercice par exercice pour son montant brut sans tenir compte des recours à exercer. Cette provision est évaluée dossier par dossier augmentée d'une estimation du coût des sinistres survenus mais non déclarés à la date de l'inventaire. Cette estimation est obtenue en appliquant au coût moyen des sinistres, l'estimation du nombre des sinistres survenus mais non déclarés. L'évaluation obtenue ne doit pas être inférieure à l'évaluation la plus élevée dégagée par les méthodes indiquées dans l'article 16, alinéa 5 de l'arrêté du 10 octobre 2005 dûment modifié et complété par l'arrêté n° 2173-08 du 8 décembre 2008. Dans le cas contraire, l'évaluation obtenue est complétée de la différence ;

Les méthodes réglementaires utilisées sont détaillées au niveau de l'article 16 de l'arrêté du 10 octobre 2005 dûment modifié et complété par l'arrêté n° 2173-08 du 8 décembre 2008.

- provisions des assurances vie : ces provisions comprennent les provisions mathématiques et la provision de gestion ;
- provisions mathématique : il s'agit de la différence entre les valeurs actuelles des engagements respectivement pris par l'assureur et les assurés ;
- provision de gestion : cette provision est destinée à couvrir les charges de gestion futures des contrats non couvertes par ailleurs ;
- provision pour fluctuations de sinistralité : cette provision est destinée à faire face aux fluctuations de sinistralité afférentes aux opérations d'assurances de groupe en cas de décès ;

- provision pour aléas financiers : cette provision est destinée à compenser la baisse de rendement de l'actif. Elle est calculée dans les conditions définies à l'article 26 de l'arrêté du 10 octobre 2005 dûment modifié et complété par l'arrêté n° 2173-08 du 8 décembre 2008 ;
- provisions pour participation aux bénéfices : il s'agit du montant des participations aux bénéfices techniques et financiers attribuées ou à attribuer aux bénéficiaires de contrats, en application de l'article 12 de l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 2240-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) relatif au contrat d'assurance ;
- provisions techniques sur placements : ces provisions comprennent la provision de capitalisation et la provision pour risque d'exigibilité ;
- provision de capitalisation : cette provision est destinée à parer à la dépréciation des valeurs comprises dans l'actif de l'entreprise et à la diminution de leur revenu ;
- provision pour risque d'exigibilité : cette provision est destinée à faire face aux engagements dans le cas de moins-value de l'ensemble des Placements affectés aux opérations d'assurance ;
- autres provisions techniques : comprennent essentiellement la provision pour risques en cours. Cette provision est destinée à couvrir, pour chacun des contrats à prime payable d'avance, la charge des sinistres et des frais afférents au contrat, pour la période s'écoulant entre la date de l'inventaire et la prochaine échéance de prime ou, à défaut, le terme du contrat, pour la part de ce coût non couverte par la provision pour primes non acquises. Elle est calculée dans les conditions définies à l'article 18 de l'arrêté du 10 octobre 2005 dûment modifié et complété par l'arrêté n° 2173-08 du 8 décembre 2008.

j. Produits d'assurance vie et non vie

Les produits d'assurance vie et non vie sont comptabilisés conformément au plan comptable des assurances. Ils comprennent, les primes émises nettes de cessions en réassurance, les produits techniques d'exploitation et les produits des placements affectés aux opérations d'assurance.

k. Charges d'assurance vie et non vie

Les charges d'assurance vie et non vie sont comptabilisées conformément au plan comptable des assurances. Elles comprennent, les prestations et frais payés au titre des sinistres survenus, les variations des provisions techniques d'assurance, les charges techniques d'exploitation et les charges des placements affectés aux opérations d'assurance.

l. Retraitement des impôts

Les impôts différés résultant de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et des retraitements de consolidation sont calculés société par société au taux de 39,6% au titre de l'exercice 2007 et de 37% au titre de l'exercice 2008.

L'enregistrement d'impôts différés est constaté au regard de la situation fiscale de la société, dans le respect du principe général de prudence. Pour les sociétés fiscalement déficitaires, le net d'impôt différé actif n'est pas constaté.

VIII. COMPTES CONSOLIDES PROFORMA 2007 ET 2008

1. Bilan Actif Consolidé Proforma 2007 et 2008

ACTIF		EXERCICE 2008			EXERCICE 2007		
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Brut	Amortissements et provisions	Net
ECART D'ACQUISITION	(A)	2 085 314 546,00	702 604 721,87	1 382 709 824,13	2 085 314 546,00	624 705 576,85	1 460 608 969,15
<u>IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS</u>		124 164 434,94	57 351 562,05	66 812 872,89	63 559 829,15	39 104 171,05	24 455 658,10
Frais préliminaires	(B)	61 122 772,17	14 549 737,19	46 573 034,98	6 483 550,50	2 710 488,80	3 773 061,70
Charges à répartir sur plusieurs exercices		63 041 662,77	42 801 824,86	20 239 837,91	57 076 278,65	36 393 682,25	20 682 596,40
Primes de remboursement des obligations							
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>		89 506 536,94	37 260 089,50	52 246 447,44	68 115 172,97	29 049 235,97	39 065 937,00
Immobilisation en recherche et développement	(C)						
Brevets, marques, droits et valeurs similaires							
Fonds commercial		1 497 043,07	1 497 043,07		1 497 043,07	1 497 043,07	
Autres immobilisations incorporelles		88 009 493,87	35 763 046,43	52 246 447,44	66 618 129,90	27 552 192,90	39 065 937,00
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>		331 311 433,27	129 524 095,46	201 787 337,81	208 078 204,26	117 869 055,71	90 209 148,55
Terrains	(D)	14 394 750,00		14 394 750,00	9 351 750,00		9 351 750,00
Constructions		17 879 950,00	740 870,00	17 139 080,00	10 886 000,00	105 140,65	10 780 859,35
Installations techniques, matériel et outillage		520 749,20	520 749,20		520 749,20	520 749,20	
Matériel de transport		5 433 684,56	3 098 658,28	2 335 026,28	4 212 895,71	2 430 794,31	1 782 101,40
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers		229 791 823,27	125 163 817,98	104 628 005,29	177 400 670,09	114 812 371,55	62 588 298,54
Autres immobilisations corporelles							
Immobilisations corporelles en cours		63 290 476,24		63 290 476,24	5 706 139,26		5 706 139,26
<u>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u>	(E)	124 584 263,91	37 479 092,35	87 105 171,56	63 201 104,14	37 479 092,35	25 722 011,79
Prêts immobilisés							
Autres créances financières		124 584 263,91	37 479 092,35	87 105 171,56	63 201 104,14	37 479 092,35	25 722 011,79

	ACTIF	EXERCICE 2008			EXERCICE 2007		
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Brut	Amortissements et provisions	Net
O B I I S E	Titres de participation						
	Autres titres immobilisés						
	<u>PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE</u>	8 747 826 200,21	570 355 549,48	8 177 470 650,73	8 312 058 017,35	529 801 947,98	7 782 256 069,37
	Placements immobiliers	1 262 287 587,00	320 020 449,84	942 267 137,16	1 400 588 973,78	291 367 215,97	1 109 221 757,81
	Obligations, bons et titres de créances négociables	2 346 869 746,57		2 346 869 746,57	1 798 994 846,43		1 798 994 846,43
	Actions et parts sociales	4 451 863 547,07	247 947 259,76	4 203 916 287,31	4 965 137 496,47	238 175 436,25	4 726 962 060,22
	Prêts et effets assimilés	6 472 381,51	259 295,76	6 213 085,75	33 924 732,28	259 295,76	33 665 436,52
	Dépôts en compte indisponibles	614 234 316,65		614 234 316,65	47 885 250,40		47 885 250,40
	Placements affectés aux contrats en unités de compte						
	Dépôts auprès des cédantes				34 170 698,04		34 170 698,04
	Autres placements	66 098 621,41	2 128 544,12	63 970 077,29	31 356 019,95		31 356 019,95
	<u>ECARTS DE CONVERSION - ACTIF</u>						
	Diminution des créances immobilisées et des placements						
	Augmentation des dettes de financement et des provisions techniques						
	IMPOTS DIFFERES ACTIFS	16 591 010,03		16 591 010,03	10 046 539,33		10 046 539,33
	TOTAL I (A + B + C + D + E + F+G+H)	11 519 298 425,30	1 534 575 110,71	9 984 723 314,59	10 810 373 413,20	1 378 009 079,91	9 432 364 333,29
A C T I F	<u>PART DES CESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES</u>	1 661 584 384,44		1 661 584 384,44	1 657 395 780,65		1 657 395 780,65
	Provisions pour primes non acquises	87 796 052,14		87 796 052,14	70 511 246,75		70 511 246,75
	Provisions pour sinistres à payer	811 611 118,58		811 611 118,58	795 355 977,61		795 355 977,61
	Provisions des assurances Vie	758 327 373,05		758 327 373,05	790 261 609,24		790 261 609,24
	Autres provisions techniques	3 849 840,67		3 849 840,67	1 266 947,05		1 266 947,05
	<u>CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT</u>	2 739 589 283,65	1 076 240 577,55	1 663 348 706,10	2 542 237 978,22	978 713 321,93	1 563 524 656,29

	ACTIF		EXERCICE 2008			EXERCICE 2007		
			Brut	Amortissements et provisions	Net	Brut	Amortissements et provisions	Net
C	Cessionnaires et comptes rattachés débiteurs		195 679 725,63	1 648 311,43	194 031 414,20	181 008 479,48	1 648 311,43	179 360 168,05
I	Assurés, intermédiaires, cédants, coassureurs et comptes rattachés débiteurs		2 124 027 524,79	1 011 964 963,82	1 112 062 560,97	1 904 187 844,16	950 783 705,20	953 404 138,96
R	Personnel - débiteur		4 392 815,37	609 059,69	3 783 755,68	4 042 255,66	609 059,69	3 433 195,97
C	Etat - débiteur		56 079 857,26		56 079 857,26	41 331 885,05		41 331 885,05
U	Comptes d'Associés - débiteurs		36 755 000,00		36 755 000,00	96 299 700,00		96 299 700,00
L	Autres débiteurs		124 326 028,89	62 018 242,61	62 307 786,28	144 152 022,34	25 672 245,61	118 479 776,73
A	Comptes de régularisation-Actif		198 328 331,71		198 328 331,71	171 215 791,53		171 215 791,53
N	TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (non affectés aux opérations d'assurance)	(K)	1 655 414 247,63	8 313 119,87	1 647 101 127,76	909 755 244,81	556 585,09	909 198 659,72
T	ECART DE CONVERSION - ACTIF (éléments circulants)	(L)						
	TOTAL II (I + J+K+L)		6 056 587 915,72	1 084 553 697,42	4 972 034 218,30	5 109 389 003,68	979 269 907,02	4 130 119 096,66
TR	TRESORERIE - ACTIF	-	232 611 140,18		232 611 140,18	116 759 746,76		116 759 746,76
ES	Chèques et valeurs à encaisser		6 813 290,34		6 813 290,34	7 803 883,42		7 803 883,42
OR	Banques, TGR et C.C.P. (soldes débiteurs)		225 697 738,05		225 697 738,05	108 596 047,97		108 596 047,97
ER	Caisses, Régies d'avances et accreditifs		100 111,79		100 111,79	359 815,37		359 815,37
IE	TOTAL III		232 611 140,18		232 611 140,18	116 759 746,76		116 759 746,76
	TOTAL GENERAL = I + II + III		17 808 497 481,20	2 619 128 808,13	15 189 368 673,07	16 036 522 163,64	2 357 278 986,93	13 679 243 176,71



2. Bilan Passif Consolidé Proforma 2007 et 2008

PASSIF		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
FINANCEMENT	<u>CAPITAUX PROPRES</u>	1 556 582 004,01	926 545 813,81
	Capital social ou fonds d'établissement	388 777 600,00	303 750 000,00
	moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé		
	= Capital appelé	388 777 600,00	303 750 000,00
	dont versé.....	(A)	
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	908 190 208,00	476 250 000,00
	Réserves consolidées	104 020 814,85	16 879 807,74
	Fonds social complémentaire		
	Résultat consolidé	155 593 381,16	129 666 006,08
	<u>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES</u>	(B)	
PREMIA	Provisions réglementées		
	<u>DETTES DE FINANCEMENT</u>	800 000 000,00	400 000 000,00
	Emprunts Obligataires	(C)	
	Emprunts pour fonds d'établissement		
	Autres dettes de financement	800 000 000,00	400 000 000,00
	<u>PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES & CHARGES</u>	7 863 573,97	14 947 653,97
	Provisions pour risques	(D)	7 863 573,97
	Provisions pour charges		6 500 000,00
	<u>PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES</u>	10 995 668 919,01	10 629 791 141,69
	Provisions pour primes non acquises	565 753 700,58	485 311 265,95
FINANCEMENT	Provisions pour sinistres à payer	5 608 520 242,23	5 639 837 830,64
	Provisions des assurances Vie	4 286 367 401,69	4 193 713 084,27
	Provisions pour fluctuations de sinistralité	212 379 000,00	7 235 000,00
	Provisions pour aléas financiers	(E)	9 371 441,00
	Provisions techniques des contrats en unités de compte		
	Provisions pour participations aux bénéfices	109 639 612,29	122 198 137,87
	Provisions techniques sur placements	165 251 917,28	150 834 938,78
	Autres provisions techniques	47 757 044,94	21 289 443,18
	<u>ECARTS DE CONVERSION - PASSIF</u>	(F)	
	Augmentation des créances Immobilisées et des placements		
PASSIF	Diminution des dettes de financement et des provisions techniques		
	IMPOTS DIFFERES PASSIFS	(G)	198 000 000,00
	TOTAL I = (A+B+C+D+E+F+G)	13 558 114 497,00	12 169 284 609,37
	<u>DETTES POUR ESPECES REMISES PAR LES CESSIONNAIRES</u>	(H)	687 492 587,50
	Dettes pour espèces remises par les cessionnaires	687 492 587,50	687 704 538,18
	<u>DETTES DU PASSIF CIRCULANT</u>	(I)	851 950 508,06
	Cessionnaires et comptes rattachés créditeurs	234 350 858,78	177 279 918,29



	PASSIF		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
S I F C I R C U L A N T	Assurés, intermédiaires, cédants, coassureurs et comptes rattachés créditeurs		183 840 904,61	149 116 026,07
	Personnel - créiteur		28 186 119,32	27 716 931,56
	Organismes Sociaux créditeurs		7 620 086,82	6 845 139,54
	Etat - créiteur		104 404 140,39	46 356 258,72
	Comptes d'Associés - créditeurs		815 480,00	167 622,00
	Autres Créanciers		245 081 244,42	192 418 102,57
	Comptes de régularisation - Passif		47 651 673,72	35 118 421,93
	AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	(J)	6 212 000,00	44 945 159,34
	ECARTS DE CONVERSION-PASSIF (Eléments circulants)	(K)		
	TOTAL II = (H + I + J+K)		1 545 655 095,56	1 367 668 118,20
T R E S O R E R I E	TRESORERIE - PASSIF	-	85 599 080,51	142 290 449,15
	Crédits d'escompte			
	Crédits de Trésorerie			
	Banques (soldes créditeurs)		85 599 080,51	142 290 449,15
	TOTAL III		85 599 080,51	142 290 449,15
	TOTAL GENERAL = I + II + III		15 189 368 673,07	13 679 243 176,71

Source : CNIA SAADA Assurance

3. CPC Consolidé « vie » Proforma 2007 et 2008

LIBELLE	EXERCICE 2008			EXERCICE 2007		
	Brut	Cessions	Net	Brut	Cessions	Net
	1	2		1	2	
<u>PRIMES</u>	484 872 154,74	82 285 940,73	402 586 214,01	526 561 323,77	102 585 270,26	423 976 053,51
Primes émises	484 872 154,74	82 285 940,73	402 586 214,01	526 561 323,77	102 585 270,26	423 976 053,51
<u>PRODUITS TECHNIQUES D'EXPLOITATION</u>	236 223,02		236 223,02	364 646,33		364 646,33
Subventions d'exploitation						
Autres produits d'exploitation	170 036,00		170 036,00	333 000,00		333 000,00
Reprises d'exploitation; transferts de charges	66 187,02		66 187,02	31 646,33		31 646,33
<u>PRESTATIONS ET FRAIS</u>	590 613 102,20	58 295 922,42	532 317 179,78	721 293 924,21	136 812 903,00	584 481 021,21
Prestations et frais payés	509 627 619,34	67 102 736,64	442 524 882,70	505 120 447,19	105 286 114,66	399 834 332,53
Variation des provisions pour sinistres à payer ±	-18 249 308,98	23 127 421,97	-41 376 730,95	94 647 234,58	33 379 798,95	61 267 435,63
Variation des provisions des assurances-vie ±	92 654 317,42	-31 934 236,19	124 588 553,61	105 101 583,35	-1 853 010,61	106 954 593,96
Variation des provisions pour fluctuations de sinistralité ±	15 789 000,00		15 789 000,00	-3 002 000,00		-3 002 000,00
Variation des provisions pour aléas financiers ±						
Variation des provisions techniques des contrats en U.C. ±						
Variation des provisions pour participation aux bénéfices ±	-9 208 525,58		-9 208 525,58	19 426 659,09		19 426 659,09
Variation des autres provisions techniques ±						

LIBELLE	EXERCICE 2008			EXERCICE 2007		
	Brut	Cessions	Net	Brut	Cessions	Net
	1	2		1	2	
<u>CHARGES TECHNIQUES D'EXPLOITATION</u>	91 307 108,37		91 307 108,37	412 870 261,96		412 870 261,96
Charges d'acquisition des contrats	19 129 570,91		19 129 570,91	25 740 590,32		25 740 590,32
Achats consommés de matières et fournitures	5 936 927,78		5 936 927,78	5 604 763,24		5 604 763,24
Autres charges externes	14 837 786,39		14 837 786,39	16 482 556,74		16 482 556,74
Impôts et taxes	2 255 241,29		2 255 241,29	2 141 243,67		2 141 243,67
Charges de personnel	26 723 197,21		26 723 197,21	37 774 124,25		37 774 124,25
Autres charges d'exploitation	476 003,90		476 003,90	5 341,13		5 341,13
Dotations d'exploitation	21 948 380,89		21 948 380,89	325 121 642,61		325 121 642,61
<u>PRODUITS DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE</u>	308 209 170,78		308 209 170,78	816 565 309,13		816 565 309,13
Revenus des placements	137 873 659,90		137 873 659,90	132 369 224,09		132 369 224,09
Gains de change						
Produits des diff. s/prix de remboursement à percevoir	1 095 865,64		1 095 865,64			
Profits sur réalisation de placements	143 551 434,42		143 551 434,42	657 812 122,21		657 812 122,21
Ajustements de VARCUC (1) (+ values non réalisées)						
Profits provenant de la réévaluation des placements affectés						
Intérêts et autres produits de placements	393 659,79		393 659,79	536 052,24		536 052,24

LIBELLE	EXERCICE 2008			EXERCICE 2007		
	Brut 1	Cessions 2	Net	Brut 1	Cessions 2	Net
Reprises sur charges de placements; trsferts de charges	25 294 551,03		25 294 551,03	25 847 910,59		25 847 910,59
<u>CHARGES DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE</u>	88 513 872,93		88 513 872,93	68 863 972,52		68 863 972,52
Charges d'intérêts	1 731 588,66		1 731 588,66	12 226 149,52		12 226 149,52
Frais de gestion des placements	7 521 257,76		7 521 257,76	5 884 953,74		5 884 953,74
Pertes de change						
Amortissement des différences s/prix de remboursement	20 570 077,23		20 570 077,23	21 194 907,82		21 194 907,82
Pertes sur réalisation de placements	47 053 265,73		47 053 265,73	24 118 262,90		24 118 262,90
Pertes provenant de la réévaluation des placements affectés						
Ajustements de VARCUC (1) (– values non réalisées)						
Autres charges de placements						
Dotations sur placements	11 637 683,55		11 637 683,55	5 439 698,54		5 439 698,54
Resultat technique vie	22 883 465,04	23 990 018,31	-1 106 553,27	140 463 120,54	-34 227 632,74	174 690 753,28

Source : CNIA SAADA Assurance

4. CPC Consolidé « non vie » Proforma 2007 et 2008

LIBELLE	EXERCICE 2008			EXERCICE 2007		
	Brut	Cessions	Net	Brut	Cessions	Net
	1	2		1	2	
<u>PRIMES</u>	2 150 088 603,76	274 041 703,90	1 876 046 899,86	1 838 538 604,98	237 323 482,39	1 601 215 122,59
Primes émises	2 230 531 038,39	291 326 509,29	1 939 204 529,10	1 898 839 797,72	248 483 118,33	1 650 356 679,39
Variation des provisions pour primes non acquises ±	80 442 434,63	17 284 805,39	63 157 629,24	60 301 192,74	11 159 635,94	49 141 556,80
<u>PRODUITS TECHNIQUES D'EXPLOITATION</u>	12 909 303,74		12 909 303,74	10 520 435,68		10 520 435,68
Subventions d'exploitation						
Autres produits d'exploitation	2 754 683,49		2 754 683,49	5 144 143,34		5 144 143,34
Reprises d'exploitation; transferts de charges	10 154 620,25		10 154 620,25	5 376 292,34		5 376 292,34
<u>PRESTATIONS ET FRAIS</u>	1 450 040 744,19	140 786 846,44	1 309 253 897,75	1 212 520 274,29	127 858 317,93	1 084 661 956,36
Prestations et frais payés	1 260 007 862,86	145 076 233,82	1 114 931 629,04	1 089 128 627,10	167 634 621,43	921 494 005,67
Variation des provisions pour sinistres à payer ±	-13 068 279,43	-9 088 987,00	-3 979 292,43	156 534 553,45	-37 080 609,75	193 615 163,20
Variation des provisions pour fluctuations de sinistralité ±	189 355 000,00		189 355 000,00	-36 864 000,00		-36 864 000,00
Variation des provisions pour aléas financiers ±	-9 371 441,00		-9 371 441,00	4 738 985,00		4 738 985,00
Variation des provisions pour participat. aux bénéfices ±	-3 350 000,00		-3 350 000,00	-1 850 000,00		-1 850 000,00
Variation des autres provisions techniques ±	26 467 601,76	4 799 599,62	21 668 002,14	832 108,74	-2 695 693,75	3 527 802,49

LIBELLE	EXERCICE 2008			EXERCICE 2007		
	Brut 1	Cessions 2	Net	Brut 1	Cessions 2	Net
<u>CHARGES TECHNIQUES D'EXPLOITATION</u>	711 777 923,29		711 777 923,29	654 388 898,46		654 388 898,46
Charges d'acquisition des contrats	250 055 680,64		250 055 680,64	223 216 867,30		223 216 867,30
Achats consommés de matières et fournitures	42 174 318,39		42 174 318,39	26 422 455,22		26 422 455,22
Autres charges externes	78 130 799,98		78 130 799,98	71 753 828,32		71 753 828,32
Impôts et taxes	14 206 374,02		14 206 374,02	17 477 566,29		17 477 566,29
Charges de personnel	150 603 924,33		150 603 924,33	141 846 057,66		141 846 057,66
Autres charges d'exploitation	4 933 131,32		4 933 131,32	28 778 036,91		28 778 036,91
Dotations d'exploitation	171 673 694,61		171 673 694,61	144 894 086,76		144 894 086,76
<u>PRODUITS DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE</u>	682 044 302,87		682 044 302,87	334 186 193,06		334 186 193,06
Revenus des placements	70 773 047,37		70 773 047,37	45 868 832,45		45 868 832,45
Gains de change						
Produits des diff. s/prix de remboursement à percevoir						
Profits sur réalisation de placements	418 193 393,84		418 193 393,84	230 869 631,57		230 869 631,57
Profits provenant de la réévaluation des placements affectés						
Intérêts et autres produits de placements	4 976 869,36		4 976 869,36	5 711 642,88		5 711 642,88
Reprises sur charges de placements; trsfts de charges	188 100 992,30		188 100 992,30	51 736 086,16		51 736 086,16

LIBELLE	EXERCICE 2008			EXERCICE 2007		
	Brut 1	Cessions 2	Net	Brut 1	Cessions 2	Net
<u>CHARGES DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE</u>	369 100 153,09		369 100 153,09	65 882 840,66		65 882 840,66
Charges d'intérêts	1 457 016,20		1 457 016,20	5 671 985,59		5 671 985,59
Frais de gestion des placements	17 817 779,14		17 817 779,14	13 042 004,33		13 042 004,33
Pertes de change				30 931,88		30 931,88
Amortissement des différences s/prix de remboursement	2 121 605,65		2 121 605,65	1 844 468,88		1 844 468,88
Pertes sur réalisation de placements	89 431 621,62		89 431 621,62	2 756 205,87		2 756 205,87
Pertes provenant de la réévaluation des placements affectés						
Autres charges de placements						
Dotations sur placements	258 272 130,48		258 272 130,48	42 537 244,11		42 537 244,11
Résultat technique non vie	314 123 389,79	133 254 857,46	180 868 532,33	250 453 220,30	109 465 164,46	140 988 055,84

Source : CNIA SAADA Assurance

5. CPC Technique Consolidé Proforma 2007 et 2008

LIBELLE	EXERCICE 2008			EXERCICE 2007		
	Brut	Cessions	Net	Brut	Cessions	Net
	1	2		1	2	
<u>PRIMES</u>	2 634 960 759	356 327 645	2 278 633 114	2 365 099 929	339 908 753	2 025 191 176
Primes émises	2 715 403 193	373 612 450	2 341 790 743	2 425 401 121	351 068 389	2 074 332 733
Variation des provisions pour primes non acquises ±	80 442 435	17 284 805	63 157 629	60 301 193	11 159 636	49 141 557
<u>PRODUITS TECHNIQUES D'EXPLOITATION</u>	13 145 527		13 145 527	10 885 082		10 885 082
Subventions d'exploitation						
Autres produits d'exploitation	2 924 719		2 924 719	5 477 143		5 477 143
Reprises d'exploitation; transferts de charges	10 220 807		10 220 807	5 407 939		5 407 939
<u>PRESTATIONS ET FRAIS</u>	2 040 653 846	199 082 769	1 841 571 078	1 933 814 199	264 671 221	1 669 142 978
Prestations et frais payés	1 769 635 482	212 178 970	1 557 456 512	1 594 249 074	272 920 736	1 321 328 338
Variation des provisions pour sinistres à payer ±	-31 317 588	14 038 435	-45 356 023	251 181 788	-3 700 811	254 882 599
Variation des provisions des assurances-vie ±	92 654 317	-31 934 236	124 588 554	105 101 583	-1 853 011	106 954 594
Variation des provisions pour fluctuations de sinistralité ±	205 144 000		205 144 000	-39 866 000		-39 866 000
Variation des provisions pour aléas financiers ±	-9 371 441		-9 371 441	4 738 985		4 738 985
Variation des provisions techniques des contrats en U.C. ±						
Variation des provisions pour participation aux bénéfices ±	-12 558 526		-12 558 526	17 576 659		17 576 659

LIBELLE	EXERCICE 2008			EXERCICE 2007		
	Brut 1	Cessions 2	Net	Brut 1	Cessions 2	Net
Variation des autres provisions techniques ±	26 467 602	4 799 600	21 668 002	832 109	-2 695 694	3 527 802
<u>CHARGES TECHNIQUES D'EXPLOITATION</u>	803 085 032		803 085 032	1 067 259 161		1 067 259 161
Charges d'acquisition des contrats	269 185 252		269 185 252	248 957 458		248 957 458
Achats consommés de matières et fournitures	48 111 246		48 111 246	32 027 218		32 027 218
Autres charges externes	92 968 586		92 968 586	88 236 385		88 236 385
Impôts et taxes	16 461 615		16 461 615	19 618 810		19 618 810
Charges de personnel	177 327 122		177 327 122	179 620 182		179 620 182
Autres charges d'exploitation	5 409 135		5 409 135	28 783 378		28 783 378
Dotations d'exploitation	193 622 076		193 622 076	470 015 730		470 015 730
<u>PRODUITS DES PLACEMENTS AFFECTÉS AUX OPERATIONS D'ASSURANCE</u>	990 253 473		990 253 473	1 150 751 502		1 150 751 502
Revenus des placements	208 646 707		208 646 707	178 238 056		178 238 056
Gains de change						
Produits des diff. s/prix de remboursement à percevoir	1 095 866		1 095 866			
Profits sur réalisation de placements	561 744 828		561 744 828	888 681 754		888 681 754
Ajustements de VARCUC (1) (+ values non réalisées)						
Profits provenant de la réévaluation des placements affectés						

LIBELLE	EXERCICE 2008			EXERCICE 2007		
	Brut 1	Cessions 2	Net	Brut 1	Cessions 2	Net
Intérêts et autres produits de placements	5 370 529		5 370 529	6 247 695		6 247 695
Reprises sur charges de placements; trsferts de charges	213 395 543		213 395 543	77 583 997		77 583 997
<u>CHARGES DES PLACEMENTS AFFECTES AUX OPERATIONS D'ASSURANCE</u>	457 614 026		457 614 026	134 746 813		134 746 813
Charges d'intérêts	3 188 605		3 188 605	17 898 135		17 898 135
Frais de gestion des placements	25 339 037		25 339 037	18 926 958		18 926 958
Pertes de change				30 932		30 932
Amortissement des différences s/prix de remboursement	22 691 683		22 691 683	23 039 377		23 039 377
Pertes sur réalisation de placements	136 484 887		136 484 887	26 874 469		26 874 469
Pertes provenant de la réévaluation des placements affectés						
Ajustements de VARCUC (1) (– values non réalisées)						
Autres charges de placements				42 537 244		42 537 244
Dotations sur placements	269 909 814		269 909 814	5 439 699		5 439 699
RESULTAT TECHNIQUE VIE et NON VIE	337 006 854	157 244 876	179 761 978	390 916 340	75 237 532	315 678 808

Source : CNIA SAADA Assurance

6. CPC non technique consolidé Proforma 2007 et 2008

LIBELLE	OPERATIONS			OPERATIONS		
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents	TOTAUX DE L'EXERCICE 2008	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents	TOTAUX DE L'EXERCICE 2007
	1	2		1	2	
<u>PRODUITS NON TECHNIQUES COURANTS</u>	48 363 974,35	113 193,58	48 477 167,93	7 636 616,00	86 122,71	7 722 738,71
Produits d'exploitation non techniques courants						
Intérêts et autres produits non techniques courants	48 213 974,35		48 213 974,35	7 486 616,00		7 486 616,00
Produits des diff. s/prix de remboursement à percevoir						
Autres produits non techniques courants		113 193,58	113 193,58		86 122,71	86 122,71
Reprises non techniques, transferts de charges	150 000,00		150 000,00	150 000,00		150 000,00
<u>CHARGES NON TECHNIQUES COURANTES</u>	13 101 057,38		13 101 057,38	2 945 104,09		2 945 104,09
Charges d'exploitation non techniques courantes	4 307 624,83		4 307 624,83	1 736 833,51		1 736 833,51
Charges financières non techniques courantes				117 692,96		117 692,96
Amortissement des différences s/prix de remboursement						
Autres charges non techniques courantes	266 114,43		266 114,43	993 490,97		993 490,97
Dotations non techniques	8 527 318,12		8 527 318,12	97 086,65		97 086,65
RESULTAT NON TECHNIQUE COURANT (1-2)	35 262 916,97	113 193,58	35 376 110,55	4 691 511,91	86 122,71	4 777 634,62
<u>PRODUITS NON TECHNIQUES NON COURANTS</u>	45 590 919,98	7 476 993,00	53 067 912,98	5 491 400,30	5 106 341,00	10 597 741,30

LIBELLE	OPERATIONS			OPERATIONS		
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents	TOTAUX DE L'EXERCICE 2008	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents	TOTAUX DE L'EXERCICE 2007
	1	2		1	2	
Produits des cessions d'immobilisations	1 246 100,00		1 246 100,00	1 374 395,21		1 374 395,21
Subventions d'équilibre						
Profits provenant de la réévaluation des éléments d'actif						
Autres produits non techniques non courants	934 581,98	7 476 993,00	8 411 574,98	2 017 005,09	5 106 341,00	7 123 346,09
Reprises non courantes; transferts de charges	43 410 238,00		43 410 238,00	2 100 000,00		2 100 000,00
<u>CHARGES NON TECHNIQUES NON COURANTES</u>	17 393 855,13		17 393 855,13	853 848,29	0,01	853 848,30
Valeurs nettes d'amortis. des immobilisations cédées				213 945,21		213 945,21
Subventions accordées						
Pertes provenant de la réévaluation des éléments d'actif						
Autres charges non courantes	14 393 815,13		14 393 815,13	313 745,08	0,01	313 745,09
Dotations non courantes	3 000 040,00		3 000 040,00	326 158,00		326 158,00
RESULTAT NON TECHNIQUE NON COURANT (3-4)	28 197 064,85	7 476 993,00	35 674 057,85	4 637 552,01	5 106 340,99	9 743 893,00
RESULTAT NON TECHNIQUE (1 – 2 + 3 – 4)	63 459 981,82	7 590 186,58	71 050 168,40	9 329 063,92	5 192 463,70	14 521 527,62

Source : CNIA SAADA Assurance

7. CPC Recap consolidé Proforma 2007 et 2008

DESIGNATION		EXERCICE 2008	EXERCICE 2007
I	RESULTAT TECHNIQUE VIE.....	-1 106 553,27	174 690 753,28
II	RESULTAT TECHNIQUE NON VIE.....	180 868 532,33	140 988 055,84
III	RESULTAT NON TECHNIQUE.....	71 050 168,40	14 521 527,62
	RESULTAT AVANT IMPOTS.....	250 812 147,46	330 200 336,74
	CHARGE D'IMPOTS.....	95 218 766,30	200 534 330,67
IV	RESULTAT NET.....	155 593 381,16	129 666 006,08
TOTAL DES PRODUITS ASSURANCES VIE		711 031 607,81	1 240 906 008,97
TOTAL DES PRODUITS ASSURANCES NON VIE		2 571 000 506,47	1 945 921 751,33
TOTAL DES PRODUITS NON TECHNIQUES		101 545 080,91	18 320 480,01
TOTAL DES PRODUITS		3 383 577 195,19	3 205 148 240,31
TOTAL DES CHARGES ASSURANCES VIE		712 138 161,08	1 066 215 255,69
TOTAL DES CHARGES ASSURANCES NON VIE		2 390 131 974,13	1 804 933 695,48
TOTAL DES CHARGES NON TECHNIQUES		30 494 912,51	3 798 952,39
CHARGES D'IMPOTS		95 218 766,30	200 534 330,67
TOTAL DES CHARGES		3 227 983 814,02	3 075 482 234,23
RESULTAT NET		155 593 381,16	129 666 006,08

Source : CNIA SAADA Assurance

IX. BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Numéro de bulletin :

ORDRE DE SOUSCRIPTION A L'OFFRE À PRIX FERME DES ACTIONS CNIA SAADA Assurance

Nom ou raison sociale.....
 Prénom :.....
 Nom et prénom du signataire.....
 Fonction du signataire (personnes morales).....
 Sexe F/M :..... Code identité :.....
 Date de naissance :..... Numéro d'identité :.....
 Nationalité :..... Catégorie de personne morale.....
 Adresse :.....
 Tél : :..... Fax :.....
 N° de compte RIB/BANQUE :
 N° de compte TITRE :
 Connaissance prise des modalités de souscription figurant dans la note d'information visée par le CDVM et disponible auprès des membres du syndicat de placement, veuillez me souscrire :

TYPE D'ORDRE	
QUANTITE DEMANDEE	

<u>MODE DE PAIEMENT</u>	<u>DEPOSITAIRE</u>	<u>N°compte RIB ou N°Chèque</u>
Virement		(RIB 24 chiffres)
Chèque		(N° de chèque)
Espèces		(En Dirhams)

IMPORTANT :

- 1- Le client s'engage à couvrir intégralement le montant de ses souscriptions selon les modalités convenues avec les membres du syndicat de placement et conformément à la note d'information relative à l'opération.
- 2- Dans le cas où la Bourse de Casablanca procède à un appel de fonds, conformément à l'article 1.2.8 du Règlement Général de la Bourse des Valeurs, les investisseurs qualifiés et les banques devront verser au membre du syndicat de placement auprès duquel ils ont souscrit la provision nécessaire à la couverture dudit appel de fonds.
- 3- Les commissions maximum relatives à cette OPF se déclinent comme suit : la commission d'intermédiation est de 1,0% HT ; la commission de règlement livraison est de 0,2% HT et la commission de la Bourse est de 0,1% HT.
- 4- La TVA est au taux de 10%.
- 5- L'identité des souscripteurs sera dévoilée à l'émetteur.
- 6- Les ordres d'achat multiples sont interdits et frappés de nullité dans leur intégralité et leur globalité.

AVERTISSEMENT :

L'attention du souscripteur est attirée sur le fait que tout investissement en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse, sous l'influence de facteurs internes ou externes à CNIA SAADA Assurance

Une note d'information visée par le CDVM est disponible, sans frais, au siège social de CNIA SAADA Assurance, auprès des établissements chargés de recueillir les demandes de souscription et à la Bourse de Casablanca.

A, le

Signature précédée de la mention « Lu et approuvé »

Signature et Cachet du Client